

Fondation Nationale des Sciences Politiques  
Institut d'Études Politiques de Paris  
Cycle Supérieur d'Histoire du 20<sup>ème</sup> Siècle

THESE

pour obtenir le grade de

**Docteur de la Fondation Nationale de Sciences Politiques**

Discipline : Histoire

présenté par

Carla Brandalise

Titre

**Les Rapports Internationaux de l'Italie envers  
l'Amérique latine : 1922-1936.**

Directeur de Thèse

M. le Professeur Pierre Milza

A mon petit garçon, Jonas  
qui a été obligé à suivre, tous  
les jours, mon travail.  
A mes parents, Edith et Guilherme.

## REMERCIEMENT

Tout d'abord, je dois remercier en particulier mon directeur de thèse, M. le professeur Pierre Milza, qui m'a reçu à l'Institut de Sciences Politiques de Paris et a suivi avec attention mon travail.

M. le professeur Hégio Trindade, qui m'a dirigé dans mon doctorat de 3<sup>ème</sup> Cycle et qui fut le premier à m'encourager et à m'aider de façon décisive à approfondir mes études à travers la réalisation d'un doctorat en France.

Je remercie mes collègues du Département d'Histoire et de l'Institut de Philosophie et Sciences Humaines de l'Université Fédérale du Rio Grande do Sul, par les infinis mots de soutien pendant le parcours de ce travail, Temístocles César – par sa présence constante-, Regina Weber – qui m'a remplacée pendant mon absence au Brésil-, Sandra Pesavento – pour son soutien à mon arrivée en France-, Céli Jardim Pinto, Maria Isabel Noll, Maria Lucia Moritz, Sílvia Copé, Regina Xavier, Maria Luiza Martini, pour les mots d'amitié. Mme. Claudine Kelle qui a révisé mon travail.

Je remercie, enfin, le Conseil National de Développement Scientifique et Technologique qui m'a permis de mener à bien la préparation de cette thèse m'octroyant une bourse d'études.

## RÉSUMÉ

Ce travail essaie d'établir dans la mesure du possible les relations économiques, politiques et culturelles déployées par le régime fasciste italien avec l'Amérique latine jusqu'aux années 1936, en particulier avec l'Argentine et le Brésil. Ces derniers pays étant les plus développés du continent, ils ont également reçu le plus grand flux d'émigration italienne surtout à partir de la moitié du XIXème siècle . Entre-temps, ce travail prétend recouvrir les interactions du régime italien fasciste, soit avec les communautés italiennes sur place, soit avec les élites latino-américaines.

## **Abstract**

This essay tries to establish which were the economical, political and cultural relationship developed during the Italian fascist regimen with Latin America, specially Argentina and Brazil. Not only because those were the most developed countries in the continent, but also by the fact that they had the strongest italian emigration flux since the second half of the 19th century. Therefore, the essay intends to recover Italy's interaction, during Fascism, aiming to raise the influence of its interests in this continent, either through the already present Italian community, or through the latin-american elites.

### **Liste des abréviations utilisées :**

**ACS** : Archivio Centrale dello Stato (Archives centrales de l'Etat – Rome) :

**SPD** : Segretaria particolare del Duce (Secrétariat particulier du Duce)

**CR**: Carteggio riservato (Correspondance réservée)

**MinCulPop** : Ministero della Cultura Popolare (Ministère de la Culture Populaire )

**NUPIE** : Nuclei di propaganda italiana all'estero (Centre de propagande italienne à l'étranger )

**PCM** : Presidenza del Consiglio dei Ministri (Présidence du Conseil des Ministres)

**CPC** : Casellario Politico Centrale ( Casier politique central)

**DGPS** : Direzione generale della Pubblica Sicurezza (Direction générale de la Sûreté publique)

**ASMAE** : Archivio storico degli Affari esteri (Archives historiques des  
Affaires étrangères – Rome ) :

**AP** : Affari Politici ( série : affaires politiques )

**Telesp.** : (Télégramme)

**L.P.** : (Lettre particulière)

**b.** : Busta (carton)

**fasc.** : Fascicolo (fascicule)

**sottofasc.** : Sotto fascicolo (sous-fascicule)

**DDI** : Documenti diplomatici italiani

## TABLE DE MATIÈRE

**Introduction** .....I – XI

**Chapitre 1 : Les années vingt : *Per la più grande Italia***.....p. 01

- 1- Les univers latins et anglo-saxons : les enjeux d'influence  
en Amérique..... p. 02
- 2- L'Institut Christophe Colomb et la *latinità* ..... p. 16
- 3- La logistique de l'Institut Christophe Colomb..... p. 31
- 4- Les obstacles : la concurrence étrangère en Amérique latine..... p. 47
- 5- Les essais d'expansion de l'Italie en Amérique latine..... p. 54
- 6- Les problèmes du réseau diplomatique..... p. 65
- 7- Une victoire triomphale..... p. 77

**Chapitre 2 : L'Italie, ses émigrés et les élites créoles :**

***Civis Romanus Sum***..... p. 83



- 1- La 'conquête' du Sud : l'arrivée de la *Saturnia Tellus*..... p. 84
- 2- La tradition italienne sur le continent latino-américain..... p.96
- 3- L'*Alma Mater* : la renaissance de l'esprit latin et de la  
 communion romaine..... p.109
- 4- L'épopée italienne racontée à l'Amérique latine.....p.121

**Chapitre 3 : La présence et les possibilités italiennes**

**en Amérique latine.....p.152**

- 1- *Corpus scriptorum Americae Latinae* : perceptions et investigations.....p.153
- 2- Les émigrés italiens en Amérique latine : petit historique.....p.182
- 3- Les effets de la Première Guerre mondiale :  
 les marchés latino-américains.....p.204

**Chapitre 4 : L'Italie et l'Amérique latine : émigration et commerce.....p.225**

- 1- La *Madre della latinità* à la recherche de nouvelles opportunités..... p.228
- 2- La côte du Pacifique.....p.238
- 3- Les rapports économiques avec le Brésil.....p.260
- 4- Le Bassin de La Plata : Argentine et Uruguay.....p.288

## **Chapitre 5 : Les rapports privilégiés de l'Italie**

**avec l'Argentine** : .....p. 313

1- *L'America non è più quella d'una volta*.....p. 314

2- Les changements de route des années trente..... p. 318

3- L'émigration politique.....p. 322

4- Une inspiration indirecte en Amérique latine :

les mouvements philofascistes.....p. 346

5- Les liens Italo-argentins..... p. 365

5.1 - Le gouvernement d'Hipólito Yrigoyen..... p. 366

5.2 - Coup d'État en Argentine..... p. 373

5.3 – L'ascension du Général Justo et la 'décennie infâme' ..... p. 389

## **Chapitre 6 : L'Italie à la recherche d'alliances :**

**l'Amérique du Sud face au conflit italo-éthiopien**.....p. 394

1- La présence de l'Amérique du Sud à la SDN : l'affaire du Chaco.....p. 395

2- L'Argentine : alliée privilégiée en Amérique du Sud.....p. 400

3- Le Brésil et d'autres pays sud-américains à la SDN..... p. 410

4- Le conflit italo-éthiopien : visées sud-américaines..... p. 417

5- Les pressions sur l'Amérique du Sud..... p. 435

6- Les sanctions contre l'Italie.....p. 444

7- Le Venezuela et la question du pétrole..... p. 450

8- L'avancée italienne.....p.454

9- La Conférence panaméricaine de Buenos Aires.....p. 459

10- La victoire italienne et la contrariété suscitée par l'Argentine..... p. 475

**Conclusion.....p. 495**

**Journaux et Revues de l'époque.....p. 503**

**Outils de Travail.....p. 504**

**Bibliographie.....p. 510**

## INTRODUCTION

Après la marche sur Rome, les perspectives d'une expansion commerciale accrue et le désir d'exercer une plus forte influence sur la destinée politique et culturelle de l'Amérique latine sont devenus un des axes de référence des rapports extérieurs du gouvernement fasciste italien. En effet, les dirigeants italiens de la Péninsule voyaient là une portion de la planète non encore saturée par la concurrence des autres puissances. L'Angleterre et la France, par exemple, n'avaient pas constitué d'empires coloniaux dans cette zone, en dépit de leur indéniable prépondérance économique et culturelle dans la région.

D'autres pays cependant entrent en lice, comme les États-Unis. Leur pénétration au sud du Rio Grande est bien observée par l'Italie qui considère l'Amérique comme un rival de poids. L'Allemagne progresse également et est, sans doute, pour l'Italie, un exemple d'efficacité à suivre et, en conséquence, une forte compétitrice qu'il va falloir contrebalancer. Il faut donc réagir vite. Or, la 'nouvelle Italie', refondée par Mussolini, est destinée à redevenir dans le monde moderne, ce qu'a été l'Empire romain dans le passé, une grande civilisation.

L'identité italienne et une image de soi renouvelée, exigent une avancée et une place éminente dans l'ordre mondial. La volonté italienne de participer ainsi à une redistribution générale des espaces d'hégémonie et de sphères de pouvoir, tenue alors comme nécessaire, pousse alors l'Italie vers l'Amérique latine. D'autant plus que sa décision de s'engager dans la voie de l'industrialisation et de l'évolution technique lui font rechercher de nouveaux marchés consommateurs. Il n'est cependant pas question d'intervention militaire sur le sol latino-américain<sup>1</sup>. Les stratégies sont d'une autre nature, d'un autre niveau. On pratique davantage un discours de paix et de civilisation qui promet d'éclairer la marche du progrès par une concordance politique effective, une entente économique souhaitable, seule base possible d'une nouvelle alliance permanente.

Cette thèse se propose donc d'examiner comment, dans les circonstances que nous venons d'évoquer, l'Italie mussolinienne a compris et jugé possible son insertion en Amérique latine, insertion qu'elle entendait réussir en lui donnant comme point de départ deux pays choisis comme fers de lance de cette approche, l'Argentine, d'abord et avant tout, et le Brésil ; sans renoncer pourtant, au cours de cette entreprise d'investigation, à observer les déroulements de son action et les manœuvres globales qui avaient pour objectif la pénétration de plusieurs pays de ce continent.

---

<sup>1</sup>En décembre 1899, l'ex-vice-consul italien en Argentine, Gino MACHIORO (*Il nostro avvenire in America in Nuova Antologia*, fasc.67, déc.1899, p.528) avait déjà éclairci la position possible de l'Italie dans le Nouveau Continent : « (...)notre mission est de maintenir et, quand le cas se présente, de faire entrer nos colonies dans l'orbite des intérêts de la Mère Patrie. Mais sans aucune idée, pas même sous-entendue, d'ambition politique. Si nous voulions faire de l'impérialisme colonial en Amérique, nous montrerions que nous ne connaissons ni l'Italie, ni les Amériques, et surtout ignorons complètement notre colonie. »

En dépit de l'intérêt du sujet et de ses rebondissements, nous manquons cruellement d'études qui visent à saisir les relations politiques de l'Italie avec l'Amérique latine à travers une vision d'ensemble, un tout composé réunissant au fur et à mesure du possible des données concernant l'ensemble du continent, afin d'analyser les ressorts de l'entreprise, les interactions, de même que la portée des intentions de la Péninsule à l'égard du continent vu comme une entité collective. Les recherches déjà effectuées ont surtout accordé la priorité soit aux études portant sur la grande émigration italienne vers le continent sud-américain, soit à celles qui sont faites pour chaque pays individuellement<sup>2</sup>.

Sans mépriser les difficultés que représentent le fait de se tenir à un ensemble plutôt qu'à des éléments séparés, ni les risques d'être confronté à une composition ambiguë ou indécise lorsque l'on tente un bilan ou plutôt l'esquisse d'un déploiement plus global des Italiens sur l'Amérique latine, et sans déprécier non plus l'histoire locale, les horizons particuliers aux divers pays et l'évolution de toute une mosaïque bariolée de régions, ce présent travail s'attache justement à retrouver et à dégager les actions internationales de l'Italie fasciste tournées vers le 'continent latin'.

Au niveau chronologique, la thèse se rapprochera à la période qui va de 1922 à environ 1936. Tout d'abord, parce que les années vingt se caractérisent par un fort activisme de l'Italie à l'égard de l'Amérique latine. Et c'est justement à partir de la conquête légale du pouvoir et de la mise en place de l'État corporatif (1926-1927), qu'on peut le mieux saisir, même à un niveau surtout discursif, une série d'aspirations, de dispositions et de déterminations illustrant cette tendance. C'est une époque pleine d'énergie mobilisatrice, remplie de projections et de

---

<sup>2</sup>Voir la bibliographie qui accompagne les chapitres.

résolutions plutôt verbales que concrètes, plutôt idéalisées que réelles, puisqu'il s'agit d'intentions qui sont, pour la plupart, inexécutables, de possibilités inexistantes et utopiques, bien au-dessus des capacités tangibles du régime récemment mis en place. On fait, en outre, des évaluations équivoques sur la réalité du continent latino-américain. Les ambitions du fascisme à l'égard des pays situés au-delà de l'Atlantique sont avant tout de grandes esquisses théoriques, portant une certaine cohérence dans les grandes lignes, mais inapplicables dans l'ensemble. Ce sont des projets intermittents, qui essayent, sans doute, de s'adapter aux circonstances et changent au gré des événements et des arrangements.

Dans un second temps, ce travail de recherche se concentrera sur la décennie 1927-1936, celle de l'apogée du régime, tant du point de vue interne que de celui de la politique étrangère, pour s'attacher à l'affaire éthiopienne, moment où l'Italie se retourne à nouveau vers l'Amérique latine, poursuivant de possibles alliés en ce qui concerne à ses plaintes et revendications auprès de la SDN. Cela dit, à la fin des années vingt, avec l'arrêt partiel de l'émigration italienne vers ce dernier continent, l'Italie avait vu son intérêt pour cette partie du monde diminuer considérablement. A cette époque, elle privilégie davantage et encore plus le rapprochement avec les grandes démocraties, son influence croissante en Europe centrale et balkanique, son avancée en Afrique, en attendant que ne s'effectue la conquête de l'Éthiopie et l'expansion de sa vocation colonisatrice.

Il n'importe. Pour l'Amérique latine également, l'Italie n'avait pas et n'aurait jamais la stature politique, la faculté économique, l'appui des gens concernés. Ce que l'on rencontre le plus fréquemment, c'est un décalage entre

les paroles et les faits, entre la suffisance italienne et les circonstances, entre l'effusion de l'imaginaire et la faiblesse décevante des résultats pratiques. Ses visées mondiales étaient trop larges, trop démesurées. La politique fasciste supposait, semble-t-il, qu'elle pourrait procéder sur le plan international avec la même impulsion qu'au niveau interne. En fait, la péninsule transalpine alimente de vaines aspirations, mises à part ses prétentions en Amérique latine. Elle se conçoit comme une puissance méditerranéenne et africaine, apte à retrouver la *Mare Nostrum*. Elle se considère aussi comme une puissance balkanique, destinée à jouer un rôle primordial auprès des peuples d'Europe centrale. Elle projette la remise en discussion de l'existence même de la Yougoslavie. La résistance de l'Occident face à la montée de la Russie bolchevique, fait aussi partie de ses préoccupations.

De la même façon, le fascisme italien va, dans son face à face avec l'Amérique Latine, jouer du symbolisme, du mythe, et c'est là un autre aspect important que ce travail de recherche prétend cerner. C'est pourquoi, cherchant à mettre à jour la signification et à dévoiler les multiples facettes du phénomène historique en question, la thèse privilégie dans une certaine mesure une histoire événementielle, tout en essayant d'élucider comment certaines conceptions, comme la *latinità*, l'*italianità* et la *romanità* étaient vues et présentées par les dirigeants italiens au continent latino-américain. La démarche a été faite dans la mesure du possible en s'appuyant sur la prospection du corpus documentaire et le parcours des innombrables publications qui côtoient le sujet choisi.

L'Italie, ici, conjure un destin indivis, une symbiose entre la Créatrice, Rome, et les créatures, les autres peuples latins. On a affaire à un patrimoine mental, émotionnel, spirituel, hérité d'un passé partagé. Créer une mythologie



commune pourrait amorcer, ouvrir la voie à une certaine énergie poétique. Le tout prenant l'épaisseur d'un retour historique passant par des corrélations diffuses dans la mémoire sociale. L'Italie de Mussolini évoque, se nourrit de l'idée d'une poussée culturelle vers le Nouveau Monde. L'idéal d'expansion dirigé vers cette partie de l'Amérique, en marge de l'empreinte anglo-saxonne, passe par la reprise du concept de *latinità*. Et l'on arrive à ce point précis à la représentation par excellence. Une notion de *latinità* comprise déjà par les 'Nationalistes' italiens comme un phénomène d'*italianità*. Laquelle est mise en avant par le fascisme qui en fait une manifestation de *romanità*. L'Italie, appuyée sur l'idée d'une civilisation latine universelle, insigne prolongement de l'Europe humaniste, héritière du monde gréco-romain, revient à ces jeunes nations indépendantes, ses sœurs, filles d'une Amérique qui avait été, en son temps, colonisée par l'Espagne et Portugal.

Voilà sa vocation : Rome reste la formatrice, la porteuse éternelle du flambeau des races latines<sup>3</sup>. Et l'Italie revendique une valeur symbolique qui récupère d'une part la légendaire et ancienne tradition romaine, d'autre part le rêve visionnaire d'une tâche à accomplir en tant que mission civilisatrice. C'est le début d'une nouvelle ère, la *renascita della stirpe*, la récupération du sentiment d'orgueil grâce à la régénération définitive des Italiens éparpillés dans le monde, et particulièrement en Amérique. Il faut imprimer le génie italien sur une nouvelle époque de modernité. On diffuse alors l'image d'un passé héroïque, ponctué de paraboles et de personnalités, de prouesses grandioses et de performances

---

<sup>3</sup>Partout on voit l'expression convaincue de ce *fatum* historique, à l'instar de ce que déclare un gouverneur italien, Filippo CREMONESI (*Roma e la tradizione latina* in *Colombo*, vol. I, juin 1926, p.6): "Rome vit de vie pérenne et nous ne sommes pas les héritiers, mais les continuateurs

exceptionnelles accomplies par les Italiens en Amérique. Scénario qui remonte, bien sûr, au début de tout, au commencement même du Nouveau Monde, avec Christophe Colomb et Amérigo Vespucci. On n'oublie pas non plus le légendaire Giuseppe Garibaldi et son épopée libératrice en Amérique méridionale ; ni la geste de son fils, Peppino Garibaldi, pendant la Révolution mexicaine ; ni tant d'autres Italiens méritants, mais en général tombés dans l'indifférence, dans l'inexcusable oubli. Ni surtout, l'Italien anonyme, cet homme doté d'une inépuisable force de travail ; composé d'une essence brute, mais transformatrice, inventive, dont la nature pourrait bien se résumer dans le terme 'miracle'.

Récréer et récupérer cette saga est un des objectifs visés, retrouver la longue histoire mouvementée et ponctuée de plusieurs rebondissements, de plusieurs péripéties, des 'héros' italiens, une valorisation du courage, de la fermeté d'âme. Les Italiens sont vus, dans cette entreprise, comme des conquérants, et non comme de pauvres émigrés bafoués par leur pays d'origine et humiliés par les élites des pays d'accueil. L'image de l'Italie devait changer partout,

«puisque'au Brésil, en Argentine, en Uruguay, au Paraguay, au Chili, en Bolivie, au Pérou, en Équateur, au Panama, en Colombie, au Venezuela, vivent des milliers d'Italiens. Si, depuis quasi un siècle, ces valeureux combattants ont triomphé grâce à leur exténuant travail et leur claire courtoisie, ils n'ont jamais cependant réussi à détruire la fable de l'Italie pouilleuse et livrée au brigandage.

---

de l'inexhaustible force civilisatrice. Nos frères d'Amérique(...)ont le droit de s'appeler Romains dans la gloire du passé, dans la généreuse volonté des présentes initiatives.»

L'Italie reste inexorablement la nation pauvre que ses propres citoyens abandonnent pour toujours au hasard<sup>4</sup>. »

On va récupérer de la même manière l'idée de *Primato*. Etant donné que la Péninsule avait découvert, exploré, en partie peuplé et construit en ses bases l'Amérique latine, il était dans l'ordre naturel des choses que l'Italie ait des droits acquis et inaliénables. Il fallait évidemment les revendiquer. Légitimer, ensuite, la vitalité d'une énergie démographique exubérante, la première forme douloureuse et glorieuse, le premier germe de l'expansion italienne à travers le monde. Cela dit, ce qui était en question, c'était la juste reconnaissance des gouvernements latino-américains. Les Amériques devaient un tribut à l'Italie<sup>5</sup>. Affirmation reconsidérée désormais par l'exercice intellectuel du fascisme. Toute une pléiade d'hommes de lettres et de philosophes, d'historiens et de journalistes, d'orateurs et de curieux s'emploie à nouer des liens puissants au nom d'une communauté d'histoire et de civilisation, entre la Péninsule et l'Amérique latine. La constatation et l'idée qu'il faudrait une plus grande et une meilleure connaissance réciproque se diffuse. Une multitude d'ouvrages, périodiques, magazines, fanzines, est publiée<sup>6</sup>. L'Italie va utiliser, dans la mesure du possible, toutes les ressources de la propagande politique moderne.

---

<sup>4</sup>*Corriere Italiano*, n°34, 24 août 1924, p.4.

<sup>5</sup>Comme l'affirme l'Italien A. BRESSO au sujet de l'Argentine (*Il lavoro e il pensiero italiano nella Repubblica Argentina*. Verona: Mondadori, 1933, pp.93-94) : «Les ingrats et les oublieux devraient prendre en considération que des siècles d'attente auraient été nécessaires pour que naisse la nation argentine, si les trois millions d'Italiens émigrés n'avaient pas résolu pratiquement à leurs dépens, le problème de la population de cette zone déserte, parce que les libres institutions nord-américaines, la pensée française et la livre sterling anglaise sont de très belles choses, mais elles sont incapables de procréer des fils.»

<sup>6</sup>Mario PUCCINI (*La nuova e la vecchia America* in *Rivista d'Italia e d'America*, anno III, déc.1925, p.65), donnait le ton au sujet des principaux motifs de ce nécessaire 'effort de l'esprit, entrepris pour enfin trouver l'Amérique latine' : « On ne peut pas, en vérité, dire que l'Italie

Avant tout, il fallait reconnaître sa propre défaillance, son erreur. « Nous devons », écrit l'américaniste italien Luigi Bacci, « dans un souci de vérité, confesser que notre Italie, jusqu'à l'avènement du Fascisme, ne ressentait pas un grand intérêt pour ses sœurs américaines, avec lesquelles elle ne s'était pas souciée de contracter d'autre lien que les liens protocolaires de la diplomatie officielle<sup>7</sup>. » Et ce regret, cette conscience du refus devaient pousser désormais à récupérer le terrain perdu et les années d'abandon. D'autant plus que cet espace négligé était de plus en plus investi, économiquement parlant, par d'autres puissances.

Ainsi, le premier chapitre de notre travail présente les intérêts politico-économiques que l'Italie mussolinienne envisageait de défendre dans les Etats d'Amérique latine, notamment dans les pays les plus importants en terme de développement interne, qui étaient par ailleurs les réceptacles d'un large flux d'émigration italienne. Il faut préciser que la perspective de la thèse suit toujours le point de vue de l'Italie.

Le deuxième chapitre aborde les relations établies entre l'Italie, les 'élites créoles' et les émigrés italiens, ainsi que les tentatives de l'Italie pour exercer quelque influence et changer plusieurs aspects de cette relation, en

---

d'aujourd'hui est celle des vingt années passés, toute recueillie en soi même et bien peu attentive aux problèmes spirituels et sociologiques des autres nations de l'Europe et du monde. L'Italie d'aujourd'hui est assez informée de ce qui se passe ailleurs, surtout dans le domaine politique. Mais il existe encore quelques lacunes ; dont l'une est vraiment détestable : elle porte sur les faits qui se produisent et qui se sont produits *in antico* dans les républiques américaines de langue espagnole. Cette lacune est grave : tout d'abord, parce qu'elle ne nous permet pas de suivre dans leur évolution et leur développement historique les peuples plus jeunes et destinés dans un temps plus ou moins éloigné à des actions supérieures ; en second lieu, parce que nous avons perdu comme nous perdons, les raisons d'une certaine influence plus ou moins profonde, mais toujours notable, sur l'esprit de nos concitoyens émigrés là-bas. »  
<sup>7</sup>BACCI, Luigi. *L'attività dell'Istituto C. Colombo* in *Colombo*, fasc. V, sept. 1927, p. 254.

se référant tout particulièrement à une Histoire commune idéalisée et racontée, unissant la Péninsule et le continent latino-américain.

Le troisième chapitre examine des ouvrages de l'époque ainsi que d'autres plus anciens consacrés à l'Amérique latine qui serviront de base à la mise en oeuvre des initiatives du gouvernement fasciste. Il y aura aussi, à niveau explicatif, un petit historique de la présence italienne sur le continent latino-américain, surtout dans les pays jusqu'à maintenant peu étudiés par l'historiographie actuelle, à l'instar de la côte Pacifique, où l'Italie vise les opportunités commerciales d'un marché qu'elle considère comme non encore saturé par la concurrence des autres puissances.

Le quatrième chapitre s'intéresse aux espoirs de l'Italie fasciste qui pense accroître ses rapports économiques avec les pays d'Amérique latine, comprendre la dynamique de ce marché afin de surmonter les difficultés envisageables et pouvoir finalement développer des liens commerciaux. Les années prises en compte sont surtout celles de la décennie 1920, laquelle représente une phase positive dans le domaine des opérations commerciales internationales.

Le cinquième chapitre évoque les rapports politiques entre l'Italie et les gouvernements des deux principaux pays de l'Amérique latine, le Brésil et l'Argentine, en privilégiant cette dernière nation. Il s'agit de voir comment l'Italie accompagne les événements politiques qui se succèdent dans ces deux pays, surtout à partir de 1930 (et jusqu'à 1936), période où ont lieu, aussi bien en Argentine qu'au Brésil, des coups d'Etat qui instaurent dans les deux pays des gouvernements autoritaires. Le chapitre explore également, dans la mesure du possible (en raison du manque de

documentation), l'organisation des associations fascistes dans la communauté émigrée italienne.

Le sixième chapitre, enfin, analyse la guerre italo-éthiopienne du point de vue des attentes de l'Italie qui cherche du soutien à la SDN et se retourne vers les pays d'Amérique Latine, en qui elle croit trouver de possibles alliés susceptibles de soutenir sa cause au sein de cet organisme.

## CHAPITRE PREMIER

### **Les années vingt : *Per la più grande Italia.***

Dans les années vingt, des initiatives, fruit de bonnes intentions, sont progressivement imaginées, idéalisées, souhaitées, enfin prises par le régime fasciste italien, avec cet écart caractéristique entre le projeté et le réalisé. N'importe ; quelques propositions sont bien abouties, surtout si on les compare aux actions des gouvernements italiens antérieurs. Dans la fraîcheur du régime, tout semble possible et faisable. Tout est d'abord une question d'esprit d'entreprise, de persévérance ; il s'agit de combler les retards, et de se doter de moyens performants. Or, la *latinità* de l'Amérique latine est un fait inéluctable qu'il importe d'explorer, de parcourir pour découvrir ce qu'elle renferme dans son caractère de nécessité. D'où il s'ensuit qu'en ce continent latin, on doit dès lors avancer en s'appuyant sur des données plus exactes, bâtir sur des bases plus rationnelles. La volonté de s'informer par des enquêtes avant d'agir est forte. On juge nécessaire de disposer de connaissances cartographiques, d'analyses de toutes les structures du pouvoir, d'une compréhension approfondie de la vie économique. L'impulsion vient essentiellement de l'Etat, lequel compte intervenir pour réveiller les léthargies et stimuler les entreprises. Et pour mener une œuvre aussi ambitieuse, l'Italie prétend mettre au point une entremise étatique

organisée. La formulation et la portée des moyens à employer doivent être encadrées par l'administration, avec l'appui d'un milieu d'affaires supposé très entreprenant. La Péninsule veut soumettre ses ressources disponibles aux vertus de la réglementation, laquelle corrigerait les défauts et des tendances naturelles dispersives.

## **1 - Les univers latins et anglo-saxons et les enjeux d'influence en Amérique :**

Profitant du rapprochement politique que l'Italie amorce avec la dictature du général Miguel Primo de Rivera et étant donné la position, jugée privilégiée, dont l'Espagne bénéficie encore auprès des nations américaines de langue espagnole, le Duce manifeste l'intention de promouvoir des accords hispano-italiens destinés à faire progresser l'influence politique et économique italienne outre-mer. Il entend étendre pareillement ce dessein au Portugal, et par la suite au Brésil., afin de créer une « union culturelle », puisque

« l'importance des valeurs spirituelles communes entre les pays latins précède et en même temps avale toutes les formes successives de relations. Et la figure spirituelle qui attache essentiellement le monde ibérique à l'Italie est celle de Christophe Colomb. L'Espagne lui a accordé sa confiance et les moyens de mener son entreprise. L'acte de naissance de l'Amérique nous montre l'Italie



et l'Espagne entrelacées tenant le nouveau continent sur les fonts baptismaux<sup>1</sup>. »

De ce fait, la conclusion d'un pacte d'amitié et d'un traité de commerce entre l'Espagne et l'Italie ouvre « une collaboration dans le vaste champ d'intérêt que les deux Etats partagent à l'égard des républiques sud-américaines. Le traité qui permet à l'Italie de se rapprocher plus intimement de l'Espagne, fera que l'action des deux peuples deviendra féconde en résultats<sup>2</sup>. » La bonne volonté de l'Espagne est, au même degré, visible. Rivera compte donner à son pays un poids supplémentaire sur la scène internationale. Lors d'une visite à Rome en novembre 1923, le général espagnol déclare, remémorant sa propre prise du pouvoir, que l'exemple de Mussolini «fut la préparation de l'ambiance, l'électrification de l'atmosphère », et il ajoute que le Duce « reste aujourd'hui le guide de l'Espagne dans la voie de la reconstruction, du progrès et de l'ordre<sup>3</sup>. »

D'emblée, une des premières convergences qui rapprochent l'Italie et l'Espagne, en 1925, est représentée par un assentiment commun sur l'organisation d'une tutelle mutuelle et réciproque de leurs émigrés respectifs pendant les voyages d'aller et retour entre les deux pays et le Nouveau Monde. L'idée avait déjà été lancée à l'occasion de la Conférence internationale sur l'émigration et l'immigration tenue à Rome, en mai 1924. Une proposition établissait que les deux gouvernements s'engageraient à donner la certitude aux

<sup>1</sup>*Prefazione in Annuario d'Italia et dell'America Latina*. Roma: Istituto Cristoforo Colombo, 1930.

<sup>2</sup>*Collaborazione Italo-spagnola nell'America Latina* in *La Vie de l'Italie et de l'Amérique Latine*, n°10, oct. 1926, p.1215

<sup>3</sup>Cité par MILZA, Pierre. *Les Fascismes*. Paris: Seuil, 1991, p.248.

citoyens des deux pays, sur leurs propres paquebots assurant le transport des émigrés ou des rapatriés, une même protection et assistance<sup>4</sup>.

De plus, Mussolini et Primo De Riviera s'intéressent et suivent attentivement une mouvance qui commence à prendre forme à Buenos-Aires, et se présente comme le résultat de la cinquième Conférence panaméricaine tenue à Santiago, entre le 25 mars et le 10 mai 1923. On voit naître la conception, surtout chez les intellectuels influents du Sud du *Rio Grande*, d'une 'Union latino-américaine'. Ce qui n'est guère que le résultat d'une méfiance croissante à l'encontre des agissements des États-Unis. Le sentiment *yankeephobe* se répandait en effet et gagnait les milieux les plus divers. Les esprits s'échauffaient et le mécontentement s'exprimait, y compris à propos de ce qui concernait les gouvernements. Nous prendrons à titre d'exemple l'indignation générale soulevée par la marche des Nord-américains sur les Républiques d'Amérique centrale, action sentie comme impitoyable. Trois pays caraïbes avaient été envahis avec une étonnante facilité par les *marines*, dans les décennies 1910 et 1920, en raison de la supériorité technique des Etats Unis et de l'ampleur de leur puissance. La presse latino-américaine s'était alors presque partout fait l'écho de protestations contre l'occupation de Haïti, de la République dominicaine et du Nicaragua. Et, pour ce qui était de l'Amérique du Sud, cette même presse jugeait que seuls le Brésil, l'Argentine, le Chili, le Paraguay et le Venezuela étaient encore, mais pas pour longtemps, à l'abri du contrôle financier des États-Unis. La République nord-américaine avait de fait récemment consenti à tous ces derniers pays de larges prêts d'argent. Au Pérou, en Équateur, en Colombie, en

---

<sup>4</sup>L'accordo italo-spagnolo per l'assistenza agli emigranti in *Rivista d'Italia e d'America*, déc. 1925.

Bolivie des techniciens et conseillers financiers nord-américains allaient diriger la politique fiscale interne.<sup>5</sup>

Pendant la Conférence de Santiago, les États-Unis avaient clairement manifesté leur intention d'être l'arbitre principal des conflits latino-américains, à la place des Européens et de la Société des nations. La confirmation est évidente dans le cas de la dispute de *Tacna-Arica* qui oppose le Pérou et le Chili. L'affaire est portée en premier lieu devant la SDN, étant donné que les deux pays belligérants étaient membres de la Société. Cependant, la République nord-américaine, en vertu de la Doctrine de Monroe, en désinvestit la SDN et prend le cas en main.

L'Argentine, de son côté, commence à s'affirmer en tant que 'centre de résistance' aux prétentions des États-Unis<sup>6</sup>. Et, pour donner une assise à cette conviction, une importante revue mensuelle de Buenos-Aires, *Nuestra America*, va publier, en ces années, une série de rubriques consacrées à l'impérialisme nord-américain, qui s'exerce sur tous les autres pays du Nouveau Monde. Selon *Nuestra America*, le danger *yankee* était un fait et le panaméricanisme officiel ne faisait que promouvoir l'expansion de cette menace. Pour combattre la voracité du capitalisme du Nord, estime la revue, il est impératif que les pays latino-américains apprennent à protéger leurs marchés et leurs territoires; qu'ils aient conscience de leur appartenance à une histoire commune, afin de résoudre

---

<sup>5</sup>Pour l'histoire générale de l'Amérique latine voir : JOSLIN, David. *A Century of Banking in Latin America*. Londres : Oxford University Press, 1963 ; WHITAKER, Arthur P. *Nationalism in Latin America, past and present*. Gainesville : University of Florida Press, 1962 ; HARDOY, Jorge Enrique et SCHAEDEL, Richard P. (éd.). *El Proceso de urbanización en America Latina desde sus orígenes hasta nuestros días*. Buenos Aires : Editorial del instituto di Tella, 1969 ; KEPNER, C.D. et SOOTHILL, Jay. *El Imperio del Banana*. Mexico : Ed. del Caribe, 1949 ; DONGHI, Tulio Halperin. *Historia Contemporanea de America latina*. 2<sup>e</sup> ed. Madrid : Alianza Editorial, 1970.

entre eux les antagonismes inhérents au Continent<sup>7</sup>. Au demeurant, la dénonciation de l'impérialisme américain va fuser de partout. Ces intellectuels d'opposition vont utiliser le concept de civilisation et de culture latines contre le « colosse du Nord » et sa culture anglo-saxonne.

Le débat était pourtant incisif en Amérique latine. L'attraction de la République nord-américaine se faisait fortement sentir. A la fin du 19<sup>ème</sup> siècle, la presse latino-américaine ouvre déjà ses pages à la grande discussion qui divise les faiseurs d'opinion - et elle sera plus vive encore au début du nouveau siècle – au sujet des mérites respectifs des cultures latine et anglo-saxonne, cette dernière étant valorisée par le modèle renouvelé qui apparaissait au Nord. En faveur du modèle anglo-saxon, on met en avant le pragmatisme, le sens de l'efficacité et de rendement, l'esprit de corps et de discipline. On préconise d'adopter le type d'éducation *yankee*, puisque ce dont l'Amérique latine avait vraiment besoin pour le moment, c' était justement de praticiens industriels et énergiques<sup>8</sup>.

Ce débat puisait en particulier son inspiration dans les œuvres de Herbert Spencer et de Gustave Le Bon. Dans la théorie de l'évolution sociale de Spencer, la pensée latino-américaine cherchait des points de repères pour situer les particularités de sa société, dans une dimension universelle. Une des préoccupations centrales revient sur la notion de 'race', c'est-à-dire sur l'aspect

---

<sup>6</sup>Voir : BAILEY, Thomas. *A diplomatic history of the American people*. New Jersey: Englewood Cliffs, 1974; MARTZ, John D(ed). *The dynamics of change in Latin american politics*. New Jersey: Englewood Cliffs, 1965.

<sup>7</sup>Voir l'article *Nè imperialismo nè interventionismo negli Stati latino-americani* in *Colombo*, fasc.II, août 1926.

<sup>8</sup>Voir ZEA, Leopoldo. *Dos etapas del pensamiento en Hispanoamerica*. Mexico :El Colegio de Mexico, 1949 ; UREÑA, Pedro Henriquez. *Literary Currents in Hispanic America*. Cambridge : Harvad University Press, 1949 ; ARCINIEGAS, German. *El continente de Siete Colores :historia de la cultura en America latina*. 2<sup>o</sup>ed. Buenos-Aires :Ed. Sud-america, 1970.

darwinien de la logique 'spencerienne', lequel soutenait que seules certaines races ou groupes humains, ceux dotés de caractères physiques héréditaires permanents, étaient capables de se civiliser. Cette généralisation se joint aux concepts développés par Le Bon dans les *Lois psychologiques de l'évolution des peuples* (1894), où l'auteur enchaîne les notions historiques et anthropologiques de la 'race'. De sa lecture des événements, Le Bon retire l'idée que les races indo-européennes seraient les seules races supérieures ; pourtant la branche anglo-saxonne se plaçait, sans aucun doute, au-dessus de la branche latine. Cette dernière branche, en vérité, se trouvait dans une décadence et une dégénération franches et irréversibles partout dans le monde. Le Bon prenait comme exemple les Amériques ; ou, pour être plus exact, ce qu'il jugeait comme le progrès et la stabilité du Nord des Amériques qu'il opposait à l'anarchie sanguinaire et à l'autocratie du Sud de ce continent. Par ailleurs, l'auteur français condamnait l'absolu excès du métissage racial en Amérique du Sud, particulièrement présent au Brésil, fait qui engendrerait un fatal déséquilibre psychologique.

Cette matrice pessimiste qui guide la vision que l'on se fait d'un sous-continent à la fois latin et métis fait alors des émules parmi les Latino-américains. *Nuestra America*, ouvrage écrit en 1903 et publié à Barcelone par l'Argentin Carlos Octavio Bunge (1875-1918), fut acclamé dans toute l'Amérique hispanique. Il s'inscrivait dans 'l'esprit lebonien', et affirmait que « les races sont la clé de toute explication. Aussitôt viennent les climats. Puis, l'Histoire. Tout se complète ; pourtant le sang, l'hérédité psychologique sont le principe des faits. » Tous les lignages raciaux possédaient leurs propres caractéristiques psychologiques héréditaires et la « psychologie nationale » de chaque

république différait en fonction de son amalgame racial spécifique. A l'inverse des Yankees, continue Bunge, les Espagnols de l'Amérique n'étaient pas une race pure, plutôt « des Européens bâtards, 'indigènes', 'mulâtrés' »<sup>9</sup>.

Dans cette autodévalorisation nationale, conditionnée par la pensée européenne et confiante dans l'inexpugnable déchéance du continent latin, on rencontre encore des ouvrages comme *Les démocraties latines de l'Amérique* (1912) du Péruvien Francisco García Calderón (1883-1953) ; *Pueblo enfermo* (1909) du Bolivien Alcides Arguedas (1879-1946) et *Raza chilena* (1904) du Chilien Nicolás Palacios (1854-1911). Calderón voit dans le mélange des races décadentes et destructives, l'explication fondamentale du désordre général qui régnait en Amérique latine. Arguedas applique son analyse au cas de la Bolivie, accentuant le rôle de la fatalité raciale dans ce qu'il juge comme un climat géographique néfaste au développement d'une civilisation.

Palacios arrive à quelques conclusions différentes, bien qu'il prenne un chemin d'analyse similaire. Il corrobore le déterminisme biologique, mais soutient l'existence d'une vraie race chilienne qui mérite d'être récupérée et réhabilitée. Elle serait le résultat du mélange du courage et de l'indépendance des Indiens, avec les qualités supérieures des premiers Espagnols, les *conquistadores*, constitués, et cette caractéristique faisait toute la différence, d'une noble portion d'origine 'gothique', dérivée de l'ancienne Scandinavie. Pour Palacios, le véritable danger de déchéance proviendrait plutôt au Chili des « races latines inférieures »<sup>10</sup>, celles de l'immigration plus récente, et notamment de la race

<sup>9</sup>Cité par HALE, Charles A. *Ideas políticas y sociales, 1870-1930* in BETHELL, Leslie (ed.). *Histoire de América Latina*. Barcelona: Editorial Crítica, 1991, pp.28-29.

<sup>10</sup> *Id. Ib.*, p.32.

Italienne, laquelle devrait bénéficier dans le pays d'une entrée, au minimum, amoindrie.

Aussitôt, et en évidente réaction, une nouvelle appréciation positive de 'l'esprit latin' et d'un idéalisme latino-américain émerge, agrégée par contre-coup, à un jugement moral dépréciatif des États-Unis. L'œuvre classique et emblématique de cette tendance, qui va influencer les auteurs subséquents, paraît en 1900 et s'intitule *Ariel*, d'après le personnage symbole de la spiritualité, de la grâce et de l'intelligence; antithèse de *Calibán*, figure par excellence du matérialisme et du manque d'habileté. Ce bref essai écrit par le grand intellectuel uruguayen de l'époque, José Enrique Rodó (1871-1917), entend proclamer la valeur d'une Amérique latinisée par sa propre volonté; il répudie la « manie du Nord » et accuse l'utilitarisme et la médiocrité démocratique des États-Unis. « La puissante Fédération », affirme l'auteur, « pratique parmi nous une sorte de conquête morale(...)nous avons, nous, les Américains latins, une hérédité de race, une grande tradition ethnique à maintenir.<sup>11</sup> »

A partir de 1909, le *Buenos-Aires Herald* exprime clairement son hostilité aux États-Unis; entre 1903 et 1910, la revue chilienne *Sucesos* publie une quinzaine de caricatures montrant les États-Unis faisant figure d'agresseurs. Le Colombien José Maria Vargas Vila pousse cette thématique dans *Against the barbarians. The Yankee – beyond the enemy*, publié en 1919. Dans les années vingt, l'*yankeephobie* est devenue non seulement un courant habituel dans les milieux universitaires, mais un trait régulier de la rhétorique politique de toute

---

<sup>11</sup> RODÓ. José Enrique. *Ariel*. Buenos Aires, 1900, pp.05-12.

l'Amérique latine<sup>12</sup>. L'Argentin d'origine espagnole, Manuel Gálvez<sup>13</sup>, sera un des opposants les plus aguerris à la 'menace' nord-américaine :

« Dans le continent américain, ce n'est pas l'Espagne qui combat les États-Unis, mais l'esprit latin. C'est la culture française qui a donné en Amérique une nouvelle nuance à la vieille langue castillane. C'est l'âme italienne qui demeure dans plusieurs millions d'Argentins. Nous sommes, nous les Argentins, bien plus latins que ne le sont les Espagnols. Plus de la moitié des Argentins ont, dans leurs veines, du sang italien. Pour pouvoir affronter l'invasion nord-américaine, il est nécessaire que les Argentins se sentent les fils de Rome. Les émigrés italiens portent l'essence de la *latinità*<sup>14</sup>. »

Or, l'Italie et l'Espagne voient, dans ces événements, l'opportunité d'un rapprochement plus incisif avec l'Amérique latine, et fait passer cette idée par la proposition d'une 'Ligue Panlatine' destinée à remplacer 'l'Union latino-américaine' ; la première orientant vers une possible collaboration entre tous ces pays latins, sous la direction sous-entendue bien sûr, des deux pays européens.

Il est évident qu'à ce moment-là une partie de cette Amérique cherchait dans la *latinità* de sa bourgeoisie créole, non seulement une identité collective

<sup>12</sup>Voir SMITH, Robert Freeman. *América Latina, los Estados Unidos y las Potencias Europeas, 1830-1930* in BETHELL, Leslie (ed.), *op.cit.*, pp.73-105.

<sup>13</sup>GÁLVEZ, Manuel. *Esta pueblo necesita*. Buenos Aires: Librería de A. García Santos, 1934 ; GÁLVEZ, M. *Vida de Hipólito Yrigoyen, el hombre del mistero*. 2<sup>éd.</sup> Buenos-Aires: Kraft, 1939 ; GÁLVEZ, M. *Recuerdos de la vida literaria*. T.II. Buenos Aires: Hachette, 1956. Voir: ROUQUIE, Alain. *Manuel Gálvez écrivain politique*. Paris : Cahiers des Amériques latines, 3-4, 1970, pp.93-110.

<sup>14</sup>Cité en *La Vita d'Italia e dell'America Latina*, n°1, janvier 1932, p.53.



propre à renforcer son nationalisme, mais aussi des racines culturelles lui permettant de résister à l'expansion et à l'influence croissante des États-Unis. Cette élite, qui avait rejeté la domination politique directe de l'Espagne et du Portugal, voulait désormais proclamer son originalité *latine* face à l'impérialisme *yankee*. Il fallait ainsi donner cours à ce dessein d'une 'Ligue Panlatine'<sup>15</sup>.

Les observateurs italiens présents en Amérique latine, ou même à partir de la Péninsule, accompagnaient attentivement la progression de la République du Nord. Se situant dans la perspective d'un possible rôle de médiateur dévolu au continent européen, l'américaniste italien Vincenzo Grossi avait déjà proclamé d'ailleurs, dans son œuvre *Storia delle colonizzazione europea al Brasile*, en 1905, « l'Amérique latine est en train de traverser un des moments les plus critiques et les plus décisifs de son histoire, menacée qu'elle est par l'invasion commerciale des États-Unis, prélude d'une hégémonie politique plus ou moins prochaine et déguisée . » Pour ensuite définir sur le ton de

---

<sup>15</sup>Voir INMAN, Samuel Guy. *Imperialistic America* in *The Atlantic Monthly*, juin 1924; WELLS, Summer. *Imperialistic America* in *The Atlantic Monthly*, sept. 1924. Du reste, l'idée d'une agrégation des nations d'identité latine était récurrente et d'autres initiatives avaient été prises auparavant, à exemple du Premier Congrès International Hellenico-Latin tenu à Rome, en mars 1903, sous la présidence d'Angelo De Gubernatis, avec la présence effective de délégations de plusieurs pays latins. Ce premier congrès avait été organisé par la *Società Elleno-Latina*, laquelle, pour sa part, avait été fondée à Rome, le 22 avril 1902. Le correspondant de presse du Brésil, Domenico Rangoni, est rempli d'enthousiasme à l'évocation des possibles retombées du Congrès : « Dans le futur du Brésil et des États latino-américains, on perçoit le début d'un salutaire mouvement (...) le 20<sup>ème</sup> siècle verra surgir une nouvelle civilisation latine en Amérique du Sud avec le concours de l'Italie. » (Voir: *Courrier de Rome* de D. RANGONI, publié dans le journal brésilien *Correio Paulistano*, de 31 mai à 1<sup>er</sup> juin 1903.) Le Congrès avait en tête la proposition d'une Fédération. Lors de l'ouverture, le maire de Rome de l'époque expose la nature du rendez-vous : « Apporter la parole de Rome dans cette réunion, signifie apporter le salut de la Mère Patrie adorée à un colloque de parents proches. Bienvenue à vous, qui êtes le signe vivant de l' incoercible idée latine ; vous, qui venez avec la mission noble et grande de démontrer triomphalement que notre race glorieuse (...) n'est destinée ni à disparaître ni à déchoir. » Déjà le ministre de l'Instruction publique italien, Nasi, déclare à la même occasion : « La civilisation latine gouverne la pensée depuis vingt siècles, et bien qu'elle semble affaiblie, elle se relève, puissante d'une nouvelle rigueur (...) tous les peuples de langue latine ont su et sauront affirmer glorieusement leur foi dans leur destin. Voilà Rome qui porte, immortelle dans le temps, la lumière du génie latin. Rome, qui salue aujourd'hui, la célébration de la plus grande et de la plus bénéfique des alliances. » Cité par RANGONI, Domenico. *Dopo un viaggio in Italia*:

l'avertissement l'unique stratégie applicable du continent *latino* : « Si les nations latino-américaines ont la prétention de conserver leur indépendance en face de la montée des États-Unis, elles doivent rendre encore plus étroits et intimes leurs rapports de fond de nature économique et sociale avec les principaux pays d'Europe. »<sup>16</sup>

Ou encore l'avertissement que fait l'Italien Ausonio Franzoni, dans ces notes préparatoires *L'Esplorazione commerciale*, à l'occasion du *IV Congresso Geografico Italiano*, tenu à Milan en avril 1901. Franzoni argumente en faveur d'une plus grande intervention de l'Etat italien dans le processus migratoire italien en direction de l'Amérique latine, afin de réparer ainsi une négligence fautive :

«Le Mexique et les Républiques d'Amérique centrales subissent déjà l'influence, pour nous pernicieuse, de la race anglo-saxonne ; influence qui va se manifestant chaque jour plus fort dans les Etats méridionaux ; elle y fomente et y entretient par n'importe quel moyen, des raisons de discorde, pour éviter là-bas la création d'une puissance, d'une race qui veuille s'opposer aux exigences nordiques<sup>17</sup>. »

Une opinion un peu plus optimiste sur les possibilités de l'Europe, et par conséquent de l'Italie, en Amérique du Sud, en dépit de l'inégale progression des

---

*contributo allo studio sulle relazioni tra l'Italia ed il Brasile*. SP :Duprat & comp., 1903, pp.11 et 89-90.

<sup>16</sup>GROSSI, Vincenzo. *Storia della colonizzazione europea al Brasile e della emigrazione italiana nello stato di San Paolo*. Milano-Roma-Napoli :Dante Alighieri, 2ed., 1914 [1905], pp.202-203.

États-Unis, est exprimée par l'économiste italien Giuseppe Caratti, lequel, analysant les effets commerciaux qu'a eus la Première guerre mondiale dans le continent sud-américain dans un ouvrage *I rapporti Italo-argentino dopo la guerra*, publié en 1917, s'interroge et en même temps formule la réponse : « Existe-t-il vraiment une tendance irrésistible à l'union panaméricaine dans le sens politique du mot ? Je ne le crois pas. » L'auteur admet que le panaméricanisme, programme *yankee*, ne pouvait pas avoir eu une meilleure impulsion que celle donnée par le conflit, moment où les Républiques sud-américaines furent abandonnées momentanément par le capital et par les bras européens. D'un autre côté, cependant, il était également certain que les pays du Sud en général, accueilleraient la marche de Washington avec une persistante méfiance. Carrati indique ce qu'il juge être les points de faiblesse du propos *Yankee* ; pour lui la méthode américaine était peu efficace et inappropriée : une ignorance volontaire du castillan dans les tractations d'affaires qui semblait d'autant plus disgracieuse quand elle était comparée à la largesse et à l'habileté du commerce allemand d'avant guerre ; une politique commerciale agressive que les Nord-américains imposaient sous le prétexte de la guerre ; des exigences de paiement anticipé <sup>18</sup>.

Le plupart des Italiens, considèrent ainsi comme bien problématique, sinon irréversible, la pénétration nord-américaine. Luigi Incisa, dans *Nel paese della fazenda*, paru en 1925, affirmait lui aussi que l'Union panaméricaine servirait, avant tout, les intérêts de la politique expansionniste yankee en Amérique latine. Pour cette finalité, l'Union disposait de moyens de propagande

---

<sup>17</sup>FRANZONI, Ausonio. *Appunti sul programma della Sezione B del IV Congresso Geografico Italiano* in *L'Esplorazione commerciale*, a.XVI, fasc.III, 15 fév. 1901, pp.34-35.

aboutissant à des résultats très persuasifs, sous contrôle évident, bien sûr, des États-Unis, et dont le plus connu était la revue *The Pan American Magazine*, éditée et distribuée à partir de Washington en plusieurs langues, avec un tirage de quelques centaines de milliers de copies. Incisa souligne encore ce qu'il considère comme un grave dysfonctionnement de base qui devait être impérativement corrigé : les rapports commerciaux entre les pays latins d'Europe (c'est-à-dire à son avis, le Portugal, l'Espagne et l'Italie) et les pays d'Amérique latine avaient effectivement produit une série d'échanges, mais malheureusement ce commerce s'était limité aux denrées alimentaires. Par contre, déplore Incisa, avec les États-Unis, les échanges s'étaient bâtis sur des champs bien plus fondamentaux pour le développement économique de l'Amérique du Sud, comme les machines :

« Dans ces dernières années, 42 % des objets manufacturés, que le Brésil introduit annuellement dans le pays, sont de fabrication nord-américaine(...) Londres et Paris, pendant une large période, ont été les deux grands centres financiers, aujourd'hui, c'est des États-Unis que provient le grand capital<sup>19</sup>. »

La revue *Emigrazione e Lavoro*, à son tour, met en exergue ce qui lui semble être une circonstance particulière bien exploitée par la puissance nord-américaine : « La jalousie et la rivalité qui divisent tant les Etats de l'Amérique du

---

<sup>18</sup>CARATTI, Giuseppe. *I rapporti Italo-argentino dopo la guerra*. Acqui : Tipografia Pietro Righetti, 1917, p.35 à 45.

<sup>19</sup>INCISA, Luigi. *Nel paese della fazenda*. Milano: Felice Balzaretti, 1925, pp.258-259.

Sud que ceux de l'Amérique centrale, dont les États-Unis savent habilement tirer profit dans leur propre intérêt<sup>20</sup>. »

Quoi qu'il en soit, pour faire progresser ses attentes d'insertion dans le marché *latino*, le gouvernement italien entendait retirer quelques bénéfices d'une entente qui se préfigurait entre les deux plus solides et, par ailleurs les plus représentatives des associations d'Italiens vivant à l'extérieur de la Péninsule, l'*Ordine Figli d'Italia*, implantée aux États-Unis et au Canada et la *Federazione delle Società Italiane dell'Argentina* ; il comptait sur l'action des dirigeants de ces groupements respectifs, Giovanni di Silvestro et Adone Vendemiati.

A l'occasion d'un hommage rendu à la tombe du *Soldato Ignoto della Patria* au début de 1925, à Rome, les dirigeants des associations américaines signent, avec l'aval de Mussolini, un *patto di alleanza*, dans lequel ils réaffirment la fidélité à la patrie d'adoption en même temps qu'ils se proposent de maintenir la « flamme de la latinité ». Les objectifs à atteindre sont aussitôt définis : « Faciliter la diffusion de la langue et de la culture italienne ; promouvoir les échanges culturels et commerciaux entre les deux Amériques ; perfectionner et maximiser l'intérêt des émigrés des deux continents à l'égard de l'Italie ; contribuer à la renaissance spirituelle et au réveil commercial et industriel de la *Madre Patria*<sup>21</sup>. »

---

<sup>20</sup>*Emigrazione e Lavoro*, V, n°4, avril-mai 1921, p.11.

## 2 - L'Institut Christophe Colomb et la *latinità* :

Estimant qu'il était alors possible de capter cette revitalisation de 'l'esprit latin' engendrée par une partie considérable des élites créoles, considérant d'autre part que les espaces commerciaux n'étaient pas en vérité totalement comblés, en dépit de l'évidente présence d'autres concurrents de poids, et confiante dans son émigration exponentielle déjà sur place, l'Italie fasciste se met au travail. Tout d'abord, pour appuyer l'idée de la formation d'une 'Ligue Panlatine', faisant face, sans nécessairement s'opposer au 'Panaméricanisme', la Péninsule promeut avec l'Espagne, la création, à la fin de 1923, d'une association, l'Institut Christophe Colomb (*Istituto Cristoforo Colombo*) dont le siège sera à Rome,

«dans la certitude qu'elle constitue un devoir d'*italianità* ; elle ira encourager une coopération efficace pour que la *civiltà latina* ne soit plus considérée comme une simple expression de rhétorique mais soit perçue comme une grande force d'expansion, mise au service des intérêts que l'Italie possède déjà , et prétend développer davantage avec l'Espagne, le Portugal, et plus particulièrement avec les pays latino-américains. Entre l'Italie, la Péninsule ibérique et ces peuples lointains qui appartiennent à notre race , il faut resserrer des liens nouveaux et plus solides . Entre l'Italie et ces pays, il ne subsiste pas de désaccords, il n'existe ni ne peut exister de méfiance<sup>22</sup>.»

<sup>21</sup>Il patto d'alleanza tra i figli d'Italia del Nord e del Sud America in *Rivista d'Italia e d'America*, n°XIII-XjIV, janv-févr., 1925, p.63.

<sup>22</sup>BACCI, Luigi. *L'attività dell'Istituto Cristoforo Colombo* in *Colombo*, fasc.V, sept. 1927, p.223.

En vérité, l'idée de créer l'*Istituto* existait en Italie avant même le coup d'Etat du général Rivera, mais le dernier gouvernement constitutionnel espagnol n'avait pas répondu à cette proposition avec un grand enthousiasme. Et ce, pour deux raisons. Tout d'abord, les Espagnols avaient représenté que, dans une première enquête effectuée par eux, les Républiques latino-américaines n'avaient pas fait preuve d'un grand intérêt pour l'initiative italienne; ensuite, le gouvernement espagnol ne s'était pas interdit d'exprimer son insatisfaction devant le fait que le projet ne comptait pas la France, qui, dans ces conditions, était le seul pays 'latin' exclu. Par exemple, soulignent les Espagnols, l'Argentine, pour sa part, préférerait maintenir ses liens privilégiés avec l'Italie, sans faire entrer d'autres nations dans ce rapport ; et si c'était le cas, le gouvernement argentin présenterait le même grief à propos de l'ostracisme de la France. La position de l'Espagne change, pourtant, avec l'avènement de Rivera au pouvoir . Mettant fin au gouvernement parlementaire espagnol en septembre 1923, Rivera instaure, avec l'appui du roi Alphonse XIII et des militaires, un régime d'exception<sup>23</sup>.

L'*Istituto* commence finalement ses activités en mars 1924, et a droit, en tout état de cause, à une visite officielle des rois d'Italie. Aussitôt, l'institution définit son caractère: ce sera un établissement tourné vers la diffusion d'un « programme organique », synthèse de la pensée des pays directement concernés. C'est-à-dire l'Italie, l'Espagne, le Portugal et les nations latino-

---

<sup>23</sup>LERMA, Gustavo Palomares. *Mussolini y Primo de Rivera Política Exterior de dos dictadores*. Madrid: Eudema, 1989, pp.269-278. Lerma remarquait, à l'époque de la publication de son ouvrage, que tout ce qui concernait les rapports qu'avaient pu avoir les deux dictateurs, Mussolini et Rivera, au sujet de l'Amérique latine, demeurait très peu connu par l'historiographie. Il signalait la nécessité de nouvelles études.

américaines<sup>24</sup>. Adhèrent alors en premier à cette institution l'Espagne et le Portugal, à travers leurs corps diplomatiques accrédités à la Cours du Roi d'Italie. La communication s'organise enfin, de façon positive en direction des pays d'Amérique latine. Les représentants diplomatiques espagnols, Ojeda au Pérou et Padilha au Venezuela, font part d'un accueil favorable réservé à l'*Istituto*<sup>25</sup>. La participation effective des pays Ibero-américains à la nouvelle organisation ne sera pourtant que faible ou fallacieuse. C'est bien l'Italie qui donne le sens et l'interprétation qu'elle souhaite à l'*Istituto*<sup>26</sup>.

Or, l'Italie s'arroge le titre de *madre di tutta gente latina*. Elle veut pratiquer en Amérique latine une active propagande intellectuelle, artistique, scientifique et économique en son nom propre . Elle envisage naturellement le rapprochement avec ses propres colonies d'émigration ; et, notamment, dit le professeur américaniste Luigi Bacci, « démontrer aux nations latino-américaines, le contingent de vigueur que les Italiens ont apportés à leur formation<sup>27</sup>. »

Quoi qu'il en soit, les Espagnols sont pleinement incorporés aux premiers efforts organisateurs de l'*Instituto*. Pour la rédaction des statuts et la planification, on compose un groupe central comprenant trois Espagnols et trois Italiens. La direction générale est réservée à un Espagnol, lequel sera choisi par son gouvernement. A ce stade, face aux hésitations espagnoles, l'Italie finit par

---

<sup>24</sup>Une autre association nommée également *Istituto Cristoforo Colombo*, sans relation avec ce second Institut, mais elle aussi tournée vers les émigrés italiens avait été fondée dans la seconde moitié du 19<sup>ème</sup> siècle par Monsignore Scalabrini, dans le but d' « aider à maintenir vive dans le cœur des Italiens, la fois catholique et, en même temps , le sentiment de nationalité et d'affection pour la *Madre Patria*. » Cité par MACOLA, Ferruccio. *L'Europa alla conquista dell'America Latina*. Venezia :Ferdinando Ongania ed., 1894, p.15.

<sup>25</sup>LERMA, G.P., *op. cit.*, p.276.

<sup>26</sup>D'après Victoriano Peña SÁNCHEZ (*Intelectuales y Fascismo: la cultura italiana del 'ventennio fascista' y su repercusión en España*. Granada: Universidad de Granada, 1995, p.137): « Cet aspect des relations entre les deux pays [Espagne et Italie] est assez méconnu ; pourtant il n'est pas moins important ; cels relations se développent autour des intérêts que le gouvernement fasciste maintient, essentiellement en matière de politique-économique, en Amérique hispanique. »



prendre l'affaire en mains. Benito Mussolini sera le Président honoraire ; Giorgio Guglielmi De Vulci, le vice Président. Le Conseil délibératif aura comme président, Amadeo Gianini ; ses adjoints les plus directs seront Giacomo Paulucci, Eugenio Broccardi, P. Colonna et Eduardo Soderini. Secrétaire général, Luigi Bacci. Parmi les 43 premiers conseillers, des noms importants de la hiérarchie fasciste, à l'instar de Giuseppe Bottai, Giuseppe De Michelis, Giorgio Del Vecchio, Giovanni Giuriati, Ciro Trabalza.<sup>28</sup>

A la vérité, le net recul de l'Espagne en Amérique latine avait déjà été noté par quelques observateurs italiens sur place. C'était un avis, et plus encore, un avertissement donné par l'attaché commercial italien au Chili, Tommaso Mancini. En 1924, il met en garde contre le danger que représente le fait de surenchérir sur l'influence de l'Espagne en Amérique hispanique, et avertit des maux qu'une telle attitude pourrait engendrer :

« Le pire de tout serait l'illusion que l'approche italo-espagnole puisse nous dissuader de mettre en oeuvre notre propre propagande en Amérique, laquelle répond à une nécessité majeure, en croyant que cette approche par elle seule, rendrait pour nous l'ambiance plus propice(...)L'Espagne ne peut pas se reposer sur la certitude de disposer d'un domaine qui, s'il a existé autrefois, est aujourd'hui âprement disputé par d'autres peuples, non en vertu du sang ou d'un passé commun, mais par habileté expansionniste ; ces peuples campent sur ce terrain et triomphent sur les pays les plus faibles et les plus naïfs<sup>29</sup>. »

---

<sup>27</sup> Colombo, fasc.V, sept. 1927, p.254.

<sup>28</sup> Colombo, fasc.I, juin 1926, p.01.

L'*Istituto* ne sera ni privé, ni public. Il se constituera en organe composé, établi sur une collaboration entre États associés, et entre la collectivité italienne de ces pays et quelques individus intéressés. Il sera placé sous le contrôle des États, en l'occurrence, de l'État italien. L'Italie offre le siège social, formule les principaux projets à entreprendre et fournit la majeure partie du capital. L'Espagne coopère en mettant à disposition son personnel diplomatique et en favorisant la diffusion des idéaux de l'*Istituto* par le biais de ses ambassades et légations en Amérique latine. Lesquelles composent un réseau de représentants d'ailleurs plus étendu et organisé que celui que possède l'Italie sur le même continent<sup>30</sup>.

Quant au Portugal, il n'apparaît que de temps en temps, étant en proie à d'assez graves difficultés économiques, avec une monnaie au bord de la faillite et la mévente de ses produits agricoles. De plus il se trouve confronté au niveau interne à des agitations ouvrières et des troubles politiques, tous événements qui aboutiront au *putsch* militaire de mai 1926, conduit par le général Gomes da Costa<sup>31</sup> ; le Portugal ne va réussir alors qu'à maintenir un lien fragile avec l'*Istituto*. Les pays latino-américains, pour leur part, n'exerceront guère que le rôle de récepteurs des initiatives italo-espagnoles. L'Argentine sera la plus présente. Le gouvernement Rivera, cependant, fortement embarrassé par ses difficultés militaires au Maroc, et par l'agitation séparatiste en Catalogne, ne fera pas preuve de l'impulsion nécessaire pour rétablir ou accroître son influence en

---

<sup>29</sup>MANCINI, Tommaso. *Problemi e mezzi della nostra penetrazione economica nell'America Latina*. Santiago, 1924, p.15.

<sup>30</sup>Voir VIVES, Jaime Vincés. *Historia social y economica de España y America*. Tome IV. Barcelona : Teide, 1959.

<sup>31</sup>MILZA, Pierre, *op. cit.*, p.250.

Amérique espagnole. Apportant un effort minimum, l'Espagne suit la poussée italienne, attendant d'en obtenir quelques bénéfices<sup>32</sup>.

La France ne demeure pas indifférente à l'entreprise italo-espagnole. Elle ambitionne également d'explorer la 'latinité' des peuples du continent latino-américain. En 1926, on met au point, dans la capitale française, *l'Association Paris et Amérique latine*, sous la direction du doyen du corps diplomatique accrédité auprès de l'Élysée, le marquis Emanuele Peralta, ministre plénipotentiaire du Costa Rica.

En Italie, la nouvelle sera reçue avec une certaine ironie et de la méfiance. Voilà les premières impressions du personnel lié à *l'Istituto* italien :

« Tout comme son statut social, les objectifs de cette nouvelle Association française, si on remplaçait le nom France par le nom Italie, rencontreraient les mêmes préceptes et les mêmes desseins que, dès sa fondation, s'était proposé et se propose toujours l'Institut Christophe Colomb : mettre en oeuvre une propagande intellectuelle, artistique, scientifique et économique active et réciproque en Amérique latine(...) notre exemple a eu une influence et des disciples efficaces de l'autre côté des Alpes<sup>33</sup>. »

Du reste, l'Association créée en France se disposait pareillement d'une part à promouvoir des congrès, des expositions, des conférences, des concerts

---

<sup>32</sup>D'après les dispositions statutaires, pour ce qui touche à l'Italie, *l'Istituto* « doit développer et activer les enquêtes et toutes les initiatives directes, afin d'établir les plus larges relations économiques entre l'Italie et les pays latino-américains; promouvoir la constitution et la fomentation d'organismes et de sociétés qui aient pour but de favoriser et de développer les échanges commerciaux entre l'Italie et ces pays latino-américains. » A cette fin, l'Institut de crédit italien fut le principal établissement chargé de dynamiser les exportations italiennes. Cité par *Colombo*, fasc. II, août 1926, p. 159.

<sup>33</sup>*L'Associazione Parigi e America latina* in *Colombo*, fasc. II, août 1926, p. 167.

musicaux pour montrer aux publics français et latino-américains, leurs cultures réciproques et leurs produits ; d'autre part à encourager des échanges d'enseignants, pour renforcer la présence culturelle française sur ce continent.

Les Italiens furent obligés de reconnaître, malgré tout, que l'organisation française disposait déjà d'un siège spacieux à la 'Madeleine', où les Latino-américains étaient reçus et mis en relation immédiate et directe avec leurs concitoyens ou avec des gens avec qui ils pouvaient traiter d'affaires économiques et culturelles. La présidence de l'Association de Paris avait eu recours, soulignent les Italiens, à une bonne stratégie de divulgation dans la mesure où elle avait remis des circulaires à plusieurs destinataires concernés, comme les ambassades, les consulats, les associations présentes un peu partout dans le monde.

Bientôt, une polémique va éclater lorsque Renato Le Conte publie, à la fin de 1926, dans le périodique de l'Association française, la *Revue de L'Amérique latine*, une série d'observations sur les Italiens émigrés en Argentine et au Brésil. Tout d'abord, Le Conte affirme que les années où le flux migratoire des Italiens avait pris la direction des Amériques étaient celles où l'on cherchait à échapper au service militaire et aux guerres d'Abyssinie, de Tripoli, etc. Ensuite, il évoque la rapide assimilation des Italiens émigrés en Amérique, et leur manque de patriotisme.

Dans les échanges commerciaux par conséquent, le grand nombre d'Italiens qui résidait outre-mer, n'apporterait vraiment pas de soutien particulier à l'Italie, tient à préciser Le Conte. Au contraire plusieurs exploitations agricoles et industrielles créées par des émigrés avaient diminué les possibilités d'exportation du Royaume d'Italie. Et Le Conte conclut avec fierté, «le petit

nombre d'Italiens qui a une position sociale élevée n'est pas reçu en société, pendant que les Français le sont.»

En fait, la France et l'Italie se disputent la notion opératoire de l'Amérique vue en tant que *latine*, bloc latin unique au monde, puisque la France était impliquée de la même manière à l'origine de cette nomenclature. Depuis la vague des indépendances des nations de cette Amérique, colonisée autrefois par la Péninsule ibérique, les élites politiques indigènes cherchaient un vocabulaire politique alternatif, afin de façonner la nouvelle réalité. Le terme 'latine' utilisé pour faire référence à la partie centrale et méridionale de l'Amérique se consolide en Europe à partir la moitié du 19<sup>ème</sup> siècle. D'après Guy Martinière, «le concept d'Amérique latine, créé en France sous Napoléon III, est né à la veille de l'expédition militaire, - et scientifique – française – et européenne – au Mexique<sup>34</sup>.» Il serait redevable à des intellectuels comme le diplomate latino-américain Charles Calvo qui, dans la dédicace de son livre *Recueil complet des Traités*, publié à Paris en 1862, rend hommage à Napoléon III : « Votre Majesté Impériale est le souverain de l'Europe qui a le mieux compris toute l'importance de l'Amérique latine, et qui a contribué de la manière la plus directe à l'immense développement du commerce que fait la France avec ce vaste continent<sup>35</sup>. »

On rencontre également cette terminologie dans les idées avancées par l'idéologue officiel du Second Empire, Michel Chevalier, lequel insiste sur la responsabilité de la France, héritière des nations catholiques européennes, qui

<sup>34</sup>MARTINIERE, Guy. *Aspects de la coopération Franco-Brésilienne*. Paris: Editions de la Maison des Sciences de l'Homme, 1982, p.27.

<sup>35</sup>Cité par MARTINIERE, G., *op. cit.*, p.28; encore MARTINIERE, G. *Les Amériques latines, une histoire économique*. Grenoble: Presses Universitaires, 1978. Voir : CALVO, Charles (éd.) *Recueil complet des traités, conventions, capitulations, armistices et autres actes diplomatiques de tous les Etats de l'Amérique latine*. Paris, 1862-1867, 16vols.

se doit de porter en Amérique le flambeau des races latines, entre autres les branches française, italienne, espagnole et portugaise, en particulier, en ce moment délicat où un déclin certain frappe l'Italie, l'Espagne et le Portugal. La France devait accomplir alors son importante mission, puisqu'au-delà des mers, la montée des nations protestantes et de la race anglo-saxonne était de plus en plus évidente. On se consacrerait tout d'abord au Mexique, insiste Chevalier, afin de faire face à l'expansion des États-Unis. Si bien qu' au fur et à mesure, les milieux intellectuels des États indépendants d'Amérique vont accepter de bon gré l'expression *Amérique latine*. A partir de 1880-1885, l'usage du terme devient courant. Même aux États-Unis, le concept finit par être accepté et ordinairement employé.

A la veille du déclenchement de la Première Guerre mondiale, le terme *latinité* prend une autre valeur idéologique, celui d'opposition au *germanisme*. La France revendique la condition latine et la défense d'une culture commune afin de pousser l'Italie à briser la triple alliance et à rejoindre l'action militaire française. Après la guerre, il faudrait encore, selon le gouvernement français, que la France et l'Italie, «sœurs latines», bâtissent ensemble, toujours sur les bases de la latinité, un solide bloc politique et économique, au point de mettre fin aux ambitions envahissantes de l'Allemagne.

Dans son premier numéro, sorti en mai 1919, le périodique français intitulé *Revue des nations latines*, et dirigé par Guglielmo Ferrero et Julien Luchaire, rédige un avertissement : «C'est un fait universellement connu que, pendant les trente dernières années, l'élément germanique a essayé, comme il l'avait fait autrefois, de s'introduire largement et de s'enraciner dans tous les pays latins de l'Europe et de l'Amérique. »

Pour contrecarrer cette action, la revue propose «le resserrement entre les peuples latins, notamment entre l'Italie et la France», dans le but d'examiner «de nouvelles idées d'action, de faire appel à de nouvelles adresses d'intervention et d'organisations alternatives<sup>36</sup>. »

Dans ce qui s'applique à l'Amérique latine, on rencontrait auparavant des approches rassemblant les deux nations européennes, dont un des points culminants fut la constitution de la *Banque française et italienne de l'Amérique du Sud* en 1910, laquelle reprit les affaires de la *Banca Commerciale Italiana* et s'allia avec la *Banque de Paris et des Pays-Bas* et la *Société générale*. En ces années, une résurgence de l'idéologie 'latine' se faisait jour et cette tendance allait jouer un rôle dans l'éclatement même du Premier conflit mondial : au pangermanisme est opposée l'alliance des nations latines d'Europe et de quelques Républiques latines du Nouveau Monde.

Par la suite, on voit même l'Amérique latine s'engager dans la Première guerre mondiale. Mais cette participation, tient-on ici à préciser, est demeurée essentiellement symbolique. Malgré des pressions internes ou internationales incontestables, l'Argentine, le Chili, le Mexique et le Paraguay ont observé jusqu'à 1918, la plus stricte neutralité<sup>37</sup>. Position qui ne sera pas exempte de critiques, telle celle que formule l'ambassadeur italien, Francesco Bianco : « Des pays latino-américains se sont bornés à rester opiniâtrement neutres, sourds au grand mouvement d'idées du continent<sup>38</sup>. » Quoi qu'il en soit, en veillant au

<sup>36</sup>Cité par MASTELLONE,Salvo.*L'Idea di Latinità* in DUROSELLE,J.B.et SERRA,Enrico.*Italia e Francia dal 1919 al 1939*.Milano:ISPI,1981,p.14.

<sup>37</sup>HERRING,Hubert.*A History of Latin America from the beginnings to the present*.Londres-New York :Jonathan Cape and A.A. Knopf,1968,pp.250-255.

<sup>38</sup>BIANCO,Francesco.*L'Italia e il Brasile:la lotta dei giganti nell'America del Sud e la fortuna del mercato italiano*.Milano:Fratelli Treves,1920,p.24. Avant Francesco Bianco avait publié déjà sur le Brésil : *La verità sul Brasile resa in forma popolare ad uso del colono italiano* (Napolis : Tip.Centrale,1903.)

maintien jaloux de son non-engagement, l'Argentine espère préserver un climat favorable aux investissements de toutes provenances.

L'opinion et la presse brésiliennes, à leur tour, épousent la cause de la Triple Entente. On souscrit aux emprunts français ; on salue la victoire de la Marne et le coup d'arrêt donné à l'invasion de la France<sup>39</sup>. L'Uruguay rompt ses relations avec l'Allemagne en octobre 1917 et le jour de l'armistice est célébré dans ce pays latin comme une fête nationale. La solidarité à l'égard de la France est tout à fait manifeste. L'écrivain uruguayen José Enrique Rodó, créateur d'*Ariel*, exprime en 1916 le sentiment qui domine parmi l'*intelligentsia* du continent vis à vis de la nation française :

«La conscience latino-américaine ne serait plus en cohérence avec ses traditions fondamentales, son origine et son éducation , elle perdrait l'instinct de ses intérêts les plus élevés , si elle ne se sentait exaltée, dans cette heure d'incertitude, par la fraternité à l'égard de la Grande Nation, avec qui elle partage la même race et le même esprit, à la Nation qui garde pour tous, le prestige de sa latinité prééminente...<sup>40</sup> »

La représentation de la latinité, devenue la prémisse d'un bloc politique et économique franco-italien était ainsi, à maints égards, le résultat de l'anti-germanisme. Une fois la Première guerre finie, l'idée perd de sa force. A sa place, les désaccords nés au moment de la paix prennent le relais. En outre, le Président nord-américain Wilson lance la proposition de créer une «Société des

---

<sup>39</sup>Voir BASBAUM, Leôncio. *História sincera da República*. T .II. De 1889 à 1930. 2ed. São Paulo, L.B., 1962.



nations »<sup>41</sup>, autre facteur qui va rendre moins faisable une entente purement latine.

Au demeurant, certains intellectuels italiens, à l'instar de Guido Ruberti<sup>42</sup>, s'arrogent dès lors la mission d'exalter le 'droit sacré et indivisible de l'Italie' du point de vue de la *latinità* : le *Primato*. Dans les années vingt, période où les relations entre la France et l'Italie sont plus tendues – les antifascistes italiens cherchent refuge en France et celle-ci défend les jeunes démocraties d'Europe orientale issues de la chute des empires centraux - ; la notion de *latinità*, dont s'étaient emparés les 'Nationalistes' italiens, est comprise à nouveau comme un phénomène d'*italianità*. Mussolini accentue encore l'inspiration nationaliste, et ratifie l'identification de la *latinità* avec la *romanità*, en reprenant la métaphore *Roma caput mundi*. Comme va le définir l'historien Emilio Gentile,

«le terme *italianità* fut adopté par le nationalisme et le fascisme , non seulement pour désigner l'inclusion, par citoyenneté, dans l'Etat italien, mais aussi, dans une acception qui voulait être politiquement plus marquée. Il devait en effet indiquer le sentiment et la conscience d'appartenir à la nation italienne et exalter la volonté, chez les Italiens vivant hors d'Italie, de préserver pendant la succession des générations, les liens de langue, de culture, d'intérêts et d'affection avec la nation d'origine <sup>43</sup> ».

---

<sup>40</sup> Cité par MAROCCO, Gianni. *Sull'altra sponda del Prata: gli italiani in Uruguay*. Milano: Franco Angeli, 1986, p. 80.

<sup>41</sup> DUROSELLE, Jean-Batiste. *Histoire diplomatique de 1919 à nos jours*. 11<sup>e</sup> ed. Dalloz, 1933, p. 57.

<sup>42</sup> RUBERTI, Guido (éd.) *Rassegna della istruzione artistica*. Urbino, 1930.

<sup>43</sup> GENTILE, Emilio. *L'emigrazione italiana in Argentina nella politica di espansione del nazionalismo e del fascismo* in *Storia Contemporanea*, a. XVII, n. 3, juin 1986, p. 355.

L'Italie veut reconquérir sa communauté à l'étranger et la ranger derrière la notion d'*italianità*, mais elle ambitionne davantage ; elle souhaite acquérir une position éminente parmi les nations latines, sinon la primauté. C'est la raison pour laquelle, comptant sur la réalisation de ce fait, elle projette de s'approprier une place de choix dans les rapports généraux entre pays latins, à travers justement et simultanément le concept même de *latinità*.

Bref, la référence permanente du fascisme à la *romanità* et à la *latinità* 'triumphantes' représentaient, au même degré, le désir d'exalter une supposée vocation universelle de Rome. Il fallait donc, pour en arriver à cette fin, essayer, entre autres, de marginaliser la France dans ce domaine spécifique. Mais le gouvernement français, quant à lui, n'avait pas la moindre intention d'abdiquer, dans ces années vingt, et s'employait à retrouver en Amérique latine son rôle économique d'avant la Première guerre. Il s'engage, en dehors du maintien de sa présence culturelle, dans des missions d'instructions militaires et dans des apports financiers. Au Brésil, par exemple, les ressources proviennent du *Crédit foncier pour le Brésil*, de la *Caisse générale d'emprunts* et de la *Société française des câbles*<sup>44</sup>.

Par rapport à la France, l'Italie fasciste s'inquiète également de ce qu'elle va rapidement considérer comme un vrai manque du sens de l'opportunité, caractéristique des gouvernements libéraux italiens précédents. En dépit des atouts que la Péninsule transalpine jugeait avoir en Amérique latine – dont le moindre n'était pas sa forte communauté ethnique - les gouvernements précédents avaient permis, sans presque opposer de résistance, que la France s'imposât en tant que modèle culturel par excellence dans le continent *latino*. Ils

avaient laissé naître, chez les Latino-américains, la tradition d'une réceptivité au magistère moral de la France. La langue française, les idées politiques, sociales et philosophiques françaises, la littérature française, étaient bien connues de l'élite intellectuelle créole et, de plus, pratiquées avec ferveur. Poètes, écrivains, éducateurs latino-américains venaient en France chercher inspiration, consécration et tribune. On parlait de francisation et de francomanie en Amérique latine. Férés de positivisme et de laïcité, disciples fervents de l'Université française, la plupart des théoriciens latino-américains de l'éducation étaient, jusque-là, également tournés vers la Sorbonne et le Collège de France, intellectuellement *parisianisés* <sup>45</sup>.

En Argentine, l'influence culturelle de la France prévalait comme nulle part ailleurs, dans les lettres, les arts – surtout l'architecture –, l'éducation, la musique et le goût du spectacle. Buenos-Aires était tenue pour le Paris du Nouveau Monde. La perception de ce triomphal phénomène était déjà présente chez les Italiens, dans la seconde moitié du 19<sup>ème</sup> siècle ; il suffit de se reporter aux commentaires de Filippo Ugolotti, lequel écrit en 1897 un ouvrage nommé *Italia e Italiani in Brasile : note e appunti*, après avoir séjourné au Brésil pendant trois années : « Les Brésiliens sont tous plus ou moins imprégnés, et ont grandi dans l'admiration de tout ce qui est français, une admiration qui pour quelques-uns touche au fétichisme<sup>46</sup>. » Et ce qu'Ugolotti considérait comme le pire, c'était que les journaux brésiliens façonnaient leurs nouvelles d'après les informations des périodiques français. En conséquence, tous les jugements négatifs à l'égard

---

<sup>44</sup>RIPPY, J. Fred. *French Investment in Latin America in Inter American Economic Affairs*, Washington, sept. 1948, pp. 83-84..

<sup>45</sup>HALE, Charles A. *Ideas políticas y sociales, 1870-1930* in BETHELL, Leslie, *op. cit.*, pp. 30 à 32.

<sup>46</sup>UGOLOTTI, Filippo. *Italia e Italiani in Brasile : note e appunti*. SP : Riedel e Lemmi, 1897, p. 31.

de l'Italie et les visions défavorables qu'en donnait la France finissaient par corrompre l'âme brésilienne.

La culture italienne, quant à elle, avançait dans toute l'Amérique avec difficulté. L'Italien Luigi Incisa, parlant du Brésil, déclare en 1925, « bien qu'un des penseurs majeurs de l'indépendance brésilienne, Libero Badarò, ait été d'ascendance italienne et que plusieurs autres de nos concitoyens se soient rendus illustres dans le domaine des sciences et des lettres(...)l'influence culturelle italienne dans ce pays est encore minime<sup>47</sup>. »

Quoi qu'il en soit, il y avait des voix dissonantes en Amérique latine qui refusaient la matrice culturelle française. Ce qui donnait des espoirs à l'Italie. L'écrivain argentin Manuel Ugarte (1878-1951), par exemple, adressait des reproches à ce qu'il considérait comme la tyrannie intellectuelle généralisée de Paris, « l'Amérique méridionale s'est donnée à la France avec l'ingénuité d'une vierge<sup>48</sup>. » Par ailleurs, Ugarte, en tant que collaborateur de la revue italienne *Colombo*, s'interroge, à l'occasion de la sortie du premier numéro de ce périodique en 1926 :

« Pourquoi ne vient-il pas à l'esprit de la jeunesse latino-américaine de venir en Italie pour boire directement à la souche de la *latinità*? On parle toujours des rapports commerciaux, de l'émigration nombreuse... Mais on oublie le flux qui s'est porté et qui se porte encore vers ce Nouveau Monde, flux des idées, des arts, de la civilité de cette extraordinaire Italie. Pour quelle raison l'Italie, supérieure par son irradiation universelle, ne voit-elle pas en Amérique

<sup>47</sup> INCISA, Luigi, *op. cit.*, pp.262-263.

<sup>48</sup> Voir : UGARTE, Manuel. *El porvenir de la America latina : la raza, la integridad territorial y moral, la organización interior*. Valencia : F. Sempere, 1910, p.201.

un champ ouvert à l'action de ses fils? Pourquoi n'étend-elle pas de l'autre côté de l'Océan, le trésor inépuisable de son génie<sup>49</sup>?»

Au Chili, le Parti nationaliste, fondé en 1914, allait plus loin dans le slogan adopté: «Ni Paris, ni Londres, ni Berlin<sup>50</sup>. » Et l'événement qui semblait, pour les observateurs italiens, tout à fait évident était le recul de l'influence commerciale et même culturelle française en Amérique latine dans l'après Première Guerre mondiale. Si bien que le gouvernement italien présumait qu'il pourrait bien se mettre en avant grâce à cette ouverture nouvelle. Et l'Italie n'en propulse que mieux son Institut tourné vers le continent latino-américain.

### 3 – La logistique de l'Institut Christophe Colomb :

A travers les premières mesures qu'il prend, l'*Istituto* prétend orchestrer les initiatives dispersées qui concernent l'Amérique latine ; rationaliser les antagonismes internes à propos de la meilleure manière de conduire ces rapports ; attirer dans son orbite et coordonner toutes les associations ou comités en rapport avec le continent *latino*, existant déjà sur le territoire italien, afin de composer une 'Fédération des Associations Italo-Ibéro-américaines'.

---

<sup>49</sup>Colombo, fasc.I, juin 1926, p.91. Les positions de Manuel Ugarte, contraires à une forte ingérence des Etats-Unis sur le continent latino-américain avaient mérité les éloges de Mario Puccini (*La nuova e la vecchia America* in *Rivista d'Italia e d'America*, anno III, déc. 1925, p.66) : « Il convient de remémorer la tenace campagne menée contre la suprématie du Nord que combattent quelques-uns des écrivains du Sud : en premier, l'Argentin Manuel Ugarte(...) Depuis des années, Ugarte se bat dans les revues et les journaux de France, d'Espagne et d'Amérique pour délivrer absolument l'Amérique espagnole de toute influence et infiltration nordique. »

<sup>50</sup>HALPERI, Erns. *Nationalism and communism in Chile*. Cambridge, Mass., 1965, p.46.

Un exemple de cette incorporation est celui de *l'Associazione Latino-americana* (ALA) de Turin, laquelle rassemblait les Latino-américains résidant en Italie et les Italiens qui avaient vécu dans les Républiques d'outre-Atlantique. Dans les négociations, il fut décidé que l'ALA n'agirait plus dans le domaine de la diffusion de la langue italienne en Amérique, fonction qui était confiée à *l'Istituto*. Par contre, elle continuerait son œuvre de propagande culturelle et économique, et verrait réaffirmée son indépendance financière<sup>51</sup>. Pour ce qui concerne l'Espagne, *l'Istituto* incorpore des organisations déjà créées, comme la *Camera di Comercio e Industria Italo-Spagnuola* et le *Comitato Italo-spagnuolo*.

Selon *l'Istituto*, il fallait créer les conditions nécessaires à l'amélioration des activités techniques, de l'action des intellectuels, des étudiants, des commerçants, des industriels, enfin, de tous ceux qui d'une façon ou d'une autre portaient intérêt à l'Amérique latine. La nouvelle organisation n'exercerait pas d'activités bancaires, commerciales ou industrielles directes. Elle ne serait qu'un centre d'observation et de motivation. En tout premier lieu, il fallait réunir et mettre à disposition une vaste bibliothèque, et tous les genres d'informations et de données se rapportant au travail et à l'avenir des pays latino-américains ; organiser des congrès, des expositions, des conférences ; promouvoir des voyages, des missions d'investigation et d'études ; établir des concours et des prix d'honneurs ; échanger des professeurs, des chercheurs, des artistes. En mai 1926, *l'Istituto* est déjà divisé en vingt sous-groupes de travail<sup>52</sup>.

---

<sup>51</sup>D'après la revue *Le Vie d'Italie e dell'America Latina* (n°6, juin 1927, p.727), « A travers l'ALA, le *Istituto Cristoforo Colombo* a eu l'occasion de présenter à S.E. Mussolini, l'opportunité d'une entente de forme fédérative, entre *l'Istituto* et les autres entités qui à partir du Royaume développent des activités similaires destinées à l'Amérique latine. »

<sup>52</sup>BACCI, Luigi. *L'attività dell'Istituto Cristoforo Colombo* in *Colombo, op.cit.*, pp.253 à 262.

Cette organisation, tournée vers l'Amérique latine, va, elle aussi bien évidemment, s'intégrer dans le plan beaucoup plus large du gouvernement fasciste, c'est-à-dire faire partie d'un ensemble de structures créées par le régime afin de mieux conduire et contrôler les manifestations sociales et culturelles de la société italienne, tel 'l'Institut national fasciste de la culture' établi en 1925, et le 'Conseil national de la recherche'. Et, participant à ces initiatives promues par le *Cristoforo Colombo*, on rencontre les personnalités italiennes du monde littéraire, artistique, scientifique et politique, à l'instar de l'écrivain Arturo Farinelli, membre de la *Reale Accademia d'Italia*, de l'ex-président du Conseil, Vittorio Emanuele Orlando, lequel avait parcouru l'Argentine et le Brésil dans l'immédiat après Première guerre, du philosophe Giovanni Gentile , de l'historien Gioacchino Volpe , du journaliste et écrivain Luigi Federzoni.<sup>53</sup>

De même, des villes-symbole sont choisies comme centres d'irradiation de la 'culture latine', Gênes surtout, lieu de départ ultime des émigrés pour les Amériques. De plus, l'insertion économique même de l'Italie en Amérique du Sud était passée par Gênes, où elle avait reçu l'impulsion de son centre industriel et financier, et était liée au développement de son port. Le discours de Benito Mussolini, le 24 mai 1926, prononcé à l'Institut universitaire de *San Martino*, précise : «on attend de Gênes qu'elle joue un rôle particulier dans les rapports culturels entre l'Italie et les Etats latino-américains, jetant ainsi les bases d'une action qui va petit à petit se concrétiser<sup>54</sup>. » On proclame le destin de cette ville,

---

<sup>53</sup> Aux sommaires de la revue *Colombo*, on rencontre, par exemple : FARINELLI, Arturo. *Ritorno a Figaro*, pp.14 à 18 ; et ORLANDO, Vittorio Emanuele. *Sulla Costituzione argentina*, p.8 ; GIURIATI, Giovanni. *Tradizioni d'italianità nell'America latina*, pp.4-5 in *Colombo*, Fasc.I., juin 1926 ;

<sup>54</sup> Cité par *Le Vie d'Italie e dell'America Latina* , n°2, février 1927, p.248.

destinée à redevenir aussi puissante qu'elle l'avait été dans le passé, à poursuivre la noble et glorieuse tradition des anciennes républiques italiennes du Moyen Age. Le député Eugenio Broccardi, affirme à la même époque, dans l'éditorial de la revue *Colombo*, « la proclamation de la *Grande Genova*, signifie sans doute qu'une solide volonté anime aujourd'hui tous les Italiens. A cette ville, qui fut autrefois grande sur les mers, est redonnée sa splendeur première, et ce par la volonté de Benito Mussolini. Nous ne sommes qu'au début. Guidé par la main sage du Duce(...)Gênes retrouvera certainement le chemin de la victoire<sup>55</sup>. »

Dans l'esprit de la récente réforme universitaire à laquelle on vient de procéder, les Instituts supérieurs de Gênes sont censés être les organes essentiels d'une approche culturelle tournée vers les Amériques. L'Université de Gênes s'oriente à travers la Faculté des lettres vers les études de philologie moderne, pour que ses étudiants puissent suivre les mouvements littéraires et scientifiques des Républiques latino-américaines. Des universitaires de Santiago, Sao Paulo, La Plata, Lima sont invités en Italie à donner des cours et vice-versa. Une mission universitaire génoise est envoyée à Buenos-Aires, fin 1924, pour apprendre à mieux connaître «le jeune et ardent peuple argentin et pour constituer la première pierre du bâtiment que nous allons construire avec les échanges ultérieurs d'érudits venant de tous les champs du savoir<sup>56</sup>. » Gênes va compter un 'Institut italien de la culture argentine', fondé pour être une « réponse digne » à 'l'Institut argentin de la culture italienne' et à «sa vaste

<sup>55</sup>BROCCARDI,Eugenio.*Nelle terre di America* in *Colombo*,fasc.I,juin1926,p.7. De son côté, en Argentine, on reconnaissait déjà en 1830, dans *la Revista de la Plata* (n° 4,avril 1830,p.9) que «Gênes nous a fait cadeau d'un monde de marins, et avec eux de cabaretiers, de vendeurs de comestibles, de calfats et de cette série de boutiquiers qui dans le sentier *Federación* vêt et fournit nos natifs. »

<sup>56</sup>*Genova e le relazioni culturali con l'America Latina* in *Corriere Italiano*,n°45,nov.1924,p.2



bibliothèque spécialisée». D'ailleurs, ce dernier Institut, fondé en 1923 à Buenos-Aires, se donnait pour objectif de «cultiver les interactions culturelles entre l'Argentine et l'Italie dans les champs scientifiques, littéraires et artistiques, en promouvant la venue en Argentine d'universitaires et de hautes personnalités des arts et des lettres, et en obtenant que des enseignants des Universités et des intellectuels argentins aillent en Italie<sup>57</sup>. » Effectivement, les professionnels argentins sont les plus présents à Gênes, comme Arturo Rossi, chef d'une mission arrivée en 1927. A cette occasion, Rossi admet :

« Le progrès de l'Argentine est dû, en grande partie, au peuple italien, lequel fut pionnier en *civiltà*. Les Italiens ont converti en ville et faubourg, les terres qui auparavant étaient des *pampas* désertiques(...)on identifie des liens du sang véritables et appropriés qui apparaissent quand on pense que plus de la moitié de la population argentine est originaire du sol italien<sup>58</sup>. »

De plus, restant dans l'esprit du temps, à la fin de l'année 1929, pour mieux réorchestrer l'ensemble des activités développées par la ville de Gênes, on fonde 'l'Institut de Culture Italo-Ibero-américaine de Gênes', lequel se constitue en tant que délégation attachée à l'Institut C. Colomb<sup>59</sup>.

Le choix d'une ville-symbole correspondait également aux idées du projet de Loi présenté au Sénat par l'idéologue officiel du régime, Giovanni Gentile, lequel envisageait de créer un lien entre des centres d'irradiation de la culturelle italienne à l'extérieur. Le sénateur Gentile entendait rehausser ce qu'il

<sup>57</sup> *Gli scambi culturali fra i centri universitari d'Italia e del Sud-américa* in *Le vie d'Italia e dell'America Latina*, 1° janvier 1925, p. 53.

<sup>58</sup> *Professori argentini a Genova* in *Le vie d'Italia e dell'America Latina*, n°4, avril 1927, p. 486.

considérerait comme l'intime corrélation entre la vie culturelle et la vie économique d'une nation, en d'autres termes le résultat sûrement bénéfique qu'aurait la progression des rapports culturels entre deux pays dans le domaine des échanges commerciaux.

A Rome, ville qui recevait le plus grand nombre de visiteurs, on prétend alors aménager la 'Maison de Colomb' (*Casa de Colombo*) : « C'est sous les auspices de Rome et de Gênes que l'Institut Christophe Colomb veut créer un Centre où les peuples de langue espagnole et portugaise pourront rencontrer un petit coin de leur patrie<sup>60</sup>, » annonce la revue de l'*Istituto*. La Maison comportera, grâce aux donations des pays associés à l'*Istituto*, une bibliothèque, une salle de lecture, avec des périodiques, des journaux, des publications officielles, des informations les plus variées sur le monde *latino*. On prévoit des salles de conférence et de concert ; des expositions permanentes de produits des pays latino-américains et des foires-échantillons des produits italiens. Le Centre pourra donc attirer l'attention d'un maximum de personnes<sup>61</sup>.

Les conceptions de Giovanni Gentile, convaincu de l'importance de la promotion culturelle et de la propagande italienne, qui considère que la connaissance étroite de la culture et des habitudes des pays avec lesquels l'Italie envisage de développer de vrais intérêts commerciaux est impérative, sont largement attestées et corroborées par les analystes du continent latino-américain. Ainsi s'exprime, par exemple, l'attaché commercial italien au Chili en 1924, Tommaso Mancini, « la nécessité d'une intense action de propagande

---

<sup>59</sup> L'JALDI, Adriano. *Viaggio musicale nell'America Latina*, s/d., p.178.

<sup>60</sup> *L'avvicinamento Italo-argentino : l'opera dell'Istituto 'Cristoforo Colombo'* in *Colombo*, fasc. II, mars 1927, p.38.

culturelle dans le continent latin a déjà été prospectée plusieurs fois par tous ceux qui s'intéressent en Italie à la pénétration dans les Républiques sud-américaines<sup>62</sup>. »

C'est donc en posant l'exigence d'une connaissance mutuelle plus efficace que l'*Istituto* entame son travail éditorial. De nombreux ouvrages sont publiés, y compris des monographies illustrées, de caractère géopolitique et économique, sur les pays Ibéro-américains ; ils sont écrits principalement par des intellectuels italiens<sup>63</sup>. A quoi s'ajoutent des ouvrages historico-littéraire, comme les travaux de Cesare De Lollis, *Cristoforo Colombo nella leggenda e nella storia*; de Giorgio M. Furt, *L'influsso della letteratura italiana sulla letteratura argentina* et les deux volumes d'Alberto Magnani sur Amerigo Vespucci. Plusieurs conférences sont organisées et une multitude d'articles sont divulgués<sup>64</sup>. Toutes ces parutions illustrent un 'genre narratif consacré à l'exaltation' de l'émigration italienne dans le monde, et présentent une histoire recomposée 'pour la plus grande gloire du régime fasciste'. Le manque d'informations concernant ces pays *latinos* outre-mer et les efforts de l'*Istituto* pour combler une telle lacune sont remarqués par l'américaniste italien Riccardo Riccardi, dans son ouvrage sur l'Équateur, sorti en 1928 :

---

<sup>61</sup>BACCI, Luigi. *La Casa di Cristoforo Colombo* in *Colombo*, fasc.V, sept. 1927, pp.260 à 261.

<sup>62</sup>MANCINI, Tommaso. *Propaganda culturale ed espansione economica nell'America Latina* in *Problemi e mezzi della nostra penetrazione economica nell'America Latina*. Santiago di Chile, 1924, p.9.

<sup>63</sup>La collection d'ouvrage portant sur cette thématique publiée par l'*Istituto* dans la décennie de 1920 comprenait, entre autres : BLAIS, Valeria. *Nicaragua* ; BORGHI, Giulio. *Colombia* ; GALLEGARI, G.V. *Messico* ; CUMIN, Gustavo. *Il Perù* ; LANTINI, Pietro. *Guatemala* ; MORI, Mario. *San Domingo* ; MORINI, Armando. *Venezuela* ; NINNI, Alessandro. *Chile* ; QUARTA, Oronzo. *Costa Rica* ; RICCARDI, Riccardo. *Equador*. Voir *Colombo*, Fasc.V, sept. 1927, pp.256-257.

<sup>64</sup>*Id. Ib.*, pp.255-256.

«En Italie, nous manquons de bibliothèques tournées vers l'histoire civile des pays latino-américains : quelques oeuvres se trouvent dans les riches bibliothèques du Royaume, mais c'est en petit nombre, en trop petit nombre, vu les nécessités modernes, les prétentions actuelles, et le fait que nous devons maintenir un constant contact spirituel avec tous les peuples et, par dessus tout, avec ceux qui appartiennent à notre ascendance. Plusieurs livres satisfaisants sur ces nations se trouvent dans la bibliothèque de l'Institut Christophe Colomb, mais elle a été récemment fondée et ne peut pas encore offrir de matériel suffisant <sup>65</sup>. »

La publication de l'*Istituto* la plus visible sera la revue bimestrielle nommée *Colombo*, fondée en juin 1926 et qui paraît jusqu'en 1930. Dirigé par Luigi Bacci et rédigé en italien, espagnol et portugais, le périodique se veut *la rivista di fatti italiani ed ibero-americani*. *Colombo* prétend «être l'organe de connexion entre les jeunes nations de l'Amérique latine, l'Espagne, le Portugal et la grande *Madre Italia* », et avoir pour but de faire connaître, jusqu'à la région du Nouveau Monde la plus éloignée, « le progrès qu'en chaque secteur de l'activité humaine, réalise l'Italie<sup>66</sup>. » Il se veut également capable de diffuser l'idée, le concept, l'image des pays ibériques et latino-américains en Italie. Ce qui signifie mettre fin à la méconnaissance et à une certaine mésestime existant entre tous ces pays concernés.

---

<sup>65</sup>RICCARDI,Riccardo.*Equador:condizioni naturali ed economiche, cenni storici e culturali*. Roma:Istituto Cristoforo Colombo,1928,p.136. Egalement, comme exemple de thématiques des conférences promues: *La Repubblica Argentina Economica in Relazione all'Italia* par GRIZIOTTI,Benvenuto; *La diffusione del libro e del pensiero italiano nell'America Latina* par BACCI,Luigi; *La legislazione sociale italiana nei riguardi dell'America Latina* par NOARO, Candido; *L'industria della carne nella Repubblica Argentina* par BREBBIA,Carlo; *Chile economico* par ZANELLI,Santiago : Cité in *Colombo*,fasc.V,sept.1927,pp.255-256.

<sup>66</sup>GIANNINI,Amadeo.*Proemio* in *Colombo*,fasc.I.,juin1926,pp.1-2.

*Colombo* va rassembler dans ses pages, des chroniques et des articles littéraires avec des travaux à contenu politique. Dans les dernières pages de la revue sera publié un Bulletin traitant des mouvements mutuels de commerce, et des nouvelles économiques, sous la rubrique *Attraverso i Paesi Iberici del Vecchio e Nuovo Mondo*. Destiné à informer les entrepreneurs et les investisseurs sur tout ce qui touche à la productivité des nations Ibéro-américaines, le Bulletin accorde une attention spéciale à l'Argentine, au Brésil, au Chili et au Pérou, pays dont les intérêts hispano-italiens étaient les plus solides. Mussolini écrit la préface du premier numéro de *Colombo*, annonçant ainsi le caractère et les objectifs de la revue :

« Je suis content d'accoler mon nom à la première page de cette revue, que *l'Istituto Cristoforo Colombo* – dont je suis le Président honoraire – consacre à l'étude des peuples Ibéro-latino-américains, pour réaffirmer, grâce à une plus profonde connaissance, leurs relations avec l'Italie. Dès que j'ai assumé le gouvernement de l'Italie, j'ai adressé des messages aux Italiens qui vivent en Amérique et aux pays qui les accueillent. Quatre ans après, mon espoir n'a pas changé. Les relations entre l'Italie et les peuples ibériques et latino-américains, fécondées quotidiennement par la foi et par le travail tenace de ces Italiens partis en Amérique latine, sont destinées à avoir un développement toujours plus large et plus profond<sup>67</sup>. »

<sup>67</sup>MUSSOLINI, Benedito. *Messaggio* in *Colombo*, fasc.1., juin 1926, p.3. En hommage, un pré-fascicule du *Colombo* sortit le 21 avril 1926, le 'Nöel de Rome', date sacrée de 'tous les peuples latins'.

Dans tout ce bouillonnement d'écriture, la participation espagnole reste fragile. L'ambassadeur espagnol Vinaza ne donne aucune notification de retour à l'invitation du secrétaire général de l'*Istituto* qui projette d'amorcer une monographie dédiée à l'Espagne. Les conférences sur l'Espagne, réalisées dans l'*Istituto*, sont surtout conçues par des Italiens. Dans *Colombo*, l'hispanisme se révèle par son biais littéraire plutôt que politique ou économique, sous des rubriques intitulées *Cultura iberica*, *Profili di scrittori spagnole*, *Libri spagnuoli* ou *Cronache di letteratura spagnuola contemporanea*. Mais une fois de plus, se sont surtout des Italiens sur ce sujet qui écrivent dans la revue, comme le montrent les articles de Arturo Farinello, Carlo Boselli ou Luigi Bacci. En Espagne, une démarche va cependant aboutir : la perception de fonds, grâce à la vente de bulletins de loto, vente organisée par l'*Istituto* en Italie et en Amérique latine afin de contribuer à la construction de la Cité universitaire de Madrid<sup>68</sup>.

La revue est cordialement saluée par les pays latino-américains. Le chargé d'Affaires uruguayen à Rome, Federico Grunwaldt Cuentas, lui réserve, en avril 1926, un accueil chaleureux :

« Il est probable que peu de nations possèdent, comme l'Uruguay et l'Italie, des traditions tellement proches qu'elles sont le signe d'une évidente fraternité. Et, sous l'égide de cette tradition, resplendissant de gloire et de sympathie, l'Uruguayen et l'Italien poursuivent ensemble la conquête d'un bien-

---

<sup>68</sup>LERMA, Gustavo Palomares, *op. cit.*, pp.269-278; SANCHEZ, Peña Victoriano, *op. cit.*, pp.136-142.

être toujours plus grand et d'un plus fort degré de civilité. C'est dans ces sentiments que j'envoie mes félicitations à la revue *Colombo*<sup>69</sup>. »

De même, le chargé d'Affaires paraguayen à Rome, Justo Pastor Benítez, écrit : « chaque jour, les liens entre l'Italie et le Paraguay se renforcent spirituellement et économiquement . On ne se lassera jamais de remémorer aux hommes que cette grande nation dispose au cœur de l'Amérique du Sud, d'un pays ami qui admire l'Italie, qui suit avec sympathie son travail et sa vigueur présente et qui croit en son avenir, lequel apportera au monde une nouvelle civilisation latine<sup>70</sup>. »

Parallèlement à ses activités éditoriales, l'*Istituto* ouvre la voie à une sous-organisation interne, qui prend la forme de comités particuliers représentant chaque pays associé. Ces comités ont des fonctions de promoteur. Il doivent en fait centraliser et dynamiser les 'Chambres de commerce et d'industrie' déjà existantes et procéder à la fondation de nouvelles. Ainsi, en 1926, est créé le *Comité Italo-brésilien*, auquel participent des autorités diplomatiques brésiliennes présentes en Italie et d'autres personnalités qui témoignent à l'égard du Brésil d'intérêts variés.

La direction générale de tous les comités incombe au Président de l'Institut C. Colomb. la coordination interne de chaque comité est, quant à elle, déléguée à une commission exécutive, composée d'experts bien informés sur les potentialités économiques et culturelles du pays concerné. Sont ensuite institués le *Comité Italo-péruvien* et le *Comité Italo-bolivien*. A la fin de 1926, ce dernier Comité a inauguré sa *Chambre de Commerce et d'industrie* en Italie,

---

<sup>69</sup>Cité in *Colombo*, fasc.I., juin 1926, p.100

laquelle, à l'exemple des autres, avait un statut social propre, reconnu comme norme de loi par le ministère de l'Economie nationale italien<sup>71</sup>.

Le *Comité Italo-brésilien* organise plusieurs séances destinées à élaborer un rapport d'actualisation précisant où en sont les relations économiques entre les deux pays. Les résultats seront finalement présentés sous l'égide du Président Amadeo Giannini et la coordination sera assurée par l'ambassadeur brésilien en Italie, le baron Oscar De Teffé<sup>72</sup>.

D'après les conclusions du rapport, les probabilités d'échanges économiques entre l'Italie et le Brésil étaient conditionnées à une systématisation définitive, laquelle exigeait la mise au point d'un traité de commerce. L'Italie souhaitait bénéficier au Brésil, d'une plus large facilité commerciale. Depuis vingt ans, on était en train de renouveler le *Modus vivendi*<sup>73</sup> qui, par suite de la Première guerre, ne correspondait plus aux changements qui s'étaient produits dans l'économie mondiale.

---

<sup>70</sup>*Id. ib.*, p.98.

<sup>71</sup>Parmi d'autres réglementations, l'article 2 de la 'Chambre Italo-bolivienne' propose: «Porter à la connaissance des associés et du public, à travers des publications spéciales ou d'autres moyens disponibles, tout genre d'information qui puisse intéresser le commerce, l'industrie, etc, des deux pays; Effectuer l'étude de toutes les questions qui concernent les échanges commerciaux entre les deux nations, spécialement celles qui concernent les tarifs douaniers respectifs, les moyens de transport, les placements de capitaux et de main-d'oeuvre, les salaires, etc.. Assumer, à la demande de l'intéressé, l'examen des controverses commerciales en cherchant des résolutions amicales. Promouvoir la conception ou la fondation de Sociétés industrielles, maritimes ou commerciales, de banques, d'institutions, d'entités, d'expéditions scientifiques etc; Instituer des cours spéciaux pour l'étude des langues et de l'économie des deux nations, Encourager l'essor de conférences, de voyages, de sociétés sportives, de fêtes.» Cité in *Colombo*, fasc.II, mars 1927, p.44.

<sup>72</sup>Sur les conclusions du rapport voir : CUOCO, Antonino. *Prospettive economiche tra l'Italia e il Brasile* in *Colombo*, fasc.II, août 1926, pp.156-161.

<sup>73</sup>Après les négociations entamées en juillet 1899 et prolongées jusqu'à la moitié de l'année 1900, par le Brésil et l'Italie, le *modus vivendi* ou 'l'accord provisoire' fut signé le 5 juillet 1900. Selon cet accord, l'Italie accepte de réduire les tarifs de douane pour l'entrée du café brésilien dans son marché interne (le Brésil avait sollicité une remise de taxes sur son principal produit d'exportation, jusqu'alors de 150 liras par quintal) ; en échange le Brésil insère l'Italie dans une catégorie de tarifs minimum, grâce à quoi, l'Italie souhaitait voir son industrie devenir compétitive sur le marché brésilien. Néanmoins, les échanges économiques entre l'Italie et le Brésil continuent à se heurter à des obstacles. Voir CERVO, Amado. *Le relazioni diplomatiche fra Italia e Brasile dal 1861 ad oggi*. Torino : Fondazione Giovanni Agnelli, 1994, pp.76 à 85.



L'Italie et le Brésil étaient certainement, poursuit le rapport, destinés à une plus profonde entente, étant donné de nombreux éléments de réciprocité. Or, «l'unité romaine est un fait qui s'impose et on ne rencontre pas, dans le Nouveau Continent, un pays qui ait su revendiquer sa latinité plus sagement que le Brésil, à chaque époque et à chaque moment<sup>74</sup>.» On visualise aisément, argumente le rapport, la complémentarité entre les deux pays. La nation brésilienne ne manque pas de territoire, par contre, elle a un besoin vital de travailleurs. En Italie, existe un excès de population et, si les Italiens doivent chercher des débouchés au-delà de leurs frontières, il serait bien qu'ils se dirigent vers les pays latino-américains, vers le Brésil. Les différentes cultures agricoles et industrielles, les deux millions d'Italiens qui vivent désormais au Brésil, représentent des coefficients de premier ordre. Ces éléments favoriseraient la mise en place d'un accord économique réciproquement avantageux, lequel, d'ailleurs, est réclamé depuis des années.

Les représentants italiens siégeant au *Comité Italo-brésilien* déclaraient, et cela est nettement explicité dans le rapport, rencontrer un décalage dans les relations économiques du Brésil et de l'Italie, eu égard à l'avance des autres nations dans ce type de relations. En tout état de cause, pour citer seulement les 'autres nations latines', prônent les Italiens, il ne faudrait que mettre à la portée de l'Italie la bonne marche des accords commerciaux déjà conclus, ou en voie de l'être, par le Brésil et la France, l'Espagne et le Portugal. Le *Conseil supérieur du commerce français*, écrit le rapport, avait récemment approuvé le schéma d'un accord commercial avec le Brésil, accord tout à fait profitable, avec la promesse que le gouvernement français allait procéder, sans délai, aux

---

<sup>74</sup>CUOCO, Antonino, *op. cit.*, p. 161.

tractations officielles. L'entente commerciale entre le Brésil et l'Espagne était un fait accompli, puisque le gouvernement brésilien avait concédé un tarif différencié aux produits espagnols entrant dans son marché. De même, au cas où le Brésil changerait n'importe quel prélèvement de douane appliqué aux produits d'un autre pays, il allouerait le même traitement à l'Espagne. Le Portugal et le Brésil disposaient également, depuis plusieurs années, d'un vrai traité de commerce, et le pays lusitain avait obtenu des avantages salutaires pour ses principaux produits d'exportation, comme le vin, les huiles, les conserves de poisson, les fruits secs, les laitages.

Bref, le rapport déclare : « Nous nous trouvons dans une absolue condition d'infériorité par rapport à la France, l'Espagne et le Portugal, étant donné que ces pays ont obtenu un traitement favorable pour l'entrée de leurs produits au Brésil.<sup>75</sup> » Et le plus regrettable, estime le document, c'est le fait que les émigrés italiens au Brésil finissent par acheter les produits d'autres pays latins et non ceux d'Italie, vu que ces produits concurrents coûtent moins cher. En face de cette situation, le *Comité italo-brésilien* s'engage à trouver des solutions sans retard, et pour ce faire, il attribue une inestimable valeur à l'aide structurelle qui pourrait venir tantôt de l'*Istituto Cristoforo Colombo*, tantôt de l'action d'un organe récemment créé en Italie, l'*Istituto nazionale per l'esportazione*. L'ambassadeur du Brésil, De Teffé, pour sa part, informe le Comité qu'il procédera au sujet de ces revendications aussi favorablement que possible auprès du gouvernement brésilien. Tant et si bien que, pour commencer, affirme l'ambassadeur, il a soumis à l'approbation du Premier ministre italien, son projet

---

<sup>75</sup> *Id. Ib.*, p. 158.

d'échange d'intellectuels entre les deux pays, et d'une visite d'industriels de la Péninsule au Brésil<sup>76</sup>.

L'*Istituto* tient à faire preuve de sa bonne volonté. Il ne délaisse pas son 'riche capital humain' en Amériques, c'est-à-dire ses émigrés. Il se propose d'étendre l'*Assicurazione Facoltativa per la invalidità e la vecchiaia* (Assurance Facultative pour l'invalidité et la vieillesse) aux citoyens italiens résidents dans le continent latino-américain. Dans cette optique, on offre les mêmes facilités et les mêmes bénéfices que ceux qui sont garantis aux assurés qui habitent en Italie. L'*Istituto Cristoforo Colombo* «constituera dans les principaux centres d'émigration, en ces accueillantes terres d'Amérique latine, des services relatifs à l'*Assicurazione*, en utilisant les meilleures et les plus sûres institutions bancaires locales, et nos concitoyens pourront s'y inscrire et payer l'assurance par la suite<sup>77</sup>. » Jusqu'alors, les Italiens émigrés n'avaient plus l'obligation de contribuer à l'Assurance, et perdaient leurs prestations. L'idée était de rattraper ces concitoyens, par le biais d'une action qui ne contrariait pas les lois internes des pays d'accueil.

Une autre préoccupation sera toujours au cœur des actions de l'*Istituto* ; il s'agit de la diffusion des livres italiens en Amérique latine. Encore une affaire à reprendre, puisque les ouvrages italiens avaient bénéficié auparavant, surtout en Argentine semble-t-il, d'un discret marché entre 1887 et 1891. La progression postérieure de ce petit marché avait, pourtant, été bien inférieure à ce qui était possible et souhaitable, car les livres italiens avaient été largement surpassés par les ouvrages français. Pour récupérer une place adéquate, sinon plus en

<sup>76</sup>Cité par CUOCO, Antonino, *id. ib.*, p. 159.

<sup>77</sup>PICCIALUTI, Tito. *L'assicurazione facoltativa per l'invalidità e la vecchiaia a favore dei nostri emigranti nell'America latina* in Colombo, fasc. I, juin 1926, p. 69.

conformité avec un juste mérite, une première 'Exposition de livres italiens' est organisée à Buenos-Aires en septembre 1927. Pour l'exposition, l'Institut Christophe Colomb édite un catalogue intitulé *Dal Quattrocento al Novecento*, avec la présentation de 290 ouvrages, englobant la période de 1476 à 1927. A l'exposition centrale s'ajoutait une petite exhibition d'exemplaires rares, comme le *Dante* composé de figures de Botticelli et le *I Trionfi* de Pétrarque. On envisageait la possibilité de rendre la culture italienne accessible à un plus large public, au moyen de la traduction, en espagnol et en portugais, de quelques livres italiens renommés<sup>78</sup>.

En somme, pendant les années vingt, en ce qui concerne l'Amérique latine, l'Italie avait conçu et déterminé quel était l'espace à disputer dans cette partie de la planète. Il ne s'agissait, à son avis, de rien d'autre que d'une concurrence féroce entre les trois branches les plus importantes de la civilisation occidentale moderne. Concurrence recouvrant des rivalités inexorables entre la branche anglo-saxonne, représentée par la toujours puissante Angleterre et la montée vertigineuse des États-Unis, la branche germanique, personnifiée par les actions perspicaces de l'Allemagne, et la branche latine, dont, sur le continent latino-américain au moins, sinon dans la région de la Plata, l'Italie devait se présenter dans sa 'condition naturelle' de leader. Mais, comme si ce premier défi n'était pas suffisant, le rêve d'une Italie prépondérante, servant de guide à la race latine était toujours et encore menacé par la France ; et même dans un champ secondaire, par quelques esquisses de réaction de la part de l'Espagne.

---

<sup>78</sup> *Per la difesa della nostra cultura nell'America Latina in Colombo*, fasc. XVIII, mai-juin 1929, p.231

#### 4- Les obstacles : la concurrence étrangère en Amérique latine :

En dépit des opérations réalisées jusque là, la revue *Colombo* de l'*Istituto* renouvelle en 1929 ses appels à une action encore plus méthodique, rationnelle et organique des pouvoirs publics italiens, pour soutenir les intérêts culturels et économiques de la Péninsule en Amérique latine, puisqu'il fallait dans ce continent « s'affronter à d'autres pays dont les travaux n'étaient pas moins denses, ni moins intense la propagande mise en œuvre pour diffuser leurs propres valeurs<sup>79</sup>. »

Etant donné que la suprématie de l'Angleterre paraît jusque-là incontestable, l'Italie tourne ses évaluations opérationnelles vers d'autres concurrents, sur qui il serait possible de l'emporter. On revient toujours et encore, en Italie, aux initiatives de la France, lesquelles étaient observées avec attention à travers le périodique français nommé *Paris Sud et Centre-Amérique*<sup>80</sup>. La revue de l'Institut italien, *Colombo*, écrit au sujet des Français qu'ils « nous font de la concurrence depuis quelques années, dans cet immense territoire latino-américain<sup>81</sup>. » Les Français avaient sérieusement augmenté leur action de propagande dans ce continent, au moyen d'une distribution gratuite exceptionnelle de son périodique, observe toujours *Colombo*. En outre, ils avaient proposé de créer un 'théâtre d'avant-garde' à Buenos-Aires, qui se constituerait en 'théâtre français permanent'. Pour ce faire, la France avait

---

à 234.

<sup>79</sup>*Id. id.*, p.231.

<sup>80</sup>Voir collection *Paris-Sud-Amérique : Journal des américains latins en France et des français en Amérique*, publié à partir 1925.

<sup>81</sup>*Per la difesa della nostra cultura nell'America Latina* in *Colombo*, *op.cit.*, p.232.

l'intention de compter sur l'appui, dès lors déclaré, de l'élite argentine. Cette proposition est interprétée par *Colombo*, comme « une nouvelle attaque frontale contre notre culture musicale et cela mérite l'attention de notre gouvernement<sup>82</sup>. » De même, critique âprement la revue italienne, les Français s'immiscent désormais dans la direction du plus grand théâtre d'Amérique latine, le *Teatro Colón* à Buenos-Aires, jusqu'ici dirigé par des italiens.

L'Espagne, elle aussi, dit *Colombo*, à travers le périodique *Información Hispano-Cubana* cherche à faciliter la pénétration castillane en Amérique latine. L'*Información* propose de nouveaux moyens de protéger et de développer l'action culturelle espagnole dans les écoles du second cycle et les Institutions supérieures, et offre des échanges d'enseignants. En utilisant ce genre de programme, l'Espagne ne fait que copier une stratégie déjà employée par les États-Unis, déclare *Colombo* avec mépris. Quant aux États-Unis, *Colombo* conteste avec véhémence : ce pays nord-américain,

« veut rendre profitable et fructueux pour lui-même, le très notoire mouvement Panaméricain, lequel en vérité n'a qu'un objectif immédiat : la protection des intérêts économiques et politiques des États-Unis. Le principe 'l'Amérique aux Américains', se teinte d'une couleur yankee qui réussit mal à cacher les intentions réelles. Allant de pair avec l'avance en fanfare du système bancaire et commercial, se profile une stratégie d'accompagnement qui ne doit

---

<sup>82</sup>*Id. Ib.*, p.232.

pas être oubliée : le continent américain – la totalité!!! – devait être soustrait à l'influence européenne (lisez latine)<sup>83</sup>.”

Une remarque importante est faite également par la revue *Colombo* sur ce qu'elle appelle l'exactitude, la rigueur, la logique implacable de la pénétration en Amérique latine de l'Allemagne, pays européen qui voulait reconquérir sa position privilégiée d'avant la Première guerre mondiale.

Vis à vis de l'Allemagne et de sa politique 'pangermaniste' outre-Atlantique, l'Italie fasciste nourrissait un mélange d'admiration et de jalousie, aussi bien qu'une méfiance intrinsèque<sup>84</sup>. De formation tardive comme la nation italienne, la nation germanique est vue par la Péninsule comme un redoutable adversaire commercial, mais également comme un exemple de pénétration économique bien menée, un modèle de sagacité à suivre.

Les observateurs italiens<sup>85</sup> synthétisaient de cette façon les causes du succès allemand et de sa pugnacité à conquérir les marchés : l'aide des compagnies maritimes hanséatiques ; les vertus du système allemand de crédits à long terme ; l'habileté à falsifier les marques ; l'usage du dumping ; une

---

<sup>83</sup>*Id. Ib.*, pp.233-234

<sup>84</sup>Gracia DORE dans son ouvrage *La Democrazia Italiana e l'emigrazione in America* (Brescia : Morcelliana, 1964, pp156-157) souligne ce fait : « Nous trouvons(...)de précieux enseignements dans l'exemple de l'Allemagne qui, sans avoir ni colonies ni possessions propres, pratiquait un actif échange de matière première et de produits fabriqués avec les pays transocéaniques(...)les maisons allemandes s'étaient multipliées dans les centres de commerce coloniaux. Des régions entières se dédiaient à une industrie qui n'aurait pas existé autrement. »

<sup>85</sup>Voir, entre autres, MANCINI, Tommaso (*Problemi e mezzi della nostra penetrazione economica nell'America latina, op.cit.*, p.14), lequel, parlant des bénéfices d'une politique de propagande efficace à l'étranger, cite la nation allemande comme point de repère : « La propagande culturelle précède toujours, dans l'ordre du temps, n'importe quelle initiative. L'Allemagne – qui fut certainement la plus habile conquérante des marchés sud-américains – a utilisé, en tant que porte-drapeau de son expansion économique, des légions d'enseignants et des avalanches de livres. C'est à cet exemple que nous devons puiser en particulier, étant donné que, sous plusieurs aspects, notre situation naturelle peut se rapprocher de celle de l'Empire allemand de la première époque, tant du point de vue démographique, que du point de vue capitaliste. »

adaptation adroite aux goûts de la clientèle et aux conditions locales de publicité, d'emballage et de livraison.

Par contre, l'inefficacité italienne sur les marchés latino-américains est largement soulignée par ces mêmes témoins<sup>86</sup> : non reconduction ou formulation inadéquate des traités de commerce bilatéraux ; prix italiens trop élevés ; grave manque de personnel spécialisé ; défaut d'initiatives ; méconnaissance des marchés ; indifférence des services maritimes ; impéritie des intermédiaires et, surtout, inaptitude ou incapacité des services consulaires et commerciaux.

L'Italie reconnaît ainsi dans les actions de l'Allemagne, les chemins qu'elle même souhaite parcourir en Amérique latine, et tout spécialement la formule : 'colonies récupérables et mobilisables', imaginée par les durs du pangermanisme et utilisée dans l'acquisition d'une zone d'influence<sup>87</sup>. Ce qui signifiait rallier les émigrés et les amener à servir, au-delà de leurs intérêts

<sup>86</sup> Voir, par exemple, CUSANO, Alfredo (*Il Commercio con l'Italia e la navigazione diretta in il paese dell'avvenire: Rio Grande del Sud. Roma-Buenos-Aires-São Paulo: L'Italo-Sudamerica, 1920, pp.30-31*), sur la faiblesse des moyens de transports commerciaux italiens: « *The trade follow the flag*, les Anglais sont une source d'enseignement, eux, qui sont arrivés à dominer le commerce international précisément grâce à leurs nombreuses lignes de navigations. Et, si cette vérité économique incontestée a enrichi le commerce britannique, suivi de très près par le commerce allemand, pourquoi l'Italie, qui a justement dans ces pays sud-américains tant d'intérêts et tant de fils, y dédaigne-t-elle le transport maritime? » Pour les jugements émis par Alfredo Cusano, voir encore: CUSANO, A. *L'Italia d'oltre mare. Impressioni e ricordi dei miei cinque anni di Brasile. Milano: Tip. Reggiani, 1911*; CUSANO, A. *Commercio ed emigrazione italiana al Brasile. A proposito del decreto San Giuliano 31 dicembre 1912. Milano: Tip. Concordia, 1913*; CUSANO, A. *Il Brasile, gli Italiani e la Guerra. Buenos Aires-São Paulo: Italo-Sudamerica, 1921.*

<sup>87</sup> Comme disait l'Allemand Wilhelm Vallentin en 1908, « Les Allemands joueront-ils enfin un rôle important ici? Reconnaîtront-ils que sur le continent sud-américain ils jouent une partie de leur avenir? La race latine a jusqu'ici fait preuve d'un génie créateur et culturel très limité. Il est évident que tout ce qui s'est réalisé d'important ne l'a été que dans les régions peuplées d'Allemands, là où ils ont eu le loisir d'exercer leur influence bénéfique. » Mais déjà, et dans une tonalité incontestablement plus agressive, W. Wiltzer avait écrit en 1900: « Il nous faut un *Anschluss* des Allemands d'Amérique latine appuyés par la flotte allemande: on commencera par la protection des Allemands du Venezuela contre les iniquités et les perpétuels bouleversements politiques. L'occupation d'un port favorisera notre entreprise(...) Quiconque croit à la mission mondiale des Allemands, quiconque a comparé la race allemande à l'étranger aux autres races qui l'entourent se persuadera aisément du bien-fondé de nos ambitions et se sentira inspiré du devoir de travailler à une politique systématique d'expansion ». Cité par



propres, ceux de la patrie d'origine. De nombreux Instituts allemands ont surgi sur le continent latino-américain, entre 1880 et 1914, instituts tournés, pour la plupart vers la promotion de l'expansion économique et commerciale allemande, de même que devenait plus visible sa pénétration culturelle, dont 'l'Association pour le germanisme à l'étranger' (*Alldeutscher Verband*) représente un exemple, d'autant plus qu'elle avait aussi pour tâche d'encourager le *Reichsdeutsche* et ses descendants à servir les intérêts de l'Empire<sup>88</sup>.

Accablée par les réparations de la Première guerre, au cours de laquelle ses avoirs en Amérique latine avaient été pratiquement liquidés, l'Allemagne n'a pas renoncé cependant à sa présence sur ce continent. La réapparition de capitaux allemands se fera avec une détermination remarquable surtout après 1926, sans pourtant pouvoir être comparée aux positions perdues en 1914. Ainsi, à la veille de la crise de 1929, l'Allemagne n'a guère que 200 millions de dollars investis en Amérique latine, alors que l'empire allemand de S.M. Guillaume II en avait près de 850 millions.

---

BLANCPAIN, Jean Pierre. *Migrations et mémoire germaniques en Amérique Latine*. Strasbourg: Presses Universitaires de Strasbourg, 1994, pp.267-268.

<sup>88</sup>Curieusement et de manière symptomatique, l'optimisme concernant les potentialités de l'Allemagne n'est pas partagé par tous les Allemands, surtout pendant la Première Guerre mondiale. Dernburg, élu au début de la Guerre à la 'Ligue économique', institution créée dans le but de développer les intérêts industriels allemands en Amérique centrale et en Amérique du Sud, avait déclaré que l'Allemagne possédait très peu d'amis dans le monde à ce jour et qu'elle rencontrerait de grandes difficultés pour consolider son influence économique en Amérique méridionale. Situation que Dernburg attribuait à une énorme et profonde incompréhension de l'âme des Latino-américains par l'Allemagne, incompréhension dont elle faisait preuve dans son œuvre d'expansion commerciale, culturelle et migratoire sur le continent. Le résultat de ce manque de tact et de précaution était que l'Amérique du Sud s'éloignait de plus en plus, au plus profond d'elle-même, et des contacts avec l'Allemagne, et de la culture germanique; si bien que, après l'éclatement du Grand Conflit, l'opinion publique sud-américaine se montrait massivement opposée à l'Allemagne. D'éminents écrivains, l'Uruguayen José Enrique Rodó et le Colombien Santiago Perez Triana, par exemple, dit Dernburg, soutenaient la thèse qu'un triomphe de l'impérialisme germanique sur le monde latin l'amènerait sans tarder à essayer de prendre pied dans les républiques Sud-américaines, et aurait également comme effet immédiat le réveil de cet autre effroyable impérialisme, l'impérialisme Yankee sur ces mêmes Etats. Cité dans l'article *Germania e le Americhe del Sud* in *Rivista Coloniale*, anno X, n° 9, Roma, 30 sept. 1915, p.561.

Or, la percée du commerce allemand avait été considérable en Amérique latine, à la fois pour ce qui était du pourcentage du commerce extérieur impérial que pour les chiffres bruts, de même que par référence aux concurrents solidement établis depuis près d'un siècle. La progression économique s'était faite tout d'abord en Argentine et dans les autres pays du Bassin de la Plata pour, ensuite, s'étendre au continent.

En 1905, des sociétés allemandes recommandent l'Argentine comme foyer d'immigration. De 1910 à 1913, 16 % du commerce extérieur allemand se fait avec l'Amérique latine, 9 % avec le Brésil, l'Argentine et le Chili. Dans la seule décennie 1880-1900, les échanges globaux germano-chiliens s'accroissent de 225 %. Négligeable au Pérou avant 1880, le commerce allemand y occupe en 1914 une place honorable, la troisième après les États-Unis et la Grande-Bretagne ; il assure 17,3 % des importations de ce pays, et 25 firmes allemandes sont présentes à Lima. Les produits allemands figurant sur ces marchés sont des plus variés, allant des billards aux cristaux, des articles pour fumeurs aux articles de musique ; de plus, casques, uniformes, armes et canons font de l'Amérique latine « l'esplanade du monopole *Krupp*<sup>89</sup> ».

Dans le domaine des investissements, l'Allemagne s'intéresse à l'électrification des villes, alors en plein essor grâce à l'immigration européenne, à l'aménagement de ports, aux finances municipales. L'Allemagne progresse, en chiffres bruts, et aux dépens des autres pays, de la France en particulier, dont les porte-paroles, entonnant la complainte des occasions perdues et dénonçant

---

<sup>89</sup>Pour la percée économique de l'Allemagne sur les marchés sud-américains, voir: WIRTH, J.D.A. *German view of Brazilian trade and development, 1935* in *The Hispanic American Historical Review*, mai 1967, pp.225-235; BIDWELL, P.W. *Latin America, Germany and the Hull Program* in *Foreign Affairs*, vol.17, n° 2, janv. 1939, pp.374-390 ; TONNELAT, E. *L'expansion allemande hors*

les pratiques allemandes, annoncent le déclin irrémédiable du commerce français<sup>90</sup>.

Les voies empruntées par l'Allemagne en Amérique latine comprenaient l'envoi d'instructeurs militaires et la vente massive d'armements ; d'abord au Chili, à l'invitation et par la volonté de cette dernière nation, comme l'observe J. P. Blancpain<sup>91</sup>, puis à d'autres pays, comme l'Équateur, la Colombie, le Guatemala, le Paraguay, la Bolivie, l'Argentine. Seuls le Pérou et le Brésil ont échappé à cette influence germanophile. Cette imprégnation spécifique induit l'ouverture du marché sud-américain à l'armement Krupp. Même le Brésil, qui n'a pas fait appel à des instructeurs militaires allemands, n'en a pas moins fait confiance à ces armements et a acheté des centaines de canons. L'Allemagne envoie également des missions universitaires sur le continent, pratique qui devient récurrente. Du reste, la solidité de l'implantation allemande et l'intensité des échanges vont provoquer aussitôt la réaction des autres puissances concurrentes. On parle à nouveau du « danger allemand », de « l'invasion tudesque ».

---

*d'Europe: U.S.A., Brésil, Chantung, Afrique du Sud.* Paris: Armand Colin, 1908; TANNENBERG O.R. *La plus Grande Allemagne: l'œuvre du 20<sup>ème</sup> siècle.* Lausanne: Payot, 1916.

<sup>90</sup>Le Français E. CHOUTEAU (*La France au Chili*, Santiago, 1903, p.198) déplore le recul de son pays: "Voici que dans ce dernier quart de siècle nous avons perdu, absolument perdu, toujours plus perdu, tandis que les Allemands, dans l'univers entier, gagnaient et progressaient." Voir BLANCPAIN, J.P. *Francia y los franceses en Chili, 1816-1945.* Coll. Histo-Hachette. Santiago: Hachette, 1985.

<sup>91</sup>BLANCPAIN, J.P., *op.cit.*, p.262: «Plus d'une centaine d'officiers allemands vont séjourner au Chili de 1891 à 1914; certains y retourneront après 1918. Intégrés dans l'armée nationale, ils y atteindront les grades les plus élevés. Le Chili réclamait 300 instructeurs en 1885: Guillaume II lui en accorde 37 dont il salue en personne le départ. En 1914, l'institution militaire chilienne est modernisée au niveau de l'instruction, de la présentation, des règlements, de l'organisation et des moyens. Mais contrairement à ce que laisse à penser la lecture des historiens allemands, cette germanisation extérieure a d'abord été le fruit du désir chilien.»

## 5- Les essais d'expansion de l'Italie en Amérique latine :

Au niveau publicitaire et pour ce qui est du prosélytisme, à la faveur de l'ouverture culturelle et économique de l'Italie en Amérique latine, d'autres groupes non liés directement à l'Institut Christophe Colomb, s'engagent pareillement dans cette entreprise qui prétend «unir spirituellement les frères des deux bords de l'Océan» ; faire connaître «la glorieuse Italie qui diffuse depuis des siècles, et partout dans le monde, sa propre civilisation. L'Italie rayonne toujours sur les pays latins, à la lumière de l'ancienne magnificence et de la moderne Renaissance<sup>92</sup>.»

Le *Touring Club Italien* de Milan<sup>93</sup> lance, en janvier 1924, une revue mensuelle nommée *La Vita d'Italia e dell'America Latina*, laquelle paraîtra jusqu'en 1932. D'après son éditorial, le périodique croyait avoir le devoir de remercier «ces fils lointains» venus défendre la *Madre Patria* à l'occasion de la Première Guerre mondiale, et de montrer à tous les citoyens italiens résidant en Amérique latine et à leurs descendants, la dignité de l'Italie, laquelle méritait de plus en plus leur respect et leur admiration. Et surtout, la revue entend «mettre en avant le travail des Italiens, l'influence et les grands progrès accomplis par nos compatriotes dans les Etats sud-américains, leur contribution à la vitalité de ces pays, la collaboration italienne à la vie locale dans chaque couche sociale, et dans chaque manifestation civile.» Le nouveau périodique et, par la suite,

<sup>92</sup>FRANZONI, Ausonio. *Italia ed America Latina* in *La vie d'Italia e dell'America Latina*, n° 3, mars 1924, pp.269 à 277.

<sup>93</sup>Le *Touring Club Italien* de Milan, dédié officiellement à la divulgation touristique, fut fondé en 1894. Il était dirigé par un conseil d'environ 20 membres – des professionnels libéraux, des

l'expansion du Touring en Amérique devaient recevoir « les plus précieuses déclarations d'encouragement du S.M.Vittorio Emanuele III et de l'honorable Benito Mussolini <sup>94</sup>».

Font partie du Comité d'honneur, entre autres, divers ambassadeurs latino-américains ; le ministre de l'Instruction publique, Giovanni Gentile ; les sénateurs Paolo Boselli, président de l'association Dante Alighieri, Pietro Badoglio, Enrico Corradini, Guglielmo Marconi. Pour actualiser et étendre ses objectifs et soutenir la nouvelle revue, le Touring organise à Gênes, en décembre 1924, un colloque où sont présents les consuls et les Présidents des Chambres de commerces des Républiques d'Amérique Centrale et d'Amérique du Sud. Le Touring pensait, par cette assemblée, se garantir un support moral et matériel, ainsi que les plus larges échanges d'informations. Il est convenu que le rendez-vous se reproduira une fois par an<sup>95</sup>.

En février 1926, on assiste ainsi à un nouveau colloque. Dans cette circonstance, on cherche et on arrive à obtenir la présence de la représentation espagnole, fait qui se doit d'être commémoré, « la fraternité italo-espagnole s'associe dans l'identité et se manifeste dans le travail auprès des lointaines Républiques<sup>96</sup>.» On n'avait pas négligé les profits potentiels que les Espagnols auraient ou plutôt devraient avoir dans ces anciennes colonies.

Un autre périodique bimestriel est également publié à Rome, entre les années 1923 et 1930. Nommé *Rivista d'Italia e d'America*, il se présente comme «un organe de valorisation et de rencontre des activités des Italiens résidant

---

industriels, des commerciaux – nommé par les associés de l'organisation. Le *Touring* publiait déjà une autre revue *Le Vie d'Italia*, tournée seulement vers l'Italie.

<sup>94</sup>FRANZONI, Ausonio, *op. cit.* pp.269-277.

<sup>95</sup>*Importante convegno in Genova in La vita d'Italia e dell'America Latina*, n°2, févr. 1925, p.236.

<sup>96</sup>*La Vita d'Italia e dell'America Latina*, n° 3, mars 1926, p.358.

dans la *Madre Patria* et à l'extérieur». Fondée et dirigée par Filippo Cassola, la *Rivista* reprend les mêmes formules et les mêmes prescriptions que les publications du Touring et de l'Institut Christophe Colomb, mais elle incorpore l'Amérique du Nord dans ses préoccupations, et fait paraître une publication bilingue italienne/anglaise. On voit la *Rivista* préciser d'emblée ses intentions dans sa déclaration d'ouverture : «Promouvoir en Italie une meilleure connaissance et une meilleure compréhension des jeunes pays d'outre-mer, aussi riches d'immenses ressources économiques que d'extraordinaires réserves de forces spirituelles latentes et manifestes» ; «porter dans les coins les plus éloignés la parole de l'Italie d'aujourd'hui qui travaille dans la discipline et dans l'ordre à sa consolidation économique et politique et à son affirmation et son expansion dans le monde.» Enfin, la *Rivista* compte diffuser en Italie «l'œuvre immanente et multiforme qu'ont exécuté, à travers leur travail tenace et infatigable, *gli italiani all'estero*<sup>97</sup>. »

Alors, une fois établies quelques prémisses de base sur la place que l'Amérique latine devait avoir dans le nouvel univers italien, les événements se suivent. Prenant l'exemple de l'Espagne<sup>98</sup>, l'Italie envoie son prince-héritier, S.A.R. Umberto di Savoia, sur le continent latino-américain, « voilà dans le fils du Roi, toute une Patrie qui se déplace outre-mer, orientant son regard vers la reconnaissance et l'admiration que méritent l'énergie et la fidélité prouvée de tous ses fils. Voilà le fils du roi qui passe d'un bord à l'autre pour affirmer la

<sup>97</sup> *Rivista d'Italia e d'America*, n.9, oct.-nov.1924, p.563.

<sup>98</sup> «En juin 1921, l'infant D. Ferdinando, leader d'une mission que le roi d'Espagne lui avait donnée, dont le but défini était un rapprochement entre l'Espagne et ses fils d'outre-mer, revenait d'un très fructueux voyage en Amérique du Sud.» *Il resoconto del viaggio in America dell'Infante D.Fernando: i suoi messaggi a nome del Re di Spagna* in *Almanaque Illustrado Hispano-americano*, 1922, p.3.

superbe puissance actuelle de l'Italie, et échanger des gestes et des liens d'amour avec ses lointains sujets<sup>99</sup>.»

La croisière se dirige tout d'abord vers la ville de Buenos-Aires, où le prince arrive au mois d'août 1924. Il y passe six jours au milieu des festivités et est reçu par le Président de la République, Marcello de Alvear. Après quoi, il entreprend un circuit de 15 jours à l'intérieur du pays argentin, dans les principales communautés italiennes : La Plata, Rosario, Tucumán, Córdoba, Mendoza : «Les frères italiens ont senti renaître et retentir le sentiment d'*italianità*, et ils furent assurés de l'union que la *Patria* veut maintenir avec ses fils<sup>100</sup>,» ;tel était le jugement courant. Le prince part au Chili, se rend à Santiago et à Valparaiso. Même effet et mêmes réjouissances. Ensuite, arrêt en Uruguay, à Montevideo. Avant le retour en Italie, un séjour était prévu au Brésil, mais le gouvernement brésilien, plongé dans des troubles politiques internes, déclare ne pas pouvoir, à cette occasion, accueillir le Prince du Piémont.

La presse d'Amérique méridionale se fait presque partout l'écho de cette visite considérée comme prestigieuse. *La Prensa* et *La Nación*, les deux principaux quotidiens de Buenos-Aires consacrent, en hommage au prince, une série de reportages sur «l'œuvre des Italiens en Argentine<sup>101</sup>.» La revue *Plus Ultra* de la capitale argentine publie une édition hors-série consacrée à la tournée de Humberto de Savoia, «la visite du prince nous a offert l'occasion de démontrer à l'illustre représentant du peuple, du gouvernement et de la famille

<sup>99</sup> AMADASI, A. *La crociera di S.A.R. il principe ereditario nell'America Latina* in *Le Vie d'Italia e dell'America Latina*, n° 3, mars 1925, pp.263-270.

<sup>100</sup> *Id. Ib.*

<sup>101</sup> Voir: Les articles du journal *La Prensa*, 6 août 1924: *La inmigración italiana en la Republica Argentina*; *La influencia italiana en la cultura argentina*; *La actuación de ingenieros y arquitectos italianos en la Argentina*; *La influencia artistica de Italia en la republica Argentina*; *Los musicos italianos en la Republica Argentina: sintesis de su labor*, et les articles du journal *La Nación*, 6

royale d'Italie, notre ferme sympathie, fruit naturel du profond lien de sang, de culture et des intérêts qui unissent les Italiens et les Argentins<sup>102</sup>.»

Au Brésil, la presse applaudit ce qu'elle considère comme un mouvement général de rapprochement entre les pays latins. Dans son éditorial, le quotidien *Jornal do Brasil* observe à propos du voyage du Prince : «L'Italie, dans son incomparable confiance dans les destins de la *latinità*, n'économise pas ses efforts pour donner une nouvelle vigueur à la solidarité entre tous les peuples liés à la souche latine. » Le *Jornal* fait ensuite le point : «en Italie, il y a eu lieu dernièrement, un Congrès consacré à l'analyse approfondie de l'ensemble de la presse latine ; les Instituts supérieurs d'instruction se placent sous l'égide de ce grand idéal de coopération. L' 'Union latine' sera certainement une des formes de réalisation de l'Internationalisme, puisqu'elle est établie sur de solides fondements culturels<sup>103</sup>. »

Cette vision n'est cependant pas partagée en Italie, «la presse italienne n'a pas suivi de près le voyage de S. A. Royale, lequel se revêt d'une exceptionnelle importance à l'égard des relations italo-sud-américaines<sup>104</sup>.» Et, reprend le *Corriere Italiano* : « Beaucoup de gens n'ont pas compris le but de ce voyage(...)cependant, la visite du Prince-héritier aux frères d'outre-mer est d'une transcendance infinie<sup>105</sup>.» Mais ,à cette époque, le public de la Péninsule ne voit en ses émigrés pas beaucoup plus que des gens sans qualifications, partis pour un horizon lointain et pour toujours.

---

août 1924 : *La contribución italiana al desenvolvimiento intelectual de la Republica; El teatro italiano in Buenos Ayres a traves de medio siglo.*

<sup>102</sup>*Plus Ultra* : S.A.R. Umberto di Savoia – principe di Piemonte nell'America Latina. Buenos Aires, sept. 1924, p. 1.

<sup>103</sup>Cité par *Le Vie d'Italia e dell'America Latina*, n° 9, sept. 1925, p. 1109.

<sup>104</sup>*Rivista d'Italia e d'America*, annoll, n° 9/10, oct-nov. 1924, p. 570.

<sup>105</sup>*Umberto di Savoia nell'America del Sud* in *Corriere Italiano*, 24 août 1924, anno IV, n° 34, p. 4.



Presque simultanément, une autre stratégie est mise au service de l'idée d'un renforcement de la présence italienne dans le scénario sud-américain. Dans un rendez-vous qui eut lieu à Rome, en janvier 1923, où étaient présent le ministre de l'Industrie et du Commerce italien, des représentants des Chambres de Commerce latino-américaines, et des individus liés à des organisations industrielles, agricoles et commerciales italiennes, fut prise la décision d'organiser, sur le continent latino-américain, une foire-exposition. Ce serait une foire 'flottante', c'est-à-dire placée sur le navire *Italia*. Elle aurait pour mission de démontrer «ce que l'Italie sait et peut produire et de rapprocher les producteurs italiens des grands centres de consommation de l'Amérique latine, pour qu'ils connaissent les exigences et les besoins de ce marché<sup>106</sup>.» La foire pourrait, pensaient-ils, contribuer à surmonter la méconnaissance des réelles capacités industrielles et commerciales de l'Italie en Amérique latine, et en même temps, aider les producteurs italiens à connaître les potentialités latino-américaines, dans le domaine, par exemple, des matières premières<sup>107</sup>.

Les foires-expositions étaient une pratique fréquente en Europe, mais à en juger par la déclaration de l'ancien chef de cabinet de D'Annunzio au Fiume, alors Ministre des Travaux publics, Giovanni Giuriati, celle réservée à l'Amérique latine se revêtait d'un caractère particulier, «la croisière fut le plus grand et le plus limpide des gestes de fraternité latine accomplis par le gouvernement fasciste. Benito Mussolini nous a éclairé sur cette nécessité de marquer la tâche

---

<sup>106</sup> *La grande fiera campionaria navigante nell'America Latina* in *Le Vie d'Italia e dell'America Latina*, n° 3, mars 1924, pp.383 à 384.

<sup>107</sup> D'après Emilio GENTILE (*L'emigrazione italiana in Argentina nella politica di espansione del nazionalismo e del fascismo* in *op.cit.*, p.379) : «Dès les premiers temps qui ont suivi sa conquête du pouvoir, le fascisme a manifesté un intérêt spécial pour l'Argentine (...) Mais la première approche importante et directe du problème de l'émigration et de l'*italianità* en Argentine a lieu pendant la croisière de la nave *Italia* en Amérique du Sud. »

mercantile et spirituelle de la *Nave Italia*<sup>108</sup>. » La foire comportait parallèlement des manifestations proprement culturelles, dont l'importance est soulignée par l'écrivain italien Aristide Sartorio qui participe à la croisière,

«on a enfin compris que l'art italien possède la capacité et est tout à fait en mesure d'être l'élément d'intégration par excellence. Malheureusement, dans toute l'Amérique latine, l'art italien, comme notre émigration d'ailleurs, est abandonné à lui-même. Aujourd'hui où les conditions sont, en Italie, moralement différentes, nous ne pouvons pas renoncer à notre expansion intellectuelle<sup>109</sup>.»

La *Nave* fut divisée en dix-sept salles, composant une section des livres, une présentation, sur le mode de l'art populaire, de la petite industrie des régions italiennes, une salle des Ministères ; des salles consacrées à l'industrie d'armement, celles de la soie, des céramiques, des feutres, etc. Participaient au total, 567 entreprises. La visite, faite de février à octobre 1924, a concerné, dans treize pays, plusieurs états régionaux et leurs principales villes portuaires, parmi lesquelles Pará, Pernambuco, Bahia, Rio de Janeiro, Santos, Rio Grande do Sul au Brésil ; Montevideo en Uruguay ; Buenos-Aires, Bahia Blanca en Argentine, Valparaiso au Chili<sup>110</sup>. À tous, Mussolini envoie un message officiel :

<sup>108</sup>GIURIATI,Giovanni.*Tradizioni di italianità nell'America latina* in Colombo,fasc.I,juin 1926,p.4.

<sup>109</sup>*La grande fiera campionaria navigante nell'America Latina, op.cit,p.384*

<sup>110</sup>A l'arrivée de la *Nave Italia* au Chili, la 'Chambre de commerce italienne' de Valparaiso se propose de rendre hommage à ces échanges dûs à l'initiative de l'Italie, et publie en juin 1924, *Il Cile e gli Italiani del Chile*, afin de « coopérer à une plus grande diffusion –notamment chez les Italiens- et une plus exacte connaissance de notre pays hospitalier, le Chili. Autant que de la force morale et économique, qu'ont su acquérir au long des années d'efforts et de travail, les nombreux italiens qui habitent au Chili. »BRACCHIGLIONE,Ettore et CARMINATI,Aldo(éd.)// *Cile e gli Italiani del Cile : omaggio alla crociera italiana nell'America Latina*.Valparaiso :Camera italiana di commercio, juin 1924, p.1.

«L'étendue de l'immense territoire américain nous offre une voie à travers laquelle les peuples modernes peuvent se connaître et s'estimer dans le domaine du travail. Nous souhaitons tous que cette féconde fraternité persévère et devienne toujours plus large et plus intime pour l'intérêt mutuel, matériel et moral, de l'Italie et des pays latino-américains<sup>111</sup>.»

Au niveau commercial, les résultats de la croisière furent encourageants. On voit l'établissement de contrats d'une centaine de millions<sup>112</sup>. Pourtant, Giovanni Giuriati va présenter à Mussolini des conclusions modérément optimistes à propos de ce même voyage<sup>113</sup>. Giuriati avait été nommé ambassadeur extraordinaire auprès de la croisière, et avait reçu une mission complémentaire. Il devait observer et faire un compte rendu sur le degré d'affinité et d'engagement envers la *Madre Patria* des communautés italiennes des Républiques visitées. Or, écrit-il, si le sentiment d'*italianità* et d'amitié est encore fort, fiable et récupérable dans quelques petites colonies de l'intérieur des provinces, dans les communautés urbaines italiennes établies dans les grandes villes, comme Sao Paulo et Buenos-Aires, on rencontrerait plutôt la dispersion, le déchirement et la méfiance<sup>114</sup>. Tout travail d'approche y serait plus difficile, juge l'ambassadeur, surtout en ce qui concerne l'Argentine.

---

<sup>111</sup> *Id. ib.*, p.2.

<sup>112</sup> Camera italiana di Comercio ed arti di San Paolo del Brasile. *Relazione presentata alla Crociera della R.Nave 'Italia'*. São Paulo : Rossetti & Rocco, 1924.

<sup>113</sup> GIURIATI, Giovanni. *La Crociera Italiana nell'America Latina*. Roma, 1925.

<sup>114</sup> Giovanni Giuriati était un homme d'Etat, d'orientation plutôt 'nationaliste', qui s'intéressait fortement à la cause de l'émigration. Il fut, avec Oscar Sinigaglia, fondateur en 1920 de la 'Ligue italienne pour la tutelle des intérêts nationaux à l'extérieur', ligue qui remplaçait l'organisation *Trento e Trieste*, de laquelle il avait déjà été Président. Y avaient adhéré des politiques, des intellectuels, des capitalistes, tous se proposant de faire œuvre de propagande culturelle et

Pour Giuriati, la conception de l'émigration qui était celle du nouveau régime, conception basée sur le «réveil impérial pris en tant que méthode d'expansion politique et économique<sup>115</sup> », exigeait des changements urgents de la part du gouvernement italien s'il voulait préserver l'*italianità*. Il faudrait remettre en question le *Commissariato per l'emigrazione* afin d'y introduire des estimations, des critères et une planification politiques concernant les pays dont dépendaient les émigrés italiens. L'Argentine, observe Giuriati, possède un environnement si propice à l'assimilation et à la perte du caractère national, que les Italiens partis là-bas oublient très vite leur patrie d'origine.

De son côté, le journaliste italien Pietro Belli, lequel fait lui aussi partie de la croisière, analyse les conditions de vie des émigrés italiens, au Brésil en particulier . Sur un ton d'indignation, il présente son compte-rendu et sollicite l'intervention de son gouvernement :

« J'ai vu des fabriques où les ouvriers sont traités comme des bêtes ; j'ai vu des jeunes gens vivant d'une manière déshumanisée ; j'ai vu des femmes précocement vieilles par la poussière asphyxiante des magasins exposés à la pluie, au vent ; en Italie, l'ouvrier est un monsieur même quant il ne gagne pas beaucoup, parce qu'en Italie, il vit et travaille partout dans des conditions de civilité<sup>116</sup>. »

---

économique dans des pays étrangers comportant une émigration italienne. On comptait sur l'aide de ces derniers dans les initiatives de la Ligue. Parmi les sièges de la Ligue établis à l'étrangers, celui de Buenos Aires fut fondé en janvier 1923. La Ligue fut dissoute cette même année 1923 par Mussolini, qui prétendait la fusionner avec la nouvelle organisation des *Fasci italiani all'estero*. Voir FABIANO, Domenico. *La Lega Italiana per la tutela degli interessi nazionali e le origini dei Fasci italiani all'estero* in *Storia contemporanea*, avril 1985, pp.203-250.

<sup>115</sup>GIURIATI, G. *La Crociera Italiana nell'America Latina*, op.cit., p.11.

<sup>116</sup>Cité par *Corriere Italiano*, 23 nov.1924, n°47, p.2.

Cette croisière sera, finalement, le fer de lance de plusieurs 'missions commerciales' envoyées par l'Italie en Amérique latine et vice-versa, à l'instar du groupe parti de Milan au début de 1925, sous les auspices de 'l'Institut fasciste de propagande nationale'<sup>117</sup>. Au niveau informatif et publicitaire, après la croisière, on présente partout en Italie des projections cinématographiques, et assistent à la première séance le Roi, le Premier ministre italien et le corps diplomatique latino-américain accrédité auprès du Quirinal<sup>118</sup>.

Un autre événement d'envergure fut la construction d'un câble télégraphique sous-marin à travers l'Atlantique par l'entreprise *Italcable*. Dans le domaine de la transmission et de la circulation générale des nouvelles et des renseignements, les Italiens se jugeaient être dans une situation préjudiciable, à cause de leur «dépendance absolue à l'égard des compagnies étrangères<sup>119</sup>.» Ces dernières monopolisaient les communications avec les Amériques. On a affaire ici à la «guerre de la parole<sup>120</sup> ».

Cet asservissement, considéré comme une situation de dissymétrie, humiliante au vu du 'nouveau rôle' de l'Italie, était, avant tout, ressenti vis à vis de l'Angleterre, qui occupait une position prééminente puisqu'elle possédait plus de la moitié du total des câbles dans le monde, mais également vis à vis des États-Unis et de la France. D'emblée, si on les comparait avec la Péninsule, ces pays disposaient d'une formidable suprématie dans la quête des informations, et obtenaient ainsi d'énormes avantages de nature politique et morale, ou commerciale et financière en Amérique.

<sup>117</sup>Camera Italiana di Comercio ed arti di San Paolo.Relazione presentata al Congresso Internazionale del Comercio in Rio.São Paulo :Typografia Paulista,1927.

<sup>118</sup>*Le Vie d'Italia e dell'America Latina*,n°7,juillet1925,p.882;*Colombo*,fasc.V,sept.1927,p.256.

<sup>119</sup>*La cerimonia inaugurale del cavo sottomarino fra l'Italia e l'America della Italcable*.Milano:Modiano,1926,p.4.

<sup>120</sup>*Il Cavo tra l'America e l'Italia* in *Rivista d'Italia e d'America*,n°15,mars1925,pp.71-72.

Les Italiens se méfiaient donc, considérant que ces privilèges façonnaient certainement les informations mondiales. Du coup, l'Italie serait condamnée à recevoir toutes les données économiques de l'Angleterre et de la France, à l'exemple des cotations des grains, du coton et des métaux sud-américains. Des câblogrammes en retard, pas du tout lisibles aurait fait perdre à l'Italie des affaires importantes en Amérique, face à une concurrence plutôt bien informée. Pour comble, toutes les nouvelles européennes mais aussi africaines, asiatiques et australiennes arrivaient en Amérique à travers des sources essentiellement britanniques. Pour ce qui était de l'Italie, croyait la presse italienne, les nouvelles transmises étaient les pires possibles, constituées de faits divers, de délits de vol, tout genre d'événements gonflés ou déformés.

L'Italie ne possédait à ce moment là que 1,07 % du réseau mondial du câble, et elle n'avait aucune liaison directe avec ses colonies d'émigration en Amérique. En mars 1925 est inauguré, finalement, la connexion avec les États-Unis, définie par Mussolini comme «un bras gigantesque étendu de la Patrie à ses fils<sup>121</sup>.» En octobre 1925, c'est la mise en place du câblage Anzio-Buenos-Aires, qui touche également Malaga, Las Palmas, San Vincenzo, Fernando de Noronha, Rio de Janeiro, Montevideo. C'est-à-dire l'Espagne, le Portugal, le Brésil, l'Uruguay et l'Argentine. L'événement est commémoré avec enthousiasme et est gratifié du titre de date historique : «La connexion si attendue de plusieurs millions d'Italiens, résidant en Amérique du Sud, à la *Madre Patria* à travers une voix directe italienne est désormais une réalité<sup>122</sup>.» A

---

<sup>121</sup>*Un cavo italiano con l'America Latina* in *Le Vie d'Italia e dell'America Latina*, n°2, févr. 1925, p.237.

<sup>122</sup>*Le Vie d'Italia e dell'America Latina*, n°4, avril 1925, p.391 et *Le Vie d'Italia e dell'America Latina*, n°12, décembre 1925.

propos du Brésil, l'Italien Luigi Incisa signale les bénéfices d'une telle entreprise dans les pages de son œuvre *Nel Paese della Fazenda* :

«Les Italiens et les Brésiliens modernes, pour parvenir à une intelligente, active et productive collaboration doivent surmonter non seulement l'immensité de l'Océan, mais le fossé de préjugés qui sépare les deux pays. Pour cette raison, la pose des câbles sous-marins italiens est, cela ne fait pas de doute, le motif d'une grande célébration. Les câbles, grâce à un significatif apport financier brésilien, reposent depuis quelques jours en Atlantique, attachant les deux pays avec la force de l'acier. Cette prouesse représente le début d'une ère de puissante coopération italo-brésilienne, dans la voie du progrès et de la civilisation<sup>123</sup>. »

## **6 – Les problèmes du réseau diplomatique :**

De son côté, l'Italien Bruno Gemelli, rédacteur en chef du périodique de la Péninsule *Rivista di Politica Economica*, saluant l'annonce « rassurante » de l'installation du Câble, commémore les différentes mesures politiques qui lui font suite et qui visent à ce « que les drapeaux des peuples latins s'unissent, encore et encore, sous le plus haut insigne de Rome ». En même temps, il signale une autre affaire à résoudre d'urgence, car elle risque de mettre en danger les

conquêtes déjà effectuées sur le terrain latino-américain : « Nos ambassades, nos légations, nos consulats doivent être courageusement revigorés ; du sang nouveau doit être injecté dans ces organismes qui devront avoir une fonction de grande portée politique<sup>124</sup>. »

Francesco Nitti, d'ailleurs, faisait déjà en 1896 des remarques associées à des reproches à propos de cette pénible situation : « nous avons dépensé des milliards, pour des entreprises de n'importe quel genre, et nous n'avons pas trouvé, dans notre bilan, deux ou trois millions afin de disséminer des consulats en Amérique du Sud(...)Il existe sur ce continent des consulats placés à d'énormes distances les uns des autres, à une distance qui équivaut à celle qui sépare Naples de Vienne. Envers qui se retourner dans une telle solitude et dans un tel abandon? », se demandait en conclusion Nitti, à propos des émigrés italiens dispersés outre-mer<sup>125</sup>. De la même façon, le journaliste venaissin Ferruccio Macola, en voyage au Brésil en 1892, déplore les mauvaises conditions de travail et le fâcheux manque de personnel des services consulaires dans ce pays rempli d'émigrés italiens :

« Ce système qui a dégénéré en mal chronique dans les Etats sud-américains se manifeste dans le nombre restreint de consuls que nous y maintenons et dans la malheureuse organisation des offices existants. Et

---

<sup>123</sup>INCISA, Luigi, op.cit., p.277; Le Président de la *Compagnia del Cavo Sottomarino fra l'Italia e l'America del Sud* était Costabel, lequel jusqu'au début de 1924 dirigeait à Buenos-Aires, la Fédération des Sociétés Italiennes: *Le Vie d'Italia e dell'America Latina*, n°5, mai 1924, p.519.

<sup>124</sup>Cité in *Le Vie d'Italia e dell'America Latina*, n°3, mars 1925, p.361.

<sup>125</sup>Cité par FRANZINA, Emilio. *Gli italiani al Nuovo Mondo: l'emigrazione italiana in America, 1492-1942*. Chap. *Il contributo della diplomazia*.



justement là-bas, où les lois n'offrent pas de garanties aux étrangers. Nous y sommes dans des pays semi-barbares<sup>126</sup>. »

Macola juge que partout en Amérique du Sud, et notamment en Argentine et au Brésil, l'excès d'occupations des consuls italiens compromettrait leur travail. Pour appuyer ses dires, le journaliste dénombre les effectifs des consulats au Brésil à cette époque:

« Les bureaux dirigés par un consul et par un vice-consul ne sont que trois, Rio de Janeiro, Sao Paulo et Porto Alegre ; nous avons un consul à Pernambouc, un vice-consul à Juiz de Fora, lequel est l'unique représentant de l'Italie qui se trouve dans l'intérieur du pays, où vivent des milliers et des milliers de nos concitoyens. Enfin, disséminés à travers le pays, nous avons quatorze agents consulaires, charge honoraire qu'assurent généralement des gens natifs du pays ou négociants, presque toujours ignorants et remplis de crainte pour leurs propres intérêts<sup>127</sup>. »

Ces conditions de départ insuffisantes n'ont pas évolué vraiment avec le tournant du siècle et, pour les objectifs du fascisme, les représentants diplomatiques de carrière, chargés majoritairement de la lecture des événements en Amérique latine, comme de la propagande du régime hors d'Italie, ne

---

<sup>126</sup>MACOLA, Ferruccio. *L'Europa alla conquista dell'America Latina*. Venezia :Ferdinando Ongania ed., 1894, p.236.

<sup>127</sup>*Id. Ib.*, p.236.

représentaient apparemment pas le personnel le plus adéquat. C'étaient encore dans leur majorité, dans ce début des années vingt, des personnes âgées, des aristocrates, des monarchistes, des conservateurs, tous formés au temps de Sforza et de Contarini, et peu en phase avec la nouvelle réalité italienne, sinon hostiles à la politique fasciste. Un renouvellement du corps diplomatique se fait alors, surtout, à partir de 1926, et toute une gamme de représentants fascistes sera envoyée en Amérique latine<sup>128</sup>.

Dans le passé, en dépit d'une certaine action, d'une interaction minimum entre l'Italie et l'Amérique latine, que l'on peut percevoir par exemple, dans le travail d'information contenu dans un *Bulletin officiel*, peu diffusé, mais souvent consulté par les spécialistes, l'action diplomatique italienne avait été, sur le continent latino-américain, dans l'ensemble, mitigée<sup>129</sup>. Mais, malgré sa forte décision d'intervenir dans le choix de son personnel, de rendre véritable la transition qui amène à passer de la conception 'd'émigré' à celle d'*italiano all'estero*, le fascisme n'arrivera pas à surmonter vraiment ses faiblesses de base sur le continent latino-américain. Faute de ressources matérielles aptes à pourvoir ou ravitailler une si vaste région. On ne peut pas oublier non plus cet embarrassant obstacle à vaincre, la lourde et lointaine tradition de négligence,

---

<sup>128</sup>D'après, Pierre MILZA et Serge BERSTEIN (*Les fascismes italiens : 1919-1945*. Paris : Seuil, 1980, p.202) : « Pour sa politique étrangère et sa propagande hors d'Italie, le régime a besoin d'hommes différents de ceux que pouvaient offrir les cadres traditionnels(...) Aussi le gouvernement nomme-t-il, à partir de 1926, un grand nombre de consuls fascistes. En janvier 1928(...) presque tous les postes à l'étranger sont détenus par des fonctionnaires dévoués au régime. »

<sup>129</sup>Dans le 'Premier congrès des Italiens au Chili', organisé à Santiago en septembre 1910, les opinions émises sur le comportement des représentants italiens dans le pays à l'égard de la communauté italienne ne sont pas des plus positives : « La protection accordée par le gouvernement aux colonies américaines fut toujours dérisoire et souvent plutôt une entrave » ou encore « souvent si on avait ou si on a des secrétaires ou des consuls locaux, ils sont généralement peu préparés et de toute façon incompétents sur plusieurs sujets, comme nous le voyons à Santiago et à Valparaíso. » Resoconto ufficiale del primo congresso degli italiani in Chili (Santiago, 21-22 septembre 1910) cité par SALVETTI, Patrizia. *L'emigrazione italiana in*

d'inertie et d'arrogance des représentants diplomatiques italiens à l'égard de leurs propres communautés outre-Atlantique, surtout de celles qui s'étaient développées à l'intérieur des provinces.

Pendant toute la période fasciste, en dépit de quelque efforts pour changer ce scénario, la nomination dans les postes latino-américains était acceptée avec une évidente mauvaise volonté, comme une étape pénible dans la carrière. On constate ce fait, par exemple, dans les déclarations de Raffaele Guariglia, lorsqu'il évoque son séjour en Argentine, de 1936 à 1938, comme titulaire de l'Ambassade italienne de Buenos-Aires :

«Au bout de quelques mois, je demandai et obtins de partir en congé en Italie, fermement résolu à ne plus retourner en Amérique. Profondément et entièrement européen, j'éprouve à m'éloigner de ce continent une souffrance presque physique, souffrant surtout de me trouver dans des pays semblables à ceux d'Amérique, qu'ils soient du Nord ou du Sud, incapables d'apprécier pleinement la grandeur de l'Europe, persuadés qu'elle a terminé son œuvre civilisatrice, accompli sa mission historique...<sup>130</sup> »

De même, dans le récit que fait, dans son journal, Galeazzo Ciano, de son expérience à l'Ambassade italienne en Argentine dans les années vingt, ce

---

*Cile : le fonti in Italia* in FAVERO, Luigi ; STABILI, Maria Rosaria ; MEZA, René Salinas ed alli. // *contributo italiano allo sviluppo del Cile*. Torino: Giovanni Agnelli, 1993, p.389.

<sup>130</sup> GUARIGLIA, Raffaele. *La diplomatie difficile : mémoires, 1922-1946*. Paris : Plon, 1955, p.73.

pays apparaît comme une région « déclassée », ne méritant pas qu'on lui porte un grand intérêt, surtout après sa posture dans l'affaire italo-éthiopienne<sup>131</sup> :

« Parmi tous les pays dans lesquels j'ai résidé, l'Argentine est certainement celui que j'ai le moins apprécié, celui que j'ai profondément méprisé. Peuple sans âme et terre sans couleur, il était impossible qu'il exerçât, de n'importe quelle façon, une fascination sur moi. Pendant plusieurs décennies, quand beaucoup de débris de l'humanité allaient en Amérique du Sud, les pires s'arrêtaient au point d'arrivée : c'est de cela qu'est née Buenos-Aires, cité monotone et louche, comme la rivière qui l'arrose<sup>132</sup>. »

La révision et le contrôle effectif des services consulaires, l'élargissement du réseau des agences et des chargés diplomatiques honoraires, la demande d'une meilleure occupation géographique et sociale en Amérique du Sud, n'étaient absolument pas des préoccupations récentes. Les difficultés dans ce champ se faisaient plus pressantes, et s'aggravaient, au fur et à mesure qu'augmentait le flux migratoire dans la seconde moitié du 19<sup>ème</sup> siècle. Pourtant, les moyens matériels que l'Italie fasciste va mettre à la disposition de ses consulats pour la défense des intérêts de ses concitoyens à l'étranger seront toujours insatisfaisants. Ce qui s'explique par l'importance numérique des Italiens transplantés dans le Nouveau Monde ; par le décalage entre la dimension du phénomène de départ italien versus la taille et l'insuffisance de

<sup>131</sup>COPPA, Frank J. *Dictionary of Modern Italian History*. Connecticut-London : Greenwood Press, 1985, p.81.

<sup>132</sup>CIANO, Galeazzo. *Diario, 1937-1943*. Milani : Rizzoli ed., 1980, p.90.

l'Italie ; entre l'étendue du territoire sud-américain et la capacité de maintien des noyaux diplomatiques.

Depuis toujours, la relation établie entre les agents consulaires et les émigrés était source de problèmes, en particulier, pour ce qui touchait au traitement différencié et échelonné accordé par les représentants italiens à la masse des émigrants, en fonction de leurs conditions sociales. Les plus humbles étaient généralement abandonnés à leur sort, l'aide gouvernementale étant souvent remplacée par l'assistance de l'Eglise catholique, illustrée par l'action des *Scalabriniani* et de *l'Opera Bonomelli*. Cependant, si d'un côté, les gouvernements italiens reconnaissaient les résultats positifs de l'intervention de l'Eglise, de l'autre, l'ingérence de cette institution religieuse dans le continent sud-américain, ingérence considérée comme excessive, était soulignée. L'agent consulaire italien Antonelli, disait en 1899, au sujet du Rio Grande do Sul, province brésilienne à forte présence italienne que c'était un 'fief' du clergé catholique :

«Qu'il s'agisse des écoles, de la tutelle de l'émigré ou de la propagande nationale, ces activités sont aujourd'hui presque qu'exclusivement exercées par de nombreux prêtres, présents dans tous les centres coloniaux de cet état, payés par les fidèles et dirigés par l'évêque de Porto Alegre (...) Quant à nous, nous n'avons ni les moyens, ni les possibilités d'organiser notre service d'une façon aussi élargie que le clergé. Ce problème doit, alors, être attentivement étudié<sup>133</sup>. »

---

<sup>133</sup>Cité par FRANZINA, Emilio, op.cit., chap. *Il contributo della diplomazia*.

Pratiquant l'anticipation, en effet, des couches cléricales italiennes avaient développé, dès la fin du 19<sup>ème</sup> siècle, un nouveau genre d'action tourné notamment vers les émigrés des Amériques, et centré de plus en plus sur les valeurs de la patrie, de la race et de la religion. En 1909, est fondée *l'Italica Gens*, laquelle sera dotée d'un sens organisationnel et politique spécialisé dans la défense ethnique et celle du renom de l'Italie.

Par rapport à l'église catholique encore, une autre question va être au cœur des intérêts fascistes ; il s'agit du développement des écoles italiennes à l'extérieur. En fait, les possibilités d'interaction, dès leur plus jeune âge, entre les émigrés et la *Madre Patria* qui maintenait le lien à travers ces écoles, avaient été relancées après la Première Guerre mondiale, suite à la reprise du grand flux d'émigration et Trabalza est nommé, en 1921, directeur des *scuole italiane all'estero*. Trabalza entendait prendre sérieusement l'affaire en mains.

En cette même année 1921, le ministère des Affaires extérieures envoie des circulaires afin de demander, aux représentants consulaires, des informations sur l'enseignement de l'italien et le fonctionnement des écoles dans plusieurs pays. Le ministère constitue également une *Commissione per gli Istituti Italiani d'Oltre Oceano*, chargée d'étudier le fonctionnement des écoles italiennes dans le monde. Les rapports envoyés du Brésil, en 1922, au ministère, précisaient que le pays brésilien serait un précieux champ ouvert à l'émigration, et qu'il faudrait analyser attentivement toutes les méthodes permettant de donner un nouvel essor à la présence italienne dans cet état. Pour les écoles, la recommandation portait sur l'opportunité d'une collaboration, et peut-être d'une subvention accordée aux établissements scolaires liés aux églises italiennes au Brésil, surtout avec ceux tenus par les Salésiens ; ce qui éviterait de bâtir un

dispendieux système scolaire italien alternatif, les écoles italiennes laïques existant sur place étant très peu nombreuses et présentant des résultats assez décevants.

Les rapports rendaient compte aussi du retard de la politique éducationnelle conduite par le gouvernement italien à l'intention des émigrés, comparée à celle mise en place par le gouvernement allemand au sud du Brésil; ils soulignaient aussi les difficultés que l'Italie aurait à rattraper le temps perdu, une fois que le processus d'intégration des émigrés serait déjà accéléré, et même la dimension de l'indifférence dont faisaient preuve ces Italiens émigrés, peu enclins à fréquenter ces écoles, contrairement à d'autres groupes ethniques. Mais quoi qu'il en soit, étant donné que le Brésil avait un système scolaire fragile et inadéquat, l'Italie pourrait bien profiter de cette défaillance pour diffuser sa culture et ses écoles parmi ses émigrés<sup>134</sup>.

Avec l'ascension au pouvoir du fascisme néanmoins, la perspective d'une liaison plus étroite entre les écoles italiennes de l'extérieur et les institutions privées religieuses va s'affaiblir. A la place, De Michaelis préconise, dès 1923 et au nom d'une plus grande efficacité, une centralisation obéissant à la nouvelle politique d'assistance visant les émigrés édictée par Mussolini. En ces années du début du régime et à cause des interférences des fascistes dans les actions du clergé, les rapports avec l'Eglise catholique sont tendus, surtout justement à propos de l'*Opera Bonomelli*. Cette institution finit par être dissoute par le Saint-Siège, en 1927<sup>135</sup>.

<sup>134</sup>ROSOLI, Gianfausto. *Chiesa ed emigrati italiani in Brasile, 1880-1940* in *Studi Emigrazione*, n°66, juin 1982, pp.225-251.

<sup>135</sup>Voir CANNISTRATO, Philip et ROSOLI, Gianfausto. *Emigrazione, Chiesa e fascismo. Lo scioglimento dell'Opera Bonomelli (1922-1928)*. Roma: Studium, 1979.

Dès le début du régime, en effet, des fascistes de la Péninsule envisagent une réforme consulaire. Au Congrès de Padoue<sup>136</sup>, organisé par la Société nationale Dante Alighieri en 1923, un des thèmes centraux fut la restructuration des activités des représentations diplomatiques. Le parlementaire Giacchino Volpe, reviendra sur le problème, devant la Chambre des députés italienne en 1924<sup>137</sup>. On délibère à Padoue sur une meilleure adéquation de la carrière diplomatique, en particulier sur la création de charges spécifiques préposées aux questions de l'émigration italienne. On suggérait une reformulation organique des consulats et du statut juridique des consuls, et le remplacement radical des éléments de second échelon. On devrait introduire un personnel *ex novo* destiné exclusivement aux pays accueillant un grand flux d'émigration, ayant une compétence convenable en législation et dans d'autres sujets corollaires.

Volpe, à son tour, signale la nécessité d'ouvrir le métier de diplomate au domaine de la culture, d'accorder à celui-ci une importance historique primordiale au plan des relations entre les peuples. Il met l'accent sur une qualification effective de ces représentants, incluant l'apprentissage attentif des langues modernes, surtout l'anglais, l'espagnol et le portugais, ce dernier idiome étant, dit-il, jusqu'à ce jour, complètement délaissé par les consuls envoyés au Brésil ; d'où un préjudice évident.

A propos du Brésil, l'Italien Filippo Peviani, écrivant en 1922 pour se plaindre des désagréments de la tâche consulaire, nous montre un cadre plein de déficiences : « Notre émigration est, dans la pratique, sans tutelle au Brésil. Je ne prétends pas faire des reproches aux autorités consulaires qui font de leur

<sup>136</sup>Voir PEPE, Gaetano. *I Problemi dell'Emigrazione: le riforme consolari* in *Rivista d'Italia e d'America*, n° XI-XII, déc. 1924, pp. 679-680.

<sup>137</sup>*Id. ib.*



mieux, mais mettre en évidence l'impossibilité dans laquelle se trouvent les consuls de veiller aux intérêts des émigrés<sup>138</sup>. » Il expose ensuite ce qu'il juge être les nœuds du problème. Tout d'abord, la difficile équation entre la dimension gigantesque de ce pays et le nombre restrictif des agents consulaires italiens, la dispersion excessive des émigrés dans les *fazendas*, dans le cas de Sao Paulo, la profusion de travaux quotidiens non directement liés à la fonction consulaire. Circonstances propres à empêcher le bon enchaînement des activités.

Ensuite, insiste Peviani, on ne peut que déplorer la méconnaissance et le grave manque de communication entre le consul général et les consuls locaux, lesquels sont toujours plus tournés vers la politique régionale que vers le soutien des véritables intérêts de l'Italie et des Italiens. Et il conclut en faisant référence à la pénurie de personnel consulaire dans la province de Sao Paulo, zone de forte concentration italienne : « L'Italie aujourd'hui suit le sort des ses fils, disséminés dans cette vaste fédération républicaine, en laissant vacants dix-sept sièges vice-consulaires et en n'y assurant la présence que de quatre personnes seulement, consuls et vice-consuls, et un inspecteur de l'émigration. » Peviane s'interroge, enfin, sur un tel abandon, « c'est beaucoup faire pour la tutelle de nos émigrés qui, dans le seul état de Sao Paulo, sont plus d'un million <sup>139</sup> ? »

Avec le régime fasciste, le ministère des Affaires étrangères acquiert un plus fort statut et ce changement de cap se reflète naturellement en Amérique latine. A partir de 1927 surtout, un rôle central est dévolu aux consuls. Ces derniers deviennent les représentants uniques et exclusifs de l'Etat italien au sein de la communauté italienne à l'étranger. De plus, le nombre des personnels

<sup>138</sup> PEVIANI, Filippo. *L'attuale problema Italo-Brasiliano*. Roma : Sasi, 1922, pp. 184 à 193.

<sup>139</sup> *Id. Ib.*

désignés pour rejoindre les postes en Amérique s'accroît et des agents plus qualifiés et même plus renommés en font partie.

Avant même cette mutation, quelques actes significatifs dans le champ de la diplomatie traduisaient la nouvelle direction italienne. Ainsi, pour bien montrer que la dimension de l'Argentine était clairement reconnue et était prise en compte dans les intérêts de l'Italie, en juin 1924, la légation italienne de Buenos-Aires est élevée par le gouvernement mussolinien à la catégorie d'Ambassade, « une considération respectueuse portée au gouvernement argentin<sup>140</sup>. »

Au Brésil, est invité à prendre en charge l'Ambassade italienne le général et sénateur du Royaume, Pietro Badoglio, « un des plus illustres *condottieri* de l'armée victorieuse italienne(...)le plus jeune et le plus valeureux de tous nos généraux victorieux », souligne la revue *Le Vie d'Italia e dell'America Latina*. Badoglio reçoit la mission de résoudre les complexes problèmes de l'émigration ; de dynamiser les rapports économiques et de revaloriser le nom de l'Italie « trop fréquemment négligé ou méconnu<sup>141</sup>. » Enfin, pour les années vingt, on compte trois Ambassades italiennes en Amérique du Sud, localisées à Buenos-Aires, à Rio de Janeiro et à Santiago<sup>142</sup>.

<sup>140</sup> ASMAE, AP, *Argentina*, busta 806, fasc. 922. Sur la constitution de la nouvelle Ambassade, la revue *Colombo* écrit en 1927 (*Colombo*, fasc. II, mars 1927, p. 42) : « La presse argentine avait attribué à cet acte beaucoup d'importance, et elle y avait vu une des nombreuses preuves des efforts faits par l'Italie en direction des nations sud-américaines. »

<sup>141</sup> *Un Eroè della guerra a Rio de Janeiro* in *Le Vie d'Italia e dell'America Latina*, n°2, févr. 1924, p. 248. D'après la revue : « Quelle que soit la considération que le gouvernement national accorde aux problèmes politiques et économiques dans les rapports de l'Italie avec le Brésil, cet intérêt apparaît nettement quand on sait qu'à l'Ambassade de la République Fédérale on a nommé (...) Pietro Badoglio. »

<sup>142</sup> *Ambasciate d'Italia* in *Le Vie d'Italia e dell'America Latina*, n°8, août 1928, pp. 869 à 875.

## 7 – Une victoire triomphale :

Entre-temps, on poursuit les activités orientées vers l'Amérique latine. Pour faire de la propagande à l'aviation italienne et en même temps promouvoir l'image de 'l'Italie renouvelée' en Amérique, le colonel Francesco De Pinedo entreprend un vol inédit. De Pinedo soumet, en mars 1926, son projet à Mussolini, à qui il propose d'accomplir la traversée de l'Atlantique méridional et de l'Atlantique septentrional d'un seul tenant. Le vol serait réalisé en trois étapes consécutives : d'Italie à Buenos-Aires, de Buenos-Aires à New York, de New York en l'Italie.

De Pinedo finalement fait son arrivée en Amérique, en territoire brésilien, à Fernando de Noronha ; après quoi il parvient à Natal, au Pernambouc, à Bahia, à Rio de Janeiro, à Santos, à Sao Paulo, à Porto Alegre. Au Brésil, comme partout d'ailleurs, il est reçu avec des manifestations d'enthousiasme populaire, surtout de la part de ses concitoyens italiens. « Pour mettre en évidence la fraternité et les liens d'affection qui unissent la race latine, les principales autorités ont pris part à la réception de Pinedo, et la communauté italienne l'a acclamé comme un héros<sup>143</sup> », atteste la presse brésilienne.

Il se rend ensuite à Montevideo et à Buenos-Aires. La première étape de la trajectoire était atteinte. Dans une entrevue accordée au journal argentin *Patria degli Italiani*, Pinedo explique le but de son voyage: « Nous voulons démontrer au monde entier que l'industrie italienne en général, et celle de l'aviation en particulier, est arrivée à un tel degré de perfection qu'elle ne craint

---

<sup>143</sup> Francesco De Pinedo in *Colombo*, fasc.II, mars 1927, pp.95-96.

plus la concurrence. Tous les éléments qui composent le *Santa Maria* ont été fabriqués en Italie, fruit des études, des expériences italiennes<sup>144</sup>. » A Buenos-Aires, où son arrivée attire une immense foule, De Pinedo est reçu au *Círculo Italiano*. Il relate par la suite ses impressions sur cet événement qui donne toute sa dimension à la nature du lien qui se prétendait bâtir entre la *Madre Patria* et ses colonies à l'étranger:

« Nous avons été reçus par les notables de la Colonie, par les dirigeants du *Fascio* et de la *Società italiana*, qui se trouvent réunis dans une unique Fédération. Il y a eu un défilé des associations italiennes. Portant leurs insignes et leurs étendards, elles sont passées sous les balcons du *Círculo*. De là haut, le spectacle de cette foule de gens en liesse était vraiment impressionnant. J'étais devenu tellement populaire à Buenos-Aires, que tout le monde, quand je marchais dans les rues, me faisait des compliments amicaux : *ciao*, Pinedo ! Le salut final de la colonie italienne fut donné dans un grand banquet réunissant 1500 personnes, au théâtre *Coliseo*. Ce fut un spectacle fantastique et inoubliable. Je me sentais très heureux devant tant d'enthousiasme, tant d'amour, tant d'attachement au pays lointain. Ces Italiens éparpillés à travers le monde, cherchant à ouvrir de nouvelles voies à leur avenir et à leur fortune, ont conservé intact, au fond de l'âme, le flambeau de l'amour de la patrie et ils ont exulté en sentant que le gouvernement italien ne les avait pas oubliés, puisqu'il leur envoyait son affection à travers le parcours de mon propre voyage<sup>145</sup>. »

<sup>144</sup>Cité in *Il trionfale volo di De Pinedo sulle acque e le terre dell'America Latina* in *Le Vie d'Italie e dell'America Latina*, n° 5, mai 1927, p.507.

<sup>145</sup>DE PINEDO, Francesco. *Il mio volo attraverso l'Atlantico et le Americhe*. Buenos Aires : El Bibliófilo Viau y Zona, 1928, p.86 apud par Nascimbene, Mario. *Euroamericani : Argentina*, op.cit., pp.450-451.

Laissant derrière lui une distance parcourue de 55 000 kilomètres qui l'a conduit sur trois continents, De Pinedo retourne à Rome le 7 novembre 1925<sup>146</sup>.

On avait donc, dès 1924, entrepris de redynamiser les échanges maritimes entre l'Italie et l'Amérique du Sud. On prétendait renforcer l'initiative privée par des procédures gouvernementales qui permettraient à la marine marchande italienne de faire face à la concurrence d'autres nations, dans le commerce transatlantique. Il fallait faire oublier la pénible situation qui avait été celle du passé récent et avait produit en Amérique une très mauvaise image du genre de service offert par les compagnies de navigation italienne.

Filippo Peviani remet en mémoire le problème, en décrivant plus particulièrement ce qu'étaient autrefois les conditions de transport des passagers

:

« Trop petits pour pouvoir rivaliser avec les grandes puissances maritimes, nous avons, dans le passé, accepté servilement un état d'infériorité, ce qui a jeté un grand discrédit sur notre pays. Quand nous avons transporté les émigrés sur nos navires, inappropriés aux voyages transatlantiques, exigus, restreints, peu hygiéniques, nous n'avons fait que renforcer notre réputation de pauvreté<sup>147</sup>. »

Cela dit, Peviani couvre d'éloges l'avance italienne dans ce domaine, « aujourd'hui nous avons des pyroscaphes qui rivalisent avec honneur, par le

<sup>146</sup> *L'Italia per i Cielo del Mondo* in *Rivista d'Italia e d'America*, oct-nov. 1925.

<sup>147</sup> PEVIANI, Filippo, *op. cit.*, p. 195.

confort, la rapidité et la sécurité, avec les plus grands transatlantiques du monde<sup>148</sup>. »

On voit donc la compagnie *Linea Alta Italia*, établir à cette époque, avec ses bateaux frigorifiques, un trajet régulier entre Gênes, Buenos-Aires et Montevideo ; ce qui reflète d'ailleurs l'augmentation considérable des importations en Italie de viandes congelées sud-américaines ; importations qui passent de 17 500 tonnes en 1923 à 97 000 tonnes en 1924. Une autre compagnie, la *Transatlantica Italiana* met en service trois nouveaux bateaux pour la zone de la *Plata*. En février 1925, est conclu un accord pour le trafic maritime vers l'Amérique du Sud. L'accord établit le partage du transport des passagers de troisième classe entre les principales compagnies de navigation italiennes, espagnoles et portugaises qui relient les ports du continent sud-américain à la péninsule Ibérique et vice-versa. Il s'agissait en vérité d'un *pool* organisé pour perfectionner à la fois l'émigration et le rapatriement des citoyens de ces pays.

Pour le transport des passagers, l'Italie est désormais bien placée sur continent latino-américain, grâce aux compagnies maritimes *Lloyd Sabauto*, *Navigazione Generale Italiana* et *Società di Navegazione Triestina Consulich*. Par contre, on considère en Italie que, pour le transport des marchandises, il faudrait accroître les investissements afin de s'adapter à l'augmentation des échanges commerciaux après la Première Guerre mondiale. Cette revitalisation du commerce international pousse à des actions positives, comme l'accord passé avec le Brésil, grâce à la médiation de la Chambre de commerce Italo-brésilienne établie à Gênes, accord selon lequel le transport des marchandises

---

<sup>148</sup> *Id. ib.*, p. 195.

entre les deux pays devrait, autant que possible, être réalisé exclusivement par les bateaux italiens<sup>149</sup>.

Par ailleurs, avec l'Argentine, si l'on en croit le bilan concernant la fin de la décennie 1920, bilan effectué par *l'Istituto Nazionale per l'Esportazione* italien, les résultats du transport des passagers comme ceux du transport des marchandises paraissent franchement positifs. Le rapport de cet *Istituto* aborde le sujet dans le chapitre *Mezzi di trasporto fra l'Italia e l'Argentina* :

«Le drapeau italien a occupé pendant des années, dans le mouvement global du commerce argentin d'outre-mer, la seconde place jusqu'en 1927, et il est passé à la troisième place en 1928, après le drapeau britannique et le drapeau allemand. Les moyens de transport existant entre l'Italie et l'Argentine sont amplement suffisants pour ce qui est des passagers. Les services de transport de marchandises sont également assez bien équipés, et comprennent autant de lignes régulières, que de lignes éphémères<sup>150</sup>. »

En fait, la tâche qui consistait à établir une 'nouvelle relation' entre l'Italie et le continent *latino* était à ses début ; beaucoup restait à faire ; beaucoup d'obstacles restaient à surmonter. Pour autant, cet essai d'un envol italien vers

---

<sup>149</sup>*Traffico Marittimo col Sud America* in *Le Vie d'Italia e dell'America Latina*, n°3, mars 1925, p.361. Toujours selon Ausonio Franzoni dans l'article *Contribuire al maggior sviluppo dell'espansione italiana nell'America Latina* (*Le Vie d'Italia e dell'America Latina*, n°3, mars 1924, p.269), "rien ne contribue plus à stimuler l'esprit national de nos émigrés que la démonstration, à travers des faits concrets, d'une réactualisation de la supériorité maritime de notre pays! Ils seront là-bas les meilleurs propagandistes des valeurs italiennes; et d'ailleurs désormais, non seulement nos concitoyens, mais aussi de nombreux Argentins, Brésiliens, Chiliens, choisissent nos bateaux."

<sup>150</sup>L'Argentina : sviluppo economico e relazioni commerciali con l'Italia. Istituto Nazionale per l'Esportazione. Roma : Società Tipografica Castaldi, 1930, p.299.

l'Amérique latine sera toujours irrégulier et, somme toute, jamais vraiment conclu.



## CHAPITRE II

**L'Italie, ses émigrés et les élites créoles : *Civis Romanus Sum.***

Dans la communauté italienne éparpillée en Amérique latine, toutes ces initiatives partant d'Italie ont plutôt et dans un premier temps créé une empathie croissante amenant une assimilation conceptuelle entre *latinità* et *italianità*, une identification et un sentiment d'appartenance à une nation, une histoire, un passé, et surtout un avenir commun. Les Italiens émigrés commencent désormais à percevoir que leur patrie d'origine apparemment s'intéresse à ses concitoyens partis outre-mer et à leurs descendants. Pourtant, on ne voit guère dans ces premiers efforts que l'Italie mussolinienne dirige vers sa communauté d'outre-Atlantique, une marque claire de l'ordre politique récemment instauré en Italie, à savoir le fascisme. Il fallait accentuer encore le trait et créer une perspective différente qui aboutisse à présenter le régime fasciste, l'idéal du césarisme, comme étant le système politique inhérent à l'essence de la civilisation latine. Il fallait promouvoir dans la collectivité italienne l'idée d'une analogie entre la *latinità*, l'*italianità*, la *romanità* et le fascisme.

Chez les élites *latinos* créoles, le gouvernement du *Duce* souhaite également que se crée une correspondance entre *latinità*, *romanità* et fascisme, à travers l'universalisation des deux premiers concepts, et ce pour susciter, au moins, une coopération économique plus étroite et peut-être un partenariat politique dans les affaires d'intérêts mutuels. Cette transmutation, ce deuxième pas était, en Amérique latine, conçue, formulée et envisagée comme l'objectif à poursuivre et à développer au fur et à mesure que le régime lui-même acquérait, en Italie, de la solidité et du dynamisme. Aussi le nouveau régime italien renforce-t-il son enquête sur les potentialités de diffusion et d'extension de ses intérêts outre-mer.

## **1 - La 'conquête' du Sud : l'arrivée de la *Saturnia tellus* :**

Le pays choisi comme fer de lance du rapprochement entre l'Italie et le continent a été, sans aucun doute, l'Argentine. Une série de considérations ont présidé à cette élection. Tout d'abord, comme l'indique la revue du Touring, *Le Vie d'Italia e dell'America latina*, l'Argentine «fut naturellement préférée, en raison de liens d'affection séculaires, de communauté de coutumes et de tradition, de rapports fréquents et intenses favorisés par la vaste et précieuse émigration des travailleurs italiens qui ont beaucoup collaboré au développement civil et à la prospérité économique de

la jeune nation latine<sup>1</sup>. » De plus, les contacts officiels et commerciaux avec ce pays étaient plus anciens et mieux établis que ceux qui existaient avec d'autres nations du continent, conclut la revue.

On exalte également le 'caractère ethnique' de la République d'outre-mer : « L'Argentine est l'unique pays, en dehors de l'Europe, de race parfaitement caucasienne et de prédominance latine ». Elle est donc considérée comme plus apte à comprendre la culture italienne<sup>2</sup>.

D'autre part, comme l'Argentine bénéficiait, entre autres qualités, d'une population moins nombreuse que le Brésil, la présence de la communauté italienne y apparaissait plus dense, plus visible et plus influente. L'ingénieur italien Luigi Luigi, député au Parlement de la Péninsule et membre du Conseil de la revue du Touring, se fonde sur son expérience personnelle ( il a vécu en Argentine de 1896 à 1905) pour exprimer ses convictions en 1923. Pendant la période citée, il avait en effet projeté et dirigé dans ce pays *latino*, la construction du port militaire de Bahia Blanca<sup>3</sup>:

---

<sup>1</sup>TERNI,G.C. *Armonie Italo-Argentine: nodi sentimentali e vincoli economici* in *Le Vie d'Italia e dell'America Latina*,n°5,mai 1926,p.510; *Le Vie d'Italia e dell'America Latina*,n°4,avril 1926, p.487.

<sup>2</sup>Cette 'positivité ethnique' argentine fut maintes fois soulignée, et avant et après, et représentait un argument valable pour les Italiens ; ainsi à la fin du 19<sup>ème</sup> siècle, selon A. CAZZANI (*L'Argentina qual'è veramente*.Buenos Aires: Gunche, Wiebeck y Turtl, 1896,p.43), " le type argentin est blanc, très blanc. Les hommes de couleur y sont très rares, le métissage est faible et il n'a presque pas laissé de traces. »

<sup>3</sup>La construction du Port militaire dans l'estuaire de Bahia Blanca correspondait à un des résultats de la course aux armements menée par l'Argentine et le Chili, dans la décennie de 1890, à cause des conflits de frontières entre ces deux pays, et de l'aspiration du Chili à avoir un port sur l'Atlantique. L'Argentine achète à Italie quatre croiseurs et demande au gouvernement italien des ingénieurs pour aménager le Port. Luigi Luigi arrive en Argentine en mars 1896, et c'est lui même qui fera le choix stratégique de cet estuaire placé à 700 Km de Buenos-Aires. Le port est construit par une entreprise hollandaise, laquelle l'avait emporté sur la concurrence publique, mais ce sont des ouvriers italiens qui vont travailler dans le chantier. Luigi, après avoir terminé les travaux, rentre en Italie en 1905. Voir LUIGI,Luigi.*Il Porto militare*

« C'est vers l'Argentine que les hommes d'Etat italiens doivent tourner leur attention pour résoudre le problème de l'émigration. Le nouveau gouvernement italien qui a fait tant de miracles réussira peut-être aussi à trouver la solution de cet important problème. L'Argentine, cette sœur majeure doit, parmi ces jeunes nations, être reconnue comme telle et devenir le centre du futur grand lignage latin en Amérique<sup>4</sup>. »

Buenos-Aires, poursuit le député, devrait être choisie pour être le nœud intellectuel et commercial des nations latino-américaines, étant donné qu'elle compte presque 2 millions d'habitants et présente des centres de culture qui sont les émules des centres européens : « Que cette ville devienne la Rome de l'Amérique, et répande dans le nouveau monde austral la paix, la civilité et l'aisance que Rome diffusait dans le Monde Antique ! » Pour l'ingénieur Luigi, l'union du capital anglais, de la terre argentine et du travail italien avait réalisé un vrai prodige dans le Bassin de La Plata où, de façon analogue à ce qui s'était passé en Amérique du Nord pour la «race anglo-saxonne », il existait des conditions idéales de climat, de terrain et d'habitat pour la «race latine ». En Argentine, affirme Luigi, mais aussi en Uruguay, au Chili et au sud du Brésil, «les céréales, les vignes et les oliviers - les trois plantes

---

*di Bahia Blanca : un capitolo di storia italo-argentina in Le Vie d'Italia e dell'America Latina, janvier 1924, n° 1, pp.5-14.*

<sup>4</sup>*Id.Ib.*, p.6.

caractéristiques de la civilisation latine - poussent à merveille. C'est la terre la plus adaptée à la prospérité matérielle et sociale de notre race<sup>5</sup>. »

Enfin, la revue *Colombo* présente les bonnes relations gouvernementales établies entre l'Italie et l'Argentine comme un fait dorénavant incontesté et interchangeable. C'est ainsi que l'Italien Ausonio Franzoni déclare :

« Désormais les rapports entre les deux peuples ne peuvent être que des plus cordiaux et affectueux. En cette terre américaine bénie par le Ciel, le sang généreux et la sainte sueur des argentins et des italiens se confondent. Et, au fur et à mesure que s'accroît l'exceptionnel progrès de cette grande région latine, s'intensifient également les raisons de toujours perfectionner les liens entre les deux pays, soit à travers des signes symboliques d'amitié, soit à travers des échanges de nature artistique et scientifique, le développement de communications plus rapides, et l'accroissement des affaires commerciales, agricoles et industrielles<sup>6</sup>. »

L'américaniste A. Franzoni soutenait depuis longtemps que l'Etat italien devait inaugurer un programme colonial et ainsi procéder à la restructuration

---

<sup>5</sup>*Id. Ib.*, pp.5-14.

<sup>6</sup>FRANZONI, Ausonio. *Solidarietà italo-argentina* in *Colombo*, fasc. I, juin 1926, p.72. Et A. Franzoni, au nom de l'Institut C. Colomb, déclare: « Avec ces propos, ces moyens et ces actions de propagande pacifique menées au nom de la fraternité, de la culture et de l'art, l'Italie et l'Argentine fixent les bases éternelles du plus radieux triomphe de l'incomparable *civiltà* latine.

de la présence et de l'influence de l'Italie au Sud de l'Amérique latine. Il avait participé en avril 1901 au *IV Congresso Geografico Italiano* tenu à Milan, où il s'était montré optimiste dans ses notes préparatoires *L'Esplorazione commerciale* :

« Il est certain qu'un tel exode, tourné principalement vers les pays hospitaliers de l'Amérique méridionale, commence à produire des effets considérables, soit sur le développement progressif de ces pays, soit sur le caractère de la population indigène, avec laquelle les Italiens se mélangent heureusement ; et ce n'est certainement pécher par une excessive hardiesse que d'affirmer qu'il ne se passera peut-être pas deux générations, sans que, par une lente mais continuelle infiltration de notre race, ne soit atteinte, dans plusieurs points de l'Amérique méridionale, une supériorité inespérée<sup>7</sup>. »

En réalité, l'Argentine constituait depuis au moins la seconde moitié du 19<sup>ème</sup> siècle, un thème particulier en Italie. Le mythe d'une possible 'nouvelle Italie' surgissant dans le Bassin de la Plata avait placé le pays argentin au centre des intérêts des 'colonialistes' italiens. Ensuite, l'attention portée à ce pays a persisté soit positivement, soit négativement, et dans le discours des 'nationalistes' italiens, et dans les propos des fascistes de la Péninsule.

---

*L'Istituto Cristoforo Colombo* ne peut voir qu'avec le plus vif enthousiasme la succession des faits récemment produits... » *Id. Ib.*, p.73.

<sup>7</sup>FRANZONI, A. *Appunti sul programma della Sezione B del IV Congresso Geografico Italiano* in *L'Esplorazione commerciale*, a.XVI, fasc.III, 15 fév. 1901, pp.34-35.

Attilio Brunialti, suivant une attitude courante chez les colonialistes italiens, dans son œuvre célèbre *Le colonie degli italiani* publié en 1897, fait de l'Argentine le lieu d'excellence où doivent prendre corps les desseins italiens. Il n'y avait pas meilleure adresse pour une «influence civile et économique, sinon politique qui allait préparer un champ immense à notre émigration, un avenir encourageant au commerce, bref, une nouvelle Italie<sup>8</sup>. »

A son tour, le professeur d'économie de l'Université de Gênes, par ailleurs sénateur du royaume, Geronimo Boccardo, analyse dans le *Giornale degli economisti*, au début de 1886, l'expansion coloniale spontanée et artificielle de l'époque et conclut, en s'appuyant sur le principe des nationalités, que l'Italie avait bien le droit de prendre possession de la République argentine, et d'y établir une grande colonie italienne. Voici ses arguments :

«Un demi-million d'Italiens vivent dans la République argentine et représentent un sixième de la population. Colonie modèle qui(...)a su conquérir la sympathie grâce à sa conduite honnête, à son esprit d'épargne, à sa sobriété, à l'organisation d'établissements de prévoyance très prospères. Une vaste province italienne est là, sur les bords de la Plata et de ses affluents<sup>9</sup>! »

---

<sup>8</sup>BRUNIALTI,A.,*op.cit.*,p.334.

Dès cette époque donc, on considère en Italie que l'Argentine, par rapport au Brésil par exemple, possède des avantages supérieurs en tant que *locus* d'émigration. Il n'était pas nécessaire de conquérir la terre sur la forêt, puisque l'Argentine comportait de vastes étendues de terrain plat. La situation sanitaire semblait raisonnable, les maladies endémiques ayant presque disparu. A quoi s'ajoutaient les affinités climatiques et la possibilité d'y cultiver des produits analogues à ceux de l'Italie.

Cette confiance apparaît également dans l'œuvre de Luigi Einaudi, «au-delà de l'Atlantique, sur le bord de La Plata, une nouvelle Italie est en train de surgir, un peuple est en train de se former, peuple qui, même s'il est argentin, gardera les caractères fondamentaux du peuple italien<sup>10</sup>. » L'esprit entrepreneur des Liguriens, souligne Einaudi, à travers leur présence commerciale et financière en Argentine, avant même l'Unification de la Péninsule, fut la meilleure expression de l'émigration italienne dans le monde. Dans ce pays sud-américain, la communauté italienne qui s'est présentée, dès l'origine, comportait non seulement l'habituelle dose massive de prolétaires, mais aussi des représentants des secteurs moyens et

---

<sup>9</sup>*Giornale degli economisti*, 15 février 1886, p.4. Voir aussi: BOCCARDO Girolamo. *Dizionario universale di economia politica e commercio*. Milano: Treves, 1881.

<sup>10</sup>EINAUDI, Luigi. *Il principe mercante. Studio sulla espansione coloniale italiana*. Torino: Fratelli Bocca, 1890, p.11. Cet ouvrage relate, dans quelques-uns de ses chapitres, d'une façon romanesque et triomphale, l'histoire d'un commerçant lombard, Enrico Dell'Acqua, à qui l'auteur donne le titre de *principe mercante*, lequel est partie de Gênes en 1887 à la conquête, tout à fait réussie, des marchés latino-américains, en emportant quelques catalogues d'échantillons. Au début, le *principe mercante* mène bien son entreprise grâce à l'exportation de tissus de coton, en coordonnant un réseau de marchands voyageurs, pour, à la fin, se retrouver à la tête d'une grande société d'exportation de produits italiens en Amérique du Sud. Ainsi Einaudi écrit : « Cette armée a son quartier général en Italie, d'où les marchandises sont expédiées aux maisons filiales pour être transformées en manufactures ou directement vendues. Les deux maisons principales de Buenos-Aires et de San Paulo dirigent la conquête(...)il n'existe pas de pays dont la marque *Veddeta* de la *Società Enrico Dell'Acqua* ne soit pas connue. Les principales places conquises(...) sont au nombre de 729 ; tout un continent est conquis. »



capitalistes, fait qui, pour Einaudi, était un élément de première importance pour l'avenir politique et économique de l'Italie dans la région.

Mais l'Argentine figurait au même titre au cœur des critiques des 'nationalistes' au début du 20<sup>ème</sup> siècle. Pour eux, il était question au contraire de démontrer à travers les faits ce qu'étaient, à leurs yeux, les réelles conditions de la présence italienne en Amérique latine. Et ils prenaient pour toile de fond de leur polémique, le pays argentin. Après un voyage sur le continent latino-américain réalisé en 1908, Enrico Corradini<sup>11</sup>, un des protagonistes du mouvement nationaliste en Italie, signale ce qu'il considère comme l'inexorable assimilation des émigrés italiens. D'après lui, beaucoup de ceux qui conçoivent « en Argentine, une grande Italie » s'illusionnent. « Ils ne savent pas qu'en Argentine, il n'y a que l'Argentine. »

Les émigrés italiens qui y sont installés, juge Corradini, ne sont plus que des gens pauvres et ignorants, dénués de conscience nationale, loin de pouvoir reconnaître les principes de l'*italianità*. Le processus d'émigration engendrait plutôt une inestimable perte d'énergie et de vitalité pour l'Italie, qui jouait au bénéfice d'autres nations. Déchéance morale et économique qui ne devait être tolérée qu'en cas de nécessité rigoureusement contingente. En outre, poursuit Corradini, s'il n'y a pas d'autres moyens de résoudre ce grave problème, l'émigration ne doit apporter de préférence au monde extérieur, que des travailleurs qualifiés disposant d'une certaine base culturelle, conduits par des dirigeants organisés, et financés par des capitaux italiens.

Donc, en face de cette tradition tournée notamment vers l'Argentine pour ce qui concerne l'Amérique latine, les fascistes finissent, eux aussi, par entretenir des rapports singuliers avec cette nation. Pourtant, la réponse argentine aux efforts italiens sera toujours moins marquée. Le gouvernement argentin a d'autres partenaires sur lesquels s'appuyer, l'Angleterre, surtout. Les Argentins, néanmoins, entreprennent, eux aussi, quelques actions.

En reconnaissance «de la nouvelle tendance qui se manifeste en Italie, visant à favoriser les échanges culturels avec l'Amérique latine<sup>12</sup> », on inaugure à Buenos-Aires à la fin de 1924, 'l'Institut italo-argentin de culture italienne'. Pour le cours d'ouverture on a invité l'ex-ministre de l'Intérieur et l'ex-président du Conseil, le Sicilien Vittorio Emanuele Orlando, lequel parlera de la science juridique italienne. En novembre 1924, arrive à Gênes, une 'Mission commerciale argentine' qui vient étudier l'industrie et le commerce italiens afin, de cette façon, de rendre plus efficaces les échanges entre les deux nations.

La mission est conduite par Fernando Pérez, ministre plénipotentiaire de l'Argentine en Italie, personnalité bien considérée par le gouvernement italien. Pérez avait été ministre en Autriche-Hongrie pendant la guerre, et l'Italie portait à son crédit un infatigable travail en faveur des prisonniers italiens, enfermés alors dans des centres de concentration<sup>13</sup>. Pendant

---

<sup>11</sup>Voir CORRADINI, Enrico. *L'emigrazione italiana nel Sud America in Nazionalismo italiano*. Milano: Treves, 1914; CORRADINI, E. *L'ora di Tripoli*. Milano: Treves, 1911.

<sup>12</sup>MAZZI, Ruggero. *Intercambio culturale italo-argentino* in *Rivista d'Italia e d'America*, n° 17, mai 1925, pp.68-70. D'après Mazzi, qui habitait en Argentine et était correspondant de la *Rivista* : «La nécessité d'une expansion culturelle italienne parmi les nations de l'Amérique latine est toujours plus pressante.»

<sup>13</sup>*La Missione commerciale Argentina et Argentina: la missione commerciale Pérez* in *Le Vie d'Italia et dell'America Latina*, n° 1, janv. 1925, p.53..

l'Italie portait à son crédit un infatigable travail en faveur des prisonniers italiens, enfermés alors dans des centres de concentration<sup>13</sup>. Pendant environ cinq mois, les Argentins font le tour du pays italien et visitent les principales agglomérations industrielles, mais ils se rendent aussi en Italie méridionale, y compris en Sicile, d'où venaient bon nombre des émigrés partis au pays de la *Plata*. Cette dernière visite se justifiait par « la parenté culturelle avec la nation argentine<sup>14</sup>. »

Pérez, cependant, a son mot à dire sur les difficultés à vaincre, le long chemin à parcourir. Le diplomate était peu satisfait de ce que pouvaient être les perspectives argentines dans le marché de la Péninsule. L'entrée des produits argentins n'apportait pas la preuves d'une réceptivité croissante. Pérez exprime d'abord son malaise à la Chambre de commerce italienne : « L'Argentine a été, à tort, considérée longtemps en Italie, quasi exclusivement comme une bonne adresse et un débouché pour son émigration. L'Argentine, au contraire, doit devenir désormais une magnifique source de commerce. » Ensuite, Pérez fait part de ses inquiétudes dans la conférence qu'il prononce à l'Institut Christophe Colomb, en avril 1926 :

« J'ai fait tout mon possible pour transformer l'approche italo-argentine en réalité. Mais, les propositions argentines, dans cette matière, ont trouvé jusqu'alors très peu d'écho en Italie. Ici, on parle beaucoup de la question

---

«La nécessité d'une expansion culturelle italienne parmi les nations de l'Amérique latine est toujours plus pressante.»

<sup>13</sup>*La Missione commerciale Argentina et Argentina: la missione commerciale Pérez in Le Vie d'Italia et dell'America Latina*, n° 1, janv. 1925, p.53..

action en faveur de cette approche exige beaucoup de sincérité de propos et une connaissance parfaite de la mentalité des Argentins<sup>15</sup>. »

Le diplomate conclut en affirmant qu'autant les Italiens, que les Argentins doivent prendre leurs responsabilités s'ils veulent créer de réels et solides liens économiques. Sans cet intérêt mutuel rien ne pourra avancer. Pour sa part, sur un ton tout à fait différent et avec une conclusion opposée, la revue éditée par le Touring de la Péninsule, *Le Vie d'Italia e dell'America Latina*, analyse la tournée de Pérez et se montre plutôt enthousiaste sur les possibilités qu'offriront les rapports entre les deux pays, à mesure que se produira, déclare-t-elle avec conviction, une réelle augmentation du commerce en faveur de la Péninsule : « L'Italie, qui dans le domaine du commerce international, figurait, en Argentine, il y a deux ans, à la septième place, occupe aujourd'hui la troisième place. Les Italiens doivent maintenir cette position en établissant avec l'Argentine des contacts économiques solides et permanents<sup>16</sup>. » A en juger par la revue italienne, l'Italie au moins, semblait satisfaite de ses progrès économiques sur le marché argentin, l'inverse n'étant pas vrai.

Après quelques années d'hésitations - une invitation préliminaire avait déjà été faite à la fin de 1922 - l'Argentine accepte de participer pour la première fois, en 1926, à la 'Foire-exposition internationale de Milan', la principale manifestation du genre en Italie. La Foire, qui existait depuis 1920,

---

<sup>15</sup> PEREZ, Fernando. *Unione culturale italo-argentina* in Colombo, fasc. I, juin 1926, p.90.

<sup>16</sup> *La visite del Ministro Pérez* in *Le Vie d'Italia e dell'America Latina*, n°4, avril 1926, p.487.

avait connu une petite participation du Brésil, de la Colombie et du Mexique en ce qui concerne l'Amérique latine, mais l'Italie souhaitait une majeure présence de ce continent. Ainsi, les appels à l'Argentine furent-ils renouvelés par le propagandiste italien Ottavio Dinale<sup>17</sup>.

A cette occasion, s'était formé un Comité argentin qui devait articuler une future participation. L'action gouvernementale aidée de quelques entrepreneurs argentins, conçoit le projet et le mène à son terme, d'un pavillon permanent en Italie, lequel inclut des cartes géographiques, des cadres statistiques, des graphiques ; d'éventuels conférenciers, des expositions de marchandises, de matières-premières, de produits fabriqués par l'industrie argentine : chaussures, fromages, viande congelée, tissus, mosaïques, vins, conserves, sucreries, semi-oléagineux, etc. En outre, après la Foire, sera désormais publié à Milan, un bulletin paraissant par quinzaine, qui portera sur le commerce et l'industrie argentins, et sera diffusé gratuitement dans le Royaume.

---

<sup>17</sup> DINALE, Ottavio. *Una visita ai presidente della Argentina* in *Il Popolo d'Italia*, 23 janvier 1923; DINALE, O. *Gli Italiani in Argentina* in *Gerarchia*, sept. 1923.

## 2 - La tradition italienne sur le continent latino-américain :

Toutes les initiatives prises à cette époque par la 'nouvelle Italie' ne l'étaient pas de manière aléatoire, puisqu'elles correspondaient à peu près, comme nous l'avons vu, à quelques résultats pratiques et aux réflexions déjà initiées avant l'avènement du fascisme. L'intérêt pour les potentialités du continent latino-américain n'était sûrement pas une invention politique du gouvernement fasciste. L'Amérique latine était entrée dans l'univers de la Péninsule, surtout à partir de la seconde moitié du 19<sup>ème</sup> siècle, en raison surtout des « chaînes migratoires »<sup>18</sup> que forment le prolétariat et les campagnards italiens, lesquels avaient fait route vers ce continent, et en particulier vers le Brésil, l'Argentine, l'Uruguay, le Chili, c'est-à-dire l'Amérique méridionale.

Des américanistes, des diplomates, des voyageurs, des prêtres, des commerçants, au long de la grande l'histoire italienne de l'émigration, ont fini par attirer l'attention sur le phénomène. Ils ont vanté ou dénigré, selon les cas, les capacités ou les limites du continent *latino*. Enjeu de taille entre les différentes forces politiques italiennes ; les classes dirigeantes et l'opinion

---

<sup>18</sup> Pour le concept de « chaîne migratoire » voir CAMPANI, Giovanna. *L'exemple de la diaspora italiana* in *Information sur les sciences sociales*, vol.31, n°2, 1992, p.338: « Les liens de parenté, d'amitié, de voisinage, sont rapidement devenus en Italie les agents d'émigration les plus efficaces, des supports psychologiques et matériels pour les émigrés. Cela a permis, dans le processus de l'émigration/immigration, la formation de réseaux, basés sur les liens familiaux, d'amitié, de solidarité villageoise, qui ont été à la fois le moteur et le support de l'émigration, remplissant avec efficacité la fonction d'accueil et de soutien dans le pays d'immigration. Ces réseaux migratoires se sont formés entre l'Italie et les différents pays d'immigration, qu'il s'agisse de l'Europe ou de l'Amérique. »

publique ont pris position sur les bénéfices et les méfaits de l'émigration. Dès lors, des thèses diverses sont élaborées.

Le régime fasciste va pareillement essayer de modéliser à son profit le mouvement de départ à l'étranger de ses concitoyens, tendance jusqu'alors jugée inévitable. En premier lieu, il décide de corriger ce qu'il considère comme une inertie et une négligence inexplicables des gouvernements libéraux du passé. Mussolini définit clairement la valeur que désormais le régime attribue à l'émigration, aspect et instrument de sa politique étrangère<sup>19</sup>. Au moins au début de son régime, à propos des Amériques, le leader italien reprend l'évaluation positive et nécessaire du processus d'émigration, véhicule d'une expansion pacifique de l'Italie et de l'*italianità*. Gioacchino Volpe, par exemple, va faire de l'émigration « l'œuvre du génie italien à l'étranger. »

L'idée d'une possible fonction stimulatrice de l'émigration, clé de l'accroissement commercial, et peut-être politique, existait avant même l'Unification de la Péninsule. Il s'agissait dès lors et pour toujours d'insuffler, en premier lieu, les exportations italiennes. Pour commencer, les émigrés devaient être incités à n'acheter que des produits italiens, auxquels ils étaient certainement déjà habitués, ce qui, par voie de conséquence, faciliterait la suggestion d'achat.

---

<sup>19</sup>Mussolini, dès 1922, avait lancé le mot d'ordre de la politique qui devait être menée dans les régions où la présence des émigrés italiens était importante : « nell'immediato, una massiccia campagna volta a stimolare il senso di italianità in tutte le masse emigrate ed a rafforzare i loro legami con la madrepatria(...) successivamente, una progressiva opera di sensibilizzazione delle nuove generazioni ed uno sforzo particolare presso alcune minoranze più ricettive di giovani emigrati, ai fini di una penetrazione culturale e spirituale dell'ideologia fascista nei paesi ospitanti. » MUSSOLINI, Benito apud CANTALUPO,

L'émigration, elle-même, était vue comme une forme d'exportation – 'de la force-travail'. Il fallait transformer ce phénomène en avantage et gain pour tous ; en 'politique de puissance', pour les fascistes. Au regard de l'Italie, pourvoyeuse traditionnelle du peuplement humain de l'Amérique latine, en particulier des pays du Bassin de La Plata, cette portion de la planète apparaît de plus en plus inaliénable.

Le nouveau régime n'introduit pas, à ce moment là, de substantielles innovations législatives ou de nouvelles orientations dans le domaine de l'émigration, mais il veut discipliner, sauvegarder, justifier l'épanouissement de la 'race latine'. Créer la coordination, à l'intérieur d'un corps organique, des services d'émigration, auparavant dispersés à travers plusieurs administrations. L'émigration devrait être conçue et organisée dorénavant en tant que fait collectivement articulé, et non plus comme une initiative désordonnée, individuelle.

La réalité change vite dans la Péninsule, pourtant. L'Italie est en face d'un 'monde en voie de fermeture' dans ces années vingt. Aux restrictions nord-américaines (les Quotas Acts de 1921 et 1924), s'ajoutent des mesures semblables prises par le Canada, l'Australie, le Brésil, la France, l'Afrique<sup>20</sup>. On ne se plaint pas encore vraiment en Italie, il reste des adresses de

---

Roberto. *Racconti politici dell'altra pace*. Milano: Istituto per gli studi di politica internazionale, 1940, pp. 302-306.

<sup>20</sup> Sur le sujet, voir: NAZZARO, Pellegrino. *The Immigrant Quota Act del 1921, la crisi del sistema liberale e l'avvento del fascismo in Italia* in *Gli italiani negli Stati Uniti*. Firenze. Università de Firenze, 1972, pp. 323-364; NAZZARO, P. *Italy from the American Immigration Quota Act of 1921 to Mussolini's policy of grossraum: 1921-1924* in *The Journal of European Economic History*, III, 3, 1974, pp. 705-723; FINKELSTEIN, Monte. *The Johnson Act, Mussolini and fascist emigration policy, 1921-1930* in *Journal of American Ethnic History*, VIII, 1, 1988, pp. 38-55.



débouchés et des destinations possibles<sup>21</sup>. Le gouvernement italien se retourne de plus en plus vers d'autres pays du continent sud-américain, notamment l'Argentine<sup>22</sup>. Un rapport envoyé à Mussolini, le 8 janvier 1924, par le ministère des Affaires étrangères italien, éclaire l'option : «il est naturel que nos attentions se dirigent vers l'Amérique du Sud en particulier, où nous avons une florissante colonie de concitoyens, où l'industrie est dans un état embryonnaire ou bien peu développé, et où il existe au contraire de riches matières-premières et des produits agricoles, dont nous avons besoin<sup>23</sup>. »

Bientôt, l'Argentine va, elle aussi, imposer ses réserves, ses exigences. Alors, une mutation du concept de 'population excédentaire' sera de plus en plus nécessaire en Italie. Un tel remaniement se produira surtout à partir de 1927, sous la forme de nouvelles règles pour l'émigration. Jusque-là, on rassure les pays hospitaliers auxquels on garantit des présélections plus sévères, l'envoi d'une main-d'œuvre spécialisée et non-perturbatrice du point de vue politique.

A l'égard de l'Amérique latine, un changement politique significatif a lieu effectué par le régime mussolinien ; une évolution par rapport aux options des gouvernements précédents de la Péninsule, dans l'engagement, prétendument réel, à l'égard de ce continent. Cette fois, l'Italie fasciste se veut pléthorique, abondante, réalisatrice. Elle aspire à s'étendre dans des régions encore insuffisamment explorées, des pays pas assez reconnus. La 'nouvelle Italie' se veut immédiatement foisonnante et cherche à dynamiser

---

<sup>21</sup>FALORSI, Vittorio. *Problemi di Emigrazione*. Bologna: Zanichelli, 1924;

<sup>22</sup>LEONINI, Camilo. *L'emigrazione italiana nell'America Latina*. Roma: Selecta, 1926.

<sup>23</sup>ASMAE, AP, *Argentina*, busta 806, fasc. 917.

les rapports politiques et économiques, par une approche forcée des couches dominantes créoles. C'est ici justement que la *latinità* prend une signification particulière ; elle ne dépend plus nécessairement de l'émigration italienne. L'Italie parie sur la généralisation idéologique du concept, et de la notion de 'continent latin'.

Paradoxalement, c'est en vertu de cet aspect même que la communauté italienne d'Amérique latine reprend une importance majeure pour l'Italie, à mesure que le gouvernement fasciste conditionne ses ambitions sur ce continent à un rapport plus immédiat, plus proche avec les classes dirigeantes créoles. Les émigrés italiens, eux, sont incontournables pour l'Italie, on ne peut pas s'en passer. Ils pourraient alors avoir un rôle certain dans cette prétendue approche. Il faut donc adopter une autre attitude. Pourquoi ne pas les valoriser tantôt aux yeux des élites créoles, tantôt à ceux des élites italiennes de la Péninsule ? Les transformer, comme il avait déjà été projeté maintes fois, et jamais vraiment réalisé, en un marché consommateur des exportations de l'Italie, dans un point de contact privilégié avec le continent ? Et qui sait, dans un lieu perméable à l'influence culturelle et politique italienne à l'intérieur de ce même continent ?

L'Italien Franco Ciarlantini, éditeur de la revue *Augustea* et envoyé spécial en Argentine en 1927, à l'occasion de 'l'Exposition des livres italiens' à Buenos-Aires, perçoit avec justesse le chemin à suivre. Il soutient volontiers la thèse selon laquelle l'Italie, pour réussir une véritable intervention culturelle en Amérique latine, devrait se concentrer, par-dessus tout, sur les élites indigènes. Il se fait précis au sujet de l'Argentine : «il faut pénétrer la classe dirigeante argentine, vivre directement avec elle, s'infiltrer,

l'imprégner de notre esprit, de façon à exalter favorablement les grands courants d'opinion et créer des 'italianophiles', beaucoup 'd'italianophiles'<sup>24</sup>.»

Au milieu des rivalités d'intérêts et de profits, de la concurrence sans merci qui oppose entreprises et commerçants des puissances étrangères, qui se disputent la même clientèle et le même espace, l'Italie décide finalement d'essayer de faire un atout de la forte présence de sa communauté sur place. Mais pour en arriver là, il fallait changer les habitudes, les croyances, créer de nouvelles valeurs. Entreprise qui requérait du gouvernement italien et de tous ses supporters intéressés par ce sujet un engagement important.

Tout d'abord, l'Italie elle-même devait prendre davantage en considération et intégrer ses émigrés lointains et oubliés, et développer peut-être une politique de collaboration. Récupérer la confiance de ces Italiens qui avaient quitté le pays, en général, pleins de ressentiment et surtout de méfiance à l'égard des grands propriétaires, et aussi de leur propre Etat, lequel les avait, il fallait bien l'admettre, pratiquement abandonnés. Rendre moins perçant, moins aigu l'ancien cri des campagnards qui proclamaient : *"Viva l'America e morte ai signori !"*.

Ensuite, démontrer les indéniables mérites de ces émigrés et la contribution significative de ces derniers au développement de l'Amérique. Il fallait encore faire connaître aux pays d'accueil les progrès récents et les nouvelles capacités de l'Italie. Témoigner, si possible, de bonnes dispositions

---

<sup>24</sup> CIARLANTINI, Franco. *Viaggio in Argentina*. Milano, 1928, p.225.

et de bonne volonté à l'égard de tout ce qui répondait aux nécessités de ces derniers pays et au genre de travailleurs qu'ils demandaient.

Enfin, surmonter le pire des obstacles, la vertigineuse assimilation des Italiens dans leurs 'nouvelles patries' d'Amérique latine, phénomène extrêmement surprenant, comparé à la réalité presque inverse des États-Unis<sup>25</sup>. La langue italienne reculait visiblement dans le continent *latino*. Elle se faisait de plus en plus rare, particulièrement parmi les 'compatriotes' résidant dans les centres urbains, comme San Paulo et Buenos-Aires<sup>26</sup>. On était conscient en Italie qu'une telle assimilation n'engendrait, en général, que la perte du sentiment *d'italianità* et l'éloignement de la *Madre Patria*.

En outre, ce processus de déracinement n'accompagnait pas nécessairement la conquête d'une réelle insertion sociopolitique dans la 'nouvelle société', en raison, entre autres choses, du fort préjugé des couches dominantes latino-américaines. Exemple qui correspondait bien à la

---

<sup>25</sup>Pour les principales différences dans les processus d'émigration et de fixation des émigrés en Amérique du Nord et en Amérique Latine, voir : BAILY, Samuel. *Lo studio degli immigranti italiani in Argentina in prospettiva comparata* in ROSOLI, Gianfausto (éd.). *Identità degli italiani in Argentina : reti sociali, famiglia, lavoro*. Roma : Studium, 1993, pp.23-38 ; BAILY, S. *The Italians and organized labor in the United States and Argentina, 1880-1910* in *International Migration Review*, n°1, 1967, pp.55-66 ; BAILY, S. *The role of the press and the assimilation of Italians in Buenos Aires and São Paulo, 1893-1913* in *International Migration Review*, vol.12, n°43, 1978, pp.321-340 ; KLEIN, S. Herbert. *La integración de los italianos en la Argentina y los Estados Unidos* in *Desarrollo Económico*, vol.21, n°81, avril-juin 1981, pp.3-28 ; KLEIN, S.H. *A integração dos imigrantes italianos no Brasil, na Argentina e Estados Unidos* in *Novos Estudos CEBRAP*, n°25, 1989, pp.95-117 ; DI TELLA, Torcuato. *Argentina : una Australia italiana ?* in *Crítica y Utopía*, n°10-11, 1983, pp.171-199 ; GOULD, J.D. *European Intercontinental Emigration, 1815-1914 : patterns and causes* in *Journal of European Economic History*, vol.8, n°3, 1979.

<sup>26</sup>L'assimilation se faisait aussi dans les zones rurales, ce qui apparaît dans les commentaires faits par le représentant de la communauté italienne de Talca, Virgilio Lazzari, à l'occasion du Premier congrès des Italiens au Chili : "Nous, les Italiens, nous avons le grave défaut de ne plus parler, dans l'intimité de nos maisons, notre idiome(...) nous habituons nos enfants dès le plus jeune âge à parler l'espagnol(...) la plus grande partie de nos concitoyens sont mariés à des chiliennes ; en conséquence ils sont obligés de parler l'espagnol." Cité par SALVETTI, Patrizia. *L'emigrazione italiana in Cile: le fonti in Italia* in FAVERO, Luigi ; STABILI, Maria Rosaria ; MEZA, René Salinas ed alli. *Il contributo italiano allo sviluppo del Cile*. Torino: Giovanni Agnelli, 1993, p.389.

situation des Italiens en Argentine. Pendant son séjour en Amérique du Sud, l'observateur italien Giuseppe Bevione, avait déjà conclu en 1911 :

« Les Italiens pourraient et devraient être tout ce qu'ils veulent en Argentine. Au contraire, ils comptent pour rien en tant que collectivité ; et comme individus, ils doivent mettre en oeuvre leur énergie dans une ambiance d'hostilité sourde, mais constante...Il y a de la part des argentins, de la condescendance, un sentiment instinctif et incoercible de supériorité. Le mépris, l'injustice fréquente et la réelle aversion à l'égard de cet élément étranger plus nombreux, plus dynamique, plus fort, plus nécessaire au destin de la République ne sont pas toujours cachés<sup>27</sup>. »

Observant la réalité péruvienne, l'Italien Giuseppe Mazzini, ex-directeur de la clinique *Bellavista* à Lima, renchérit à son tour, en avril 1923, et souligne cette même fragilité :

« Le sens de l'*italianità* y est maintenu et développé spécialement chez les premiers émigrés mais, à dire vrai, étant donné la facilité avec laquelle les nôtres s'assimilent aux éléments locaux et en raison encore d'une insuffisante transmission à leurs fils de l'esprit de nationalité et de patrie, ces valeurs viennent peu à peu à décroître chez les descendants

---

<sup>27</sup>BEVIONE, Giuseppe. *L'Argentina*. Torino: Bocca, 1911, p.137. Ou, d'après, Giuseppe Parisi (*Storia degli italiani nell'Argentina*. Roma, 1907, p.618), « notre colonie vit, s'accroît, prospère; elle

directs. Ce qui entraîne de graves dommages non seulement au niveau des rapports moraux et les sentiments de sympathie, mais aussi au niveau des rapports financiers et commerciaux, qui devraient être toujours préservés avec les pays d'origine<sup>28</sup>. »

Vittorio Emanuele Orlando est lui aussi surpris par la perte rapide du sentiment de 'patrie' chez les Italiens de l'étranger, en particulier, chez les nouvelles générations. A l'occasion de son voyage au Brésil à la fin de l'année 1920, l'association de jeunesse *Figli degli italiani* l'avait invité à une visite, au cours de laquelle il avait observé que, la Constitution brésilienne considérant comme citoyen tout enfant né sur le sol brésilien, le problème de la définition d'une nationalité ne se posait pas à ces 'fils d'Italiens', cela s'accompagnait d'un désengagement frappant, selon V.E. Orlando, «pas seulement à cause de la situation légale, mais en raison de la profondeur passionnée de leurs sentiments (...) mêmes s'ils gardaient au cœur une résonance, disons, de nature esthétique, de leurs origines italiennes, ils étaient devenus viscéralement étrangers à l'esprit de notre pays<sup>29</sup>». Au lieu d'une récrimination pure et simple ou de lamentations inutiles, l'ex-ministre propose ce qu'il conçoit comme l'unique solution possible : étant donné qu'il existe, affirmait-il, une couche dominante parmi ces 'fils d'Italiens', c'est bien

---

est travailleuse, riche, féconde; mais elle ne se sent pas entourée de considération, d'estime et de respect par les Argentins.»

<sup>28</sup> MAZZINI, Giuseppe. *Il Perù economico* in *Emigrazione e Lavoro*, anno VII, n°7, juillet 1923, p.12.

<sup>29</sup> Cité par BIANCO, Francesco. *Il Legame spirituale tra l'Italia e il Brasile* in *Emigrazione e Lavoro*, n°7, VI, juillet 1922, pp.7.

vers eux que des actions devaient être dirigées afin de «renforcer le prestige moral et la tradition de notre culture métropolitaine<sup>30</sup>. »

Malgré tout, au moins pour l'Argentine et à juger par les impressions écrites postérieurement par l'ex-ambassadeur italien à Buenos-Aires, Raffaele Guariglia, les efforts entrepris par le fascisme pour récupérer l'*italianità* et recréer une plus grande identification avec la *Madre Patria* furent assez frustes eu égard à ce qui était souhaité :

«(...)mon séjour en Argentine méridionale(...)chaque fois qu'il m'arriva de constater l'oubli et l'ingratitude de nos émigrants envers notre pays (...) Nul pays ne peut se flatter d'offrir un processus d'assimilation des émigrés aussi complet que l'Argentine ; soit en raison d'une relative facilité d'existence (au moins, dans plusieurs centres et au cours de périodes agricoles normales), ou d'une immigration rurale prépondérante, attachant plus facilement les individus à la terre, créant une solidarité plus étroite avec elle et une constatation plus immédiate, je dirai presque visuelle, des fruits du labeur humain, ou encore à cause des facilités qu'offre la langue, déjà riche en italianismes, soit enfin en raison d'une plus rapide élévation sociale, impliquant chez l'émigré une tendance à cacher le plus possible l'humilité de ses origines. Des hommes occupant un rang social élevé ont oublié la langue italienne ...<sup>31</sup> »

---

<sup>30</sup>*Id. Ib.*, p.8.

<sup>31</sup>GUARIGLIA, Raffaele, *op. cit.*, pp.71-72.

L'Italie fasciste connaît encore et toujours d'autres difficultés. Ses activités ne devaient d'aucune façon susciter ou précipiter des réactions trop inattendues au niveau du sentiment nationaliste des gouvernements et des sociétés latino-américaines.<sup>32</sup>.

En tout état de cause, le gouvernement fasciste trouve de bonnes raisons tout à fait probres à justifier ses efforts pour supprimer les barrières qui le séparent de l'Amérique latine. On échafaude des projets au sujet de ce continent et on lance des perspectives d'avenir. On emprunte alors des idées à des matrices idéologiques diverses, on poursuit quelques idéaux de l'Italie libérale, on leur ajoute les principes des théories nationalistes du début du vingtième siècle et, surtout, on s'adapte au fur et à mesure aux circonstances. Dans le débat parlementaire et journalistique, déjà long et ancien, qui repose sur une scission fondamentale entre colonialistes/anti-émigrationnistes et émigrationnistes/antimilitaristes, l'Italie fasciste fait ses choix : développer une politique colonialiste et militariste en Afrique. Mais pratiquer au contraire, en Amériques, une conquête spirituelle, morale, politique, économique. Loin de la perspective militaire, on encourage la 'colonisation libre.'

Aux nationalistes, on reprend l'idée qu'il était urgent de récupérer et de maintenir les émigrés au sein de la nation d'origine, un travail

---

<sup>32</sup>Par rapport au nationalisme des pays latino-américains, Filippo UGOLOTTI lançait, dès 1897, un cri d'alerte à propos du Brésil, dans son ouvrage *Italia e Italiani in Brasile : note e appunti* (SP : Typ a vapor Riedel e Lemmi, 1897, p.20) : « Le peuple brésilien, comme du reste tous les peuples jeunes, est d'un patriotisme plutôt ombrageux, méfiant et il a tendance à voir dans l'étranger quasi un ennemi et un exploiteur... La critique de l'étranger faite par le Brésilien est d'une ingratitude énorme(...) en outre , le fait que l'étranger réalise souvent, contrairement aux nationaux, de bonnes affaires et devienne riche en peu de temps contribue à créer au Brésil une ambiance pas trop favorable aux étrangers en général et aux Italiens en particulier. »



d'intensification de l'*italianità*, passant par la potentialisation des services diplomatiques, le développement d'écoles pour l'instruction des fils des Italiens, le recyclage et l'entretien linguistique et culturel, l'attribution, à cette « nouvelle génération » de bourses-étude, pour qu'elle achève son instruction en Italie ; une campagne de propagande visant à glorifier et à valoriser l'Italie.

On reconstruit pareillement ce qui peut être emprunté à la notion libérale de *la più grande Italia*. Le désir d'affirmation, capable de se convertir en esprit expansionniste et en conquête pacifique, lequel avait déjà été formulé en Italie à l'occasion des premiers mouvements d'émigration, dans la seconde moitié du 19<sup>ème</sup> siècle. Il s'agit maintenant pour l'Italie fasciste d'un impérialisme démographique ; il faut rechercher les Italiens émigrés, vanter les mérites des 'colonies spontanées' déjà existantes, aider la formation d'autres peuplements dans des pays jusqu'alors non pénétrés, comme le Paraguay. On réhabilite les premiers apôtres qui, comme Cristoforo Negri et Attilio Brunialti se sont exprimés en faveur de la soumission fidèle des émigrés aux intentions et à l'utilité de l'Italie .

Negri lance déjà, en 1863, une proposition : «au Chili, par exemple, et en Équateur, on ferait matériellement voir que l'Italie est là<sup>33</sup>. » Il avait encore

---

<sup>33</sup>Cité par DORE, Grazia. *La democrazia Italiana e l'emigrazione in America*. Brescia: Morcelliana, 1964, pp.131 à 137. Cristoforo Negri, premier Président de la 'Société Géographique Italienne', juge que «la Plata est notre Australie». Ce qu'il souligne de façon emphatique en affirmant que la région de la *Plata* était encore plus prometteuse que la colonie anglaise australienne, puisque *La Plata* était dotée d'une meilleure position géographique et d'une plus vaste quantité de terrain utile. Negri fut également chargé d'une division consulaire, dépendant du ministère des Affaires extérieures sarde, qui était responsable des problèmes d'émigration. Cette division consulaire étudiait surtout les aspects économiques et commerciaux liés à la forte présence ligurienne en Amérique du Sud, et spécialement, à Montevideo et à Buenos Aires. Voir FRANZINA, Emilio. *Gli Italiani al Nuovo Mondo*, op.cit., chap. *Il Contributo della Diplomazia*.

envisagé un destin américain pour l'Italie : « dans le livre fermé des faits est peut-être inscrit qu'il existera, un jour, une Italie australe reliée à nous, sinon par communauté de sceptre, mais par le lien plus tenace, plus utile, des intérêts communs. » Negri était également le premier à reconnaître le danger que représentait pour l'Italie l'énorme processus d'assimilation, qui touchait les Italiens, surtout dans la région du Bassin de La Plata. Il soulignait la nécessité de prendre des mesures énergiques dans l'intérêt des émigrés et de l'Italie pour relativiser un tel phénomène. Il suggère, par exemple, d'étendre la navigation et le commerce, de surveiller et de fonder de nouveaux consulats, de diffuser la pensée italienne<sup>34</sup>. Série de mesures, d'ailleurs, qui ne fut pas prise à l'époque.

Les visées de Negri rencontrent un écho chez Brunialti, lequel expliquait vers 1897 : « le premier objectif de notre politique coloniale et par ailleurs le plus facile doit se concentrer, sans aucune violence, et par le biais du magistère des institutions, des conseils et des accords, sur le nerf majeur de l'émigration italienne, à savoir la région de La Plata<sup>35</sup>. »

Le fascisme développe également certaines idées du 'social-impérialisme' de Francesco Crispi : résoudre à travers la politique externe les problèmes de politique et d'intégration internes. Le gouvernement fasciste cherche là une façon de maîtriser la faiblesse économique de l'Italie, le manque d'une véritable hégémonie de sa classe dirigeante, de répondre aux

---

<sup>34</sup>Voir NEGRI, Cristoforo. *La grandezza italiana. Studi, confronti, desiderii*. Torino: Paravia, 1864, pp. 171-180.

<sup>35</sup>BRUNIALTI, Attilio. *Le colonie degli italiani*. Torino: Utet, 1897, p. 335.

difficultés toujours contraignantes de la portion 'méridionale' de la péninsule<sup>36</sup>.

Somme toute, en Amérique latine, comme nous l'avons vu, la perspective fasciste reste toujours essentielle, elle va plus loin que la fameuse ambition littéraire italienne dans le Bassin de La Plata. Elle veut recenser toutes les possibilités offertes par tous les pays de ce continent. Son intérêt se tourne vers l'ensemble. Elle se concentre bien sûr sur les principaux marchés, l'Argentine et le Brésil, mais elle s'étend, ou du moins vise à s'étendre.

### **3 - L'*Alma Mater* : la renaissance de l'esprit latin et de la communion romaine :**

Avant tout et comme stratégie première répondant au désir de rendre enfin profitables les atouts que l'Italie fasciste considère avoir en Amérique latine, les rapports avec ce continent devaient être rebâtis sur de puissants liens de complicité. Par métaphore, il fallait assembler ces liens en jouant sur le mythe de la *romanità* ; frapper l'imagination à travers la récupération d'une magnificence italienne liée à un passé héroïque, dont ce continent avait été le champ d'exercice. Tisser une imagerie de légendes, à la fois épiques et

---

<sup>36</sup>CAROCCHI, Giampiero. *Storia d'Italia dall'Unità ad oggi*. Feltrinelli, 2<sup>ème</sup>, 1990, pp. 100-101.

visionnaires, stoïques et inoubliables. En dehors de l'appartenance à un même lignage latin, on se doit de prouver le rôle imprescriptible et irremplaçable du peuple italien dans la formation de cette partie de l'Amérique. Au-delà d'un désir de représentation et de prestige, qui était en fait une des prémisses de la politique étrangère de l'Italie fasciste en Amérique latine, comme nous l'avons dit, il lui faut démontrer en même temps aux élites créoles, aux Italiens émigrés et à leurs descendants établis sur place, aussi bien qu'à la société italienne de la Péninsule, la grandiose et ancienne contribution de l'Italie au continent latino-américain.

Une des tâches les plus lourdes serait sans doute de surmonter les jugements de valeurs basés sur de très forts préjugés et méconnaissances mutuelles. Récupérer la maestria des émigrés italiens et leur estime de soi ensevelies par des décennies d'opinions négatives préconçues. En Italie, comme nous l'avons vu, on considère ces émigrés comme des gens inférieurs et ignorants. On ne porte pas de véritable intérêt à ce continent si éloigné du quotidien de la majeure partie de la population aisée de la Péninsule. L'écrivain italien Ugo E. Imperatori va enfin admettre au début de 1932 : « ce n'était pas une tâche toujours facile de mettre en valeur l'activité des Italiens à l'étranger : nous- même fûmes pendant longtemps sourd aux incitations de Carlo Cattano, lequel affirmait que, quand un peuple souhaite que d'autres peuples rendent hommage, honneur et justice à son travail et à

son œuvre, il doit tout d'abord se faire le narrateur et le conteur de ses propres mérites et de sa propre gloire.<sup>37</sup> »

L'Amérique latine est aussi jugée, par l'élite italienne, comme un continent politiquement instable, gouverné par des politiciens malhonnêtes et primitifs. On jette un réel discrédit sur le continent *latino* tout entier. Il serait constitué par des Républiques trop fragiles, inexpérimentées, sans aucun vernis de civilisation. Malgré les efforts des plus engagés d'ailleurs, ces opinions dépréciatives ne seront jamais vraiment dépassées pendant toute la période fasciste.

L'élite créole, à son tour, conçoit des craintes devant l'affirmation d'une double appartenance des groupes allogènes, au monolithisme culturel intact. Les autorités brésiliennes parlent de « bannis savourant au Brésil un bien-être qu'ils n'avaient jamais eu » dans leur patrie d'origine ; et ces élites réaffirment parfois, avec plus de force, « la prééminence essentielle » des principes moraux luso-brésiliens face au concours de « bras étrangers dans la mise en valeur des confins du pays.<sup>38</sup> »

Des réflexes xénophobes sont suscités en Amériques par l'augmentation du flux migratoire, sentiments qui trouvent des débouchés, par exemple, dans les croisades anti-italiennes du début du 20<sup>ème</sup> siècle au Brésil, en Argentine et aussi aux États-Unis. Le socialisme et surtout l'anarchisme s'étant développés conjointement à l'immigration, la responsabilité de l'agitation ouvrière de 1900-1910 est reportée, en large partie, sur les

---

<sup>37</sup> IMPERATORI, Ugo E. *Gli italiani nell'avvenire dell'America Latina* in *Le Vie d'Italia e dell'America Latina*, n°1, janv. 1932, p.52.

<sup>38</sup> *Editoriale* in *Le Vie d'Italia e dell'America Latina*, n°4, avril 1926, pp.32-33.

'extrémistes' étrangers. En Argentine, l'épanouissement de l'anarchisme et de l'anarcho-syndicalisme est considéré comme inséparable de l'immigration italienne<sup>39</sup>.

Bien que l'immigration n'ait pas tenu dans la formation de la pensée sociale au Chili un rôle majeur, puisque la venue d'étrangers demeure relativement réduite – et que ce sont, en général, des membres des classes moyennes qui se dirigent de préférence vers le Nord du Chili, en effet, peu peuplé - l'influent *Raza Chilena* (1904) de Nicolás Palacios constitue une exception importante. L'auteur s'en prend avec vigueur aux «aventuriers italiens» et autres «analphabètes transalpins» qui débarquent en Amérique, et auxquels il prête tous les vices. C'est pourtant en Argentine qu'un préjugé persistant contre les émigrés se fait le plus sentir.

Devant le manque de population noire ou autochtone, restée peu nombreuse - l'impitoyable conquête militaire du désert en 1879 et la «solution définitive» ont mis un terme au 'problème' indigène ; donc la question principale qui occupe la pensée sociale argentine n'est pas l'effet du mélange des races, comme au Brésil, par exemple. Le problème concerne plutôt les résultats que la récente avalanche d'une immigration européenne peut avoir dans la population créole particulièrement réduite.

---

<sup>39</sup>Pour l'anarchisme en Argentine et au Brésil, voir: BAYER, Osvaldo. *L'influenza dell'immigrazione italiana nel movimento anarchico argentino* in BEZZA, Bruno (éd.) *Gli italiani fuori d'Italia: gli emigrati italiani nei movimenti operai dei paesi d'adozione (1880-1940)*. Milano: Franco Angeli, 1983, pp.531-548; RUVIRA, Gonzalo Zaragoza. *Enrico Malatesta y el anarquismo argentino* in *Historia y Bibliografía americanistas*, vol.XVI, n°3, Sevilha, 1972; FELICI, Isabelle. *Les Italiens dans le mouvement anarchiste au Brésil (1890-1920)*. Thèse de doctorat. Université de la Sorbonne Nouvelle-Paris III, 2vols., 1994; BETTINI, Leonardo. *Periodici e numeri unici in lingua italiana pubblicati all'estero (1872-1971)* in *Bibliografia dell'anarchismo*. Vol.2. Firenze, Crescita politica editrice, 1976, pp.49-77; FOOT, F. Hardman. *Nem Pátria, nem patrão. Vida operária e*

La structure démographique du pays argentin, tenant à la fois à l'immensité géographique, à la faible densité et au déséquilibre entre ville et campagne, a toujours été une question centrale dans les affaires de cette République. Domingo Faustino Sarmiento, président de la République argentine entre 1868 et 1874 et un des principaux intellectuels de ce pays à cette époque, soulignait déjà le problème dans *Fecundo : civilización e barbarie* publié en 1845 : « Le mal dont souffre la République argentine est son étendue : le désert l'entoure de tous côtés, s'insinue au cœur du pays ; la solitude, l'espace inoccupé, sans une seule habitation humaine, constituent en général les limites indiscutables qui séparent les différentes provinces<sup>40</sup>. »

---

*cultura anarquista no Brasil*. São Paulo: Brasiliense, 1983; MAGNANI, S. Lang. *O movimento anarquista em São Paulo, 1906-1917*. São Paulo: Brasiliense, 1982.

<sup>40</sup>Cité par LAZARO, Orlando. *Alberdi, Avellaneda y la inmigración : la inmigración en la República argentina*. Tucumán: Universidad de Tucumán, 1979, p.74. Sarmiento et Alberdi furent les plus grands théoriciens et partisans de l'immigration européenne, comme du projet de modernisation socio-économique du pays argentin. Du reste, Bernardino Rivadavia, premier président de l'Argentine indépendante (pays d'environ trois millions de kilomètres carrés, seconde nation latino-américaine, par son étendue après le Brésil, et peuplé alors seulement de 400 000 habitants), affirmait dès le début de son gouvernement qui se situe entre 1812 et 1827: «La croissance de la population est la base de l'industrie et le fondement de la félicité des Etats. Il convient de la promouvoir (...) par tous les moyens possibles.» Après trois siècles de régime colonial, période où l'Argentine reste formellement fermée à toute immigration, l'indépendance est le signal de l'impulsion du mouvement migratoire. Mais la dictature xénophobe mise en place entre 1829 et 1852 par le fils d'une famille de propriétaires de grandes *estancias*, Juan Manuel Rosas, va interrompre cette première étape migratoire. Rosas était le représentant de la tendance fédéraliste, appuyée par l'oligarchie terrienne ; il voulait développer une politique d'unité et d'indépendance panaméricaine inspirée de la Doctrine de Monroe. Pour ce faire, il va se heurter aux puissances européennes, notamment l'Angleterre et la France. La Constitution de 1853 – qui sera représentative, présidentielle et fédérale – réaffirme le soutien de la politique migratoire dans son article 25: «Le gouvernement fédéral encouragera l'immigration européenne, il ne pourra ni restreindre, ni limiter, ni frapper d'un impôt quel qu'il soit l'entrée sur le territoire argentin des étrangers désireux de travailler la terre, de développer des industries, d'introduire et d'enseigner les sciences et les arts.» Cette Constitution octroyait aux étrangers les mêmes droits qu'aux nationaux, mais sans les accompagner de certains des devoirs correspondants, en matière de fiscalité et de service militaire, par exemple. Pour l'histoire générale de l'Argentine, voir: ROUQUIÉ, Alain. *Pouvoir militaire et société politique en République argentine*. Paris: Presse de la Fondation nationale des Sciences Politiques, 1978 ; LAFAGE, Franck. *L'Argentine des dictatures, 1930-1983: pouvoir et idéologie contre-revolutionnaire*. Paris: Harmattan, 1991; GERMANI, Gino. *Política y sociedad en una época de transición : de la sociedad tradicional a la sociedad de masas*. Buenos Aires: Paidós, 1963; CORTES CONDE,

De même, le président J. B. Alberti, initiateur de la Constitution de 1853, essentielle pour ce qui est de l'immigration, dénonce le caractère désertique et inexploité de l'Argentine du 19<sup>ème</sup> siècle. Pour lui, « gouverner, c'est peupler » : « L'Europe nous amènera son esprit nouveau, ses habitudes d'industrie, ses pratiques de la civilisation à travers les immigrés qu'elle nous envoie. Voulons-nous planter et acclimater en Amérique la liberté anglaise, la culture française, le côté travailleur de l'homme d'Europe et des États-Unis ? Amenons des exemplaires vivants des coutumes de ces habitants et implantons-les ici<sup>41</sup>. »

L'industrialisation des pays européens et la spécialisation croissante de ceux-ci dans les produits manufacturés ont permis non seulement l'intégration commerciale de l'Argentine en Europe, mais aussi le développement du projet de modernisation de l'économie que demande la grande bourgeoisie *pampéenne*, c'est-à-dire le projet agraire et exportateur né à la fin du 19<sup>ème</sup> siècle. Les élites nationales se mettent en devoir d'attirer les ressources humaines nécessaires à la croissance soutenue du pays. Cette période de formation nationale et de construction économique qui va d'environ 1880 à 1930 est, d'ailleurs, favorablement marquée par la stabilité politique et l'ordre des successions présidentielles. La prospérité d'un tel modèle économique avalisait la continuation du fragile consensus des couches dominantes.

---

Roberto et GALLO, Ezequiel. *La Formación de la Argentina Moderna*. Buenos Aires: Paidós, 1967.

<sup>41</sup>LAZARO, Orlando, *op. cit.*, p.80.



A partir du milieu du 19<sup>ème</sup> siècle, l'Argentine accueille sur son sol des millions de travailleurs européens. Le pays argentin comptait lors de son premier recensement en 1869 1 737 000 habitants ; entre 1857 et 1930 sont arrivés 6 330 000 étrangers, ce qui, compte tenu des retours des travailleurs saisonniers, laisse un solde de 3 385 000. Par la suite, l'Argentine subit la transfusion démographique la plus forte de tous les pays du monde à cette époque, puisque, si elle se situe derrière les États-Unis en chiffre absolu d'immigrants pour la période qui va de 1821 à 1932, la proportion d'étrangers par rapport à la population globale est pratiquement toujours supérieure dans le pays argentin.

En effet, à partir de 1890, la proportion d'étrangers en Argentine est près du double de celle des États-Unis. Par rapport à d'autres pays sud-américains, la concentration d'étrangers est également plus élevée sur l'ensemble du territoire argentin ; on compte en 1869, 122 étrangers pour 1 000 habitants. A la même époque, il n'y en avait au Chili que 13 pour 1000<sup>42</sup>. Les immigrants insérés en Argentine viennent de plusieurs pays européens, avec une prédominance de ceux d'origine latine. Les Espagnols et les Italiens constituent au total 80 % des nouveaux déplacés : sur ce total les premiers représentent 32,3 % ; les deuxièmes, 47,4%<sup>43</sup>. Sous l'impact de la vague ininterrompue des immigrants, la population argentine double pratiquement tous les vingt ans, jusqu'à la crise de 1930, où la progression devient plus lente.

---

<sup>42</sup>*Dirección general de inmigración: resumen estadístico del movimiento migratorio en la República Argentina, 1857-1924.* Buenos Aires: Tallares graficos, p. 6 et 7.

L'immigration massive ne rompt pas néanmoins la très forte concentration de la propriété rurale conforme à la tradition hispano-coloniale. Les meilleures terres publiques étant déjà vendues, l'appropriation du sol *pampéen* sera presque terminée aux environs de 1885. Les blocages structureaux, marqués par l'accaparement des meilleures terres productives maintiennent les asymétries sociales. Les 'déracinés' venus d'ailleurs devaient par-dessus tout garantir l'expansion des intérêts oligarchiques.

Ces élites créoles qui ne voyaient dans l'immigration qu'un mal nécessaire voulaient seulement se procurer la main-d'œuvre indispensable à la valorisation de leurs domaines fonciers, les utiliser pour l'agriculture et l'élevage, mais aussi pour la construction de l'infrastructure et la prestation de services. Cette oligarchie était en réalité faiblement disposée à favoriser l'enracinement des émigrés, bien qu'en principe la loi favorisât la naturalisation des étrangers. L'élite ne tient donc pas à les intégrer au corps électoral, craignant de déséquilibrer la vie politique. Or, la grande majorité de ces immigrants latins sont des agriculteurs cherchant des terres à cultiver, mais seule une petite minorité disposant d'un certain capital a pu accéder à la propriété.

Pour sa part, la colonisation organisée par groupes nationaux a eu un rôle non négligeable, donnant naissance à de solides communautés, comme les Piémontais de Santa Fé et les Juifs d'Entre Rios. Cette tâche colonisatrice n'a affecté pourtant en Argentine que des zones territoriales

---

<sup>43</sup>DAVIE, Maurice R. *Word Immigration*. New York: Macmillan, 1936, p.451. L'auteur recense 15 nations ayant fourni chacune à l'Argentine, un quota supérieur à 12 000 immigrants entre 1857 et 1926.

relativement marginales. Ces colonies furent poussées à l'isolement, et en face de la masse de nouveaux arrivants, leur rôle s'est révélé relativement modeste. Cette situation a eu essentiellement pour résultat qu'une immigration massive, d'origine essentiellement rurale, provenant le plus souvent de régions arriérées de l'Europe, s'est réfugiée surtout dans les centres urbains. On voit 68,5 % des immigrants italiens s'établir en ville. Au début du siècle, la proportion d'étrangers dans la population argentine est élevée, environ 30 % selon le recensement de 1914 ; 50 % des habitants de la ville de Buenos-Aires ne sont pas Argentins. Les étrangers sont principalement présents dans les secteurs secondaire et tertiaire, et forment plus de la moitié de la population active dans ce domaine de l'économie. Quelques-uns vont y avoir une ascension aisée<sup>44</sup>.

Face à cette vague d'immigration, l'Argentine a plutôt répondu par la méfiance. L'arrivée de cette multitude « misérable de *gringos* » fait naître la peur d'une hypothétique 'dénationalisation' du pays. La catégorie des grands propriétaires ne peut cacher son sentiment de supériorité. L'agglomération géographique organisée par 'origine' contribue à rendre les *modus vivendi* des étrangers plus visibles à cette société créole. Du même coup, elle facilite leur regroupement dans des systèmes culturels et associatifs exclusifs et

---

<sup>44</sup>La bibliographie portant sur l'immigration en Argentine est vaste. Voir : GERMANI, Gino. *La inmigración masiva y su papel en la modernización del país* in *Política y sociedad en una época de transición. De la sociedad tradicional a la sociedad de masas*. Buenos Aires: Paidós, 1962, pp.180-216; DI TELLA, Torcuato. *El impacto inmigratorio sobre el sistema político argentino* in *Revista de estudios migratorios*. Buenos Aires: CEMLA, août 1989; DEVOTO, Fernando et ROSOLI, Gianfausto. (éds.) *L'Italia nella Società Argentina*. Roma: Centro Studi Emigrazione, 1988; DEVOTO, F. et MÍGUEZ, E. *Asociacionismo, trabajo e Identidad étnica : los italianos en América Latina en una perspectiva comparada*. Buenos Aires: CEMLA-CSER-IEHS, 1992; LO CASCIO, Vincenzo et LE MONNIER, Felice. (éds.) *L'Italiano in America Latina*. Firenze, 1987; BRIANI, Vittorio. (éd.) *Emigrazione e lavoro italiano all'estero. Elementi per un repertorio*

particuliers. Chacun possède ses hôpitaux, ses écoles, sa presse, ce qui assure un certain maintien des traditions et de la langue du pays. Les émigrés, quant à eux, ne voient pas de grands avantages à se naturaliser : la proportion de naturalisations est de 0,2 % en 1895 ; 3 % en 1914 ; 9,5 % en 1947 pour les étrangers habitant Buenos-Aires. Aux Italiens, majoritaires parmi les immigrants, l'élite créole va réserver la place la plus basse dans l'échelle du prestige.

Parallèlement, pour les idéologues qui voyaient dans l'immigration un phénomène de modernisation, à l'instar de Sarmiento et Alberti, la suite des événements ne s'est pas révélée totalement conforme à ce qui était souhaité ou imaginé. Autant Sarmiento qu'Alberti, fascinés par la réussite des Etats-Unis, voulaient en vérité attirer dans leur pays, les « races dynamiques du Nord de l'Europe », c'est-à-dire ceux d'origine anglo-saxonne. Dès 1873, Alberti déplorait la concentration des immigrants dans les villes où l'on trouvait, affirme-t-il, des salaires plus élevés et une vie plus agréable, le reste du pays perdant ce que gagnait les villes. Sarmiento lui aussi se montre déçu : « En Amérique du Nord, il n'y a pas d'étrangers : les émigrés qui arrivent demandent aussitôt leur carte de citoyen. Chez nous, c'est le contraire. L'étranger préfère rester toujours étranger. <sup>45</sup> » En 1914, la plus grande

---

*bibliografico generale*. Roma: Ministero degli Affari Esteri. Direzione Generale dell'Emigrazione e degli Affari Sociali, 1967.

<sup>45</sup> Les articles de Sarmiento seront réunis dans *La Condición del Extranjero en América* (Buenos Aires: Luz del Día, 1953). Voir aussi BLENGINO, Vanni. *Una polemica anti-italiana di Sarmiento in Estratto da Miscellanea di Studi Ispanici*. Istituto di Lingua e Letteratura Spagnola dell'Università di Pisa, 1974; MANZIOLI, Paola. *Sarmiento e la questione italiana: una polemica con i giornalisti italiani (1881-1889)* in BLENGINO, Vanni; FRANZINA, Emilio et PEPE, Adolfo (éds.). *La Riscoperta delle Americhe: lavoratori e sindacato nell'emigrazione italiana in America Latina (1870-1970)*. Milano: Teti Editore, 1994.

partie de la pensée sociologique de ce pays est prête à défendre *l'argentinité* par opposition à *l'italianité*.

Sarmiento polémique ensuite avec la collectivité italienne entre 1881 et 1888 à travers une série d'articles de presse<sup>46</sup>. L'ex-Président de la République insiste sur la nécessité d'une véritable intégration des récents-venus dans la société argentine. Ces derniers auraient dû représenter non seulement un facteur démographique et productif, mais aussi et surtout un élément de formation de la Nation, en devenant, pour ce faire, des citoyens argentins. Après un voyage aux États-Unis et en Europe, l'admiration de Sarmiento pour le modèle nord-américain se renforce ; il constate aux États-Unis une authentique démocratie, un gouvernement égalitaire, la propriété étendue à tous, l'équivalence des opportunités au lieu de la prééminence du lignage. Tous éléments opposés, juge Sarmiento, aux déséquilibres entre misère et progrès qui existent sur le Vieux Continent<sup>47</sup>.

La formation de la «République, tant désirée, des citoyens argentins» passe alors, selon Sarmiento, par l'éducation, laquelle doit être publique, universelle et obligatoire. Or, cette conception va se heurter à l'absence d'intégration des communautés étrangères et à leurs écoles privées, en particulier celles qui sont les plus visibles à ce moment là, les écoles italiennes<sup>48</sup>. Sarmiento s'en prend alors à ce qu'il considère comme «un

---

<sup>46</sup>*Id. ib.*

<sup>47</sup>«Europe, triste mélange de magnificence et d'abject, de savoir et d'ignorance à la fois, sublime et sale réceptacle de tout ce que l'homme porte ou tient de plus dégradant, rois et laquais, monuments et léproseries, opulence et vie sauvage.» SARMIENTO, D.F. *Viajes por Europa, Africa y America: 1845-1847* in *Obras Completas de Sarmiento*. Buenos Aires, 1948-1956, tome V, p.286.

<sup>48</sup>Les premières écoles italiennes en Argentine furent fondées à Buenos Aires à la fin de 1866 par les *Società di Mutuo Soccorso*. La première de ces sociétés, la *Unione et Benevolenza* avait

danger pour l'identité nationale argentine ». Il parle de «l'inutilité de ces établissements scolaires ethniques », étant donné qu'il existe bel et bien des écoles gratuites dépendant du gouvernement et que, d'après la loi américaine, basée sur le *ius soli*, les fils d'Italiens nés sur le sol d'Argentine sont Argentins.

Bref, ce qu'on voit à travers le choc que constitue l'arrivée et l'installation de cette multitude d'allogènes de souche italienne pour les secteurs dominants créoles, et qui se préfigure dans les prises de position de Sarmiento, c'est l'élaboration d'une élite 'nationale' cherchant à forger son propre caractère. Elle souhaite aussi mythifier sa formation dans le passé, se créer une gloire à elle, et avaliser ce qu'elle désire concevoir comme des droits supérieurs et incontestés aussi bien dans le présent que dans le futur. Cette élite, qui, au début, s'était définie en s'opposant aux indigènes et aux *gaúchos*, dorénavant veut se différencier et s'écarter des émigrés qui arrivent en déplacement massif dans leur pays. Ce qui explique qu'en Argentine, pays justement choisi par les fascistes pour être le fer de lance de l'approche du continent *latino*, les initiatives du gouvernement italien vont se heurter à une élite pas toujours réceptive aux ingérences ou aux propositions fascistes. De l'autre côté, la communauté italienne elle-même se montrera également fort divisée à propos du 'nouveau régime' italien.

---

été établie par des *mazziniani* en 1858. Aussitôt les monarchistes vont faire partie de cette même association. Au milieu des relations conflictuelles et des déchirures internes, d'autres associations vont naître. Les divisions politiques entre les Italiens en Argentine étaient telles que le nouveau consul venu d'Italie, De La Ville, fut contraint de publier une «proclamation aux Italiens» résidant en Argentine, dans laquelle il reprochait à ses compatriotes de s'opposer les uns aux autres, dans des «sociétés antagonistes, réunies sous des drapeaux divers». Entre 1871 et 1881 apparaissent les premières écoles situées en dehors de Buenos Aires. Ces

#### 4 - L'épopée italienne racontée à l'Amérique latine :

En réalité, non seulement en Argentine, mais partout en Amérique latine, à partir de la fin du 19<sup>ème</sup> siècle, et le phénomène va s'accroître dans les premières décennies du 20<sup>ème</sup> siècle, on assiste à un scénario de changements irrésistibles qui se reflète dans tous les domaines. Ces transformations sont amenées par l'intensification de la division internationale du travail et par l'intégration mondiale plus complète des économies latino-américaines, y compris celles de régions jusqu'alors ignorées, grâce à l'augmentation rapide de la population et de l'urbanisation. On a affaire ici à une modernisation accélérée du continent, dans ses parties les plus développées.

Pour ce qui est des relations de la culture latino-américaine avec les modèles européens, par exemple, elles seront de plus en plus définies par une grande variété d'hybridations, disjonctions, fusions et fissures, montrant une culture et une élite locales en quête d'identité et d'auto-expression nationale et continentale. Cette tension sera persistante et se renforcera précisément au moment où les États-Unis- le *Calibán* de J.E.Rodó - commencent leur ascension irrésistible vers l'hégémonie. C'est l'époque de l'idéalisme et du volontarisme de la pensée latino-américaine.

Or, c'est précisément dans ce monde en mutation que l'Italie fasciste lance encore une fois la tentative d'atténuer l'historique et difficile interaction entre les 'siens' et les Latino-américains, et de promouvoir un nouveau point de départ de cette coexistence. Les objectifs apparaissent dorénavant de façon plus claire, particulièrement dans la déclaration de l'Italien Tommaso Mancini :

« Atteindre et conserver une place de premier ordre sur le continent fécondé par des millions de nos fils, sur la terre peuplée dans une si large part par leurs descendants. Valoriser les forces et les énergies existantes, pour la conquête d'une place à laquelle seule l'Italie a droit. Il n'y a aucun autre pays qui a tant donné de soi à l'Amérique que l'Italie – du grand Génois et de Vespucci jusqu'aux millions de ces tenaces colonisateurs. C'est un droit qu'il n'est pas nécessaire de démontrer puisqu'il vibre dans la pulsation d'un sang nouveau<sup>49</sup>. »

L'Italie cherche, en conséquence, des images fortes et des mises en scène. Le tout, accompagné d'un grand déploiement de prodigalité, devait servir au discours triomphaliste du pouvoir restauré en Italie. On récupère les épreuves de force, les gestes spectaculaires, les attitudes résolues ; on retrouve des noms que l'Histoire a retenus et d'autres qu'elle a laissé tomber dans l'oubli. On fait devant la presse de vibrants éloges de l'énergie des

---

<sup>49</sup>MANCINI, Tommaso. *Problemi e mezzi della nostra penetrazione economica nell'America Latina*. Santiago: Comitato pro crociera R. Nave Italia, 1924, p.16.



Italiens émigrés et des Italiens qui ont laissé des traces ineffaçables sur le continent américain. Des écrivains et des chroniqueurs ont mis ainsi leurs talents au service de cette entreprise de louange. Dans une campagne méthodique et permanente, on va peupler l'Histoire de mythes tenaces, d'une grandeur inégalable, à travers un discours apologétique exaltant un passé commun, un âge d'or révolu. On établit un recensement des personnes susceptibles d'être glorifiées, de leurs qualités distinctives, dans le but de commémorer les faits et les gestes. On vise à rendre l'opération plus éclatante, à frapper davantage les esprits.

L'éloge va emprunter bien sûr des formes hyperboliques, surdimensionnées, irréalistes le plus souvent. On joint la narration mythique à une Histoire orgueilleuse. Ce genre n'a pas pris forme après coup, mais il est bel et bien construit dès le départ par un régime en quête d'audience, soit par effet de fascination, soit et surtout, en raison d'enjeux économiques et politiques. L'Italie déclare vouloir faire à bref délai une « croisade de l'amitié » dans le Nouveau Monde, croisade justifiée par l'audace du travail italien outre-mer<sup>50</sup>.

On glorifie tout d'abord, les héros anonymes, à l'instar des Liguriens :  
 « A vous Liguriens qui, en suivant la noble et glorieuse tradition de vos parents, avez suivi l'âpre voie de la mer pour apporter en terre d'Amérique, le génie et la force de notre lignage; à vous qui, en affrontant chaque difficulté, avez su affirmer dans les plus ardues des pays, le respect du nom de la

---

<sup>50</sup>Le défi était lancé : « Après la merveilleuse conquête accomplie dans chaque domaine par le peuple italien, pionnier de civilité, qui ose appeler indésirable les Italiens, qui peut oser les

*Madre Patria*<sup>51</sup>. » Suivant, au début, les visées des 'Nationalistes' qui voyaient dans ces Italiens émigrés des Sud-américains «accidentels », donc «récupérables », l'Italie fasciste veut retrouver leurs traces. Autant de vies où la mémoire aurait sa place. Ces émigrés, enfants perdus aux prises avec des pays où la vie n'était qu'exhubérance. Ces ouvriers et campagnards industriels et serviles, bricoleurs habiles et modestes avec leurs histoires qu'on pourrait, pensent les chroniqueurs, décoder, décrypter à l'envie sans jamais les épuiser. C'était là le ton à la fois dramatique et spectaculaire à donner à cette reconstruction historique amorcée par le régime fasciste. Le profil d'une grande et pacifique aventure humaine.

Celle de ces contingents d'Italiens pionniers, armés de la hache et de la charrue, qui abordent et conquièrent les régions marginales ou enclavées des Etats latino-américains encore inachevés, pour fonder des villes et des villages dans des contrées sauvages. Ces Italiens allant semer les germes de la civilisation latine outre-mer. Le succès de la fondation de quelques colonies serait la preuve irréfutable de cette épopée. Ils avaient cultivé les champs, construit des chaumières et des granges, fabriqué des meubles, des outils agricoles.

Dans ces espaces ibéro-américains insolites, d'importantes communautés de souche italienne avaient vaincu les obstacles, au cœur du continent comme à sa périphérie, et établi des communications, cet indispensable levier du progrès. Ils avaient traversé l'Atlantique, une distance

---

regarder avec mépris ? » (*Giudizi americani sull'emigrante italiano* in *Corriere Italiano*, n°47,23 nov.1924,p.2)

<sup>51</sup> *Colombo*,fasc.I,1926,p.7.

assez considérable ; plusieurs mois d'un voyage épouvantable, pendant lequel la mort levait son tribut dans des navires mal équipés. Les Italiens y corrigeront les vieux rapports coloniaux insuffisants de l'homme et de l'espace. Or, supporter les épreuves inhérentes à la vie primitive exigeait des hommes civilisés, des qualités supérieures, dont l'Italie ne s'était jamais montrée avare.

Ces émigrés, de toute évidence, formaient des hommes et des femmes dotés d'une multitude de talents, d'une endurance et d'un courage absolument admirables. L'Italie avait su fournir justement le type de colons ou d'ouvrier qu'il fallait. La vie et les traditions agricoles de cette Amérique, il fallait le reconnaître, devaient en bonne partie leur prospérité aux colons italiens. Les villes et leurs industries, pour leur part, devaient un tribut à la main d'œuvre italienne disciplinée et agissante. Et que dire de toute cette série de petits marchands, de petits entrepreneurs éparpillés partout. Que dire de ce phénomène, digne d'être remarqué et exalté pour sa qualité, son mérite : ces compatriotes qui s'étaient transformés en de véritables et puissants chefs d'industrie, se demandent les chroniqueurs italiens<sup>52</sup>.

Certes, il était vrai et il fallait admettre que l'Italie n'avait pu leur assurer un niveau de vie à l'époque, concèdent les narrateurs italiens. Ils avaient eu des raisons impérieuses de partir vers un labeur incessant dans

---

<sup>52</sup>Sur un des entrepreneurs italiens ayant le mieux réussi au Brésil, voir :BLANCATO,V.S.*Conte Francesco Matarazzo*.São Paulo :Monteiro Lobato,1925 ;BLANCATO,V.S.*Scelta di discorsi e interviste del Conte Francesco Matarazzo*.São Paulo :Typ.Paulista,1926. Dans un long texte sur le comte Matarazzo, ainsi s'exprime E. Brambilla dans la revue *Le Vie d'Italia e dell'America Latina* (n°7,juin 1928,pp.785 à 791) : «Le comte Francesco Matarazzo est l'Italien le plus riche de l'Amérique latine(...) le mieux positionné dans le groupe élu de concitoyens qui honorent la Patrie à l'extérieur. A San Paulo, Matarazzo occupe pendant longtemps la place éminente de chef moral de la colonie(...)Il a conservé les meilleures qualités de la race italienne. »

des terres inconnues. N'importe. Cet événement avait au plus haut degré profité aux Amériques et ces braves anonymes ne déméritaient en rien . En outre, on pouvait déjà auparavant remarquer la présence de ces hommes dignes et dévoués, et tout au long de l'histoire des Amériques. Les Italiens avaient pris part à la vague d'indépendance des nations de cette Amérique colonisée par l'Espagne et par le Portugal, dans l'émergence, au début du 19<sup>ème</sup> siècle, d'une quinzaine de nouvelles nations. Ils avaient lutté côte à côte contre toutes les tyrannies en faveur de la liberté. Ils étaient là également au lendemain de la libération de ces jeunes nations du continent, dans l'élaboration de la conscience nationale que forgeaient les classes dominantes créoles et dans la construction de ces pays.

Ensuite, l'Italie fasciste remet en mémoire le fait qu'elle pouvait compter, outre ces héros anonymes, sur des hommes légendaires, auxquels on prête un courage et des exploits remarquables et reconnus. De vrais protagonistes, qui ont accaparé l'attention de l'histoire. Les trompettes des quatre vertus cardinales des fascistes vont retentir par-dessus tout pour honorer un personnage choisi avec soin, celui qu'on va proposer comme le symbole même de l'indissolubilité de la race latine. Qui incarnait donc 'le parfait héros' aux yeux à la fois des Italiens, des Ibériques et des Latino-américains si ce n'est Christophe Colomb, le découvreur incontesté de l'Amérique ? « Le Grand Ligurien Navigateur, gloire de l'Italie et de l'Espagne qui lui avaient donné, l'une un lieu de naissance, et l'autre, de l'aide et les moyens de son entreprise. Tous les accords de la florissante civilisation

outre-mer célébreront le grand Italien et l'immortaliseront dans les pages de l'histoire de son œuvre», décrète la revue *Colombo*<sup>53</sup>.

La définitive consolidation du mythe de Colomb exigeait avant tout une mise au point sur certains problèmes, en d'autres termes, l'éclaircissement irréfutable de la nationalité du navigateur et la 'régénération' de son personnage. En conséquence, on va redessiner son portrait et son image, un vrai 'révisionnisme' s'opère à propos de l'histoire de Colomb. On prend position sur les différentes représentations qui font de Colomb tantôt un saint, tantôt un escroc, un précurseur de génie ou un charlatan, un visionnaire ou un misérable, un héros sans reproche ou un mégalomane sans scrupules, un traceur de routes ou un voleur de cartes.

Colomb est désormais doté d'une imagination prodigieuse et d'une volonté persévérante qui, au siècle des découvertes a permis le passage décisif de l'expérience à la réalité manifestée. Colomb devient un être mythique, un valeureux esprit qui a influé sur la destinée d'un monde encore réduit ; un être allégorique qui personnifie la transcription d'une idée abstraite en matérialité.

On va dévoiler les facettes héroïques du grand « Amiral de la Mer Océane » ; de l'éternel « vice-roi et gouverneur perpétuel des îles et de la terre ferme des Indes », qui avait fait basculer le monde en faisant voler en éclats les frontières géographiques et mentales d'une Europe encore médiévale. Ses hauts faits, qui ne sont rien moins que l'invention même d'un

---

<sup>53</sup>SILVAGNI, G. *Cristoforo Colombo et la scoperta dell'America* in *Colombo*, fasc.VI, oct.1927, p.324.

Nouveau Monde, et la charge onirique de son voyage deviennent emblématiques du fabuleux. Et, pourquoi pas, on va même jusqu'à suggérer de sanctifier le navigateur. Selon la revue *Le Vie d'Italie et dell'America Latina*, «la proposition de sanctifier Colomb n'est pas nouvelle (elle existait depuis 1892), mais cet objectif a été oublié. Ces derniers temps, un certain nombre de personnes a remis la discussion au goût du jour. Il est question de recommencer une campagne auprès du Saint-Siège<sup>54</sup>. »

Il reste encore un point à résoudre, les ascendances familiales de Colomb. Tour à tour Castillan, Corse, Juif catalan, ses origines étaient sujettes à polémique. La discussion, déjà ancienne, est rouverte par la parution ou la réédition de travaux menés spécialement par des chercheurs espagnols, lesquels, fait question de souligner l'Italien G. Silvagni, ne comptaient pas sur l'appui de leur gouvernement :

« En Espagne toute une légion d'écrivains, comme Zos, Otero, le chapelain Sánchez, Calzada, et dernièrement, De Bustos et Anton Valero de Barnabé, ont essayé de réaffirmer la nationalité espagnole de Colomb. Il existe encore toute une gamme d'articles de journaux et de revues hispaniques et hispano-américaines, accompagnée d'une cinématographie destinée à simplifier et rendre accessible au peuple, la nouvelle fable qu'ils veulent créer<sup>55</sup>. »

---

<sup>54</sup>*Le Vie d'Italia e dell'America*, n°3, mars 1926, p.358. Aux États-Unis surtout il y avait une association, 'Les Chevaliers de Colomb', qui travaillait dans cet objectif.

Les Italiens, dès lors, veulent prouver sans conteste et sans délai que Colomb est né entre le 26 août et le 31 octobre 1451 à Gênes, et qu'il est fils d'un tisserand. Pour l'Italie, cette fausse discussion n'existait que pour servir les propos des détracteurs disposés à «arracher à l'Italie l'honneur de la première découverte de l'Amérique qui voulaient remplacer l'Italie par l'Espagne<sup>56</sup>. » L'*Enciclopedia Treccani*, dans son article sur *Cristoforo Colombo*, prétend donner des preuves définitives :

« Tous les chroniqueurs, géographes, cartographes de l'époque des grandes découvertes, Italiens ou étrangers, lesquels ont eu l'occasion de se référer à la patrie de Colomb, sont presque unanimes à dire que le grand navigateur était Gênois. Et Gênois il s'est déclaré lui-même dans son testament (...) De nombreux documents permettent de suivre les vicissitudes de son ascendance familiale à Gênes et dans d'autres lieux de la Ligurie ; grâce aux analyses des actes notariés, venus, il y a peu de temps, à la lumière, dans les Archives de l'Etat de cette ville, on peut conclure de façon explicite qu'il est né à Gênes. La concordance unanime des sources, et le manque de tout autre document autorisant à le considérer comme né en

---

<sup>55</sup>SILVAGNI, G., *op.cit.*, p.326.

<sup>56</sup>*Id. ib.* En vérité, une vraie croisade est déclarée, en particulier par l'*Istituto Cristoforo Colombo* et sa revue *Colombo*. Tout au long de l'existence de ce magazine italien, plusieurs rédacteurs y vont plaider pour «le héros navigateur», à l'instar du directeur de la revue BACCI,Luiggi.*Pro patria Colombo*,fasc.IV,1930,pp.309-335;MAZZI,Ruggero.*Contro i denigratori di Cristoforo Colombo*,fasc.V,1929,pp.407-415; ALMAGIA, Roberto. *Questioni Colombiane*,pp.18-28 et CALLEGARI,G.V. *Galicia, patria di Colombo?* ,pp.59-60 in *Colombo*, fasc.I,juin 1926. Toujours selon, G. Silvagni (*op.cit.*,p.327) «plusieurs quotidiens italiens ont exhaustivement riposté aux attaques des défenseurs des thèses opposées à la nôtre.» Pour R. Mazzi (*op.cit.*,p.408), «une frénésie 'd'hispaniser' l'Amiral Colomb s'est manifestée ces dernières années, quand quelques exaltés patriotiques de notre sœur latine, qui ne disposait pas d'autres arguments positifs pour démontrer la renaissance des valeurs de la race latine, ont voulu s'attribuer, outre le grand

dehors de l'Italie, devraient désormais rendre grotesques les tentatives de ceux qui veulent le faire dériver d'une famille hébraïque d'origine galicienne ou de ceux qui soutiennent encore qu'il était Portugais ou Corse ou comme on l'a dernièrement affirmé, Catalan<sup>57</sup>. »

Si ces données n'étaient pas suffisantes pour convaincre les réticents, les Italiens citent encore «une parole plus autorisée encore » celle du pape Léon XIII qui, par une encyclique, avait proclamé solennellement l'*Italianità* de Christophe Colomb : « Columbus noster est », attestant en outre la bénédiction qui entourait son œuvre et son personnage<sup>58</sup>.

Pour renchérir, on fait du 12 octobre, jour de l'arrivée de «l'Immortel Génois » en Amérique, une date emblématique. Fin 1924, le Conseil des ministres italien hausse ce jour au rang de fête nationale. Par la suite, on inaugure 'la fête de la Race', cérémonie déjà consacrée dans plusieurs pays et qui va devenir une pratique obligatoire en Italie . « Dans le nom éclatant de Colomb, se rencontrent non seulement la glorification d'un Héros, mais le point de départ d'une œuvre d'entente commune et réciproque , capable de créer un lien de fraternité plus solide et plus réel. Faisons que les drapeaux des peuples latins s'unissent encore et encore, sous les hautes enseignes de Rome », s'exalte l'Italien Bruno Gemelli, dans une conférence prononcée à

---

mérite d'avoir aidé et favorisé la découverte du Nouveau Monde, la satisfaction d'en être à l'origine à travers un 'Espagnol'.»

<sup>57</sup>*Enciclopedia Italiana di Scienze, Lettere et di Arte*. Tome X, p.800. Désormais *Enciclopedia Treccani*.

<sup>58</sup>*Id.Ib.*



Turin à l'occasion de l'ouverture de la cérémonie<sup>59</sup>. En 1927, *L'Istituto Cristoforo Colombo* organise un solennel *Te Deum* à Gênes. Les résultats positifs de ces actions, se retrouvent dans la multiplication, en Amérique latine, des monuments consacrés à Colomb, monuments généralement offerts aux villes par la communauté italienne locale<sup>60</sup>.

Mais bien sûr on garde encore du souffle pour glorifier le navigateur florentin Amerigo Vespucci, puisqu'on ne pouvait oublier que cet autre Italien avait exploré le Nouveau Monde dans le sillage de Christophe Colomb. Et, par ailleurs c'était justement lui qui avait laissé, à son insu, son nom au continent américain. « Colomb a serré les premiers liens que Vespucci a ressoudés pour toujours, attachant le nom de l'Italie et de Rome aux premières lueurs de la civilisation américaine », tient à souligner le professeur de l'Université du Palerme, Alberto Magnaghi dans son œuvre *Grandi Pionieri Italici : Amerigo Vespucci* éditée à Rome par *l'Istituto Cristoforo Colombo*, en 1924. L'auteur enseigne, d'ailleurs, que le territoire

---

<sup>59</sup>Cité par *Le Vie d'Italia e dell'America Latina*, n°3, mars 1925, p.361. Les nouvelles concernant le 12 octobre 1925 sont évoquées par *Le Vie d'Italia e dell'America Latina* (n°12, déc. 1925, p.1430): «L'anniversaire de la découverte de l'Amérique, consacré par notre gouvernement en tant que fête civile, fut dignement commémoré à Gênes et aussi dans toute l'Italie et dans le monde. La date historique fut célébrée dans toutes les villes américaines les plus importantes, surtout grâce à l'initiative de nos colonies florissantes et patriotes.» On lit aussi dans la revue *Colombo* (fasc.VI, oct. 1925) : «Aujourd'hui c'est la fête! C'est le signe de la vitalité et de l'efficiencia de la civilisation latine! C. Colomb est le symbole de la race et c'est pour cela que le 12 octobre, dans toute l'Amérique latine, on célèbre la 'Fête de la Race', de notre race latine.» D'ailleurs, l'idée de célébrer C. Colomb n'était pas du tout nouvelle; aux Etats-Unis, par exemple, les festivités du *Colombus Days* sont nées vers 1850, après que l'unité de ce pays eut été achevée. De 1850 aux années 1970 (date des premières revendications indiennes), le *Colombus Days* a représenté l'enseignement officiel. Colomb a été le pilier d'une histoire des États-Unis dans laquelle il apparaissait comme un héros sans tache.

<sup>60</sup>Ainsi, on rencontre à Buenos-Aires à partir de 1925, «le superbe cadeau que les Italiens résidents en Argentine ont fait au pays qui les a accueillis, le monument colossal de Christophe Colomb.» (*Colombo*, fasc.I, juin 1926, pp.72-89); En Bolivie, «parmi les belles manifestations des Italiens résidant en Amérique latine, la colonie italienne établie dans ce pays sud-américain a offert, à l'occasion du centenaire de l'indépendance bolivienne, un monument dédié à Christophe Colomb.» (*Le Vie d'Italie e dell' America Latina*, n°01, janvier 1926, p.16)

du Bassin de La Plata, avant même d'être connu, avait été dessiné sur une carte géographique, car Vespucci supposait son existence et en avait fait mention dans le rapport de son troisième voyage. Alors, déclare l'auteur, un Italien y avait été « en esprit » antérieurement à l'exploration officielle. De même, Magnaghi se demande si les Italiens résidant à Rio de Janeiro savaient que cette ville était ainsi nommée parce que Vespucci y était arrivé le 1<sup>er</sup> janvier 1502, au cours de son second voyage. Et le professeur de Palerme demande justice au nom de Vespucci, étant donné que c'est bien lui qui a découvert le plus grand estuaire du monde, l'Amazone, précédant de cinq ou six mois le bateau espagnol de Vincente Pinzón<sup>61</sup>.

L'*Enciclopedia Treccani* va à son tour faire des efforts pour restituer l'honneur de Vespucci et «détruire l'odieuse légende d'altercation et d'inimitié » entre «les deux héros » de la découverte, légende qui fait de Vespucci un usurpateur des mérites de Colomb. Comme preuve du contraire, est présentée la lettre que Colomb envoya à son fils Diogo, peu avant sa mort, lettre dans laquelle le Ligurien énonce des jugements favorables sur le Florentin. La dépréciation de Vespucci aurait été le fait, selon l'*Enciclopedia*, des historiens espagnols et portugais, suivis par d'autres pays<sup>62</sup>.

Finalement, l'Italien Niccolò Cuneo<sup>63</sup> va systématiser et organiser l'ensemble des récits historiques sur «l'incalculable apport des Italiens » à

---

<sup>61</sup>Voir:MAGNAGHI,Alberto.*I Grandi Pionieri Italici : Amerigo Vespucci*.Roma:Istituto Cristoforo Colombo,1924,p.49-50.

<sup>62</sup>Article *Cristoforo Colombo* in *Enciclopedia Treccani,op.cit.*,tome X,p.810.

<sup>63</sup>CUNEO,Niccolò.*L'emigrazione italiana in Argentina dal sec. XVI al 1870* in *Le Relazione Politiche, Economiche, Spirituali tra l'Italia et l'America Latina : I° Convegno Nazionale di Politica Estera*.Milano: Istituto per gli Studi di Politica Internazionali,1937,pp.193-214. Désormais, l'

l'Amérique latine en trois phases. Il se propose de revenir sur l'étude de l'émigration, étant donné que les données officielles n'étaient généralement cataloguées qu'à partir de 1876. Or, il y avait toute une suite d'événements et de prouesses à faire connaître qui précédaient cette date. Tout d'abord, précise N. Cuneo, nous avons une première phase, celle de la période coloniale latino-américaine, époque des navigateurs intrépides, cherchant l'imprévu et l'inhabituel, curieux qu'ils étaient d'entreprendre et de pratiquer un commerce profitable.

Après vient la seconde phase, la première moitié du 19<sup>ème</sup> siècle, période où se forment les nationalités latino-américaines et étape qui est également celle du *risorgimento* italien. Cette phase est le grand moment des 'patriotes', ceux qui imaginent et réclament un monde de liberté, non soumis à des autorités arbitraires et tyranniques. Les défenseurs des causes justes, ceux qui ont échappé à la persécution en Italie et ont trouvé refuge outre-mer, où ils ont agi pour le bien civil dans les nations d'accueil.

Enfin arrive la troisième phase, celle des Etats nationaux déjà constitués tant d'un côté, l'Italie, que de l'autre côté de l'Océan, les pays latino-américains. Cette dernière période pour N. Cuneo, comprend la seconde moitié du 19<sup>ème</sup> siècle et va jusqu'aux vingt premières années du 20<sup>ème</sup> siècle. C'est le moment où le flux diluvien des émigrés italiens, ces héros anonymes obligés d'abandonner leur Italie par nécessité économique atteint les côtes américaines. Italiens repoussés qui iront créer partout de petites 'Italiés'.

Avant et ensemble N. Cuneo, plusieurs chercheurs, voyageurs, américanistes ou Italiens curieux avaient dit leur mot au sujet de ces phases. Pour 'la période coloniale', la figure élevée par tous à la dignité la plus grande, sera celle du Venaissin Sebastiano Caboto. On apprend que, bien que les Espagnols, Solis en 1515 et peu après, Mangellano, soient arrivés les premiers au Bassin de La Plata, le véritable explorateur de cette région et de son système hydrographique était Caboto, qui avait réalisé une expédition entre 1526 et 1530. Certes, admettent les Italiens, c'était sous les auspices de la Couronne espagnole. L'écrivain italien Giuseppe Pavanello va néanmoins raconter la saga du navigateur dans *Sebastiano Caboto alla scoperta del Paranà e del Paraguay*<sup>64</sup>.

Après avoir surmonté d'innombrables difficultés, précise le chroniqueur, naufrages, mutineries, attaques des Indigènes, Caboto arrive à rejoindre les contrées du Paranà et du Paraguay, future route de l'or de l'argent et des autres métaux précieux. Il explore la région où s'opère la confluence du Pilcomayo avec le Paraguay, circonscription où serait fondée peu après, en 1536, la ville d'Asunción. Son aventure aurait reçu finalement la consécration du Conseil des Indes de Charles V, vu que, conclut le chroniqueur, «par cette action de Caboto, l'Espagne ajoute une perle nouvelle et resplendissante à sa Couronne, en même temps que la science arrache un autre morceau à l'inconnu.» Motif d'orgueil était aussi le

---

*dell'emigrazione italiana in Argentina (1810-1870).*

<sup>64</sup>Publié en *Le Vie d'Italia e dell'America Latina*, n°3, mars 1926, pp.303-311. Les références au navigateur venaissin sont nombreuses, comme dans l'article de Giacomo Pavoni (*Il lavoro nell'Argentina coi primi emigranti* in *Le Vie d'Italia e dell'America Latina*, n°2, février 1926, pp.142-146): «En 1527, l'émigration italienne avait eu un messager en Argentine, quelques siècles avant, Sebastiano Caboto, premier navigateur à parcourir la rivière de La Plata.»

«cadeau » - un monument de Sebastiano Caboto - que la communauté italienne résidant au Paraguay avait offert à ce pays, puisque « même dans les plus lointaines colonies d'Italiens, installées en Amérique méridionale, on remarque un intense réveil patriotique, suscité par l'œuvre des représentants du gouvernement italien ou par les Italiens qui voyagent en ces pays avec des intentions de propagande<sup>65</sup>. »

D'après N. Cuneo, on rencontre des noms italiens chez les premiers *conquistadores* de la région platine, soit dans le partage du sol et la fixation des terrains, soit dans la 'maîtrise morale', oeuvre des missions religieuses, notamment celles des jésuites et des franciscains. Ces Italiens faisaient partie de ceux qui avaient baptisé cet immense territoire. Ce fait 'incontestable' était suffisant, selon Cuneo, pour renforcer l'idée courante chez quelques intellectuels italiens que leurs concitoyens arrivés postérieurement en Amérique latine, tant pendant la période du flux alluvial que dans les siècles qui avaient suivi la phase des *conquistadores*, avaient sans conteste un droit légitime et historique sur le sol de ce continent. A titre d'exemple, le chroniqueur se reporte à la fin du 18<sup>ème</sup> siècle, période où la Sardaigne était soumise aux Espagnols et où plusieurs Sardes étaient venus habiter sur le continent sud-américain ; certains d'entre eux étant au service direct du vice-roi, à l'instar de l'Italien Alessandro Malaspina. En 1790, l'Espagne lui avait octroyé le commandement de l'expédition chargée de rectifier la carte géographique des domaines espagnols des 'Indes occidentales'.

---

<sup>65</sup> *Gli Italiani del Paraguay* in *Le Vie d'Italia e dell'America Latina*, n°2, février 1924, p.266.

De même, l'ingénieur italien Eustacchio Giannini avait fait des études préparatoires au sujet du port de Buenos-Aires. L'élément italien était également présent dans l'architecture des premiers temples chrétiens ; dans l'organisation des tribus indigènes ; dans les méthodes de travail agricole et dans plusieurs autres domaines<sup>66</sup>.

Si l'on regarde le début du 19<sup>ème</sup> siècle, poursuit N. Cuneo, décrivant maintenant la seconde phase, on rencontre, en cette époque cruciale pour le futur destin politique des provinces de la *Plata* et de tout le continent, dans chaque document historique ou privé, les noms d'Italiens qui ont occupé des fonctions publiques importantes, de personnes qui exerçaient des occupations variées et régulières tant aux villes qu'aux champs. Ainsi, ce qui se dit couramment en Amérique, à savoir que les émigrés italiens n'étaient que des ouvriers grossiers ou des campagnards rustiques, « venus l'on ne sait d'où » est complètement faux. Avant même que ne le montrent les statistiques officielles, réaffirme avec plus de force N. Cuneo, les Italiens avaient la possession de terrains, de champs, de troupeaux, et « commençaient à perfectionner leur sens esthétique, leur goût de l'art, de la civilisation ; prenant des distances, dès ce moment, avec la prédominance et l'avidité des Espagnols.<sup>67</sup> »

---

<sup>66</sup>Du reste, l'insatisfaction ressentie en face du déphasage entre ce que l'Italie considère comme son rôle précurseur et la faible position de pouvoir que la Péninsule va avoir ensuite, est remarquée et regrettée déjà par les 'colonialistes' italiens de la seconde moitié du 19<sup>ème</sup> siècle, tel le professeur d'économie de l'Université de Gênes, Geronimo Boccardo (*Giornali degli economisti*, op.cit,4) : " Singulière destinée que la nôtre ! Tous les grands navigateurs qui découvrirent l'Amérique étaient Italiens : Veraggani et Caboto au nord, Colomb au centre, Vespucci au midi ; et cependant, parmi les puissances européennes, l'Italie est la seule qui ne possède pas un pouce de territoire dans le nouveau monde".

<sup>67</sup> CUNEO, Niccolò, *op.cit.*, p.139.

Dans la revue *Le Vie d'Italia e dell'America Latina*, l'Italien Enrico Pietro Molinatti tâche, à son tour, de retracer la trajectoire de ses concitoyens au Pérou, à partir de la première exploration de ce pays :

« Si les Italiens, à travers leur glorieux pionnier Christophe Colomb, occupent une place prééminente dans l'histoire de l'Amérique latine, ils apparaissent pareillement dans l'histoire du Pérou, où d'autres lumineux représentants de notre ethnie ont figuré et occupé une place notable à l'aube de la conquête espagnole<sup>68</sup>. »

Les ancêtres italiens, Giovanni Battista Pastene et Pedro Valdivia, poursuit le mémorialiste, peuvent être classés parmi les *conquistadores* les plus proches du découvreur du Pérou, l'Espagnol Francisco Pizarro. En compagnie de ce dernier, Pastene – « capitain de la terre, homme politique très capable, entreprenant et probe, qui, au milieu d'un monde d'aventureux trop fréquemment de mauvais goût, savait se distinguer par le mérite de son caractère et son honnêteté<sup>69</sup> » - avait exercé un rôle crucial dans la soumission du Pérou. Valdivia, pour sa part, à la demande de Pizarro, avait conduit à son terme la conquête définitive du Chili.

Par ailleurs, au moment de l'émancipation de l'Argentine qui échappe du domaine espagnol, on retrouve un autre protagoniste, un descendant d'Italiens, né à Buenos-Aires en 1770, le général Emanuele Belgrano,

---

<sup>68</sup>MOLINATTI, Enrico Pietro. *Gl'italiani nel Perù* in *Le Vie d'Italia e dell'America Latina*, n°10, oct. 1926, pp. 1140-1147

« héros de l'indépendance argentine. » Belgrano sera alors une des personnalités choisies pour établir des liens plus profonds entre la capitale argentine et Gênes, au nom de l'Italie. En 1925, le Roi d'Italie se rend dans cette ville pour poser la première pierre du monument érigé en hommage à Belgrano. Deux ans après, très précisément le 'jour de la Race', l'œuvre est montrée au public au cours d'une fête italo-argentine qui prend une allure solennelle. Surtout dans le discours italien prononcé pour l'inauguration du monument,

« dans la glorification d'Emanuele Belgrano, on voit à la fois le symbole de la générosité des Italiens, et l'affirmation de l'orgueilleuse nation soeur, installée sur les bords d'outre-atlantique. Belgrano se dresse pour représenter la profonde identité de nos sentiments et de nos idéaux. Si l'Italie et l'Argentine sont unies spirituellement, Buenos-Aires et Gênes sont les artificiers tenaces de cette union ; et ces villes s'unissent à travers l'Atlantique dans un continuel échange d'œuvre et de pensée.<sup>70</sup> »

La réponse argentine adopte le même ton : « Autour du monument du général Belgrano, héros et libérateur, l'âme de Buenos-Aires est pleine d'émotion et de reconnaissance pour sa soeur transatlantique, la superbe Gênes.<sup>71</sup> »

---

<sup>69</sup> *Id. ib.*, p.1142.

<sup>70</sup> Cité par OLIVERIO, Alfredo in *Colombo*, fasc.VI, oct; 1927, p.330.

<sup>71</sup> *Id. ib.*



Pour les chroniqueurs de la Péninsule, Belgrano, « ce fils d'Italiens », outre son éclatant courage militaire, était avant tout un « spiritualiste, un battant du monde des lettres », c'est-à-dire un véritable idéologue de la 'Révolution de mai'. Pendant son séjour d'étude en Europe, Belgrano aurait subi l'influence de la pensée française. Or, le général lui-même affirmait dans son autobiographie : « Lorsque je me suis trouvé en Espagne, la Révolution française changeait les mentalités, notamment celle des hommes de lettres et des humanistes, avec lesquels j'avais l'habitude de m'entretenir ; les idées de liberté, d'égalité, de fraternité se sont emparées de moi. Je voyais comme des tyrans tous ceux qui s'opposaient aux droits des hommes<sup>72</sup>. » Lors de son retour dans la région de *Prata*, Belgrano s'était lancé dans un prosélytisme anticolonial et dans la lutte armée pour la libération de l'Argentine. Il traduit en espagnol plusieurs ouvrages européens, diffuse ses conceptions à travers des journaux qu'il a lui-même fondés, à l'instar du *Commercio di Buenos-Aires*, élabore des projets pour l'avenir du nouveau pays naissant. Désigné par la Junte Suprême, il devient membre du Conseil Directoire du gouvernement récemment constitué. Finalement, c'est lui qui conçoit le drapeau de l'Argentine nouveau-née<sup>73</sup>.

En ce qui concerne l'Uruguay, la revue *Colombo* publie un compte - rendu sur les origines de ce pays afin de démontrer de façon irréfutable que, dans un processus extra-officiel, le premier habitant de la future ville de Montevideo fut un Ligurien, Giorgio Borghese, qui y était resté, semble-t-il, après quelques incursions de pionniers italiens : « Les premiers colons

---

<sup>72</sup>Cité par ROSSANI. *Emanuele Belgrano* in *Colombo*, fasc. VI, oct. 1927, p.333.

eurent une très grande surprise quand ils constatèrent l'existence sur place d'un *rancho* habité<sup>74</sup>. »

On pousse la glorification des racines passées : pourquoi ne pas associer le principal héros de l'indépendance latino-américaine, Simon Bolívar, à l'Italie ? Chose dite, chose faite. Bolívar – « *El Libertador*, le *Garibaldi* du peuple américain »-, cet homme qui a libéré le Venezuela, l'Équateur et le Pérou de l'oppression étrangère, aurait en vérité conçu ses desseins en Italie. Selon le périodique *Colombo*, Simon Bolívar « a juré solennellement de lutter avec toutes ses forces pour libérer l'Amérique du joug espagnol, dans la Ville Eternelle, au pied de la colline sacrée, la *Colle dell'Aventino*. » Le brave Sud-Américain avait fait un voyage en Italie en 1805, à l'âge de 22 ans, après un passage en France, et *Colombo* conclut sans réserve : « Rome a contribué, de cette façon et bien qu'indirectement, à donner la liberté et l'indépendance à ces nations qui se sont si vite développées sur le continent découvert par le Gênois Immortel<sup>75</sup>. »

Dans la seconde phase du rôle des Italiens en Amérique, l'étape des « patriotes », N. Cuneo fait référence à une émigration de type *risorgimentale* et, parallèlement, à l'arrivée, plus isolée, des premiers bourgeois 'entrepreneurs' et des divers professionnels : ingénieurs, artistes, chercheurs, enseignants, maîtres d'armes. Au cours de cette période, la première moitié du 19<sup>ème</sup> siècle, les penseurs, en Italie, veulent surtout mettre en évidence l'importance du rôle joué par les Italiens dans la

---

<sup>73</sup> ROSSANI, *id. ib.*

<sup>74</sup> AMBRUZZI, Lucio. *L'Uruguay* in *Colombo*, fasc. XX, sept-oct. 1929, p. 401; encore, BELLIURE, Rafols. *Il primo cittadino uruguayo fu un genovese* in *Colombo*, fasc. VI, nov-déc. 1928, p. 205.

constitution même, en Amérique latine, de nations libérées de toute tyrannie. Ils avaient fait bénéficier ces pays naissants de leurs talents et de leurs compétences<sup>76</sup>.

N. Cuneo affirme, «la vérité est que les insurrections politiques, qui se sont renouvelées quasi périodiquement en Italie depuis 1815, ont poussé vers la *Plata* un fort contingent de patriotes, en général des hommes de valeur tant par l'intelligence que par le cœur.<sup>77</sup> » La *Rivista d'Italia e d'America* renchérit : « L'épopée des premiers exilés qui ont honoré la patrie lointaine avec l'intelligence, la vertu du courage et la valeur de l'épée, qu'ils

---

<sup>75</sup> MAINERI, B. *Roma e l'indipendenza dell'America latina* in *Colombo*, fasc. I, janv. 1927, pp. 54-56.

<sup>76</sup> Les exilés de foi républicaine, dont le noëud initial était formé de *mazzianini-garibaldini*, avaient apporté dans la région de la *Plata* le concept, encore embryonnaire, d'identité nationale italienne qu'ils vont diffuser parmi les communautés émigrées de la Péninsule. Selon une considération récente de Gian Fausto ROSOLI (*La emigración italiana desde 1861 hasta nuestros días* in ALBONICO, Aldo et ROSOLI Gian Fausto. *Italia y América*. Madrid: Editorial Mapfre, 1994, p. 214): «Les républicains ont constitué la partie la plus notable et la plus dynamique, marquant profondément les caractéristiques et le destin politique des naissantes communautés italiennes en Amérique.» En analysant le cas argentin, on peut retrouver dans la première élite italienne émergeant à la *Plata* les mêmes oppositions entre le Parti de l'Action et la Monarchie *Sabauda*, qui caractérisaient le *Risorgimento* en Italie. Au sein des rivalités de ces groupes, il est possible d'identifier également les toutes premières intentions de diffuser un sens de l'*italianità* – conçu comme une idée commune dans laquelle on pourrait se reconnaître – parmi les masses qui avaient afflué dans la région de la *Plata*, et qui ne possédaient pas une vraie conscience nationale antérieure. Avec l'action des *mazzianiani*, la couronne du royaume de Savoie essaie d'étendre son influence sur les émigrés en envoyant des agents diplomatiques en Argentine. Mais les effets produits par ces groupes sur les émigrés italiens étaient relativisés par les difficultés de communication, résultant des différents dialectes parlés par ces 'concitoyens' venus de diverses zones de la péninsule, ainsi que de la fragmentation de leurs coutumes et traditions. Un autre problème résidait justement dans la distance entre les candidats au leadership des communautés et la masse représentée par des secteurs moyens-bas, comportant environ 80% d'illettrés. Dans son étude écrite en 1986 sur la présence italienne en Uruguay, Gianni MAROCCO (*op.cit.*, p. 12) souligne que le *garibaldinismo*, compris en tant que gamme d'idées et de concepts concernant le «républicanisme, le laïcisme anticlérical, la démocratie, la guerre populaire, le populisme socialisant, le nationalisme ouvert à l'internationalisme et une représentation 'volontariste' de l'existence», a exercé son influence sur la société uruguayenne, mais aussi sur les sociétés de l'Argentine et du Brésil méridional.

<sup>77</sup> CUNEO, Niccolò, *op.cit.*, p 201.

ont dégainée pour la liberté américaine, n'est pas suffisamment connue des Italiens<sup>78</sup>. »

Enfin, Mario Puccini parle lui aussi de la participation italienne aux premiers jours de cette Amérique latine récemment découverte et à son processus d'émancipation politique vis à vis de l'Espagne :

«(...)dans le sillage de ces navigateurs se sont engagés assez fréquemment aussi nos navigateurs, et le sang italien, depuis ce temps-là, se mélange au sang indigène ; un fait est certain : les républiques d'Amérique ont plus ou moins été mise en contact avec notre civilisation et elles dérivent beaucoup de nous. Le peuple italien, qui a toujours été un peuple enclin à l'émigration, par son oeuvre vigoureuse a indubitablement coopéré au bien-être de ces nations naissantes, et, fréquemment, oubliant sa propre origine, il a contribué à créer des hommes nouveaux, et a impulsé dans ces régions, une conscience autonome qui a fait naître un mouvement classique de quête de l'indépendance<sup>79</sup>. »

L'homme vertueux de cette période est indéniablement incarné par la figure de Giuseppe Garibaldi, «héros de deux mondes ». Ses exploits en Amérique méridionale sont racontés partout et par tous. Les louanges se répondent :

---

<sup>78</sup>MANZI, Luigi. *L'epopea italiana nell'America Latina* in *Rivista d'Italia e d'America*, n°XI-XII, nov.-déc. 1924, p.662; encore MANZI, Luigi. *La spedizione della Legione Italiana di Montevideo per la prima guerra d'indipendenza* in *Rivista d'Italia e d'America*, n°XIII-XIV, janv.-fév. 1925, pp.29-31.

« Elle est ancienne et traditionnelle l'amitié entre l'Italie et les Républiques de *La Plata*. Dans l'histoire de l'Uruguay, les Italiens ont quasi toujours été présents. Ils ont pris parti non seulement pour la défense du pays, mais aussi – oubliant le devoir de rester neutres pour suivre l'impulsion de leur cœur – dans les altercations politiques. L'empreinte la plus remarquable de ces participations fut laissée par Garibaldi<sup>80</sup>. »

Mussolini lui-même avait déclaré pendant les commémorations du cinquantenaire de la mort du héros né à *Nizza Marittima* : « De 1830 à 1870, le nom et les hauts faits de Garibaldi ont rempli l'histoire de l'Amérique et de l'Italie<sup>81</sup>. »

Garibaldi, après s'être engagé pour soutenir la cause de Mazzini, est contraint de fuir l'Italie à la fin de 1834. Au Brésil, il entre en contact avec d'autres exilés, comme le Génois Luigi Rossetti. Tous allaient vite s'enfoncer dans les problèmes politiques locaux en croyant soutenir leurs propres convictions. Garibaldi et Rossetti rejoignent l'exilé Luigi Zambecari dans l'extrême sud brésilien afin de lutter contre le régime impérial du Brésil , aux

---

<sup>79</sup>PUCCHINI, Mario. *La nuova e la vecchia America* in *Rivista d'Italia e d'America*, anno III, déc. 1925, p.65.

<sup>80</sup>AMBRUZZI, Lucio. *L'Uruguay* in *Colombo*, fasc. XX, sept-oct. 1929, p.403. Ou encore, selon Ulderico TEGANI (*Garibaldi nel Rio Grande do Sul* in *Le Vie d'Italia e dell'America Latina*, n°10, oct. 1932, p.1114) : "(...) dans cette énorme région, nous retrouvons les traces, les mémoires, les témoignages de la présence et de l'œuvre de notre magnifique chevalier de l'idéal, de ce grand ambassadeur de l'italianité qui, pendant des temps obscurs, a fait briller à travers une lumière de gloire, l'image de la *Patria nostra* et, à travers ses superbes exploits, a réaffirmé le prestige de notre lignage."

<sup>81</sup>Cité par BUTI, Antonio Bandini. *Anita Garibaldi: un gentile vincolo tra l'Italia e il Brasile* in *Le Vie d'Italia e dell'America Latina*, n°7, juillet 1932, p.762: A cette même occasion, est organisée, en

côtés d'un petit état, le *Rio Grande do Sul*, lequel avait déclaré son indépendance et organisé une République. C'était la guerre séparatiste des *Farrapos* ('déguenillés'). Selon l'*Enciclopedia Italiana*, «se sont suivies des années d'aventures romanesques et d'héroïque hardiesse (...) Garibaldi assume le commandement de la petite flotte de guerre de la digne République<sup>82</sup>. »

A la fin de 1841, il part avec ses compagnons, et s'engage à côté d'Anita Garibaldi en Uruguay où ils prennent part à la guerre civile pour soutenir F. Rivera (*colorados*) contre Manuel Oribe (*blancos*), appuyé par le dictateur argentin, Juan Manuel Rosas. Garibaldi, Castelli et Frugosi y organisent une 'Légion italienne', financée par les Liguriens résidant sur place, comme nous l'explique la revue *Colombo* :

« Ils n'étaient alors pas nombreux les Italiens en Uruguay, environ 800 seulement. Mais ils se sont sentis suffisamment forts pour former une Légion de 500 hommes et aider à expulser l'envahisseur. Garibaldi en était le chef. Et c'est à ce moment qu'est née la *camicia rossa*, symbole de la gloire *garibaldienne*, que le héros portera en Italie, consacrée déjà par la victoire<sup>83</sup>. »

---

présence des Rois et du Chef du gouvernement italien, une solennité en l'honneur de la Brésilienne Anita Garibaldi.

<sup>82</sup>Article *Giuseppe Garibaldi* in *Enciclopedia Italiana*, tome XVI, 1932, pp.390-394.

<sup>83</sup>AMBRUZZI, Lucio, *op.cit.*, p.404. En Uruguay, la 'Grande Guerre', scénario de l'action de Garibaldi, fut une puissante canalisatrice de l'intégration de la collectivité italienne dans la structure sociopolitique de ce pays.

En avril 1848, alors que la menace argentine sur l'Uruguay était déjà affaiblie à cause de l'intervention anglo-française qui avait bloqué Rosas à Buenos-Aires, Garibaldi et une fraction de la Légion rentrent en Italie. D'autres sont restés, comme le commandant Sutini qui va remplacer Garibaldi dans le leadership de la Légion italienne de Montevideo, et le général Bartolomé Mitre, «le poète qui a propagé en Amérique le culte de l'Italie.» La plupart vont s'engager aux côtés des Italiens résidant en Argentine, lesquels soutenaient la capitale Buenos-Aires contre quelques provinces rebelles. Ils participeront à la guerre civile qui éclate dans ce pays en septembre 1852. Aide pleinement reconnue : « Au moment où l'armement des étrangers a commencé, la situation de la capitale s'est améliorée sensiblement et la confiance publique a pris un caractère plus assuré qui offrait une garantie au triomphe. Dans tous les combats, les Italiens étaient en première ligne...<sup>84</sup> »

Parmi les 'patriotes' on rencontre encore le Ligurien Giovanni Battista Cuneo, «une des figures les plus romanesques qu'attira l'Amérique latine (...) qui fut le principal représentant de la pénétration intellectuelle et morale *mazziana* dans l'hémisphère méridionale<sup>85</sup>. » G. Cuneo, ami de Mazzini, contraint de se réfugier en Argentine après l'insurrection de Gênes en 1834, aurait été un des principaux responsables non seulement de l'organisation

---

<sup>84</sup>BUSTAMANTE. *Saggio storico della difesa di Buenos Aires contro la ribellione dell'ex-collonello Hilario Lagos* cité par CUNÉO, Niccolò, *op.cit.*, p.200. Au cours de l'organisation politique de l'Argentine après la chute de la dictature de Rosas, en 1852, le Sénat et la Chambre des députés du *Paraná* ont déclaré en 1859 la guerre à Buenos Aires. Cette dernière ville ne voulait pas céder, refusant de faire partie de la Confédération comme les autres provinces. Après deux années de combats, le commandant en chef de l'armée de Buenos Aires, le général Bartolomeu Mitre, a réussi, dans la Bataille de *Pavón*, de septembre 1861, à vaincre les confédérés.

politique des exilés, mais aussi d'initiatives fondamentales pour la communauté italienne, comme l'édition de quelques journaux, tels *L'Italiano* et le *Sezione Agricole*, et l'institution à Montevideo, en 1842, d'une des premières écoles italiennes<sup>86</sup>.

Un autre 'patriote', Antonio Raimondi, fait partie de la commémoration en tant que 'grand géographe' du Pérou. Il avait dû abandonner la *Madre Patria* pour l'Amérique à la fin de 1849, après avoir échoué dans la lutte pour la liberté de la Lombardie et de Rome. Au Pérou, il va se consacrer, pendant une vingtaine d'années, à l'étude des ressources minérales et botaniques de l'intérieur du pays, et arrive à tracer une carte géographique précise de la région. D'après la revue *Le vie d'Italia e dell'America Latina*, Raimondi, «voyageur prodigieux, chercheur d'une très grande érudition et d'une large perception, fut certainement un des plus grands scientifiques italiens du siècle passé, un de nos compatriotes qui a le mieux honoré la *Patria* sur une terre étrangère<sup>87</sup>. »

---

<sup>85</sup>D'après Luigi Manzi (*L'epopea italiana nell'America Latina* in *Rivista d'Italia e d'America*, op.cit., p.662): «Les différentes pages des mémoires de Giovanni Battista Cuneo constituent la meilleure source sur cette période d'action fervente.»

<sup>86</sup>En effet, Giovanni Battista Cuneo en se présentant comme interprète des Italiens établis à *La Plata* va être un des premiers, dans la période qui précède l'Unité de l'Italie, à essayer de créer parmi la communauté émigrée une *italianità*, un caractère italien. Dans son journal *L'Italiano* sorti en 1854, Cuneo expose ses projets dans l'éditorial : «Il est une nécessité généralement sentie par les Italiens résidant à l'étranger, celle de connaître, dans leur caractère véridique et authentique, les faits qui se déroulent dans notre pays (...) et de comprendre comment le tout se connecte à la grande pensée de régénération nationale. Je désire satisfaire ce besoin... et d'ailleurs, s'impose la nécessité de maintenir vivant parmi les nôtres l'esprit national, et de propager les doctrines qui vont sauver la Patrie. J'annonce ainsi le projet de ce folio." Cité par ZUCCARINI, Emilio. *Il Lavoro degli Italiani in Argentina*. Buenos Aires, 1910, p.452.

<sup>87</sup>RICCARDI, Ricardo. *Antonio Raimondi, geografo del Perù* in *Le Vie d'Italia e dell'America Latina*, n°1, janv. 1927, pp.103-108. Son opinion concorde avec celle d'Enrico Pietro MOLINATTI (*Gl'italiani nel Perù* in *Le Vie d'Italie e dell'America Latina*, n°10, oct.1926, pp.1140-1147): Raimondi, «naturaliste complet et géographe éminent, a fait la fortune économique du Pérou, non la sienne parce qu'il n'était pas homme à ambitionner l'honneur et la richesse. Il fut un homme de rare bonté d'esprit." Giuseppe MAZZINI (*Il Pérou economico* in *Emigrazione et Lavoro*, op. cit., p.12), ex-directeur de la clinique *Bellavista* au Pérou retrouve, en avril 1923, le



Il faut noter que, pendant toutes ces années, une multitude d'Italiens s'étaient également distingués par leurs contributions dans les domaines les plus variés, allant de la musique au projet architectural de la construction des villes. Cette période offrait un véritable festival de créations italiennes dans les arts du spectacle, de la *commedia dell'arte* aux opéras. Dans le domaine artistique, ajoute la *Rivista d'Italia e d'America*, les Italiens ont apporté le *primado* à partir la fin du 18<sup>ème</sup> siècle, raffinant les goûts et diffusant le sentiment esthétique, l'amour de la beauté et du pittoresque. Devant ce succès, la *Rivista* n'élude pas la question : « Cette affinité avec les beaux-arts est-elle un don particulier de la race ? » Cela ne faisait pas de doute, les prouesses méritant d'être retenues étaient là pour le prouver. Et, manifestation symbolique et prometteuse, poursuit la *Rivista*, on rencontrait dans la personne de Giovanni Picazzari, l'Italien qui avait procédé le 25 mai 1813, à la première exécution publique de l'hymne national argentin. Picazzari, avec l'Italien Virgilio Rabaglio, avait fondé également en 1822 en Argentine, la *Sociedad Filarmonica* et l'*Academia de Musica y Canto*. De Buenos-Aires, « centre du monde théâtral latino-américain », l'influence artistique des interprètes péninsulaires s'était étendue à toutes les grandes villes limitrophes, à l'instar de Montevideo et Santiago. Cependant, déplore la *Rivista*, au tournant du siècle, le *Primato* italien souffrait déjà de revers à cause de l'apparition de compagnies espagnoles et françaises. Les essais de

---

nom du Docteur Solari, lequel « exilé d'Italie parce qu'il était compromis dans une conjuration *mazzianiane*, fut à Lima le premier clinicien » et celui d'Antonio Raimondi « qui après s'être retiré au Pérou fut le vrai découvreur des richesses naturelles » de ce pays.

l'Italie pour reconquérir le public de *La Plata* étaient une entreprise tout à fait récente<sup>88</sup>.

Les Italiens avaient donc apporté en Amérique savoir et savoir-faire, toute une kyrielle de techniciens. Plusieurs d'entre eux et plusieurs personnalités sont mentionnés par les mémorialistes liés au fascisme qui veulent établir et prouver leur vérité, à savoir qu'à partir de la découverte du continent et pendant les trois siècles qui ont suivi, avant le 'grand flux émigratoire', les Italiens avaient exercé un rôle *indubitable* dans la prospérité des Amériques. Tâche qu'avaient accomplie leurs étonnantes actions individuelles, que ce soient celles du petit peuple des artisans établis dans les ports ou celles des marchands opulents.

C'étaient encore les Italiens qui assuraient le succès de l'industrie et faisaient connaître, dans ces pays les spécialités de la Péninsule. Leur empreinte était lisible dans de nombreux témoignages, le tout laissant penser à une parfaite réussite. Et on recommence un inventaire méthodique : « Tous les chercheurs de l'économie argentine reconnaissent volontiers que l'immigration italienne a donné une impulsion majeure au développement économique de la République, que c'est aux Italiens qu'est dûe la grande force qui est à la base de son essor. » C'est, par exemple, à l'initiative de l'ingénieur italien Carlo Pelegrini, qu'avait eu lieu la création à Buenos-Aires de l'école Polytechnique. C'est aux Italiens qu'étaient dûs les plus beaux et

---

<sup>88</sup> *L'Opera degli Italiani in Argentina* in *Rivista d'Italia e d'America*, n° XI-XII, déc. 1924, pp. 670-675.

les plus importants projets architecturaux, il suffisait de regarder le siège du gouvernement, la *Casa Rosada*<sup>89</sup>.

Enfin, pour finir, la troisième phase classée par N.Cuneo concerne 'l'*ambitus*' du phénomène migratoire de la seconde moitié du 19<sup>ème</sup> siècle et il revient sur l' exode massif des campagnards et prolétaires, exode lié à la crise agricole italienne. Ces colons s'installent sur des terres inhabitées pour les défricher ; véritable armée de mains gonflées qui a conquis par son labeur les territoires vierges. Ils s'étaient lancés dans l'entreprise et avaient ainsi frayé le chemin. Cette dernière phase est donc la période «de l'émigration du travail », laquelle n'était pas dépourvue du sens de la dignité, qu'il fallait récupérer au nom de ces innombrables compatriotes et de leurs descendants.

L'Amérique latine, elle-même, avait vu dans l'arrivée de ces étrangers, signalent les Italiens, une véritable providence. Et c'est alors que s'était façonné, dans un duo subtil d'attraction et de rejet, les relations avec les sociétés créoles. C'est ainsi qu'était née également l'image de l'Italien parti de rien et arrivé à rien. Les contretemps s'étaient multipliés et étaient encore nombreux, les suspensions demeuraient, les arrière-pensées persistaient. Bien que sur la défensive, la plupart des Italiens étaient presque obligés de tenir bon. Mais, à propos de l'Argentine, par exemple, *Le Vie d'Italia e dell'America Latina* vient à la rescousse :

---

<sup>89</sup>*Id. ib.*,p.670.

« On parle de la pauvreté, de l'ignorance de nos émigrés, pourtant personne ne peut leur dénier la vertu du cœur : celle qui les fait tendres avec leurs familles, et par conséquent volontiers enclins au travail. Personne ne peut disconvenir que leur reviennent les mérites de l'enseignement pratique d'une vie laborieuse et honnête, ainsi que le début d'une ère de tranquillité, d'aisance et de culture dans un pays qui, jusqu'à une époque récente , était en grande partie semi-barbare<sup>90</sup>. »

En 1864, précise N.Cuneo, il y a déjà environ 89 000 Italiens en Argentine, dont 30 000 résident à Buenos-Aires. L'auteur reprend avec insistance un parallèle entre ces Italiens et les Espagnols :

« Avant l'arrivée des nôtres, on peut dire qu'une nouvelle barbarie avait remplacé celle des indigènes : puisque, parmi les Espagnols qui avaient émigrés, il n'y avait qu' une toute petite minorité venue pour travailler ; l'écrasante majorité se composait d'aventuriers, de nobles ruinés, et de fonctionnaires arrogants et hautains recrutés par favoritisme. Tous ces gens, au lieu de s'installer profitablement à la campagne, s'aggloméraient vainement dans les villes.<sup>91</sup> »

---

<sup>90</sup>TEGANI,Ulderico.*L'arte et la civiltà d'Italia nell'America Latina* in *Le Vie d'Italia e dell'America Latina*, n°2, fév.1924,p.197.

<sup>91</sup>CUNEO,Niccolò,*op.cit.*,p.204.

Les Italiens, au contraire, avaient fécondé les déserts ; ils s'étaient déployés sur les vastes terres des pays d'Amérique : « Partout où on a fendu une motte, planté un arbre , creusé une mine , arrosé un champ, taillé une forêt ou implanté une fabrique, cela a été l'oeuvre des nôtres et du génie de notre nation <sup>92</sup>», conclut en définitive N. Cuneo.

---

<sup>92</sup>*Id. ib.*

### CHAPITRE III

#### **La présence et les possibilités italiennes en Amérique latine :**

Pendant longtemps, le processus de l'émigration italienne en Amérique latine, qui s'était intensifié à partir de la seconde moitié du 19<sup>ème</sup> siècle, s'était constitué fondamentalement dans un mouvement spontané, éloigné de la sphère de la politique étrangère du Royaume d'Italie, et, en conséquence était plutôt délaissé, sinon réprimé. A partir de la dernière décennie du 19<sup>ème</sup> siècle, surtout, et aussi à cause de la faillite que connaît l'idée d'une aventure africaine, plusieurs voix importantes se font entendre et prennent position sur la présence colonisatrice des Italiens dans les pays sud-américains et sur les implications positives que cette présence pouvait avoir. L'émigration de masse commence à jouer un rôle dans les définitions de la politique extérieure italienne. De sorte que les potentialités des marchés commerciaux latino-américains sont peu à peu répertoriées et invariablement vues comme prometteuses par plusieurs observateurs de la Péninsule, bien avant la montée du fascisme. Au fur et à mesure, on lance des propositions et des suggestions sur la meilleure manière de s'insérer dans ces marchés.

### **1- *Corpus scriptorum Americae Latinae* : perceptions et investigations :**

On rencontre ainsi des précurseurs dans l'étude de l'Amérique latine, et en particulier dans celle de ses pôles les plus importants, et du point de vue de l'émigration, et du point de vue économique, comme l'Argentine et le Brésil. Nous citerons Ferruccio Macola et de Vincenzo Grossi, mais aussi plusieurs autres qui ont apporté leur contribution à cette étude, comme Filippo Ugolotti, Gino Macchioro, Piero Barbera, Enrico Barone. Déjà au cours de la décennie 1910 et dans la période qui précède immédiatement la marche sur Rome, des ouvrages de Domenico Rangoni, G. Monachesi, Francesco Bianco, Alfredo Cusano, Giuseppe Bevione dénotent un intérêt pour les affaires latino-américaines. Dans les années vingt, les ouvrages se multiplient rapidement. Ce groupe d'auteurs est constitué, principalement, par les défenseurs de la cause de l'émigration en Amérique latine, désormais associée à une possible prospérité politique et économique de la Péninsule.

Pour eux, si l'émigration était, de fait, un mal nécessaire pour la nation italienne, il fallait préconiser la mise en place de procédures susceptibles de la transformer en un facteur positif, étant donné la fortune et les avantages qui en pouvaient découler ; il fallait donc porter remède aux problèmes liés à ce déplacement massif de la population italienne dans d'autres parties de la planète et organiser ce même déplacement. A maintes reprises d'ailleurs, on fait référence, déjà à cette époque, aux différentes difficultés à surmonter et on

lance des avertissements à ce sujet, mais en général, ces mêmes difficultés n'en persisteront pas moins.

La revue italienne *Nuova Antologia* introduit, de façon récurrente, le débat sur l'Amérique latine. Dans ses pages, en décembre 1899, l'ex-vice-consul italien en Argentine, Gino Macchioro<sup>1</sup>, signale l'attention manifeste que l'opinion publique porte de plus en plus au problème de l'émigration : " Le réveil de notre population face au phénomène migratoire est indéniable ; les journaux et les revues ont commencé à s'emparer du sujet ; le Parlement en a déjà débattu plus d'une fois et, dans toutes les réunions, on évoque la question qui touche de très près les intérêts vitaux du pays." Selon le point de vue de l'ex-vice-consul, si l'événement migratoire révèle une déficience économique du pays, il existerait par contre des moyens de le convertir en un facteur d'accroissement des richesses et de l'état d'abondance internes qui consisterait à diriger convenablement les courants d'émigration, et surtout à les maintenir dans la sphère d'intérêt de la *Madre Patria*.

En conséquence, Macchioro énumère quelques éléments qui lui font juger comme nécessaire le maintien, par le gouvernement italien, de l'émigration vers les Amériques. En premier lieu, l'importance numérique acquise par la population italienne coloniale déjà fixée sur ce continent ; ensuite, le fait que le public italien commence enfin à se rendre compte que les Italiens domiciliés dans le Nouveau Monde représentent une éventuelle force économique et politique ; en dernier lieu - et cette considération jouissait d'une influence notable qui serait estimée par l'Histoire, affirme l'auteur - la

---

<sup>1</sup>Voir MACCHIORO, Gino. *Il nostro avvenire in America* in *Nuova Antologia*, fasc. 671, déc. 1899, pp. 522 à 538.



constatation que le commerce international avait toujours suivi les mouvements migratoires, étant donné que l'émigré représentait un puissant lien entre les deux pays, son pays d'origine, et celui où il avait fixé sa résidence.

S'intéressant à l'opportunité que représentaient la présence des émigrés sur place pour la dynamisation du commerce, Macchioro examine les données concernant l'Argentine et parle "d'un miracle du travail". Il cite le recensement des logements élaboré par la municipalité de Buenos Aires pour l'année 1887, et constate que "sur 34 695 maisons de la capitale, 12 349 appartiennent aux Italiens." Pour l'année 1892, continue l'auteur, "le capital investi dans l'industrie et dans le commerce de cette ville représente 42 % du total ; le nombre de magasins avoisine les 62 %." Pour évaluer un des résultats de cette activité significative des Italiens en Argentine nous pouvons examiner, par exemple, "l'importation de vins italiens, qui a pris en une décennie une impulsion considérable, et de façon générale, dans les importations de produits venant d'Italie, nous nous situons juste après l'Angleterre et l'Allemagne." Ce qui amène l'auteur à conclure : " N'est-il pas évident que le négoce avec cette colonie pourra faire reflourir une nouvelle vie commerciale qui s'appuiera sur les échanges entre l'Italie et l'Amérique ?" Mais, Macchioro reconnaît les difficultés, la *conditio sine qua non* d'une politique coloniale efficace : l'impérative nécessité de réaffirmer, le plus possible, la langue et le sentiment national chez les émigrés, c'est-à-dire leur *latinità*. Et, pour ce faire, tout dépend de la ferme intervention du gouvernement italien.

Ecrivent encore, à cette même époque, dans la *Nuova Antologia*, le lieutenant colonel et économiste Enrico Barone, et Piero Barbera. Tous deux reprennent, à leur tour, l'idée que, dans un pays comme l'Italie, doté d'une forte

tendance à l'émigration, le phénomène que constitue le départ des concitoyens ne peut se révéler bénéfique que si les émigrés conservent soit la nationalité italienne, soit au moins l'affection et la mémoire de la *Madre Patria*. Si bien qu'il faut connaître à fond les pays vers lesquels l'émigration se dirige et la conduire fermement sous la coordination du gouvernement central.

Pour E. Barone<sup>2</sup>, "derrière l'aspect économique, la résistance de la race italienne à l'assimilation en territoire étranger est le signe de l'expansion grandiose de notre industrie et de notre commerce", puisque, juge l'auteur, "la ligne directrice qui comporte le moins d'obstacles au commerce est celle que trace l'émigration(...)la communauté de l'origine, des coutumes, des habitudes commerciales, fait naître un courant d'échanges inépuisable entre la *Madre Patria* et les colonies." En outre, les deux chroniqueurs font de l'Amérique méridionale le lieu par excellence de ce déplacement. P. Barbera<sup>3</sup>, pour sa part, affirme "le lieu vers lequel il convient d'envoyer l'émigration italienne est précisément l'Argentine. Les conditions climatiques, la nature des sols, la salubrité de l'air et le fort noyau italien déjà existant concourent à faire d'elle la partie du monde la plus adaptée à cette entreprise."

Bien plus, Barbera voit dans l'insertion réussie des Italiens dans le milieu des affaires argentin, la chance la plus notable : "Depuis quelques années, des établissements industriels plus ou moins importants ont commencé à surgir partout ; eh bien, la majeure partie de ces établissements est aux mains des Italiens. Les Italiens sont les propriétaires, les gérants, la main-d'œuvre."

---

<sup>2</sup>Voir BARONI, Enrico. *La espansione coloniale italiana nell'America Latina* in *Nuova Antologia*, fasc.666, sept. 1899, pp.277 à 295.

<sup>3</sup>Voir BARBERA, Piero. *Impressioni Argentine* in *Nuova Antologia*, fasc.667, oct.1899, pp.440 à 464.

Ajoutant ses constatations sur ce sujet, Barone, à son tour, renchérit : “Il y a une région où les Italiens ont su jusqu’à maintenant, résister à l’assimilation locale et former des groupes sociaux forts et en pleine expansion(...)cette région c’est l’Amérique méridionale.” Mais il lance un avertissement en rappelant que l’Argentine et le Brésil, au cours des dernières années, ont manifesté une tendance accentuée à fermer leurs frontières économiques à l’aide de barrières commerciales élevées. Ainsi, il serait sage que le gouvernement italien étudie les conditions des marchés sud-américains afin de conclure rapidement des traités commerciaux basés sur le long terme.

D’autres commentateurs italiens qui s’intéressent aux conditions des migrations se montrent bien plus agressifs dans leurs propositions et dans leurs critiques du gouvernement, à l’exemple du sénateur du Royaume, Geronimo Boccardo, qui s’exprime dans les pages du *Giornale degli economisti*, en janvier 1886 et s’éloigne de la conception de la ‘colonisation pacifique’ :

“La raison pour laquelle le gouvernement italien a renoncé jusqu’à présent à tirer des avantages de la position exceptionnelle qui est la nôtre dans les pays de l’Amérique méridionale constitue pour nous un mystère impossible à déchiffrer, étant donné qu’il s’agit d’Etats irrémédiablement mal constitués, dévorés par l’anarchie, où les autorités locales sont notoirement incapables d’offrir aux classes laborieuses, les conditions élémentaires d’ordre et de vie dont elles ont besoin<sup>4</sup>.”

---

<sup>4</sup>Cité in *Giornale degli economisti*, 15 janv. 1886, p.03.

Moins optimiste, Boccardo cite deux éléments qui, selon lui, font défaut à la prospérité des colons italiens en Amérique du Sud. Le premier étant l'action directe et active du gouvernement italien. Celui-ci devait étendre son intervention jusqu'à l'occupation, jusqu'à la prise de possession. Il s'agissait, selon le sénateur, de la consécration naturelle d'un fait, de l'exercice d'un droit créé par le travail et la vertu de plusieurs générations de concitoyens italiens partis outre-mer. L'autre facteur qui faisait obstacle à la réussite de la grandeur coloniale, était la nature même de l'émigration italienne. L'Italie envoyait surtout à l'extérieur des prolétaires, des citoyens qui n'apportaient que leurs deux bras mais point de capital. Il était rare, poursuit le sénateur, que l'un d'entre eux devienne propriétaire d'un établissement industriel. Lorsque, grâce à des privations inouïes, ils arrivaient à faire quelques économies, ils s'empressaient, au contraire, de rentrer en Italie. De ce fait, Boccardo conseille à son gouvernement "de se consacrer, avec assiduité et constance, à l'étude et à la solution de ce problème : prendre la responsabilité et diriger notre expansion coloniale en Amérique méridionale, où l'appellent spontanément les véritables intérêts et les traditions séculaires du pays<sup>5</sup>."

Pourtant, les rapports dépêchés en Italie par quelques représentants diplomatiques du cône sud-américain font croire aux autorités italiennes à une réalité intermédiaire, moins catastrophique. Le consul italien de Montevideo, M. P. Corte, fait parvenir en 1885 à son ministère de tutelle, des informations sur la prospérité de la colonie italienne en Uruguay :

---

<sup>5</sup>*Id. Ib.*

“D’après les derniers tableaux de la statistique uruguayenne, les Italiens habitant le seul département de Montevideo y possèdent 110 millions de liras en immeubles et un demi -million en capital roulant. La plupart des Italiens se livrent soit au commerce de détail, soit aux travaux agricoles; ils ont des représentants dans tous les métiers ainsi que dans les professions libérales. En 1874, il y avait à Montevideo 22 médecins, 6 pharmaciens, des avocats, etc. Dans le commerce en gros on compte plusieurs maisons italiennes ; dans l’industrie ils sont également représentés : ils possèdent des moulins à vapeurs, des fabriques de vermicelles, de meubles, de machines, etc. L’hospitalité des nationaux est très généreuse ; les terres sont fertiles, le climat excellent. Voilà pourquoi les Italiens ont continué à venir s’établir en Uruguay<sup>6</sup>.”

Sur le Brésil, les jugements sur les conditions faites aux Italiens émigrés continuent à être plutôt sévères. Filippo Ugolotti, après avoir séjourné dans le pays pendant trois ans, rédige en 1897 un ouvrage nommé *Italia e Italiani in Brasile : note e appunti* afin d’exposer ses impressions sur les moyens d’existence des émigrés italiens au Brésil, ainsi que sur les possibilités commerciales de l’Italie<sup>7</sup>. D’emblée, il corrobore l’idée que c’est en Amérique latine qu’il faut chercher la solution à la grande question sociale de l’émigration italienne, mais il insiste sur le fait que ce déplacement, de plus en plus massif, devait obéir à une logique de gain pour l’Italie et être une source pérenne de richesses pour la *Madre Patria*. Pour faire progresser les rapports dans le domaine commercial, tient à préciser ensuite Ugolotti, il était avant tout

---

<sup>6</sup>Cité par LAMAS, S. Pedro. *L’Italie et la république argentine: un rêve de possession des rives de La Plata*. Paris: Imprimerie Charaire et fils, 1886, p. 10.

nécessaire de changer une mauvaise tolérance mutuelle, laquelle quelquefois avait été créée par la méconnaissance réciproque.

Si l'Argentine, le Chili et le Pérou, où vivaient depuis des années de nombreuses et prospères colonies italiennes, étaient un peu plus connus et justement appréciés, explique Ugolotti, le Brésil, à l'inverse, était pour l'Italie un vrai voyage vers l'inconnu, "le pays de la fièvre jaune, du climat mortifère. Et il n'était pas rare de rencontrer des gens qui croyaient être les Brésiliens, un peuple quasi exclusivement composé de Noirs et d'Indiens de légendes – armés de flèches et vêtus de peaux et de plumes<sup>8</sup>." D'ailleurs, poursuit l'auteur, dans le champ politique, le discrédit attaché aux Républiques latino-américaines dans la Péninsule était plutôt généralisé, et ce pays était synonyme d'anarchie, d'inconstances et d'instabilités, de trop fréquentes révolutions, de politiciens malhonnêtes.

Pour ce qui était de la réaction négative des Latino-américains à l'arrivée des Italiens, le préjugé venait, admet Ugolotti, de la nature de l'émigration italienne, composée des éléments les plus bas situés dans l'échelle sociale, de campagnards rudes, analphabètes, misérables, dénués de civilité. Ils se montraient nombreux et envahissants comme une armée en conquête à l'allure menaçante. Le changement devait avoir lieu dans la patrie même.

Il fallait chercher des ressources pour hausser la moyenne intellectuelle et morale du bas peuple candidat au départ, puisque abandonner l'émigration à son propre destin signifiait la perdre pour toujours. Les émigrés seraient alors transformés en une véritable force d'expansion, et imposeraient leurs coutumes,

---

<sup>7</sup>UGOLOTTI, Filippo. *Italia e Italiani in Brasile: note e appunti*. SP: Riedel e Lemmi, 1897.

<sup>8</sup>*Id. ib.*, p.8.

leurs habitudes de consommation. Ils constitueraient ainsi une puissante niche d'attraction et de propagande pour les produits italiens et le prochain pas, conseille Ugolotti, serait de bâtir une base commerciale vraiment solide. Il y avait beaucoup à faire.

Prenant le cas du Brésil qui possédait déjà une large communauté d'Italiens résidents, l'auteur avait constaté que le commerce italien était réduit à presque rien dans la majeure partie du pays, contrastant en cela d'ailleurs, avec l'efficace insertion d'autres puissances comme l'Angleterre, la France, l'Allemagne. De plus, comme le Brésil produisait préférentiellement du café, il était contraint d'importer tout ce dont son marché interne avait besoin : le vin, les huiles, les conserves, les fromages, les charcuteries, toutes denrées alimentaires qui laissaient aux italiens un très vaste champ d'exportation. Il en allait de même pour les produits manufacturés en général, tissus de coton, de laine, de soie, où les possibilités étaient également très importantes.

Les obstacles à cette souhaitable expansion commerciale italienne étaient tout d'abord le fait que l'Italie n'était représentée que par une seule institution bancaire dans le pays, le *Banco Italia-Brasile*, laquelle de plus ne jouissait pas d'une grande confiance. Ensuite venaient les voies de transport maritime qui reliaient les deux pays de façon insuffisante ; les maisons de commerce italiennes sur place qui se montraient en général soupçonneuses à l'égard du peuple brésilien. Méfiantes, elle accordaient bien difficilement du crédit. La fragile aide voire l'inexistence de services consulaires ; l'absence d'institutions destinées à seconder moralement et financièrement la diffusion des affaires ; tout cela ne faisait que souligner la faiblesse des moyens commerciaux de l'Italie. Ugolotti, pourtant, indique le chemin à suivre pour

changer la situation en Amérique du Sud. Il fallait que les commerçants et les industriels italiens se montrent plus entrepreneurs, plus confiants ; que le gouvernement italien améliore sa tutelle des intérêts nationaux à l'étranger ; que des institutions soient créées pour favoriser les exportations ; qu'avec la "foule inconsciente" des émigrés italiens migrent aussi les produits de la Péninsule et, surtout, il fallait comprendre que le Brésil et l'Argentine, étaient les pays qui , en Amérique latine, possédaient le plus grand avenir.

Le journaliste venaissin, député au Parlement, *crispiano*, et directeur de la *Gazzeta di Veneza*, Ferruccio Macola, publie, à son tour en 1894 une œuvre qui obtient un certain succès éditorial et montre l'intérêt que le sujet de l'émigration commence à éveiller ; le titre, d'ailleurs , définit un véritable objectif : *L'Europa alla conquista dell'America Latina*<sup>9</sup>. Ce travail est le résultat d'un voyage de cinq mois réalisé par Macola au Brésil en 1892. Il y rend compte de ses impressions et explique ses intentions : "Visiter le Brésil, ce vaste pays ouvert à l'énergie procréatrice de notre Italie, pour l'admirer dans son caractère sauvage, et l'étudier dans le manque de civilité de ses capitales." Sa première appréciation de la ville de San Paulo est pourtant positive : "Une des sensations les plus durables que j'aie eues au cours de mon séjour au Brésil, fut celle de mon arrivée à San Paulo, ville quasiment italienne, puisque la moitié de sa population (60 000) est composée d'Italiens."

Dans cet ouvrage, Macola affirme que, pour l'Italie, tard venue au "banquet colonial", le Brésil constitue le pays le plus indiqué pour les activités de production et d'expansion commerciales italiennes qui pourront, surtout au

---

<sup>9</sup>Voir:MACOLA,Ferruccio.*L'Europa alla conquista dell'America Latina*.Venezia:Ferdinando Ongania ed.,1894,409p.



début, tirer un éventuel profit du phénomène spontané de l'émigration présente là-bas. Il exclut ainsi les États-Unis, qui auraient fermé la porte aux plus démunis, et l'Argentine, ce pays "défait, failli, ruiné par la perte de confiance de son crédit, soumis aux coups du capital anglais, dépouillé de façon inouïe et systématique par tous ses gouvernants, bande de brigands lancés à l'assaut du bilan de l'Etat."

Quant à l'Afrique, poursuit Macola, elle était déjà occupée de façon irrécupérable dans les portions les plus viables de son territoire, par d'autres puissances européennes, le Sud africain, par les Anglais, et le Nord par la France. Il ne restait que l'Erythrée et le journaliste vénaissin se demande : "Que pouvons-nous attendre de cette région africaine déloyale, atroce, piégée par ses ennemis, éloignée de n'importe quelle base d'opération militaire ?" Il fallait alors se tourner vers l'Amérique du Sud et aller même jusqu'à envisager, qui sait, une occupation territoriale en certains endroits. La justification de cette entreprise ? Macola la rencontre dans ce qu'il considère comme l'injuste "spectacle d'une population autochtone incapable de profiter des richesses de la fortune", pendant que l'Europe succombe sous l'insuffisance de ses moyens . Le journaliste venaisin réclame pour finir :

"Il est temps de se convaincre que l'Europe ne peut pas fournir éternellement ses prolétaires, son intelligence et son capital afin de distraire les nababs semi-barbares de l'Amérique latine, lesquels se targuent du droit du

premier occupant, prétendant hypothéquer par leur désœuvrement et leur nature corrompue, un continent entier<sup>10</sup>.”

Dans son plaidoyer pour le Brésil où il voit un débouché privilégié pour l'émigration, Macola trouve un appui dans la personne de l'armateur génois, Président de la Compagnie de navigation *Ligure Brasiliana* et député au Parlement italien, Gustavo Gavotti<sup>11</sup>, lequel avait adressé en septembre 1896, un mémorandum au Marquis A. Di Rudini, alors Président du Conseil des ministres et ministre de l'Intérieur ; lequel prend position dans la controverse qui naît en Italie, à cette époque, à propos du Brésil. Partant, lui aussi, de la nécessité inéluctable de l'émigration d'une partie non négligeable des habitants de la Péninsule, Gavotti n'hésite pas à affirmer : “Le Brésil, avec son immense territoire, avec la fécondité de son sol, avec l'infinie variété de ses riches produits est, peut-être, l'unique Etat que la Providence ait appelé à accueillir la partie exubérante de la population de la vieille Europe<sup>12</sup>.”

Pour lui, ne sont désormais que légendes les récits décrivant le Brésil comme un ogre qui avale tous ceux qui s'y rendent ; un pays où pullulent des maladies rebelles à n'importe quelle cure, rendant la vie impossible aux Européens. La preuve évidente en était le fait qu'à ce même moment, insiste l'armateur, tous les gouvernements de l'Europe non seulement y envoyaient

---

<sup>10</sup>*Id. ib.*

<sup>11</sup>La compagnie de navigation *Ligure Brasiliana*, dont G.Gavotti était le Président, fut la première, et la seule des compagnies italiennes, à avoir organisé et maintenu, même au temps où les voyages n'étaient pas toujours lucratifs, des lignes de transport directes entre l'Italie et le Brésil. A la ligne Gênes-Rio de Janeiro-Santos, ouverte dès les débuts de la compagnie en 1892, s'ajoute en 1894, la ligne du Brésil du Nord qui rejoint Belém et Manaus. Voir : RANGONI, Domenico. *Trasporti e comunicazione fra l'Italia e il Brasile in Dopo un viaggio in Italia: contributo allo studio sulle relazioni tra l'Italia ed il Brasile*. SP: Dupra & comp., 1903, p.113.

leurs habitants, mais cherchaient à faciliter le départ au Brésil. Les avantages de l'entrée des Italiens dans la nation brésilienne en particulier et non pas aux Etats-Unis ou dans la région de La Plata se plaçaient avant tout dans la nature de la production agricole de ces derniers pays. Sur les sols *platense* et nord-américain ne seraient cultivés que les denrée agricoles déjà produits en Italie, c'est-à-dire des grains, du maïs, des haricots, de l'avoine, des huiles, du vin. La concurrence directe faite à l'Italie était plutôt regrettable, alors qu'au Brésil, la production destinée à l'exportation était tournée vers le café, le sucre, le cacao, le coton, tous produits complémentaires de ceux de la Péninsule, et non concurrents.

Certes, admet Gavotti, le gouvernement brésilien devait faire quelques concessions. Surtout annuler la disposition 53 du 'Règlement sanitaire pour les ports brésiliens', qui exigeait le renvoi des navires en cas de maladie infectieuse à bord. De plus, pour donner de l'impulsion au commerce, l'Italie pourrait réduire les taxes de douane sur les produits brésiliens, surtout le café et le sucre ; en échange, le gouvernement italien demanderait au Brésil la réduction de la douane sur ses produits, comme le vin, l'huile, la farine, les pâtes, les tissus, tous soumis actuellement à une taxation très élevée , conclut Gavotti.

Celui qui se montra peut-être, au tournant du 19<sup>ème</sup> siècle, le plus intéressé par les solutions que le continent latino-américain pouvait apporter à l'Italie, fut l'américaniste, Vincenzo Grossi, professeur aux Universités de Gênes et de Rome qui, entre autres activités, avait consacré plusieurs ouvrages à ce

---

<sup>12</sup>Voir:Lettre de Gustavo GAVOTTI publié dans *Colombo : rivista italo-americana*, anno I, n. 1, déc.1896,pp.21-27.

sujet<sup>13</sup>. En 1891, il fut envoyé par le gouvernement italien en Amérique latine afin de s'informer sur les problèmes de l'émigration nationale, de rassembler des matériaux et de susciter des adhésions pour l'Exposition de Turin, laquelle présenterait toute une section dédiée aux Italiens à l'étranger. En outre, à l'occasion de son passage au Brésil, le ministère de l'Agriculture, de l'Industrie et du Commerce italien l'avait chargé d'enquêter sur les possibles conditions d'une dynamisation des rapports commerciaux et de négocier un traité de commerce et de navigation entre les deux nations<sup>14</sup>.

Tout au long de sa carrière, Grossi attire l'attention du gouvernement et du Parlement italiens sur la possibilité concrète, moyennant une sage, prudente et prévoyante politique, de faire que l'Amérique du Sud devienne le plus important débouché mondial de la production agricole et industrielle italienne. Il considérait que l'émigration massive finissait presque toujours par représenter un avantage majeur et définitif pour le pays d'accueil, et une perte pour le pays de départ. C'est pourquoi, il revendiquait fermement ce qu'il jugeait comme "une question d'équité internationale." Ce qui signifiait que la patrie d'origine devait avoir droit, dans les rapports commerciaux mondiaux, à une compensation, une réparation due par les pays que cette force-travail enrichissait. *La Madre Patria*

---

<sup>13</sup>Parmi les ouvrages de Vincenzo GROSSI, on rencontre : *Emigrazione e commercio: per la conclusione di un trattato di amicizia, commercio e navigazione fra l'Italia e il Brasile* in revue: *L'Italia nelle colonie*, juin 1894; *La geografia economica dell'America del Sud e il commercio italiano* in *Rivista Marittima*, oct.-nov.1895; *Alla conquista di nuovi sbocchi commerciali: l'Amazzonia e gli interessi italiani nel Nord del Brasile* in *Bolletino della Società di esplorazione commerciale in Africa*, juin 1897; *Per la protezione degli emigranti italiani all'estero* in *Bolletino della Lega italiana per la pace*, juin-juillet 1899; *La crisi del caffè e l'emigrazione italiana nello Stato di San Paolo* in *Rivista italo-americana*, I, juin 1902.

<sup>14</sup>RATTO, Mario. *Prefazione della 2 edizione: La vita e le opere di Vincenzo Grossi* in GROSSI, Vincenzo. *Storia della colonizzazione europea al Brasile e della emigrazione italiana nello stato di San Paolo*. Milano-Roma-Napoli: Dante Alighieri, 2ed., 1914 [1905], pp.11-25. Quelques temps après, Grossi va assumer la charge de consul général du Brésil et de représentant brésilien auprès de l'*Istituto Internazionale di Agricoltura* à Rome.

méritait, et il s'agissait presque d'un 'droit naturel', un traitement préférentiel en tant que 'nation favorite' dans les conventions et les accords de commerce.

En 1895, Grossi écrit un essai *Geografia medica e colonia : l'America del Sud dal punto de vista dell'emigrazione europea*, où il expose son point de vue sur les conditions indispensables à la réussite du phénomène d'émigration européen en Amérique latine<sup>15</sup>. Cette réussite dépend, dit-il, de deux éléments qui doivent impérativement être pris en compte : l'adaptation physique, et l'on retrouve ici les théories en vogue à l'époque qui lient le degré de civilisation possible aux conditions climatiques, et , en second lieu, l'adaptation morale des émigrés au pays d'accueil. Si ces éléments ne sont pas pris en considération, renchérit l'auteur, l'émigration se transformera en un délit de lèse-humanité dont le gouvernement italien se rendra coupable. Ces deux facteurs le poussent à conclure , suivant d'ailleurs ici le chemin déjà indiqué par d'autres récits de voyageurs italiens dans cette partie de la planète: "Dans mes pérégrinations en Amérique du Sud, plus particulièrement au Brésil, je me suis fermement persuadé et convaincu que l'unique moyen de rendre profitable l'émigration italienne – en la faisant servir à la future grandeur de notre patrie – est de lui assurer une meilleure place, à l'intérieur de ce continent et une tutelle plus efficace de notre part."

La partie géographique choisie par l'auteur est l'Amérique méridionale, au climat tempéré proche de celui du sud de l'Italie, plus adapté au tempérament physique et traditionnel des Italiens, loin du climat tropical, de la zone "torride et équatoriale". Quant à une tutelle efficace, elle était impérative à

---

<sup>15</sup>Voir:GROSSI,Vincenzo.*Geografia medica e colonia: l'America del Sud dal ponto di vista dell'emigrazione europea*.Roma:Innocenzo Artero,1895,pp.3-49.

tempérament physique et traditionnel des Italiens, loin du climat tropical, de la zone "torride et équatoriale". Quant à une tutelle efficace, elle était impérative à cause surtout du "climat moral" de ces patries d'accueil, parce qu'il fallait tenir compte des facteurs qui avaient présidé à la formation du caractère des Latino-Américains, au milieu desquels les Italiens allaient mener leur vie nouvelle . La nature des habitants de l'Amérique latine était le résultat d'une fusion, d'un mélange mal abouti, entre le sang européen et le sang indigène. De ce dernier ils avaient hérité l'apathie et l'indolence, et du premier, le sang des Espagnols et des Portugais, les trois siècles de domination coloniale ibérique sur ce continent n'avaient laissé subsister que la tradition de nonchalance et de vénalité. C'est pourquoi, Grossi recommande :

"Etant donné la grande instabilité politique et administrative des Républiques sud-américaines, étant donné leur faiblesse commerciale et financière, étant donné le métissage du sang indigène ou noir, étant donné leurs vices organiques, leur apathie habituelle et leur éréthisme politique maladif, leur absence de scrupules et leur orgueil démesuré, leur mépris mal caché pour les *gringos* et les *carcamanos*, bref à cause de tout cela, la vigilance et la tutelle de la *Madre Patria* doivent être plus grandes : à l'opposé précisément de ce qui se fait aujourd'hui<sup>16</sup>."

Contrairement à F. Macola, V. Grossi voit d'un œil favorable le départ des Italiens vers l'Argentine, dont il juge la débâcle financière de ces années comme

---

<sup>16</sup>*Id. ib.*

processus d'émigration spontanée bien abouti, en dépit du total manque du sens de l'opportunité dont faisait preuve l'Etat italien, incapable de tirer profit des considérables avantages économiques, politiques et moraux du phénomène - ne cesse de reprocher l'américaniste - et faisant un choix l'inverse, avec sa malheureuse politique coloniale dans la Mer Rouge. La preuve des bons résultats se trouve dans le propre choix des émigrés : "L'Italien, notamment le travailleur de la terre, l'élément sain, bien portant, le meilleur de la classe des émigrés, se rend là-bas parce qu'il se sent sûr d'y trouver du travail, d'avoir, s'il le veut, avant ou après, son morceau de terre et un profit quelconque."

L'Argentine possédait encore, poursuit Grossi, l'avantage de comporter la meilleure, la plus pratique et la plus libérale législation sur l'immigration et la colonisation des Républiques sud-américaines, une loi très large, égalitaire et démocratique. Il fallait, néanmoins, résoudre un problème de base, en passant par l'intervention de l'Etat italien et en fondant à Buenos-Aires, par exemple, un Office d'information, de protection et de placement pour les émigrés, comme celui d'Ellis Island, suggère l'américaniste. Il fallait mettre fin aux abus, au mépris des citoyens argentins, qui appelaient de façon dépréciative les Italiens *gringos* et *carcamanos*, avec toutes les conséquences possibles de cette discrimination.

---

Argentine, où elle s'était encore aggravée à la suite de mauvaises récoltes. Ensuite, entre 1876 et 1878, s'ajoutent les troubles politiques, suivis par la guerre civile qui a amené la capitale Buenos-Aires à s'affronter avec ses provinces. Cette guerre opposait les défenseurs de l'unité politique (Buenos-Aires) aux Fédéralistes (des provinces). L'émigration italienne, bien entendu, a chuté, mais elle ne s'est pas arrêtée complètement. Dans les années qui ont suivi 1880, on voit un nouvel essor du flux migratoire. DE ROSA, Luigi. *L'Emigrazione Italiana in Argentina : un bilancio* in DEVOTO, Fernando et ROSOLI, Gianfausto, *op.cit.*, pp.77-78; Voir aussi sur les effets de la crise sur la présence italienne: CHICCO, A. *Buenos Aires in Emigrazione e Colonia*. Rapporti di RR. Agenti diplomatici e consolari. Roma. Ministero Affari Esteri, 1893, pp.12-23.

Pour ce qui est du Brésil, Grossi se montre, au moins à cette époque, plus réticent, mais pas au sujet des ressources matérielles de ce pays, à propos duquel il regrette, "cette terre privilégiée peut produire de tout ; et n'étaient-ce l'incroyable paresse de l'homme et la dilapidation insensée qu'il fait continuellement de la richesse de son sol, le Brésilien pourrait être le fournisseur de tout le reste de l'Univers<sup>18</sup>." Ces doutes portent sur la qualité du marché du travail qui attend la main-d'œuvre italienne, dans ce pays récemment sorti du régime esclavagiste. Les Italiens viendraient, dans leur majeure partie et sans même le savoir, remplacer "la force du bras humain manquant en raison des conditions politiques et des renversements sociaux", d'où sa crainte<sup>19</sup>.

Grossi revient sur ce point en 1905, quant il écrit *Storia della colonizzazione europea al Brasile*. A ce moment-là, il reconnaît que le Brésil était le principal, sinon l'unique pays transocéanique, à avoir un programme d'émigration et de colonisation libre destiné aux campagnards démunis de capital. Aussi, recommandait-il à son gouvernement, nonobstant les nouveaux horizons ouverts par la conquête de la Libye, d'essayer avec le Brésil un premier traité d'émigration et de colonisation, par lequel seraient résolus les possibles problèmes qui existaient entre les deux nations, comme la question de la double citoyenneté.

Mais, il insiste sur le fait que, quelque initiative que l'Italie viendrait à prendre, elle devrait se baser nécessairement sur un réel changement de mentalité des Brésiliens : "Pour faire affluer au Brésil l'émigration spontanée, il convient avant tout, de réformer les habitudes sociales et les pratiques

---

<sup>18</sup>GROSSI, V. *L'America del Sud e il commercio italiano in Colombo: rivista Italo-Americana*, Annol, n. 1, déc. 1896, p. 10.



administratives, lesquelles subissent toujours des influences de l'ancien régime esclavagiste<sup>20</sup>.”

Toujours à propos du Brésil, la portion géographique qui conviendrait le mieux à la colonisation libre des Italiens serait, sans doute, affirmait Grossi, vu son climat et ses disponibilités en terme de terres, la région méridionale, comprenant les provinces du Paraná, Santa Catarina et Rio Grande do Sul, en dehors de la région de San Paulo. En 1904, l'américaniste réfléchit à ce sujet dans un article nommé *Tedeschi e Italiani nel Brasile meridionale*<sup>21</sup>, dans lequel il explore la notion 'd'invasion allemande' pour démontrer combien l'Italie était en retard par rapport à d'autres pays également obligés de développer une politique coloniale.

Le Brésil et surtout ces provinces du Sud du pays avaient reçu, dès 1824 une forte émigration allemande, nombreuse en ce début du 19<sup>ème</sup> siècle puisqu'elle s'élevait à environ 350 000 habitants. Les Allemands étaient devenus très vite le plus fort groupe non latin du Brésil et, indique Grossi, “leur organisation politique, économique et financière est telle qu'ils constituent presque en Etat dans l'Etat ; d'où l'invocation du 'danger allemand' au Brésil, qui a fait émerger bien des susceptibilités, et donne naissance à une anxieuse préoccupation dans la presse comme dans le monde politique de cette patriotique nation.”

Dans cette étude comparée des deux processus migratoires, l'américaniste voit dans l'arrivée des émigrés venant d'Italie au Sud du Brésil, à

---

<sup>19</sup>Voir : GROSSI, V. *Gli Italiani all'Argentina* in Colombo: rivista Italo-Americana, id. ib., pp.12-20.

<sup>20</sup>GROSSI, V. *Storia della colonizzazione europea al Brasile*, op. cit., p.299.

<sup>21</sup>Voir: GROSSI, V. *Tedeschi e Italiani nel Brasile meridionale: Studio di colonizzazione comparata* in Rivista Marittima, juin 1904, pp.3-24.

partir surtout de 1874-75, une vraie chance pour les autorités de ce dernier pays, dans la mesure où ils pouvaient contrebalancer ainsi la présence des Allemands. Il ne restait alors au Brésil qu'à stimuler la venue des Italiens. Mais, en fait, Grossi est déçu par les résultats de l'émigration italienne. Déjà en 1901, dans le Rio Grande do Sul, enseigne l'auteur, le nombre des Allemands était évalué à 150 000, alors que les Italiens arrivaient à 200 000, et il conclut : "Si la supériorité numérique appartient maintenant aux Italiens, notre infériorité est, à l'inverse, accablante en face de l'élément allemand, que ce soit du point de vue économique, administratif et financier au niveau local, ou encore plus, dans les rapports commerciaux, politiques et moraux des colonies respectives avec leur *Madre Patria*." Les causes? Notre auteur cherche des explications dans les rapports des consuls italiens sur place, Dall'Aste Brandolini, Enrico Ciapelli et le comte Antonelli, publiés dans le *Bollettino del Ministero degli affari esteri*, en février 1898, février 1899 et juin 1899 respectivement.

Ainsi, selon Brandolini, le problème réside dans le caractère italien, hardi et persévérant dans le travail et dans l'économie, mais résistant aux associations et à la coopération, et ne formant pas de cette façon, une vraie collectivité. Pour Ciapelli, une importante raison expliquait l'infériorité sociale de la colonie italienne face à la colonie allemande : le manque absolu d'aide du gouvernement et du capital italiens. L'agriculteur émigré était obligé de développer tout seul sa colonie. Déjà Antonelli parle de l'absence d'un personnel de direction, alors que les Allemands pouvaient compter sur des entrepreneurs, des capitalistes, des commerçants, des stratégestes, tous remplissant le marché de marchands-voyageurs et de représentants. De plus les Allemands jouissaient de la facilité que leur procurait les progrès réalisés

par le dynamisme de leur marine marchande, laquelle monopolisait pratiquement le commerce d'exportation et d'importation entre le Rio Grande do Sul et l'Europe, y compris les échanges italiens. "Malheureusement", se plaint Antonelli, "l'Italie n'est pas un pays d'initiative : nos compagnies de navigation nous donnent toujours des preuves de leur très faible volonté d'augmenter leurs lignes, sauf si elles envisagent des profits immédiats. Les Allemands, au contraire, après avoir étudié la région, se lancent dans l'entreprise, même au prix d'une dose de sacrifice au début, et ils réussissent à s'affirmer."

En accord avec ces interprètes de la réalité en question, il faut enfin, reprend Grossi, faire également mention de la puissante organisation allemande sur place, dans les secteurs bancaire et commercial, de sa florissante 'Société scientifique et littéraire', de ses nombreuses associations de gymnastique, de chant, d'assurance mutuelle ; des opérations et de la propagande déployée par la *Deutscher Schul-Verein*, laquelle contribuait grâce à de forts subsides à maintenir et diffuser la langue allemande là-bas ; des expositions organisées à Porto Alegre en 1882 et à Berlin en 1886, pour faire connaître les produits des deux nations ; des imposants capitaux allemands investis dans la construction de chemins de fer et dans l'achat et la vente de terrains.

A son tour, le journaliste italien résidant au Brésil, Domenico Rangoni, part en Italie pendant les années 1902 et 1903, suivant ainsi le chemin inverse de Grossi, pour un voyage d'étude et de recherche. Il publie par la suite un ouvrage intitulé *Dopo un viaggio in Italia*<sup>22</sup>, où il aborde les possibles échanges commerciaux entre les deux pays, s'intéressant surtout au café. Et, analysant

les potentialités de l'Italie, il n'hésite pas à dire que ce dernier pays fait preuve d'un retard significatif en termes de préparation et d'organisation de son commerce interne et externe, par rapport à d'autres nations, comme la France, l'Allemagne, l'Angleterre.

Le journaliste trouve surtout dommage, lui aussi, que l'Italie ne sache presque pas tirer un véritable profit de la dissémination des Italiens en Amérique du Sud, où le manque d'intervention, soit de l'Etat, soit de l'initiative privée italienne est sensible. Ces marchés étaient plutôt concentrés entre les mains des Anglais, des Français et des Allemands. L'Italie, écrit Rangoni, malgré l'existence de plus d'un million de ses fils émigrés au Brésil, n'y occupe en général, en ces années, que la 5<sup>ème</sup> place pour ce qui est des importations provenant d'Europe, et y exporte entre 16 et 17 millions de lire. Elle importe du Brésil à peu près la même chose ou un peu plus. Un exemple de ce déphasage se rencontre dans les importations d'huiles et conserves alimentaires françaises et espagnoles, lesquelles étaient bien inférieures en qualité aux huiles et conserves italiennes, juge le journaliste, mais rencontraient toujours un plus grand succès au niveau de la vente locale. Les uniques produits italiens qui échappaient pour le moment au naufrage étaient les fromages et les vins.

L'auteur indique pourtant, quelles seraient les mesures à suivre sans délai, pour encourager le commerce mutuel. Tout d'abord, mener à bien la conclusion d'un vrai traité de commerce et de travail, étant donné que l'entrée des marchandises italiennes au Brésil ne se faisait que sous le régime de la taxe douanière générale, et que, pour l'entrée du café brésilien en Italie, seule était

---

<sup>22</sup>Voir: RANGONI, Domenico. *Dopo un viaggio in Italia: contributo allo studio sulle relazioni tra l'Italia ed il Brasile*, op. cit., 125p. L'auteur a publié encore: RANGONI, D. *Il lavoro collettivo degli*

en vigueur une convention qui allait expirer de toute façon le 31 décembre 1904. Avec la réalisation d'un traité convenable, il serait en outre possible de mettre un terme aux différends entre les deux nations sur les questions référant à l'émigration. En second lieu, il faudrait introduire un autre traité concernant les transports maritimes et les communications postales et télégraphiques. Grâce à des subventions du gouvernement, les compagnies de navigation devraient offrir un meilleur trafic, avec de nombreux voyages, des calendriers fixes et un service postal rapide et direct, convenant également pour l'envoi des sommes d'argent, et apte à fournir des communications faciles, stables et économiques.

Troisièmement, poursuit Rangoni, quelques actions représentatives devraient être organisées au Brésil, comme des expositions permanentes des produits italiens ; le développement d'une active propagande concernant ces produits et attestant officiellement leur qualité ; l'établissement d'Agences commerciales et d'agences d'informations pour dresser des statistiques ; l'embauche de personnels compétents chargés de mener des actions judiciaires en cas d'altération des marchandises, de falsifications des marques, de concurrence déloyale ; et surtout, l'organisation effective d'un établissement de crédit, base de n'importe quelle relation commerciale.

Il existait au Brésil à cette époque, précise Rangoni, le *Banco Commerciale Italiano* à San Paulo et le *Banco Italia e Brasile* à Rio de Janeiro, mais les deux institutions étaient insuffisantes et ne correspondaient pas au montant des intérêts des deux nations. Le journaliste se montre notamment insatisfait du mauvais fonctionnement de la Chambre de commerce italienne au Brésil et d'autres établissements analogues, et du manque d'agents commerciaux

italiens dans le pays. La représentation diplomatique était un autre problème à revoir. Le développement des intérêts de l'Italie au Brésil était bien de la responsabilité des consuls, des vice-consuls, des agents consulaires et de la 'Chambre italienne de commerce', ouverte à San Paolo en 1901. Le Brésil n'avait que quelques consuls travaillant dans ce sens. Comme c'étaient, en outre, pour la plupart, des vice-consuls et des agents commerciaux *ad honorem* nommés à la fin de l'Empire, ils n'étaient pas adaptés à la réalité des temps nouveaux. Plus regrettable encore ; il était, pour le moment, inutile de parler d'une Chambre de commerce brésilienne en Italie, vu que le nombre de commerçants de cette nationalité dans la Péninsule était presque proche de zéro. Cette situation causait un dommage au Brésil, puisqu'une bonne divulgation pouvait faire de l'Italie une consommatrice d'autres produits brésiliens importants en dehors du café, comme le caoutchouc, le tabac, le coton, le sucre, les bois.

Finalement, Rangoni revient au principal produit brésilien consommé en Italie, le café. Il montre qu'en dépit de la croissante consommation de café dans la population de la Péninsule, l'achat de ce produit par l'Italie ne suivait pas la même proportion : "En 1891, l'importation totale de café en Italie était de 138.147 quintaux, et en 1902, elle n'était montée qu'à 162.599 quintaux." Ce paradoxe s'expliquait par le fait qu'en Italie ne se buvait qu'un mélange, une infusion adultérée, dont le quota de café était minimum, sans évidemment que le consommateur soit informé de la basse qualité du produit qui lui était offert. Tant et si bien qu'en raison de cette falsification le café brésilien subissait un préjudice. En tout cas, si l'importation de ce produit n'avait connu qu'une négligeable augmentation, la provenance d'une telle importation avait changé

dans une courte période de temps, et cela s'était fait en faveur du commerce direct avec le Brésil.

Depuis quelques années seulement, la nation brésilienne était la principale fournisseuse de la Péninsule, à laquelle elle apportait les trois quarts du café. Auparavant l'Italie était approvisionnée surtout par des pays non producteurs, d'abord l'Angleterre, et aussitôt après, les Etats-Unis et le Canada, dans un système d'intermédiation, où dans la plupart des cas, la véritable origine du café n'était pas révélée. Or, il n'était pas nécessaire de faire beaucoup d'effort, insiste le journaliste, pour constater que ces autres pays achetaient le café, en vérité, au Brésil, et le revendaient à un prix bien plus élevé. Rangoni présente le suivant tableau pour renforcer ses observations :

#### Importation du café en Italie

Provenance du café :		1891	1902
Brésil	Q.	15.003	118.261
Pays d'Europe et d'Amérique non-producteurs de café	Q.	101.116	25.764
Amérique centrale et autres pays producteurs de café	Q.	22.028	18.574
Total	Q.	138.147	162.599

Pour améliorer la qualité de la consommation et ainsi augmenter le volume du commerce du café brésilien en Italie, conseille Rangoni, il fallait d'une part,

que le gouvernement du Brésil assume vraiment la tutelle des exportations et des intérêts des producteurs nationaux, d'autre part que les grands fermiers se fassent les négociants de leurs produits, mais se montrent résolus et compétents afin de soutenir et de vaincre n'importe quelle concurrence externe.

Une année avant la sortie du travail de Domenico Rangoni, c'est-à-dire en 1902, le journaliste Bortolo Belli avait publié, satisfaisant ainsi la demande du *Fanfulla*, le quotidien le plus important de la communauté italienne au Brésil, l'ouvrage *Le relazione commerciale fra l'Italia e il Brasile*<sup>23</sup>, où d'emblée, l'auteur se plaint du grave manque d'intérêt dont font preuve les deux pays concernés pour les échanges économiques, manque d'intérêt qui se manifeste dans l'absence, par exemple, de publications capables de clarifier leurs mouvements commerciaux mutuels : "Etant donné l'absence d'un matériau rigoureux précédemment rassemblé, mon étude ne peut être considérée que comme un premier essai."

Belli utilise l'analogie suivante pour montrer la fragile insertion commerciale de l'Italie au Brésil. Pour l'année 1900, dans la communauté italienne des États-Unis, la consommation par personne des produits italiens équivalait environ à une dépense de 240 liras, pour 45 liras en Argentine. Par contre, au Brésil, un million d'Italiens ne consommait que l'équivalent de 16 liras par personne. Reconnaisant que les exportations brésiliennes en Italie étaient également au-dessous des possibilités, l'auteur propose deux initiatives pour dynamiser les opérations commerciales : un accord basé sur une réduction

---

<sup>23</sup>Voir : BELLI, Bortolo. *Le relazione commerciale fra l'Italia e il Brasile*. São Paulo: Typ. Gerke, 1902. Voir encore du même auteur: BELLI, B. *Memoria sulla condizione dei coloni italiani nella provincia di San Paolo*. São Paulo: Tip. Gli italiani in S. Paolo, 1888; BELLI, B. *Note sull'*



significative des tarifs, lequel devrait être étayé par la signature d'un traité de longue durée, établissant l'échange de matières primaires brésiliennes contre des produits industriels italiens, et le maintien du flux de l'émigration italienne vers le Brésil.

Sur ces entrefaites, à propos du potentiel économique argentin, l'Italien Giuseppe Bevione, auteur de l'ouvrage *L'Argentina*<sup>24</sup> publié en 1911, fait preuve d'optimisme : "L'Argentine est un des meilleurs marchés du monde. Le commerce international de la République est énorme. En 1907, les échanges globaux du pays, importations et exportations incluses, se sont élevés à 3.600 millions, c'est à dire seulement un milliard de moins que l'Italie, dont la population est le quintuple de la population argentine." Cette vivacité, explique Bevione, est due à l'organisation même de l'économie de ce pays *platino* qui bénéficie d'un secteur agricole très développé, produisant beaucoup plus que ses nécessités internes, mais qui, d'un autre côté, doit importer presque tous les produits manufacturés.

Ensuite, l'Argentine se caractérise, ajoute l'auteur, par un très faible marché intérieur ; la capitale Buenos-Aires qui concentre les quatre cinquièmes des affaires économiques de la République est un immense centre commercial, comptant sur le dynamisme d'une assez nombreuse couche de riches commerçants intermédiaires. Dans ce scénario, les Italiens qui ont fait fortune sur place, ne sont pas d'ex-campagnards devenus grands propriétaires terriens, mais plutôt des citoyens commerçants devenus par leur mérite propre de grands

---

*emigrazione in America dei contadini della provincia di Treviso*. Oderzo: Tip. Bianchi, 1888; BELLI, B. *Il caffè. Il suo paese e la sua importanza*. San Paolo del Brasile. Milano: Hoelpi, 1910.

<sup>24</sup>BEVIONE, Giuseppe. *L'Argentina*. Torino-Milano-Roma: Fratelli Bocca, 1911, 237p. Les valeurs monétaires désormais citées sont les valeurs de l'époque.

importateurs et exportateurs. D'ailleurs, dans le commerce général argentin, ces Italiens ont une place assez avantageuse, mais, entre les commerçants et les campagnards italiens, on retrouve, en Argentine un fossé presque infranchissable.

Quant à la compétitivité des autres puissances en Argentine, elle était largement disputée, "la lutte entre les États-Unis, l'Angleterre, l'Allemagne, la France et l'Italie pour la conquête du marché argentin est simplement épique." Ce fait a pour origine, explique Bevione, la vaste confiance que la capacité productive de ce pays du Bassin de la Plata inspire à l'extérieur, provoquant l'affluence constante de capitaux européens et nord-américains ; la forte présence de banques de premier ordre offre un bon système de crédit et l'Italie est représentée par trois institutions bancaires, *l'Italia y Rio de la Plata*, le *Nuovo Banco Italiano* et le *Comercial Italiano* ; enfin il faut noter la capacité de consommation interne des produits manufacturés importés.

Les nations qui ont exporté le plus en Argentine, pour l'année 1908, sont l'Angleterre, l'Allemagne, les États-Unis, la France et l'Italie, précise Bevione. L'Angleterre fait figure de leader incontesté sur le marché argentin, avec 34 % des importations globales, mais des nouveaux venus débarquent. Se disputant la seconde place, on trouve l'Allemagne et les États-Unis, avec une petite marge à l'avantage de la première nation, qui arrive à 14 % d'importations, contre 13 % pour l'Amérique du nord. L'auteur décrit ce qu'il appelle la "conquête colossale" du marché argentin par l'Allemagne: en 1905, elle avait vendu pour 145 millions de liras de produits; en 1906, elle arrive à 190 millions; en 1907, 230 millions ; il s'agit en particulier de produits métallurgiques et électrotechniques, de tissus et de papier.

Les États-Unis avaient commercialisé 140 millions en 1905; 200 millions en 1906, pour rétrocéder à 190 millions en 1907 ; ils vendent surtout des instruments et machines agricoles, du pétrole et du bois. A une notable distance arrivent la France, avec 9,7% des importations globales de l'Argentine, et l'Italie, avec 9,1%. La nation française exporte des vins et des cerises à l'eau-de-vie, des tissus, des produits métallurgiques, des médicaments et de la parfumerie. L'Italie vend surtout des vins et vermouths, des tissus, des huiles, du riz, du fromage.

Bevione indique que l'Italie a connu une remarquable poussée sur le marché argentin dans les dernières années et que cela est dû au fait que "la moitié des habitants de la République sont des Italiens ou des fils d'Italiens, qui conservent le goût des produits de la *Madre Patria*, et sont, sans le vouloir, les pionniers de notre commerce."

Les exportations de l'Argentine, par contre, continue Bevione, se dirigent, dans l'ordre des valeurs, vers Angleterre, la Belgique, l'Allemagne, la France, le Brésil, les États-Unis et, finalement, en septième position, l'Italie. Les achats de cette dernière s'élevaient à une valeur de 26 millions de liras et se composaient fondamentalement de grains, de laines et de cuirs, le tout représentant seulement un faible 2,1 % du total des exportations du pays *platino*. Il faut faire attention à toutes ces données, constate en conclusion Bevione, puisque les Argentins, inquiets du déséquilibre de la balance commerciale en faveur de l'Italie, envisagent un possible réarrangement des taxes de douane.

Pour prévenir une telle éventualité, l'auteur suggère d'améliorer les rapports économiques entre les deux nations par le biais, par exemple, d'une plus grande importation de viande congelée en provenance d'Argentine. Pour

rendre possibles ces échanges, une flotte à vapeur réfrigérée d'une vitesse plus considérable devrait être mise en service, et le port de Gênes devait se préparer à faciliter les escales et le dépôt de marchandise ; il fallait aussi diminuer les droits portuaires, et les taxes ferroviaires. Et surtout, les échanges italo-argentins devaient éliminer les intermédiaires, pour la simple raison qu'une bonne partie des achats italiens en Argentine arrivait par l'intermédiaire de ports étrangers, conclut l'auteur.

## **II – Les émigrés italiens en Amérique latine : petit historique :**

Le nombre exact des personnes qui ont émigré en Amérique latine pendant la période 1870 et 1930 n'est pas connu. Les statistiques des pays d'origine ne s'accordent pas toujours avec celles des pays récepteurs. Ce qui est certain c'est que l'émigration massive des Européens en Amérique débute entre 1870 et 1880. Période à laquelle l'agriculture du Sud et de l'Est de l'Europe se trouvait en crise, en raison, en partie, de l'arrivée de produits alimentaires bon marché en provenance du Nouveau Monde.

Ainsi, la phase où l'Amérique latine se voit confrontée à une plus grande nécessité de main-d'œuvre, situation créée par le développement économique d'une part, par l'abolition de l'esclavage de l'autre, coïncide avec un moment où, en Europe, le nombre de travailleurs disponibles est le plus grand. D'ailleurs,

même avant les dates indiquées, les Italiens étaient sur place, déjà à partir de 1825 et on estime à 4 millions le nombre des immigrants venus de la Péninsule<sup>25</sup>.

Dans la région de La Plata, en particulier, on relève l'installation précoce d'un nombre important d'Italiens. Le Royaume de Sardaigne, après l'effondrement de l'empire colonial espagnol, souhaitait lui aussi, comme la France et l'Angleterre, développer une 'politique sud-américaine' autonome. Après le Congrès de Vienne, avec l'acquisition de la République de Gênes, le Royaume incorpore la flotte et la tradition maritime génoises.

De nouveaux mots d'ordre sont lancés : favoriser les échanges commerciaux ; établir une base d'influence dans la région par l'envoi de missions navales et le développement du réseau diplomatique-consulaire. L'idée que les Italiens présents sur place, en l'occurrence les Sardes qui étaient particulièrement nombreux à cet endroit, étaient amenés à devenir l'instrument principal d'une politique d'influence, était déjà courante.

Cette population sarde résidait sur les deux bords de la rivière de La Plata. Il s'agissait, en grande majorité, de Ligures, mais on rencontrait aussi des Piémontais et des Savoyards. Dédiée surtout au commerce, la communauté sarde monopolisait pratiquement le transport de cabotage. Les insurrections de 1821 en Piémont, puis celles du début des années 1830, ont poussé au départ des persécutés, des *mazzianiani* fréquemment. Ils cherchaient refuge en

---

<sup>25</sup>RIPPY, J.F. *Latin America: a modern history*. Michigan: Ann Arbor, 1958, pp.364ss; FERENEZI, Wilcon(ed.) *International migration*. National Bureau of Economic Research. Vols.14-15. New York, 1929-1930.

Amérique. Se joignaient aussi aux exilés dans le processus migratoire le groupe des mécontents, des marginalisés, des aventuriers<sup>26</sup>.

En 1837, le gouvernement italien reconnaît l'indépendance de l'Argentine et de l'Uruguay. A la fin de 1840, un 'Traité d'amitié, de commerce et de navigation' est signé avec l'Uruguay. Le 7 mai 1866, un autre 'Traité de commerce et de navigation' est conclu entre le Royaume d'Italie et l'Uruguay, suivi d'un accord plus avantageux pour la Péninsule, établi le 19 septembre 1885. En 1883, est instituée à Montevideo, à l'initiative du ministère des Affaires étrangères et de la 'Chambre de commerce et des arts' italiens, une 'Chambre de commerce' qui est la première représentation commerciale italienne extérieure<sup>27</sup>.

L'Italie Unifiée a poursuivi en gros la politique extérieure de l'Etat *Sabaudo* avec l'Amérique du Sud. Dans les rapports diplomatiques entre le continent sud-américain et l'Italie alternent des périodes de rapprochement plus intense et des phases de conflits, causés surtout en effet par le soutien accordé par la Péninsule aux intérêts des italiens résidant sur ce continent. Au tournant du siècle, les Italiens ont continué à s'y installer jusqu'au déclenchement de la Première Guerre mondiale, moment où l'émigration fut paralysée. La paix revenue, le flux migratoire reprend massivement.

Deux événements postérieurs allaient, pourtant, affaiblir le processus d'émigration. Les lois d'immigration restrictives édictées par les États-Unis au

---

<sup>26</sup>Voir CANDIDO, Salvatore. *Contributo alla storia delle relazioni fra gli Stati italiani e l'Uruguay dal 1835 al 1860*. Montevideo: Istituto Italiano di Cultura, 1966; CANDIDO, S. *Informes diplomáticos sobre la emancipación latinoamericana en el Reino de Cerdeña (1816-1820)* in *Primer Congreso Internacional Sanmartiano*. Buenos Aires, 1978.

<sup>27</sup>Voir CANDIDO, Salvatore. *Contributo alla storia delle relazioni fra gli Stati italiani e l'Uruguay dal 1835 al 1860*, *op.cit.*

début des années vingt (après le *Licteracy Act* de 1917, paraissent les deux *Percentage Bills* de 1921 et 1924) ; et la nouvelle politique suivie par le gouvernement fasciste à partir de 1927. Considérant dès lors l'émigration comme un dépérissement démographique et même économique, le régime de Mussolini s'efforce d'y mettre fin et de la diriger vers les nouveaux territoires coloniaux<sup>28</sup>.

En ce qui concerne l'Amérique latine, bien que, dès les premières heures, le flux se soit dirigé principalement vers l'Argentine, le Brésil et l'Uruguay, il existait aussi un grand intérêt pour le Chili, le Paraguay, le Pérou, le Venezuela et le Mexique. Pendant la décennie 1870 et la plus grande partie de la décennie 1880, l'Argentine fut la principale zone de réception. A la fin de 1880, avec l'abolition de l'esclavage et l'utilisation massive des travailleurs italiens subventionnés dans les champs du café en expansion dans la province de San Paulo, le Brésil émerge temporairement en tant que point d'arrivée essentiel de l'immigration, et ce, en dépit de l'augmentation constante du flux migratoire en Argentine. Mais les très mauvaises conditions de travail que les Italiens rencontrent dans les *fazendas* de café brésiliennes font qu'en 1902, le gouvernement italien s'oppose aux subventions accordées par le Brésil. C'est le décret Prinetti qui va réduire de moitié le flux italien vers ce dernier pays à cette époque<sup>29</sup>.

---

<sup>28</sup>Pour une analyse 'd'émigration comparée' pour l'Amérique latine voir : KLEIN, Herbert. *A Integração dos imigrantes Italianos no Brasil, na Argentina e Estados Unidos* in *op.cit.*, pp.95-111; GOULD, J.D. *European Intercontinental Emigration, 1918-1914 : patters and causes* in *op.cit.*, pp.593-639; BAILY, Samuel. *The Italians and organized labors in the United States and Argentina, 1880-1910* in *op.cit.*, pp.55-66; NASCIMBENE, Mario. *Storia della popolazione italiana in Argentina. Aspetti comparati con il Brasile e gli USA (1870-1930)* in *Euroamericani : Argentina*, vol.3, Torino, 1987, pp.587-607.

<sup>29</sup>La bibliographie sur l'émigration italienne au Brésil est vaste. Pour les différentes phases du flux d'émigration italien au Brésil, voir: DE ROSA, Luigi. *L'Emigrazione italiana in Brasile: un*

Pour leur part, les habitants des différentes régions italiennes manifestaient quelques préférences en matière de déplacement. Au commencement même de la grande émigration, les Italiens du Nord de la Péninsule penchaient pour l'Argentine et le Brésil ; les Venaissins, quant à eux, inclinaient plutôt pour le Brésil, si bien qu'ils vont finir par constituer environ 30% des émigrés qui allaient dans la patrie brésilienne. Entre 1876 et 1920, sur 1,2 million d'Italiens arrivés au Brésil, on calcule que 365 000 provenaient de la Vénétie<sup>30</sup>.

Déjà en Argentine, les Italiens avaient été le premier grand groupe d'immigrants et avaient pu ainsi établir des normes d'intégration pour les arrivés plus récents. Ils avaient une telle prédominance dans le groupe constitué par les personnes nées à l'extérieur, puisqu'ils représentaient 39 % de ce total, qu'ils constituaient une minorité substantielle – 12 % en 1914 - de l'ensemble de la population résidant en Argentine. Ils avaient fini par se concentrer dans la région

---

*bilancio* in ROSOLI, Gianfausto (ed.) *Emigrazioni europee e popolo brasiliano* in *Atti del Congresso Euro-Brasiliano sulle migrazioni*: Associazione di studi sociali latino-americani. Universidade de São Paulo-Centro Studi Emigrazione, Roma, 1987, pp.153-167. Voir encore entre autres: FRANZINA, Emilio. *La grande emigrazione. L'esodo dei rurali dal Veneto durante il secolo XIX*. Padova: Marsilio, 1976; FRANZINA, E. *Merica! Merica! Emigrazione e colonizzazione nelle lettere dei contadini veneti in America Latina, 1876-1902*. Milano: Feltrinelli, 1979; HALL, Michael. *The origins of mass immigration in Brazil, 1871-1914*. Thèse de Doctorat: Columbia University, 1969; HUTTER, Lucy Maffei. *Imigração italiana em São Paulo (1880-1889): os primeiros contatos do imigrante com o Brasil*. São Paulo: IEB-USP, 1972; HOLLOWAY, Thomas. *Imigrantes para o café*. Rio de Janeiro: Paz e Terra, 1984; MARTINS, José de Souza. *A imigração e a crise do Brasil agrário*. São Paulo: Pioneira, 1973; LOVE, Joseph. *A Locomotiva: São Paulo na federação brasileira, 1889-1937*. Rio de Janeiro: Paz e Terra, 1982; SPINDEL, Cheywa. *Homens e máquinas na transição de uma economia cafeeira*. São Paulo: Paz e Terra, 1980; TRENTO, Angelo. *Là dov'è la raccolta del caffè*. Padova: Antenore, 1984; VANGELISTA, Chiara. *Le braccia per la fazenda. Immigrati e 'caipiras' nella formazione del mercado del lavoro paulista (1850-1930)*. Milano: Franco Angeli, 1982; STOLCKE, Verena. *Cafeicultura: homens, mulheres e capital (1850-1980)*. São Paulo: Brasiliense, 1986; BLAY, Eva A. *Immigrazione europea e borghi operai a San Paolo*. Milano: Franco Angeli, 1987; DE BONI, A. (org.) *A presença italiana no Brasil*. Porto Alegre: Est, 1987, v. I; 1990, v. II; FONDAZIONE Giovanni Agnelli (org.) *La popolazione di origine italiana in Brasile*. Torino, 1987; ISTITUTO Italo-Latino Americano (org.) *Contributo alla storia della presenza italiana in Brasile*. Roma, 1975; MARTINELLI, Franco. *San Paolo: gli italiani. Integrazione sociale e diffusione culturale*. Roma: Bulzoni, 1988;

<sup>30</sup> ALVIM, Zuleika M.F. *Brava gente! Os italianos em São Paulo, 1870-1920*. São Paulo, 1986, p.62.



côtière, laquelle était le centre, soit de l'agriculture commerciale, soit de l'activité industrielle.

Au Brésil, les Italiens correspondaient, en 1920, à 36 % du total des personnes nées à l'extérieur, c'est-à-dire 558.405 individus selon le recensement brésilien, mais étant donné l'énorme quantité de population de ce pays, les Italiens ne représentaient que 1,8 % de la population totale du pays. D'autre part, les Italiens s'étaient surtout établis dans les zones les plus dynamiques du Brésil, les provinces centrales et méridionales. En 1920, environ 70 % des Italiens habitaient la province de San Paulo et ils représentaient 9 % de l'ensemble de la population. Le nombre des Italiens au Brésil était arrivé à 600.000 en 1902, mais était revenu à 435.000 en 1930 et à 325.000 en 1940<sup>31</sup>.

En Uruguay, les Italiens ont joué également un rôle important dans la formation de la population, puisqu' à la fin du 19<sup>ème</sup> siècle, ils constituaient 20 % du total de la population de Montevideo. Entre 1880 et 1930, pour le seul port de Montevideo, sont entrés en Uruguay environ 84.676 Italiens (30,95 %) contre 94.079 Espagnols (34,38 %) et 94.862 (34,67 %) représentants d'autres nationalités<sup>32</sup>. Jusqu'au début du 20<sup>ème</sup> siècle, l'émigration italienne est prédominante en Uruguay, puis elle est dépassée par l'émigration espagnole et, après la Première guerre mondiale, par celle qui arrive d'Europe orientale et du Levant. Au début, en dehors de la capitale uruguayenne, les Italiens se sont établis de préférence dans les départements de Canelones, Colonia, Soriano, San José, Salto et Paysandú, pour se consacrer à l'agriculture. Pourtant, la

---

<sup>31</sup>MORTARA, Giorgio. *A imigração italiana no Brasil e algumas características demográficas do grupo italiano de São Paulo* in *Revista Brasileira de Estatística*, 11(42), 1950, pp.323-336.

<sup>32</sup>MAROCCHO, Gianni. *Sull'altra sponda del Plata*, op. cit., p.44.

persistance, derrière une certaine modernisation de la structure productive agricole, de la structure latifundiaire a déplacé le flux vers Montevideo<sup>33</sup>.

Cette ville, à partir de la dernière décennie du 19<sup>ème</sup> siècle, a constitué le principal pôle d'attraction. La faiblesse industrielle, le marché interne restreint, le manque d'une politique dynamique, tous ces facteurs ont provoqué la précoce saturation d'une grande émigration spontanée en Uruguay. Et, dans ce dernier pays, les Italiens sur place se sont consacrés surtout à l'industrie et au commerce<sup>34</sup>. L'Italien Corrado Zoli qui avait parcouru l'Argentine, le Brésil, le Paraguay et l'Uruguay, entre août 1921 et août 1922, décrit la situation de la communauté italienne dans ce pays et souligne qu'elle lui a fait très bonne impression :

“L'émigration italienne est ici beaucoup moins nombreuse qu'en Argentine ou au Brésil. On m'a assuré que les Italiens qui habitent à Montevideo ne sont pas plus de 250 000 et qu'un peu plus sont éparpillés dans

---

<sup>33</sup>Sur l'émigration italienne en Uruguay, voir parmi d'autres: RIAL, Juan et FILGUEIRA, Carlos. *Gli immigrati italiani nella costruzione del 'Welfare State' in Uruguay all'inizio del secolo* in BEZZA, Bruno (ed.). *Gli Italiani Fuori d'Italia: gli emigranti italiani nei movimenti operai dei paesi di adozione, 1880-1940*. Atti del Convegno organizzato della Fondazione G. Brondolini (Milano 18-20 marzo 1982), Milano: Angeli, 1986, pp.477-529; ODDONE, Juan Antonio. *La emigración europea al Rio de la Plata*. Montevideo, 1966; ODDONE, J.A. *La formación del Uruguay moderno. La inmigración y el desarrollo económico-social*. Buenos Aires: Eudeba, 1966; DEVOTO, Fernando. *Un caso di migrazione precoce. Gli italiani in Uruguay nel secolo XIX* in DEVOTO, Fernando; CAMOU Maria; PELLEGRINO, Adela et alli. *L'emigrazione italiana e la formazione dell'Uruguay moderno*. Torino: Giovanni Agnelli, 1993, pp.01-36; ODDONE, J.A. *La politica e le immagini dell'immigrazione italiana in Uruguay, 1830-1930* in DEVOTO, Fernando; CAMOU Maria; PELLEGRINO, Adela et alli, *op.cit.*, pp.77-119; ODDONE, J.A. *Una perspectiva europea del Uruguay. Los informes diplomáticos y consulares italianos, 1862-1914*. Montevideo: Facultad de Humanidades y Ciencias, 1965; VILLAMIL, R.S. et SAPRIZA, G. *La inmigración europea en el Uruguay. Los italianos*. Montevideo: Ediciones de la Banda Oriental, 1982.

<sup>34</sup>D'après des informations divulguées en 1928 par la Légation italienne en Uruguay : "La population de la République d'Uruguay est de 1,5 millions d'habitantes, les Italiens sont 60 mille et la moitié réside à Montevideo, où ils ont une très bonne position sociale. Désormais, l'émigration vers ce pays est virtuellement et spontanément finie. Les Italiens sur place sont des émigrés anciens, et leurs fils, dont beaucoup ont pris la citoyenneté uruguayenne, n'ont pas

tout le reste de la République. En outre, il s'agit d'un courant d'émigration très ancien qui est quasiment arrêté depuis fort longtemps. Aujourd'hui, cette émigration italienne de Montevideo s'est généralement haussée bien au-dessus de sa condition d'origine, plusieurs ont obtenu une situation financière enviable et la grande majorité vit dans l'aisance et le confort<sup>35</sup>."

Au Chili, le flux de l'émigration italienne fut marginal si on le compare à celui de l'Argentine et du Brésil. Dans le recensement officiel de 1907, la colonie italienne, sans compter ses fils, qui étaient considérés comme Chiliens, se plaçait juste après la colonie espagnole, en tant que communauté étrangère la plus importante. Pourtant, vu l'importance de la population chilienne, elle semblait être immergée. Les étrangers résidant au Chili en 1907 étaient au nombre de 134.126 habitants ; les Italiens étant au nombre de 13.023<sup>36</sup>. L'arrivée des Italiens au Chili démarre surtout à partir de 1865-1866, moment où ils sont environ 3 000, concentrés dans les centres urbains où ils se consacrent au commerce de produits alimentaires et au transport de cabotage. La colonie était plutôt aisée, et une *Società italiana di beneficenza*, ainsi qu'une *Compagnia dei pompieri* avaient déjà été fondés en 1856.

---

perdu pour cette raison la citoyenneté italienne." Publié in *Le Vie d'Italia e dell'America Latina*, n°12, déc.1928, p.1364.

<sup>35</sup>ZOLI, Corrado. *Sud-America : note ed impressioni di viaggio*. Roma: Sindacato Italiano Arti Grafiche, 1927, pp.74-75. Zoli avait publié ses notes de voyage seulement en 1927, parce qu'il jugeait que finalement, à cette date, les espoirs, pour la *Madre Patria*, de retrouver et de récupérer la loyauté et la *latinità* de ces concitoyens partis, étaient de plus en plus de l'ordre du vraisemblable. "Aujourd'hui où ce rêve se fait une réalité - l'éclatante et solide réalité de cette Italie sauvée et régénérée par le Fascisme - je n'hésite pas, écrit-il, à publier mes vieilles notes de voyage." (*Id.ib.*, p.01)

<sup>36</sup>DÍAZ, Carlos et CANCELO, Fredy. *Italianos en Chile: breve historia de una inmigración*. Santiago : Documentas, 1988, pp.117-118.

En 1882, le gouvernement chilien ouvre un Office d'immigration en Europe. Son intention est de faire connaître les potentialités que le Chili pouvait offrir aux candidats à l'émigration et ainsi recruter de la main-d'œuvre. Cependant, les difficiles conditions de travail qui étaient celles du secteur de l'extraction du salpêtre, le climat désertique du Nord du pays, les salaires peu attractifs et le manque de transport maritime direct vers le Chili n'ont pas contribué à y stimuler l'émigration qui n'a pas dépassé le volume ordinaire. Au Chili donc, au contraire de l'Argentine, l'immigration ne fut jamais une donnée décisive dans l'accroissement de la population. Etant donné ces obstacles intrinsèques, les Italiens, pour la plupart des Liguriens, ont été pour ainsi dire, naturellement sélectionnés. Ils se sont installés notamment, dans les principaux ports chiliens, comme Valparaiso et Santiago. Et on assiste à la constitution d'une colonie de travailleurs indépendants. Les 'chaînes migratoires' familiales et paysannes se sont chargées d'augmenter cet embryon de population<sup>37</sup>.

En 1902, le gouvernement italien, prenant en compte la présence de ses concitoyens au Chili, fait passer son consulat à la catégorie de Légation. Le Chili crée également une Légation diplomatique à Rome. Somme toute, au long des décennies a émigré au pays chilien une population italienne variée, appartenant à diverses couches sociales, médecins, artisans, artistes. Plusieurs émigrés italiens ont installé de petites boutiques de commerce et d'artisanat. Les Italiens ont également contribué au développement industriel du pays, surtout dans le domaine des industries textiles et alimentaires. Les associations italiennes se

---

<sup>37</sup>FAVERO, Luigi. *Emigrazione spontanea o assistita? Un vecchio dilemma riproposto dagli insediamenti agricoli italiani in Cile* in FAVERO, Luigi ; STABILI, Maria Rosaria ; MEZA, René Salinas ed alli. *Il contributo italiano allo sviluppo del Cile*. Torino: Giovanni Agnelli, 1993, pp. 1-24.

sont multipliées ; nombreuses furent les *Società de Mutuo Soccorso*, les comités de la société Dante Alighieri, les écoles italiennes.

Le premier essai d'émigration agricole organisée vers le Chili par le gouvernement italien a lieu en 1903 et concerne la province de Malleco, à 600 Km au sud de la capitale Santiago. S'y rassemblent 23 familles, représentant un total de 135 personnes. Cette colonie fut baptisée *Nuova Italia*. Les problèmes émergent aussitôt : basse fécondité des terrains offerts aux colons ; fortes préoccupations des colons à propos de la somme due à la société de colonisation ; indétermination des démarcations qui délimitent les différentes étendues de terre ; isolement de la colonie ; présence hostile des indigènes *araucani*. Lors du 'Premier congrès des *Italiani all'estero*', tenu à Rome en 1908, les faibles résultats de la *Nuova Italia* furent utilisés pour déconseiller de nouveaux flux d'émigration au Chili. Ce qui explique que, malgré les dispositions prises par le gouvernement chilien pour accroître l'arrivée d'étrangers, mille Italiens seulement entrent au Chili entre 1905 et 1909<sup>38</sup>.

Prenant la parole pendant les années vingt, à l'heure où le régime fasciste gouverne l'Italie, le chargé d'Affaires commerciales auprès de la représentation diplomatique italienne au Chili, Tommaso Mancini, fait un compte rendu de la situation de la communauté italienne sur place. Avant tout, il reprend la conception selon laquelle la venue d'étrangers dans les pays d'Amérique latine ne constituait pas seulement une nécessité économique locale, mais était une

---

<sup>38</sup>SALVETTI, Patrizia. *L'emigrazione italiana in Cile: le fonti in Italia* in *Id.Ib.*, pp. 384 à 396. Dans les années vingt, quelques visiteurs italiens ont jugé très positive cette expérience de colonisation. Tommaso MANCINI (*L'Italia e il problema della immigrazione in Cile* in MANCINI, T., *op.cit.*, p.143) s'enthousiasme: "L'unique expérience rationnelle de colonisation italienne au Chili, même si elle a comporté de nombreuses difficultés qui l'ont entravée et limitée dès le départ, constitue aujourd'hui un monument de l'infatigable et intelligent dynamisme italien. C'est

question politique vitale puisque ce qui était en jeu, c'était la formation même de la nation et de la 'race'. Pour Mancini, il s'agissait justement de déterminer ce qu'il pensait être la préférence visible de ces gouvernements latino-américains, à savoir une émigration de 'races homogènes', du même groupe ethnique, de façon à ce que l'influence sur le caractère national ne devienne pas trop sensible et qu'ainsi l'œuvre d'assimilation puisse se poursuivre facilement à travers la descendance.

C'est la raison pour laquelle ces pays avaient essayé de créer de bonnes conditions pour la fixation au sol de cette force de travail et l'insertion dans l'économie interne. L'auteur classe justement dans cette grille l'Argentine, l'Uruguay et les provinces méridionales du Brésil. L'Argentine, par exemple, affirme Mancini, " fut, parmi tous ces pays, la première nation à comprendre cette essentielle nécessité et a, à travers une sage politique d'immigration, offert sa terre aux travailleurs européens, aux Italiens notamment. Les terres que cette nation a fournies sont aujourd'hui des champs féconds d'activité, dont le produit final revient au pays, nourrissant la machine étatique et accroissant sans cesse la richesse nationale<sup>39</sup>."

En dehors du gain de productivité, ce que Mancini considère comme le plus fondamental c'est "l'amélioration évidente du caractère national" qui provient du "mélange de races similaires." Et c'est là la meilleure contribution de l'Italie à l'œuvre "de civilisation du Continent latin et du progrès latino-

---

la colonie *Nueva Italia*, fondée sur la base de la petite propriété. En la visitant, je me suis senti en Italie."

<sup>39</sup>Tommaso MANCINI. *L'Italia e il problema della immigrazione in Cile* in MANCINI, T., *id. ib.*, p.136

américain<sup>40</sup>”. Devant ces circonstances assez bénéfiques, le Chili, argumente le chargé d’Affaires commerciales, devait agir davantage en faveur d’une émigration européenne dans son territoire, surtout dans un moment où les déplacements allaient être facilités par le canal du Panama. Une fois de plus, par suite d’un degré de mortalité élevé, la population chilienne restait, depuis des années déjà, stationnaire. Le Chili devrait suivre l’exemple du Pérou qui préparait un vaste plan de colonisation de son versant amazonien, en promouvant “l’européanisation de sa race<sup>41</sup>”.

En tout cas, dit Mancini, le Chili ne devait pas faire venir des étrangers pour les faire travailler dans le secteur d’extraction du salpêtre, un travail très dur et difficile où l’ouvrier chilien était irremplaçable, ni dans le secteur des manufactures, de trop récente création pour absorber un grand flux d’immigration. Il restait alors l’agriculture et la mise en valeur de son riche et vaste territoire agricole, idéal pour la fixation européenne, étant donné que “le Chilien, par son caractère nomade, son inconstance, son manque de prévoyance et d’économie, n’était généralement pas adapté à une entreprise de cet ordre<sup>42</sup>.” Finalement, la revue *Le Vie d’Italia e dell’America Latina* donne, en 1928, une dimension de ce que représente la communauté italienne au Chili :

«L’œuvre réalisée par nos concitoyens résidant au Chili est importante, surtout en raison des différentes initiatives adoptées en faveur de toute la colonie. Quelques chiffres seront suffisants pour nous en donner une idée sommaire : 43 associations de *Beneficenza*, 30 écoles (comptant environ 5000

---

<sup>40</sup>*Id. Ib.*, p. 137.

<sup>41</sup>*Id. Ib.*, p. 140.

élèves), 6 hôpitaux, 9 fasci, 30 associations ( culturelles, récréatives et sportives)<sup>43</sup>.”

Au Pérou, en revanche, l'émigration italienne a dépendu, avant tout, d'initiatives individuelles et spontanées. Jusqu'en 1850, sont arrivées environ 2000 personnes ; entre 1850 et 1890, profitant d'une économie en expansion liée au nitrate et au guano, le nombre des entrées a triplé<sup>44</sup>. A cette époque, en vérité, le Pérou a l'habitude de faire venir des coolies chinois pour les employer dans les tâches les plus lourdes ; environ 90 000 coolies sont venus dans le pays entre 1850 et 1875. A partir de 1889, ce seront plutôt les Japonais qui vont fournir des contingents de main-d'œuvre. La concurrence de ces ouvriers bon marché gêne les Italiens dans la recherche du travail<sup>45</sup>. La crise du secteur du nitrate et la guerre du Pacifique entre le Chili et Pérou (1879-1893) découragent également l'émigration<sup>46</sup>. Elle reprend après la guerre du Pacifique, dans les années de reconstruction. Au siècle suivant, en 1906, la présence italienne arrive à son plus grand nombre, environ 13 000 ressortissants ; mais en 1927, le Pérou n'en compte qu'environ 8 000<sup>47</sup>.

En dépit de leur nombre réduit, les Italiens arrivent à constituer la plus grande communauté européenne au Pérou, et par rapport à l'ensemble des émigrés italiens en Amérique latine, le groupe qui a le mieux réussi

<sup>42</sup>*Id. Ib.*, p.141.

<sup>43</sup>Chile in *Le Vie d'Italia e dell'America Latina*, n°7, juillet 1928, p.900.

<sup>44</sup>BONFIGLIO, Giovanni. *La presenza italiana in Peru, una prospettiva storica* in *Altreltalie*, 16, juin-déc. 1997, pp.26-35.

<sup>45</sup>PARIS, Robert. *L'Italia fuori d'Italia* in *Storia d'Italia: dall'unità a oggi*. 3éd., vol.4, T.I. Torino: Einaudi, 1975, p.600.

<sup>46</sup>ALBONICO, Aldo et ROSOLI, Gianfausto. *Italia y America*. Madrid: Mapfre, 1994, p.377.

<sup>47</sup>CICCARELLI, Orazio. *Fascist Propaganda and the Italian Community in Peru during the Benevides Regime, 1933-39* in *Journal of Latin American Studies*, vol.20, part.2, nov. 1988, p.371.



économiquement et socialement et bénéficie de la plus complète intégration. Ce fait leur donne une certaine importance nationale. Ils sont surtout venus de Ligurie, environ 70 %, et sont, en général, liés au commerce, mais forment aussi une bourgeoisie maritime ; plusieurs dotés d'un esprit d'entreprise, possèdent un certain capital et ont des contacts au Pérou. Ils se sont concentrés dans les zones urbaines, à Lima et dans la province de Lima et ont, en grande partie, pris le contrôle de secteurs comme les textiles, la banque, les assurances et les manufactures. Ils arrivent à détenir presque le monopole de la production de vins et de liqueurs. Par contre, ils sont peu présents dans les secteurs agricoles et dans celui des minerais<sup>48</sup>.

La bonne intégration des communautés italiennes dans la société péruvienne, la distance de la *Madre Patria* et le petit nombre des nouveaux émigrés ont contribué à la détérioration de leur intégrité culturelle et linguistique, malgré les écoles et les nombreuses associations maintenues par la communauté. Ils avaient constitué, en effet, divers centres, de la *Società de Beneficenza*, née à Lima et à Calao en 1862, jusqu'à la Compagnie de pompiers, les clubs, les organisations scolaires, les organes de presse. Le premier hôpital, le Vittorio Emanuele II, a surgi en 1894 et le Club italien est fondé en 1888<sup>49</sup>.

---

<sup>48</sup>La prospérité de la communauté italienne au Pérou était un motif d'orgueil pour les Italiens venus en Amérique latine pour prendre connaissance de la situation générale de ces communautés, à l'instar de Tommaso Mancini (*op.cit*,p.43) qui écrit en 1924: "A Lima, une petite communauté de quelques milliers Italiens a réussi à recueillir les moyens d'installer une puissante société électrique qui fournit la lumière et l'énergie à l'industrie et au secteur du transport, employant dans ses importants établissements des machines et des matériaux exclusivement italiens." Ou encore, selon Ruffillio Agnoli (*Gli Italiani nel Perù* in *Rivista d'Italia e d'America*,anno IV,juin 1926,p.71):"La colonie italienne au Pérou constitue un groupe exemplaire par la diligence du propos, la fécondité du travail, le patriotisme illuminé et fidèle."

<sup>49</sup>WORRAL,J.E.*Growth and assimilation of the Italian Colony in Peru:1860-1914* in *Studi Emigrazione*,n°41,1976,pp.41-60;

A propos de la Colombie, le journal italien *Corriere Italiano* affirme en 1924 que réside en ce pays environ un millier d'Italiens qui ont édité une revue locale nommée *L'Italia Nova* et fondé quelques cercles associatifs. Ces Italiens seraient, presque tous, liés au commerce de gros, vu que les autres possibilités de travail semblent assez difficile, le pays manquant de voies de communications et d'industries. Quelques Italiens avaient commencé à développer sur place de petites industries et le cinéma était aux mains des frères Di Domenico, des Napolitains qui y avaient fait fortune. Le journal demande une plus grande attention de la part du *Commissariato dell'Emigrazione*, car la Colombie possède d'immenses richesses méconnues et des terrains très fertiles. En tout cas, conseille le *Corriere Italiano*, pour faire une œuvre de colonisation en ce pays latino-américain, il faudrait que les émigrés soient pourvus en moyens de survie par une action rationnelle et consciente de l'Etat italien<sup>50</sup>.

L'Italien Giulio Borghi, publie en 1927 un ouvrage sur la Colombie, sous les auspices de l'Institut Christophe Colomb, lequel voulait réaliser une collection de traités portant sur les pays d'Amérique latine. Dans son travail, Borghi va confirmer la présence d'approximativement mille Italiens dans la nation colombienne. Il explicite également quelles seraient les raisons pour lesquelles l'Amérique du Sud pourrait être un vrai foyer de *latinità* :

“Trois siècles de domination espagnole et de pénétration de l'Eglise de Rome, un siècle de suggestion politique française font de l'Amérique du Sud un continent latin. Il s'agit, il est vrai, d'une *latinità* affaiblie et illégitime : les

---

<sup>50</sup>L'America vedute e vissuta in *Corriere Italiano*, n°37, 13 sept. 1924, p.02.

caractères fondamentaux de notre race n'y apparaissent guère dotés de cette intériorité profonde et pensive(...)Mais le sentiment de la race reste toujours la meilleure défense de l'Amérique latine contre la menace du Nord (États-Unis), de l'Ouest (Japon) et de l'Est de l'avant-guerre (Allemagne) <sup>51</sup>”.

Les étrangers les plus nombreux en Colombie sont plutôt les Anglais et les Nord-Américains, poursuit l'auteur ; tandis que la France, plus encore que l'Espagne, maintient une indubitable suprématie morale. Les Italiens eux, après la Première guerre et selon les statistiques du recensement des *Italiani all'estero* parvenues au *Commissariato dell'Emigrazione*, expose Borghi, représentent, par circonscription territoriale : 400 personnes dans le district de Bogota ; environ 400 dans celui de Barranquilla ; 150 à S. José di Cuenta. On signale une *Fratellanza* italienne à Bogota et un club italien à Barranquilla<sup>52</sup>.

Cette petite communauté, pourtant, s'était acquis une position phare dans le commerce et l'industrie, et des personnages s'étaient particulièrement distingués : Vedovelli qui avait commencé, en 1892, la colonisation et l'exploitation de deux millions de perches carrées dans le district de Santa Marta ; Mainiero di Pietra, un Ligurien qui était un des plus grands fermiers de Cartagena ; Cantini di Lucca qui avait construit le théâtre Cólón à Bogota, parmi

---

<sup>51</sup>BORGHI, Giulio. *Colombia: notizie storiche, politica, economiche*. Rome: Instituto Cristoforo Colombo, 1927, p.13. Borghi fait l'éloge de l'Institut C. Colomb en faisant référence aux propositions italiennes concernant l'Amérique latine: "L'Italie possède un Institut qui offre un siège naturel et fécond, un organe qui fait autorité en matière de diffusion et de présentation de la compétence de l'Amérique latine: l' *Istituto Colombo*, dont la présente étude a voulu être une première preuve, modeste mais tangible, de son intérêt pour la Colombie. L'Institut se propose de reprendre la tradition dispersée de la culture hispano-portugaise et de nous faire parvenir une connaissance moins superficielle et moins confuse du monde latino-américain, avec un regard particulier tourné vers les intérêts de notre pays, nous affranchissant ainsi de la manière d'observer française, anglaise ou allemande, à travers laquelle nous avons jusqu'à présent analysé les Amériques." *Id. ib.*, pp.141-142.

d'autres. Cependant, Borghi, ne recommande d'envoyer en Colombie pas une émigration agricole qui ne disposerait pas d'un nécessaire apport en capital financier. Par contre, une main-d'œuvre qualifiée, comme celle des professionnels libéraux, pourrait y trouver un travail sûr.

L'auteur soutient, dans ce scénario, l'inévitable nécessité d'une entente non seulement avec la Colombie, mais avec l'Amérique latine tout entière, puisque les Italiens continuaient à quitter leur pays pour s'installer sur ce continent. Borghi atteste que les Italiens ne s'adaptent plus à n'importe quelle condition, puisqu'ils sont heureusement soutenus, dans le moment présent, par le gouvernement de la Péninsule. Celui-ci défend en effet la dignité individuelle et nationale, en concluant des traités de travail et en veillant à ce qu'ils soient compris. Ensuite, le chroniqueur italien esquisse ce qui, pour lui, serait la manière la plus convenable d'organiser le départ des citoyens italiens :

“L'idéal serait de pouvoir envoyer à nos Colonies territoriales les travailleurs manuels, et à l'extérieur les travailleurs intellectuels, pour qu'ils puissent y diffuser notre culture et notre puissance ; aller chez les autres non comme des serviteurs, mais comme des égaux, à l'instar des Anglais. Mais, étant donné que l'émigration générale sera encore pendant quelques temps un mal inévitable, et étant donné que nos Colonies ne sont pas encore en mesure de l'assimiler en entier, comme elles devront le faire dans un futur proche, il est plus indiqué pour notre émigration d'aller sur le sol latin<sup>53</sup>.”

---

<sup>52</sup>*Id. ib.*, p. 107.

<sup>53</sup>*Id. ib.*, p. 134.

L'Italien Riccardo Riccardi, qui écrit lui aussi à la demande de l'Institut Christophe Colomb, publie en 1928, un ouvrage sur l'Équateur. Il précise que, pour l'année 1919, les Italiens en Équateur étaient au nombre de 320, mais que, grâce aux meilleures relations établies entre la Péninsule et le pays équatorien, ils étaient déjà 1250 à ce jour et habitaient presque exclusivement à Guayaquil et à Quito. L'auteur souligne la présence d'une majorité de Liguriens qui avaient fondé en 1882 une première *Società di mutuo soccorso* à Guayaquil<sup>54</sup>.

Finalement, afin de promouvoir l'arrivée des nouveaux venus au pays, le gouvernement équatorien émet en 1927 un décret pour régulariser et donner plus de garanties aux immigrants de n'importe quelle nation. Y figuraient les clauses suivantes : les immigrants auront droit à être hébergés et nourris dans la 'Maison des Immigrants' pendant un mois ; il sera offert aux immigrants une subvention mensuelle pendant une période maximum d'une année et pendant une période minimum de six mois ; tous les hommes et les femmes d'un âge supérieur à dix-huit ans auront le droit d'acheter jusqu'à 50 hectares de terrain ; les outils de travail et les semences seront vendus par le gouvernement avec un paiement fractionné en trois mois et à un prix de 10 % inférieur à celui pratiqué par le marché<sup>55</sup>.

En ce qui concerne le Paraguay<sup>56</sup>, le prêtre salésien Riccardo Pittini écrit, en 1925, dans la revue *Le Vie d'Italia e dell'America Latina* :

---

<sup>54</sup>RICCARDI, Riccardo. *Equador: condizioni naturali ed economiche, cenni storici e culturali*. Istituto Cristoforo Colombo. Roma, 1928, pp.66-67.

<sup>55</sup>*Equador* in *Le Vie d'Italia e dell'America Latina*, n°7, juillet 1927, p.858.

<sup>56</sup>Sur l'émigration italienne au Paraguay, voir: *El Bosque de la memoria – la comunidad italiana en el Paraguay*. Assunción, 1993.

“Pendant qu’en Italie on étudie toutes les voies par lesquelles conduire l’excès de population dans les meilleures régions de cette jeune Amérique, chaque nouvelle capable de nous offrir un nouveau rayon de soleil doit nous intéresser. Venons-en au Paraguay<sup>57</sup>.”

Pittini comptabilise l’existence d’environ trois mille Italiens résidant au Paraguay<sup>58</sup> et déplore le manque d’intérêt général dont on fait preuve en Italie à propos de ce pays, en dépit de ses possibilités variées. Il va, pourtant, donner une explication à ce manque d’information. Tout d’abord, la position géographique du pays, privé de débouché sur la mer, enfermé entre des pays dotés de formidables richesses naturelles, comme le Brésil et l’Argentine. Le Paraguay voyait en conséquence les flux d’émigration dévier. Ensuite, l’instabilité politique, marquée par de trop fréquentes rébellions et guerres civiles, avec leurs effets calamiteux sur l’économie. Enfin, l’indifférence publique et privée interne, compte tenu d’une certaine exception au bénéfice des derniers gouvernements, à l’égard du problème de l’immigration, alors qu’était mise en place, dans les pays limitrophes, une vaste action visant à attirer des populations étrangères .

Le prêtre salésien attire l’attention sur la région orientale de la rivière *Paraguay*, dont la nature fournissait toutes les conditions d’une vie productive et agréable, avec d’immenses forêts et de riches cultures, comme le tabac, la canne à sucre, le riz, le café, le maïs, les patates douces, les fruits, sans

---

<sup>57</sup>PITTINI, Ricardo. *Le Possibilità per il lavoro italiano nel Paraguay* in *Le Vie d’Italia e dell’ America Latina*, n°12, déc. 1925, p. 1381.

compter l'élevage et l'industrie du bois. Pittini propose à la fin de son exposé la venue de familles italiennes qui devraient cependant et impérativement recevoir une subvention de l'Etat italien.

Dans son voyage outre-mer, effectué entre 1921 et 1922, Corrado Zoli avait observé la destinée de la communauté italienne au Paraguay. Il précise qu'il s'agit d'une colonie ancienne, qui n'avait ni grandi, ni ne s'était renouvelée au long des années. Il affirme que les Italiens sur place en 1900 étaient environ 10 000, mais que les difficiles conditions du pays, bouleversements politiques, révolutions, coups d'Etats et, en conséquence, l'instabilité politique, la dévaluation de la monnaie et tous les dommages et inconvénients subséquents avaient provoqué le départ du pays. Non pas pour retourner dans la patrie d'origine, mais plutôt pour chercher un emploi dans les nations voisines.

Zoli commente le grand isolement du Paraguay et celui des Italiens, eux-mêmes, éloignés de toute marque de civilisation et de vie européenne, les visiteurs étrangers étant peu nombreux à circuler dans ces parages. Il constate également que, même si la communauté italienne était relativement prospère, vu les conditions générales internes de ce pays pauvre, elle était de loin la plus dépourvue du continent. Il existait néanmoins un *Circolo Italiano*, une *Società Italiana di S.M.* et une école élémentaire appelée Regina Elena, institutions bien implantées et appréciées par la communauté italienne. Au niveau commercial, Zoli avait rencontré des Italiens propriétaires des deux principales fabriques de

---

<sup>58</sup>Donnée confirmée par Corrado Zoli (*op.cit.*, pp.327-328) : "le Paraguay possède, en ce moment, à peu près un million d'habitants (...) au milieu de cette population, les Italiens sont seulement 3 000, dont les deux tiers se concentrent dans la capitale."

bière et d'autres exportateurs de bois. Les autres Italiens étaient surtout des artisans, des petits commerçants, des employés<sup>59</sup>.

En fait, il semble que, pendant les années vingt, les intérêts mutuels se soient éveillés et qu'on se soit intéressé au projet d'un flux d'émigration italienne au Paraguay. Lorsque les représentants paraguayens s'efforcent de faire connaître les 'qualités' de leur République dans la Péninsule, le *Sindacato Italiano de Colonizzazione* envoie, en 1925, l'ingénieur Basseggio étudier le pays et lui demande de donner son avis sur les capacités réelles du Paraguay et la possibilité qu'y soient reçus des Italiens. Par suite, Bessaggio, rendant visite au Président paraguayen, Ayala, communique son opinion positive sur la question, fait qui est très bien reçu dans ce pays<sup>60</sup>.

Le chargé d'Affaire paraguayen, Justo Pastor Benítez, pour sa part, saluant la sortie du premier numéro de la revue italienne *Colombo*, fait dans ses pages l'apologie de la présence italienne au Paraguay :

“Après la malheureuse guerre qui a dévasté notre pays (1864-70), l'émigré italien fut un des principaux facteurs de notre reconstruction. De la glorieuse péninsule italienne, nous avons reçu le sang pur des masses travailleuses en général et notamment des agriculteurs ; et nous avons reçu également de la péninsule le sang de l'esprit, avec sa science, avec ses

---

<sup>59</sup>ZOLI, Corrado, *op. cit.*, pp.327 à 331.

<sup>60</sup>Voir l'article du consul général du Paraguay à Naples: COPPIN, C. *La Republica del Paraguay in Rivista d'Italia e d'America*, anno IV, juillet-août 1926, p.30, et aussi l'article *Paraguay in Le Vie d'Italie e dell'America Latina*, n°10, oct. 1925, p.1362.



œuvres et avec l'apport des professionnels qui se sont incorporés à tous les domaines de l'activité intellectuelle<sup>61</sup>.”

Il est vrai qu'a déjà eu lieu un premier essai peu profitable qui s'est traduit par la création de la colonie *Trinacria*, promue en 1898 par l'entreprise privée intitulée 'Société colonisatrice italo-américaine'. Le directeur de l'Office *Tierras y colonias*, le Paraguayen Genaro Romero, vient à son secours pour expliquer la faillite de l'expérience, qu'il juge en outre n'être qu'un revers partiel. Il rappelle : “Il ne s'est pas passé beaucoup de temps avant que ne surgissent des discordes entre les individus venus pour exploiter les terrains accordés, lesquels ont bientôt rebroussé chemin. Quelques-uns, parce qu'ils n'ont pas réussi à faire fortune immédiatement ; d'autres, parce qu'ils ne voulaient pas se soumettre aux règlements<sup>62</sup>.” Pourtant, réitère Romero, le petit nombre qui est resté a finalement connu le succès après quelque années d'efforts.

Le consul paraguayen à Gênes, Giuseppe Ansaldo, étaye, au début de 1927, le souhait de la République latino-américaine de promouvoir son peuplement : “Le gouvernement du Paraguay a fortement l'intention de faciliter l'émigration européenne ; il ne veut ni limiter l'entrée ni aggraver les taxations ou impositions pour les étrangers qui ont un programme permettant d'améliorer l'industrie, de travailler la terre, de créer un commerce ou qui désirent se consacrer à l'exercice de professions libérales<sup>63</sup>”. Ansaldo cependant, admet que le Paraguay ne peut fournir, à l'exemple d'autres pays d'Amérique du Sud,

---

<sup>61</sup>BENÍTEZ, Pastor Justo. *Amicizia italo-paraguaya in Colombo*, fasc. I, juin 1926, p.98.

<sup>62</sup>Cité par COPPIN, C. *La Repubblica del Paraguay*, op.cit., pp.30-31.

<sup>63</sup>ANSALDO, Giuseppe. *Il Paraguay come paese d'immigrazione in Colombo*, fasc. II, mars 1927, p.113.

des outils, des aides pécuniaire ou un abri ; et, en conséquence, le consul partage l'idée que les candidats devront disposer d'un capital initial.

Grâce à la coordination entre les deux pays, est fondé à la fin de 1929, le *Comitato per lo sviluppo delle relazioni culturali e commerciali fra il Paraguay e l'Italia* qui siège dans la capitale Asunción, où sont présentes "les plus grandes personnalités de la politique et de la culture du Paraguay, ainsi que les personnalités les plus considérables de la collectivité italienne<sup>64</sup>." Le *Comitato* voulait placer dans un circuit commercial, les personnes ou entreprises intéressées soit par la production italienne, soit par la production paraguayenne. La nouvelle initiative avait également pour objectif "de montrer aux classes dirigeantes du Paraguay que l'Italie est désormais une grande nation, éloignée de l'image de cette foule d'humbles et d'humiliés qui, en de tristes temps, émigrait dans les terres d'Amérique<sup>65</sup>."

### **3 - Les effets de la Première Guerre mondiale : les marchés latino-américains :**

Le Premier conflit mondial aura de nombreuses conséquences pour la croissance économique du continent latino-américain. Plusieurs éléments entrent en ligne de compte qui modifient le fonctionnement des rouages du système. D'abord l'essor du secteur industriel qui va se substituer aux importations. Ce secteur connaît une poussée continue dans les années vingt

---

<sup>64</sup> *L'Italia, il Chile e il Paraguay* in *Le Vie d'Italia e dell'America Latina*, n°5, mai 1930, p.558.

<sup>65</sup> *Id. Ib.*

car l'Europe, en reconstruction, ne peut plus satisfaire les demandes de produits manufacturés (métallurgie, textiles, industries chimiques, produits de luxe). L'économie primaire exportatrice connaît aussi un 'boom' certain avec l'entrée dans le clan des alliés des démocraties 'latines' d'Amérique : la viande et les céréales, les matières premières et les métaux (pétrole, caoutchouc, cuivre, étain), véritables nerfs de la guerre et de la reconstruction, font défaut à une Europe en proie à une révolution de la consommation<sup>66</sup>.

Au cours des années vingt, l'entrée des capitaux européens avait accusé une augmentation sensible sur le continent latino-américain, bien que modeste si l'on se réfère à l'avant-guerre et surtout par rapport à la montée de ceux en provenance des États-Unis. Les ruptures occasionnées par la guerre avaient rendu plus difficile le maintien des échanges commerciaux entre l'Amérique latine et l'Europe. La France, par exemple, touchée par l'après-guerre ne fait qu'accroître son recul sur le marché latino-américain. Elle n'est guère mieux partagée avec les 619 millions de dollars d'investissements qu'elle réussit à conserver en Amérique latine avant la crise, contre plus d'un milliard à la veille de la guerre de 1914. C'est que sa victoire militaire s'est accompagnée de graves difficultés financières et d'une crise monétaire : tout cela provoque la liquidation d'avoirs à l'étranger, des rapatriements de capitaux. Il y a aussi le repli sur soi et sur l'exploitation de l'empire pour la fourniture des produits du secteur primaire qui avait initialement motivé l'intérêt pour l'Amérique latine. Il y a enfin le remboursement par les pays latino-américains des emprunts français,

---

<sup>66</sup>Pour le processus d'industrialisation et le remplacement des importations' au Brésil voir : PELAEZ, Carlos. *História da industrialização brasileira*. Rio de Janeiro, 1972; pour le même processus en Argentine voir : VILLANUEVA, Javier. *El origen de la industrialización argentina in Desarrollo Economico*, vol. 12, n° 47, oct.-déc. 1972.

ce qui aggrave la régression de Paris dont la position était forte dans les investissements de portefeuille, vu la prédilection du marché financier français pour les fonds d'état. Toutefois, si elle recule sensiblement en Argentine, elle se maintient moins mal au Brésil.

Enfin, l'œuvre de reconstruction, le rapatriement des capitaux, la crise économique de 1929 achèvent de ruiner toute espérance de voir l'économie française jouer un rôle de premier plan dans cette partie du monde durant l'entre-deux-guerres. Privée de colonies massives et influentes, incapable d'atteindre une position économique et financière dominante, la France, forte du rayonnement de sa production intellectuelle et artistique, occupe cependant, à la faveur du grand mouvement de circulation des idées, une toute première place à l'intérieur de l'aire latino-américaine.

L'Angleterre arrive à mieux surmonter les effets de la Première Guerre, mais sa position relative se dégrade. Elle redistribue ses capitaux en les concentrant davantage sur une zone géographique qui comprend surtout l'Argentine et le Brésil: Elle parvient à accroître le total du montant brut de ses investissements qui passe de 756,6 millions de livres sterling à 832 millions de 1913 à 1930. Mais, entre les deux pays latino-américains, l'Angleterre ne fait d'exception à sa politique de préférence impériale qu'en faveur de l'Argentine. Pour l'Amérique latine tout entière les investissements britanniques sont de 20 millions en 1913 et 22 millions en 1930<sup>67</sup>.

---

<sup>67</sup>Pour les intérêts de l'Europe et des Etats-Unis en Amérique latine voir: GLADE,William. *América Latina y la economía internacional, 1870-1914* in BETHELL,Leslie.(éd.) *Historia de América Latina*.Vol.VII.Barcelona:Crítica,1991,pp.01 à 49; THORP,Rosemary.*América Latina y la economía internacional desde la Primera Guerra Mundial hasta la depresión mundial* in BETHELL,L.,*id. ib.*,pp.50 à 72;SMITH,Robert Freeman.*América Latina, los Estados Unidos y las potencias europeas, 1830-1930* in BETHELL,L.,*id. ib.*,pp.73 à 105.

gouvernement américain auprès des pays étrangers pour que ces pays s'ouvrent aux capitaux américains ou pour que soit facilité l'élargissement du capital américain déjà investi<sup>69</sup>.» Venezuela, Colombie, Brésil, Bolivie, Pérou, Chili et Argentine sont donc, à ce moment, au centre des intérêts économiques des États-Unis. Au Venezuela, c'est avant tout le pétrole, et la *Standard Oil*, à travers sa filiale la *Créole Petroleum*, acquiert une position prépondérante et devient la rivale de la *Royal Dutch Shell* à prédominance anglaise.

En Argentine, c'est dans l'industrie de la viande que le monopole qu'avait acquis l'Angleterre dans la congélation du bœuf est contestée dès 1907 par l'arrivée de la *Swift and Company*, la plus grande firme américaine de l'industrie de la viande, suivie du consortium dénommé *Packing Company*, groupant *Swift*, *Armour and Morris*. Au Pérou, la *Cerro de Pasco Copper Corporation* s'installe dans l'exploitation à grande échelle du cuivre, la *Standard Oil* dans le pétrole, la *W.R. Grace and Company* dans le transport maritime et les domaines les plus divers. Au Chili, les Nord-américains contrôlent jusqu'à 96 % de la production du cuivre et dans les nitrates la firme *Guggenheim* parviendra même plus tard à sauvegarder l'essentiel de ses intérêts malgré le vent de nationalisations qui caractérise la seconde présidence d'Alessandri (1932-1936).

En Bolivie, l'étain intéresse les États-Unis au point qu'en 1924 la *United States National Lead Company* achète un tiers de participations dans l'empire bolivien de Patiño. Parallèlement, la *Standard Oil* s'installe dans l'exploitation du pétrole bolivien en 1922 et d'autres compagnies obtiennent des concessions de

---

Editor de América Latina, 1969; VALLA, Victor. *Os Estados Unidos e a influência estrangeira na economia brasileira*. São Paulo, 1972.

<sup>69</sup>DUROSELLE, J.B. *De Wilson à Roosevelt : politique extérieure des États-Unis*. Paris: A. Colin, 1950, p.22.

tungstène et de cuivre. En 1930, les intérêts américains l'emportent sur tous les autres dans l'industrie extractive bolivienne. Le pétrole colombien attire dans les années 1920 plus de 45 millions de dollars américains tandis que les banquiers de *Wall Street* font tomber sur l'Etat et les municipalités en Colombie, à l'instar de ce qu'ils font au Pérou et dans la Bolivie voisine, une manne intéressée de plus de 200 millions de dollars de prêts. A la veille de la crise de 1929, les progrès des investissements des États-Unis sont tels que pratiquement 35 % des placements américains en Amérique latine vont au Mexique, en Argentine et au Brésil, et 26 % à l'ensemble Venezuela- Colombie- Pérou- Chili.

Par rapport à la situation interne de l'Amérique du Sud, la période de 1924-1929 correspond à l'apogée de la prospérité économique liée à la 'croissance vers l'extérieur', dont les conditions mêmes préparent les lendemains qui déchantent. Développement commercial, élan industriel et essor financier se donnent la main pour porter au zénith l'enrichissement des classes possédantes, la coparticipation, sur un pied d'inégalité vivement ressentie toutefois, des classes moyennes aux bénéficiaires de ce vaste mouvement des affaires, et même des retombées sociales non négligeables pour les classes laborieuses.

La poussée commerciale est le levier de tout cet ensemble et a pour âge d'or un quinquennat à la progression peut-être plus soutenue qu'extraordinairement faste dans le secteur des exportations, qui passent de 1593 millions de dollars en 1913 à 3 005 millions en 1928, soit le double du chiffre obtenu avant-guerre, tandis que les importations passent à 1226 millions à la même époque. Ce commerce se fait certes toujours avec les pays d'Europe à qui on achète et à qui on vend en priorité – ce qui reste de l'ordre de la

pesanteur historique – mais les États-Unis arrivent, à eux seuls, à absorber en 1928, en valeur, un montant supérieur à la moitié (947 contre 1 600 millions de dollars) de celui des exportations d'Amérique latine vers l'Europe et lui fournissent à peu près autant (831 millions contre 973) que l'Europe entière en termes d'importations.

Les échanges extérieurs assurent des balances des comptes favorables et une accumulation de réserves en devises qui, pour l'Argentine, par exemple, s'élèvent à près d'un milliard de pesos-or en 1929. Le commerce brésilien, excédentaire pendant toute la période (de 27 % en 1924), s'accroît de 123 % entre 1924 et 1929, augmentation qui est du même ordre de grandeur que celle de l'Argentine (148 %). Au Chili, la valeur moyenne des exportations pendant la période 1925-1926 atteint 23 % du produit domestique brut, et au Pérou elle est de 66 %. Il y a donc de confortables excédents. Au Brésil, la production industrielle entre 1919 et 1929 croît de près de 30 %, avec des 'inaugurations' aussi importantes que celle de la fabrication du ciment qui, en 1916, part d'une production de 13 000 tonnes pour atteindre 96 000 tonnes en 1929, et celle de la fabrication du fer et de l'acier qui commence en 1915 avec une production de 8 000 tonnes d'acier pour atteindre 27 000 tonnes en 1929. Entre 1914 et 1929, la production de cuivre chilien s'élève de 626 %, celle de l'étain bolivien de 114%, celle du pétrole d'Argentine de 1075 %, du Pérou de 425 %, de Colombie de 7 000 %<sup>70</sup>.

---

<sup>70</sup>Pour le développement économique interne de l'Amérique latine, voir: LEON, Pierre. *Economies et Sociétés de l'Amérique latine. Essai sur les problèmes du développement à l'époque contemporaine*. Paris: Sedes, 1969; KAHL, Joseph A. *La industrialización en América Latina*. Mexico: Fondo de Cultura Económica, 1965; HERRING, Hubert. *A History of Latin America from the Beginnings to Present*. Londres et New York: Jonathan Cape and A. A. Knopf, 1968.

Partout en Amérique du Sud, la croissance de la population joue son rôle dans le dynamisme du commerce. Ce sont les pays du bassin de La Plata qui bénéficient d'une évolution démographique sans précédent. La population de l'Uruguay, par exemple, atteint les 700 000 habitants en 1891, dépasse le million en 1908, et approche 1 700 000 habitants en 1930.

La population chilienne, quant à elle, dépasse les 3 000 000 à la fin du 19<sup>ème</sup> siècle et les 3700 000 au recensement de 1920 ; elle approche les 4 000 000 en 1926. Dans toutes les régions andines la population du Chili est celle qui a connu le plus fort accroissement depuis la fin du régime colonial. Le nombre des salariés augmente et les recettes gouvernementales en hausse permettent de diversifier les dépenses de l'Etat chilien. Les postes disponibles dans le commerce et le transport passent de 183 000 en 1920 à 209 500 en 1930 (de 13,6% à 16 % de la population active). Le nombre des fonctionnaires augmente, allant de 10 900 en 1920 à 15 300 en 1930 et le personnel des services publics de l'éducation passe de 12 400 à 19 800, celui de la santé de 7 900 à 18 300 au cours de cette même décennie 1920-1930. En Uruguay, en 1900, on compte 20000 employés inscrits au budget de l'état. En 1930, ils sont 60 000 y compris le personnel des entreprises d'état, soit une augmentation de 300 %. C'est la consolidation des couches moyennes dans toute l'Amérique latine<sup>71</sup>.

Ainsi le phénomène urbain est déjà en 1920 devenu une réalité majeure dans nombre de pays d'Amérique latine. La population reste, évidemment, en écrasante majorité rurale ; au Brésil, par exemple, résident dans les zones rurales 85 % des habitants du pays. Pourtant, après l'abolition de l'esclavage en

---

<sup>71</sup>D'ARC, Hélène Rivière (dir). *L'Amérique du Sud aux 19<sup>ème</sup> et 20<sup>ème</sup> siècles : héritages et territoires*. Paris: Armand Colin, 1993.



1888, les villes brésiliennes ont été envahies par les anciens esclaves qui s'occupaient jusqu'alors surtout des plantations de café. Mais on constate que les mentalités de ces ex-captifs ne se sont pas adaptées à la condition du travail affranchi. Les ajustements des activités productrices se font mal. En dépit de cette main-d'œuvre maintenant libre et disponible, on favorise l'immigration européenne. Les taux de croissance urbaine s'élèvent alors vertigineusement entre 1860 et 1906<sup>72</sup>.

Le Chili avec plus de 43 % de population urbaine en 1920, l'Uruguay avec 35 % et l'Argentine avec 53 %, représentent des exceptions. Mais, entre 1890 et 1914, la croissance urbaine est considérable dans toute l'Amérique latine du fait, d'une part, de l'immigration, dont le plus fort contingent opte de façon préférentielle pour une résidence urbaine, et d'autre part, de l'exode rural qui commence à drainer les paysans vers les grandes villes en plein développement. Toutes ces conditions rassemblées attirent évidemment l'intérêt des marchés latino-américains et cela ne passe pas inaperçu aux yeux des observateurs italiens qui, de plus en plus, incitent leur pays à saisir les opportunités de ce 'nouveau monde' en ébullition.

L'Italien Giuseppe Caratti, docteur en Sciences économiques et commerciales, publie en 1917, une étude intitulée *I rapporti Italo-argentino dopo la guerra*<sup>73</sup>, dont la principale interrogation porte sur les motivations de l'Argentine, restée neutre dans ce Premier conflit mondial, et n'ayant nullement

---

<sup>72</sup>BRANDAO LOPES, Juarez Rubens. *Desenvolvimento e Mudança Social*. São Paulo: Cia Editora Nacional, 1971, p.20; sur le grand flux de l'émigration italienne dans la province et la ville de San Paulo: KATZMANN, M.T. *São Paulo and its hinterland. Evolving relationship and the rise of an industrial power* in WIRTH J.D. et JONES, M.R. *Manchester and São Paulo. Problems of rapid urban growth*. Stanford University Press, 1978, p.3 et ss.

<sup>73</sup>Voir l'œuvre de CARATTI, Giuseppe. *I rapporti Italo-argentino dopo la guerra*. Acqui: Tipografia Pietro Righetti, 1917, 93p.

manifesté, si ce n'est "une solidarité morale" du moins une "vive sympathie pour l'Italie en pleine guerre libératrice", alors que la Péninsule avait tant fourni au pays argentin en force de travail, contribuant ainsi de façon inégalable à son progrès économique.

D'autant plus, souligne Caratti, que les couches dominantes argentines avaient par ailleurs montré une bienveillance discrète pour la nation allemande, "une admiration presque secrète et pourtant profonde pour l'Allemagne, dont les Argentins désirent apprendre la science et l'orgueil, tout en demeurant parfaitement indifférents à notre égard, alors que c'est nous qui leur avons donné des bras pour cultiver la terre."

L'économiste donne quelques raisons fondamentales pouvant expliquer ce comportement de l'Argentine à l'égard de l'Italie : le décret italien de juillet 1911, qui interdisait temporairement l'émigration dans la région de La Plata ; la montée, dans les dernières années, d'un nationalisme tourné vers la *Madre Patria*, chez les Italiens résidant en Argentine ; ce qui gênait les autorités argentines ; la peur croissante chez les Argentins de la présence, jugée excessive, des étrangers dans le pays ; la crise économique interne ; et, de façon plus générale, les avantages économiques que la neutralité pouvait apporter à l'Argentine.

La Première Guerre mondiale avait, explique Caratti, surpris l'Argentine en pleine crise économique et elle était effectivement soucieuse de garantir la nationalité du pays qu'elle jugeait en danger, à cause de la présence d'une majorité d'étrangers au milieu d'une minorité de citoyens. La progression des socialistes dans les urnes, associée directement à cette présence étrangère, inquiétait aussi les élites créoles argentines. L'auteur, quant à lui, interprétait la

dépression économique que subissait l'Argentine comme la conséquence, d'une part des déséquilibres de la balance commerciale, dus tout d'abord aux mauvaises récoltes ; d'autre part du manque de main-d'œuvre faisant suite surtout au décret italien de 1911 ; et enfin des réactions violentes, et des ouvriers urbains poussés par le discours socialiste, et des travailleurs agricoles, réactions dont l'illustration était le conflit qui avait éclaté en mars 1912 dans la province de Santa Fé, à cause des "très mauvaises conditions assurées par les contrats de travail." L'opposition, composée des Radicaux et des Socialistes et favorisée par la crise, avait triomphé dans les urnes. Or, la montée des troubles sociaux et la progression des socialistes étaient associées aux étrangers, aux Italiens surtout, précise l'économiste. Le socialisme finissait par être vu comme l'ennemi de la souveraineté argentine et, par contrecoup, les nationalistes qui prônaient une immigration sélectionnée, gagnaient du terrain.

Dès l'éclatement de la Première Guerre, poursuit Caratti, le gouvernement argentin avait vite compris les profits que le conflit mondial ne manquerait pas d'offrir à un pays neutre et grand fournisseur de produits alimentaires indispensables aux nations belligérantes, une façon, autrement dit, de surmonter enfin la crise économique persistante. L'auteur montre ce qu'il considère comme de l'opportunisme de la part de l'Argentine dans ses relations avec les États-Unis. En dépit de la méfiance, déjà traditionnelle, que les dirigeants argentins nourrissaient, soit à l'égard du panaméricanisme conduit par les Nord-américains, soit devant les avancées commerciales de ce dernier pays en Amérique latine, tous ces événements n'avaient pas empêché une approche économique et politique entre les deux nations au moment de la Guerre, approche illustrée par «des échanges de courtoisies diplomatiques

(l'élévation au rang d'Ambassade des respectives Légations de l'Argentine et des Etats-Unis ne datait que de deux ans)».

Caratti insiste sur le fait que le capital nord-américain faisait tout ce qu'il pouvait pour remplacer le capital européen et satisfaire les besoins croissants de l'Argentine à travers des projets bien dimensionnés : l'agrandissement de la flotte marchande pour répondre au développement des affaires avec l'Amérique du sud ; des facilités de crédits et des prix finaux favorables. Avec, pour résultats, selon l'auteur, "qu'en 1915, 85 % des exportations de la République nord-américaine en Amérique du Sud étaient dirigées vers le port de Buenos Aires." Pourtant, l'auteur attribue encore une fois au décret de 1911, signé par le ministre Di San Giuliano, cette animosité diffuse, mais toujours présente, de l'Argentine envers l'Italie : "Le fait est que, depuis ce décret, toute fraternisation a disparu(...)l'Argentine n'est pas avec nous dans cette grande guerre, pour une raison plus immédiate en liaison avec son orgueil démesuré et irritable."

En dépit de la tension visible entre les deux pays, Caratti se déclare optimiste et envisage une reprise commerciale entre l'Italie et l'Argentine après la guerre. Selon les statistiques établies sur les échanges économiques entre les principales puissances belligérantes et la nation argentine pendant le conflit, l'Italie avait en fait le moins subi en terme de diminution de la valeur commerciale totale. L'Angleterre avait vu ses exportations vers l'Argentine réduites de moitié, l'Allemagne était passée pratiquement à zéro tandis que l'Italie était restée au chiffre d'environ 569 millions de *scudi-oro*, tant en 1914, qu'en 1915<sup>74</sup>.

---

<sup>74</sup>En ce qui concerne les rapports commerciaux de l'Argentine avant la Première Guerre, Luigi De Rosa (*L'Emigrazione Italiana in Argentina : un bilancio* in DEVOTO, Fernando et

La concurrence accrue des pays neutres, comme l'Espagne et les États-Unis, sur ce marché, pouvait, juge l'auteur qui se veut positif, être compensée et même surpassée grâce à la supériorité des produits similaires italiens. D'autant plus, renforce Caratti, que "le commerce italien en Argentine est déjà dignement représenté sur place : institutions bancaires qui disposent de considérables capitaux ; maisons de commerce, qui ont une importante activité et reçoivent vie, impulsion et développement d'un grand nombre de commerces et d'industries privés éparpillés à travers tout le pays ; tout cela démontrant une grande vitalité, une vaste et efficace force de travail.»

A l'égard du Brésil l'Italie semble, pendant la période de la guerre, se montrer moins réticente, puisque ce pays s'est engagé dans le conflit aux côtés des Alliés. Dans les négociations de paix à Versailles, le Brésil se place aux côtés de l'Italie sur la question du Fiume, et affirme le droit de la nation italienne à effectuer sa propre unité. Au Sénat brésilien, le sénateur Irineu Machado s'exprime ainsi le 23 octobre 1920, en présence des visiteurs italiens : « Ce n'est pas la pensée de l'Amérique, ce ne sont pas les voix de notre continent qui ont repoussé les aspirations, qui ont entravé la réalisation de l'idéal italien ; c'est une action de la politique anti-latine... L'Italie délivrée doit être l'expression, dans

---

ROSOLI, Gianfausto, *op.cit.*, p.87) nous offre les données suivantes : "Le commerce italo-argentin, même s'il ne correspondait pas à la proportion que la présence italienne croissante devait promouvoir, allait augmentant. En 1881, les importations italiennes atteignaient seulement 17 millions de liras et les exportations 25 millions de liras, mais vingt ans après, en 1901, les échanges avaient doublé, et ils ont continué à s'accroître, malgré les oscillations. En 1911, les importations argentines en Italie atteignaient les 107 millions, les exportations de l'Italie 106 millions. Dans les années qui ont suivi, et malgré la guerre mondiale, les échanges ont continué à augmenter, et c'est ainsi que, grâce à cet accroissement, la balance commerciale devient favorable à l'Italie."

sa résurrection lumineuse, de la victoire de notre race, de la reconnaissance latine<sup>75</sup>.»

Pendant les années de guerre, une ambassade dirigée par Francesco Bianco<sup>76</sup>, est envoyée par le gouvernement italien à la nation brésilienne, afin d'entreprendre deux missions spécifiques : observer et étudier les mouvements des marchés, en particulier dans cette phase de perturbations causées par le conflit, et trouver des solutions pour assurer la dynamique des échanges, une fois la paix retrouvée ; établir un contact le plus direct possible avec la masse des travailleurs italiens, sans mépriser aucune couche sociale, bien entendu.

Bianco commence son récit en affirmant sa déception à l'égard du faible rôle que jouent ses concitoyens dans la capitale Rio de Janeiro, où "les Italiens forment encore une masse anonyme, une population de gens obscurs." Par contre, il s'enorgueillit de la présence marquante des Italiens dans la ville et la province de San Paulo, dont "les Italiens sont le levier et le ferment les plus actifs. A San Paulo, «on rencontre une nouvelle, une jeune, une vigoureuse Italie», mais introduit ensuite une critique contondante, "l'Italie pourrait avoir ici – bien plus que les États-Unis, le Japon, l'Angleterre ou la France – son plus grand et son plus solide marché : mais paradoxalement, elle est absente."

Les motifs d'une telle absence ? D'emblée, l'auteur répond que cette incapacité à se saisir des opportunités ne se restreint pas seulement au Brésil, mais s'étend à toute l'Amérique latine. Dans la crise causée par la guerre, l'Italie

---

<sup>75</sup>Cité par BIANCO, Francesco. *Il viaggio in Brasile dell'on. V.E. Orlando in Il Brasile dell'Avvenire*. Rome-Milan: ed. A. Mondadori, 1922, p. 225. Après la guerre de 1914-1918, l'Italie n'avait pas vu se réaliser les promesses qu'on lui avait faites, en 1915, au point de vue colonial. Ces compensations coloniales que la France et l'Angleterre lui avaient refusées, elle allait se charger de les prendre, elle-même, en Afrique.

<sup>76</sup>Voir le récit de ce voyage en BIANCO, Francesco. *L'Italia e il Brasile: la lotta dei giganti nell'America del Sud e la fortuna del mercato italiano*. Milano: Fratelli Treves, 1920, 73p.

devait jouer déjà sur sa fortune future, la restauration de son économie devant passer par le marché latino-américain, d'autant plus que d'autres puissances s'y introduisaient sans relâche, à travers la fourniture de certains produits, dont la Péninsule croyait avoir le monopole ; l'exemple était clairement fourni par les entreprises des États-Unis et de plus en plus, du Japon. Toutes ces puissances se préparaient pour 'la guerre du futur', la guerre commerciale pour l'accaparement des marchés. Les défaillances de l'Italie en Amérique latine étaient déjà connues, affirme F. Bianco ; cette situation commençait avec l'insuffisance des communications maritimes qui, pendant la guerre, avait pris un vrai caractère prohibitif. Ensuite, la série d'interdictions à l'exportation prises à cause de la guerre, avaient contribué à désorganiser le principal marché italien en Amérique du Sud, celui des productions agricoles.

Une menace bien plus grave s'annonçait pour Bianco, dans la mesure où les Italiens et leurs descendants résidant en Amérique méridionale s'étaient mis à produire et à remplacer les produits qu'ils achetaient auparavant à la Péninsule. Il fallait que l'Italie réagisse vite et reprenne ces marchés : « Dans la production de vins et de fromages, par exemple, l'Argentine a fait pendant ces années de guerre, des pas gigantesques. Le Brésil même, que dans notre ignorance nous prenons pour un pays inadapté en raison de son climat, à nos produits agricoles d'exportation, a au contraire donné les preuves d'une adaptation et d'une fécondité merveilleuse, dans quelques-unes de ses vastes régions : comme San Paulo et Rio Grande do Sul. L'Uruguay suit la même voie », avertit Bianco.

A vrai dire, la participation du Brésil à la Première Guerre mondiale a amorcé un rapprochement de ce dernier pays avec les nations européennes

alliées. Tant la Grande Bretagne, la France que l'Italie élèvent leurs représentations diplomatiques à Rio de Janeiro au niveau d'ambassade. Le 28 janvier 1919, le comte Alessandro De Bosdari se présente au gouvernement brésilien comme ambassadeur italien et affirme l'intention de l'Italie d'établir des liens encore plus étroits entre les deux pays<sup>77</sup>. Juste après, la représentation diplomatique brésilienne à Rome est élevée également au niveau d'ambassade. Est nommé ambassadeur Luiz Martins De Souza Dantas.

L'émigration subventionnée vers le Brésil demeure interdite pendant les années 1920. Après une certaine reprise dans l'immédiat après guerre, le flux de l'émigration tombe et disparaît pratiquement dans les années 1930. Le Brésil n'exerce plus le même attrait. Le gouvernement brésilien lui-même n'a plus intérêt à faire venir de la main-d'œuvre. Les fazendas de café n'ont plus la prospérité qui était la leur dans le dernier quart de siècle. Les activités secondaires ne sont pas suffisantes, dans les centres urbains et les petites propriétés agricoles pour déterminer un afflux massif. Le Brésil s'achemine vers un équilibre démographique et, à la fin de la décennie 1920, il impose les premières restrictions à l'immigration.

Entre-temps, les rapports qui s'établissent dans l'immédiat après-guerre entre les deux nations reçoivent un renfort, en la personne de l'ex-président du Conseil italien Vittorio Emanuele Orlando, envoyé au Brésil par son

---

<sup>77</sup>La gestion du Comte de Bosdari est reconnue comme positive par les Brésiliens, à en juger par le texte d'Alfredo Cusano: "Dès que le Comte Bosdari a pris possession de sa charge, les graves problèmes des relations entre les deux pays sont apparus de façon claire et distincte. Il s'est vite aperçu que les tâches de l'Ambassade d'Italie à Rio n'étaient pas et ne pouvaient pas être réduites aux bonnes affaires dans le commerce du café (...) il a tourné son attention vers les phénomènes les plus essentiels. Et, avant tout, il veut connaître personnellement toutes les communautés italiennes les plus importantes du Brésil, leurs conditions de vie et leurs degrés de développement." Voir CUSANO, Alfredo. *Il paese dell'Avvenire: Rio Grande del Sud in L'Italo-Sud-americana*, Rome, Buenos-Aires, San Paolo, 1920, p.39.



gouvernement, à la fin de l'année 1920, avec pour objectif principal de relancer les négociations d'un accord visant la protection et le développement des colonies italiennes installées surtout dans les provinces du Rio Grande do Sul, Santa Catarina et San Paulo, et pour objectif secondaire de régler quelques-uns des nombreux problèmes que posait entre les deux nations le processus d'émigration des Italiens. Sa médiation va avoir pour effet la signature, le 8 octobre 1921, de la *Convenzione di emigrazione e lavoro* entre le Brésil et l'Italie<sup>78</sup>.

Le voyage d'Orlando est répertorié par le diplomate Francesco Bianco et publié en 1922, en annexe à son ouvrage intitulé *Il Brasile dell'Avvenire*<sup>79</sup>. Bianco décrit l'importance générale de cette visite au Brésil :

“La ‘respiration océanique’ est une question de vie ou de mort pour un pays comme le nôtre, qui doit nécessairement oxygéner son organisme dans les grands échanges internationaux ; dans la valorisation positive de sa force de travail d'émigration et dans une vigilance infatigable à l'égard des marchés de production et de ses acquis commerciaux mondiaux.”

Dès la fin de la guerre, explique Bianco, et en raison des conditions économiques du continent européen, la politique européenne s'était éloignée du Brésil, laissant la voie libre à une prédominance, qui s'orientait rapidement vers l'exclusivisme, de la multiple et active action des États-Unis. Mais désormais l'Europe se rapprochait de la portion méridionale des Amériques, et ces pays

---

<sup>78</sup>Voir revue *Emigrazione e Lavoro*, n°4, V, avril-mai 1921 et n°7, VI, juillet 1922.

<sup>79</sup> Voir BIANCO, Francesco. *Il viaggio in Brasile dell'on. V.E. Orlando*, op.cit., pp. 199 à 250.

latino-américains retrouvaient dans la reprise des rapports cordiaux avec le continent européen, cet équilibre nécessaire à la libre respiration de leur politique, de leur commerce, de leurs finances. "L'arrivée de l'honorable Orlando", conclut Bianco, "donne une signification plus précise à cette nouvelle période de la politique internationale. C'est un homme d'Etat, appartenant à une grande nation latine, qui est venu étudier directement sur place les problèmes concrets qui entravent les intérêts de sa Patrie et de cet énorme pays." Du reste, le diplomate explique l'obscurité dans laquelle se trouve l'action de l'Italie outremer par la "malveillance d'une propagande systématique perfidement organisée à New York, à Londres et à Paris, à notre désavantage."

La réponse du Brésil est du même ton, à en juger par l'éditorial du quotidien brésilien à grand tirage *Jornal do Commercio* :

« L'arrivée dans notre pays de cet éminent homme d'Etat italien est donc pour nous un fait espéré, enregistré avec une profonde satisfaction. Sa personne seule justifie déjà les hommages que notre gouvernement lui accorde largement. La visite de V.E. Orlando prend pour nous une signification exceptionnelle et marque une nouvelle étape et une progression tout à fait importantes dans notre relation avec l'Italie<sup>80</sup> ».

Dans la grande presse italienne, la répercussion de l'ambassade d'Orlando est pratiquement nulle, ce qu'atteste la revue italienne *Emigrazione e Lavoro* : « Il est déplorable que pas même le prestige du voyage de S. E. Orlando n'ait réussi à réveiller la presse italienne de sa torpeur à l'égard du fait

de l'émigration. Le silence sépulcral des organes de l'opinion publique sur ce sujet d'un très important intérêt national constitue un préjudice énorme pour nos émigrés et notre pays<sup>80</sup>. »

En dehors de la résolution préliminaire de la *Convenzione*, la mission d'Orlando entendait déployer un programme plus étendu, qui irait au-delà de la relation économique la plus importante pour le Brésil, la vente du café en Italie. L'ex-Président du Conseil propose une collaboration intellectuelle plus grande qui passerait, pour commencer, par les échanges d'universitaires, afin de renforcer les liens culturels et la connaissance réciproque ; par ailleurs pour lui, les points fondamentaux à promouvoir sont surtout les rapports commerciaux. Il déclare à l'occasion de sa visite au Parlement brésilien :

« Exporter du café, toujours du café ? C'est bien. Exporter du riz, exporter du sucre, exporter tout, c'est très bien encore : mais cela n'est pas suffisant. Moi, je pense que, pour assurer la grandeur et la solidité des relations entre les peuples, l'essentiel est représenté par les liens de culture qui ont pour fin tous les progrès matériels et qui garantissent la stabilité de n'importe quelle union internationale. Nous avons dans votre pays des millions d'Italiens qui travaillent, mais je constate que les Brésiliens en général me parlent en français. Or, il est nécessaire qu'ici se fasse sentir aussi l'influence de la civilisation italienne ; et c'est à cela que je vise surtout<sup>82</sup>. »

---

<sup>80</sup> Cité par BIANCO, F., *Id. Ib.*, p.211.

<sup>81</sup> *Emigrazione e Lavoro*, anno V, n°4, avril-mai 1921, p.01.

<sup>82</sup> Cité par BIANCO, F., *op. cit.*, p.216.

Au demeurant, Orlando a des suggestions commerciales à faire lors de son rendez-vous avec Washington Luiz, alors Président de San Paulo, province brésilienne grande productrice de café où habitent des milliers d'Italiens émigrés. Il affirme que l'Italie est acheteuse d'environ 800 mille sacs de café par an, dont 99 % viendraient du Brésil. De plus, dans la balance commerciale entre les deux pays, le Brésil a un avantage d'environ 400 millions de lires, différence considérable, estime-t-il, qui prouve la bonne volonté de l'Italie à l'égard de la nation brésilienne.

L'Italie, pourtant, pouvait progresser dans ses échanges dans la mesure où elle était la mieux placée pour devenir la grande intermédiaire de l'expansion commerciale du café et d'autres produits brésiliens dans la portion orientale de l'Europe, ainsi qu'en Asie Mineure, analyse Orlando. Elle se disposerait alors à utiliser son influence pour développer une véritable action de propagande et de diffusion de ces produits. En contre-partie, le Brésil importerait davantage de produits industrialisés italiens. La proposition est reçue avec enthousiasme. Le Président de la Chambre de Députés, Antonio Lobo s'exclame : « L'Italie se constitue comme médiatrice de la distribution de la richesse du Brésil et principalement du plus important produit de notre exportation dans tout le Levant! Nous, hommes politiques, représentants de l'Etat, nous avons écouté avec la plus grande satisfaction les déclarations de l'hon. Orlando<sup>83</sup>. »

Mais à en juger par le mémorandum présenté à Orlando par les importateurs et représentants commerciaux italiens à Rio de Janeiro, il y avait, avant toute chose, beaucoup de travail à faire pour résoudre une série de problèmes de base. Dans ce moment grave, où la vraie guerre, la guerre

économique, arrivait à la surface, estime le mémorandum, il n'existerait plus d'alliés, mais seulement des ennemis et l'Italie était loin de cette lutte définitive. "Nos efforts de pénétration économique resteront stériles", se plaignent les importateurs italiens, "si nous ne réussissons pas à rendre favorable à l'Italie productrice, l'opinion publique des pays qui nous accueillent, si nous ne réussissons pas à faire connaître dans le monde, le travail italien."

L'Italie devrait réagir vite à toute une propagande de diffamation et de dénigrement, à une diffusion de fausses mauvaises nouvelles, colportées à son sujet par les puissances compétitrices dans le marché latino-américain. Dans une telle ambiance, le public brésilien restait indifférent, voire méfiant à l'égard des produits italiens. "Ici, l'opinion majoritaire", poursuit le mémorandum, "considère que la perfection des outils de travail appartient aux Anglais, la génialité aux Français, la modernité et la grandeur aux Nord-américains, c'est-à-dire : aux seuls peuples qui se préoccupent de conquérir l'opinion publique étrangère au moyen d'une propagande sage et rationnelle exaltant leurs valeurs intellectuelles et leurs valeurs de travail."

Ensuite, les importateurs italiens exposent ce qu'ils considèrent comme les obstacles les plus graves à surmonter afin de dynamiser les échanges économiques avec la nation brésilienne : le commerce italien n'avait aucun appui ; les communications maritimes, postales et télégraphiques étaient déficitaires et passablement désorganisées ; il manquait encore aux instituts bancaires italiens un programme bien défini, dans lequel le gouvernement de la Péninsule devrait exercer l'indispensable intermédiation financière entre le producteur italien et l'acheteur brésilien. Enfin, ce qui surtout gênait les

---

<sup>83</sup>*Id. Ib.*, p.244.

importateurs italiens établis au Brésil, c'était le fait que l'Italie était l'unique grand pays privé d'une agence télégraphique à l'étranger et dépendait de cette façon de l'opinion de la presse étrangère ; et en conséquence l'Italie ne pouvait pas continuer à assister impassible à la lutte économique mondiale, prévient, en conclusion, le mémorandum<sup>84</sup>.

---

<sup>84</sup>*Id. Ib.*, p. p.220 à 224.

## CHAPITRE IV

### **L'Italie et l'Amérique latine : émigration et commerce :**

Les effets de la Première Guerre mondiale créent en Italie une nouvelle impulsion et une dynamique d'industrialisation interne et de formation de conglomérats financiers, favorisée par des pratiques protectionnistes. Les efforts de guerre ont bénéficié surtout aux secteurs productifs les plus modernes de l'économie, dans le domaine des biens d'investissements et des nouveaux produits de masse. Ce trop rapide décollage économique de la période de guerre va exiger une reconversion à la conjoncture de l'après-guerre à laquelle l'Italie a du mal à s'adapter. Les précédentes disjonctions et carences de base se font encore une fois sentir, créant des obstacles à un essor continu de l'économie italienne. Et surtout, le développement est encore déséquilibré, dépendant et précaire. La société italienne ne peut pas, par sa seule demande, garantir la prospérité interne. Il faut absolument conquérir, en accentuant les exportations, de nouveaux marchés de consommation. Par ailleurs, les industries sont tributaires des matières premières que l'Italie ne possède pas et les importations alourdissent la balance des paiements. Il faut aussi ajouter que

la Péninsule doit encore se procurer des produits alimentaires à l'étranger, car l'agriculture n'a pas pu être vraiment préservée en temps de guerre<sup>1</sup>.

Sur la scène internationale, pourtant, après la crise de 1919-1921, on assiste à une certaine reprise économique et une relative prospérité semble régner dans toute Europe jusqu'en 1930. Mussolini, arrivant au pouvoir, en profite pour essayer d'assainir l'état inquiétant des finances publiques et relancer la croissance interne. Dans un premier moment, la «phase libérale et manchesterienne» qui se situe entre les années 1922 et 1925, le nouveau gouvernement italien laisse toute liberté aux entrepreneurs et diminue les interventions de l'Etat. Mais sous le coup des difficultés et des échecs, un tournant économique voit le jour à partir de 1925 ; c'est la «phase dirigiste», qui s'accompagne de l'abandon progressif du libéralisme et de l'adoption de mesures interventionnistes dans tous les secteurs. C'est également la période de la mise en œuvre des structures politiques autoritaires du régime.

Quoi qu'il en soit, dans le bilan de l'action économique du régime fasciste pour les années vingt, et en dépit d'une série de problèmes de fond, des résultats plutôt positifs apparaissent avec l'inégale expansion de la production industrielle et agricole. Les investissements dans le secteur sidérurgique, la reconstruction des stocks de capital fixe et de services, l'ascension des secteurs industriels de la mécanique, de la chimie, de la fibre textile, de l'industrie électrique ont contribué à la reprise. Pour résoudre les difficultés dans le domaine agricole, la 'bataille du grain' est lancée. Les échanges

---

<sup>1</sup>Selon MIEGE, J.L (*L'impérialisme colonial italien de 1870 à nos jours*. Paris: S.E.D.E.S., 1968, p.133) : "Dès l'après-guerre, l'essor de l'industrie métallurgique (la production a sextuplé entre 1914 et 1920) réclame des matières premières et des débouchés." Et de plus, en 1934,



extérieurs bénéficient, à leur tour, de mesures comme la négociation d'une série de traités commerciaux fondés sur le principe du désarmement douanier réciproque, ainsi que du retour de l'Italie sur quelques-uns de ses marchés traditionnels d'approvisionnement et de vente.

A l'exemple des autres puissances, l'Italie a, toujours dans la décennie des années vingt, l'intention et le désir d'explorer de nouveaux marchés commerciaux, d'où l'attention portée à l'Amérique latine. Ce continent garde également toute son importance, au moins jusqu'à 1927 environ, dans la recherche de destinations pour l'émigration. En fait, un objectif de premier ordre se dessine, l'espoir de créer outre-mer un débouché permanent pour les marchandises italiennes, en échange des produits du Nouveau Monde, représentés surtout par les matières premières<sup>2</sup>.

---

"l'Italie demeurait dans la dépendance pour les produits indispensables (caoutchouc 100%, coton 99%, charbon 95%, laine 80%, fer 60%...)"

<sup>2</sup>Sur l'économie italienne à l'époque du fascisme, voir: MILZA, Pierre et BERSTEIN, Serge. *Le Fascisme italien, 1919-1945*. Paris: Seuil, 1980; CASTRONOVO, Valerio. *Potere economico e fascismo* in *Storia d'Italia: dall'unità a oggi*. Vol. 4. T. I. Torino: Giulio Einaudi ed., 1975, pp. 248-349;

## 1- La *Madre della latinità* à la recherche de nouvelles opportunités :

Pendant les années vingt l'observation se tourne donc à nouveau vers l'Amérique latine, surtout à partir de la montée du fascisme, moment où les efforts commencent, semble-t-il, à déboucher sur une certaine organisation. Dans les dernières années, l'Italie avait envoyé bien plus fréquemment sur ce continent des agents commerciaux et des agents d'émigration, des représentants chargés de promouvoir l'expansion navale, l'aéronautique et d'autres secteurs de son industrie. La clôture temporaire et le système de quotas mis en oeuvre par les États-Unis incitent également l'Italie à rechercher principalement, sur le continent latino-américain, des débouchés pour son émigration, au moins jusqu'au moment où le gouvernement italien est pratiquement obligé de changer de perspectives dans le traitement de ce problème. D'autres pays de ce continent, en dehors des plus connus, paraissent prometteurs et semblent offrir une opportunité soit à l'envoi des Italiens, candidats à l'émigration, soit à l'établissement de nouveaux marchés commerciaux ; il s'agit de la côte latine du Pacifique, très peu explorée et des états qui la bordent Colombie, Pérou, Equateur, Chili, jugés extraordinairement riches en matières premières, telles le diamant, l'or, l'argent, le fer, le plomb etc. ou même des pays situés à l'intérieur du continent, la Bolivie et le Paraguay.

En plus, la signature, depuis longtemps envisagée par l'Italie, d'une convention d'émigration et de travail avec le Brésil semble indiquer une amélioration des rapports avec ce dernier pays. L'Uruguay, à son tour, bien que l'Italie ait su qu'il n'offrait plus de perspective d'émigration pour ses campagnards, vu que, par ailleurs cette nation n'était plus attractive dans ce domaine, donne l'impression d'offrir d'assez bonnes ouvertures commerciales. Le nouveau ministre uruguayen auprès du Quirinal, le journaliste et écrivain Manuel Bernardez, était jugé en Italie comme quelqu'un de bien intentionné. Il avait proposé d'assumer personnellement la diffusion du livre italien en Amérique latine, une question chère aux américanistes de la Péninsule. Ses commentaires sont convenablement enregistrés dans la revue *Emigrazione e Lavoro* :

“Parmi vos concitoyens de même que parmi les nôtres, il faut diffuser plus activement le livre italien. Le livre italien se trouve, dans les librairies internationales sud-américaines, en minorité par rapport au livre anglais, au livre allemand, et surtout au livre français. A Rio de Janeiro, par exemple, l'érudite capitale du Brésil qui compte un million d'habitants, il n'existe pas de bonne librairie italienne, alors que la librairie française *Garnier*, fondée il y a environ quarante ans, entreprend le plus vaste commerce de livres au Brésil. D'autre part, dans les capitales de la *Plata*, par rapport à l'indice démographique des Italiens et des Italo-Sud-Américains qui lisent, on constate toujours un énorme manque de librairies italiennes<sup>3</sup>.”

Plusieurs rapports enfin sont rédigés sur les ressources et capacités de l'Amérique latine dans différents domaines. En 1924, l'Italien Riccardo Riccardi entame une recherche sur les gisements minéraux et les propriétés des sols et des sous-sols de ce continent, passibles d'être commercialisés par l'Italie de façon à suppléer ses propres déficiences. Voilà ses conclusions : le pétrole serait assez abondant et la prospection augmenterait de plus en plus, le Pérou occupant une des premières places dans la production internationale. Ce pays avait produit en 1921, 3,7 millions de barils et en 1922, 5,33 millions de barils, d'excellente qualité. Toujours pour l'année 1922, on retrouvait encore l'Argentine, avec 2.674.000 barils ; le Venezuela, avec 2.335.000 barils ; la Colombie, avec 323.000 barils. Dans son ensemble, l'Amérique latine avait produit en 1922, plus de 13.160.000 barils, soit 1,5 % de la production mondiale.

Le fer, jusque là, était très peu exploité, mais le Brésil, le Chili et le Venezuela possédaient de vastes réserves de ce métal. La proportion du manganèse était relativement large dans les riches gisements de la province de Minas Gerais qui avait produit en 1915, un million de tonnes et avait 10 millions de tonnes de réserves. Des gisements secondaires avaient été trouvés aussi au Chili, Argentine, Pérou, Équateur. Pour le vanadium, le Pérou était le premier producteur mondial, détenant 70 % de l'extraction.

Le Chili, poursuit Riccardi, possède la plus vaste réserve de cuivre du monde ; la Bolivie et le Pérou étaient également bien fournis, alors que

---

<sup>3</sup>*Emigrazione e Lavoro*, anno V, n°3, mars 1921, p.9.

la Colombie était la première productrice de platine. Dans presque tous les Etats sud-américains on trouvait de l'or et de l'argent. Il existait divers gisements en Colombie où, en 1918 par exemple, l'exploitation avait rapporté 25 millions de liras ; au Brésil, à la même époque, elle était arrivée à 14,5 millions de liras. La Colombie était également au premier rang dans l'exploitation des émeraudes. 99 % de la production de nitrate était assurée par le Chili et pour l'étain, la Bolivie occupait la seconde place mondiale<sup>4</sup>.

*L'Istituto per l'espansione coloniale e commerciale*, après une étude précise tournée vers le développement des exportations italiennes en Amérique latine, divulgue au début de 1926 ses données et recommandations. D'emblée, *l'Istituto* s'attarde sur le grand intérêt pratique que représenterait l'implantation, dans les principaux pays de ce continent, d'un réseau de magasins italiens, où seraient accueillis pour la vente en commission, les marchandises et les produits italiens, et où les entreprises d'exportation pourraient exposer les échantillons de leurs produits, en explicitant les conditions de ventes, d'expédition et de paiement.

Ensuite, *l'Istituto* fait un petit bilan pour l'année 1925, de la position de l'Italie, en tant que nation exportatrice en Amérique du Sud. La situation de la Péninsule sur le marché argentin y est considérée comme bonne, vu qu'elle occupe la quatrième place, derrière les États-Unis, l'Angleterre et l'Allemagne, et a des perspectives d'avancées. La crise commerciale en Bolivie avait causé quelques préjudices, mais le placement des articles italiens bon marché était garanti. Sur le marché brésilien, la concurrence

---

<sup>4</sup>RICCARDI, Riccardo. *Rapport: Le ricchezze minerarie dell'America del Sud* cité par *Le Vie*

des importations allemandes et nord-américaines était très forte et l'Italie y occupait la quatrième position. Pour assurer quelque compétitivité au Brésil, il fallait augmenter sur-le-champ l'envoi d'échantillons de la production italienne, et admettre de meilleures conditions de paiements. Les exportations vers le Chili étaient en forte hausse ; le commerce avec la Colombie et le Venezuela était en progression ; en revanche, les ventes en Équateur et au Paraguay restaient discrètes tandis que les exportations étaient en diminution au Pérou<sup>5</sup>.

A la demande de Mussolini, le *Commissariato Generale dell'Emigrazione* fait l'inventaire, en 1926, des conditions présentées par les différents marchés du travail en Amérique latine ; en fait il étudie les possibilités que chaque pays pouvait offrir à l'émigration italienne<sup>6</sup>. Ainsi, en Bolivie, la colonie italienne, déjà exiguë avant la Première guerre, s'était davantage réduite et comportait environ 1300 personnes. Les conditions actuelles du pays, dans une économie en récession, ne facilitaient pas le placement d'une main-d'œuvre. Malgré tout, n'était pas à exclure l'installation éventuelle d'une communauté agricole, notamment dans la région orientale du pays, sillonnée de rivières. Il lui faudrait un capital financier pour acheter les terres des anciens propriétaires et pour mettre les terrains en valeur en cultivant des céréales, de la canne à sucre, du café, du cacao, du coton.

---

*d'Italia e dell' America Latina*, n°5, mai 1924, pp.561 à 567.

<sup>5</sup>Rapport de l' *Istituto per l'espansione coloniale e commerciale* cité par *Le Vie d'Italia e dell' America Latina*, n°11, janv.1926, pp.100 à 105.

<sup>6</sup>*Rapport: Le condizioni del mercato del lavoro nei paesi dell'America Latina* in *Bollettino dell' Emigrazione*, n°2, 1927. Cité également par *Le Vie d'Italia e dell'America Latina*, n°11, nov. 1926, pp.1323 à 1325.

Le Chili était, poursuit le rapport, destiné à un grand avenir industriel, en raison de la profusion de ses gisements minéraux, salpêtre et cuivre notamment, de la richesse de ses forces hydrauliques, de la facilité du transport de ses produits, naturellement favorisé par les nombreuses embouchures fluviales. Cependant, les conditions du marché du travail demeuraient difficiles et la demande de main-d'œuvre restait faible, surtout à cause de la concurrence de l'élément indigène. Le désœuvrement des travailleurs était grand, et en outre le manque d'emploi ne faisait qu'augmenter. Les émigrés italiens pourraient peut-être trouver quelques travaux temporaires de dépanneurs, en travaillant comme artisans et dans le petit commerce. Pour tout essai de colonisation, la présence de capitaux et de personnels adéquats serait imprescriptible. Des entreprises convenablement financées, organisées et équipées pourraient assumer, non seulement la fondation d'importantes colonies, mais également la charge de plusieurs activités de caractère industriel et commercial, inhérentes aux entreprises qui seraient finalement implantées au Chili.

En Colombie, il n'existait aucune véritable demande de main-d'œuvre, laquelle, d'ailleurs, ne pourrait pas de toute façon supplanter la concurrence indigène qui se contentait de très bas salaires. En Équateur, le mouvement de l'émigration italienne semblait presque dérisoire. Ce pays, éminemment agricole, riche de ressources naturelles, pourrait convenir à des initiatives individuelles ou collectives, à condition qu'elles bénéficient de moyens financiers adéquats. Pour le moment présent, il ne serait pas opportun d'organiser une émigration au Paraguay, en raison de la situation économique instable de ce pays. Il n'y avait pas là de demande de

professionnels ni de techniciens, puisque les Paraguayens eux-mêmes étaient contraints à l'exil. Le Paraguay était un pays riche en ressources agricoles et minérales, mais incapable d'utiliser ses richesses naturelles étant donné qu'il ne possédait ni industries, ni moyens de communications, ni capitaux.

Au Pérou, il ne convenait pas d'investir de grands capitaux dans l'agriculture sans avoir réalisé un examen attentif des conditions locales. L'élevage de bestiaux, au contraire, offrait un avenir bien plus prometteur et moins fallacieux. Il ne serait cependant pas raisonnable d'y émigrer sans moyens suffisants, environ au moins 5 000 liras par famille, conseille le rapport. Il faudrait en outre que les agriculteurs italiens qui y partiraient restent pendant une brève période dans une *hacienda*, afin d'avoir une idée plus précise des cultures locales. Pour l'instant, il n'y avait presque aucune demande de main-d'œuvre au Pérou. Néanmoins, les offices publics d'émigration italiens et péruviens avaient l'intention de profiter de toutes les bonnes occasions pour créer méthodiquement les nœuds initiaux des nouvelles colonies. Une plus grande prudence serait exigée dans le cas où seraient envoyés des ouvriers italiens, puisque le travailleur local acceptait un salaire très bas et de mauvaises conditions de travail.

Au Venezuela, poursuit le rapport, il n'y avait que de médiocres possibilités pour l'émigration italienne, étant donné que le niveau de vie y était très bas et le niveau de l'hygiène peu satisfaisant ; de plus, le coût de la vie était trop élevé. Dans la campagne et dans les petites villes, il n'existait aucun métier utile, sauf dans le petit commerce. De façon générale, seuls des Italiens pourvus de moyens et disposés à s'adapter au



prix d'un dur sacrifice, au moins dans les premiers temps, pourraient atteindre une discrète position. En Uruguay, les conditions générales du marché du travail étaient médiocres, et la demande de main-d'œuvre minimum. Plusieurs projets de colonisation émanant du secteur privé, alors en phase d'étude, n'offraient pas de garanties, faute d'un légitime financement. Il semblait, pourtant, que le gouvernement uruguayen voulait donner un plus grand développement aux travaux agricoles, en mettant en culture de grandes portions de terres et en encourageant un large flux d'émigration. En tout cas, le rapport ne considère pas cette stratégie comme possible à cause des mauvaises conditions économiques du pays.

Au Brésil, poursuit le rapport sur un ton critique, le marché du travail continuait à présenter son anomalie habituelle, et à s'appuyer sur de très bas salaires en relation avec le coût de la vie mais sans aucune perspective d'amélioration. En dépit d'un manque persistant d'ouvriers, au niveau de l'offre de travail, la faiblesse des salaires restait inchangée. En Argentine en général, les conditions du marché du travail était considérée comme normales et les autorités argentines souhaitaient la poursuite de l'émigration italienne, surtout pour peupler les régions agricoles disponibles. Les emplois généraux et ceux du secteur commercial, en revanche, manquaient en Argentine. De toute façon, il était préférable que les agriculteurs italiens disposés à partir cherchent une entreprise de colonisation qui ait des capitaux et des moyens techniques adéquats. Dans la circonscription du consulat de Rosario notamment, où résidaient environ 320 mille Italiens, les conditions de travail étaient très bonnes.

Ainsi, à en juger par ce rapport élaboré par le *Commissariato dell' Emigrazione*, en dehors de l'Argentine, les possibilités d'absorber une main d'œuvre italienne semblaient en général assez difficiles, soit en raison des crises économiques constantes, soit parce que se trouvait déjà sur place un nombre suffisant de travailleurs, vu le faible niveau de développement de ces nations latino-américaines. Il est certain en tout cas que, si l'on envisageait le déplacement outre-mer des citoyens italiens, tout processus d'émigration spontanée devait être définitivement écarté. A sa place, on avançait l'idée de créer des entreprises de colonisation bien organisées et capitalisées. Au long des années vingt pourtant, les spécialistes qui se penchent sur l'émigration en Amérique latine vont émettre des opinions variées, qui ne vont pas toujours coïncider avec celles exprimées dans le rapport du *Commissariato*.

Enfin, Egidio Dagna, pour qui "le développement de l'influence italienne à l'étranger est l'un des plus importants objectifs poursuivis par la politique du gouvernement national", publie à Rome en 1930, un petit historique sur les origines des communications maritimes et des rapports commerciaux entre la Péninsule et l'Amérique du Sud<sup>7</sup>. Il rappelle alors, qu'avant l'unité italienne, il n'existait pas vraiment de voies maritimes régulières entre l'Italie et l'Amérique du Sud. Les départs des Italiens de Ligurie vers les Républiques de La Plata avaient été organisés de manière indépendante par de petites Sociétés de navigation et d'armateurs individuels, fréquemment propriétaires d'un seul bateau.

La politique maritime du comte Cavour, poursuit Dagna, avait soutenu la constitution à Gênes d'une *Compagnia Transatlantica*, qui allait assurer les voyages en Amérique. A travers cette *Compagnia*, le gouvernement sarde avait mis en oeuvre, en avril 1853, la première convention conclue par l'Italie sur les communications transocéaniques, laquelle, modifiée en 1856, se traduit par le premier départ régulier pour le Brésil. Parallèlement au mouvement d'émigration, le commerce se développait ( exportation et importation ). L'exportation italienne en Amérique du Sud avait été, au début, constituée quasi exclusivement par de petites marchandises emportées par les commandants et leurs équipages dans les bateaux destinés au transport des émigrés : vin, huile, riz, pâtes, fruits séchés. Les achats de l'Italie, en contrepartie, étaient insignifiants, composés principalement de laines et de peaux.

L'intensification des rapports commerciaux avec l'Amérique du Sud avait été en grande partie la conséquence de l'implantation là-bas de colonies italiennes, développant corrélativement, soit la consommation individuelle de produits venus de l'Italie, soit le commerce que les Italiens émigrés établissaient entre la *Madre Patria* et leurs terres d'accueil, juge Dagna. A la veille de la Première Guerre mondiale, il y avait sept Compagnies italiennes de navigation en service pour l'Amérique du Sud, la *Navigazione Generale Italiana*, *La Veloce*, *Lloyd Italiano*, *Italia*, *Lloyd Sabauda*, *La Ligure-Brasiliana*, *Sicula-Americana*.

---

<sup>7</sup>DAGNA, Egidio. *Traffici con l'America del Sud* in *L'Italia sul mare*. Rome: Libreria del Littorio di

## 2 – La côte Pacifique:

D'autres opinions sont pourtant plus optimistes à propos des capacités des pays latino-américains par rapport à l'assimilation d'un flux des Italiens. Le Venezuela ainsi se présente comme une nation viable pour l'émigration des paysans italiens. "J'ai toutes les raisons de croire", affirme l'Italien A. Mondolfi dans *Emigrazione e Lavoro* en 1921, " que la République du Venezuela est, de toutes les régions de l'Amérique centrale et méridionale, la plus adaptée à une véritable expansion coloniale et la plus apte à recevoir notre émigration<sup>8</sup>." Le Venezuela avait, d'après l'auteur, un territoire très vaste et fertile, un climat tropical mais salubre, une position géographique avantageuse, comparée à celle d'autres Républiques américaines bien plus éloignées de l'Italie. En outre, la population vénézuélienne était favorable à l'arrivée des Italiens qu'elle voyait avec sympathie. Outre le café et le cacao, qui assuraient déjà une petite richesse, l'émigré pourrait obtenir de considérables bénéfices en cultivant la canne à sucre, le maïs, le coton, des fruits comme l'ananas et la banane ; sur les terrains de prairie, aussi grands que les *pampas* argentines, les Italiens pourraient se consacrer à l'élevage du bétail pour exporter la viande ; bref, Mondolfi se plaît à dénombrer les qualités du Venezuela.

L'Italien Armando Morini, dans un ouvrage contenant des informations générales sur le Venezuela, rédigé à la demande de l'Institut Christophe

---

Roma, 1930, p. 32.

<sup>8</sup> *Emigrazione e Lavoro*, anno V, n°6, juillet 1921, p. 8.

Colomb et publié en 1928<sup>9</sup>, s'accorde avec A. Moldolfi sur les potentialités d'exploration du Venezuela. Il regrette, pourtant, le manque d'efforts de l'Italie :

“Le Venezuela, très vaste région du continent sud-américain, pour nous la plus voisine, n'a jamais eu de grande importance pour l'Italie, que ce soit au plan de la colonisation ou du commerce. Cependant, sa position vraiment avantageuse, ses ports sur l'Atlantique, placés sur la route des plus importantes lignes de navigation, ses richesses vraiment notables et très peu exploitées, auraient dû inciter à développer les plus intimes relations entre les deux pays<sup>10</sup>.”

Morini présente alors le pays vénézuélien comme un des plus développés de l'Amérique latine, et lui annonce un avenir prospère étant donné que la période d'instabilité politique, grâce à la volonté et au mérite de l'actuel Président de la République, le général Juan Vicente Gomez, était un fait dorénavant surmonté. Raison pour laquelle, affirme l'auteur, un nouvel essai d'émigration italienne vers ce pays pourrait être parfaitement conseillé, mais seulement à condition qu'il soit encadré par le capital italien pour financer des premiers temps difficiles. L'ensemble des ressources pourrait venir de l'*Istituto*

---

<sup>9</sup> Morini éclaircit son dessein à la fin de l'ouvrage (p.121): “Mon propos, qui dans son essence correspond au programme de l'Institut Christophe Colomb, fut, en compilant ce bref essai, de contribuer à la vulgarisation en Italie des nouvelles qui doivent nous intéresser, parce qu'elles concernent le mouvement culturel d'une nation, qui appartient à notre race. Même le Venezuela(...)il faut le reconnaître, a apporté et continue à fournir un apport considérable de vigueur et de vitalité à notre lignage, qui tire de Rome son origine.”  
<sup>10</sup>*Id. Ib.*, pp.106-107. A propos de la colonie italienne au Venezuela, Morini donne le chiffre de 6 à 7 000 pour ceux de ses concitoyens qui résidaient en ce pays à cette époque, “la plus grande partie se trouvant en bonne condition financière, se consacrant au commerce, à l'agriculture et à l'élevage de bétail.” *Id. id.*, p.108.

*Nazionale di Credito per il lavoro all'estero*<sup>11</sup> qui allait, annonce-t-il, fonctionner dans un très bref délai .

Le gouvernement vénézuélien étant disposé à promouvoir un nouveau flux d'émigration italienne, quelques groupes de familles de la Péninsule pourraient venir au Venezuela, suggère Morini. Ils se consacraient alors à la culture du tabac et du café, produits susceptibles de procurer un bon profit. De plus, explique l'auteur, la loi sur l'immigration étant, au Venezuela, assez libérale, le gouvernement vénézuélien offrait à chaque colon une donation perpétuelle de vingt-cinq hectares de terrain, plus dix hectares par fils mâle d'un âge supérieur à dix ans. En compensation, ce gouvernement n'imposait que l'obligation de cultiver la terre pendant un nombre fixe d'années. L'Italie devrait, en dehors du capital financier, garantir le placement des colons dans les zones fertiles, au climat favorable, situées aux pieds des Andes et voisines des centres urbains et des marchés internes.

Armando Morini avait déjà publié un petit essai sur le Venezuela dans la *Rivista d'Italia e d'America* en août 1926, où il avait mis l'accent sur l'intérêt d'explorer les marchés latino-américains, notamment le marché vénézuélien, avec qui l'Italie maintenait désormais de bonnes relations diplomatiques :

“Il est temps en fait que les Italiens se disposent à connaître et à étudier de plus près les pays d'Amérique latine, et entre autres, le Venezuela. Nous

---

<sup>11</sup>L'*Istituto Nazionale di Credito per il lavoro all'estero* (ICLE), est créé le 15 décembre 1923 par le régime fasciste afin de financer avant tout, par le biais d'un capital public et privé, des projets de colonisation à l'étranger. Ses résultats pratiques, cependant, furent faibles. Voir: CANNISTRARO, Philip et ROSOLI, Gianfausto. *Emigrazione, chiesa e fascismo: lo scioglimento dell'Opera Bonomelli (1922-1928)*, op. cit., pp.25-28.

avons besoin de nous étendre, de créer de nouveaux marchés, d'obtenir de nouveaux débouchés, particulièrement en Amérique latine. La réduction du commerce italien en France, dans un moment où notre balance commerciale accuse un déficit notable, réclame l'attention du gouvernement et des producteurs nationaux. Nous devons ainsi amorcer une pénétration sérieuse et méthodique des marchés sud-américains, riches et, en grande partie, inexplorés par le commerce italien<sup>12</sup>."

Dans le domaine du commerce, Morini signale lui aussi la méconnaissance mutuelle, le manque de communication directe et l'indifférence italienne, qu'il accuse d'être responsables du faible niveau des échanges entre les deux pays. Le Venezuela, au contraire, développait son commerce avec, par ordre d'importance, les États-Unis, mais aussi l'Allemagne, l'Angleterre, l'Espagne, la Hollande. En face d'un chiffre d'un demi-milliard que le Venezuela pouvait absorber, spécule l'auteur, l'Italie n'avait fourni que trois millions en marchandises, quantité qui la plaçait dans les dernières au niveau du commerce général de cette République.

L'Italie pouvait, juge Morini, offrir au Venezuela les mêmes produits que les autres pays avec une qualité égale. Surtout, elle y trouverait un bon marché pour les bicyclettes, les motocyclettes et les tissus, etc. Pour sa part, l'Italie devrait s'intéresser au pétrole que le Venezuela pouvait lui fournir. Dans la lutte

---

<sup>12</sup> *Il Venezuela et l'Italia in Rivista d'Italia e d'America*, anno IV, juillet-août, 1926, p.23.

mondiale gigantesque qui se profilait pour l'accaparement des champs de pétrole, l'Italie ne devait pas s'écarter du Venezuela, conclut Morini<sup>13</sup>.

De son côté, le journal *Corriere Italiano* s'était déjà exprimé en septembre 1924 sur le Venezuela. D'emblée, pourtant, il faisait part de sa déception sur ce qu'il jugeait autant de "croyances erronées", à propos de l'émigration italienne vers le continent latino-américain :

"Dans les vingt années passées, nous les Italiens pouvions tout particulièrement apporter, en escomptant des compensations certaines, dans les pays du Nord, du Centre, du Sud de l'Amérique, toute la belle et féconde énergie de notre inextinguible race ; tout le divin trésor de la Rome latine, perpétuellement jaillissant pour couvrir l'inutile volonté des Anglo-saxons et la mollesse de la race espagnole. Il y a des années, l'Amérique était presque un éden : aujourd'hui, il n'existe plus qu'une succession de tristes désillusions<sup>14</sup>."

Cette situation était, entre autres, le résultat de l'abandon des Italiens partis là-bas par la *Madre Patria*. Le Venezuela pouvait devenir "un merveilleux centre d'émigration" pour les Italiens, mais pour en arriver là, il fallait qu'une commission italienne aille sur place étudier le pays et obtienne des garanties de

---

<sup>13</sup> *Id. ib.*, p.23; MORINI, Armando. *Venezuela: condizioni fisiche ed economiche, cenni storici e culturali, op. cit.*, pp.114 à 120. L'intérêt que l'Italie pouvait avoir, à prendre en considération le pétrole vénézuélien apparaît également dans les déclarations de l'ingénieur Amerigo Suriano: "Après la guerre, de cordiales relations, dues à des efforts personnels, se sont tissées entre l'Italie et le Venezuela. Sur le terrain du pétrole, dans lequel nous les Italiens n'essayons que nos premiers pas, sont en voie de maturation quelques courageuses initiatives qui ouvrent la voie à la pacifique pénétration de l'Italie dans le monde." SURIANO, Amerigo. *L'industria del petrolio nel Venezuela* in *Le Vie d'Italia e dell'America Latina*, n°7, juillet 1925, p.803.

<sup>14</sup> *L'America vedute e vissuta* in *Corriere Italiano*, anno IV, n°36, 6sept. 1924, p.2.



la part des autorités locales. Le candidat au départ devrait également compter sur un petit capital et sur des financements du gouvernement italien, expose le *Corriere*. Une fois posées ces conditions initiales, le Venezuela est présenté par le journal italien comme un pays doté de sols fertiles et riches en matières premières, comme le pétrole, l'or, les perles, le fer, le cuivre, le charbon, etc.

La condition financière du pays, sous le gouvernement Gomez, était optimale, la dette publique inexistante et le commerce accueillant aux marchandises de bonne qualité et d'un prix modéré. D'après une loi introduite par le Président Gomez, les étrangers avaient les mêmes droits civils que les Vénézuéliens et les émigrés étaient bien admis dans le pays. La communauté italienne déjà résidente au Venezuela, calcule le *Corriere*, était composée d'environ 4 000 personnes. Ils se consacraient au commerce et à l'industrie, plusieurs étaient bijoutiers et très peu se consacraient à l'agriculture .

En septembre 1924, l'Italie avait envoyé en Amérique latine, plus exactement sur la Côte Pacifique, une 'Mission économique et commerciale', dirigée par E. Villa, avec l'objectif d'étudier, outre le problème migratoire, les possibilités d'ouvrir de nouvelles voies aux exportations italiennes. Après un long voyage, au cours duquel elle avait visité également des régions méconnues du continent, l'équipe de Villa avait conclu que le Pérou était le pays le plus prometteur de cette côte, que ce soit du point de vue de l'émigration, ou du point de vue commercial<sup>15</sup>. Opinion confirmée, en 1926, par le titulaire de la Légation italienne à Lima, Fortunato Castoldi, "le Pérou, en raison de son climat doux et salubre, de ses richesses, en grande partie encore

---

<sup>15</sup>Perù in *Le Vie d'Italia e dell'America Latina*, n°9, septembre 1926, p.1102.

inexploitées et des conditions générales du pays, est une des nations d'Amérique latine qui semble le mieux à même de recevoir des émigrés italiens<sup>16</sup>.”

A son tour, le Péruvien Glicerio Camino, chargé d’Affaire du Pérou à Prague, corrobore l’appui qu’apporte l’Italie à l’émigration vers son pays. Et, commentant les déclarations de Castoldi, il souligne, “le Pérou doit, avant tout, faire savoir à l’Italie à travers une bonne propagande, que nous avons pour la nation italienne amour et respect, non seulement à cause de tout ce que les Italiens ont fait sur les champs de bataille pour l’indépendance péruvienne, mais aussi à cause du travail honnête et intelligent accompli par la colonie italienne<sup>17</sup>.”

Il semble donc que, dans la moitié des années vingt, l’Italie, éclairée par le travail de la Légation italienne au Pérou, ait eu tout d’abord pour perspective d’établir un traité dont la première clause se rapporterait à la question de l’émigration italienne. Le succès socio-économique de la communauté venue de la Péninsule ne passait pas inaperçu aux yeux des autorités italiennes, lesquelles avaient l’intention de favoriser un nouveau flux, organisé cette fois par un accord entre les deux Etats, alors que tous les déplacements antérieurs avaient été spontanés :

“Au plan de la qualité, la colonie italienne au Pérou possède des caractéristiques particulières et différentes de celles des autres colonies

---

<sup>16</sup>Perù in *Le Vie d'Italia e dell'America Latina*, n°6, juin 1926, p.745.

<sup>17</sup>*Id. ib.*

éparpillées dans toute l'Amérique. Les Italiens résidant dans ce territoire sont des gens généralement aisés. Ils sont allés au Pérou avec leurs propres moyens, ils ont débuté et développé leurs affaires. Ils ont prospéré et ils ont appelé leurs parents et leurs amis qui, à leur tour, sont devenus peu à peu indépendants<sup>18</sup>.”

L'accord portait sur l'appui et la protection des émigrés. Un pays accompagnerait les siens jusqu'à la fin du voyage ; l'autre leur accorderait toutes les facilitations nécessaires. Le gouvernement péruvien encourageait ce type d'action dans la mesure où, par un décret récent, il avait déjà offert gratuitement des titres de voyage à 200 familles d'agriculteurs italiens qui étaient partis de Gênes<sup>19</sup>.

Quant à l'importance attribuée à la présence des Italiens dans le développement économique du Pérou, le péruvien José Carlos Mariategui affirme, au début de 1926, qu'il existe dans le pays une industrie textile en fort progrès depuis les dernières années, surtout des fabriques de tissus de coton, dont sept établissements se trouvent à Lima et trois dans les provinces. “L'intelligence et le travail italiens ont fourni une aide très valide au développement industriel au Pérou, surtout dans l'industrie textile, qui a bénéficié d'un apport important de techniques et d'entrepreneurs italiens<sup>20</sup>.”

En 1928 enfin, la revue *Le Vie d'Italia e dell'America Latina* propose un compte rendu portant sur l'économie du Pérou. Les richesses de ce pays se

---

<sup>18</sup> *L'emigrazione italiana al Perù* in *Rivista d'Italia e d'America*, anno III, déc. 1925, p.51.

<sup>19</sup> *Id. ib.*

trouvaient dans le domaine agricole et les minerais. Avec une industrie très peu développée, le Pérou était surtout grand exportateur de sucre et importait tous genres de produits, manufacturés ou alimentaires, ce qui en faisait un vaste champ commercial ouvert à tous. Avant la Première Guerre mondiale, les produits de l'industrie allemande étaient dominants, à cause surtout de leur bas prix. Dans le moment présent, le commerce était dominé par les États-Unis. Pour entrer dans ce réseau commercial, il fallait proposer des marchandises de qualité plutôt moyenne, puisque le public cherchait en général des articles bon marché. L'Italie, dans ces années d'après guerre, avait augmenté ses importations en provenance du Pérou, lesquelles comprenaient le café, la laine, le cuir et les minerais. Par contre, les exportations italiennes au Pérou restaient très réduites<sup>21</sup>.

Quant au Chili, les rapports économiques de ce pays avec l'Italie dataient surtout de la seconde moitié du 19<sup>ème</sup> siècle, mais leur portée était minime, la Péninsule occupant, en 1872, le 19<sup>o</sup> rang en importance commerciale, bien derrière les premières nations, la Grande Bretagne, la France, l'Allemagne, les États-Unis. En ce temps-là, le Chili achetait en Italie notamment, de l'huile d'olive, du riz, du papier à cigarette, du papier à lettres, des vins. La diplomatie italienne sur place croyait élucider les motifs de ces achats restreints : le nombre réduit de la colonie italienne au Chili ; la méconnaissance des produits italiens<sup>22</sup>.

---

<sup>20</sup> MARIATEGUI, José Carlos. *L'industria nel Perù* in *Le Vie d'Italia e dell'America Latina*, N°3, mars 1926, pp. 281 à 289.

<sup>21</sup> *Perù* in *Le Vie d'Italia e dell'America Latina*, n°11, nov. 1928, p. 1312.

<sup>22</sup> SALVETTI, Patrizia. *L'emigrazione italiana in Cile: le fonti in Italia* in FAVERO, Luigi ; STABILI, Maria Rosaria; MEZA, René Salinas ed alli. *Il contributo italiano allo sviluppo del Cile*. Torino:

En 1886, l'établissement d'une ligne maritime bimestrielle entre Gênes et le Pacifique avait augmenté quelque peu les échanges ; cependant, les problèmes persistaient. Le manque de développement de ce commerce était attribué maintenant à l'excessif coût de fret des bâtiments italiens, comparé , par exemple, à celui du fret allemand qui prédominait même dans le transport des marchandises italiennes ; d'autre part l'Italie continuait à faire preuve d'une incapacité à profiter des principaux produits d'exportation chiliens, comme le salpêtre, le cuivre et l'argent, achetés en quantité insignifiante par la Péninsule. Par ailleurs, arrivaient au Chili les produits d'autres pays, vendus à des prix plus bas que les produits Italiens et avec une apparence plus soignée , même quand ils étaient d'une qualité inférieure à ceux de la Péninsule ; les commerçants du Chili achetaient à d'autres pays des étoffes , avec un temps de crédit satisfaisant, alors que les maisons italiennes exigeaient un paiement immédiat ; enfin, les approvisionnements des produits italiens étaient, au Chili, inconstants et de qualités inégales<sup>23</sup>.

A en juger par les conclusions du chargé d'Affaires auprès de la représentation diplomatique italienne au Chili, Tommaso Mancini, conclusions écrites en 1924 et qui portaient sur les problèmes que rencontrerait une poussée de l'insertion commerciale de l'Italie en Amérique latine et, en particulier, au pays chilien, les conditions défavorables n'étaient pas vraiment modifiées et étaient peut-être pires. Mancini, après être resté deux ans et demi au Chili "en mission d'étude et d'approche économique", se propose d'analyser

---

Giovanni Agnelli, 1993, pp. 370 à 372. Voir également : *Il Cile. Sviluppo economico e relazione commerciali con l'Italia*. Roma : Istituto Nazionale per l'Esportazione : tip. Castaldi, 1931.

<sup>23</sup> *Id. ib.*, pp. 370 à 372.

dans *Problemi e mezzi della nostra penetrazione economica nell'America Latina*, "les lacunes de l'organisation expansionniste italienne dans ce continent romain<sup>24</sup>."

D'emblée, Mancini explique que l'observation des mouvements statistiques d'exportation\importation de l'Amérique latine l'avait amené à la conclusion que l'Italie de l'après-guerre perdait lentement la place qu'elle occupait sur le marché de ce continent. Les exportations italiennes visiblement diminuaient. La raison de ce phénomène devait être cherchée dans la transformation que la Première guerre avait occasionnée dans les économies des plus grandes Républiques latino-américaines, avec l'instauration ou la mise au point d'industries manufacturières semblables à celles qui existaient en Italie même et qui, jusqu'à ce moment, composaient les secteurs d'exportations classiques de la Péninsule, en l'occurrence les industries textiles et alimentaires. Les principaux pays sud-américains devenaient de plus en plus autosuffisants en produits manufacturés moins sophistiqués et ce fait devait inciter l'Italie à chercher de nouveaux moyens de redonner souffle à ses exportations. Il fallait que l'Italie introduise sans délai dans ce continent ses produits industriels de base, comme la mécanique et l'électricité et fasse face à la concurrence lourde et directe des autres puissances, comme les États-Unis, l'Angleterre, la France et l'Allemagne.

Pour ce faire, poursuit Mancini, il était nécessaire de prendre une série de mesures visant à réorganiser les rapports commerciaux entre l'Amérique latine et l'Italie. Le premier pas consisterait à investir adroitement dans les

---

<sup>24</sup>MANCINI, Tommaso. *Problemi e mezzi della nostra penetrazione economica nell'America*

actions de propagande culturelle, puisque “d’autres pays qui avaient très peu donné à la vie de ces jeunes Etats, y maintenaient, grâce à leur politique plus habile et plus tenace, une place importante, tant dans les affaires commerciales que dans la formation de la culture et dans le développement de la vie intellectuelle. L’Italie, elle, restait stationnaire<sup>25</sup>.” La propagande culturelle aurait comme finalité de capter l’intérêt du public et de le diriger vers l’Italie en façonnant lentement le goût et l’esprit des nouvelles générations. Cette propagande devrait, affirme Mancini, créer des “chaînes de sympathie” illustrées par les manifestations des valeurs spirituelles italiennes ; neutraliser les campagnes hostiles à l’Italie organisées par d’autres puissances concurrentes ; vaincre l’indifférence latente à l’égard des vertus et des gloires italiennes du passé et du présent.

Pour Mancini, la propagation préliminaire de la culture dans un pays déterminé était le fer de lance de la conquête du marché ; en conséquence tous les moyens devaient être employés, de l’envoi d’enseignants au théâtre, de l’art au livre, du cinéma au sport, des missions périodiques les plus diverses à l’expédition abondante et continue de revues et de publications parfaitement adéquates à l’ambiance du pays. Ce continent étant de caractère latin, conclut l’auteur, l’Italie avait le droit de l’explorer au nom des liens de sang et des “traditions inaccessibles aux peuples d’origine saxonne<sup>26</sup>.”

Le second pas, explique Mancini, serait de bien définir le rôle de l’émigré italien sur place. Cela exigerait une utilisation plus convenable et plus

---

*Latina*. Santiago: Comitato pro Crociera R. Nave Italia, 1924, p.9.

<sup>25</sup>*Id. ib.*, p.12.

<sup>26</sup>*Id. ib.*, p.14.

intelligente de cette "grandiose énergie", et l'émigré italien deviendrait la base la plus adaptée et la plus puissante de la pénétration culturelle et économique de l'Italie en Amérique latine, une forme d'affirmation ethnique irréversible. On ambitionnait par-là la mise en oeuvre d'un système de coopération et d'entente effective complexe entre les deux parties. L'Italie devait revivifier le patriotisme de ses concitoyens résidant outre-mer pour en faire des alliés, et implanter le principe de la 'nationalité' italienne dans leurs descendants, en s'appuyant surtout sur l'action des écoles italiennes qu'il fallait étendre à tout le continent. La communauté italienne avait un rôle à jouer dans l'expansion industrielle de la Péninsule en préférant, entre autres, les produits italiens et en faisant connaître leurs qualités. Ils devaient tous être concernés. Cependant, la base de ce changement devrait se trouver dans le prestige et l'appui qu'apporteraient à l'Italie ses concitoyens dont l'influence était, sur place, la plus grande. A l'Italie revenait la tâche d'effectuer une solide approche de ces couches sociales.

A ce point de sa démonstration, Mancini définit ce qui, pour lui, constitue l'enjeu de l'Amérique latine pour l'Italie. Ce dernier continent était doté des réserves et productions de matières premières les plus abondantes de la planète, et ces richesses étaient convoitées par les plus importants pays d'Europe et par les États-Unis. L'insertion économique en Amérique du Sud pouvait être, à ce moment précis, facilitée par la croissance de ce continent et pouvait être ouverte à tous. Cependant, l'Italie ne pouvait pas exporter ses avoirs qui étaient mis au service de sa propre reconstruction de l'après-guerre. C'est pourquoi, pour profiter également de cette situation particulièrement favorable, l'Italie devait pouvoir compter sur les revenus de ses concitoyens et de leurs descendants résidant en Amérique.



De plus, il n'était peut-être pas très judicieux que la nation italienne fasse entière confiance aux accords passés avec les pays européens possesseurs de matières premières car, en cas de guerre continentale, l'Italie se trouverait certainement devant des difficultés incontournables. Ainsi, insiste l'auteur, "nos concitoyens d'Amérique doivent comprendre qu'ils ont entre les mains la solution des plus graves problèmes qui entravent la vie économique de la *Madre Patria*<sup>27</sup>."

La troisième étape, d'après Mancini, consisterait à faire irradier toute cette entreprise d'un pouvoir central. Ce qui signifiait qu'il revenait à l'Etat italien de prendre en main cette tâche et de développer une coordination centralisée, dotée de directives harmoniques et riche en ressources humaines et en moyens matériels. Le contrôle se ferait sur une base extensive d'organes fixes, nombreux et disséminés à l'extérieur, dont l'administration serait concentrée en Italie, et serait assurée par un petit nombre d'esprits solides et éclairés. Mancini anticipe et arrive même à proposer la création d'un organe étatique exclusif, chargé uniquement de la coordination de tous les aspects de la propagande interne et externe du Royaume italien, ce qui se justifiait par le fait que les dépenses de propagande seraient aussi importantes que les dépenses militaires.

La quatrième étape, poursuit l'auteur, consisterait à assembler diverses initiatives indispensables et efficaces : connaître profondément les habitudes et les goûts du pays à qui on souhaite vendre des marchandises ; développer une organisation commerciale sur place chargée de rechercher et de fidéliser une

---

<sup>27</sup>*Id. ib.*, p.32.

très forte clientèle ; constituer des organismes qui joueraient le rôle d'intermédiaires commerciaux entre les pays ; étudier et calquer minutieusement les conditions proposées par les pays industriels concurrents ; faciliter les conditions de crédit et de paiement grâce à un système bancaire italien renforcé . Le tout devait impérativement être modernisé, affirme Mancini, vu que l'organisation du commerce italien en Amérique latine était, dans ses principes, restée la même depuis trente ans.

Dans un article nommé *La collaborazione economica italo-cilena nel passato e nel futuro*, publié en décembre 1924 dans la *Rivista d'Italia e d'America*, Tommaso Mancini propose un compte rendu de ce qu'étaient les conditions commerciales entre l'Italie et le Chili <sup>28</sup>. D'après lui, cette relation rencontrait bien des obstacles : les deux pays avaient des caractéristiques physiques et géographiques très semblables, une production agricole également proche, et les exportations italiennes liées à l'agriculture ne trouveraient pas de marché au Chili ; la distance entre l'Europe et la côte du Pacifique, atténuée seulement en partie par le canal de Panama, exigeait que soient entrepris beaucoup d'efforts pour mener à terme l'organisation commerciale ; l'ouverture et la confirmation de crédits, la liquidation des dettes, la résolution des conflits, tout ce qui était du ressort des relations bancaires dépendait encore de structures déficientes ou inexistantes ; la connaissance des marchés mutuels était minime ; et, ce qui était le pire, l'Italie n'avait plus besoin du principal produit chilien d'exportation, à savoir le salpêtre, puisque la Péninsule développait l'industrie des azotes synthétiques.

Paradoxalement, poursuivait Mancini, en termes concrets, les opérations commerciales entre les deux pays, même si elles ne constituaient qu'une très petite partie du commerce chilien ou italien global, présentaient une balance toujours favorable au Chili. Après une sensible diminution entre 1913 et 1916, due à la Première guerre, une reprise avait eu lieu à partir de 1919, grâce à l'intensification des moyens de communication passant par le canal de Panama. Cette reprise aurait été plus significative si le Chili n'avait pas instauré en mars 1916, une nouvelle politique douanière qui portait préjudice aux produits italiens. Le Chili achetait en petite quantité à l'Italie surtout des matières premières, des produits alimentaires, des boissons et liqueurs, des textiles, du tabac, des produits chimiques, métallurgiques, mécaniques. À l'inverse, l'Italie se procurait au Chili plus particulièrement du salpêtre, du cuivre en barre, de l'iode, des laines, du miel. Mancini défendait alors l'idée que les ventes italiennes au Chili devaient s'accroître, étant donné que ce dernier pays achetait la majorité des produits industrialisés à des puissances concurrentes. Pour essayer de renverser cette situation, il fallait profiter davantage du dynamisme de la communauté italienne sur place, qui était plutôt urbaine et liée au commerce, en faisant avancer l'implantation de manufactures italiennes au Chili.

“Le problème de la hausse des exportations de l'Italie au Chili doit être pensé en relation avec les nouvelles conditions de la concurrence que leur font les autres pays et avec le développement industriel du Chili lui-même. Mais la

---

<sup>28</sup>MANCINI, Tommaso. *La collaborazione economica italo-cilena nel passato e nel futuro* in

solution sera facilitée par le fait que les Italiens qui y résident savent et veulent créer les transactions adaptées aux nouveaux secteurs industriels et qu'ils veulent également être des consommateurs attachés aux produits de l'Italie<sup>29</sup>."

Pour renforcer, enfin, les liens entre l'Italie et le Chili, en 1924, le Président chilien, Arturo Alessandri, était reçu à Rome, pour une visite de courtoisie, par le Roi et par Mussolini. Il est bien considéré et jugé comme quelqu'un de fiable par la *Rivista d'Italia e d'America* :

"Son grand-père était ministre plénipotentiaire de Vittorio Emanuele II auprès de cette République. Alessandri est professeur de Droit, et en cette qualité il a divulgué, dans sa patrie, les études de l'école juridique italienne. Il parle parfaitement notre langue, admire notre culture, et il aime notre patrie qu'il visite aujourd'hui pour la première fois<sup>30</sup>."

De la même manière, pour réaffirmer le discours pacifiste de politique extérieure qui s'adresse à l'Amérique latine, le Chili est choisi pour la signature, le 25 février 1927, du premier 'Traité de conciliation et de règlement judiciaire', conclu entre l'Italie et une nation d'outre-mer. Le choix du Chili s'explique par le fait que "le Chili est avec l'Argentine, le Brésil et le Pérou, une des quatre plus grandes nations de l'Amérique du Sud, et peut-être la nation qui présente les

---

*Rivista d'Italia e d'America*, anno II, déc. 1924, pp. 681 à 686.

<sup>29</sup> *Id. ib.*, p. 683.

<sup>30</sup> S.E. Arturo Alessandri in *Rivista d'Italia e d'America*, janv.-févr. 1925, p. 42.

meilleures conditions d'accueil pour des individus nés en Italie<sup>31</sup>." Cette décision a également pour but de secouer les immobilismes de l'Italie qui au lieu d'agir promptement et diligemment pour élargir son influence sur ce continent, "fait toujours confiance et se base sur la naturelle sympathie et la naturelle affinité qui existent entre notre peuple et les nouveaux peuples américains d'origine latine<sup>32</sup>." Le Traité était signé pour une durée de dix ans et consistait en une procédure de conciliation applicable aux controverses non résolues par la voix diplomatique ; il respectait la juridiction des tribunaux respectifs; au cas où la 'Commission permanente de conciliation' aurait échoué, on ferait appel à la Cour permanente de justice internationale de La Haye ; les attributions et les compétences de la SDN seraient respectées<sup>33</sup>.

Giulio Borghi qui publie en 1927 un ouvrage sur la Colombie, revient sur ce qui, selon lui, fait l'importance de l'Amérique latine et la rend plus intéressante pour l'Italie, confrontée à l'intransigeance d'autres pays. On ne trouvait pas, sur ce continent, un marché du travail en plein bouleversement comme le marché européen, ni de syndicat ouvrier comme l'*American Federation of Labors* des États-Unis, le plus enthousiaste partisan de l'actuel *bill of immigration* et, par conséquent, le pire ennemi des ouvriers italiens. L'Amérique du Sud, affirme Borghi, " est encore très éloignée de cet égoïsme et elle ne connaît pas ce despotisme dans le monde du travail<sup>34</sup>." Elle offrait également un marché commercial aux larges possibilités qui devait être exploré sur le champ.

---

<sup>31</sup>CAPRILE, Enrico. *Appunti sui trattati con la Germania e col Chile* in *Rivista d'Italia e d'America*, anno V, mai 1927, p.279.

<sup>32</sup>*Id. ib.*

Quant à la Colombie, souligne l'auteur, les rapports commerciaux pourraient y bénéficier de l'aide de la Légation italienne déjà présente à Bogotá, ainsi que de celle des offices consulaires établis à Callín, Medellín, Barranquilla, Cartagena, S.José di Cútuca et Ocana. En outre, quelques compagnies de navigation italiennes, à l'instar de la *Navigation Generale*, la *Transatlantica* et la *Veloce* avaient établi des communications mensuelles et bimensuelles avec les ports colombiens. Pour le moment, rapporte Borghi, l'Italie exportait en Colombie trois millions de lires de marchandises et en importait quatre millions de lires, la balance commerciale étant ainsi favorable à la Colombie. Des mesures devaient donc être prises, annonce l'auteur : créer à Rome une Chambre de commerce italo-colombienne ; ouvrir à Bogotá une exposition permanente de produits italiens dont serait responsable une maison de commande et d'achat compétente. La Colombie pourrait faire de même en Italie pour ses principaux produits comme les gemmes, les bois nobles, le café, le pétrole, le caoutchouc, les peaux, etc.

A propos de la Colombie, la revue *Le Vie d'Italia e dell'America Latina*, exalte les richesses du pays, "la nation colombienne, dans les dernières années, a fait faire des pas gigantesques à son développement interne. Elle est la seule productrice d'émeraudes du monde, la première productrice de platine, la première productrice d'or de l'Amérique latine, la seconde productrice de café du monde, la seconde exportatrice de bananes. Pour compléter cette abondance, son tabac et ses gisements de pétrole sont reconnus comme étant parmi les plus importants du monde (...) et il est merveilleux de voir l'œuvre

---

<sup>33</sup> *Trattato Italo-Chileno* in *Le Vie d'Italia e dell'America Latina*, n°4, avril 1928, p.488.

entreprise par les gouvernements colombiens pour accroître les voies de communication ordinaires et ferroviaires<sup>35</sup>." La revue italienne souligne aussi la constante augmentation des rapports commerciaux entre la Colombie et la Péninsule. Etaient partis de Gênes, en 1925, pour se rendre directement en Colombie, 42 bateaux à vapeur contenant 2 691 tonnes de marchandises exportées ; en 1921, ils avaient transporté 933 tonnes ; en 1922, 1521 tonnes ; en 1923, 1555 tonnes ; en 1924, 1 676 tonnes. Les principales exportations de l'Italie en Colombie, pour l'année 1925, se divisaient comme suit : tissus et produits de coton manufacturés, 702 tonnes ; chapeaux et bonnets, 190 tonnes ; tissus et produits de laine manufacturés, 126 tonnes ; vins et liqueurs, 736 tonnes ; parapluies, 93 tonnes ; automobiles et bicyclettes, 90 tonnes ; produits alimentaires, 88 tonnes.

Avec l'Équateur, les relations commerciales étaient, à en juger par l'œuvre de Riccardo Riccardi<sup>36</sup>, plus avancées au début des années 1920. L'auteur rapporte qu'en 1919 et 1920, l'Italie avait envoyé en Équateur deux missions, une mission militaire et une mission commerciale. La dernière était chargée d'étudier les conditions naturelles, économiques et politiques de la République. En juin 1921, est constituée la *Compagnia Italiana dell'Equatori*, avec un capital de 16 millions de liras. La Compagnie a des sièges à Rome, à Quito et à Guayaquil ; les sièges en Équateur sont en réalité des Offices techniques, agricoles, minéraux et zootechniques.

---

<sup>34</sup>BORGHI, Giulio, *op. cit.*, p.134.

<sup>35</sup>*Colombia in Le Vie d'Italia e dell'America Latina*, n°8, août 1926, p.969.

<sup>36</sup>RICCARDI, Riccardo. *Equador, op. cit.*, pp.122 à 127.

Pour son programme de développement, la *Compagnia* s'était déjà assuré la concession d'une vaste superficie de terrain appartenant au domaine public, ainsi que le droit d'exploiter quelques terrains de propriété privée. Ces terrains étaient sous-divisés en fermes de dimensions variées qui devaient être concédées en partie à l'initiative privée, en partie à une société agricole. Il revenait à la *Compagnia Italiana* d'encourager l'essor et l'organisation de la production en fournissant le capital, des instruments de travail et, surtout, de la main-d'œuvre. En même temps, la *Compagnia* était chargée de promouvoir la constitution d'une Société pour l'exploitation des minerais et pour l'extraction du pétrole ; elle devait aussi s'occuper de l'implantation d'industries, en particulier, d'industries de transformation des produits du sol et du sous-sol.

Au plan financier, la *Compagnia* pouvait s'appuyer sur le *Banco Italiano de Guayaquil*, fondé en 1923. D'autres sources de financement pourraient se présenter, mais le capital italien serait toujours prédominant. En 1923, s'installait également à Guayaquil, en accord avec le programme général, la *Compagnia Italiana di costruzioni*, qui était déjà chargée de la construction d'importantes œuvres publiques et privées, parmi lesquelles, le môle de Guayaquil, le *Palazzo del Municipio*, l'Hôpital civil, le *Mercato Generale*. Enfin, à la fin de 1923, s'établit à Guayaquil, la *Società Commerciale Italiana*. À toutes ces Sociétés italiennes, le Parlement de l'Équateur avait accordé des exemptions fiscales. Par ailleurs, en ce qui concerne la ligne ferroviaire Guayaquil-Quito, qui pour le moment était aux mains d'une entreprise nord-américaine, le gouvernement équatorien avait d'autres projets. Il comptait offrir une combinaison par laquelle une participation prédominante du capital italien deviendrait possible.



La *Compagnia Italiana dell'Equatore* s'était encore chargée, à la demande du Président du pays et avec l'autorisation du gouvernement de la Péninsule, de l'exécution d'un plan de réforme concernant les plus importants secteurs de l'administration étatique, notamment dans le champ financier. Pour accomplir cette tâche, est mise sur pieds une 'Commission permanente de législation italo-équatorienne', comportant trois techniciens italiens et trois politiques équatoriens. Ils devaient réformer la loi de finances du pays, les règlements techniques et administratifs, des organes de l'Etat central d'une part, de ceux des provinces et des villes d'autre part, afin de les moderniser<sup>37</sup>.

En outre, au début de 1925, le gouvernement et le capital financier italiens s'intéressent à la possibilité de produire du tabac en Equateur, à l'instigation de Italo Paviolo, membre de la 'Direction générale de l'Agriculture' du pays. D'après lui, l'industrie du tabac pouvait avoir un très bon développement dans ce pays sud-américain, mais il fallait la stimuler, parce que la production avait eu, jusque là, une faible rentabilité<sup>38</sup>. C'est également à la fin de 1925 qu'est envoyée en Équateur, une 'mission agricole italienne', chargée d'examiner et de commencer à pratiquer la culture du coton sur une large échelle dans la province de Manabi<sup>39</sup>.

---

<sup>37</sup> *Id. ib.*

<sup>38</sup> *Equatore in Le Vie d'Italia e dell'America Latina*, n°4, avril 1925, p.396.

## 2 – Les rapports économiques avec le Brésil :

Dans l'optique italienne, une insertion en Amérique latine ne pouvait être envisagée sans que soit pris en compte le Brésil, étant donné les gigantesques proportions de son territoire et de sa population, sa présence politique au sein du continent et également la grande quantité d'Italiens émigrés sur place. La *Rivista d'Italia e d'America* étudie la question :

“Le Brésil contient, à lui seul, le tiers des quatre-vingt-dix millions d'habitants du continent. C'est la raison pour laquelle, par son importance comme nation, par sa position géographique, le Brésil est le centre d'où rayonne une puissante influence et d'où part toute action positive pour l'ensemble latino-américain<sup>40</sup>.”

De son côté, Bernardino Frescura reprend ce point de vue dans un article publié en juin 1924 dans la revue *Le Vie d'Italia e dell'America Latina* :

“Le Brésil est un des plus vastes Etats de la Terre ; quasi égal en taille à la totalité de tous les autres Etats de l'Amérique méridionale ; et sa population,

---

<sup>39</sup>*Equatore* in *Le Vie d'Italia e dell'America Latina*, n°1, janvier 1926, p.105.

<sup>40</sup>*Rivista d'Italia e d'America*, anno III, janv.-fév., 1925, p.46. Ou encore, dans le même numéro de la *Rivista* (p.34): “La politique italienne aujourd'hui oriente ses directives vers l'Amérique latine, vers le Brésil en particulier, pour rendre plus intense les liens de fraternité, plus productifs les échanges de commerce, de travail et de culture. Cette orientation est logique et opportune car il ne faut pas compromettre les merveilleux résultats que la collaboration italienne a donnés dans sa participation aux progrès du Brésil.”

portugaise par l'origine et par la langue, (30 653 605 habitants en 1920) est la représentante la plus importante des Latins en Amérique, puisqu'elle est à la fois plus nombreuse que la population d'origine et de langue espagnole résidant dans chaque Etat singulier de l'Amérique méridionale et légèrement inférieure à son nombre global (31 427 530 habitantes)<sup>41</sup>."

Pendant tout le 19<sup>ème</sup> siècle, les rapports commerciaux entre l'Italie et le Brésil étaient demeurés à un niveau plutôt faible, en dépit du significatif processus d'émigration italienne<sup>42</sup>. Un accord commercial avait été signé le 5 juillet 1900, 'accord provisoire' ou *modus vivendi*, prévoyant une légère augmentation des échanges, le Brésil restant toujours centré sur les exportations de café et d'autres produits primaires et l'Italie, au moins jusqu'au début du 20<sup>ème</sup> siècle, restant limitée à l'exportation de produits comme le vin et l'huile.

---

<sup>41</sup>FRESCURA, Bernardino. *Verso gli stati meridionale del Brasile* in *Le Vie d'Italia e dell'America Latina*, n°6, juin 1924, p.643.

<sup>42</sup>Voir CERVO, Luiz Amado. *Le relazione diplomatiche fra Italia e Brasile dal 1861 ad oggi*. Torino: Fondazione Giovanni Agnelli, 1994: Chapitre quatre: *Le prospettive commerciali*, pp.73 à 85.

Dans la deuxième moitié du 19<sup>e</sup> siècle, les principaux fournisseurs du Brésil étaient, en ordre d'importance, les États-Unis, la Grande Bretagne, la France, l'Allemagne, l'Italie, la Belgique, la Hollande. En 1872, les achats du Brésil en Italie représentaient 0,4 % du total et les exportations, 0,5 %. Trente ans après, le pourcentage n'avait subi qu'une petite variation. Ainsi, jusqu'à la Première Guerre mondiale l'émigration italienne ne bénéficiait pas vraiment des exportations italiennes au Brésil.

En 1901, les exportations brésiliennes sont de 43 % aux États-Unis, 13% en Grande Bretagne. L'Allemagne devient le nouveau grand marché avec 14,8 % ; vient ensuite, la France, 11,7 %. L'Italie représente 0,9 % et, pour les importations du Brésil, elles représentent 3,8 %. En valeur absolue, les exportations brésiliennes vers l'Italie passent de 62.582 *sterling-or* en 1862 à 112.849 en 1872 et à 378.171 en 1901, pendant que ses importations passent à la même époque de 64.445 à 79.505 et à 816.667 *sterling-or*<sup>43</sup>.

Dès 1862, l'attaché commercial d'Italie au Brésil, Alessandro Fé D'Ostiani, avait reçu des ordres allant dans le sens d'une dynamisation des échanges entre les deux pays à travers l'élaboration d'une convention. En l'absence d'accords préalables, la diplomatie brésilienne en Italie, de son côté, se limitait à la poursuite de la politique de douane et se contentait de revendiquer une réduction des tarifs sur le sucre et le café. Le marché italien n'absorbait encore qu'une petite quantité de café.

Le mécontentement provoqué par 'l'accord provisoire' commence juste après la ratification. Le président de la République brésilienne, Campos Salles, fait connaître au représentant italien, Pietro Antonelli, la frustration des

exportateurs du Brésil et le désir de son pays d'obtenir des conditions plus avantageuses. Il propose de transformer l'accord provisoire en un traité commercial définitif et d'offrir plusieurs facilitations aux produits venus d'Italie, en particulier le vin et l'huile. On attend en échange la totale abolition des taxes sur le café, ce qui est déjà adopté aux États-Unis. Mais, le nouveau ministre des Affaires étrangères italien, Giulio Prinetti, voulait associer l'accord à des exigences sur les conditions de travail des immigrants. Ce à quoi le Brésil s'opposait. Les négociations se révèlent donc difficiles. Entre temps, Prinetti est informé que le gouvernement brésilien essaye de passer le même accord de réduction de tarif avec la France et que celle-ci n'a pas la moindre intention de diminuer ses taxes sur le café. Ce fait renforce les convictions du ministre italien. Un malaise s'installe entre les deux pays à la fin de 1901.

---

<sup>43</sup>*Id. ib.*, pp. 74-75.

Même des membres influents de la collectivité italienne au Brésil sont mécontents car une partie de leur fortune est liée au revenu du café. On reproche au gouvernement italien d'exiger le paiement immédiat et la tutelle des salaires de ses émigrés au Brésil ; de suspendre l'émigration par mesure de représailles ; de se refuser à collaborer sur le plan économique et de restreindre la consommation de café. Faute d'avancement dans les négociations, 'l'accord provisoire ' est renouvelé douze fois jusqu'au 23 septembre 1919, date où il est transformé, sur proposition italienne, en un accord à temps indéterminé. En dépit d'une certaine augmentation qui fait suite à la Première Guerre mondiale, la dynamisation du commerce bilatéral est encore une question à résoudre<sup>44</sup>.

En revanche, dès le début du 20<sup>ème</sup> siècle, la diplomatie italienne au Brésil s'était mobilisée afin d'obtenir des contrats de travail surveillés par son gouvernement. La question devenait de plus en plus pressante, étant donné que le gouvernement italien cherchait à éviter que ne se répètent des cas analogues à ce qui s'était passé en Colombie en 1921. Cette affaire concernait les "nouvelles catastrophiques" concernant le destin de trois cents ouvriers italiens partis dans la région de Barranquilla, en Colombie, avec l'espoir trompeur de trouver du travail et qui, confrontés à la crise économique de ce dernier pays, avaient été obligés de demander un rapatriement d'urgence au consul italien sur place. "C'est le sort de ceux qui émigrent sans avoir de contrat

---

<sup>44</sup>*Id. ib.* pp. 78 à 81.

ou de promesse de travail positive et concrète”, tient à préciser la revue *Emigrazione e Lavoro*<sup>45</sup>.

En considération des temps nouveaux qui sont ceux de l’après-guerre, et surtout pour essayer de remédier à un éventuel manque de main-d’œuvre, le Brésil accepte de signer un accord avantageux avec l’Italie concernant la protection des travailleurs italiens à l’intérieur de la nation brésilienne. Le 8 octobre 1921, une convention est signée par le Commissaire général pour l’émigration, De Michelis, et par l’ambassadeur brésilien, De Souza Dantas, après l’intervention antérieure, nous l’avons vu, de Vittorio Emanuele Orlando. Les négociations avaient été difficiles et avaient duré toute une année, voyant se succéder propositions et contre-propositions, repoussées par l’un ou par l’autre pays quand elles étaient considérées comme excluant un peu trop les intérêts de chacun. Si bien qu’on abandonne temporairement l’idée d’un véritable traité qui en vient à être remplacé par une convention<sup>46</sup>.

D’emblée, pourtant, le texte de cette convention reconnaissait la nécessité future d’un vrai traité pour l’émigration. Mais pour l’instant, on essaie de corriger les principaux désagréments dont se plaignent les deux pays. La convention établit la parité de traitement pour les citoyens des deux nations en cas d’accident de travail ou d’infortunes ; elle s’engage à garantir l’efficacité au Brésil des contrats de travail signés en Italie ; elle vise à faciliter les accords que les provinces brésiennes pouvaient passer avec l’Italie pour employer des travailleurs italiens au Brésil. Elle assure la validité des contrats signés par les immigrants italiens au Brésil ; force le gouvernement brésilien à être vigilant ; il

---

<sup>45</sup>*Emigrazione e Lavoro*, anno V, n°6, juillet 1921, p. 12.

s'engage en effet à veiller à ce que les clauses des contrats soient respectées, à garantir une assistance minimum aux immigrants et à faciliter les associations et coopératives de consommation, de crédit, de travail. La partie la plus significative de la convention concerne les contrats de travail. Ceux-ci doivent être approuvés par avance par le 'Commissariat général italien'. À travers cette clause, le gouvernement de la Péninsule peut dorénavant intervenir sur les conditions de travail de ses émigrés, y compris les accords avec les administrations singulières des provinces<sup>47</sup>.

Faute de mieux, l'Italie se déclare pour le moment satisfaite de la *Convenzione*. On pouvait peut-être parier sur de nouvelles avancées, y compris dans d'autres domaines, envisager de reprendre sur d'autres bases la politique entre les deux pays, laquelle, dans le passé, avait été sérieusement entravée par les problèmes concernant justement l'émigration italienne. En tout cas, la signature de la convention fait naître un débat sur les qualités de la procédure.

L'Italien Ugo E. Imperatori<sup>48</sup>, envoyé au Brésil au début de 1922, pour une mission auprès des communautés italiennes dont il doit vérifier la condition sociale, salue l'accord qui se présente, à son avis, dans une période particulièrement critique pour la main d'œuvre italienne, vu les barrières mises à l'émigration temporaire en Europe centrale et orientale, et dans un temps où les vicissitudes industrielles de l'après guerre avaient arrêté le départ des émigrants vers les pays d'Amérique septentrionale. Il attribue d'autre part la

---

<sup>46</sup>TRENTO, A. *Là dov'è la raccolta du caffè*, op. cit., p.421.

<sup>47</sup>MAGRINI, Luciano. *Le vicende di un accordo emigratorio in In Brasile*. Torino: Piero Gobetti editore, 1926, pp. 160-181.

<sup>48</sup>IMPERATORI, Ugo E. *Il trattato di Lavoro fra Italia e Brasile in Emigrazione e Lavoro*, anno VI, n°1, janv. 1922, p.1 à 3.



signature de l'accord, conclu après "une très longue et laborieuse période de négociation" à "une prise de conscience par la classe dirigeante brésilienne" de la valeur du travailleur italien et de son rôle positif dans le progrès de la nation. S'éloigne ainsi le mauvais souvenir du "quasi-esclavage dont avaient souffert les premiers flux d'émigrants italiens dans les *fazendas* de café de la région de San Paulo."

U. Imperatori insiste en outre sur le fait que les relations entre les deux nations, étaient entrées dans une nouvelle phase de compréhension et d'interaction ; il ne fallait donc pas en rester là, car il y avait beaucoup à faire. D'autres problèmes subsistaient, d'abord la déplaisante taxe douanière qui favorisait d'autres pays au détriment de l'Italie ; ensuite le handicap que représentait la difficile communication entre les deux pays, alors que les ports de Gênes et de Trieste pouvaient tout à fait servir à la diffusion des matières premières brésiennes en Europe et dans le Bassin méditerranéen ; du moins c'est ce qu'envisage, dans un esprit de coopération, Imperatori.

La *Convenzione*, en outre, comportait des lacunes qui vont vite faire naître du mécontentement chez les Italiens comme G. Raffaelli<sup>49</sup>, lié au secteur brésilien du *Commissariato d'Emigrazione*. Ce dernier recommande la prudence dans les analyses, jusque là très favorables à l'accord, et rappelle que les nouveaux droits acquis par le travail italien étaient incontestablement justes, mais qu'il y avait d'autres questions à soumettre à la discussion, comme l'endettement croissant et injuste des paysans italiens auprès des *fazendeiros*, et la mauvaise hygiène dont souffraient ces mêmes ouvriers agricoles. La

*Convenzione* devrait garantir le paiement immédiat aux colons de la valeur de ce qui leur était dû en échange de leur prestation de service auprès du *fazendeiro*, évitant ainsi leur dépendance pécuniaire. Quant au manque d'hygiène, le problème venait de la totale précarité des logement attribués aux paysans et de l'excès de travail auquel ils étaient soumis, au point que les maladies comme le terrible trachome, proliféraient. En outre, conseille Raffaelli, il était nécessaire d'entamer d'autres études plus précises sur les conditions de sécurité, de justice et d'économie qui concernaient les émigrés italiens sur place ; cependant ces recherches ne devaient pas s'arrêter aux enquêtes théoriques officielles, mais plutôt être menées par des gens en contact permanent avec les colons.

La mise en relief des possibles défauts de la *Convenzione* est renforcée par les commentaires du *Corriere Italiano*, entre autres. Sous le titre *L'obbrobrio schiavista al Brasile*, l'hebdomadaire publie les impressions du journaliste Luciano Magrini, parti au Brésil en 1924, pour 'découvrir' les vraies conditions d'existence des Italiens émigrés là-bas. Il avait parcouru des chemins que le *Commissariato Generale dell'Emigrazione* n'avait jamais empruntés et avait rencontré ce qu'il nomme le "pourri", la "gangrène".

"Les fermiers brésiliens, écrit-il, sont les négriers des plantations de café ; ils tiennent les colons italiens enfermés dans les *fazendas* et cachés au regard de tous ; ils ont de plus dépouillés par le médecin et par le pharmacien,

---

<sup>49</sup>RAFFAELLI,G. *Sulla Convenzione per l'emigrazione col Brasile* in *Emigrazione e Lavoro*, anno VI, n°3, mars 1922, p.11 à 13.

atteints de trachome, épuisés, analphabètes(...)De quoi parlent donc ceux qui, de leurs sièges de ministre ou de député, soutiennent que de nouveaux débouchés doivent être ouverts à l'émigration italienne, stipulent des accords ridicules avec les fermiers brésiliens, et projettent d'expédier là-bas des centaines de familles ? »

L. Magrini avait écrit une série d'articles racontant son voyage de 1924 au Brésil qui seront publiés en 1926, et formeront un livre intitulé *In Brasile*. Il fait un très long récit, par exemple, du tour qu'il a effectué dans la vaste zone située à l'intérieur de la province de São Paulo, entre Lundiay, Riberão Preto, Araraquara et Pirassicaba, région qui abrite la plus grande production de café et est peuplée du plus grand nombre de cultivateurs italiens émigrés au Brésil dans les trente dernières années. Il raconte avoir visité environ 40 fazendas. L'accès à certaines lui avait été refusé et dans d'autres, les colons avaient été contraints de répondre ce que le fermier voulait qu'ils répondent. Il insiste, "il faut vivre quelques jours dans les *fazendas*, à côté des colons, pour comprendre tout le vide et tout l'isolement de leur existence<sup>50</sup>."

Ni Raffaelli, ni L. Magrini ne mentaient. Le refus des fermiers brésiliens de conclure ou de collaborer avec l'accord sera toujours présent, surtout dans la province de San Paulo, pour cette raison même justement que s'y concentraient le plus grand nombre d'Italiens dans les *fazendas* de café. En fait, l'absence du gouvernement italien continuait à se faire sentir. Les *fazendas* étaient de moins en moins productives en ces années, les salaires se

---

<sup>50</sup> MAGRINI, Luciano. *In Brasile, op. cit.*, p. 18.

dégradaient. Les conditions de vie dans les plantations se détérioraient et les contrôles du travail se renforçaient avec l'accroissement de la discipline, des heures de travail et du système d'amendes. L'horizon borné des fermiers brésiliens réfractaires au changement n'aidait pas non plus. Pour eux, il était question d'exploiter au maximum une main-d'œuvre bon marché et de continuer à résister à toute mécanisation du travail agricole. Alors, le rapatriement augmentait autant qu'il était possible<sup>51</sup>.

Corrado Zoli, séjournant au Brésil au début des années 1920, avait répertorié l'ensemble des difficultés qui, à son avis, rendait non viable non seulement une plus grande prospérité des agriculteurs italiens, mais aussi portait un sérieux préjudice au progrès de la nation brésilienne. Zoli trouvait déplorable, par exemple, que le caractère fédératif de la République n'oblige pas nécessairement que les accords passés par le gouvernement central fussent respectés intégralement par les différentes provinces. Le Président de la province de San Paulo, Washington Luiz, sous la pression des *fazendeiros*, était le premier à se montrer réticent à la portée de la *Convenzione*, et essayait surtout de restreindre l'ingérence des consuls italiens dans les *fazendas* et même la création des écoles italiennes.

En outre, poursuit Zoli, le total manque de discipline du gouvernement brésilien sur le marché, l'insuffisance chronique des capitaux financiers, les constants prêts usuraires à taux exorbitants que les fermiers brésiliens étaient contraints de contracter, tous ces facteurs réunis n'avaient pour résultat que des crises économiques cycliques qui revenaient tous les cinq ou six ans,

---

<sup>51</sup>DE ROSA, Luigi. *L'Emigrazione italiana in Brasile: un bilancio*, op. cit., pp. 161 à 163.

accompagnées, bien sur, d'instabilités politiques. Pour compléter ce scénario de décadence, Zoli aborde le problème de fond, à savoir la culture du café qui, dans ces années vingt, débouchait sur des excédents : "Aujourd'hui les *fazendas* et les plantations sont quasi toutes anciennes (...) Il n'existe presque pas de nouvelles plantations : la production du café est déjà exorbitante, à tel point qu'elle sature pleinement le marché mondial<sup>52</sup>."

Pourtant la plupart des analystes italiens suivent les orientations officielles positives données désormais par le *Commissariato dell'Emigrazione* et considèrent la *Convenzione* comme un nouveau départ, une vraie reprise des rapports avec le Brésil, après l'interruption intempestive qui avait suivi le 26 mars 1902, date du décret *Prinetti*. La *Convenzione* était présentée comme le véritable premier pas du rapprochement cordial de l'après-guerre. Ceux qui ne voyaient pas ainsi étaient plutôt tenus pour antipatriotes, vu que l'accord démontrait l'intérêt qu'avaient les fermiers à recevoir dorénavant des inspecteurs venus d'Italie, s'ils voulaient garantir le nécessaire apport de main-d'œuvre. Or, l'ouvrage de L. Magrini avait fait naître des controverses et suscité des mouvements d'humeurs au Brésil, surtout parmi les autorités. En face de cette réaction, le ministère des Affaires étrangères italiens s'empresse de donner satisfaction à celles-ci en présentant Magrini comme un simple opposant ,peu digne d'attention<sup>53</sup>.

---

<sup>52</sup>ZOLI, Corrado, *op. cit.*, pp. 150.

<sup>53</sup>TRENTO, A. *Là dov'è la raccolta du caffè*, *op. cit.*, p.418. Pourtant, il est inévitable que persistent partout des critiques, comme celle faite par Bernardino Frescura (*Verso gli Stati meridionali del Brasile* in *Le Vie d'Italia e dell'America Latina*, *op. cit.*, p.645) : "Je ne veux pas maintenant affronter la difficile question de la vie économique et physique des Italiens dans les *fazendas*(...)qui sont si semblables aux grands domaines féodaux, y compris dans leur aspect externe, parce qu'elles sont fermées comme des forteresse et que la grande maison patronale y

Les mauvaises conditions relevées auparavant par les diverses enquêtes représentaient le passé enseveli, et il fallait faire preuve d'une certaine tolérance, au nom du principe des profits et pertes ; tout du moins c'était ce que pensait Filippo Peviani qui écrit, en 1922, dans *L'attuale problema Italo-brasiliano*<sup>54</sup> :

“Dans la *fazenda*, il se peut que nos colons souffrent encore aujourd'hui de quelques restrictions faites à leur liberté individuelle (ce qui, du reste, comme toujours, est plus senti par ceux qui la déplorent que par ceux qui la subissent) ; il se peut que le colon doive vivre dans une maison au sol de terre battue ; il se peut qu'il doive dépenser en frais médicaux ; mais tous ces inconvénients que le Brésil et la province de San Paulo en particulier reconnaissent et veulent éliminer par des aides et des accords clairs, trouvent une large compensation dans ce fait : les *fazendas* donnent aux émigrés, dans un laps de temps très rapide, une pratique qui permet aux plus habiles et aux plus tenaces, de se délivrer du jeu patronal et de devenir petits propriétaires.”

Peviani compare, alors, la vie à la *fazenda* avec la vie à la caserne où il faut de la discipline. La *fazenda* devait être conçue comme une période d'initiation et comme une expérience nécessaire ; c'était “un institut agricole” d'expérimentation, l'unique lieu d'instruction capable de préparer dans un bref délai, une adaptation non seulement technique et physique, mais aussi morale. Pour l'auteur, il n'y avait pas d'autre endroit au monde où l'Italien puisse se

---

domine les petites maisons des colons comme domine le contrat *paulista*, farouchement rédigé

sentir plus à l'aise qu'au Brésil et surtout dans la région de San Paulo. Dans cette dernière province, la langue italienne était comprise par tous, et la majorité des industries et du commerce étaient propriété des Italiens. Il n'y avait pas d'autre pays capable d'offrir aux travailleurs, qui savaient se constituer une modeste épargne, la possibilité de passer rapidement, de l'état de salarié à celui de petit propriétaire. Peviani s'empresse de souligner qu'il avait donné la préférence à la visite des fermes les moins organisées, et s'était toujours mis en contact avec les colons.

Alors, au moins pour ce qui dépendait des autorités du Brésil et de l'Italie, un des principaux obstacles à une meilleure entente politique et économique commençait à être surmonté. C'est ce dont nous informe la revue *Le Vie d'Italia e dell'America Latina* en février 1924, "en Italie(...)l'attention de la presse et du pays entier reste vive sur toutes les questions inhérentes à l'émigration italienne au Brésil (...) œuvre sereine, fruit de la collaboration entre les deux gouvernements, le gouvernement italien et le gouvernement brésilien, unis par une telle quantité de liens dans le domaine du travail et de la culture, qu'ils sont en mesure de maîtriser chaque difficulté<sup>55</sup>."

En vérité, il semble de plus en plus que le véritable intérêt du gouvernement italien ne soit plus réellement de susciter le flux migratoire ou d'exercer une tutelle approfondie sur les conditions du travail sur place, mais d'accroître les rapports commerciaux avec le Brésil, dans la mesure où Mussolini va conditionner les accords d'émigration à la signature d'un traité de

---

et fait scrupuleusement observer par le *capataz*."

<sup>54</sup>Voir : PEVIANI, Filippo. *L'attuale problema Italo-Brasiliano*. Sasi: Rome, 193p.

<sup>55</sup>*La questione emigratoria* in *Le Vie d'Italia e dell'America Latina*, n°2, février 1925, p.239.

commerce entre les deux pays ; traité qui va remplacer définitivement le *Modus Vivendi* et instituer finalement la clause de nation la plus favorisée à l'avantage de l'Italie<sup>56</sup>.

Cependant, un changement digne d'être noté car il porte sur les accords commerciaux entre la Péninsule et le Brésil n'aura lieu qu'au début des années 1930, moment où, en fait, le scénario économique international s'était déjà dégradé, ce qui diminuait beaucoup la portée de la nouvelle mesure. Le 28 novembre 1931, est signé à Rio de Janeiro, 'l'Accord provisoire italo- brésilien', lequel, à son tour, est sanctionné en Italie en tant que Décret-loi n°193, par la Chambre des députés italienne, le 18 février 1932. Cet accord faisait enfin référence à la politique de douane établie le 5 juillet 1900, dans le cadre du *Modus Vivendi*. L'Italie dorénavant pourrait se situer au Brésil dans la catégorie de la nation la plus favorisée et vice-versa. Et les deux gouvernements s'accordent une fois de plus pour négocier, à bref délai, un traité en matière de douane qui serait complet et définitif<sup>57</sup>.

En tout cas, et contrairement à ce qui s'était passé en Argentine, la reprise du grand flux migratoire italien de l'après-guerre n'avait pas rebondi au Brésil, justement à cause de la crise croissante que connaissait le secteur du café, étant donné qu'à cette époque l'économie du pays restait absolument dépendante des exportations de cet unique produit. L'attrait des immigrants italiens pour Brésil, atteint par la permanence des mauvaises conditions de travail, avait déjà sérieusement diminué avec la modification politique effectuée

---

<sup>56</sup>TRENTO, A. *Là dov'è la raccolta du caffè*, op. cit., p.424.

<sup>57</sup>BONARDI, Italo. *Conversione in legge dell'accordo commerciale provvisorio italo-brasiliano in Le Vie d'Italia e dell'America Latina*, n°9, sept. 1932, pp.1002-1003.



par le gouvernement fasciste dans le domaine de l'émigration italienne à partir de 1927<sup>58</sup>.

Au niveau commercial, une certaine augmentation des échanges entre les deux pays dans cette décennie des années vingt est indéniable et accompagne de cette façon, la prospérité générale de l'époque. L'analyse des données va démontrer le fait<sup>59</sup> :

Année	Importation du Brésil (par million de lire)	Exportation pour le Brésil (par million de lire)	Passif pour l'Italie (par million de lire)
1922	348.777	134.647	214.062
1923	422.204	175.045	247.159
1924	474.429	231.319	248.110
1925	487.080	326.149	160.941
1926	575.787	297.082	249.731
1927	374.621	226.056	77.539
1928	354.762	275.743	79.019

<sup>58</sup>D'après article de la revue *Le Vie d'Italia e dell'America Latina (Un viaggio nell'America meridionale* – n°2, févr. 1928, p.186) : "Les travailleurs agricoles italiens dans les *fazendas* sont très mal économiquement, parce que leurs salaires sont trop bas; les dépenses dues à la nécessité de consulter le médecin et d'acheter des médicaments sont très élevées; le climat tropical est peu clément; l'alimentation inférieure aux nécessités; les Italiens sont mal, parce qu'ils sont obligés de vivre longtemps sans aucune ressource, sans aucun confort (...) si bien que le flux de travailleurs italiens au Brésil vient à cesser, et cet arrêt a précédé les récentes dispositions restrictives de caractère général prises par le Chef du gouvernement italien."

<sup>59</sup>Données cités par BONARDI, Italo, *id. ib.*, p. 1003.

1929	344.051	248.106	95.945
1930	291.991	156.617	135.374
1931	230.909	99.425	131.484

On peut ici observer que la balance commerciale reste favorable au Brésil tout au long de la décennie des années vingt et qu'évidemment la contraction signalée à partir de 1929 ne fait que refléter la situation de crise mondiale. Les exportations de l'Italie vers le Brésil subissent une chute plus marquée, parce que le Brésil est obligé de diminuer ses achats de produits manufacturés pendant que la Péninsule maintient à peu près le volume de ses achats de café, produit moins cher et de consommation populaire.

En effet, pendant cette période, le café a constitué le 9\10° des importations italiennes en provenance du Brésil, la Péninsule occupant, en général, le troisième rang des principaux acheteurs, après les États-Unis et la France respectivement et avant l'Espagne<sup>60</sup>. Sur l'ensemble des exportations de café brésiliennes, l'Italie absorbait 7 % de la production. Par rapport à la période d'avant la Première Guerre, l'Italie avait doublé ses achats de café au Brésil : en 1910, elle importait 187 mille quintaux ; en 1912, 193 mille quintaux ; en 1914, 205 mille quintaux ; en 1922, 410 mille quintaux ; en 1924, 423 mille quintaux<sup>61</sup>.

---

<sup>60</sup>En Amérique latine, l'Italie achetait aussi du café aux pays suivants, par ordre d'importance: Salvador, Haïti, Saint Domingue et la Colombie. Voir: *Le Vie d'Italia e dell'America Latina*, n°12, déc. 1925, p.1430.

<sup>61</sup>ZUCULIN, Bruno. *Il caffè* in *Le Vie d'Italia e dell'America Latina*, n°1, janvier 1926, p.30.

La pénétration du café brésilien en Italie était en partie bloquée par une certaine méfiance à l'égard des effets secondaires du produit, stimulant du système nerveux, sur la santé et à l'égard de sa qualité comparée à celle du café venant d'autres pays producteurs. Les propriétés thérapeutiques pouvaient encourager l'excès et le vice, croit-on : "L'usage qui est fait du café dans le Nord de l'Europe est très important. Des intellectuels surtout abusent de sa consommation. La Suisse occupe la première place avec quasi 7 Kg par habitant et par an (...) l'Italien en consomme un peu plus d'un kilo par an<sup>62</sup>." Et, en ce qui concerne l'excellence du produit, on raconte en Italie que des analyses du café brésilien auraient révélé qu'il possédait seulement 1 % de caféine, alors que le café colombien, par exemple, en possédait 3 %<sup>63</sup>. Par ailleurs, les mauvaises conditions de chargement, d'emballage et d'envoi des stocks de café qui caractérisaient les ports brésiliens étaient fréquemment un motif de plaintes de la part des acheteurs. Pour essayer de réduire le problème, avait été constituée à Gênes à la fin de 1926, une association appelée *Consorzio Importatori di Caffè*, réunissant la quasi-totalité des importateurs, qui se proposait d'exercer un contrôle systématique sur les modalités d'embarquement du produit dans les ports de Santos, Rio de Janeiro et Salvador<sup>64</sup>.

---

<sup>62</sup>*Id. ib.*, p.32. D'après une historique des importations de café brésilien en l'Italie, de 1881 à 1885, la Péninsule avait acheté environ 16 millions de kilos de café, ce qui correspondait à une consommation moyenne 'per capita' de 580 grammes. De 1904 à 1908, l'importation était supérieure à 20 millions de kilos. De 1909 à 1913, l'importation était parvenue à 26 millions de kilos, pour culminer, en 1928, à 45 millions de kilo, ce qui représentait une consommation moyenne 'per capita' de 1 200 grammes. (Statistiques citées in *Il consumo di caffè brasiliano in Italia* in *Le Vie d'Italia e dell'America Latina*, n°7, juillet 1929, p.789.)

<sup>63</sup>ZUCULIN, Bruno. *Il caffè*, op.cit., p.34.

<sup>64</sup>*I trasporti di caffè* in *Le Vie d'Italia e dell'America Latina*, n°1, janvier 1927, p.122.

Outre le café, le Brésil trouvait en Italie un petit marché pour le cacao, les peaux, le tabac brut, les graines oléagineuses, les bois d'ébénisterie, la viande congelée, le sucre, le caoutchouc<sup>65</sup>. L'Italie, de son côté, pariait sur l'augmentation, au Brésil, des ventes de ses produits manufacturés, comme la soie artificielle dont la vente était passée de 3 409 Kg en 1914 à 43 680 Kg en 1924<sup>66</sup> ; les automobiles dont en 1925, 563 unités avaient été vendues ; les tissus de coton. Pour les vins, la Péninsule occupait la deuxième place (11.356 tonnes), après le Portugal (11.931 tonnes)<sup>67</sup>. L'Italie avait également la ferme intention d'imposer de plus en plus au Brésil, comme d'ailleurs à toute l'Amérique latine, son industrie lourde, mais pour ce faire, il fallait vaincre la concurrence internationale, presque imbattable, des autres puissances, surtout les États-Unis et l'Angleterre. Mais l'Italie arrivait effectivement à vendre quelques bateaux, sous-marins et avions, notamment, au Brésil et en Argentine<sup>68</sup>.

---

<sup>65</sup>D'après le *Notiziario commerciale del consiglio provinciale dell'economia di Milano* (anno 1927,p.111) , en prenant pour base l'année 1927, on observe que les importations venant du Brésil en Angleterre correspondent, en livre sterling, à environ six fois celles de l'Italie; en Allemagne elles surpassent légèrement et sont le triple des italiennes; en France le double; la Belgique importe environ 20% de plus. Par contre, les importations du Brésil au Portugal et en Hollande sont environ la moitié des importations italiennes.

<sup>66</sup>Voir: *Il commercio coll'Italia* in *Colombo*,fasc.IV,déc.1926,pp.410-411; *La situazione economica degli Stati dell'America del Sud* in *Rivista d'Italia e d'America*,anno IV,avril 1926,p.70; *La situazione economica degli Stati dell'America del Sud* in *Rivista d'Italia e d'America*,anno IV,mars 1926,p.67; *Il commercio estero del Brasile e l'Italia* in *Colombo*, fasc.V, sept.1927,p.144.

<sup>67</sup>*Il commercio del Brasile* in *Le Vie d'Italia e dell'America Latina*,n°9,sept.1927,pp.1013-1018.

<sup>68</sup>En ces années vingt, par exemple, la *Lloyd Nacional* de Rio de Janeiro avait commandé au *Cantieri Navale Triestino*, en Italie, quatre paquebots, trois destinés au transport des passagers et un, pour le transport des marchandises. La Marine brésilienne avait reçu du *Cantieri del Muggiano* (Spezia), le 11 juin 1927, le sous-marin *Humaita*. (*Le Vie d'Italia e dell'America Latina*,n°2,févr.1928,p.235; et n°10,oct.1927,p.1206). L'Argentine, quant à elle, avait commandé deux croiseurs qui devaient être livrés en 1929, l'*Almirante Brown* (du *Cantieri Liguri*) et le *Venticinco de mayo* (du *Cantieri Orlando* de Livorno) – le premier croiseur acheté par l'Argentine avait été le *Belgrano* (sorti depuis 30 ans) qui venait du *Cantieri Orlando*. De plus, la nation argentine avait commandé trois sous-marins au *Cantieri Navali Tosi* de Taranto. (*Le Vie d'Italia e dell'America Latina*,n°6,juin 1929,p.672). Pour illustrer la concurrence subie par l'Italie, dans le 'Programme de construction navale' établi par l'Argentine en 1926, qui prévoyait de commander

Les missions ou les propositions pour essayer de dynamiser les rapports commerciaux se répètent plus fréquemment pendant ces années. A la fin de 1924, De Campos, délégué brésilien à 'l'Institut international d'agriculture', en visite à Rome, en dehors des négociations sur le café toujours en cours, s'attache à offrir au marché italien une augmentation de l'achat de manganèse, de viande congelée et de coton brésilien<sup>69</sup>. En 1925, les principaux entrepreneurs et commerçants intéressés par les échanges entre la Péninsule et le Brésil constituent à Milan une 'Chambre de commerce italo-brésilienne' qui, contrairement à la 'Chambre de commerce italo-brésilienne' de Gênes, laquelle s'occupait surtout des affaires commerciales avec San Paulo, devait s'occuper également et principalement de la région sud et nord du Brésil<sup>70</sup>.

À la fin de 1927, le sénateur italien Mangiagalli se rend au Brésil et relate ses impressions tout en faisant des suggestions sur les possibilités de pénétrations industrielles et commerciales dans ce pays. Il constate que le Brésil, qui possède d'immenses ressources, avançait dans la production des marchandises les plus simples dont il avait besoin, étant aidé en cela par beaucoup des communautés italiennes sur place. Considérant qu'il s'agissait d'un phénomène d'internalisation et de nationalisation industrielles irréductibles, il avance l'idée que l'Italie devrait plutôt s'adapter à cet événement et non pas le considérer comme une entrave au bon déroulement de ses négociations.

---

trois croiseurs, six destroyers, six sous-marins, un porte-avions et deux navires hydrographiques, en 1929, la distribution de ces achats était la suivante : en dehors des commandes déjà faites en Italie: sur les six destroyers, deux (*Cervantes* et *Juan de Guaray*) furent achetés à l'Espagne et trois (*Tucumán*, *Mendoza*, *La Rioja*) furent construits en Angleterre; les deux navires hydrographiques (*San Juan* et *San Luis*) furent construits également en Angleterre. (*Le Vie d'Italia e dell'America Latina*, n°12, déc. 1929, p.1348)

<sup>69</sup> *I rapporti commerciali italo-brasiliani* in *Le Vie d'Italia e dell'America Latina*, n°3, mars 1925, p.362.

L'Italie avait, au contraire, intérêt à accroître sa participation en utilisant les bras, les supports techniques, le capital financier des industries déjà existantes, de manière à obtenir une prédominance du capital italien, et à créer de nouvelles industries. Le Brésil en général, et San Paulo, notamment, seraient des marchés mondiaux de premier ordre<sup>71</sup>.

Dans une session de la 'Chambre de commerce italo-brésilienne' de Gênes, organisée à la fin de 1928, quelques propositions sont mises à l'étude pour tenter de renverser la balance commerciale en faveur de l'Italie. Une première orientation devrait promouvoir l'extension de la présence commerciale italienne dans des zones peu explorées, mais riches en ressources naturelles nécessaires à l'industrie italienne, comme les régions Nord et Nord-Est du Brésil. Une autre manière de garantir le succès de l'insertion italienne dans ces marchés brésiliens quasi vierges serait d'organiser des transports maritimes vers ces zones, en assurant une ligne de navigation périodique et exclusive<sup>72</sup>.

Des efforts seront faits, sans doute, qui allaient dans le sens d'une croissance et d'une diversification des achats et des ventes de la part des deux pays, mais les résultats se révéleront peu probants. L'Italie reproduisait au Brésil toutes les déficiences fonctionnelles qui, dans son organisation commerciale, la caractérisaient en Amérique latine et elle subissait en outre la concurrence des produits similaires développés par la colonie italienne sur place. De plus, l'ensemble des mesures, si souvent imaginées et dont la mise

---

<sup>70</sup> *Le Vie d'Italia e dell'America Latina*, n°5, mai 1925, p.618.

<sup>71</sup> *Le possibilità italiane in Brasile* in *Le Vie d'Italia e dell'America Latina*, n°2, fév. 1928, pp.236-239. A cette occasion, le sénateur comptabilise les provinces où les Italiens établis étaient les plus nombreux : São Paulo, plus d'un million; Rio Grande do Sul, 200 mille; Paraná et Santa Catarina, 90 mille; la zone limitrophe entre Rio de Janeiro et Minas Gerais, 200 mille; Espírito Santo, 45 mille.

au point avait tant été sollicitée, qui devaient stimuler le commerce import-export, mettre à profit la masse des Italiens présents, aider l'Italie à se consolider sur ce marché depuis toujours considéré comme prometteur, ne réussirent à déboucher que sur de faibles initiatives, surtout si on les compare, par exemple, à l'agressivité organisationnelle d'autres puissances. Au fur et à mesure que l'Italie faisait preuve d'une certaine diligence, elle ne récoltait que de frustrants résultats. À la fin, les plaintes sont générales, comme celles d'Italo Bonardi, qui écrit en septembre 1932 :

“Il est opportun de rappeler, si nous nous rapportons aux statistiques du commerce italo-brésilien de ces dernières années – et nonobstant la part expressive qui est celle du travail italien dans le progrès économique du Brésil, au point que l'Italie est à présent considérée comme une des grandes collaboratrices qui ont contribué à l'épanouissement économique et culturel de la Confédération brésilienne – qu'en ce qui concerne le commerce vers le Brésil, non seulement notre pays occupe une place assez modeste, mais que la balance commerciale nous a toujours été sensiblement défavorable<sup>73</sup>.”

Il est vrai également que, si les conditions de vie et de travail, dans les *fazendas* de San Paulo et d'alentour étaient toujours motifs de plaintes et d'indignation, la colonie italienne qui s'était établie dans les provinces du

---

<sup>72</sup> *Brasile in Le Vie d'Italia e dell'America Latina*, n°9, sept. 1928, p. 1089.

<sup>73</sup> BONARDI, Italo, *op. cit.*, p. 1002. Pour un aperçu global des rapports économiques entre le Brésil et l'Italie pendant les années vingt, voir encore: *Il Brasile: sviluppo economico e relazioni commerciali con l'Italia*. Roma: Castaldi. Istituto nazionale per l'esportazione, 1929.

Sud du Brésil<sup>74</sup> était présentée comme un exemple à suivre, et on notait bien que les mérites en revenaient une fois de plus surtout aux émigrés eux mêmes, dans la mesure où la *Madre Patria* s'était caractérisée par son absence. C'est ce qu'exprime le jugement de G.T.Fassina :

“Le Rio Grande do Sul est une zone qui mérite d'être visitée et étudiée de près si l'on s'intéresse aux destinées de notre politique d'émigration, de même que Santa Catarina et Paraná. Il s'agit de régions qui offrent à nos concitoyens les meilleures conditions, soit au plan du climat, soit pour ce qui est de l'adaptation progressive et de la prospérité qu'ils peuvent y trouver(...) et cela sans aucune aide venue d'Italie ; d'ailleurs aujourd'hui ils sont très fiers de leur œuvre et d'une réussite qu'ils ne doivent qu'à eux même. Si bien qu'on peut dire qu'au Rio Grande do Sul, il existe des villes qui ont été créées et enrichies par la force des bras italiens<sup>75</sup>.”

---

<sup>74</sup>Pour l'émigration italienne dans les provinces du Sud du Brésil, voir: MANFROI, Olívio. *A colonização italiana no Rio Grande do Sul*. Porto Alegre: Grafosul, 1975; AZEVEDO, Thales. *Italianos e gaúchos. Os anos pioneiros da colonização italiana no Rio Grande do Sul*. Porto Alegre: A Nação, 1975; ROSOLI, Gianfausto. *Il ruolo della Chiesa tra gli emigrati italiani in Rio Grande do Sul in Contributo alla storia della presenza italiana in Brasile*. Roma: Istituto Italo-Latino-Americano, 1975, pp.55-69; FROSI, V.M. et MIORANZA, C. *Imigração italiana no cordeste do Rio Grande do Sul. Processos de formação e evolução de uma comunidade italo-brasileira*. Porto Alegre: Monumento, 1975; COSTA, R. et ali. *Imigração italiana no Rio Grande do Sul*. Porto Alegre: UCS-EST, 1975; DE FELICE, Renzo (ed.) *L'emigrazione italiana in Brasile, 1800-1978*. Torino: Fondazione G. Agnelli, 1980; MALESANI, Emilio. *L'emigrazione italiana nel Brasile meridionale e i suoi problemi in Quaderni dell'emigrazione*, Bologna, Istituto di Geografia, avril 1952, pp.5-35; ERLER, Giorgio. *L'emigrazione italiana nello stato di Rio Grande do Sul tra il 1875 ed il 1914* in DE FELICE, Renzo et ANGELI, Franco. *Cenni Storici sulla emigrazione italiana nelle Americhe e in Australia*. Milano: Franco Angeli editore, 1979, pp.37-74; DELHAES-GÜNTHER, Dietrich. *La colonizzazione italiana nel quadro dell'emigrazione europea verso il Brasile meridionale (1875-1914)* in BEZZA, B., *op.cit.*, pp.453-476.

<sup>75</sup>FASSINA, G.T. *Il colono italiano nel Rio Grande do Sul* in *Le Vie d'Italia e dell'America Latina*, n°5, mai 1927, p.553. Voir : *La cooperazione degli Italiani al progresso civile ed economico del Rio Grande del Sud* : opera pubblicata in occasione delle feste commemorative del 1° cinquantenario della colonizzazione italiana nello Stato, 1875-1925.



Les éléments qui ont produit un certain contraste entre les groupements ruraux des émigrés italiens du Sud du Brésil et ceux du reste du pays en général sont relevés par les narrateurs italiens qui voyagent dans cette région. Ils font état surtout d'une plus grande facilité d'acquisition des petites propriétés, de la variété des cultures, du climat tempéré, de la formation de petites coopératives agricoles. Bernardino Frescura propose l'exemple d'une petite colonie, *Santa Felicidade*, localisée à 6 Km de Curitiba, capitale de la province du Paraná, fondée en 1880 par des agriculteurs du *Veneto* dont il raconte l'histoire.

Disposant de quelque épargne, ces agriculteurs avaient acheté quelques petits terrains planes, fertiles, jouissant d'un climat salubre et tempéré. Ils y avaient cultivé des céréales, des produits horticoles, des vignes, des mûriers. Ils avaient élevé des animaux dont ils vendaient le beurre, le fromage, le lait dans la capitale voisine. Ils avaient développé quelques industries. Et aujourd'hui, conclut Frescura, optimiste "cette colonie constitue une bourgade, qui semble transportée de notre *Veneto* sur les plateaux du Paraná, avec son dialecte et où le nom de la patrie lointaine bat en chaque cœur<sup>76</sup>."

Pourtant, si cette présence positive des émigrés italiens a apporté, au Sud du Brésil, une réelle amélioration au plan des affaires économiques, et non le contraire, explique Frescura : "Malheureusement, l'Italie – qui a su

---

<sup>76</sup>FRESCURA, Bernardino. *Verso gli stati meridionali del Brasile*, op.cit., p.646. Sur la colonie italienne *Santa Felicidade* voir: MARTINI, G. *Origine e sviluppo della Colonia Santa Felicidade*. Curitiba, 1908; PILATTI BALHANA, A. *Santa Felicidade: un processo de assimilação*. Curitiba: Haupt, 1958, PILATTI BALHANA, A. *Santa Felicidade. Una paróquia vêneta no Brasil*. Curitiba, 1978.

donner ces miraculeux colons aux provinces méridionales du Brésil – est l'Etat qui a obtenu le moins d'avantages commerciaux auxquelles elle aurait dû avoir droit, et dans son intérêt propre et dans celui du Brésil<sup>77</sup>." Au Sud du Brésil, l'essentiel du commerce se faisait avec l'Angleterre, l'Allemagne, la France, les États-Unis, la Hollande .

L'Italie se limitait désormais, explique Frescura, à exporter dans ces régions des tissus de coton – qui se trouvaient fortement concurrencés par les filatures de coton de San Paulo, Rio de Janeiro et de Rio Grande do Sul - , des huiles, quelques types de vins, du vermouth, des chapeaux de feutre et de paille. De plus, d'autres produits perdaient rapidement leur part de marché, comme les fromages et les saucissons qui devaient affronter la concurrence de la production des colonies italiennes et allemandes ; le riz piémontais et lombard était battu par le riz japonais et indien, moins cher ; les papiers d'emballage, étaient vaincus par la production allemande locale ; les pâtes alimentaires, étaient supplantées par la fabrication du Rio Grande, de Pelotas et de Porto Alegre, des villes de la province du Rio Grande do Sul, protégée par un droit de douane élevé.

Entre autres problèmes observés sur place par Frescura, une des questions récurrente est le manque de dynamisme de l'Etat italien, incapable de soutenir ses citoyens déplacés, obstacle que les Allemands, eux aussi émigrés en bon nombre dans ces régions, connaissaient à un moindre degré. En vérité, l'auteur est surpris par le succès des Allemands "qui ont su s'assurer et maintenir une hégémonie économique, même sur

---

<sup>77</sup>FRESCURA, Bernardino. *Verso gli stati meridionali del Brasile, id. ib.*

les Brésiliens. A Santa Catarina et à Rio Grande do Sul, les Allemands avaient su former des morceaux d'Allemagne, où ils vivaient avec leurs habitudes, leur langue, leur religion, alimentant, grâce à leur vigoureuse économie, les lignes de navigation qui avaient établi de fréquentes communications entre les ports du Rio Grande et de Hambourg<sup>78</sup>." Il cite, du reste, quelques raisons de ce succès : un réseau de vendeurs agissant à l'intérieur des provinces, offrant leurs produits et réapprovisionnant rapidement les petits magasins ; ces vendeurs étudiaient en effet les besoins et les habitudes des municipes.

Contrarié par le manque de solutions et la stagnation dans les échanges économiques, le consul général italien de Curitiba, capitale de la province du Paraná, Amadeo Mammalelle, fait un état des lieux en 1929, et prend comme exemple outre le Paraná, la province de Santa Catarina, zone où la présence des émigrés allemands est importante. Voilà ses conclusions :

"Malgré les louables efforts des commerçants italiens qui agissent au Paraná, les importations venues d'Italie sont décidément en décadence. La concurrence des autres Etats européens est presque infranchissable surtout en ce qui concerne les conditions du transport maritime. Ce handicap rend

---

<sup>78</sup> *Id. ib.*, p.644-645. La performance allemande au Sud du Brésil avait impressionné également le professeur italien qui fait référence à la prospérité et à l'organisation des Allemands dans la province de Santa Catarina : "Les capitalistes allemands de Hambourg, Brême et Lubeck, il y a déjà quelques années, se sont rassemblés pour former une société de colonisation et ont acheté une grande partie de la terre de l'Etat de Santa Catarina, qu'ils ont rendue *colonisable* ouvrant des routes, construisant des chemins de fer, rendant praticables les ports, navigables les rivières, bâtissant des maisons, des écoles et des églises; et appelant les meilleurs colons allemands sur cette terre pour la leur vendre (...) Et que ne pourrions-nous pas faire de bon et utile, nous qui lâchons sans direction et sans organisation nos émigrés?!"

impossible tout profit de nature commerciale puisqu'il s'ajoute à d'autres importants handicaps italiens, contrastant avec la très bonne organisation des autres pays exportateurs<sup>79</sup>."

Mammalella, lui aussi, fait un parallèle entre l'Italie et la nation allemande. Il affirme de manière catégorique que "l'Allemagne excelle et envahit systématiquement le marché<sup>80</sup>." Le consul italien raconte que, pendant ses visites au consulat d'Allemagne à Curitiba, il a pu observer une structure technique complexe mise au service du commerce allemand et à travers laquelle l'industrie allemande pouvait être au courant de tout ce qui existait dans les autres pays en terme de produits similaires et était renseignée sur leurs prix et leurs conditions de vente. En possession de ces informations, elle formulait ses mécanismes de concurrence et offrait de plus bas prix, etc., en vue d'accaparer les marchés ; même les Italiens sur place finissaient par acheter les produits des Allemands, dit Mammalella. Afin de pallier un tant soit peu ces différentes difficultés, le consul de la Péninsule décide de convoquer, en cette même année 1929, les plus grands commerçants italiens de Curitiba pour leur faire part de ses

---

<sup>79</sup>MAMMALELLA, Amadeo. *Brasile: lo Stato del Paraná ed i suoi scambi con l'Italia* in *Le Vie d'Italia e dell'America Latina*, n°4, avril 1929, p.452. le consul se réfère à un autre problème, le manque d'attention et de soin constaté dans l'emballage des produits italiens. Cette insuffisance s'aggravait, parce que les marchandises italiennes suivaient les voies de livraison les plus indirectes, soumettant les produits les plus exposés à la détérioration. A ce sujet les plaintes des analystes étaient toujours les mêmes et elles étaient loin d'avoir une solution plausible. Dans son œuvre publiée en 1913, G.Monachesi (*op.cit.*, p.56) avait déjà constaté le préjudice commercial que l'Italie subissait au Paraná, faute d'une ligne maritime directe, par exemple. "Au Paraná, les colonies italiennes se concentrent notamment autour de Curitiba, capitale de l'Etat et dans la ville même. Une grande part du commerce et aussi quelques industries sont aux mains de nos concitoyens. Cependant les échanges entre l'Italie et le Paraná, à cause, encore une fois, du manque de communications directes, sont très faibles."

<sup>80</sup>*Id. ib.*

propositions. On leur communique alors l'ordre du jour ' suivant, où, à dire vrai, rien ne semble avoir progressé :

“Les commerçants italiens de Curitiba, réunis au Consulat général d'Italie, ont pris acte de la persistante méconnaissance des produits de ce marché ; ont pris acte des assurances du R. Consul, promettant une politique italienne plus rationnelle dans le domaine des transports directs entre l'Italie et les ports du Brésil méridional ; sont convaincus de l'opportunité de ces initiatives, et assurés que la puissance commerciale de l'Italie ne peut pas et ne doit pas paraître aujourd'hui la même que dans les décennies passées qui donnaient l'image d'une Italie fainéante et pauvre, bien différente de l'Italie d'aujourd'hui, prospère et prédominante<sup>81</sup>.”

Du reste, les commerçants italiens de Curitiba souhaitaient que le consul général pût organiser, pour la toute première fois, une ligne de transport modeste et expérimentale et une foire-échantillon permanente dont le rôle serait de diffuser les productions industrielles de l'Italie.

#### 4- Le Bassin de La Plata : l'Argentine et l'Uruguay :

Dans la période 1860-1930, les pays du Bassin de La Plata ont vu la confirmation du capitalisme dans le domaine agricole, le poids du capital mercantile et l'ouverture aux investissements étrangers. Dans ce scénario, ils se voient confier le rôle de producteurs de denrées et de matières premières tirées de l'agriculture et d'élevage. Les produits agro-pastoraux composent ainsi la totalité des exportations. Par suite, ces pays en voie d'équipement et de peuplement doivent faire venir de l'extérieur, de l'Europe surtout à cette époque, les sources d'énergie, les machines, les tissus et même quelques denrées alimentaires. Leurs commerces, dominés par les intérêts anglais, laissent à d'autres nations un espace réduit. C'était le cas de l'Italie, notamment si on prend en compte, le croissant flux migratoire italien dans ces pays, ainsi que l'action progressive de cette colonie dans le développement de la région. Les Italiens résidents avaient contribué, il est vrai, à élargir un tant soit peu les importations de plusieurs produits de la Péninsule, cependant, dans ces années vingt, le gouvernement italien cherchait à augmenter les bénéfices commerciaux dans ces marchés en expansion.

L'Uruguay, petit pays du Bassin *platense*, qui possédait un marché très peu abondant, avait une certaine importance dans le commerce général de la région, en raison surtout de la position stratégique du port de

---

<sup>81</sup> *Una consulta commerciale italiana nello stato del Paraná in Le Vie d'Italia e dell'America Latina*, n°9, sept. 1929, p. 1014.

Montevideo, situé à l'entrée de l'estuaire de la Plata. Donc, afin d'explorer cette zone géographique et de stimuler, et les intérêts de la colonie italienne sur place, et les participations de l'Italie, on fonde, le 10 novembre 1883, à initiative du consul général de la Péninsule, l'avocat Pasquale Corte et de membres de la communauté italienne, la 'Chambre de commerce italien de Montevideo' (Ccim)<sup>82</sup>.

La Chambre uruguayenne suivait les orientations du 'Conseil supérieur de l'industrie et du commerce' de la Péninsule, cependant, la Ccim n'avait pas de caractère officiel et s'était constituée en tant qu'association libre et fonctionnant sur le mode électif de commerçants et d'entrepreneurs italiens habitant la République, sous la tutelle des autorités diplomatiques et consulaires. La Ccim fut convenablement saluée par les Chambres du Commerce du Royaume. Après sa constitution, elle va donc essayer d'agir sur des questions intéressant le Royaume dans le domaine des exportations, aussi bien que sur des questions concernant les importateurs et entrepreneurs italiens établis en Uruguay, comme les taxes de douane. En outre, la Ccim offrait à l'Italie des conseils et des informations sur la qualité et les conditions du marché uruguayen, sur les habitudes et les préférences des consommateurs internes, sur les produits et les activités des entreprises étrangères concurrentes, soit à travers la correspondance échangée avec les Chambres du Royaume, soit à travers son *Bollettino Ufficiale della Camera di Commercio Italiana de Montevideo*.

---

<sup>82</sup>Pour la fondation et l'action de la Ccim voir: CURI, Alcides Beretta. *Il contributo dell'emigrazione italiana allo sviluppo economico dell'Uruguay, 1875-1918* in DEVOTO, Fernando, CAMOU, Maria, PELLEGRINO, Adela et alli. *L'emigrazione italiana e la formazione dell'Uruguay moderno*. Torino: Giovanni Agnelli, 1993, pp. 171-231.

A cette époque, les produits italiens exportés en Uruguay se composaient surtout de figues et champignons secs, de beurre, de tomates, de saucissons, de tissus de coton, de couvertures de laine, de riz, de vermouths, d'huile d'olive, de vins. Par contre, les produits uruguayens avaient un faible succès en Italie. Pour remédier à cette situation la Ccim essaie d'offrir la viande salée uruguayenne au pays italien. En dépit de cet effort, les résultats pratiques obtenus par la Ccim furent limités, puisqu'elle n'avait pas le soutien nécessaire des Chambres du Royaume ou même d'une bonne partie de la communauté italienne sur place. De plus, la Ccim n'avait pas été capable de se placer en compétition régulière avec les intérêts anglais et avec la pénétration croissante des Allemands, des Français, des Espagnols et des Nord-américains qui étaient également présents sur le marché *platino*.

En tout cas, la Ccim obtient néanmoins quelques résultats positifs dans l'amélioration ou dans la maintien des positions du Royaume dans la liste des fournisseurs de l'Uruguay, l'Italie occupant en général la quatrième ou la cinquième position à la fin du 19<sup>ème</sup> siècle. Le rôle de la marine marchande italienne fut déterminant à cet égard, car elle s'était insérée dans la voie offerte par la rivière de La Plata. Entre le début du 20<sup>ème</sup> siècle et la Première Guerre mondiale, l'Italie va subir, cependant, la concurrence d'une activité industrielle et artisanale en plein développement en Uruguay, et qui commençait à remplacer les importations, et l'exemple le plus clair en est celui de la viticulture. La Péninsule, de son côté, persistait dans son indifférence aux produits d'élevage uruguayen. Le Grand Conflit de 1914 va



amener une diminution plus significative des exportations de l'Italie en Uruguay, au profit de celles l'Espagne et surtout des États-Unis.

À partir des années vingt, l'Italie regagne du terrain en Uruguay, mais elle n'arrive plus aux niveaux précédents. En 1927, la nation italienne est à la huitième place, sur le total des exportations en Uruguay, avec 4,33 % : en première position, les États-Unis, 30,39 % ; en seconde, la Grande Bretagne, 15,11 % ; troisième, l'Argentine, 11,16 % ; quatrième, l'Allemagne, 10,83 % ; cinquième, la France, 6,32 % ; sixième, la Belgique, 6,18 % ; septième, le Brésil, 5,41 %. Pour le total des exportations de l'Uruguay, l'Italie figure à la septième place, avec 5,32 %, : en première place, la Grande Bretagne, 20,19 % ; en seconde, l'Allemagne, 18,65 % ; troisième, la France, 13,89 % ; quatrième, l'Argentine, 13,16 % ; cinquième, la Belgique, 8,22 % ; sixième, les États-Unis, 7,76 %<sup>83</sup>.

A ce moment, les principaux produits italiens vendus en Uruguay sont les filés, (ils occupent la seconde place sur le marché uruguayen et devance ses concurrents étrangers) ; les huiles de table, surtout, l'huile d'olive, et les tissus de coton (troisième place) ; les cigarettes (quatrième place) ; les fruits et boissons (cinquième place)<sup>84</sup>. Alors, devant l'évidence du fait que les importations italiennes étaient légèrement supérieures aux exportations, on suggère qu'il serait peut-être opportun d'augmenter l'achat de viande et de laine sur le marché uruguayen afin, par effet

---

<sup>83</sup>PASSERA, Gino. *Il commercio dell'Uruguay* in *Le Vie d'Italia e dell'America Latina*, n°7, juillet 1929, pp.697-698.

<sup>84</sup>*Uruguay* in *Le Vie d'Italia e dell'America Latina*, n°7, juillet 1927, p.860.

d'entraînement, d'y stimuler les ventes italiennes, en profitant de la présence d'une communauté italienne bien intégrée<sup>85</sup>.

Pour ce qui avait trait au flux de l'émigration italienne, il semble que l'impossibilité de continuer à explorer la voie uruguayenne était une donnée claire pour ceux qui s'intéressaient à la question, comme Bruno Zuculin, qui fait connaître : "L'explication peut facilement être trouvée dans la prédominance de l'élevage de bestiaux, activité qui requiert une main d'œuvre insignifiante. L'exceptionnelle importance de l'élevage rend inévitable les grandes propriétés et justifie le petit nombre des étrangers qui vivent à l'intérieur du pays<sup>86</sup>." Ou Corrado Zoli : "Les causes de la faiblesse de l'immigration sont les suivantes: la grande propriété ; les systèmes de gestion irrationnels des établissements agricoles ; la saturation du nombre des travailleurs aux champs, conséquence d'un tel système ; bref, ce mode de fonctionnement constitue ici, depuis déjà quinze ou vingt ans, les principaux obstacles au courant migratoire italien, qui a été toujours principalement composé de travailleurs agricoles<sup>87</sup>."

Cette situation était fortement déplorée car les opinions générales sur l'Uruguay, comparé à d'autres Républiques d'Amérique latine, étaient tout à fait positives. Zuculin, lui-même, fait des éloges : "Les conditions sanitaires de l'Uruguay sont excellentes, sans maladies endémiques et, par

---

<sup>85</sup>PASSERA,Gino,*op.cit.* En 1924, l'Italie avait signé un important contrat avec une des principales industrie frigorifique d'Uruguay, le Swift de Montevideo, pour l'achat de 3 millions de boîtes de viande conservée destinées à l'armée et à la Marine italiennes, produit qui, auparavant, était acheté surtout au Brésil. Voir:A.M.G.*Ricchezza pecuaria dell'Uruguay* in *Le Vie d'Italia e dell'America Latina*, n°1, janvier 1925,pp.41-42.

<sup>86</sup>ZUCULIN,Bruno.*La Repubblica Orientale dell'Uruguay in cifre* in *Le Vie d'Italia e dell'America Latina*,n°6,juin 1927,p.661.

<sup>87</sup>ZOLI,Corrado,*op.cit.*,p.75.

conséquent, la mortalité est basse. Quant à la température, elle est notablement plus douce que celle de l'Argentine et bien plus adaptée à l'organisme des Latins<sup>88</sup>." Corrado Zoli, pour sa part, se montre emphatique : "Généralement dotés d'une discrète culture et d'une intelligence assez éveillée, plus modestes et plus travailleurs que les Argentins, les Uruguayens sont naturellement affables et courtois, gentils et hospitaliers envers les immigrants<sup>89</sup>."

La revue *Le vie d'Italia e dell'America Latina*, à son tour, poursuit cette présentation élogieuse : "L'état florissant de l'agriculture et de l'élevage assurent au pays une balance commerciale exceptionnellement favorable qui, jointe à la bonne administration financière et à la traditionnelle tranquillité interne, ont fait de l'Uruguay l'unique nation sud-américaine à avoir une monnaie assurant la parité par rapport au dollar<sup>90</sup>." Lucio Ambruzzi, dans un long article consacré à l'Uruguay paru dans la revue *Colombo* corrobore cette affirmation : "La grande richesse naturelle du pays, la stabilité de son ordre politique, la solidité de ses finances et l'esprit d'initiative de l'administration publique et privée ont désormais assuré à cet Etat du crédit dans chaque marché du monde et la confiance dans son avenir<sup>91</sup>."

En Argentine, l'économie d'exportation était caractérisée, dans le secteur primaire, par des cycles successifs de production et par une

---

<sup>88</sup>ZUCULIN, Bruno. *La Repubblica Orientale dell'Uruguay in cifre* in *Le Vie d'Italia e dell'America Latina*, op. cit., p.660.

<sup>89</sup>ZOLI, Corrado, op. cit., p.74.

<sup>90</sup>Uruguay in *Le Vie d'Italia e dell'America Latina*, n°2, février 1927, p.225.

<sup>91</sup>AMBRUZZI, Lucio. *L'Uruguay* in *Colombo*, fasc. XX, sept.-oct. 1929, p.397.

dépendance dictée par les oscillations du marché mondial<sup>92</sup>. Ces cycles, étant déterminés par la demande des pays acheteurs et les capacités productives de l'Argentine (découvertes technologiques, capacités des navires, sélections de bétail, etc.) n'occasionnaient pas pour autant la disparition des autres productions qui occupaient alors un rang secondaire. Ainsi, l'histoire économique de l'Argentine a-t-elle été rythmée successivement par différents cycles : le cycle des cuirs et de la viande séchée (*tasajo*) de la fin du 19<sup>ème</sup> siècle au milieu du 20<sup>ème</sup> siècle ; le cycle des laines, des années 1860 aux années 1900 ; les cycles parallèles des céréales et de la viande congelée, des années 1890 à la crise des années 1930.

Au début, on produit les cuirs et la viande séchée selon une méthode primitive et ancienne qui n'exige que l'immensité des pâturages naturels, un bétail créole à demi-sauvage et une main-d'œuvre peu nombreuse et peu qualifiée. Au milieu du 19<sup>ème</sup> siècle, la clôture par barbelés, le creusement de puits et l'introduction des premiers reproducteurs améliorent la production. Mais les techniques restent sommaires. Le bétail est abattu sur place ou dans les salaisonneries des ports exportateurs. On extrait alors les cuirs (des bovins, moutons, juments, chèvres) qui sont séchés ou salés puis expédiés en Europe. La fabrication de la viande séchée, de qualité médiocre, destinée aux esclaves des Amériques, n'en constitue pas moins un progrès dans l'utilisation de la matière première.

---

<sup>92</sup>Sur l'économie argentine voir : GAINART, Romain. *L'économie de la République argentine* in *Cahiers d'Outre-mer*, t.XIII, 1960, 120p.; GAINART, R. *La Pampa Argentina*. Buenos-Aires: Solar, 1989; ORTIZ, R.M. *Historia economica de la Argentina (1850-1930)*, T.I et T. II, 2<sup>ème</sup> ed., Buenos-Aires, 1964; DIAZ, Alejandro. *Ensayos sobre le historia economica argentina*. Buenos-Aires, 1983.

Amorcé dès le 18<sup>ème</sup> siècle, le cycle des cuirs et de la viande séchée se prolonge fort avant dans le 19<sup>ème</sup> siècle. Jusqu'aux années 1870, ces produits viennent au premier rang des exportations. Leur déclin relatif date de la décennie suivante. D'autres produits, les laines et les céréales, ont un développement plus rapide. La viande séchée se maintient jusqu'à 1895 puis s'effondre avec la fermeture des marchés des Antilles et du Brésil.

Le cycle de la laine prend le relais. Il a débuté dès le milieu du 19<sup>ème</sup> siècle, période où les moutons ont envahi les pâturages de la province de Buenos-Aires. Techniquement plus avancé, l'élevage ovin constitue un progrès par rapport à l'économie du cuir. Les exportations de la laine reflètent la progression du cycle. En volume, une croissance régulière de 80 000 tonnes en 1879, passant à 140 000 tonnes en 1889, et 230 000 tonnes en 1899 marque l'ère du mouton en Argentine.

L'élevage du bétail créole pour le cuir et l'élevage du mouton pour la laine ont servi d'assises à un élevage spécialisé dans la viande, stade plus élaboré de la production, qui prend son essor dans les années 1890, triomphe dans les années 1910-1914 et se perpétue dans les années 1920. Pour des raisons techniques et financières, les frigorifiques ont attendu près de vingt ans avant de produire à grande échelle. Les premiers essais, amorcés en 1883-1884, portent sur la viande ovine. Les exportations de viande bovine congelée, qui correspond mieux au goût des consommateurs européens, ouvrent véritablement le cycle de la viande. Elles démarrent vers 1898-1900, au moment où s'interrompent les expéditions de bétail sur pied. Le premier établissement frigorifique financé par des capitaux britanniques et argentins est construit dès 1883 ; un autre suit en 1886, puis une dizaine entre 1900 et 1914,

ce qui reflète une pénétration des capitaux nord-américains. La viande réfrigérée, de qualité supérieure, remplace finalement la viande congelée. Les exportations de viande réfrigérée passent brusquement de 50 000 tonnes en 1918 à 450 000 tonnes en 1927. Le cycle de la viande atteint alors son apogée.

Le cycle des céréales est contemporain de celui de la viande. Entre 1860 et 1880, l'agriculture céréalière avait été implantée par des colons européens qui avaient accédé à la propriété de la terre. Lorsque l'Argentine commence à exporter son blé dans les années 1880-1890, l'agriculture prend des formes spéculatives. L'oligarchie foncière s'approprie les terres et réduit les deux tiers des paysans au statut de fermiers ou de métayers. La grande exploitation triomphe.

En fait, le blé argentin n'est guère réputé pour sa qualité, mais il comble le déficit de la production dans l'hémisphère Nord au moment où, entre deux récoltes, les stocks tendent à s'épuiser. La zone céréalière qui assure aussi la production du maïs et de la luzerne, couvre d'abord la moitié sud des provinces de Santa-Fe et d'Entre-Rios, puis s'étend à la province de Buenos-Aires, au Nord de La Pampa et à l'Est de Cordoba. Progressivement l'Argentine réussit à s'imposer sur le marché mondial. Elle qui importait du blé jusqu'aux années 1870, renverse la tendance et commence à exporter dans les années 1880. Les exportations dépassent rarement 100 000 à 200 000 tonnes à cette époque. Mais elles atteignent 1 million de tonnes vers 1895, 2 millions vers 1904 et oscillent entre 2 et 3 millions de 1905 à 1914. La guerre mondiale entrave les communications et limite les exportations à 2 millions de tonnes. L'accroissement se poursuit dans l'après-guerre et dans les années 1920 ; avec environ 22 % des exportations mondiales, elle occupe le second rang, après le

Canada. Les exportations arrivent en 1929 à 4 millions de tonnes. En 1930, l'Argentine couvre 65 % des exportations mondiales de maïs et 25 % de celles de blé.

Dans l'économie argentine de l'exportation, Buenos-Aires occupe une position stratégique. Pendant plus d'un demi-siècle, c'est-à-dire entre 1862 et 1929, la ville affirme son contrôle sur les quatre cinquièmes des produits achetés à l'étranger. Presque toutes les liaisons commerciales entre l'Argentine et l'Europe passent inévitablement par la capitale. Buenos-Aires joue aussi le rôle d'exportateur privilégié des produits de l'élevage et de second port céréalier. Le cas de Buenos-Aires est alors singulier : la seule capitale rassemble plus du quart de la population, et cela avant la Première Guerre mondiale. La croissance de l'Argentine et notamment celle de Buenos-Aires ne laisse pas de surprendre les visiteurs italiens, comme Ausonio Franzoni qui en 1924 exprime son étonnement, "je n'exagère pas quand je décris le progrès de ce pays (...) le développement extraordinaire que, dans cette capitale, a pris l'industrie de chaque espèce est le résultat du quasi complet isolement que, pendant la guerre, ce pays a connu <sup>93</sup>."

De leur côté, les puissances industrielles jouent un rôle considérable en fournissant à l'Argentine des produits manufacturés et des biens

---

<sup>93</sup>FRANZONI,Ausonio.*L'Argentina* in *Le Vie d'Italia e dell'America Latina*, n°6,juin 1924,p.649. On remarque qu'à partir de 1910, les grandes entreprises italiennes ont commencé à établir des filiales en Argentine : Pirelli en 1917 (cette entreprise y avait déjà ouvert un bureau commercial en 1910); Cinzano en 1922. Leurs employés en Argentine ont maintenu des rapports très proches avec l'élite industrielle italienne installée sur place et ont participé quelquefois en tant qu'associés aux affaires locales. A Buenos-Aires, en 1887, 56% des propriétaires d'industries et 51% des employés de ces industries étaient Italiens. En 1935, quand l'émigration italienne au pays argentin avait déjà chuté et se retrouvait à ses niveaux les plus bas, la proportion des Italiens industriels était de 21% sur du total national, et de 39% du total des industriels étrangers. Voir : BARBERO,María Inés. *El rol de los Italianos en el nacimiento y desarrollo de las asociaciones empresarias en la Argentina (1880-1930)* in DEVOTO,Fernando et

d'équipements. En 1880, sept pays fournissent les trois quarts des importations. Ce sont dans l'ordre : la Grande Bretagne, 28 % ; la France, 20% ; les États-Unis, 8 % ; l'Italie, 6 % ; la Belgique, 5,5 % ; l'Allemagne, 5 % et le Brésil, 5 %. En 1913, les sept pays considérés contrôlent la presque totalité des importations. La Grande Bretagne se maintient, 30 % ; l'Allemagne et les États-Unis progressent, atteignant respectivement 17 % et 15 % ; l'Italie augmente aussi sa part, 10 % ; la France décline, 8 % ; la Belgique et le Brésil restent stables, 5 %. En 1929, les États-Unis conquièrent le premier rang, 25% ; la Grande Bretagne recule, 20 % ; ainsi que l'Allemagne, 12 % ; la France, l'Italie et la Belgique conservent leur position d'avant guerre ; le Japon apparaît.

En contrepartie, ces mêmes puissances industrielles absorbent le montant principal des exportations de l'Argentine. La France, qui a d'abord une place importante – 30 % en 1880, voit son rôle se réduire : 15 % en 1900, 10 % en 1914, 5 % en 1929. Au contraire, l'Allemagne progresse : 5 % en 1900, 15% en 1929. La Grande-Bretagne s'élève au premier rang des clients : 15 % en 1880, 15 % en 1900 puis 30 % en 1914 et 35 % en 1929. Les États-Unis se contentent de 5 % en 1900, prennent la relève de l'Europe pendant la première guerre – 25 %, et reviennent à 10 % en 1929. D'autres pays d'Europe, l'Italie, l'Espagne, etc., et des voisins d'Amérique latine – le Brésil, le Chili - achètent dans une proportion de 5% environ chacun<sup>94</sup>.

Dans les années vingt, les rapports économiques entre l'Italie et l'Argentine sont encore régis par la Convention du 1er juin 1894 et par le

---

ROSOLI, Gianfausto, *op. cit.*, pp.140 à 144; *República Argentina: Censo Industrial de 1935*. Buenos-Aires, 1938, p.34.

<sup>94</sup>Données statistiques : *Extracto estadístico de la Republica Argentina*, Buenos-Aires, 1915, p.3 ; *Revista de Economía Argentina*, n°176, fév.1933.



Protocole du 31 janvier 1895. La durée de ces accords n'était pas fixée et cela voulait dire que les produits italiens qui arrivaient en Argentine bénéficiaient, de manière inconditionnelle, du traitement de la nation la plus favorisée et disposaient de tous les privilèges accordés à d'autres nations. En conséquence, les marchandises italiennes payaient en Argentine des droits de douane minimum<sup>95</sup>.

La considération que l'Italie porte aux échanges économiques avec l'Argentine apparaît d'emblée dans l'introduction du rapport *L'argentina : sviluppo economico e relazioni commerciali con l'Italia*, publié en 1930 et qui prétend faire un compte rendu des opérations commerciales Italie-Argentine pour la période correspondant aux premières décennies du 20<sup>ème</sup> siècle. Le rapport est catégorique :

“L'importance que revêt le marché argentin pour le commerce extérieur de l'Italie est bien claire. Actuellement, la valeur globale des échanges italo-argentins équivaut à une moyenne annuelle de 2,5 milliards de lires, et ce chiffre est, à lui seul, suffisant pour mettre en évidence le développement atteint par les relations commerciales entre les deux pays<sup>96</sup>.”

De la même façon, le professeur italien Mario Guastamacchia recommande l'accroissement de la participation italienne sur le marché

---

<sup>95</sup>Voir: *Trattati di commercio fra l'Italia e gli Stati dell'America Latina* in *Le Vie d'Italia e dell'America latina*, n°11, nov.1926, p.1326 et *Trattamento doganale delle merci italiane in L'Argentina : sviluppo economico e le relazioni commerciali con l'Italia*. Istituto Nazionale per l'Esportazione. Rome: Tipografia Castaldi, 1930 pp.301-302.

argentin, ce qui serait une manière de développer le commerce de la Péninsule. Il expose ses réflexions, au début de 1928, dans la revue *Annali di Economia*, publication semestrielle de l'*Università Commerciale Bocconi di Milan* :

“L'Argentine a un commerce international exceptionnellement grand et constitue, pour cette raison, un des meilleurs marchés du monde. En 1925, les échanges globaux de l'Argentine ont été de 1.744.777.548 *pesos-oro*, ce qui équivaut à 8.723.887.740 *lire-oro* ; les échanges globaux de l'Italie ont été, en 1925, de 8.889.935.000, ce qui signifie que les échanges globaux de l'Italie et de l'Argentine sont équivalents, alors même que l'Italie a une population qui représente environ quatre fois celle de l'Argentine. Le rapport commercial de l'Italie avec toutes les républiques du Centre et du Sud américains, dont l'importance est considérable pour notre économie, revêt une particulière intensité avec l'Argentine<sup>97</sup>.”

Le professeur affirme ensuite que le niveau élevé du commerce extérieur argentin est dû notamment à la structure économique du pays, qui possède une agriculture étendue et une industrie embryonnaire. Le domaine de l'agriculture produisait en quantité bien supérieure aux nécessités du pays, mais en même temps l'Argentine devait importer tous les produits industriels. La nation argentine représentait donc, pour les pays d'Europe et d'Amérique, un marché merveilleux capable de recevoir, chaque année, une quantité plus grande de marchandises. Guastamacchia, cependant, lance un avertissement à

---

<sup>96</sup>*Le relazioni commerciali fra l'Italia e l'Argentina in L'Argentina : sviluppo economico e le relazioni commerciali con l'Italia, id.Ib.,p.121.*

propos de la concurrence industrielle entre les vieilles nations européennes et l'Amérique du Nord, concurrence devenue, surtout au cours des dernières années, très agressive sur ce marché également.

Pour le professeur, les raisons d'encourager l'essor des relations commerciales entre les deux nations sont les suivantes : un grand développement économique avait eu lieu en Italie et en Argentine pendant les quarante dernières années ; l'économie des deux pays avait un caractère différencié, l'Argentine étant agro-pastorale et l'Italie industrielle ; les taxes de douane argentines n'étaient pas un obstacle pour les exportations italiennes ; de même les protections italiennes, concernant surtout des produits manufacturés, ne gênaient pas les denrées argentines ; l'affinité de race était un facteur qui déterminait les mêmes goûts ; les émigrés italiens et de leurs descendants avaient une influence décisive. L'auteur attire l'attention sur ce dernier point, étant donné que ces mêmes émigrés qui avaient réussi à faire fortune, commençaient à produire des marchandises à peu près pareilles à celles qui, jusque là, étaient importées d'Italie ; il voit une solution à ce problème dans une plus grande modernisation du parc des manufactures italiennes.

Dans la décennie 1920, on l'a vu, l'Italie occupe la quatrième place, parmi les pays fournisseurs de l'Argentine. Elle a dépassé la France et venait juste après les États-Unis, la Grande Bretagne, l'Allemagne, avec une moyenne de 8,9 %. Les exportations italiennes vers l'Argentine, en 1926, représentent 6 % du total des exportations italiennes. Après une chute en 1927, les années

---

<sup>97</sup>GUASTAMACCHIA, Mario. *Il commercio Italo-argentino* in *Annali di economia*, n°1, vol. IV, mars 1928, pp. 1027-1028.

suivantes ont vu une tendance à l'augmentation et on pense atteindre les 7 % en 1930. En 1928, l'Italie rejoint à son tour la cinquième place dans les marchés qui offrent un débouché à la production argentine<sup>98</sup>.

Ces résultats, pourtant, sont loin d'être estimés comme raisonnables par un petit nombre d'analystes italiens, vu la présence de l'émigration italienne sur place et le montant global des échanges entre les deux pays. C'est l'opinion qu'exprime le professeur Massimo Tortelli, dans une conférence qui se tient, à la fin de 1926, à 'l'Institut des sciences économiques et commerciales' de Gênes :

«Les échanges entre l'Italie et l'Argentine ne sont pas aujourd'hui aussi considérables qu'ils devraient l'être, vu les liens du passé et ceux du présent, et vu notamment l'importance de notre émigration et de la présence de notre collectivité dans la République argentine. En effet, le commerce Italo-argentin ne dépasse les 5 % du commerce extérieur global de l'Argentine. Ce qui est vraiment assez peu, compte tenu de l'importance des Italiens dans la vie économique, et plus encore dans la vie commerciale de l'Argentine. Il faut encore déplorer que, ces dernières années, le chiffre du commerce Italo-argentin soit resté stationnaire. Nos exportations dans la République sœur ont de vastes champs de développement en perspective<sup>99</sup>.»

Les importations italiennes en Argentine concernent surtout des produits agricoles, en particulier le blé, le maïs, l'avoine, la viande, mais aussi d'autres

---

<sup>98</sup>*Le relazioni commerciali fra l'Italia e l'Argentina in L'Argentina : sviluppo economico e le relazioni commerciali con l'Italia, op.cit., pp.121-122.*

céréales et des produits extraits de l'abattage. Le montant des importations se montre assez variable, surtout dans la période 1926-30 : 1,5 milliard de lires en 1926 ; 1 milliard environ en 1927 ; 1,9 milliard en 1928 ; 1,5 milliard en 1929 et 717 mille lires en 1930. Bien que l'Italie soit un pays d'exportations de quelques produits agricoles, elle a besoin d'acheter une grande quantité de denrées alimentaires pour nourrir sa croissante population<sup>100</sup>.

L'Argentine représente, juste après les États-Unis, le second pays exportateur de blé en Italie. L'avoine provient, elle aussi, quasi exclusivement du pays argentin. Pour le maïs également, l'Argentine occupe le premier rang et voit ses ventes s'accroître jusqu'en 1929. A cette date, l'exportation de maïs atteint les 639 mille tonnes sur un total de 766 importé par l'Italie. De même, pour la viande fraîche et congelée, l'Argentine est la principale fournisseuse : 433 mille kilos sur 572 importés au total par l'Italie en 1926 ; 405 milles sur 572 en 1927 ; 298 milles sur 559 en 1928 ; 390 milles sur 654 en 1929 ; 353 milles sur 604 en 1930<sup>101</sup>. A propos des importations argentines de viandes congelée, l'Italien Ausonio Franzoni remarque que, une fois dépassées quelques opinions

---

<sup>99</sup>TORTELLI, Massimo. *Repubblica Industriale e l'Italia* in Colombo, fasc. 1, janv. 1927, p. 52.

<sup>100</sup>Pour le commerce d'exportation-importation entre l'Italie et Argentine, voir: *Il commercio italiano con i principali mercati americani nei primi otto mesi del 1925 : Argentine* in *Rivista d'Italia e d'America*, anno III, oct.-nov., 1925, p. 89; *La situazione economica degli Stati dell' America del Sud: Repubblica argentine* in *Rivista d'Italia e d'America*, anno IV, janv. 1926, pp. 66-67; *La situazione economica degli Stati dell'America del Sud: Repubblica argentina* in *Rivista d'Italia e d'America*, anno IV, avril 1926, p. 70; *Attraverso i paesi Iberici del vecchio e nuovo mondo: il commercio Italo-argentino* in Colombo, fasc. IV, déc. 1926, pp. 395-403; *Attraverso i paesi Iberici del vecchio e nuovo mondo: il commercio Italo-argentino* in Colombo, Fasc. III-IV, juin-août 1927, pp. 77-83; *Attraverso i paesi Iberici del vecchio e nuovo mondo: il commercio Italo-argentino* in Colombo, fasc. V, sept. 1927, p. 111. Voir également le travail de: CORTESE, Maria Carolina. *L'economia argentina tra le due guerre e le relazioni commerciali con l'Italia*. Tesi di Laurea in Storia delle relazioni economiche internazionali [non pubblicata]. Università degli studi di Napoli, anno accademico: 1992-1993.

<sup>101</sup>Les données concernant les importations argentines les plus importantes en Italie, pour l'année 1924, sont les suivantes: pour les céréales, 256 mille tonnes de blé; 87 mille tonnes de maïs, 76 mille tonnes d'avoine, 12 mille tonnes de lin. Pour les viandes, 38 mille tonnes de bœuf congelé; 282 tonnes de viande de porc; 270 tonnes de viande de bœuf; 146 tonnes de viande

préconçues, la Péninsule pourrait bien accroître ses demandes à ce pays du Bassin de La Plata :

“Pour ce qui est de l’industrie de viande congelée, il faut tenter de dissiper d’anciens préjugés touchant ce produit alimentaire, qui, d’ailleurs, constitue un des principaux éléments de nutrition du Royaume Uni. C’est un préjugé très répandu qui veut que cette viande provienne d’animaux de gros bétail en partie sauvages et mal nourris, alors qu’en ce premier quart de siècle, une radicale transformation s’est opérée dans toute l’industrie des animaux de boucherie du bassin de La Plata<sup>102</sup>.”

De leur côté, les exportations italiennes en Argentine sont constituées en priorité de produits alimentaires et de textiles. L’Argentine achète sur les marchés extérieurs une moyenne annuelle de 60 millions de *pesos-or* de denrées alimentaires. Sur ce total, l’Italie fournit à peu près un quart, soit 15 millions de *pesos-or* ; il s’agit surtout d’huile d’olive, de riz et de conserve de tomate. Occupent aussi une bonne place le limon, les fromages, les pâtes, les fruits secs.

Pour l’huile d’olive, le commerce d’exportation est dominé par de grands magasins italiens et approvisionne environ 70 % des besoins internes de l’Argentine. Après celui des États-Unis, le marché argentin se révèle être le meilleur consommateur de ce produit pour l’Italie. Cette dernière commémore sa victoire sur la concurrence espagnole : “Il est en fait constaté avec orgueil

---

de mouton congelée. Cité par ZUCULIN, Bruno. *Il commercio dell’Argentina nel 1924 in Le Vie d’Italia e dell’America Latina*, n°7, Juillet 1926, pp.791-793.

que, dans la 'bataille de l'huile' qui nous a opposés à l'Espagne, nous avons désormais définitivement vaincu<sup>103</sup>." L'Argentine avait importé d'Espagne en quintaux : en 1921, 71 709 ; en 1922, 113 209 ; en 1923, 129 454, alors qu'elle avait importé d'Italie : en 1921, 38 511 quintaux; en 1922, 91 768 ; en 1923, 156 469<sup>104</sup>.

La position du riz, malgré la forte concurrence espagnole, nord-américaine et brésilienne, se maintient grâce à la préférence accordée par l'Argentine, qui achète en Italie environ 90 % de sa consommation. Mais la tendance est à la diminution. L'Italie qui, en 1926, fournit quatre quintaux des importations totales de riz, ne fournit plus que la moitié en 1929. Quant aux conserves de tomates, le marché argentin est aussi dominé par l'Italie. Les exportations de ce produit s'élèvent à environ 55 mille kilos en 1926 et à peu près à 100 mille kilos en 1930.

Le développement de la production locale et les barrières de douane de l'industrie du lait ont réduit nettement les exportations italiennes de fromages en Argentine : les 5.000 tonnes de 1913 passent, pour la période triennale de 1925-27, à une moyenne de 1.500 tonnes. L'Italie commence à percevoir dans ce secteur le poids de la concurrence des Italiens émigrés, ce que fait remarquer le consul Italien en Argentine, Bruno Zuculin : "Les Italiens ont commencé au cours de ce siècle à fabriquer leur fromage sur place (...) désormais l'Argentine produit environ 200 à 250 mille quintaux par an. D'importatrice elle devient exportatrice et son principal marché est celui des

---

<sup>102</sup>FRANZONI,Ausonio.*L'Argentina* in *op.cit.*,p.652.

<sup>103</sup>ZUCULIN,Bruno.*Il commercio dell'Argentina nel 1925* in *Le Vie d'Italia e dell'America Latina*, n°5,mai 1927,p.551.

Etats-Unis<sup>105</sup>.” Le consul informe que le même processus est en cours pour le beurre et les vins. Pour le moment, les émigrés italiens en Argentine se limitaient à vendre leur vin au Brésil, en Uruguay et au Paraguay, mais leur production augmentait. Le marché du vermouth, par exemple, pouvait être considéré comme perdu, face à la production d’entreprises créées par des Italiens résidant en Argentine<sup>106</sup>.

Dans le domaine des pâtes, pour la période 1924-26, les exportations italiennes en Argentine signalent une reprise, passant de 67 tonnes en 1924, à 115 en 1925 et à 324 en 1926. En 1927, elles sont de 283 tonnes et en 1928 de 332 tonnes. Pour ce produit, l’Italie vient aussi au premier rang. De la même façon, les importations de limon en 90 % sont de provenance italienne.

En ce qui concerne le secteur textile, l’Argentine qui est abondamment pourvue en laine, lin et même coton, exporte des matières premières et importe des filés et des tissus de Grande Bretagne, de France ou d’Italie. Les achats argentins de ces produits en 1928 dépassent les 170 millions de *pesos-or*. La participation italienne représente une moyenne de 23 millions de *pesos-or*, et est représentée en particulier par les cotonnades (tissus teints, imprimés, couvertures, nappages). L’Italie se place là au deuxième rang, après la Grande

<sup>104</sup>ZUCULIN, Bruno. *Il commercio dell’Argentina* in *Le Vie d’Italia e dell’America Latina*, n°9, sept. 1925, p.1016.

<sup>105</sup>*Id. ib.*, p.1015.

<sup>106</sup>La concurrence potentielle que représente la production des Italiens sur place préoccupe dans la Péninsule les analystes du marché argentin, c’est le cas d’Ausonio Franzoni : “L’industrie du lait s’est développée de façon , non seulement à devenir autosuffisante et à assurer la totalité de la consommation interne du pays, mais aussi à arriver à une large exportation qui, à brève échéance, sera en concurrence avec les produits similaires, en Europe. Pendant la guerre, on a importé en Italie des milliers de tonnes de beurre. Avec l’augmentation des bateaux à vapeur frigorifiques, l’exportation de ces produits argentins prendra des proportions colossales; dans ce domaine, les marchés de l’Argentine, de l’Uruguay et du Brésil sont quasi complètement perdus pour nous. Il faut rappeler que les plus grands fabricants de ces produits sont des Italiens et que des établissements comme le *Magnasco* et l’*Uberti* sortent plus des trois quarts de la production.” FRANZONI, Ausonio. *L’Argentina* in *op cit.*, p.651.



Bretagne, qui, quant à elle, en fournit 45 %. Outre les rapports traditionnels très étroits de l'Argentine avec le Royaume Uni, la Grande Bretagne dispose d'une bonne organisation commerciale. La concurrence italienne se maintient, pourtant, grâce à des prix légèrement inférieurs et une discrète qualité. Ainsi la livraison de ces produits à l'Argentine par la Grande Bretagne tend à diminuer et la part italienne à augmenter. Alors que la participation anglaise passe de 172 mille kilos, en 1926, à 128, 139 et 133 mille dans les trois années qui suivent, la participation italienne passe de 88 mille kilos en 1926, à 90 mille, 113 et un peu moins de 116 dans les années 1927 à 1929<sup>107</sup>.

La médiation commerciale pour les textiles est du ressort, en Argentine, d'agences de représentation qui offrent de bonnes conditions de crédit. Un fort volume de marchandises est aussi acheté directement en Italie. Le secteur textile utilise également le système de vente aux enchères publique. Ainsi, on voit se constituer un large réseau de voyageurs commerciaux. Ceux-ci sont souvent des Italiens ou des Argentins, fils d'Italiens, qui ont maintenu des liens solides avec la *madre patria*<sup>108</sup>,

Les filés pour le tissage sont un autre produit commercial important, mais la concurrence nord-américaine en réduit la portée. En tout cas, l'Italie se place au deuxième rang dans la vente de cet article en Argentine. La participation italienne passe, entre 1926 et 1930, de 13 mille à 30 mille kilos. Pour sa part, le secteur de la laine concerne les échanges de produits bruts contre produits transformés, avec une faible importation italienne de laine brute ; l'Italie vend

---

<sup>107</sup> *Analise delle importazioni argentine dall'Italia in L'Argentina: sviluppo economico e relazioni commerciali con l'Italia, op.cit., pp-125-298.*

<sup>108</sup> Pour le secteur textile voir : *Prodotti tessili in L'Argentina: sviluppo economico e relazioni commerciali con l'Italia, id.ib., pp.157-201.*

plutôt des tissus de laine. Dans ce secteur, néanmoins, le partenaire privilégié reste l'Angleterre.

A partir de la fin des années 1920, la tendance en Argentine est à une progressive émancipation vis à vis des importations de produits transformés, grâce au développement graduel d'une industrie textile nationale répondant aux besoins locaux. En effet, il existe sur place, notamment à Buenos-Aires, un artisanat de confection, de multiples ateliers de modistes, tailleurs, couturières, chapeliers, etc. qui mettent en forme les produits importés pour les clients locaux. Entre 1890 et 1914 naissent quelques fabriques de tissus, dentelles et cotonnades disposant de capitaux et concentrant la main-d'œuvre.

La Première Guerre mondiale, en provoquant une rupture des courants d'échanges, libère les potentialités des entreprises textiles argentines. En dix ans, de 1913 à 1929, dans l'industrie du coton, le nombre des établissements passe de 28 à 35, le capital investi de 14,4 à 50,3 millions de *pesos*, le personnel occupé de 4 000 à 6 560 ouvriers. Au cours de la même période, dans l'industrie de la laine, le nombre des établissements croît de 1 à 23, le capital de 1 à 22,7 millions de *pesos*, le personnel de 182 à 6 560 ouvriers. Mais le rétablissement des circuits commerciaux au lendemain de la Grande Guerre et les refus du gouvernement en place d'élever des barrières douanières plongent les textiles argentins dans le marasme. Les lavoirs, qui parvenaient à traiter 20% des laines pendant la guerre, doivent fermer. Les filatures et les tissages lainiers tournent au ralenti.

La grande dépression du début des années 1930 va, à son tour, entraîner une nouvelle accélération du secteur textile. La chute des exportations oblige à restreindre les importations, particulièrement celles des

biens de consommation. Par ailleurs, les prix agro-pastoraux baissent davantage que les prix industriels, ce qui favorise des branches manufacturières utilisant des matières premières comme la laine et le coton. Enfin et surtout, les mesures douanières et monétaires accordent la protection tant réclamée par les industriels argentins contre leurs concurrents étrangers<sup>109</sup>.

Cependant, dans le secteur des machineries, le marché argentin est encore jugé propice, puisque, comme l'affirme l'Italien Bruno Zuculin, "l'exportation de produits industriels argentins est toujours minime et dirigée quasi exclusivement vers les républiques voisines ; il existe plusieurs industries nationales, mais elles travaillent seulement pour le marché interne, protégées qu'elles sont par une muraille de douane<sup>110</sup>."

Grâce à une bonne expédition des produits de l'agriculture et de l'élevage, l'Argentine peut acquérir en quantité croissante des machines et des matériaux de transport. Mais les ventes italiennes en Argentine sont faibles, à cause du manque d'organisation technique, commerciale, financière. L'Italie dispose seulement de bureaux de représentations, alors que d'autres pays peuvent compter sur l'utilisation de dépôts, de magasins, d'ateliers de réparation. De plus, elle n'engage pas le capital nécessaire à une participation aux ventes aux enchères publiques et n'adapte pas sa production au marché. Les machines agricoles italiennes, par exemple, ne sont pas adaptées à la culture argentine qui demande des outillages de grand rendement.

Zuculin voit cependant des possibilités d'étendre les exportations italiennes en Argentine à des produits jusqu'alors dominés par d'autres

---

<sup>109</sup>Voir: *Commercio con l'Italia in Annuario d'Italia e dell'America Latina*. Roma: Istituto Cristoforo Colombo, edizione 1930, p.360.

puissances. La France exportait à ce pays plus d'un million de *pesos* en parfumerie, pendant que l'Italie n'y avait exporté, en 1926, que l'équivalent de 18 331, cette valeur étant de 40 895 en 1913, cela voulait donc dire que l'Italie perdait de plus en plus le marché des parfums. La France exportait également 2 261 177 *pesos* de médicaments, quatre fois plus que l'Italie, "bien que des milliers de médecins italiens et fils d'Italiens se trouvent en Argentine, alors que les Français sont très peu nombreux<sup>111</sup>", se lamente Zuculin. L'Allemagne exportait 822 900 *pesos* de jouets, et l'Italie zéro ; l'Allemagne y exportait encore 18 fois plus d'instruments musicaux que l'Italie.

De la même façon, Zuculin exhorte l'Italie à rendre son industrie d'automobile plus compétitive sur le marché argentin, considéré comme prometteur. En effet, le marché automobile se fournit dans sa totalité à l'importation. L'Argentine n'est pas en mesure de construire, quoiqu'elle possède une demande interne d'un certain poids : en janvier 1930 on enregistre 364.000 machines automobiles, dont 296.000 pour passagers, 66.000 pour le transport public, 2.600 autobus. En 1929, une collaboration hispano-argentine construit les premiers autocars. 97 % des machines en circulation sont de marque nord-américaine ; environ 1,4 % seulement proviennent d'Italie, soit 832 automobiles en 1926 ; 890 en 1927 ; 1.041 en 1928 ; 719 en 1929.

Pour Zuculin, pourtant, le potentiel consommateur de l'Argentine et même de l'Amérique latine n'est pas saturé : "Pourquoi laisser le marché sud-américain aux seuls Etats-Unis ?<sup>112</sup>", se demande-t-il. L'Italie devrait suivre les modèles américains et produire une voiture moins luxueuse et moins chère,

---

<sup>110</sup>ZUCULIN, Bruno, *Il commercio dell'Argentina nel 1924*, op. cit., p.793.

<sup>111</sup>*Id. ib.*, p.793.

recommande le consul, qui souligne que le prix moyen de la voiture *Ford* nord-américaine était de 392 *pesos-oro*, alors que la voiture italienne valait 1 627 *pesos-oro*. Avec une voiture plus robuste, économique, légère, adaptée aux *Pampas*, l'Italie avait un marché à conquérir, d'autant plus que la France se lançait avec ses voiturettes.

Ainsi, l'organisation commerciale italienne en Argentine dans la décennie 1920-1930 semble assez efficace pour les produits textiles et quelques produits alimentaires, et fait preuve d'une bonne connaissance des caractéristiques du marché. Mais dans d'autres secteurs, la structure se montre déficitaire, ce qui entrave l'élargissement de la participation italienne<sup>113</sup>. Le commerce d'importation argentin se développe généralement par le biais d'agences et de représentations des entreprises productives et par l'envoi de voyageurs. Les commerçants argentins en effet, refusant les affaires par correspondance, préfèrent les relations directes avec ces représentants de production.

Or, dans les années vingt, l'institution d'un réseau d'agences italiennes en Argentine n'avait pas eu encore lieu. Ce qui était dû, surtout, au fort coût d'installation initial. Le système des agences demandait une préparation adéquate en technologie commerciale, une étude attentive des préférences, des besoins et des usages du marché. Il était indispensable d'avoir une grande compétence en gestion et la connaissance des dispositions légales, administratives, fiscales et douanières, de produire un travail efficace en matière de publicité et de diffusion des matériaux publicitaires. Il fallait, en plus, constituer des sociétés de ventes avec des personnels spécialisés, outre une

---

<sup>112</sup>*Id. ib.*, p;793.

bonne contre-offensive pour répondre à la concurrence. Ce système était particulièrement nécessaire, dans le secteur de la machinerie, pour le placement des produits, l'assistance technique et le montage, les échanges d'accessoires, tâches qui demandaient la présence de techniciens. A cela s'ajoutait le handicap de la distance.

En conclusion, même la forte présence de la communauté italienne en Argentine ne stimule pas suffisamment l'expansion commerciale de l'Italie dans la période des années vingt. Buenos-Aires est le centre de la consommation des produits importés, mais deux tiers de la communauté vivent dans l'intérieur du pays. Le manque d'organisation crée aussi des obstacles à la bonne approche de ce marché. Les marchandises italiennes ne réussissent pas à franchir en quantité le périmètre de la capitale. Ce qui s'explique par les difficultés de déplacement, l'insuffisance des moyens et des équipements, la concurrence des agences étrangères plus aguerries, le manque de coopératives de consommation et de vente dans la communauté italienne émigrée.

---

<sup>113</sup>Voir: *Considerazioni sull'organizzazione commerciale della nostra esportazione in Le relazioni commerciali fra l'Italia e l'Argentine, op.cit., pp.303-309.*

## CHAPITRE V

**Les rapports privilégiés de l'Italie avec l'Argentine :**

L'intérêt que l'Amérique latine éveillait en Italie en tant que débouché pour son émigration va subir une mutation à partir de 1926, avec le début d'une nouvelle phase de la politique migratoire fasciste. Les lois restrictives des principaux pays de réception situés outre-mer, renforcées par les effets de la crise économique mondiale de 1929, rendaient les départs presque impossibles. Passant sous silence ces évidentes circonstances extérieures, le régime fasciste justifie la nouvelle orientation qui ne peut qu'être contraire à l'émigration fixe et définitive de ses concitoyens en la présentant comme une véritable maturation du système, dont le choix dorénavant portait sur une meilleure exploitation du territoire interne de la Péninsule, et exaltait le dynamisme qui s'incarnait dans la jeunesse de la population blanche et latine en vantant le vitalisme biologique<sup>1</sup>. Dans ce mouvement de réaction, le fascisme commence à dénoncer, plein de conviction, le départ de ses concitoyens, lequel ne faisait que priver de ses forces dynamiques la nation

---

<sup>1</sup>Selon Grazia DORE (*op.cit.*,p.107) : "Par rapport à l'émigration, comme à propos de plusieurs sujets, le fascisme a essayé de faire croire qu'il s'agissait d'une initiative autonome dont il était l'auteur, alors qu'en vérité elle était due à d'autres circonstances. Le mouvement d'émigration

italienne. Seule l'émigration intellectuelle et professionnelle qualifiée n'était pas vraiment interdite, car elle pouvait être le moteur de l'affirmation et de la propagande du régime.

### **1 - L'America non è più quella d'una volta :**

Ainsi, dans ce contexte, le 28 avril 1927, on supprime le *Commissariato dell'emigrazione* qui est remplacé par la *Direzione generale degli italiani all'estero*. Le premier avait reçu mission d'agir plus fermement dans l'organisation et la coordination politique de la masse émigrée déjà sur place, de centraliser et discipliner les initiatives précédemment prises en s'associant avec les *Fasci italiani all'estero* et les *Dopolavoro*. Le *Commissariato* va être ainsi chargé de grouper sous sa direction l'ensemble des organisations d'assistance et les syndicats qui devaient être encadrés pour répondre à la logique du parti fasciste<sup>2</sup>.

On continue à persévérer dans les tentatives de former un *focus d'italianità* dans les pays distants ; comme dans celles de limiter les départs ou de faciliter les retours. Les associations *Dante Alighieri*, disséminées en

---

italien se trouvait en crise depuis des années déjà, parce que les pays transocéaniques venaient de sortir d'une économie de type colonial favorable à une immigration de peuplement."



Amérique latine, sont en générale définitivement prises en main par des partisans du fascisme qui écartent les anciens dirigeants modérés. Elles vont exercer un rôle important dans les colonies italiennes. Désormais, l'agent par excellence de toutes les intermédiations sera la personne du consul en place, unique représentant de l'Etat italien auprès de la communauté italienne<sup>3</sup>. Il n'était plus question de délaissier encore une fois les Italiens qui vivaient en terres étrangères et, surtout, en Amériques, puisque le recensement de 1927 indiquait la présence de 10 millions d'Italiens à l'extérieur, dont 8 millions sur le continent américain.

Quoi qu'il en soit, dans les conclusions avancées par Philip Cannistrato et Gianfausto Rosoli, "l'orientation qui prônait la 'valorisation nationale' intégrale, en particulier au niveau économique, va donner de très faibles résultats et la politique migratoire fasciste va se donner(...)des objectifs plus proprement politiques. De la même manière, le mythe d'une nouvelle grande Italie, mythe né de l'idéologie libérale – conquête pacifique des nouveaux marchés à travers l'expansion du capital – devait faire faillite sous le fascisme<sup>4</sup>."

Cependant, l'Italie était confrontée à plusieurs autres problèmes à résoudre et les solutions s'orientaient vers des chemins différents de celui de l'Amérique latine<sup>5</sup>. La population italienne n'avait pas cessé de grandir, son

---

<sup>2</sup>Pour le discours de B. Mussolini sur le rôle des *Italiani all'estero*, chargés de représenter le prestige et la puissance italienne voir: MUSSOLINI, Benito. *Opera omnia*. SUSMEL, E. et D. (org.), XXIII. Firenze: La Fenice, 1957, pp. 158-192.

<sup>3</sup>BOSIO, Giovanni. *Il console e la sua figura giuridica*. Roma: INDC, 1939.

<sup>4</sup>CANNISTRARO, Philip et ROSOLI, Gianfausto. *Emigrazione, chiesa e fascismo*, op. cit., p. 28.

<sup>5</sup>Selon Alessandro MIGLIAZZA (*Il problema dell'emigrazione e la legislazione italiana sino alla Seconda Guerra Mondiale* in Bezza, B., op. cit., p. 253.): "L'action du fascisme, vite proclamée et rendue publique, fut immédiate sur le plan politique, et a surtout été formulée, au plan législatif dans la période 1922 -1930 : dans une seconde période (1930-1940), la crise mondiale et une plus grande dureté de l'action des groupes antifascistes à l'extérieur, ont rendu les attitudes plus

développement continuait à être un des plus forts d'Europe. Les déséquilibres internes qui étaient à l'origine du flux migratoire n'avaient pas été corrigés. C'est le moment où le crash de la bourse de New York vient aggraver la situation. Le nombre des chômeurs s'envole. Le gouvernement italien essaye de pratiquer le contrôle des prix et des coûts de production à travers la réduction des salaires. La période qui va de 1930 à 1934 est particulièrement concernée<sup>6</sup>.

Mussolini, qui avait longtemps été hostile à l'expansion coloniale, et s'était opposé à la guerre de Libye, reprend, avec l'appui des Nationalistes, l'idée coloniale, l'impérialisme africaniste, et réclame des colonies de peuplement appartenant à l'Italie. Le leader italien demande à plusieurs reprises la révision des traités de paix de la Première Guerre mondiale, ajoutant ainsi un nouveau facteur de déséquilibre à un scénario européen crispé.

Avec la consolidation du régime fasciste, le recours à violence est envisagé pour résoudre le problème du placement démographique<sup>7</sup>. Il s'agit de relancer le mouvement colonial dans l'opinion publique. De la même façon, les intérêts commerciaux et politiques avec l'Asie sont mis en exergue, et l'on développe l'idée que Rome, en raison de son histoire, représentait le passage entre les deux mondes, à savoir l'Occident et l'Orient. L'Orient méditerranéen voit se multiplier sur son territoire les écoles laïques et religieuses italiennes<sup>8</sup>.

---

réfléchies." Voir: FEDELE, Santi. *Storia della Concentrazione Antifascista, 1927-1934*. Milano: Feltrinelli, 1976.

<sup>6</sup>TREVES, Anna. *Le migration interne nell'Italia fascista*. Torino: Einaudi, 1976; TREVES, A. *Natalità e politica delle nascite – L'Italia e le esperienze europee tra le due guerre*. Milano: NIG, 1980.

<sup>7</sup>ORANO, Paolo. *Espansione Coloniale*. Roma: Pinciana, 1937; ORANO, P. *Avanguardie d'Italia nel mondo*. Roma, 1938.

<sup>8</sup>Pour les changements de la politique d'émigration fasciste à partir de 1926, voir: MIÈGE, J. L.. *L'impérialisme colonial italien de 1870 à nos jours, op. cit.*, chap: VIII: *Le fascisme et la politique coloniale*; CANNISTRARO, Philip et ROSOLI, Gianfausto. *Emigrazione, chiesa e*

En Amérique latine, les années 1930 se distinguent par la contraction générale de l'économie. Dans la plus grande partie des pays latins, on assiste à la fin d'un cycle de prospérité qui avait caractérisé les années 1920. En outre, la crise de la démocratie libérale en Europe et l'ascension des régimes autoritaires ont eu une profonde répercussion dans le continent tout entier. L'instabilité politique s'accroît partout.

De mars à décembre 1930, on compte six coups d'Etat réussis, en République Dominicaine, à Haïti, en Bolivie, au Pérou, en Argentine, au Brésil. Et l'intensité du phénomène persiste en 1931 et 1932. Les pays sont tombés aux mains de pouvoirs militaires et autoritaires. En face des incertitudes et de l'imprévisibilité politiques qui sont le lot de Amérique latine, l'Italie décide de maintenir l'orientation déjà établie dans le passé et continue à se tourner notamment vers l'Argentine<sup>9</sup>.

Du point de vue économique, pourtant, l'Argentine ne fait que voir son isolement augmenter, avec la diminution de la demande internationale de produits argentins, notamment les grains. Fait aggravé par une surproduction interne et par l'accroissement de la concurrence étrangère sur le marché mondial. Et la lutte commerciale touche également la vente de la viande,

---

*fascismo, op. cit.*, pp.9 à 47; BIANCHI, Ornella. *Fascismo ed emigrazione in La Riscoperta delle Americhe, op.cit.*, pp.98 à 14; SORI, Ercole. *Emigrazione all'estero e migrazione interne in Italia tra le due guerre in Quaderni Storici*, n° 29/ 30, 1975; SORI, Ercole. *L'Emigrazione Italiana dall'Unità alla Seconda Guerra Mondiale*. Bologna: Il Mulino, 1997; NOBILE, Annunziata. *Politica migratoria e vicende dell'emigrazione durante il fascismo in Il Ponte*, XXX, 11-12 :1322-1341, 1974.

<sup>9</sup>Dépêche 300/4321. ARLOTTA. *Presentazione Credenziali*. Buenos-Aires, 20 déc. 1932. ASMAE, AP, Argentina, busta 2, anno 1932, Ufficio 5., posiz. Arg.1; Télégr. de PIGNATTI au ministère des Affaires étrangères italien. *Insedimento nuovo governo in Argentina*. Buenos-Aires, 21 févr. 1932. ASMAE, AP, Argentina, busta 2, anno 1932, Ufficio 5., posiz. Arg.1: Dès l'installation au pouvoir du gouvernement Justo-Roca en Argentine, par exemple, l'ambassadeur italien à Buenos-Aires, Pignatti, déclare que l'Italie pourrait certainement compter sur le vice-président Roca, "qui est un ami de notre pays. A travers Roca, nous avons la possibilité, en cas de besoin, d'exercer une influence sur le Président de la République." (*Id. Ib.*)

laquelle a pâti, entre autre, du déphasage technologique de l'Argentine par rapport à d'autres pays. Les termes des échanges sont devenus encore plus défavorables pour l'Argentine. Les exportations n'arrivent pas à vaincre l'énorme endettement interne<sup>10</sup>. Le commerce entre l'Argentine et l'Italie se voit également compromis.

## 2 - Les changements de route des années trente :

Au Brésil, la période de l'entre deux guerres ne verra plus jamais l'émigration atteindre les niveaux de la fin du 19<sup>ème</sup> siècle. En dehors des difficultés économiques brésiliennes, la 'Convention du travail et de l'émigration', signée en 1921 entre l'Italie et le Brésil, n'avait pas réussi à améliorer les conditions de vie des Italiens dans les *fazendas*. Le *Commissariato generale dell'emigrazione*, lui aussi, reconnaît les faibles résultats de la Convention,

«ni les traités, ni les pactes coloniaux exigeant des conditions favorables ne sont suffisants pour transformer les *fazendas*, pour changer les régimes économiques, pour modifier les conditions de vie, en particulier hygiéniques et sanitaires, du pays(...)il y a au Brésil, 46 % de mortalité infantile ; 75% d'ankylostomiase ; 80 % de trachome. On y manque de médecins, on manque

---

<sup>10</sup>RANDALL, Laura. *Historia economica de l'Argentina en el siglo XX*. Buenos-Aires: Amorrortu, 1978.

d'une assistance religieuse, bien que cela soit très demandé ; la vie est privée de tout confort<sup>11</sup>. »

Malgré tout, jusqu'à fin 1927 environ, s'est maintenu un tout petit courant vers le Brésil, mais à partir de 1928, quand ce pays commence, lui aussi, à imposer de sévères restrictions à l'immigration, et qu'en même temps se produit la chute des prix de café qui fait suite à la crise de 1929, le flux s'arrête pratiquement.

Au niveau de la diffusion pendant les années vingt au Brésil, des idées du fascisme venues de l'Italie dans la communauté italienne, l'indifférence demeure la règle, en dépit d'un effort certain ; et l'adhésion est plutôt liée à des intérêts individuels. Comme l'affirme en 1927 l'ambassadeur italien au Brésil, Montanha, «la plus grande partie des Italiens de San Paulo ne sont ni fascistes, ni antifascistes ; l'élément fasciste n'est pas très important à dire vrai, mais il comprend les personnalités les plus en vue de la colonie. Ces derniers sont, en majorité, fascistes, et ils se sont inscrits au siège local, mais avant tout par opportunisme<sup>12</sup>. »

Dans les années trente, le fascisme a connu un peu plus de succès auprès de la communauté italienne brésilienne, mais au niveau des masses, les ouvriers et les travailleurs des *fazendas*, son insertion est restée en général superficielle. Comme l'écrit Angelo Trento : «Avant tout, on doit vite écarter

---

<sup>11</sup>*Commissariato generale dell'emigrazione.Frammenti di notizie e discussioni sul Brasile in generali e sullo Stato di San Paolo in particolare pubblicate nei 'Bollettini dell'emigrazione' dal 1902 al 1924.*Roma,1924,p.71 apud DE ROSA,Luigi.*L'Emigrazione italiana in Brasile:un bilancio* in ROSOLI, Gianfausto.*Emigrazione europee e popolo brasiliano*, op. cit.,p. 163.

<sup>12</sup>Archivio Centrale di Stato,DGPS,Div.Polizia Politica,Materia,b.21,fasc.C.23 apud TRENTO, Angelo.*Il Brasile, gli immigrati e il fenomeno fascista* in BLENGINO,Vanni; FRANZINA, Emilio et PEPE, Adolfo. *La riscoperta delle Americhe*,op.cit.,p.250.

l'hypothèse que le fascisme a atteint l'objectif qu'il se proposait : endoctriner idéologiquement les Italiens du Brésil à travers la transposition outre-mer, dès le début de 1923, des organisations du parti<sup>13</sup>. »

En Argentine, à partir de 1925, l'émigration italienne commence, à son tour, à diminuer fortement et par conséquent, comme partout d'ailleurs en Amérique latine, la population italienne commence à vieillir, ce qui facilite le processus d'assimilation<sup>14</sup>. En effet, sans un flux constant d'émigrés, la communauté italienne tendait à s'intégrer toujours plus rapidement. Elle apprend la langue espagnole ; les mariages mixtes se multiplient ; les enfants fréquentent les écoles argentines locales ; le choix de la nouvelle nationalité progresse.

Finalement, après 1931, par suite de la crise qui avait gravement atteint l'agriculture argentine, le nombre des rapatriements en Italie commence à être plus grand que le nombre des départs. Même si le solde migratoire devient favorable à l'Argentine à partir de 1935, le nombre d'émigrés italiens reste assez modeste si l'on se réfère au passé récent<sup>15</sup>.

En termes culturels, les efforts entrepris n'ont exercé qu'une faible influence, et encore sur une petite partie de l'élite de la communauté italienne. L'Argentine, elle, suit son inclination à admirer la culture française en premier lieu ; viennent ensuite, les cultures anglo-saxonne et allemande<sup>16</sup>. Les

---

<sup>13</sup>TRENTO, A. *id. ib.*, p.251.

<sup>14</sup>NASCIMBENE, Mario. *La fase contemporanea (1920-1965) in Euroamericani :Argentina, op. cit.*, p.427.

<sup>15</sup>DE ROSA, Luigi. *L'Emigrazione italiana in Argentina:un bilancio* in DEVOTO, Fernando et ROSOLI, Gianfausto. *L'Italia nelle società argentina, op. cit.*, p.81. Pour l'Argentine, De Rosa présente les données suivantes: "Déjà en 1919, les émigrés qui se sont embarqués pour l'Argentine étaient au nombre de 13 mille environ; ils étaient plus de 37 milles en 1920; plus de 33 milles en 1921; environ 64 milles en 1922; plus de 105 milles en 1923." *Id. ib.*, p.81.

<sup>16</sup>NASCIMBENE, Mario, *op. cit.*, p. 432.

initiatives et la propagande visant à créer une réciprocité culturelle entre l'Italie et l'Argentine, qui se sont appuyées sur l'idéal d'une *latinità* commune, n'ont pas prospéré ni obtenu un succès satisfaisant, dévoilant ainsi leur incapacité à réellement interpeller la société argentine créole.

Signe des temps, les années trente vont voir s'effondrer radicalement le nombre de publications tournées vers l'Amérique latine et plusieurs des principales revues éditées à partir des années vingt en Italie seront suspendues. La *Rivista d'Italia e d'America*, fondée par Filippo Cassola, sort son dernier numéro en 1928. Au commencement de la décennie des années trente, les revues *Colombo*, éditée par l'*Istituto Cristoforo Colombo* et *Le Vie d'Italie e dell'America Latina*, publiée par le Touring italien, vont disparaître. Le Touring remplace sa revue par une publication plus générale, orientée vers tous les coins du monde, et pour toucher un plus grand nombre d'Italiens, elle va s'appeler *Le Vie d'Italia e del Mondo*. À ce moment-là, la revue considère apparemment comme plus utile à la cause fasciste de chercher à toucher à un nombre d'Italiens plus grand et plus diversifié, disséminé dans toutes les parties du monde. Dans son dernier numéro, elle fournit l'explication de cette politique :

« La revue était née dans un climat historique très propice : deux années après la Marche sur Rome. Au plan des initiatives, le Touring a manifesté une grande ferveur. Il a créé des comités tournés vers les personnes qui, en Italie, avaient des relations fréquentes avec les pays d'Amérique latine ; il a éveillé l'esprit de collaboration dans les couches intellectuelles, et ce, dans diverses républiques. Et maintenant le Touring, sans penser avoir totalement épuisé sa

tâche vis à vis de l'Amérique latine, croit en avoir fait la plus grande partie(...)Il n'existe plus de grand flux d'émigration. Mais les groupes déjà existants sont, au moment présent, plus conscients de leur dignité et de l'ascension de la Métropole<sup>17</sup>. »

### 3 – L'émigration politique :

En Amérique méridionale, et en Argentine en particulier, il faut rappeler qu'une partie de l'émigration italienne a, dès le début, revêtu un caractère assez politique. Cet aspect prend toute son importance quand on essaie de percevoir les difficultés ou les possibilités que le fascisme, en tant qu'idéal politique, aura à se répandre dans les colonies italiennes. C'est que, quand le fascisme s'adresse à la communauté italienne sur place, il ne rencontre pas nécessairement un vide politique, facilitant l'insertion. Car, à plusieurs reprises, les persécutés politiques ont quitté la Péninsule avec les émigrés dépossédés, et nous prendrons pour exemple ceux qui avaient participé au mouvement révolutionnaire de 1848.

---

<sup>17</sup>*Agli amici lettori dell'America Latina in Le Vie d'Italia e dell'America Latina*, n°12 , déc. 1932, p. 1233.



Il semble qu'ils aient donné la préférence aux pays méridionaux des Amériques, car il y avait là des régimes politiques encore faiblement consolidés, généralement des républiques libérales passibles d'être, en certains points, reformées selon leurs idéaux où, contrairement aux États-Unis, par exemple, l'action politique et culturelle des Italiens trouverait davantage de place. Ils ont donc diffusé, pour commencer, les conceptions de Giuseppe Mazzini et de Giuseppe Garibaldi. C'est à dire qu'ils ont soutenu, entre autres, l'idée d'une culture laïque dans la communauté italienne. La Franc-maçonnerie, l'anticléricalisme se développent de la même façon<sup>18</sup>.

Au Brésil, on voit déjà en mars 1836, la fondation à Rio de Janeiro, d'un petit journal *La Giovane Italia*, auquel collaborent les Italiens Luigi Rossetti, Michele Lando et Gian Battista Cuneo, et qui est chargé de la propagande *mazziniana*. Le périodique avait comme intention première, de maintenir le contact avec les Italiens restés en Péninsule et avec ceux qui étaient partis à l'étranger. Et ce, dans l'objectif, de travailler avec eux à 'délivrer' l'Italie. En second lieu, *La Giovane Italia* avait la ferme volonté d'intervenir dans la transformation politique du Brésil, et éventuellement de l'Argentine et de l'Uruguay<sup>19</sup>. On voit également se répandre au Brésil<sup>20</sup> et en Argentine, des

---

<sup>18</sup>LEIVA, Maria L. *Il movimento antifascista italiano in Argentina (1922-1945)* in BEZZA, B. *Gli Italiani fuori d'Italia*, op. cit., p. 549-550; SABATO, Hilda et CIBOTTI, Ema. *Inmigrantes y política: un problema pendiente* in *Estudios Migratorios Latinoamericanos*, déc. 1986, año 2, n° 4, pp. 472-482; DI TELLA, Torcuato. *El impacto inmigratorio sobre el sistema político argentino* in *Estudios Migratorios Latinoamericanos*, n° 12, août 1989, pp. 211-230; SOBERG, Carl. *Immigration and Nationalism. Argentina and Chile, 1890-1914*. Austin: University of Texas Press, 1970; CLEMANTI, Hebe. *El miedo a la inmigración*. Buenos Aires: Leviatán, 1984.

<sup>19</sup>SALVATORE, Candido. *L'Azione mazziniana in Brasile ed il giornale 'La Giovane Italia' di Rio de Janeiro (1836) attraverso documenti inediti o poco noti*. Pisa: Giardini, 1968. Les activités promulguées par le journal et son entourage étaient observées dans le Royaume sarde. Selon les rapports envoyés par le chargé d'Affaire italien au Brésil : "La société des libéraux italiens, impuissante par elle-même, s'emploie cependant à propager les principes destructifs de sa secte au moyen d'imprimés qui lui sont transmis d'Angleterre et qu'elle s'efforce de faire pénétrer en Italie." (*id. ib.*, p. 14)

mouvements et des partis d'opposition ; socialistes, anarchistes, radicaux qui compteront des Italiens en leurs rangs, y compris, au moment de leur création.

En Argentine, le 1<sup>o</sup> mai 1889, a lieu la première célébration de caractère socialiste, répondant aux résolutions du Congrès International socialiste. Plusieurs associations italiennes ont adhéré. En avril 1894, le Parti socialiste argentin devient le Parti socialiste ouvrier international. En dépit de son faible succès et de son incapacité à imposer ses propositions il est amené, pendant un moment, à soutenir quelques causes chères aux immigrants, comme une loi en faveur de la tutelle du travailleur émigré ; des mesures législatives et administratives pour favoriser la nationalisation ; l'acquisition des droits politiques après une année de résidence.

Certains émigrés italiens se sont intéressés au mouvement anarchiste qui s'est organisé en Argentine, mais ce mouvement se refusait à la politique de parti. Plusieurs fils d'émigrés italiens avaient également adhéré au Parti Radical de Yrigoyen, lequel représentait en général une couche moyenne de tendance nationaliste. C'était, pour ces derniers, une façon de s'insérer dans la société argentine. En décembre 1920, naît en Argentine le Parti communiste, comptant lui aussi parmi ses membres un groupe d'Italiens. Dans ces mouvements de gauche, l'orientation antifasciste trouvera son chemin, à mesure que la propagande des agents de Mussolini commencera à se répandre dans la colonie italienne.

En effet, au lendemain de la Marche sur Rome, des exilés italiens opposés à Mussolini arrivent en Argentine au moment même où sont annoncés

---

<sup>20</sup>OSTUNI, Maria Rosario. *Emigrati italiani e politica in Brasile, 1890-1915* in DE FELICE, Renzo. *L'Emigrazione italiana in Brasile, 1800-1978*. Torino: Fondazione Giovanni Agnelli, 1980, pp. 119-

dans ce pays, les premiers *fasci*<sup>21</sup>. Le 12 octobre 1922, jour de la race, est déjà commémoré par ces organisations<sup>22</sup>. Mais ce commencement n'est pas propre à impressionner car, en Argentine, malgré le grand nombre d'émigrés italiens, les *fascis* rencontreront de fortes résistances à leur développement<sup>23</sup>. Dès le début, on verra se manifester le conflit entre pro-fascistes et antifascistes, et même de constantes dissensions internes entre les fascistes eux-mêmes<sup>24</sup>. Toutefois, le *fasci* de Buenos Aires, alors le plus important d'Amérique Latine, est vite reconnu en tant que siège central des délégations de *fascis* envoyées vers ce continent, délégations dont la tâche consistait à lancer la constitution des activités des nouveaux *fascis* et à les contrôler<sup>25</sup>.

Ottavio Dinale, délégué du Parti national fasciste italien pour l'Amérique du Sud se rend en Argentine afin d'organiser officiellement le premier groupe

149.

<sup>21</sup>D'après Emilio ZUCCARINI (*Gl'Italiani emigrati in Argentina* in notice *Argentina. Enciclopedia italiana di scienze, lettere ed arti*. Roma-Milano: Istituto Giovanni Treccani, 1929, p. 219): "A la croissante fonction commerciale et industrielle des Italiens émigrés en Argentine, répondent heureusement de nouveaux organismes collectifs, comme les diverses Chambres de commerce, les sections de la Société Dante Alighieri, de la Ligue navale, les *fasci* de combat (qui ont fait leur première apparition à la fête du 12 octobre 1922)..."

<sup>22</sup>D'après Domenico FABIANO (*I Fasci Italiani all'estero* in BEZZA, B. *Gli Italiani fuori d'Italia*, op. cit., pp. 222-223): "Les premiers noyaux des *fasci all'estero* ont surgi spontanément en 1920-21. Le déclenchement de la Première Guerre mondiale a servi d'élément propulseur au 'réveil national' d'une grande partie de la communauté italienne à l'étranger. Le climat national-patriotique, avec la constitution des Comités de guerre et la perception des emprunts nationaux, a continué dans les années de l'après-guerre quand furent organisées diverses associations de vétérans. Plusieurs futurs cadres du mouvement fasciste à l'extérieur sont passés par cette expérience." Voir: FABIANO, Domenico. *La Lega italiana per la tutela degli interessi nazionali e le origine dei fasci italiani all'estero, 1920-1923* in *Storia Contemporanea*, XVI, 2, 1985, pp. 203-250.

<sup>23</sup>Sur les propos de *fascis all'estero*, voir: DI MARZO, Cornelio. *Il fascismo all'estero*. Milano: Imperia, 1923; DI MARZO, Cornelio. *Fascisti all'estero* in POMBA, Giuseppe. *La Civiltà Fascista illustrata nella dottrina e nelle opere*. Torino: Editrice Torinese, 1928, pp. 637-647; DUPONT, Amelio. *I fasci all'estero* in *Realizzazioni fasciste nella vita pubblica italiana*. Roma: 1932, pp. 279-287; PEDRAZZI, Orazio. *I nostri fratelli lontani*. Roma: Segreteria dei fasci all'Estero, 1929; VANNI, Clementina. *Scuole e fasci all'estero*. Venezia: Zanetti, 1934.

<sup>24</sup>Voir: BANZATO, Guillermo et DEVOTO, Fernando. *Notas acerca de las manifestaciones de adhesión al fascismo en las sociedades italianas del Plata*. Informe de seminario. FLASCO (Bs.As.), 1988.

<sup>25</sup>Au premier semestre de 1924, on trouvait déjà des périodiques directement liés aux *fasci* en Amérique latine: *Alalà* à Lima; *La Patria degli Italiani* à Rio de Janeiro; *Il Littore* à Buenos-Aires;

fasciste sur place. Lequel naît alors, en octobre 1922, sous la dénomination de *Gruppo italiano G. D'Annunzio*. Dinale va fonder également, le 1er mai 1923, la section du Parti national fasciste italien en Argentine. En 1925, on trouvait déjà des *fasci* à Cordoba, La Plata, Mendonza, Mar de La Plata, Rosario de la Fé, Salto et Santa Fé. Le 28 octobre 1923, est fondé à Buenos-Aires par le capitaine G. Trapani Milazzo un hebdomadaire, *Il Littore*, lequel deviendra à partir d'avril 1924, l'organe officiel des *fasci* en Argentine.

Selon l'analyse d'Emilio Gentile, *Il Littore* «se définissait comme 'le périodique de la nouvelle *italianità*', et la conception du fascisme qu'il cherchait à présenter était un mélange d'humanitarisme *mazziniano*, de laïcisme maçonnique et d'italianisme, avec en écho, quelque chose de la romanité impériale et du *dannuzianismo* politique<sup>26</sup>. » On observe que le périodique, dans sa tentative pour s'adapter ou interpréter la réalité locale, semblait dans un syncrétisme idéologique proche de la confusion mentale qui essayait de tenir une position intenable en Italie, comme la maçonnerie.

L'organisation de ces groupes sera, pourtant, assez perturbée, par des divergences internes ou plus simplement par l'indifférence de la communauté, si ce n'est par une vraie méfiance. Des troubles plus graves se produisent dans le *fasci* de Cordoba, dont le secrétaire, ten. Medaglia, sera arrêté et accusé d'escroquerie. D'après, Pietro Rinaldo Fanesi, « l'histoire des *fasci de combat* italiens en Argentine sera une suite d'insuccès, jusqu'à ce qu'intervienne, dans le travail de construction de l'organisation, l'industriel Vittorio Valdani, vraie âme

---

*La Patria* à Caracas.FABIANO, Domenico. *I Fasci Italiani all'estero* in BEZZA, B. *Gli Italiani fuori d'Italia*, op.cit., p.226.

<sup>26</sup>GENTILE, Emilio. *L'emigrazione italiana in Argentina nella politica di espansione del nazionalismo e del fascismo*, op.cit., p.389.

du fascisme italien en terre argentine, dont le travail trouvera son plein développement dans les années 1925 - 1927 et débouchera sur la constitution d'un vaste réseau de *fasci* dans plusieurs villes argentines<sup>27</sup>. »

Pourtant, en dépit de cette mise en pratique, Valdani sera le premier à admettre le profond échec de l'entreprise ; en effet, pour prendre un exemple, on ne dénombrera que 200 inscrits environ au *fasci* de Buenos-Aires, quoique les autorités consulaires italiennes et quelques importants dirigeants de Sociétés italiennes l'aient aidé, à l'instar d'Arsenio Buffarini-Guidi, président de la *Feditalia*, organe qui groupait toutes, et uniquement, les sociétés italiennes d'assistance et de caractère mutualiste en Argentine et qui comptait, dans les années vingt, plus de 300.000 associés<sup>28</sup>. Buffarini avait acheté en 1923, le journal *La Patria degli Italiani*, et lui avait donné une évidente orientation philofasciste. Né à Ancona en 1866, résidant en Argentine à partir de 1895, il va même recevoir le titre de *Cavaliere della Gran Croce d'Italia*<sup>29</sup>.

En fait, il semble qu'en Amérique latine, les problèmes de la diffusion des *fasci* se sont reproduits comme un peu partout dans le monde, dans les lieux où cette initiative fut prise. Comme l'affirme Ornella Bianchi : « Les *fasci* ont échoué dans leur objectif d'unifier et de fasciser la communauté italienne à l'étranger ; à leurs prétentions d'assumer le monopole des organisations d'immigrants se sont opposés les composants démocratiques internes ; à leurs

---

<sup>27</sup>FANESI, Pietro Rinaldo. *L'esilio antifascista e la comunità italiana in Argentina* in *La Riscoperta delle Americhe*, op. cit., p.119.

<sup>28</sup>*Id. ib.*, p.119. Voir FANESI, P.R. *Verso l'altra Italia. Alberto Corneli e l'esilio antifascista in Argentina*. Milano, 1991, p.59 et ss; OSTUNI, Maria Rosario. *L'archivio di Feditalia a Buenos Aires in Altrettalia. Rivista internazionale di studi sulle popolazioni di origine italiana nel mondo*. II, 3, avril 1990, pp.98-113.

<sup>29</sup>*Diccionario Biográfico Italo-argentino*. Buenos-Aires, 1976, pp.356-357.

actions ont fréquemment répondu des initiatives analogues promues par le gouvernement et par les représentants diplomatiques<sup>30</sup>. »

Piero Parini, lui-même, qui avait assumé en 1928 la charge de Secrétaire général des *fasci all'estero* - poste où il restera jusqu'en octobre 1937 - voyageant en Amérique du Sud à la fin de 1931, afin de mieux connaître la masse italienne établie sur ce continent, ne cache pas son insatisfaction par rapport aux *fasci* existant au Brésil, en Argentine, au Chili, et fait une seule exception pour les *fasci* du Pérou<sup>31</sup>. Il reprend néanmoins la discussion sur la possible dissolution de ces organisations, parce qu'elles présentent de notables déficits financiers<sup>32</sup>. Dans un discours prononcé à Buenos-Aires, dans lequel il souligne surtout la nécessité de l'entente et de la conciliation parmi la communauté italienne, Parini va proposer le Pérou comme exemple à suivre pour renforcer l'*italianità* :

« Une collectivité vraiment à l'abri du mal que représente la lutte stérile est celle de Lima, au Pérou. Dans ce dernier pays, il est possible d'admirer les réalisations les plus grandioses de l'*italianità* en Amérique méridionale, que ce soit dans le champ du prestige, ou dans celui de l'esprit. Les braves Italiens à

---

<sup>30</sup>BIANCHI, Ornella. *Fascismo ed emigrazione in La Riscoperta delle Americhe*, op.cit., p.103.

<sup>31</sup>Ugo E. IMPERATORI (*Nell'America Latina*. Roma: éd. Italia, 1940, pp.46-47) va également exalter le *fasci* péruvien: "Lima – qui accueille aujourd'hui environ trois mille de nos concitoyens sur les treize mille résidant au Pérou – s'enorgueillit d'avoir un des plus anciens et des plus actifs *Fasci all'estero* : fondé en 1923, ce *Fasci* a organisé des rendez-vous périodiques afin de rapprocher des personnalités péruviennes à notre peuple, cimentant d'amicaux rapports entre le peuple hospitalier et la plus méritante des collectivités étrangères..."

<sup>32</sup>Cité par FABIANO, Domenico. *I Fasci Italiani all'estero* in BEZZA, B. *Gli Italiani fuori d'Italia*, op.cit., p. 234.

Lima ne se disputent guère, ils se mettent toujours d'accord et ils réalisent, ils bâtissent, ils s'imposent à travers leurs œuvres<sup>33</sup>. »

De manière paradoxale, l'assistance sociale fournie à la masse des travailleurs italiens, tout à fait propre à promouvoir une approche des émigrés, s'est trouvée réduite par rapport au passé, puisque des associations tournées vers cette finalité, comme la *Lega italiana per la tutela degli interessi nazionali* ; *Società Umanitaria* ; l'*Opera Bonomelli*, véritables organismes de protection furent soit dissoutes, soit découragées par une centralisation supposée des activités<sup>34</sup>, sans que le fascisme connaisse un vrai succès dans sa tentative pour remplacer ce réseau. Peut-être, la discrète fascisation des Italiens faisant partie des communautés installées en Amérique a-t-elle eu comme principal motif, le fait que l'avènement du fascisme n'a pas réussi à résoudre un des plus grands problèmes de ce milieu, à savoir les conflits et les divergences internes existant déjà depuis toujours, et qui, dans plusieurs cas, se sont même aggravés<sup>35</sup>. Le personnalisme, les rivalités, le mépris que les Italiens devenus riches affichaient envers la masse des Italiens pauvres n'avaient pas disparu, rendant difficile la 'communion fasciste'<sup>36</sup>.

Au Chili, le premier *fasci* fut fondé à Valparaiso en 1923 et les apparences laissent croire qu'il possédait environ 250 associés. Entre 1924 et

---

<sup>33</sup>PARINI, Piero cité in *La coltura italiana in Perù* in *Le Vie d'Italia e dell'America Latina*, janvier 1932, n°01, p.799.

<sup>34</sup>CANNISTRARO, P.V. et ROSOLI, G. *Emigrazione, chiesa et fascismo*, op.cit.; Domenico FABIANO (*I Fasci Italiani all'estero* in BEZZA, B. *Gli Italiani fuori d'Italia*, op.cit., pp.229 et 234) cite l'existence de 25 fasci en Amérique latine en 1925; pour l'année 1929, les fasci étaient, officiellement, pour les deux Amériques, au nombre de 210.

<sup>35</sup>OSTUNI, Maria Rosario. *Operaio e antifascismo a Buenos Aires: la Società 'Lieber Piemont'* in DEVOTO, Fernando. *Associacionismo, trabajo e identidad etnica – los italianos en America Latina en una perspectiva comparada*. Buenos Aires:CEMLA, 1992, pp.303-309.

1925, des *fasci* surgissent à Antofagosta, Concepción, Iquique, Temuco, et à Capitán Pastene – la colonie *Nuova Italia*<sup>37</sup>. Dans les années 1920, l'organisation de la collectivité italienne au Chili se poursuit. En novembre 1925 se constitue à Santiago, le *Comitato coloniale italiano*, qui élit, comme président honoraire, l'ambassadeur italien en place. Il a pour objectif principal d'exercer une protection sur l'ensemble des Institutions coloniales. Pourtant, les associations italiennes au Chili avaient tendance à maintenir un certain écart par rapport aux gouvernements italiens et cette caractéristique a persisté même sous le gouvernement fasciste. Ces Italiens cultivaient plutôt l'idée de *Madre Patria*, d'*italianità*, et étaient éloignés le plus souvent des conceptions fascistes.

Le chargé d'affaire au Chili informe Rome à cette époque, que les premiers obstacles à la diffusion des *fasci* et des *Dopolavoro* étaient justement le manque d'appui de la collectivité même, puisque dans les plus importantes sociétés sportives et d'assistance mutuelle, comme l'*Audax Club Italiano* et le *Centro Democratico*, prédominaient des courants politiques antifascistes. Ainsi le *fasci* de Santiago connaissait de graves difficultés au niveau des ressources et n'avait pas encore d'autorité suffisante sur la colonie. Le chargé d'Affaire trouvait des explications à cet état de choses dans le fait, par exemple, que le nombre des ouvriers italiens au Chili était trop faible, puisque c'était cette couche sociale qui participait principalement aux *Dopolavoro*.

Le gros de la collectivité, poursuit le chargé d'Affaire, était composé surtout de petits commerçants qui ne maintenaient pas beaucoup de contacts entre eux et ne participaient guère à la vie associative. Même la couche des

---

<sup>36</sup>FRANZINA, Emilio. *Gli Italiani al Nuovo Mondo, op.cit.*, chapitre : *Il contributo della diplomazia*.



professions libérales comme les grands commerçants et entrepreneurs industriels italiens, «lesquels sont affectés de la maladie du pays, l'apathie», ne faisaient pas volontiers de donations aux institutions, alors que l'école et la bibliothèque italiennes étaient en pleine crise<sup>38</sup>.

Malgré tout, en Argentine, il existait, dans la société italo-argentine, un certain espace politique qui pouvait être occupé par le fascisme italien, soit à travers la participation militante aux fasci, soit, plus fréquemment, à travers la simple satisfaction ou l'admiration ressentie pour la nouvelle Italie, sans que ces sentiments s'accompagnent nécessairement d'un engagement politique de la part de la communauté<sup>39</sup>. Comme on l'a vu, les élites créoles argentines dominaient le système socio-politique argentin. En échange d'une certaine reconnaissance de cette hégémonie, les minorités ethniques, en l'occurrence les Italiens, jouissaient d'une autonomie culturelle.

Le déclin du flux migratoire dans l'après Première Guerre mondiale a promu de manière consécutive l'accroissement des naissances de fils d'étrangers sur le sol argentin, ce qui confortait un peu plus, chez cette élite créole, le refus de partager le pouvoir politique. Le Nationalisme qui s'affirme à cette époque, à travers les idées de Manuel Gálvez et Leopoldo Lugones<sup>40</sup>, à

<sup>37</sup> PELLEGRINI, A. et APRILE, J. C. *El censo comercial e industrial de la colonia italiana en Chile*. Santiago: Editorial Río de la Plata, 1926

<sup>38</sup> Cité par SALVETTI, Patrizia. *L'emigrazione italiana in Chile : le fonti in Italia*, op. cit., pp. 398-399.

<sup>39</sup> NEWTON, Ronald C. *El fascismo y la colectividad italo-argentina, 1922-1945* in *Ciclos*, año V, vol. V, n°9, 1995, pp. 4-5.

<sup>40</sup> Le poète Leopoldo Lugones, par exemple, faisait éloge du "militarisme purificateur" et soutenait une vigoureuse campagne contre la démocratie, le suffrage universel et le libéralisme. Il rencontrait une certaine réceptivité parmi certains groupes de jeunes intellectuels et dans quelques cercles de l'armée, mécontents du gouvernement Yrigoyen ; Lugones, en revanche, exaltait la discipline, la hiérarchie, valorisait le métier des armes et croyait dans les vertus d'un Etat fort, où l'armée serait la gardienne des vraies valeurs nationales. Dans sa trajectoire politique, Lugones avait débuté par le socialisme, puis le libéralisme, pour adhérer enfin avec ferveur, à la suite de la Révolution russe et de la 'Semaine tragique' (des affrontements entre les

travers l'action de la Ligue patriotique ; et de la Légion civique, se montrait, bien sûr, opposé au libéralisme, mais aussi à une assimilation libérale de l'ensemble de la population. L'élite créole considérait les étrangers au mieux comme des subordonnés, jamais comme des égaux<sup>41</sup>. Le mécontentement des Italiens, devant un tel manque d'hospitalité, aurait pu, en Argentine, réserver au fascisme un espace plus significatif. Mais celui-ci n'a pas été capable de se saisir d'une telle opportunité, du moins pas à un degré suffisant.

La violence des *squadristi* fascistes en Italie n'était pas passée inaperçue de la presse argentine et l'assassinat du député socialiste Giacomo Matteotti à Rome en 1924 a contribué non seulement à conférer une réputation ambiguë aux fascistes locaux, mais a favorisé l'organisation de mouvements antifascistes en Argentine. Même les affirmations postérieures faites, pendant presque deux décennies, par les émissaires de la Péninsule à propos de la nature pacifique du régime ne font qu'accroître les antagonismes. Bientôt, la communauté italienne est divisée et le conflit est attisé par une tentative de prise de contrôle des associations existant dans la colonie. Les *fasci*, les *Dopolavoro*, le *Patronato del Lavoro*, la Dante Alighieri, la *Gioventù italiana Littorio nell' Estero* et une minorité d'écoles étaient placées sous la direction des représentants directs de l'Italie. Mais les altercations sont bien plus violentes dans les autres associations, surtout les associations créées avant l'avènement du fascisme. À Buenos-Aires, la plus importante des sociétés de

---

ouvriers et les policiers en janvier 1919), au nationalisme. LUGONES, L. *La Grande Argentina*. 2<sup>e</sup>, Buenos Aires: Huemul, 1962.

<sup>41</sup> NEWTON, Ronald C. *Patria? Cual Patria? Italo-argentinos y germano-argentinos en la era de la renovación nacional fascista, 1922-1945* in *Estudios Migratorios Latinoamericanos*, año 7, n°22, 1992, pp.403-404.

*Mutuo Soccorso*, la *Mutualità ed Istruzione*, abandonne la *Feditalia* et, se liguant à d'autres associations, devient un centre antifasciste<sup>42</sup>.

Dans les opposants à Mussolini, qui ont quitté Italie pour se rendre en Argentine, on retrouve, par exemple, les anarchistes. Auparavant, au début de l'organisation des mouvements ouvriers argentins, la faction anarchiste s'était développée sous influences des Italiens. L'anarchisme en Argentine se trouve déjà dans une profonde crise quand arrivent quelques exilés de la Péninsule capables de lui imprimer un nouveau point de départ, comme Severino Di Giovanni qui initiera en Argentine, une période de grande violence.

Ou encore Aldo Aguzzi, parvenu clandestinement au pays en 1923 qui sera le plus notable organisateur de l'anarchisme pendant l'époque fasciste. Il aide à la fondation, en décembre 1923, du journal de tendance anarcho-communiste *L'Avvenire, pubblicazione anarchica di cultura e di lotta*. De la même façon, il tente d'agrèger les anarchistes les plus divers, au credo quelquefois divergent, qui arrivaient dans la région de La Plata sous le drapeau antifasciste. Il réussit à réaliser, à l'occasion de la commémoration du 1er mai, en 1925, un comité soutenu par l'*Alleanza antifascista italiana*. En peu de temps, les groupes anarchistes vont se confronter violemment aux manifestations en faveur du fascisme<sup>43</sup>.

À la fin, les plus grands prosélytes du fascisme se retrouvent parmi certaines élites italo-argentines catholiques, en particulier les notables des villes

---

<sup>42</sup>Giuseppe BASTIANINI (*Gli Italiani all'Estero*. Milano: A. Mondadori, 1939, p.49), en se remémorant ces événements déplore: "Du Canada à la Chine, de la France au Brésil et à l'Argentine, des Balkans à la Californie, les Italiens avaient spontanément et chaleureusement hissé le fanion fasciste, en faisant le nouveau symbole de la collectivité... Par combien d'incompréhension, par combien de méfaits et combien d'incivilité les *Fasci all'estero* ont-ils été et sont encore combattus dans certains pays..."

de l'intérieur, comme Cordoba ; et, également, chez les entrepreneurs et les travailleurs qui, de toute façon, dépendaient des consuls italiens. D'après Ronald Newton, «de la même manière qu'en Italie, prédomine l'idée selon laquelle trois catégories de personnes adhéraient au Parti fasciste : une petite minorité authentiquement convaincue ; ceux qui devaient s'inscrire au parti pour pouvoir continuer à gagner leur vie (le second composant en importance) ; et les opportunistes (la majorité)<sup>44</sup>. »

P. Fanesi offre quelques explications possibles à la faible insertion des *fasci* et du fascisme dans la communauté italienne en Argentine. Une certaine disqualification personnelle et culturelle des premiers dirigeants des *fasci*, quelques-uns étant même impliqués dans des activités criminelles et n'ayant aucune réelle représentativité auprès de la communauté. Mais, surtout, «ce qui a manqué au fascisme italien en Argentine, c'est un référentiel politique local ; puisque, en Argentine, le fascisme est né tardivement, en 1932, sous l'effet du harcèlement des influences européennes, et même du nazisme, et disposant par ailleurs d'un concept de nationalisme latin encore imprécis, qui se posait comme une antithèse à un nationalisme économique judaïque<sup>45</sup>.»

R. Newton, à son tour, indique deux motifs essentiels que l'on peut déceler dans les revers éprouvés par le fascisme italien en Argentine. Le premier était l'importance économique et diplomatique qu'avait l'Argentine pour les intérêts nationaux de l'Italie et la crainte éprouvée par celle-ci de porter en quoi que ce soit préjudice à cette relation, en corroborant trop les actions des

---

<sup>43</sup>BAYER, Osvaldo. *L'influenza dell'immigrazione italiana nel movimento anarchico argentino* in BEZZA, B., op.cit, pp.544-548.

<sup>44</sup>NEWTON, Ronald C. *Patria? Cual Patria? Italo-argentinos y germano-argentinos en la era de la renovación nacional fascista, 1922-1945, op.cit.*, p.419.

fascistes ; le second motif était le complet rejet du régime du Mussolini par la plus grande partie de l'élite italo-argentine qui, historiquement et traditionnellement, s'était tournée vers d'autres notions politiques et qui, imprégnée par le *mazzinianismo*, était adepte d'un républicanisme austère, rationnel, sinon radical. Cette élite était de plus stimulée, et quelquefois conduite, dans son opposition, par les exilés venus de la Péninsule<sup>46</sup>.

D'un autre côté, conclut Emilio Germani, « l'action proprement fasciste en Argentine, dans le cadre des rapports cordiaux entre les deux pays, se développe de façon fragmentaire, selon des initiatives tantôt locales, et tantôt diligentées par l'Italie, fréquemment dans l'improvisation et ne connaissant que quelques succès éphémères<sup>47</sup>. »

En face du morcellement manifeste et persistant de la communauté, le nouvel ambassadeur italien, le comte Pignatti Morano, est envoyé en 1930 en Argentine, avec la mission de promouvoir une concordance possible avec le fascisme. Il éclaircit son intention dans un discours prononcé au *Club Italiano* à la ville de Rosario, le 29 juin 1930. D'emblée, il fait l'éloge des leaders de la Péninsule et introduit une demande d'appui :

« Concitoyens, associez à votre reconnaissance les noms du roi Vittorio Emanuele III et de Benito Mussolini, constructeurs de cette Italie renouvelée qui, à l'intérieur et à l'extérieur de ses frontières, suit jour après jour les pas d'une glorieuse ascension. Nous pouvons, parce que nous le voulons, participer

---

<sup>45</sup>FANESI, Pietro Rinaldo. *L'esilio antifascista e la comunità italiana in Argentina*, op.cit., p.120.

<sup>46</sup>NEWTON, Ronald C. *Patria? Cual Patria? Italo-argentinos y germano-argentinos en la era de la renovación nacional fascista, 1922-1945*, op.cit., p.409.

<sup>47</sup>GENTILE, Emilio, op.cit., p.387.

à la vigueur de la vie à laquelle est arrivée chacune des âmes italiennes. Loin, à des milliers et des milliers de kilomètres de la patrie, nous devons, en communion spirituelle, honorer son nom par nos œuvres, pour qu'elle soit respectée dans le monde<sup>48</sup>. »

En conséquence, Pignatti affirme que, sans perdre de vue ses autres tâches, sa présence est surtout associée «au loyal et ferme propos de coopérer à la formation d'une ambiance de sereine harmonie au sein de la collectivité italienne<sup>49</sup>.» De plus, le diplomate prend particulièrement soin d'expliquer et de défendre le rôle important que pourraient avoir, dans cette bonne entente, les associations italiennes, surtout le *Dopolavoro* local<sup>50</sup>.

Pignatti avait plus l'espoir de mener à terme la mission qui consistait à créer une certaine union entre les colonies établies, afin de développer «la

---

<sup>48</sup>PIGNATTI.*Discorso pronunciato a Rosario al Club Italiano il 29 giugno 1930*. ASMAE, AP, Argentina, busta 808 (1929-1930), anno 1930,Ufficio II a.a.a.,position Arg. 1,p.01.

<sup>49</sup>*Id.ib.*,p.07. Dans un autre rapport, Pignatti réaffirme son principal dessein en Argentine: "Je désire me mettre le plus possible en contact avec mes concitoyens, pour entendre leurs demandes et comprendre leurs aspirations, et chercher de cette façon à faire naître un esprit de patriotique entente." Dépêche 3030/432:PIGNATTI.*La visita alla collettività di Rosario*.Buenos-Aires,5 juillet 1930. ASMAE, AP, Argentina,busta 808 (1929-1930), anno 1930,Ufficio II a.a.a.,position Arg. 1,p.01.

<sup>50</sup>"Le travailleur italien, dans le Royaume et à l'étranger, a accueilli avec enthousiasme l'initiative du *Dopolavoro*. Il a compris que le *Dopolavoro* lui offre l'opportunité de développer ses talents, de s'instruire, de se perfectionner, de s'élever matériellement et moralement. Le *Dopolavoro* lui offre le loisir honnête, l'éloigne des tentations et des vices" PIGNATTI.*Discorso pronunciato a Rosario al Club Italiano il 29 giugno 1930*. ASMAE, AP, Argentina,busta 808 (1929-1930), anno 1930,Ufficio II a.a.a.,position Arg. 1,p.05. À Buenos-Aires, le premier *Dopolavoro* est inauguré en juillet 1926; le second, en novembre 1926. Sous la coordination du *Commissariato Generale dell'emigrazione*, d'autres *Dopolavoro* étaient en voie d'organisation, à Bahia Branca et à Santa Fé. Cité dans *Lo sviluppo del dopolavoro per gli emigrati italiani* in Colombo, fasc. IV, déc.1926, p.402. Selon un reportage de la revue *Le Vie d'Italia e dell'America Latina (Il dopolavoro all'estero, n°5,mai 1926,p.610)* : "Dans une récente circulaire, rédigée à l'initiative personnelle du chef du gouvernement italien, les Ambassadeurs, les autorités consulaires et les offices d'émigration furent invités à s'occuper de la création d'actives et vigoureuses institutions de *Dopolavoro*." Il s'agissait "d'une œuvre d'éducation" (exercices physiques, enseignements généraux et professionnels, propagande contre l'alcoolisme, propagande culturelle, etc.) visant les collectivités italiennes, afin de poursuivre "la politique nationale de valorisation de l'émigré." On recommandait de ne pas créer de systèmes rigides, et de prendre en compte les caractéristiques et les possibilités matérielles et financières des diverses communautés.

propagande de l'*italianità* », à l'intérieur du pays argentin, comme à Rosario, puisqu'à Buenos Aires, les Italiens, à son avis, se perdaient, depuis des années déjà, en bavardages futiles, frivoles, inconvenants. En dépit du grand nombre d'Italiens concentrés dans la capitale et aux alentours, dans des villes plus petites comme Rosario, par exemple, les Italiens étaient davantage organisés, en raison, semble-t-il d'une dispersion et d'une assimilation moins significatives. Des améliorations dans les rapports avec les communautés de l'intérieur, résidant à la campagne, nécessitaient, insiste le diplomate, une augmentation urgente des effectifs consulaires, puisque le réseau était très insuffisant, et laissait de grandes étendues sans aucune représentation, cas de la petite ville de Cruz Alta, où existaient des manifestations spontanées de patriotisme, alors que ces Italiens n'aient jamais vu un seul consul italien<sup>51</sup>.

Dans deux rapports postérieurs, Pignatti donne ses impressions sur son séjour à Rosario, où il constate qu'a été bâtie la meilleure école italienne du pays, que le *fasci* local se développe, et que l'association du *Dopolavoro*<sup>52</sup> commence à attirer l'attention. Cependant, il se montre déçu du peu de succès de sa visite et un peu méfiant, malgré les affirmations positives de consul local :

---

<sup>51</sup>Dépêche 2504/365:PIGNATTI.*Propaganda di italianità*.Buenos-Aires,10 juin 1930. ASMAE, AP, Argentina,busta 808 (1929-1930), anno 1930,Ufficio II a.a.a.,position Arg. 1,p.01. Pignatti souligne l'importance de la qualification du personnel, pour éviter l'utilisation de consuls n'appartenant pas "à la carrière diplomatique".(Id.ib.)

<sup>52</sup>Sur l'avènement de l'*Opera Nazionale Dopolavoro* en Italie, voir:DE GRAZIA, Victoria.*Consenso e cultura de massa nell'Italia fascista*.Bari:Laterza,1981; CANNISTRARO,Philip.*La fabbrica del consenso:fascismo e mass media*.Bari:Laterza,1974. Les *Dopolavoro*, associations qui prétendaient retenir les Italiens pendant leur temps libre, en général après le travail, furent instituées en Italie à partir du 1er mai 1925 et, dès les premiers moments, le projet fut étendu aux émigrés des quatre coins du monde. Il s'agissait de renforcer la subordination sociale et politique au régime et d'éloigner les travailleurs de la propagande socialiste et syndicale indépendante, ainsi que des anciennes sociétés traditionnelles populaires, comme les *Società di Mutuo Soccorso*. Les *Dopolavoro* étaient tenus pour la façon plus immédiate d'exercer un attrait sur les secteurs les moins politisés et ils se révélaient moins lourds que les rituels des *fasci*.

commence à attirer l'attention. Cependant, il se montre déçu du peu de succès de sa visite et un peu méfiant, malgré les affirmations positives de consul local :

« J'ai parlé beaucoup au *Club Italiano*(...)Il y avait là un peu plus de cinquante personnes. Tout le monde m'a assuré que la participation avait été notable. Habitué que j'étais à recevoir avec une extrême facilité, dans le jardin de la Légation à Berne, deux mille Italiens des localités proches, ces cinquante concitoyens présents me semblaient représenter bien peu des trente mille Italiens qui habitent à Rosario et alentour<sup>53</sup>.»

Bien que, reconnaisse Pignatti, son discours ait été transmis par radio, ce qui permettait une très large diffusion, et publié par la presse de la capitale.

En effet, l'important journal argentin *La Prensa* va réagir négativement au discours de Pignatti, dans son commentaire sur «la récente visite du représentant diplomatique d'Italie à la ville de Rosario», agent qui avait parlé à tort et à travers d'une «Rosario Italiana». L'article affirme que, jusqu'à une date très récente, les Italiens commémoraient les fêtes de leur patrie lointaine sans aucune préoccupation et partageaient leurs sentiments avec les autres habitants du pays, «puisque tous les étrangers établis ici sont partie

---

politique au régime et d'éloigner les travailleurs de la propagande socialiste et syndicale indépendante, ainsi que des anciennes sociétés traditionnelles populaires, comme les *Società di Mutuo Soccorso*. Les *Dopolavoro* étaient tenus pour la façon plus immédiate d'exercer un attrait sur les secteurs les moins politisés et ils se révélaient moins lourds que les rituels des *fasci*.

<sup>53</sup>Dépêche 3030/432:PIGNATTI.*La visita alla collettività di Rosario*.Buenos-Aires,5 juillet 1930. ASMAE, AP, Argentina,busta 808 (1929-1930), anno 1930,Ufficio II a.a.a.,position Arg. 1,p.02.



composante de la population de l'Argentine, et les Italiens se présentaient unis dans ce désir d'incorporation<sup>54</sup>.»

Ce qui apparemment cause l'indignation du périodique et ce qu'il veut dénoncer était le fait que, depuis quelques temps, les représentants de l'Italie comme d'autres visiteurs italiens exerçaient une pression sur les Italiens résidant au pays par le biais d'une «propagande politique » qui visait justement à soulever des doutes et à créer des difficultés entravant la bonne et définitive intégration des Italiens en Argentine. Ces éléments, selon *La Prensa*, oeuvraient contre la collectivité unique qu'était le peuple argentin. Ils étaient exactement, poursuit le journal sur le ton de la condamnation, les représentants d'une nation qui, autrefois, avait plutôt abandonné ses ressortissants en partance et qui, maintenant que les Italiens vivaient une assimilation plus que normale et naturelle dans leur nouveau pays, venait perturber leur nationalisation. Les Italiens n'étaient d'aucune manière considérés comme une collectivité à part en Argentine.

*La Prensa* s'interroge fortement sur la validité de la question toujours présente dans les débats en Argentine : était-ce l'Argentine qui était redevable aux immigrants ou les immigrants qui étaient redevables à l'Argentine, alors que tous s'étaient accordés à travailler ensemble pour cette nation. Heureusement, conclut le journal, cette propagande se révélait inefficace, parce

---

<sup>54</sup>Article : *Gli stranieri stabiliti integrano la popolazione della nazione* in *La Prensa*, Buenos-Aires, 4 juillet 1930. ASMAE, AP, Argentina, busta 808 (1929-1930), anno 1930, Ufficio II a.a.a., position Arg. 53, oggetto: miscelania, p.01.

qu'en dehors de quelques petits groupes, elle «n'avait pas réussi à mobiliser la grande masse des travailleurs italiens fixés dans le pays<sup>55</sup>.»

Cet état de choses provoque une réflexion pessimiste chez Pignatti<sup>56</sup>. En commentant ce qu'il considère comme une extrême intransigeance et une marque d'agressivité de la part de la presse nationaliste argentine, il admet les dures difficultés qu'il venait de constater dans sa visite à la communauté italienne de ce pays latino-américain. Il tient presque pour insurmontable la perte définitive des fils d'Italiens, éloignés de tout sentiment de loyauté envers la *Patria Madre*. D'emblée, ces Argentins, fils d'Italiens, à peine leurs parents disparus, les seuls qui représentassent un lien ténu avec la patrie d'origine, en venaient à ignorer ou simplement à oublier l'idiome italien. En fait, cette seconde génération née en Argentine était déjà, tient à préciser le diplomate, dans sa plus grande partie, indifférente, sinon hostile, à tout ce qui concernait l'Italie. Leurs parents, arrivés ici dans la misère, n'avaient pas su ou plutôt n'avaient pas voulu enseigner, au moins, le respect de la *Madre Patria*.

En outre, ces fils d'émigrés, surtout quant ils arrivaient à une position un peu plus distinguée, avaient honte de leurs origines modestes et préféreraient se donner une nouvelle existence, éloignée d'un passé considéré comme humiliant, qui blessait leur orgueil. Le Parlement, l'Université, les professions

---

<sup>55</sup>*Id. ib.*, p.04. *La Prensa*, journal nationaliste, depuis quelques années s'adonnait à une critique déterminée des actions du nouveau régime italien en Argentine. En 1927, il écrit dans son éditorial : "Les seuls Italiens réellement désœuvrés en Argentine sont les miliciens fascistes qui ont été envoyés pour faire de la propagande parmi les membres de la collectivité italienne" Ou encore, "le gouvernement italien soutient ouvertement les activités des miliciens fascistes qui perturbent ou tentent de perturber le développement pacifique des communautés italiennes établies dans d'autres pays. Un tel comportement est en contradiction avec les normes de confiance mutuelle et d'amitié qui sont celles de la coexistence internationale." *La Prensa*, 6 et 9 août 1927, cité par NEWTON, Ronald. *El fascismo y la colectividad italo-argentina, 1922-1945 in op. cit.*, pp.14-15.

Quant à l'idée du fascisme, poursuit Pignatti, bien qu'elle ne soit pas décidément appréciée en Argentine, pays qui avait comme fétiche une fausse liberté, elle s'était néanmoins imposée dans quelques cercles, «par son contenu et l'ensemble de ses valeurs esthétiques, morales, intellectuelles représentant la perfection, par ses réformes hardies et parce que l'Italie s'était conquis une place d'une importance majeure dans le monde.» Mais, ce qui est le plus paradoxal, considère le diplomate, c'est que cette acceptation s'opère surtout dans «des milieux purement argentins<sup>58</sup>», plutôt que chez les Italo-argentins.

Pignatti ne voit pas d'autre solution qu'un changement de stratégie pour poursuivre l'objectif le plus important de l'Italie, agrandir son influence générale, comme dans le commerce, en Argentine. Il fallait se donner pour perspective de créer l'impression, chez les Argentins, que l'Italie était prête à renoncer à n'importe quelle prétention sur les Italiens que l'Argentine voulait tant assimiler. En contrepartie, les organes officiels de ce pays aideraient à maintenir la langue et la culture italiennes parmi les fils d'Italiens nés en Argentine. Il n'y avait rien de plus à faire. Ces fils d'Italiens, en termes politiques, étaient perdus pour l'Italie, et en procédant ainsi, on maintenait au moins un lien spirituel avec la *Madre Italia*.

Quant aux *fasci* en Argentine, Pignatti explique leur inactivité par plusieurs raisons, le manque de leadership ; un mauvais dimensionnement des fonctions ; la nécessité d'une épuration interne de leurs membres ; les besoins financiers. En conséquence, pour le diplomate, il fallait surtout choisir le dirigeant de la délégation des *fasci* parmi les fascistes qui habitaient déjà en

---

<sup>58</sup> *Id. ib.*

Argentine, puisque le problème le plus grave qui se présentait était justement celui des difficultés d'adaptation et de compréhension de la réalité argentine par les délégués envoyés directement d'Italie.

Les *fasci*, pour le diplomate, réussiraient seulement à assurer la direction de la communauté italienne s'ils se dédiaient, quasi exclusivement, aux initiatives de caractère social, et occupaient, de cette façon, un terrain très large et toujours déficitaire au niveau de l'action. En partenariat avec les écoles et les *Dopolavoro*, les *fasci* devaient en premier lieu capter la confiance de la colonie à travers des actions sociales, moins agressives au début de leur tentative pour agréger la collectivité «autour de l'idée fasciste<sup>59</sup>.»

Dans la composition des *fasci*, le diplomate recommande de revoir attentivement la situation personnelle de certains membres, afin d'en écarter quelques-uns, dont les querelles, chicanes et ambitions ne faisaient que compromettre la crédibilité et la liberté d'action des *fasci*. De même, il faudrait mettre à l'épreuve les nouveaux prétendants au statut de membre à travers une sélection plus rigoureuse. En tout cas, l'obstacle le plus urgent à résoudre restait le manque de moyens financiers qui paralysait les tentatives d'organisation des *fasci*<sup>60</sup>.

Au sujet de la diffusion des *Dopolavoro* en Amérique latine, les recherches de Irene Guerrini et Marco Pluviano<sup>61</sup> montrent que la première

---

<sup>59</sup>Dépêche 639.PIGNATTI.*Fasci nell'Argentina*.Buenos-Aires,23 janv.1931. ASMAE, AP, Argentina, busta 01, anno 1931,Ufficio Il a.a.a.,position Arg.53,p.02.Encore Dépêche 294. PIGNATTI.*Scarsa attività Fasci Argentina*.Buenos Aires,10 juillet 1930. ASMAE, AP, Argentina, busta 808 (1929-1930), anno 1930,Ufficio Il a.a.a.,position Arg.53.

<sup>60</sup>Dépêche 890.PIGNATTI.*La situazione dei Fasci di tutta l'Argentina*.Buenos-Aires,14 nov.1931. ASMAE, AP, Argentina, busta 01, anno 1931,Ufficio Il a.a.a.,position Arg.53.

<sup>61</sup>GUERRINI,Irene et PLUVIANO,Marco.*L'organizzazione del tempo libero nelle comunità italiane in America Latina:l'Opera Nazionale Dopolavoro* in BLENGINO,V.;Franzina,E.; PEPE,A. (org.)*La riscoperta delle Americhe*.Milano:TETI,1994,pp.378 à 389; GUERRINI,Irene et

sélection plus rigoureuse. En tout cas, l'obstacle le plus urgent à résoudre restait le manque de moyens financiers qui paralysait les tentatives d'organisation des *fasci*<sup>60</sup>.

Au sujet de la diffusion des *Dopolavoro* en Amérique latine, les recherches de Irene Guerrini et Marco Pluviano<sup>61</sup> montrent que la première adresse de fondation est située effectivement à Buenos Aires et que c'est seulement à la fin de 1920 et au début de 1930 qu'ils se répandent sur le continent. Avant l'écllosion de la Seconde guerre mondiale, qui va mettre en situation de crise les organisations fascistes à l'étranger, il existait 66 *Dopolavoro* dont les plus développés étaient situés en Argentine et au Brésil. Sans connaître la centralisation réalisée en Italie, ces associations étaient contrôlées par les représentants fascistes, en contact étroit avec les autorités consulaires. Chaque *Dopolavoro* était en général autonome et ils agissaient, ou du moins prétendaient-ils ainsi procéder, en accord avec le *fasci*, la Dante Alighieri, l' *Associazione nazionale di combattenti*, la *Gioventù italiana del Littorio all'estero*, réunis pour donner naissance à des centres conçus pour cette finalité et qui se regroupaient tous dans les 'Maisons d'Italie'. Ces maisons étaient construites généralement grâce à la contribution de la collectivité italienne et les dirigeants fascistes prétendaient y voir un symbole de l'Italie<sup>62</sup>.

---

<sup>60</sup>Dépêche 890.PIGNATTI.*La situazione dei Fasci di tutta l'Argentine*.Buenos-Aires,14 nov.1931. ASMAE, AP, Argentina, busta 01, anno 1931,Ufficio II a.a.a.,position Arg.53.

<sup>61</sup>GUERRINI,Irene et PLUVIANO,Marco.*L'organizzazione del tempo libero nelle comunità italiane in America Latina:l'Opera Nazionale Dopolavoro* in BLENGINO,V.;Franzina,E.; PEPE,A.(org.)*La riscoperta delle Americhe*.Milano:TETI,1994,pp.378 à 389; GUERRINI,Irene et PLUVIANO, Marco. *L'Opera nazionale Dopolavoro:1926-1941* in *Studi Emigrazione/Etudes Migrations*, XXXII, n° 119, 1995,pp.518 à 537.

<sup>62</sup>Giuseppe BASTIANINI (*Gli Italiani all'Estero,op.cit*,p.62-63) explique ce à quoi le régime fasciste voulait parvenir avec la constitution de ces centres : "Dans les 'Maisons d'Italie', que le Fascisme a fait surgir d'un côté à l'autre du monde, l'Italien, quelle que soit sa condition, trouve une atmosphère de fraternité des plus accueillante parmi les représentants de sa race, qui

La première tâche des *Dopolavoro* était de renforcer le sentiment d'*italianità*. Ainsi voit-on la promotion de cours de langue italienne, de conférences sur la gloire culturelle de la Péninsule, de spectacles théâtraux en italien, ainsi que de fêtes, de soirées dansantes, d'excursions et promenades. Les auteurs, Guerrini et Pluviano, proposent une typologie de trois modèles pour mieux cerner les différentes caractéristiques des *Dopolavoro* en Amérique latine. Ces caractères distinctifs concernaient les dimensions et les conditions socio-économiques des communautés émigrées.

Le premier type de *Dopolavoro* se développe en Argentine et au Brésil, où ces associations se sont plus largement insérées, en agglutinant des éléments appartenant à plusieurs couches sociales, et en répondant à une forte demande d'assistance, de subventions financières aux plus nécessiteux ; de cours d'alphabétisation et de langue espagnole ; de cours de spécialisation professionnelle. On constitue des coopératives pour les désœuvrés. Si bien que ces associations réussissent même à exercer une influence politique sur la communauté.

Le second type se déploie dans des pays d'immigration italienne traditionnelle, dont les communautés étaient moins nombreuses ou moins intégrées, comme l'Uruguay, le Pérou et le Chili. Dans ces Etats, les émigrés en général jouissaient de meilleures conditions économiques, ce qui amène les

---

savent le comprendre et l'aider, si besoin est. En ce lieu ou juste autour, on trouve des soins médicaux et ambulatoires gratuits ou semi-gratuits, des services d'assistance à l'enfance et à la maternité, développés quasi partout par les *Fasci* féminins; des sections de *Dopolavoro* où se cultivent toutes les manières honnête d'occuper son temps libre, grâce à des groupes de gymnastique, des bandes musicales, des groupes de théâtre et, quand c'est nécessaire, de la cuisine populaire gratuite."

*Dopolavoro* à exercer un rôle moins important au niveau de l'assistance mais plus substantiel au plan des activités culturelles et associatives.

Le troisième type va s'adresser au reste de l'Amérique latine, principalement les pays dotés d'une petite communauté italienne, sans grandes traditions associatives. Les *Dopolavoro* y prennent un caractère permettant surtout de toucher les couches les plus favorisées des émigrés italiens.

Pourtant, parallèlement à ce qui s'est passé avec d'autres associations, une minorité de la collectivité italienne résidant sur le continent latino-américain a été touchée par les *Dopolavoro*. Ces derniers ont rencontré, eux aussi, des résistances diverses, comme le développement d'organisations concurrentes et antifascistes (surtout en Argentine) ; l'opposition de l'élite italienne traditionnelle à l'idée de perdre un rôle directif dans les anciennes associations (au Brésil notamment). Et contrairement à ce qui était organisé en Italie où les deux associations avaient des fonctions différentes, en Amérique latine, il y avait une répartition confuse et ambiguë des tâches entre les *fasci* et les *Dopolavoro*.

Enfin, un peu partout en Amérique latine, au milieu des années 1930, et plus particulièrement à l'occasion du conflit entre l'Italie et l'Éthiopie, lequel a provoqué des altercations à la SDN et l'imposition de sanctions à la nation italienne, on assiste à un réveil 'patriotique' dans la communauté italienne émigrée, surtout au moment de la victoire de la *Madre Patria*, qui est fortement commémorée. Pourtant, ce répit sera également passager. Il correspondra justement à ces années, 1935-1936, où la fascisation de la communauté connaîtra sa plus grande réussite, et prendra fin dès l'éclatement de la Seconde Guerre mondiale, moment où la scission entre fascistes et antifascistes s'aggrave davantage.

#### 4 – Une inspiration indirecte en Amérique latine : les mouvements philofascistes :

En Amérique latine, comme d'ailleurs dans plusieurs endroits du monde, le régime de Mussolini a inspiré la formation de mouvements philofascistes qui, en général, n'étaient pas, du moins dans leur première formation, nécessairement liés à la communauté italienne sur place. Celle-ci, quant elle était favorable au fascisme, ce qui surtout était le cas de ses élites, adhérait plutôt directement à la section locale du Parti fasciste italien. Ces manifestations philofascistes, en vérité, ne présentaient qu'une faible proximité avec la matrice italienne, et il semble que l'Italie <sup>63</sup>n'ait pas montré beaucoup d'intérêt pour ces groupements, à l'exception de l'Action Intégraliste Brésilienne

---

<sup>63</sup>Sur les rapports entre l'AIB et le gouvernement italien fasciste, voir: SEITENFUS, Ricardo. *Ideology and diplomacy: Italian fascism and Brazil (1935-1938)* in *Hispanic Americal Review*, 64/3, 1984, pp.503-534; SEITENFUS, R. *O Brasil de Getúlio Vargas e a formação dos blocos 1930-1942. O processo de envolvimento brasileiro na II Guerra Mundial*. São Paulo: Cia Editora Nacional, 1985; SEITENFUS, R. *As relações entre o Brasil e Itália no período 1918-1939* in DE BONI, Luís Antonio. *A presença italiana no Brasil*. Vol. II, Porto Alegre/ Torino: EST/ Fondazione Giovanni Agnelli, 1990, pp.37-52; SEITENFUS, R. *Quatro teses sobre a política externa brasileira nos anos 30* in ALBUQUERQUE, José Augusto Guillon. *Sessenta anos de política externa brasileira, 1930-1990. Crescimento, modernização e política externa*. Vol. I. São Paulo: NUPRI-USP/Cultura Editores Associados, 1996, pp.115-160; TRENTO, Ângelo. *Il periodo tra le due guerre* in DE FELICE, Renzo. *L'emigrazione italiana in Brasile, 1800-1978*. Torino: Fondazione Giovanni Agnelli, 1980, pp.149-190; TRENTO, A. *Relações entre fascismo e Integralismo: o ponto de vista do Ministério dos Negócios estrangeiros italianos* in *Ciência e Cultura*, XXXIV, 12, 1982, pp.1601-1613; TRENTO, A. *Do outro lado do Atlântico. Um século de Imigração italiana no Brasil*. São Paulo: Instituto Italiano de Cultura/Nobel, 1989; BERTONHA, João Fábio. *O fascismo e os imigrantes italianos no Brasil*. Porto Alegre: EDIPUCRS, 2001.



culturellement et politiquement assez exposée à des phénomènes d'empreinte fasciste, agissant surtout sur une portion de ses couches moyennes<sup>66</sup>.

La plupart des spécialistes de l'étude du Fascisme, à l'instar de Stanley Payne, Alistair Hennessy, Juan Linz et Pierre Milza, admettent l'existence conceptuelle de ce phénomène en Amérique latine, mais insistent sur son caractère limité et embryonnaire. Selon S. Payne, «le plus grand mouvement fut l'Action Intégraliste Brésilienne(...)inspiré, en grande partie, par le fascisme italien. Il s'agissait de mélanger l'autoritarisme corporatiste avec la culture autochtone brésilienne<sup>67</sup>.» L'auteur signale également le Mouvement national socialiste (MNS) du Chili, le Parti Fasciste argentin («le plus clairement mimétique»), les Chemises dorées du Mexique et le Socialisme militaire bolivien.

Hennessy, de la même façon que Payne, parle du surgissement de 'fascismes' de type restreint en Amérique latine, «il y a eu, dans les années trente, des mouvements fascistes caractérisés, mais seuls les Intégralistes brésiliens ont réussi une mobilisation de masse suffisamment ample pour être alarmante ; d'autres comme les Chemises Dorées mexicaines, les Nazis chiliens et de nombreux groupes argentins sont restés limités en taille et en expression<sup>68</sup>.» D'après l'auteur, ces mouvements se sont surtout déployés en fonction des caractéristiques et forces propres des pays concernés, l'influence du fascisme européen étant réduite, puisque le contexte historique-culturel

---

<sup>66</sup>D'après Stanley PAYNE (*El Fascismo*.Madrid:Alianza editorial,1982,p.171): "La région où l'on a le plus copié la politique du continent européen est l'Amérique latine. Etant donné le caractère souvent autoritaire des gouvernements latino-américains et l'apogée du nationalisme dans cette région entre les deux guerres, la zone semblait particulièrement convenir à l'apparition de *fascismes* non-européens importants."

<sup>67</sup>PAYNE,Stanley,*id.ib.*,p.172.

expression<sup>68</sup>.» D'après l'auteur, ces mouvements se sont surtout déployés en fonction des caractéristiques et forces propres des pays concernés, l'influence du fascisme européen étant réduite, puisque le contexte historique-culturel latino-américain était assez différent de celui de l'Europe de l'entre-deux-guerres.

Les conditions historiques de l'Amérique latine ont plutôt donné naissance à une ample chaîne de mouvements et partis national-réformistes de masses qui ne pouvaient pas être facilement catégorisés en termes européens. Cette chaîne fut nommée génériquement par l'historiographie le 'populisme'<sup>69</sup>, et les exemples les plus significatifs en ont été l'*Aprismo* au Pérou, le *Getulismo* au Brésil et le *Péronisme* en Argentine. Les partis populistes avaient pour spécificité un amalgame complexe de nationalisme, de participation populaire, de réformes sociales et de centralisme autoritaire. En réalité, pour Hennessy, le fascisme, à l'instar d'autres mouvements politiques inspirés de la matrice européenne, comme le libéralisme et le socialisme, n'a pas réussi à s'enraciner en Amérique latine parce que les uns comme les autres se sont tellement modifiés que leurs principes originels sont devenus superficiels.

---

<sup>68</sup>HENNESSY, Alistair. *Fascism and populism in Latin America* in LAQUEUR, Walter (ed.). *Fascism: a Reader's Guide*. Berkeley: Univ. of California press, 1976, p.255.

<sup>69</sup>Le 'national-populisme' en général désigne en Amérique latine une pratique clientéliste, où des bénéfices sont offerts en échange de votes et de loyauté personnelle. La plus grande partie de ces structures n'est pas institutionnalisée, et ne répond pas aux règles formelles de l'administration. Dans le milieu du clientélisme, les couches moyennes sont favorisées principalement par l'offre d'emploi dans la bureaucratie étatique, tandis que les masses populaires reçoivent une protection à travers la législation du travail et l'accès aux services d'assistance. Au niveau idéologique, le 'national-populisme' semble apparaître dans des périodes où se met en place un fort processus d'industrialisation. Voir : WEFFORT, Francisco. *O populismo na política brasileira*. Rio de Janeiro: Paz e Terra, 1978; GERMANI, Gino. *Política y sociedad en la época de la transición*. Buenos Aires: Paidós, 1962.

rencontrait une apparente acceptabilité, les institutions politiques démocratiques n'étaient pas suffisamment consolidées. Fait qui empêchait le développement du fascisme en tant qu'alternance politique viable, puisque l'absence d'un certain degré de liberté politique rendait impossible l'organisation d'un mouvement de masses basé sur des principes contestataires et violents. Dans cette perspective, affirme Linz, c'est seulement dans quelques pays parmi les plus ouverts de l'Amérique latine qu'ont eu lieu des manifestations fascistes dont les plus significatives ont été l'Intégralisme au Brésil, la Phalange bolivienne et le Parti nazi chilien<sup>71</sup>.

Pierre Milza corrobore la notion de 'fascismes limités' appliquée à l'Amérique latine de l'entre-deux-guerres, en citant des formes d'expressions comme le Parti fasciste argentin, les Chemises cassis en Bolivie, le Parti national-socialiste et le Parti corporatif populaire au Chili, les Chemises vertes de Cuba, le Parti fasciste péruvien. D'après l'auteur, les pays latino-américains avaient connu dans les années trente une conjonction de problèmes économiques, sociaux et politiques qui a viabilisé l'expansion de groupements d'inspiration fasciste. Cependant, ces mouvements étant, dans leur plus grande partie, des imitations de peu d'importance, ils n'ont pas atteint les conditions minimum qui les auraient aidés à s'imposer aux classes dirigeantes. Seul le Brésil, selon P. Milza, «a connu un véritable fascisme de masse(...)l'Action Intégraliste Brésilienne, premier mouvement authentiquement fasciste d'Amérique latine<sup>72</sup>.»

---

<sup>71</sup>LINZ, J.O *Integralismo e o fascismo Internacional* in *Revista IFCH: UFRGS :PoA*, V, 1976.

<sup>72</sup>MILZA, Pierre. *Les Fascismes*, op. cit., pp.428-429.

Brésil, selon P. Milza, «a connu un véritable fascisme de masse(...)l'Action Intégraliste Brésilienne, premier mouvement authentiquement fasciste d'Amérique latine<sup>72</sup>.»

En effet, le déploiement de manifestations politiques ayant amené en Amérique latine un rapprochement avec le fascisme européen en Amérique latine est lié à la période difficile qu'a traversée le continent latino-américain dans la décennie de 1930. La crise économique mondiale a déstabilisé des régimes politiques qui semblaient solidement implantés. En tant que réponse à la crise et sous l'inspiration de solutions externes, on voit l'abandon du libéralisme, la croissante intervention de l'Etat et l'autoritarisme s'imposer. Contexte qui a fourni, alors, un espace à l'émergence de plusieurs organisations d'extrême droite. Celles-ci, quelquefois, ont pris un caractère fasciste ou voisin du fascisme. Les plus importantes ont surgi au Mexique, au Chili, en Argentine et au Brésil.

Au Mexique, en mai 1937, est fondée officiellement 'l'Union Nationale Sinarquiste' (UNS), une organisation politique de masse, influencée par le fascisme<sup>73</sup>. Elle se présentait comme un mouvement national, et non pas comme un parti politique. Son intention était de 'sauver' le pays de la Révolution de 1910, ainsi que des Communistes, des Nord-américains, des Francs-maçons, des Protestants et des Juifs. Elle prétendait soutenir un programme religieux et social, basé sur la foi catholique, les traditions

<sup>71</sup>LINZ, J.O *Integralismo e o fascismo Internacional* in *Revista IFCH*: UFRGS :PoA, V, 1976.

<sup>72</sup>MILZA, Pierre. *Les Fascismes*, op. cit., pp.428-429.

<sup>73</sup>Voir : MEYER, Jean. *Le Sinarquisme : un fascisme mexicain? 1937-1947*. Hachette: Le temps & les hommes, 1977; MONTFORT, Rocardo Peres. *Notas sobre el falangismo en Mexico, 1930-1940* in MENTZ, Brigida von. *Fascismo y antifascismo en America Latina y Mexico, apuntes historicos*. Mexico, 1984, pp.61-82.

hispaniques, la famille, la vie dans de petites villes, l'économie du bien commun. Pour ce faire, l'Union exaltait le courage, le sacrifice, l'ascétisme, la virilité et la discipline.

Le Sinarquisme a représenté une tentative émanant de quelques intellectuels catholiques qui cherchaient à canaliser le mécontentement des campagnards contre le régime de Lázaro Cardenas (1934-1940), dernier gouvernement de la Révolution de 1910. Sa propagande était faite principalement dans des zones où la réforme agraire n'avait obtenu que très peu de succès et où la corruption administrative était étendue. Le mouvement faisait appel à un sentiment religieux populaire, répondant à l'anticléricalisme d'un Etat qui avait, en 1935, interdit à plus de 500 prêtres de célébrer le culte, dans un pays où le catholicisme était largement prédominant. Ses membres étaient recrutés ainsi, en dehors des masses campagnardes, parmi la petite bourgeoisie. C'étaient, dans les zones rurales, des agriculteurs journaliers sans terres, de petits propriétaires ruraux. Dans la zone urbaine le Sinarquisme touchait les petits commerçants, les employés des petites entreprises, les artisans, les mineurs, et quelques ouvriers. Ses dirigeants, quant à eux, provenaient des couches moyennes du centre du pays. Ils étaient avocats, juges, professeurs, et étaient âgés d'environ 30 ans<sup>74</sup>. L'organisation interne du mouvement suivait de rigides paramètres verticaux de hiérarchie et d'obéissance : cependant, on évitait le culte de la personnalité par le renouvellement constant des leaders.

En avril 1932, on voit surgir au Chili, le Mouvement national-socialiste chilien (MNS), fondé par Jorge Gonzáles Von Marées. Le *Nacismo*, c'est ainsi

qu'il était connu de ses membres, se présentait comme l'unique espoir de réussite pour les intérêts nationaux. Pour réaliser cet objectif, il prétendait créer une force populaire interne, saisissant toutes les couches sociales et il soutenait le 'nationalisme' bâti sur une structure administrative fort hiérarchisée. En vertu de quoi, conclut M. Potashnik, on ne peut parler d'un simple phénomène d'imitation, puisque «si son inspiration était externe, son aspect était distinctement chilien. Si sa théorie était internationaliste, dans la pratique, il était nationaliste. Si sa fiction regardait au dehors, la réalité regardait dedans<sup>75</sup>.»

A l'exemple de l'AIB au Brésil et de l'UNS au Mexique, le *Nacismo* s'est organisé au Chili dans un contexte historique marqué par des transformations internes. Le caractère obsolète de la structure oligarchique du gouvernement, les déséquilibres entre l'industrie et l'agriculture, la totale dépendance de l'exploration du nitrate furent les facteurs décisifs d'une forte dégradation économique. En effet, la naissance d'une richesse interne au Chili avait été surtout la conséquence de l'exploration du nitrate, après la guerre du Pacifique de 1879. L'expansion et le développement du pays ont ensuite poussé à une diversification sociale qui exercera des pressions sur l'organisation politique.

Dans la période de fondation du *Nacismo*, on assiste ainsi à l'éclatement du traditionnel système politique bipolaire chilien (conservateurs x libéraux). Le multipartisme récemment implanté permet l'émergence des partis socialiste, communiste et radical. Ces derniers, comme le MNS, tentaient de mobiliser le plus grand nombre de ceux qui se trouvaient à l'écart de toute participation

---

<sup>74</sup>MEYER, Jean. *Le Sinarquisme : un fascisme mexicain? 1937-1947*, op. cit, pp.56-57.

politique. Sur ce plan, le MNS a connu un relatif succès. Dans la période réduite de son existence, c'est à dire entre 1932 et 1938, il semble que le mouvement ait attiré environ 200 mille militants. Mais, sur le plan pratique, le *Nacismo* n'a pas réussi à présenter un plan d'action et une structure d'organisation politiquement viable. Au contraire, il a conduit ses activités sans se donner la moindre opportunité de changer le système politique et de défaire l'oligarchie chilienne, qui craignait un parti de masses.

Idéologiquement, le MNS a développé un fort sens de la nationalité chez ses membres. Il se considérait comme un antiparti, opposé à toutes les forces politiques de la Libérale-démocratie. Cette dernière, à son tour, était présentée comme une tyrannie, exercée par un petit nombre d'individus sur la 'volonté de la nation'. A la place de ce système de partis, le MNS prétendait faire agir la 'volonté collective' au moyen d'une mobilisation de la masse anonyme. Il travaillait l'idée d'une 'éternelle crise chilienne' qui serait seulement endiguée par la création d'un nouvel ordre économique et politique. Pour ce faire, il fallait se soumettre à la direction rigide d'un nouveau leader. En outre, le MNS prenait position contre le 'colonisateur étranger impérialiste', c'est-à-dire les Nord-américains et les Anglais ; contre le libéralisme et le 'capitalisme sauvage'. Il était nécessaire de rééduquer l'organisme social, en combattant la décadence de la moralité.

En Argentine, un mouvement politique surgi dans les années vingt et connu comme 'Nationalisme argentin de droit' a été plusieurs fois identifié comme fasciste. Pour Marysa Gerassi, cependant, «plus qu'un fascisme, le

---

<sup>75</sup>POTASHNIK, M. *Nacismo: National Socialism in Chile: 1932-1938*. California: Univ. of California press, 1974, p.01.

Nationalisme fut une forme extrême de réaction conservatrice en face de l'ascension au pouvoir de la classe moyenne à travers le Radicalisme.» D'un autre côté, l'auteur admet qu'en termes idéologiques «le Nationalisme a constitué un collage plus ou moins artificiel du fascisme<sup>76</sup>.»

Le rapide accroissement de l'économie agro-exportatrice argentine, entre les années 1880 à 1914, sous la direction de l'élite libérale propriétaire de terres, a rendu possible le surgissement d'une classe moyenne réformatrice. Celle-ci, en majorité composée d'immigrants, a exercé des pressions pour obtenir le suffrage universel. Objectif atteint en 1912. C'est cette année-là que fut approuvée la loi Saenz Peña qui instaurait le vote obligé, secret et basé sur des listes électorales. La nouvelle loi prétendait résoudre la crise de représentativité politique locale, en favorisant le passage du système oligarchique à un système de participation amplifiée, incluant les couches moyennes de la population. Par la suite, les réformatrices ont réussi à exclure l'élite libérale du pouvoir dans les élections présidentielles de 1916. À sa place, on voit se succéder des gouvernements du Parti Radical à la Présidence argentine : Yrigoyen ; Alvear ; encore Yrigoyen, qui est resté au pouvoir jusqu'à 1930.

C'est un moment où, pendant deux années seulement, le pays vit une expérience démocratique et les classes moyennes radicales acquièrent une certaine force à travers des relations de clientélisme surtout. Les élites

---

<sup>76</sup>GERASSI, Marysa. *Los Nacionalistas*. Buenos Aires: Jorge Alvares ed., 1968, pp.16-17 . Voir: DEUTSCH, Sandra. *Counter-Revolution in Argentina, 1900-1932*. Lincoln and London, 1986; QUATTROCCHI-WOISSON, Diana. *La querelle historiographique en Argentine : quête d'identité pour une nation en crise. Histoire et politique, 1916-1955*. Thèse de doctorat : Université de Paris VII, mai 1989, 580p. ; QUATTROCCHI-WOISSON. D.



craignent de perdre définitivement le pouvoir. C'est pourquoi se rassemble, en forme de protestation contre la politique d'Yrigoyen, un petit groupe d'intellectuels qui, au long de la décennie 1920, devient un mouvement militant. Cependant, les Nationalistes n'ont jamais réussi à s'organiser pour créer un front commun ou un parti politique. Ils sont restés à l'état de conglomérat de groupes divisés, indépendants les uns des autres, sporadiquement réunis autour d'un propos spécifique. Leur seul objectif commun était de détruire la démocratie argentine.

Au niveau idéologique, les Nationalistes attribuaient la responsabilité des défaillances de leur pays aux idées libérales importées de France et d'Angleterre. Même s'ils ne s'accordaient pas sur la personne qui devait conduire le mouvement ni sur le type de nationalisme européen qui devait les inspirer, ils se retrouvaient sur l'expression «d'un intense anti-libéralisme ; du rejet du parlementarisme et de n'importe quel système politique agissant à travers des partis politiques «de même que sur «la nécessité de détruire la démocratie au moyen d'un coup militaire ; d'établir une hiérarchie rigide, une organisation sociale passant par une représentation corporative imprécise ; de conserver une étroite alliance entre l'Eglise et l'Etat<sup>77</sup>.»

Entre-temps, on assiste au début de 1932, à la fondation, par Bianchetti, du Parti fasciste argentin, dont l'existence a perduré jusqu'à la fin de la décennie, mais il semble avoir été peu remarqué par les Argentins et par le

---

*Discours Historique et Identité Nationale en Argentine in Vingtième Siècle*, n.28, oct-déc.1990, pp.41-55.

<sup>77</sup> *Id. ib.*, p.16. Selon M.Gerassi (*id. ib.* p.95), les Nationalistes ont survécu dans les années trente, quand ils se sont rapprochés davantage du modèle fasciste italien: "Ils ont voulu être une copie des *fasci di combattimento* de Mussolini ; il ne fait pas de doute que leur programme était plus proche du fascisme que d'autres idéologies. Les qualités du fascisme étaient, pour tous les Nationalistes, un sujet d'éloge."

ministère des Affaires étrangères italien<sup>78</sup>. Quelques petites références au Parti sont faites dans les dépêches à Rome de l'ambassade italienne à Buenos-Aires, qui tient à réaffirmer la faible importance du mouvement dont l'exemple est donné par l'accueil réservé à la parution du premier numéro du journal du Parti fasciste argentin, *Camisa Negra*, le 25 août 1932 : «Sa publication a éveillé très peu de curiosité et la presse argentine ne s'en est presque pas occupé. Jusqu'à présent, il n'est sorti que trois numéros et il paraît que le journal se trouve dans des conditions financières très difficiles<sup>79</sup>.»

Impression confirmée une fois de plus dans le rapport envoyé à Rome, le 19 juin 1932 : «L'expérience du fascisme argentin est, pour le moment, bien faible, et ce fait, dans les circonstances actuelles, n'a servi qu'à fournir en trouvailles railleuses l'habituelle campagne anti-italienne de journaux comme la *Critica*, de même que les renégats italiens<sup>80</sup>. » Le rapport passe ensuite en revue, avec une méfiance non déguisée, certains éléments appartenant au petit groupe qui composait le Parti. Un des plus actifs était l'Italien Vittorio Bragalini di Angelo, un ex-anarchiste fiché, natif de Piacenza, qui depuis environ deux ans avait changé de conduite politique : «c'est une personne qui n'inspire que très peu de confiance, et ne bénéficie sûrement d'aucune influence ni d'aucun prestige dans les sphères argentine<sup>81</sup>.» On parle encore d'Arnould Renato, un comptable, originaire du Fiume, qui racontait lui-même être parti d'Italie en 1922; et d'Angelo Scovenna, né à Milan et qui vivait fréquemment d'expédients.

---

<sup>78</sup> NEWTON, Ronald C. *Patria? Cual Patria? Italo-argentinos y germano-argentinos en la era de la renovación nacional fascista, 1922-1945* in *op. cit.*, p.410.

<sup>79</sup> Dépêche 1934/602. *Partito Fascista Argentino*, Buenos-Aires, 14 sept.1932. ASMAE, AP, Argentina, busta 2, anno 1932, Ufficio 05, posiz.Arg.01.

<sup>80</sup> Dépêche de l'Ambassade de Buenos-Aires au ministère des Affaires extérieures à Rome. Buenos-Aires, 19 juin 1932. ASMAE, AP, Argentina, busta 2, anno 1932, Ufficio 05, posiz.Arg.01, p.08.

D'autres Italiens du Parti, admet le rapport, n'avaient pas été encore identifiés. En tout cas, même si le groupe ne semblait avoir aucun avenir, l'ambassade fait savoir qu'elle lui accordera néanmoins une certaine attention, notamment pour éviter des associations équivoques parmi les Italiens, et pour contrer les spéculations des adversaires de l'Italie.

Au milieu de l'année 1933, à la demande de Rome qui se fait plus incisive car elle cherche à savoir si le Parti argentin a, à la fin, un caractère plus nettement fasciste ou national-socialiste<sup>82</sup>, l'ambassade italienne de Buenos-Aires envoie d'autres informations. Le Parti était né à Avellaneda, de l'action d'un groupe de personnes qui avait formé le 'Centre civique de soutien à la candidature Justo-Roca', à l'occasion de la campagne électorale pour la Présidence de la nation. Au début, la plupart de ses composants étaient ceux-là même qui participaient à la Légion civique argentine, constituée pendant la Présidence Uriburu. Le leader était l'Argentin Bianchetti, connu à Avellaneda en tant que grand commerçant de fourrages, mais en fait, tous suivaient sans contester un *caudillo* conservateur et doté d'un fort provincialisme, Alberto Barceló, intendant d'Avellaneda. Les conservateurs plutôt gênés pourtant, voulaient se maintenir apparemment éloignés du mouvement.

Bragalini, quant à lui, avait également débuté ses activités à Avellaneda et demeurait en contact constant avec Bianchetti. Les employés de la municipalité d'Avellaneda étaient, pour le moment, inscrits au Parti fasciste argentin, parce qu'ils y étaient contraints. Il fallait inscrire au mérite de Bianchetti, poursuit le rapport de l'ambassade, que «bien qu'étant Argentin,

---

<sup>81</sup> *Id. ib.*

(c'était) un admirateur enthousiaste du Duce, au point qu'on raconte que les murs de sa maison sont agrémentés de portraits du Duce<sup>83</sup>.»

Enfin, à l'occasion du défilé civique du 25 mai 1933 en Argentine, l'ambassade finit par écarter les prétentions des mouvements locaux qui, pour une raison ou pour une autre, prétendaient avoir des affinités avec le fascisme italien. Analyse qu'il précise à l'occasion du défilé de la Légion civique argentine dont il fait la description. La colonne des 'légionnaires' comportait, explique le rapport de l'ambassade, environ mille hommes en uniforme et un millier en habit civil, qui portaient au bras une bande de tissu aux couleurs de l'Argentine. Il y avait une centaine de dames et de jeunes filles, constituant la 'légion féminine'. Le salut de la Légion est analogue au salut romain.

Parmi les 'légionnaires', on remarquait environ quarante hommes, appartenant au groupe 'nazi' local, composé de citoyens allemands qui portaient la chemise kaki. Pour clore, venait un cortège d'environ vingt 'chemises noires' du Parti fasciste argentin, commandé par Bianchetti ; ils tenaient des fanions noirs et au bras, eux aussi portaient des bandes de tissu blanches et bleues. Suit l'évaluation de l'ambassade sur la signification de cette démonstration publique :

« Il existe ici plusieurs organisations anciennes ou récentes, qui se montrent en partie pro-fascistes, mais qui, en réalité, sont essentiellement nationalistes et conservatrices, comme la 'Légion civique argentine'. Il y a aussi

---

<sup>82</sup>Télégramme du ministère des Affaires extérieures italien à l'Ambassade de Buenos-Aires. Rome, 23 mai 1933. ASMAE, AP, Argentina, busta 3, anno 1933, Ufficio 05, posiz. Arg1/1.

le petit groupe argentin des 'chemises noires', qui aspire à se donner un caractère plus précisément fasciste, mais qui, jusqu'à maintenant, n'a que très peu adhérents, surtout manque d'un chef compétent et ne dispose ni de moyens financiers ni ne bénéficie d'une véritable acceptation dans la Légion<sup>84</sup>.»

En ce qui concerne les fascistes italiens directement liés, en Argentine, aux institutions contrôlées par les représentants de l'Italie, tels ceux qui participaient aux *fasci all'estero*, l'Ambassade garantit qu'ils obéissent aux prescriptions qui leur sont dictées, à savoir se maintenir à l'écart des mouvements politiques argentins<sup>85</sup>.

Au Brésil, la crise de transition modernisatrice que le pays avait traversée pendant les années vingt et trente a constitué la toile de fond d'une agitation des esprits qui aura pour résultat la formation d'une organisation de caractère fasciste. Il s'agit de l'Action Integraliste Brésilienne, fondée en 1932 par Plinio Salgado<sup>86</sup> et expulsée de la politique nationale en 1938. Le processus de transition historique avait commencé à se manifester déjà à l'occasion de la Première Guerre mondiale avec la continuelle augmentation du degré interne

---

<sup>83</sup>Dépêche de l'Ambassade italienne à Buenos-Aires au ministère des Affaires extérieures italien. *Partido Fascista Argentino*, Avellaneda, 24 juin 1933. ASMAE, AP, Argentina, busta 3, anno 1933, Ufficio 05, posiz. Arg1/1.

<sup>84</sup>Dépêche 3677/394. ARLOTTA. *Incidenti avvenuti a Buenos Aires in occasione festa 25 maggio*. Buenos-Aires, 13 juin 1933. ASMAE, AP, Argentina, busta 3, anno 1933, Ufficio 05, posiz. Arg1/1, p.03.

<sup>85</sup>*Id. i. b*

<sup>86</sup>Sur le mouvement, voir: TRINDADE, Héglio. *Integralismo: o fascismo brasileiro na década de 30*. 2<sup>e</sup> ed. São Paulo: Difel, 1979; ARAUJO, Ricardo Benzaquen. *A cor da esperança: totalitarismo e revolução no Integralismo de Plínio Salgado*. CPDOC/FGV, 1984; VASCONCELLOS, Gilberto. *A ideologia curupira: análise do discurso integralista*. São Paulo: Thèse de doctorat: USP, 1977; CHASIN, José. *O Integralismo de Plínio Salgado: forma de regressividade no capitalismo hipertardio*. São Paulo: Ciências Humanas, 1978; CHAUI, Marilena. *Apointamentos para uma crítica da Ação Integralista Brasileira* in Chaui, M. et CARVALHO, M. Sylvia. *Ideologia e mobilização popular*. São Paulo: Paz e Terra, 1978; MAIO, Marcos Chor. *Nem Rothschild, nem*

d'industrialisation, la formation d'un prolétariat dans les grandes villes et un rapide processus d'urbanisation.

Le contexte était mûr pour un accroissement des troubles sociaux. Les revendications ouvrières se multiplient<sup>87</sup>. Les couches moyennes, présentes surtout dans la bureaucratie, le commerce, les petites entreprises et l'armée s'incorporent définitivement à la politique<sup>88</sup>. Avec elles, une bourgeoisie industrielle naissante. Les pressions des nouveaux groupes sociaux émergents, la déroute de l'économie primaire exportatrice, la transition vers une industrialisation basée sur le remplacement des importations, la crise mondiale de 1929 et l'augmentation des scissions régionales intra-oligarchiques ont beaucoup contribué à mettre fin à l'hégémonie politique des oligarchies agro-exportatrices. En outre, la remise en cause de l'ordre social établi, manifestée par des secteurs plus jeunes de l'armée, avec l'appui des couches moyennes, débouche également sur la perte de légitimité de l'arrangement politique existant jusqu'alors. Ainsi, l'aggravation des tensions socio-politiques qui prennent la direction d'une reformulation des structures de pouvoir conduit au coup d'Etat de 1930<sup>89</sup>.

---

*Trotsky: pensamento anti-semita de Gustavo Barroso.* Tese de mestrado. Rio de Janeiro: IUPRJ, 1991.

<sup>87</sup>Suivant une dynamique ascendante qui débute avec les grèves de 1917, la mobilisation ouvrière semblait atteindre un point culminant à la fin des années vingt. Comme le démontre Paulo Sérgio Pinheiro (*O Proletariado Industrial na Primeira Republica* in FAUSTO, Boris. *História Geral da Civilização Brasileira*. T. III, v. 2, 2<sup>e</sup> ed., São Paulo: Difel, 1978, p. 161): "L'année 1919 et les trois premiers mois de 1920 sont les moments les plus graves de la conjoncture. Dans l'état de São Paulo, 64 grèves ont lieu dans la capitale et 14 à l'intérieur. Les grèves les plus grandes étaient lancées par les syndicats des plus importantes branches de l'industrie. L'impression générale se répandait qu'un puissant mouvement syndical allait s'implanter."

<sup>88</sup>Sur la participation politique des couches moyennes brésiliennes, voir : PINHEIRO, Paulo Sérgio. *Classes Médias Urbanas : Formação, Natureza, Intervenção na Vida Política* in *id. ib.*, pp. 27-33.

<sup>89</sup>Pour une analyse de cette période historique brésilienne, voir : FAUSTO, Boris. *A Revolução de 1930 : historiografia e história*. 9<sup>e</sup> ed. São Paulo: Brasiliense, 1983; CAMPOLLO DE SOUZA, Maria

La situation d'inconfort, née de la déroute du régime d'avant 1930, appelé 'Vieille République', avait rendu propice l'éveil de courants de pensées tournés vers le soutien d'un hyper-nationalisme anti-libéral et populiste, convoquant un peuple et un Brésil mystifiés, pour y trouver la justification de nouvelles formes politiques<sup>90</sup>. L'émergence d'un nationalisme doté d'inclinations populistes est marquée par une centralisation idéologique qui appelle à la construction d'un 'Brésil réel' oublié et d'une 'nation brésilienne' abandonnée, opposée à un 'Brésil officiel' au caractère artificiel, produit de l'importation de modèles institutionnels étrangers. Le 'vrai peuple' et le 'vrai Brésil' servaient alors de légitimation à une restructuration socio-politique<sup>91</sup>.

La solution des difficultés nationales passait, de façon générale, par la construction d'un Etat fort, créateur d'une nationalité et seul capable de réaliser un "idéal collectif". Etaient également inclus, principalement le refus du libéralisme, de l'Etat libéral-démocratique, avec son multipartisme sans morale, basé sur des valeurs humanistes-illuministes importées du dehors, et premières responsables de la situation chaotique et de la désagrégation nationale. Les partis politiques, ennemis de l'harmonie sociale, tenant en leur sujétion le jeu des forces sociales et encourageant la lutte de classes, devaient impérativement être bannis<sup>92</sup>. En effet, cette critique manifeste de l'anti-libéralisme était de la même manière le résultat de l'impasse où se trouvait le

---

do Carmo. *O processo político partidário na República Velha* in MOTTA, Guilherme (ed.) *Brasil em perspectiva*. São Paulo: Difel, 1968.

<sup>90</sup>Selon M.T.SADEK. (*Machiavel, Machiavéis : a tragédia octaviana*. São Paulo: Símbolo, 1978, p.78), "...ce moment historique fut celui d'une intense production intellectuelle. Production qui, non seulement reflétait ces impasses et contradictions, mais également cherchait à en comprendre les causes et à concevoir des solutions."

<sup>91</sup>Id. ib., p.81.

<sup>92</sup>BOLIVAR, Lamounier. *Formação de um Pensamento Político Autoritário na Primeira República. Uma interpretação* in FAUSTO, Boris, *op.cit.*

libéralisme brésilien, dans son passage progressif d'une démocratie de participation restreinte et limitée à une démocratie de participation plus large<sup>93</sup>.

Cependant, malgré la formation de ligues, centres, associations et même partis, comme le Parti fasciste brésilien<sup>94</sup>, qui reflète ce climat culturel, ces groupes idéologiques habités par la rhétorique de la renaissance nationale et par le refus du libéralisme n'ont pas réussi à produire un mouvement de masse significatif. La maturité activiste et doctrinaire viendrait avec l'Action Intégraliste Brésilienne. Les considérations de ce dernier mouvement tournaient autour d'un nationalisme indigène, anti-cosmopolite et romantique, et d'un spiritualisme religieux, croyant dans le sens missionnaire des nouvelles générations. Le christianisme constitue, de même, une importante référence, avec l'éloge de la pauvreté honnête, des vertus de la vie simple des pauvres et la condamnation de la richesse perverse, qui détourne l'humanité du spirituel. Le leader du mouvement, Plínio Salgado, prône une 'révolution intérieure' de l'homme, menant à des réformes sociales et vaticine sur la formation d'une nouvelle race au Brésil<sup>95</sup>.

La perception *intégraliste* de la réalité nationale dérivait d'une particulière interprétation philosophique de l'histoire, de l'homme et de la société. Conception qui était gouvernée par le binôme matérialisme-spiritualisme.

---

<sup>93</sup>"La pensée libérale brésilienne(...)prédisposée, par origine et par formation, à soutenir l'autonomie des provinces et l'indépendance de groupements politiques de notables, et à demander la protection de ces deux entités contre la centralisation du pouvoir, craignait, cependant, l'accroissement de la participation populaire. La timidité, ainsi, du libéralisme des années 1930(...)est parfaitement compréhensible si nous considérons le fait qu'il passe, dans le contexte brésilien, d'une politique de notables à une politique de masses." Voir:CAMPELLO de SOUZA, Maria do Carmo. *Estado e Partidos Políticos no Brasil (1930-1964)*. São Paulo: Alfa-Omega, 2<sup>o</sup>, 1983, p.65.

<sup>94</sup>D'autres groupes présentaient cette orientation ; par exemple: Ação Social Brasileira, Legião de Outubro, Partido Nacionalista de São Paulo, Partido Nacional Regenerador. Voir: CARONE, Edgard. *Oligarquia e Classes Sociais na Segunda República*. São Paulo: Difel, 1974.



L'expansion des principes matérialistes, menant au contrôle intégral de la vie sociale et, en conséquence, à la destruction des valeurs spirituelles, était cause de la décadence de la civilisation. L'équilibre devait être restauré<sup>96</sup>. L'Intégralisme donc lance un anathème sur toutes les forces culturelles, sociales et économiques considérées comme promotrices du matérialisme et, par suite, de la déchéance nationale : le rationalisme scientifique, le libéralisme, le système politique démocratique-libéral, ainsi que les réalisations majeures de la civilisation athée : le capitalisme et le communisme<sup>97</sup>. Précisons que la majeure partie de ses membres se recrutait dans les secteurs moyens et que sa structure organisatrice, quant à elle, obéissait à une rigide centralisation et à une hiérarchisation qui ne l'était pas moins<sup>98</sup>.

En réalité, en dépit du succès relatif et temporaire de l'AIB, les mouvements à caractère fasciste étaient, en Amérique latine, fatalement destinés à la défaillance et à la disparition, en raison même des caractéristiques politiques et économiques de ce continent. Le terrain propre à l'émergence du fascisme semble être plutôt celui des sociétés libérales modernes traversant une phase évolutive particulièrement sensible, et touchées par une crise structurelle. Une telle situation, propice à l'émergence de mouvements

<sup>95</sup>MEDEIROS, Jarbas. *Ideologia Autoritária no Brasil : 1930-1945*. Rio de Janeiro: FGV, 1978.

<sup>96</sup>BENZAQUEN de ARAUJO, Ricardo. *A Cor da Esperança: totalitarismo e revolução no Integralismo de Plínio Salgado*. Rio de Janeiro: CPDOC/FGV, 1984.

<sup>97</sup>Plínio Salgado affirme en 1933: "Nous, les Intégralistes, qui prétendront réaliser la vraie démocratie, laquelle n'est pas la démocratie libérale, mais la démocratie organique, nous combattons le vote dévalué et la liberté déparée de son sens." Voir SALGADO, Plínio. *O que é o Integralismo*. São Paulo: Star, 1933, p.16. Par ailleurs, dans le manifeste-programme de l'AIB, paru en 1932, on lit: "L'Intégralisme n'est pas antidémocratique. Au contraire, quant il condamne les partis c'est parce qu'il vise à les remplacer par des corporations, ces organes qui, aujourd'hui sont les seuls capables de capter et d'exprimer la volonté populaire." (apud E. Carone, *op.cit.*, p.323.) P. Salgado a publié plusieurs ouvrages, par exemple: *A Quarta Humanidade in Obras Completas*. São Paulo: Ed. das Américas, vol.5, 1955; *Despertemos a Nação*. Rio de Janeiro: José Olympio, 1935; *Psicologia da Revolução*. São Paulo: Clássica Brasileira, 1935.

populistes, peut susciter la mutation de ces derniers qui prennent une nouvelle forme radicale, anti-libérale et, à la fin, anti-conservatrice et révolutionnaire, en canalisant les mythes de dégénérescence et leurs contreparties, les mythes de renaissance nationale qui leur servent de support<sup>99</sup>.

En Amérique latine toutefois, ces pré-conditions déterminées, essentielles à l'édification d'un fascisme qui puisse, le cas échéant, prendre une importante dimension, étaient absentes. Juan Linz, par exemple, donne quelques indications dans ce sens, quand il signale un lien nécessaire entre l'existence et la capacité de résistance des mouvements fascistes, et le développement, encore que partiel, de la vie et de la politique démocratiques : « On pourrait dire, en exagérant un peu, qu'il n'existe peut-être pas de fascisme fort ou de possibilité de voir émerger un fascisme, sans qu'au moins existe une démocratie ou une pseudo-démocratie dans un contexte où les structures autoritaires traditionnelles sont capables de maintenir les structures de pouvoir sans qu'il soit nécessaire de susciter un mouvement fasciste<sup>100</sup>. »

En fait, la convergence de forces populistes et de forces d'extrême droite non-fascistes sur la scène politique latino-américaine a contribué de façon décisive à limiter le terrain nécessaire à l'émergence de fascismes significatifs.

---

<sup>98</sup>TRINDADE, Hégio, *op.cit.*, p. 161 à 188.

<sup>99</sup>Pour un débat sur le fascisme extra européen, voir les essais présentés dans le colloque de 1991 de l'Association internationale de Sciences politiques à Buenos-Aires, sous les titres : *Was there fascism outside Europe? Non-European and European Perspectives Compared*; COSTA PINTO, Antonio. *The Fortune of Fascist Ideology outside Europe*; EATWELL, Roger. *The Diffusion of Fascism from Portugal to Brazil?* ; MYKLEBUST, Jan Petter et LARSEN, Stein Ugelvik. *Chilean and Brazilian Fascism Compared*; GRIFFIN, Roger. *The Nation Reborn : a new Ideal Type of Generic Fascism*; SPEKTOROWSKI, Alberto. *Modernization, Integral Nationalism and Fascism in Argentine*; IZAGUIRRE, Inés. *Fascism in Uruguay and Chile compared*. Sur le Paraguay, voir: SEIFERHELD, Alfredo. *Nazismo y fascismo en el Paraguay. Visperas de la II Guerra Mundial, 1936-1939*. Assunción : Historica, 1985; SEIFERHELD, A. *Nazismo y fascismo en el Paraguay. Los años de la guerra, 1936-1945*. Assunción : Historica, 1986.

<sup>100</sup>LINZ, Juan. *O Integralismo e o Fascismo Internacional in Revista IFCH*, Porto Alegre, V, 1976, p. 18.

Ce qui s'est créé plutôt, c'est un modèle particulier de relation civile -militaire marquée en profondeur par la présence des militaires dans la politique. Le militarisme latino-américain, attaché à l'usage de la violence pour la 'purification' du corps politique et social, associé à un nationalisme populiste qui exaltait les symboles de la nationalité et les sentiments qui lui sont liés, ce à quoi il faut ajouter l'adoption de pratiques politiques clientélistes, a fini par réduire sérieusement la zone d'opération des mouvements fascistes.

L'Amérique latine s'est montrée préférentiellement encline à liquider des démocraties fragiles en activant des forces conservatrices à travers des coups d'Etat militaires, produisant ainsi tous les genres d'autoritarismes non-fascistes. Cela ne veut pas dire, pourtant, que les régimes fascistes européens n'aient pas trouvé des admirateurs parmi les élites dirigeantes créoles et que certains gouvernements instaurés par des coups d'Etat dans les années trente en Amérique latine ne cherchaient pas leur inspiration dans certains aspects du fascisme.

## **5 - Les liens Italo-argentins :**

Les représentants diplomatiques italiens en Argentine ne portaient généralement pas de jugement positif sur les élites dirigeantes de ce dernier pays, et critiquaient surtout la conduite politique-administrative des affaires de

l'Etat<sup>101</sup>. Le Président Hipólito Yrigoyen<sup>102</sup>, à nouveau au pouvoir dès le 1er octobre 1928, était l'objet de vives critiques<sup>103</sup>. «Esprit provincial, expression typique du *caudillismo* argentin<sup>104</sup>», Yrigoyen est accusé de concentrer entre ses mains tous les pouvoirs, et le pire était que la Constitution nationale elle-même lui attribuait ce privilège. Le conseiller auprès de l'Ambassade italienne à Buenos-Aires, Giuseppe Gazzera, le présente comme un individu «qui n'admet aucun contrôle de la part de personne, qui ne rend pas compte au Congrès de ses activités et qui voit les ministres du gouvernement comme de simples secrétaires à qui est interdit le plus petit signe d'indépendance<sup>105</sup>.»

### 5-1. Le gouvernement d' Hipólito Yrigoyen :

Alors qu'à la Chambre des députés, Yrigoyen disposait d'une certaine majorité en sa faveur, le Sénat, qui lui était contraire, ne fonctionnait

---

<sup>101</sup>En mars 1928, la composition de l'Ambassade italienne à Buenos-Aires était la suivante: Comte Alberto Martin Franklin – ambassadeur; Giuseppe Gazzera – conseiller; Mario Lombardi – secrétaire; Giulio De Angelis – attaché naval. *DDI*, 7° série: 1922-1935, Vol. VI, p. 597.

<sup>102</sup>Yrigoyen était un propriétaire de terres aisé de la province de Buenos-Aires, descendant d'une famille honorable, dont la mère descendait d'une famille espagnole distinguée. Voir Del MAZO, Gabriel. *El radicalismo*. Buenos-Aires: Gure, 1957, tome I, p. 110.

<sup>103</sup>Sur le gouvernement Yrigoyen, voir: WHITAKER, Arthur P. *Argentina*. México: Editorial Diana, 1966; VILLEGAS, Abelardo. *Reformismo y revolución en el pensamiento latinoamericano*. México: Siglo Veintiuno editores, 3° éd., 1977.

<sup>104</sup>Le conseiller italien, Gazzera, formule sa définition du *caudillo* : «Le *caudillo* est l'homme qui, comptant sur un nombre plus ou moins grand d'électeurs et de clients, leur cède les meilleurs avantages. La fidélité de ces clients est maintenue par la promesse d'emplois publics, de prébendes, d'immunités à l'égard de n'importe quel délit, y compris des homicides.» Rapport GAZZERA au ministère des Affaires extérieures à Rome. *La situazione politica ed amministrativa in Argentina*. Buenos-Aires, 14 mars 1929. ASMAE, AP, Argentina, busta 808 (1929-1930), anno 1930, Ufficio II a.a.a., position Arg. 1, p. 05.

<sup>105</sup>Rapport de GAZZERA au ministère des Affaires extérieures à Rome. *Repubblica Argentina : politica interna, politica estera, politica militare*. ASMAE, AP, Argentina, busta 808 (1929-1930), anno 1930, Ufficio II a.a.a., position Arg. 1, p. 01.

pratiquement pas depuis un an et demi. Donc, le pouvoir législatif n'exerçait aucune influence dans la vie politique du pays, informe Gazzera. De plus, poursuit le diplomate, il y avait en Argentine un pullulement incroyable de partis politiques, sous-divisés en groupements des plus variés qui, en général, ne servaient pas à la poursuite d'un idéal, mais à la carrière d'une personne. Cet infini fractionnement se multipliait dans les quatorze gouvernements provinciaux, rendant non-viable toute rationalité dans la direction des affaires politiques du pays.

En termes de politique extérieure, Gazzera présente l'Argentine comme un pays pratiquement inexistant, avec une influence peu active et fragmentaire, état de chose qui n'avait fait que se détériorer pendant la longue période où Yrigoyen ou son parti s'étaient succédés au pouvoir. En outre, l'opinion publique ne s'intéressait pas assez au reste du monde. En fait, l'Argentine, pays de récente formation basée sur l'immigration, n'avait pas de tradition de relations internationales. Sauf en Amérique latine où, bien que ne possédant pas une ligne politique définie, elle prétendait «avec une exagérée présomption» être le leader des pays sud-américains et aspirait, malgré une sensible disproportion de ses forces et de ses possibilités politiques, à représenter «le centre de polarisation des intérêts et de l'idéal latino-américain en opposition à l'axe nord-américain<sup>106</sup>.» Ce désir se concrétiserait rarement en actes définitifs ni ne suivait une continuité, réduit qu'il était à de verbeuses déclamations. Quant au Brésil, son possible rival, il n'existait pas du fait de profondes divergences.

---

<sup>106</sup>*Id. ib.*, p.03.

Quoi qu'il en soit, Gazzera admet que, dans le milieu intellectuel le plus élevé, ces Argentins se font l'écho de l'envahissement nord-américain, l'Argentine étant, avec sa presse, le pays sud-américain qui avait plus fortement réagi à la politique yankee au Nicaragua. L'Université surtout formait un centre d'opposition aux mouvements, aux idées et au capital nord-américain, lequel avait la prétention de remplacer le capital européen, dernière affirmation que Gazzera s'empresse de souligner : « On voit ici l'avance précise, méthodique, fatale de la politique du dollar, mais les moyens de résistance sont infiniment faibles. » Et le diplomate prévient : « Ce n'est pas seulement dans le champ économique que les États-Unis exercent leur pénétration en Argentine. Depuis quelques années, les États-Unis ont initié ici une série d'activités destinées à attirer l'attention des intellectuels argentins sur les champs culturel, scientifique et artistique. Ils opèrent à travers le sens pratique et la sensibilité<sup>107</sup>. »

De l'avis de Gazzera, le pays qui avait subi le plus grand préjudice à cause de l'action nord-américaine était, sans doute, l'Angleterre. Celle-ci cédait chaque jour du terrain dans une compétition inégale. A l'égard de l'Allemagne, le gouvernement argentin manifestait un certain intérêt pour une participation accrue de ce pays européen au développement de son économie. On ne pouvait pas dire la même chose de la France, dont l'influence en Argentine ne sortait pas du champ purement littéraire et n'interpellaient qu'une élite. Quant à la présence espagnole, elle était insignifiante, en concordance avec la position toujours plus faible de l'Espagne dans le monde. Pour Gazzera, « l'ibero-

---

<sup>107</sup> *Id. ib.*, p.05.

américanisme était un mouvement d'idées qui n'existait qu'en Espagne, et n'avait presque aucun écho en Argentine<sup>108</sup>. »

Le diplomate jette à terre les espoirs italiens de s'introduire davantage en proposant des fournitures à l'armée argentine, et cela pour trois raisons essentielles : tout d'abord, l'esprit pacifique et l'inclination peu excessive du Président Yrigoyen pour les militaires ; en second lieu, la crise économique, liée à la crise mondiale, que subissait actuellement le pays, raison pour laquelle une somme qui avait été promise au Ministre de la Guerre avait été suspendue ; enfin, du point de vue politico-militaire, il n'existait vraiment pas, de risques de conflit entre l'Argentine et ses voisins. Avec le Brésil, dont la sympathie ne dépassait pas la juste mesure, les relations s'étaient améliorées au niveau de la cordialité. Et les petites républiques limitrophes entretenaient désormais de bonnes relations avec l'Italie. Toutefois, Gazzera met en garde contre des manques graves et récurrents ou de grands retards de paiements dont pâtissaient les fournisseurs du gouvernement argentin. Et les livraisons navales et militaires étant effectuées par l'Angleterre et par les États-Unis, il y avait là matière à subir les plus grands préjudices<sup>109</sup>.

Dans un autre rapport envoyé à Rome, Gazzera déclare que l'extrême popularité d'Yrigoyen, surtout parmi les masses populaires qui le regardaient comme un Dieu était incompréhensible pour un Européen. Pour le diplomate italien, la longue carrière d'Yrigoyen n'avait « jamais été caractérisée par un fait marquant. Aucun courant d'idées nouveau, aucune réforme originale, aucun

---

<sup>108</sup> *Id. ib.*, p.07.

<sup>109</sup> Rapport GAZZERA au Ministère des Affaires extérieures à Rome: *Ritardo nei pagamenti delle forniture all'estero da parte del governo argentino*. Buenos-Aires, 17 août 1929. ASMAE, AP, Argentina, busta 808 (1929-1930), anno 1930, Ufficio II a.a.a., position Arg. 1, pp.01-04.

programme d'action précis, aucune conception audacieuse, qui laisse des traces visibles dans la vie future et dans le progrès du pays, ne peuvent lui être imputé<sup>110</sup>. » Gazzera attribue également à l'inertie et à la désobligeance d'Yrigoyen, le fait que l'Argentine, au contraire du Brésil par exemple, était restée neutre dans la Première Guerre mondiale, et n'était même pas capable de retirer de cette position au moins des avantages commerciaux significatifs.

En tout cas, pour Gazzera, Yrigoyen n'était que le reflet de la société argentine, dont «la haute et moyenne bourgeoisie n'avait pas la moindre aspiration à présider aux destinées du pays. C'était une couche corrompue, fainéante, avide d'argent, vendant son vote dans l'espoir d'obtenir un emploi public ou une concession quelconque de la part du gouvernement. » Et «l'étudiant, avant même de réussir son diplôme universitaire, s'inscrit, poussé par ses parents, à l'un ou à l'autre parti uniquement pour s'assurer une place sur le marché de travail<sup>111</sup>. »

Toutefois, le diplomate observe un croissant mécontentement dans les milieux sociaux, en face de l'ineptie et du personnalisme manifeste de la Présidence, mécontentement traduit par l'opposition méthodique, persistante et documentée des deux principaux journaux du pays, *La Prensa* et *La Nación*. Ce désaccord contribue à ce que se répandent des rumeurs de sédition qui, analyse Gazzera, pourraient conduire à un coup militaire au cas où l'armée s'immiscerait dans les affaires de l'état, ce qui était d'ailleurs un fait caractéristique de l'Amérique latine. Affirmation que le diplomate ne laisse pas

---

<sup>110</sup>Rapport GAZZERA au ministère des Affaires extérieures à Rome:*La situazione politica ed amministrativa in Argentina*.Buenos-Aires, 14 mars 1929. ASMAE,AP,Argentina,busta 808 (1929-1930), anno 1930,Ufficio II a.a.a.,position Arg. 1,p.02.

<sup>111</sup>*Id. ib.*,p.07.



d'éclaircir : «L'Argentine, depuis 39 années, ne connaît plus de révolutions, exemple unique dans toute l'Amérique du Sud. Mais la mentalité séditeuse n'a pas disparu complètement, bien que la très puissante injection de sang italien ait atténué la facile exaltation et l'indiscipline inhérentes à ce peuple<sup>112</sup>. »

Dans la relation entre élites créoles et Italiens, en général, rien n'avait vraiment changé au cours de la nouvelle décennie 1930 et les Argentins avaient gardé leurs anciens préjugés. Le nouvel ambassadeur italien en Argentine, Bonifacio Pignatti Morano di Custoza<sup>113</sup>, commentant le ton indigne et déshonorant que le journal de Buenos-Aires, *La Prensa*, avait adopté à propos de Mussolini, invite les travailleurs italiens sur place à démontrer à travers des actes et des paroles, ainsi qu'en faisant preuve d'une plus grande efficacité et d'un plus grand enthousiasme, la valeur indiscutable de leur rôle dans la formation et dans le progrès du pays argentin. Importante contribution qui n'était pas toujours reconnue de manière convenable et juste.

En face du manque de respect affiché par le journal le plus accrédité auprès de la bourgeoisie indigène, Pignatti insiste auprès de ses consuls locaux sur la nécessité d'expliquer à «nos concitoyens qu'ils devront désormais se persuader que la seule offre de monuments et de statues ne leur vaudra pas la déférence de la population locale. Il faut également afficher un comportement

---

<sup>112</sup>*Id. ib.*, p. 15.

<sup>113</sup>La composition de l'Ambassade italienne à Buenos-Aires, en janvier 1930, était la suivante: Bonifacio Pignatti Morano di Custoza – ambassadeur; Giuseppe Gazzera – conseiller; Antonio Rosset Desandré – consul avec fonction de secrétaire; Francesco De Pinedo – attaché aéronautique; Giulio De Vangelis – attaché naval; Tommaso Mancini – attaché commercial. *DDI*, 7° série, Vol. VIII (13 sept. 1929-14 avril 1930), p. 613.

inspiré par des sentiments de dignité, exigeant l'estime due à l'Italie, juste corollaire de la façon dont les Italiens honorent les pays qui les accueillent<sup>114</sup>. »

Pignatti rebondit à plusieurs reprises sur le manque de reconnaissance dont faisaient preuve les Argentins. Circonstance responsable du fait que les Italiens eux-mêmes ne se valorisaient pas comme ils l'auraient dû, dans la mesure où ils gardaient volontiers et docilement une attitude de soumission, en adressant, y compris en public, les plus chaleureux remerciements à ce pays qui leur avait donné de meilleures conditions de vie et leur avait permis d'échapper à la misère en Italie.

Ce qui amène le diplomate à s'indigner devant le comportement de ses concitoyens, lui qui croit que les Italiens ont tout fait pour mériter ce qu'ils possédaient maintenant. À tous égards, leur réussite était due à leurs efforts personnels et non pas à la charité des Argentins. Aussi, écrit-il après un circuit dans le pays :

« J'ai cru qu'il était de mon devoir de revendiquer pour le travailleur italien, la place prépondérante qui a été la sienne dans le développement de ce pays. J'ai constaté, dès les premiers contacts qu'il existe ici, même chez les Italiens eux-mêmes, une incompréhension absolue de l'apport du travail italien. La formation de la richesse, dans bien des cas, vu que les Argentins ne

---

<sup>114</sup>Dépêche n° 2150/298 de Pignatti aux consulats: *La Prensa ed il discorso di S.E. Mussolini a Firenze*. Buenos Aires, 1° mai 1930. ASMAE, AP, Argentina, busta 808 (1929-1930), anno 1930, Ufficio II a.a.a., position Arg. 1, p.01.

travaillent pas plus aujourd'hui qu'ils ne l'ont fait dans le passé, est le produit d'une odyssee de larmes et de sang italiens<sup>115</sup>. »

Au demeurant, Pignatti se montre assez surpris devant les mesures qu'il croit que le gouvernement argentin prend uniquement pour accélérer l'incorporation définitive des Italiens au pays. Il affirme que, depuis plusieurs années, l'école argentine était l'instrument le plus efficace employé par l'Etat pour assimiler les immigrants. Procédure appliquée notamment aux Italiens, avec un enseignement de la langue italienne visiblement moins valorisé et plus réduit dans ces écoles que l'anglais et le français. Il note que la langue italienne avait été supprimée au Collège National de La Plata et que cette tendance se dessinait également dans les autres provinces, événement qu'il regrettait profondément : « Si cet état de choses continue, d'ici vingt ou trente ans maximum, l'influence italienne en Argentine sera réduite à presque zéro<sup>116</sup>. »

## 5-2. Coup d'Etat en Argentine :

Le 6 septembre 1930, le gouvernement discrédité d'Yrigoyen est renversé par quelques unités militaires, avec l'appui d'un petit nombre de civils

---

<sup>115</sup>Dépêche 3030/432:PIGNATTI.*La visita alla collettività di Rosario*.Buenos-Aires,5 juillet 1930. ASMAE, AP, Argentina,busta 808 (1929-1930), anno 1930,Ufficio II a.a.a.,position Arg. 1,p.03.

<sup>116</sup>Dépêche 3039/435:PIGNATTI.*Contrasto di cittadinanza*.Buenos-Aires,6 juillet 1930. ASMAE, AP, Argentina,busta 808 (1929-1930), anno 1930,Ufficio II a.a.a.,position Arg.53,p.03.

séduits par les expériences autoritaires européennes<sup>117</sup>. Le manque de légitimité est tel qu'il n'y aura de réactions ni de la part des militaires légalistes, ni de celle des propres partisans politiques du Président, réunis jusqu'alors dans l'Union civique radicale (UCR). Ce coup d'Etat met fin à cinquante ans de stabilité constitutionnelle. Il porte au pouvoir présidentiel, le général José Félix Uriburu. C'est le 'Gouvernement provisoire'. Il restera au pouvoir jusqu'au 20 février 1932.

L'URC est née en 1891. En ce tournant du siècle, l'Argentine, marquée déjà par le grand flux d'immigration et en pleine réussite économique de son modèle agro-exportateur, voit son système électoral, dominé par la coalition des clans politiques traditionnels de Buenos-Aires et des autres provinces, subir la pression des nouvelles couches sociales. Ce sont des dissidents des classes dirigeantes elles-mêmes qui vont fonder le nouveau parti radical, revendiquant une véritable application de la Constitution de 1853. Constitution républicaine, démocratique, basée sur la souveraineté populaire, mais soumise à une forte interférence de l'élite établie, étant donné que son scrutin n'était pas secret et que l'inscription sur les listes électorales dépendait des autorités locales. Bientôt, l'UCR va attirer une petite bourgeoisie originaire de l'immigration.

Le principal but civique du Parti radical : l'élargissement de la participation politique, est atteint avec la loi électorale promulguée par le président Roque Saenz Peña, en février 1912. Ainsi, le radicalisme, en face de

---

<sup>117</sup>Pour la politique argentine dans cette période, voir: ROUQUIÉ, Alain. *Pouvoir Militaire et Société Politique en République Argentine*. Paris: Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1978; ROUQUIÉ, A. *Argentina*. Paris: PUF, 1984; LAFAGE, Franck. *L'Argentine des dictatures. Pouvoir et idéologie contre-révolutionnaires*. Paris: L'Harmattan, 1991; AMBRI, M. *I militari nelle politica argentina : La "rivoluzione" del 1930 in Civitas*, juillet-août 1975, pp.95-106 ; GERMANI, Gino. *Autoritarismo, fascismo e classe sociali*. Bologna: Il Mulino, 1975.

l'incapacité des oligarchies locales (la Ligue des Gouverneurs et le Parti autonomiste national) à absorber les électeurs populaires, se pose en vainqueur ; surtout parce qu'en réalité il n'a rien fait qui menace sérieusement les détenteurs du pouvoir économique. En octobre 1916, Yrigoyen devient Président de la République pour la première fois. Après le mandat de Marcelo Alvear, représentant de l'aristocratie traditionnelle au sein du Parti radical, Yrigoyen est à nouveau porté à la Présidence en 1928. Pourtant, dès l'élection, Yrigoyen ne s'assure guère de bases solides et les insatisfactions s'accroissent assez rapidement dans une partie de l'armée et dans certains milieux conservateurs. Le vieux Président, entouré par des opportunistes et des profiteurs, ne réussit pas à sortir le gouvernement de l'apathie, et quand il réagit, c'est pour soutenir quelques réformes sociales qui dérangent davantage ces conservateurs. Le Président est alors accusé de manquer de fermeté devant les revendications ouvrières. En outre, le crash économique de 1929, qui frappe durement le pays, ne fait qu'aggraver les mécontentements.

Uriburu, ex-inspecteur général de l'armée, devient une figure clé de la scène politique ; il jouit de la faveur des conservateurs organisés jusque-là en parti de notables, lesquels avaient été tenus éloignés du pouvoir pendant quatorze ans, en fait depuis l'arrivée des Radicaux. Dénués de ligne politique claire, les nouveaux dirigeants prétendaient surtout s'attaquer au multipartisme et aux organisations syndicales. Ils établissent les fondements d'une dictature chargée de mener une répression politique et sociale contre les associations anarchistes et communistes. La loi martiale est instaurée et la peine de mort, restaurée. Les grèves sont écrasées. La plus grande partie des anarchistes

italiens sont déportés en Italie ; les Espagnols sont expulsés et les Argentins envoyés au pénitencier de la *Terra del Fuoco*, la Sibérie argentine<sup>118</sup>.

Pour combattre le communisme, élevé au premier rang des préoccupations et des problèmes à 'résoudre', une police politique est créée, la 'Division spéciale de répression contre le communisme', qui s'adonne à la torture. Le général Uriburu et son entourage voulaient en finir avec le libéralisme et modifier la Constitution libérale de 1853, en instaurant, sous l'inspiration du modèle italien, une Chambre corporative où seraient représentées les diverses professions. Une campagne d'opinion publique est déclenchée, accusant la faillite et les dangers de la démocratie représentative. Assez vite, pourtant, Uriburu va rencontrer des résistances internes chez les militaires plus modérés. Ces derniers considéraient en effet que les projets révolutionnaires du gouvernement en place outrepassaient les nécessités de la politique immédiate et attentaient à la cohésion disciplinaire et à la hiérarchie de l'armée.

De même, la plus grande partie de l'élite créole n'était pas disposée à aller aussi loin ; les inspirations de caractère fasciste lui semblaient assez contraires aux traditions politiques du pays et elle répugnait à se lancer en terrain inconnu. Cette oligarchie, en vérité, avait, depuis longtemps, réservé son enthousiasme pour la réussite, de l'Angleterre d'abord, du puissant modèle Nord-Américain ensuite. Même les courants de pensée nationalistes, qui réservaient au 'Gouvernement provisoire' un certain appui idéologique, et étaient admirateurs des modèles italiens et espagnols, étaient trop élitistes pour

---

<sup>118</sup>BAYER, Osvaldo. *L'influenza dell'immigrazione italiana nel movimento anarchico argentino* in BEZZA, B., *op. cit.*, p.546.

accepter une définition plus populiste. En fait, tous, Uriburu y compris, se méfiaient des masses. Ils préféraient une raideur toute militaire, même si le Cabinet du 'Gouvernement provisoire' était presque intégralement civil.

Dans une première appréciation, l'ambassadeur italien Pignatti préfère se tenir sur ses gardes. Il constate que le nouveau Cabinet du gouvernement était composé surtout de libéraux-conservateurs et, pour cette raison, les changements ne pouvaient qu'être assez superficiels. Il remarque que ces mêmes conservateurs étaient les grands propriétaires terriens «qui profitent des travailleurs italiens et les traitent avec mépris<sup>119</sup>.» Et, de surcroît, il considère comme hautement probable que le 'Gouvernement provisoire' favorise plutôt l'influence du capital nord-américain dans l'économie argentine<sup>120</sup>.

Le gouvernement italien, pour sa part, prétend se montrer non seulement favorable aux événements récents, mais entend s'empresser de reconnaître le nouveau gouvernement argentin car il veut être le premier Etat européen à prendre une telle initiative, «pour provoquer dans la sphère officielle argentine un courant de sympathie à l'égard de l'Italie<sup>121</sup> », et cela, en dépit des réticences manifestées par son ambassadeur sur place. En se basant, entre autres, sur l'opinion manifeste d'autres diplomates en poste à Buenos-Aires, Pignatti formule quelques considérations. Il estime que la reconnaissance

---

<sup>119</sup>Pignatti va définir ce qu'est, pour lui, le 'groupe des conservateurs': "Ils se diffusent en tant que tendance dans tout le pays, mais ils ne sont organisés que dans certaines provinces, où ils ont un caractère de groupement local, composé notamment de propriétaires terriens d'origine espagnole." *Rapporto annuale: situazione politica dell'Argentina (dal 6 settembre 1930 all'aprile 1932)*. ASMAE, AP, Argentina, busta 2, anno 1932, Ufficio 2° a.a.a., posiz. Arg. 1/2, p.01.

<sup>120</sup>Dépêche 5096/424. PIGNATTI. *Composizione del Governo Provvisorio*. Buenos-Aires, 7 sept. 1930.

<sup>121</sup>*Pro-Memoria* de Dino Grandi. Ministro per gli Affari Esteri. Roma, 8 sept. 1930. ASMAE, AP, Argentina, busta 808 (1929-1930), anno 1930, Ufficio II a.a.a., position Arg. 53: "J'exprime mon avis sur le fait qu'il convient de reconnaître, dans quelques jours, le nouveau gouvernement argentin(...)Étant donné l'effet favorable que cet acte aura sur nos rapports avec l'Argentine et

immédiate était une position assez délicate à plusieurs égards : en effet la durée du 'Gouvernement provisoire' était indéfinie, parce que les élections postérieures pourraient ne pas lui être favorables, ou également parce que le pays était encore sous l'effet d'une certaine commotion<sup>122</sup>. Sur l'ordre du ministre italien, Dino Grandi, il revient sur ses opinions et procède aussitôt à la reconnaissance.

Les résultats ne se font pas attendre : le nouveau ministre des Affaires étrangères, Ernesto Bosch, remercie assez vivement l'Italie pour sa disposition bienveillante<sup>123</sup>. Bosh déclare au journal *Il Mattino d'Italia*, de Buenos Aires : « L'Italie a été la première grande puissance à reconnaître le Gouvernement de la Révolution et nous sommes très touchés par cette attitude du gouvernement italien. A part cette action prioritaire, nous tenons beaucoup aux rapports avec l'Italie, pays que nous considérons de première importance dans le cadre international des relations argentines. Les liens et les intérêts qui rapprochent les deux pays sont, dans l'ensemble, d'une grande intensité<sup>124</sup>. »

En tout cas, à en juger par l'évaluation de Pignatti, en dépit du renversement du pouvoir, rien n'avait changé dans la manière dont les autorités argentines regardaient les Italiens émigrés. Il se montre, une fois de plus, déçu par le peu de considération apportée à ce problème, illustrée par l'accueil réservé en Argentine à la commémoration, le 12 octobre 1930, du 'jour de la

---

sur nos intérêts en ce pays, nous devons être parmi les premiers Etats à reconnaître le nouveau gouvernement", affirme Dino Grandi.

<sup>122</sup>Dépêche 5097/425.PIGNATTI.*Riconoscimento del Governo Provvisorio Argentino*. Buenos-Aires, 15 sept.1930. ASMAE, AP, Argentina,busta 808 (1929-1930), anno 1930,Ufficio II a.a.a.,position Arg.53.

<sup>123</sup>Dépêche 5173/606.PIGNATTI.*Riconoscimento del Governo Provvisorio Argentino*. Buenos-Aires, 17sept.1930. ASMAE, AP, Argentina,busta 808 (1929-1930), anno 1930,Ufficio II a.a.a.,position Arg.53.



race' et de la découverte de l'Amérique. L'ambassadeur italien dit croire vraiment en l'existence d'un accord tacite entre les Argentins et les Espagnols pour concentrer sur eux les exaltations de la race et mépriser l'apport des Italiens au pays ; et le pire était que cette année là, il avait l'impression que l'exclusion des Italiens avait été plus intentionnelle que d'habitude. Sur le nom du navigateur génois, par exemple, presque rien n'avait être dit.

Pour Pignatti, ces événements pouvaient se produire à cause de la position et des origine sociales des personnalités récemment venues au pouvoir qui appartenaient toutes à la riche classe des conservateurs : « Les hommes, qui viennent à peine d'arriver au gouvernement de la République, sont les moins aptes à comprendre et à valoriser la valeur profonde de l'élément italien dans la formation de la population et de la richesse de ce pays<sup>125</sup>. »

Pignatti revient à la charge. Comme le nombre des fils d'Italiens en Argentine était bien plus que significatif et que leurs réactions à cet état de chose étaient nulles, on avait là la preuve de l'efficacité et du succès des méthodes d'assimilation mises en place par les autorités argentines, telle la socialisation à travers les écoles nationales<sup>126</sup>. Au petit nombre de ceux qui n'avaient pas subi un tel déracinement figuraient ceux qui avaient fait leurs études dans les anciennes écoles prestigieuses des vieilles Institutions

---

<sup>124</sup>*Riconosciuto il nuovo governo in Il Mattino d'Italia*. Buenos-Aires, 18 sept. 1930. ASMAE, AP, Argentina, busta 808 (1929-1930), anno 1930, Ufficio II a.a.a., position Arg. 53.

<sup>125</sup>Dépêche 5490/665. Pignatti. *Commemorazione del 12 ottobre*. Buenos-Aires, 14 oct. 1930. ASMAE, AP, Argentina, busta 808 (1929-1930), anno 1930, Ufficio II a.a.a., position Arg. 58, p. 02.

<sup>126</sup>La constatation faite par Pignatti à propos du processus d'assimilation des fils d'Italiens, non seulement en Argentine, mais aussi partout en Amérique latine, était corroborée par plusieurs études, à l'instar de : DE ZUANI, Ettore. *Problemi di vita sudamericana : gli emigrati e i loro figli* in *Nuova Antologia*, 317 (1581), 1938, pp. 303-308; *I figli degli italiani all'estero* in *Patria nell'anno XII*. Roma, 1934.

italiennes de Buenos-Aires, comme la *Mutualità Istruzione*<sup>127</sup> et l'*Italia Unità*, mais, se lamente Pignatti, dans le moment présent, ces institutions étaient passées dans le camp de l'antifascisme<sup>128</sup>

Quant aux événements qui avaient suivi le coup d'Etat, l'Ambassade italienne hésite à faire confiance dans l'immédiat au nouveau gouvernement d'Uriburu, en dépit de certaines idées proposées qui lui semblaient nettement inspirées du fascisme italien. La méfiance reposait sur la considération que rien ne garantissait que les émigrés italiens pourraient participer aux structures du pouvoir établi, bien au contraire. Et, quant aux prétendues réformes inspirées de l'exemple fasciste, Pignatti jugeait que le 'Gouvernement provisoire' ne possédait pas de base d'appui lui permettant de les mener à bien.

L'ambassadeur éclaire également la position des Italiens émigrés et de leurs descendants, dans la nouvelle situation politique du pays. D'emblée, la collectivité italienne, dans sa grande majorité, n'apportait pas son soutien à «l'establishment» désormais installé au pouvoir central, dans la certitude «que ces conservateurs argentins étaient résolument adversaires de la participation des Italo-argentins au gouvernement du pays<sup>129</sup>.» Et cela, en dépit du fait que

---

<sup>127</sup>En effet, le mouvement antifasciste de tendance démocratique, rescapé avec plus de succès de la répression d'Uriburu, se renforce en Argentine au début des années 1930 à cause de l'arrivée de nouveaux exilés, comme Nicola Cilla, Gioacchino Dolci, Ferdinando Garosi, Mario Mariani et Gino Germani. Leurs activités sont surtout orientées vers des tentatives pour prendre en mains l'administration des *società mutualistiche*, où ils connaîtront quelques réussites. Ils se présentent, par exemple, aux élections pour la nouvelle gestion de la *Mutualità e Istruzione*, la plus grande association ouvrière italienne en Argentine, comptant environ 3 000 associés, qui était née de la fusion de 16 autres associations. Ils ont remporté la victoire sur les fascistes qui avaient le contrôle de l'institution depuis des années. FANESI, Pietro Rinaldo. *L'esilio antifascista e la comunità italiana in Argentina* in *La Riscoperta delle Americhe*, op. cit., p. 124.

<sup>128</sup>*Id. ib.*; Dépêche 5585/689. Pignatti. *Classe dei grossi proprietari terrieri*. Buenos-Aires, 23 octobre 1930. ASMAE, AP, Argentina, busta 808 (1929-1930), anno 1930, Ufficio II a. a. a., position Arg. 58.

<sup>129</sup>Dépêche 2331/277. PIGNATTI. *Situazione politica in Argentina e collettività italiana*. Buenos-Aires, 27 juillet 1931. ASMAE, AP, Argentina, busta 1, anno 1931, Ufficio II a. a. a., posiz. Arg. 53.

les Italiens étaient parmi les plus préparés à remplir des fonctions politiques et publiques, estime l'ambassadeur.

Au contraire, pondère Pignatti, le Parti radical, «qui n'est au fond ni meilleur, ni pire que le parti Conservateur», acceptait la collaboration des Italo-argentins, dont quelques-uns avaient des positions de commandement chez les Radicaux. Le Parti socialiste argentin, de son côté, dominé par des éléments italiens, avait une tendance incontestablement antifasciste ; par contre, ces mêmes Italiens gardaient profondément le sentiment d'*italianità*. Enfin, après l'ascension des conservateurs et l'accroissement évident du sentiment de rejet de la colonie de la part des autorités argentines, les Italo-argentins avaient manifesté, en plusieurs occasions, plus de considération pour l'Italie, mais pas nécessairement pour le fascisme, conclut l'ambassadeur.

Le Président Uriburu, note Pignatti, en raison de ses intentions, à savoir réaliser des réformes constitutionnelles antidémocratiques, donnait l'impression d'être de plus en plus isolé, et s'appuyait surtout sur l'armée. Celle-ci, pourtant, en sa majorité, préférait le retour à la normalité et le passage par des élections. Le 'Gouvernement provisoire' avait bien essayé de former un grand parti national pour donner une base politique réelle au nouveau régime, mais les dissensions internes qui opposaient les conservateurs eux-mêmes rendaient impossible une articulation unitaire, celle de la 'Fédération nationale démocratique', alliance de plusieurs partis favorables au coup d'Etat.

En mars 1931, la Fédération est dissoute, puisque les conservateurs les plus importants de Buenos-Aires s'en étaient écartés. Les Radicaux étaient en voie de réorganisation, et ils gardaient toujours du poids et de l'influence dans le pays. En outre, l'idée de lancer un fort parti national dominé par les élites

argentines ne semblait pas une action positive, selon l'avis de Pignatti, étant donné que ce serait une façon de bloquer davantage la participation politique de la masse des immigrants et particulièrement des Italiens<sup>130</sup>.

Dans la première élection qui suit le coup d'Etat, le 5 avril 1931, dans la province de Buenos-Aires, la région la plus peuplée de la nation, les Radicaux obtiennent une légère prédominance, grâce surtout «à la défiance et à l'aversion de plusieurs fils d'émigrés (parmi eux, beaucoup d'Italiens) à l'égard des conservateurs qui avaient démontré qu'ils voulaient le retour pur et simple au passé, c'est à dire au pouvoir d'un petit nombre d'éléments tenant en mains le pays et méprisant l'incalculable apport des émigrés européens<sup>131</sup>. »

Les intentions de réformes de la Constitution et de la loi électorale avaient l'air encore plus vagues pour les représentants diplomatiques italiens sur place ; ils n'y voyaient qu'une opération pleine de dissonances, notamment la préparation d'un « Parlement à base corporatiste fasciste<sup>132</sup>. »

Pour acquérir un appui ou une protection quelconque, Uriburu avait créé la 'Légion civique argentine'<sup>133</sup>, «un parti d'action, à même de collaborer en permanence avec les autorités constituées pour le maintien de la sécurité

---

<sup>130</sup>Dépêche 733.PIGNATTI.*Situazione politica interna*.Buenos-Aires, 12 nov.1930. ASMAE, AP, Argentina,busta 808 (1929-1930), anno 1930,Ufficio II a.a.a.,position Arg.58,p.09.

<sup>131</sup>Riassunto.*Situazione in Argentina*.Ministero degli Affari Esteri,Rome, 5 août 1931. ASMAE, AP, Argentina,busta 1,anno 1931,Ufficio II a.a.a.,posiz.Arg.53,p.03.

<sup>132</sup>Dépêche 2441/454.PIGNATTI.*Situazione interna*.Buenos-Aires,7 oct.1930. ASMAE, AP, Argentina, busta 1,anno 1931,Ufficio II a.a.a.,posiz.Arg.53,p.03.

<sup>133</sup>La 'Légion Civique Argentine' est reconnue en tant qu'organisation d'utilité publique par un décret du Gouvernement, le 20 mai 1931, afin de compenser au fur et à mesure le manque d'une adhésion plus solide venant des forces armées. Elle se forge en instrument paramilitaire, et se présente comme apolitique et divisée en brigades, en compagnies et en escadrons. La reconnaissance officielle a permis son insertion dans les casernes sous la direction d'officiers supérieurs de l'Etat-major. L'objectif d'Uriburu était d'introduire les conceptions nationalistes et corporatistes chez les officiers. Pourtant, selon Franck LAFAGE (*op.cit.*,p.26), les emprunts au fascisme, comme le salut, bras tendu et l'organisation prétendant suivre le modèle des 'fasci di combattimento', étaient assez superficiels, et l'influence de la Légion sur les événements en Argentine fut toujours marginale.

publique et de l'ordre interne<sup>134</sup> », explique Pignatti à son Ministère à Rome. Il attire l'attention sur le fait que, dans le programme de la Légion, était exposée, sans équivoque aucune, l'intention de renforcer l'*argentinità*, et, ainsi, le nationalisme argentin. Ce qui était, aux yeux du diplomate, une autre procédure visant à accroître l'assimilation des immigrants. La nouvelle association menait son travail de propagande et de recrutement dans les quartiers ouvriers particulièrement peuplés, comme le Boca, Barracas, Avellaneda, etc.

Dans le quartier du Boca s'était constituée une section portuaire de la Légion, comptant environ 1200 inscrits, pratiquement tous Italiens. Pignatti explique que les Italiens se laissaient embrigader à cause de promesses d'emploi de la part des autorités et de protection de la part de la police argentine. Les espérances en terme d'emploi en ce temps de crise et de manque de travail étaient un attrait irrésistible pour les concitoyens italiens<sup>135</sup>.

En outre, critique Pignatti, sous le 'Gouvernement provisoire', les associations italiennes en Argentine ne pouvaient plus afficher le drapeau italien dans leurs fêtes et commémorations civiques sans avoir demandé, par avance, une autorisation. Cet état de chose était dû au « désir des autorités argentines de maintenir, aussi sur ce point, un contrôle sur les collectivités étrangères, afin de démontrer à qui appartenait le pouvoir politique<sup>136</sup>. »

Alors, loin de trouver qu'une certaine fascisation, d'ailleurs jusqu'à ce moment obscure, du nouveau gouvernement instauré en Argentine pourrait

---

<sup>134</sup>Dépêche 1063/170.PIGNATTI.*Legion Civique Argentina*.Buenos-Aires,17 mars 1931.ASMAE, AP, Argentina, busta 1,anno 1931,Ufficio II a.a.a.,posiz.Arg.53,p.01.

<sup>135</sup>*Id.ib.*,pp.2-3.Dépêche 1658/263.PIGNATTI.*Reconosciuta da un decreto le Legione Civica Argentina*. Buenos-Aires,28 avril 1931. ASMAE, AP, Argentina, busta 1,anno 1931,Ufficio II a.a.a., posiz. Arg.53.

<sup>136</sup>Télégr. de Buenos-Aires à Rome.*Esposizione bandiera*.Buenos-Aires,15 juin 1931. ASMAE, AP, Argentina, busta 1,anno 1931,Ufficio II a.a.a.,posiz.Arg.53.

contribuer à un rapprochement avec l'Italie dans l'amélioration des rapports entre les élites argentines et la masse des immigrants, l'Ambassade italienne à Buenos-Aires fait une lecture bien contraire à ces perspectives. Sur un point, pourtant, Pignatti observe quelques changements importants, il s'agit de la politique extérieure du 'Gouvernement provisoire'.

En effet, suite à la prise du pouvoir de celui-ci, les relations diplomatiques avec les États-Unis, pratiquement interrompues pendant la période d'Yrigoyen, sont rétablies<sup>137</sup>. Comme le montre le rapport envoyé par l'ambassade italienne de Buenos-Aires au *Ministero delle Corporazioni* à Rome, en dépit du maintien de la rhétorique argentine qui prétend se poser en tant que bastion spirituel de l'Amérique latine contre l'entrisme des États-Unis, «le gouvernement argentin ne fait pas d'obstacles à la pénétration économique et financière nord-américaine, qui a déjà pris de notables proportions. L'Argentine, en retour, insiste pour obtenir des facilités de douane afin d'exporter ses produits aux États-Unis<sup>138</sup>. » L'ambassade, pourtant, reconnaît le pouvoir et l'efficacité des États-Unis : « Naturellement, l'Argentine ne peut manquer d'apprécier le développement réussi des États-Unis et ne pas ressentir le

---

<sup>137</sup>En effet, la politique extérieure du président Yrigoyen s'est maintenue dans une orientation pro-européenne traditionnelle, repoussant dans la mesure du possible l'idée de l'hégémonie des États-Unis sur le continent, à telle enseigne que, à la Conférence interaméricaine de *La Havana*, en janvier 1928, les délégués argentins ont fortement critiqué l'intervention nord-américaine en Amérique latine. Pourtant, les États-Unis, après la Première Guerre mondiale, progressent dans l'économie argentine et en viennent à remplacer l'Angleterre comme marché financier pour les emprunts argentins. En dépit d'une méfiance toujours présente, l'Argentine surtout après la crise de 1929 ne peut plus se passer du dynamisme nord-américain pour essayer de redynamiser son économie. Le général Uriburu affiche désormais une plus grande coopération avec les États-Unis et une participation plus active au panaméricanisme. Orientations qui seront poursuivies également par le Président argentin élu postérieurement à Uriburu. ROUQUIÉ, Alain. *Pouvoir Militaire et Société Politique en République Argentine*, op.cit., pp.201-202.

<sup>138</sup>Dépêche 218109/107. *Situazione economica dell'Argentina : 1931*, envoyé au *Ministero delle Corporazione*, Rome, 1<sup>o</sup> juin 1932. ASMAE, AP, Argentina, busta 2, anno 1932, Ufficio 05, posiz. Arg. 01, p.02.

prestige de cette grande nation ; la presse rend compte chaque jour des activités de ce pays, lequel fait ici sentir son influence dans des champs variés et à travers plusieurs moyens<sup>139</sup>. »

Mais ce qui apparemment intéresse le plus l'Italie, à ce moment-là, c'est la reprise par le gouvernement Uriburu des conversations avec Genève, reprise laissant entendre un probable retour de l'Argentine à la SDN<sup>140</sup>. L'Italie croyait pouvoir éventuellement compter sur l'appui de quelques pays sud-américains, en particulier l'Argentine, pour soutenir ses revendications au sein de la Société des nations et, au cas où, faire face aux grandes puissances européennes. Dès 1931, des contacts argentins sont pris avec le Secrétaire générale de la SDN, principalement à travers la médiation de l'ambassadeur argentin à Paris, Lebreton. Les derniers obstacles semblent être la liquidation des arriérés auprès de la Société et la soumission au Parlement argentin de l'entrée de l'Argentine au sein de cet organisme, parlement qui, pour sa part, se montrait plutôt favorable<sup>141</sup>.

Une autre démonstration de la bonne volonté de l'Argentine, prête à reprendre un rôle international, avait été sa demande d'intermédiation dans l'affaire du Chaco, le problème diplomatique le plus inquiétant du moment en Amérique latine, qui opposait la Bolivie et le Paraguay. Pour l'ambassade

---

<sup>139</sup>*Id. ib.*

<sup>140</sup>Le journal argentin *La Prensa* avait publié, le 18 octobre 1931, un éditorial qui parlait justement de l'isolement de l'Amérique latine dans les discussions des grands problèmes économiques et politiques du monde. Cet état de chose était, disait-il, déterminé par l'absence, au sein de la SDN, de plusieurs pays sud-américains, comme l'Argentine et le Brésil, et par les défauts de coordination, entre les nations du continent, au sujet de la tutelle de leurs intérêts communs. *La Prensa. Isolamento dell'America Latina*, 18 oct. 1931, p.01. ASMAE, AP, Argentina, busta 1, anno 1931, Ufficio II a.a.a., posiz. Arg. 53.

<sup>141</sup>Dépêche 150. *Argentina e Società delle Nazioni*. De Paulicci di Calboni Baroni, sous-secrétaire générale de la SDN, à Dino Grandi. Genève, 20 aprile 1932; *Pro-memoria*

italienne cette attitude, plus que tout autre, montrait de toute évidence l'intention du pays argentin qui ambitionnait d'assumer la suprématie politique sur ce continent<sup>142</sup>.

Au plan de la diffusion du fascisme en Argentine, en tant qu'idée politique bénéficiant de l'appui de l'Italie, a lieu, en ce début des années 1930, une tentative pour perfectionner la structure de la propagande, avec, par exemple, la fondation en 1930 du quotidien *Il Mattino d'Italia*, placé sous la direction du journaliste Mario Appellius ; on cherche également à étendre le réseau des *fasci* dans les principaux centres du pays argentin. Cependant, l'échec demeure à un autre niveau et on ne peut parler d'une véritable insertion de la masse italienne. Malmenés par la censure de la presse et l'état de siège proclamés par Uriburu, les périodiques italiens ont été soumis à bien des restrictions. De plus, comme l'assure avec exactitude Pietro R. Fanesi, «dans l'ensemble, on peut dire que la communauté italienne et les Italo-argentins se sont montrés très prudents par rapport au nouveau régime en place en Italie<sup>143</sup>. »

Le nouveau journal *Il Mattino d'Italia* est principalement là pour contrecarrer la progression, dans la collectivité d'un autre quotidien, *La Patria degli italiani*, considéré comme un « organe antifasciste maçonnique <sup>144</sup>», et pour renforcer l'appui au libelle déjà existant, *l'Italia del Popolo*. L'ambassade

218151/1075: *Società delle Nazioni*: per la Direzione Generale per gli Affari Esteri, Rome, 13 juin 1932. ASMAE, AP, Argentina, busta 2, anno 1932, Ufficio 05, posiz. Arg. 01.

<sup>142</sup>Dépêche 452. PIGNATTI. *Argentina e Brasile*. Buenos-Aires, 14 juillet 1931. ASMAE, AP, Argentina, busta 1, anno 1931, Ufficio II a.a.a., posiz. Arg. 53.

<sup>143</sup>FANESI, Pietro Rinaldo. *L'esilio antifascista e la comunità italiana in Argentina* in *La Riscoperta delle Americhe*, op. cit., p. 123.

<sup>144</sup>Pro-memoria per la direzione generale: 8176. Ministero degli Affari esteri. Giornale: *La patria degli Italiani*. Rome, 4 juillet 1930. ASMAE, AP, Argentina, busta 808 (1929-1930), anno 1930, Ufficio II : America, position Arg. 34, p. 02.



d'Italie en vient à exercer une pression pour que, dans la mesure du possible, les entrepreneurs et commerçants italiens évitent de collaborer avec *La Patria degli Italiani* en lui confiant des notices publicitaires.

Il semble que l'on puisse voir là l'intention délibérée de promouvoir «un vrai plan d'attaque», «une bataille» contre le journal d'opposition, mais il fallait nuancer le jeu au début et attendre que la place d'*Il Mattino* soit consolidée dans la collectivité, recommande l'Ambassade de Buenos-Aires<sup>145</sup> D'autant plus que *La Patria degli Italiani* avait annoncé, au début de juin 1930, la constitution d'un 'Centre intellectuel Italo-argentin', dont la fonction serait de contrer directement le travail mené depuis des années par 'l'Institut argentin de culture italienne', en harmonie avec l'ambassade. Ce nouveau groupe appelé à former le 'Centre' serait dominé par des professeurs de l'Université de Buenos-Aires, y compris le Recteur, et certains hommes politiques en majorité d'origine italienne, siégeant justement à la rédaction de *La Patria degli Italiani*<sup>146</sup>.

A l'initiative de quelques antifascistes actifs, est fondée également en mars 1935 à Buenos-Aires *La Nuova Dante*, qui doit faire face à la vieille *Dante Alighieri*, dirigée à ce moment-là par Vittorio Valdani, délégué des *fasci* en Argentine. Les cours de la nouvelle association étaient suivis par une centaine d'élèves. C'est le socialiste Carmine Grossi qui coordonne l'organisation, dans presque toutes les colonies italiennes fixées dans la

---

<sup>145</sup> *Id. Ib.*

<sup>146</sup> Pro-memoria per la direzione generale:7973.Ministero degli Affari esteri.Giornale:*La patria degli Italiani*.Rome, 30 juillet 1930. ASMAE, AP, Argentina,busta 808 (1929-1930), anno 1930,Ufficio II : America,position Arg.34.

région, des sections des *Patronati italiani di aiuto alla vittime antifascite* (Piava), chargées d'aider les détenus politiques italiens et leurs familles<sup>147</sup>.

Dans un compte rendu des événements de 1932, l'Ambassade italienne récapitule les préjudices que les antagonismes et les tiraillements qui subsistaient et s'aggravaient entre les Italiens habitant en Argentine causaient au nom de l'Italie : « Indubitablement les scissions existant dans la collectivité en Argentine, et surtout les polémiques entretenues par les journaux, ainsi que la discussion sur la valeur morale de ceux qui dirigent ou soutiennent ces périodiques, ne sont d'aucun profit pour nous<sup>148</sup>. »

Au demeurant, l'Ambassade réaffirme tous ses efforts et rappelle ses difficultés à maintenir éveillé parmi ses ressortissants en Argentine, le sentiment d'*italianità*. Elle se plaint notamment du fait que toute attitude de l'Ambassade italienne, jugée par les autorités argentines comme étant prise afin d'empêcher que les descendants d'Italiens nés sur le sol argentin deviennent de vrais Argentins, était très mal reçue et faisait naître des dispositions hostiles.

Et les représentants diplomatiques italiens se montrent finalement visiblement déçus, dans les dernières années, car, même si les relations entre l'Italie et l'Argentine étaient restées stables, absolument aucune avancée n'avait été constatée dans ces rapports qui n'avaient pas marqué une plus grande cordialité ni n'avaient acquis plus d'intensité. Ce qui, malheureusement, aurait été éminemment souhaitable, puisque l'Argentine

---

<sup>147</sup>FANESI, Pietro Rinaldo. *L'esilio antifascista e la comunità italiana in Argentina* in *La Riscoperta delle Americhe*, op. cit., p. 125.

<sup>148</sup>*Pro-memoria per S.E. il Ministro degli Affari Esteri*. Rome, 10 mars 1932. ASMAE, AP, Argentina, busta 2, anno 1932, Ufficio 05, posiz. Arg. 01, p. 01.

se préparait à rentrer à la SDN, où elle allait certainement exercer une considérable influence sur la position des autres pays sud-américains, ajoute le compte rendu élaboré par l'ambassade italienne à Buenos-Aires.

L'Ambassade formule également des critiques sur les aspects culturels de la politique italienne ; ainsi, le gouvernement italien qui avait accepté le principe, dès 1927, d'envoyer une contribution de 200 000 liras à 'l'Institut argentin de culture italienne', n'avait jamais donné suite, ce qui produisait une très mauvaise impression. De plus, le théâtre Colón, désormais presque perdu pour l'art italien remplacé par l'art d'autres pays, surtout la France, devait cette situation au fait que les compagnies artistiques italiennes ne recevaient pas de subventions gouvernementales pour, au moins, se déplacer jusqu'en Amérique méridionale, contrairement à la pratique du gouvernement français, conclut l'Ambassade sur un ton contondant<sup>149</sup>.

#### **5.4 – L'ascension du Général Justo et la 'décennie infâme' :**

En réalité, Uriburu n'a pas réussi à imposer sa soit-disant nouvelle structure aux institutions argentines. Son gouvernement se termine sur un insuccès. Uriburu, pourtant, laisse comme héritage un réveil du nationalisme créole. Le 8 novembre 1931, grâce à la fraude et au revers

subi par le Radicalisme, le vice-président d'Uriburu, le général Agustín P. Justo, est élu Président, et prend Julio Roca comme vice-président. Il reçoit l'appui des conservateurs et du gros de l'armée, secteurs qui souhaitent avant tout chasser Yrigoyen du pouvoir et restaurer l'ancien régime, c'est-à-dire les grandes orientations du conservatisme pré-radical, le libéralisme élitaire, l'autoritarisme, la préservation des privilèges.

Les successeurs de Justo à la Présidence, Ortiz et Castillo ne vont pas se soustraire à la règle et participeront, eux aussi, à des élections truquées. Le pouvoir est alors accaparé par une minorité ; la corruption et l'affairisme débridé s'aggravent. La période, nommée par une partie de l'historiographie argentine «la décennie infâme»<sup>150</sup>, va marquer une entente (*concordancia*) entre les conservateurs et les radicaux-antipersonnalistes.

Justo était un ingénieur cultivé venant d'une famille traditionnelle ; il avait été ministre de la Guerre du gouvernement d'Alvear et était membre de la Société rurale. Il avait été le porte-parole de ceux qui voulaient des élections sans délai et était le favori des milieux civils influents, hostiles au corporatisme uriburiste. Dans le scénario crispé de l'époque, Justo se présente comme 'le candidat de l'union nationale' et invoque des obstacles au retour des radicaux yrigoyénistes. Justo s'installe à la présidence le 20 février 1932 ; il y restera jusqu'en 1938, autorisant une démocratie parlementaire restreinte, ouverte parcimonieusement à la participation

---

<sup>149</sup> *Id. ib.*, pp.01-03.

<sup>150</sup> Voir, par exemple, les essais publiés: AA.VV. *La década infame*. Buenos-Aires: Carlos Perez, 1969.

présidence. Il se montre par ailleurs plutôt hostile au fascisme et à l'Italie fasciste<sup>152</sup>.

En mars 1932, l'ambassadeur italien Pignatti, qui se situe déjà dans un certain éloignement vis à vis des événements, fait son bilan du 'Gouvernement provisoire' ; il constate que l'ensemble des intentions mises en avant par l'ex-Président Uriburu n'avaient débouché que sur un échec. Son idée principale de réformer la Constitution n'avait pas été mise en oeuvre. À la fin de son exposé, Pignatti reconnaît que «les desseins soutenus chaudement par le général Uriburu étaient en partie inspirés par la théorie et l'action du fascisme italien<sup>153</sup>.» Mais l'ambassadeur se montre sévère dans sa critique et affirme que l'ex-Président n'avait fait que déformer à son gré les principes les plus fondamentaux de la révolution fasciste. Uriburu et son entourage avaient réduit le fascisme à un phénomène essentiellement conservateur, excluant les secteurs populaires, comme la masse des immigrants, dont les plus nombreux étaient les Italiens. Par conséquent, les couches populaires avaient réagi instinctivement, se retournant contre le gouvernement en place.

« Loin de donner l'impression », juge Pignatti, « de vouloir instaurer en Argentine un régime politique de l'amplitude, de la profondeur et de l'originalité du fascisme italien, ils n'ont pris du fascisme que certains éléments qui impliquaient le soutien d'une couche sociale déterminée<sup>154</sup>. » Cette attitude était inadmissible dans un pays de formation récente, dont de

---

<sup>152</sup>NEWTON, Ronald C. *El fascismo y la colectividad italo-argentina, 1922-1945*, op.cit., p.21

<sup>153</sup>Dépêche 523/148.PIGNATTI. *Situazione politica interna*. Buenos-Aires, 07 mars 1932. ASMAE, AP, Argentina, busta 2, anno 1932, Ufficio 05, posiz. Arg.01, p.02.

<sup>154</sup>*Id. ib.*

vastes secteurs de la population étaient prêts à s'immiscer de plus en plus dans la vie politique de la nation, conclut le représentant italien.

La faillite d'Uriburu, poursuit Pignatti, avait rendu absolument prévisible le résultat de l'élection de novembre 1932 et la victoire définitive de conservateurs non-réformistes sous la direction du général Justo, «avec la fin de la période révolutionnaire<sup>155</sup>.» Pourtant, l'ambassadeur italien croit que Justo – qu'il considère comme un personnage peu remarquable et de faible charisme, mais prudent et modéré - pourrait faire passer le pays d'un régime d'exception à la normalité constitutionnelle, ce qui lui semblait répondre à l'aspiration de la population.

A son tour, le nouveau ministre argentin des Affaires extérieures, Carlo Saavedra Lamas, était, pense Pignatti, même s'il se déclarait politiquement indépendant, de tendance conservatrice et doté d'une «mentalité de juriste» ; il était probable qu'il allait régler les problèmes selon ce point de vue et rendrait, selon toute vraisemblance, toute possible négociation difficile. Quant à son affection pour l'Italie, si Saavedra Lamas, écrit l'ambassadeur, avait été président de 'l'institut argentin de culture italienne' en 1928-29 et vice-président en 1929-30 il fallait néanmoins se souvenir que, c'était justement pendant son mandat de ministre de l'Instruction publique du gouvernement de Saens Peña, qu'avait été

---

<sup>155</sup> *Rapporto annuale: situazione politica dell'Argentina (dal 6 settembre 1930 all'aprile 1932)*. ASMAE, AP, Argentina, busta 2, anno 1932, Ufficio 2° a.a.a., posiz.Arg. 1/2, p.08; Dépêche 179/48. PIGNATTI. Situazione politica interna, Buenos-Aires, 22 janvier 1932. ASMAE, AP, Argentina, busta 2, anno 1932, Ufficio 05, posiz.Arg.01.

décrétée l'abolition de l'enseignement de la langue italienne dans les écoles secondaires argentines du premier degré<sup>156</sup>.

Le 20 décembre 1933, un nouvel ambassadeur italien, Arlotta, se présente aux autorités argentines ; les rapports entre les deux nations se poursuivent sans surprises et sans avancées significatives, jusqu'au moment où l'affaire éthiopienne entre en scène et va peu à peu troubler davantage les espérances que l'Italie avait placées dans l'Argentine et même dans la collectivité italienne sur place.

---

<sup>156</sup>Dépêche 523/148.PIGNATTI.*Situazione politica interna*.Buenos-Aires,07mars1932.ASMAE, AP, Argentina, busta 2,anno 1932,Ufficio 05,posiz.Arg.01,pp.04-06.

## CHAPITRE VI

### **l'Italie à la recherche d'alliances :**

### **L'Amérique du Sud face au conflit italo-éthiopien :**

Tandis que, dans la première moitié de l'année 1935, l'Italie essaie de développer sa politique coloniale et son expansion territoriale en Afrique orientale, la question du moment en Amérique du Sud est, au niveau de la politique internationale, le conflit du Chaco qui oppose la Bolivie et le Paraguay. Le Chaco Boreal, qui renferme des gisements de pétrole, constitue un vaste territoire s'étendant sur environ 300.000 Km carré entre les deux voies fluviales du Paraguay et du Pilcomayo. Depuis le 'Traité de navigation et d'établissement des frontières' signé en 1852 entre l'Argentine et le Paraguay, traité qui fermait à la Bolivie l'accès au fleuve Paraguay, le Chaco était devenu un motif de litige entre les gouvernements bolivien et paraguayen. En décembre 1928, les hostilités éclatent quand des soldats du Paraguay attaquent le fort bolivien de Vanguardia. Les initiatives prises pour résoudre le problème à travers une action pacificatrice sont ponctuées par des conflits de rivalité entre les principaux pays médiateurs, en particulier les États-Unis, l'Argentine et le Brésil.



## 1 - La présence de l'Amérique du Sud à la SDN : l'affaire du Chaco.

A la demande des États-Unis, la Conférence spéciale d'arbitrage panaméricaine, en session à Washington entre 1928 et 1929, sous la présidence du secrétaire nord-américain Kellog, demande aux deux pays concernés directement par le conflit, de se soumettre à une commission (des 'Neutres') qui établirait les responsabilités. La commission serait formée de représentants des adversaires et de cinq autres nations américaines : États-Unis, Colombie, Cuba, Mexique et Uruguay. L'Argentine est exclue en raison de son absence à la réunion de Washington. Le Brésil se refuse à faire partie de la commission et déclare sa neutralité en invoquant pour se justifier auprès des États-Unis le fait qu'il avait signé des traités sur les frontières tantôt avec la Bolivie, tantôt avec le Paraguay. Ces traités suivaient pour le moment la voie constitutionnelle, motif pour lequel les actions du gouvernement brésilien pourraient, dans ce cas, être mal comprises<sup>1</sup>.

La Commission des neutres applique sur-le-champ les principes posés par le traité Gondra et, en septembre 1929, tranche en faveur du *statu quo ante* ; mais la Bolivie se refuse à accepter cette délibération. L'accord de Gondra, signé par tous les États américains en 1923, stipule que les différences internes au continent, lorsqu'elles ne peuvent pas être réglées par la voie

---

<sup>1</sup>Sur la guerre du Chaco voir : CERVO, Luiz Amado et BUENO, Clodoaldo. *História da Política Exterior do Brasil*. São Paulo, 1992 ; DELGADO DE CARVALHO, Carlos. *História Diplomática do Brasil*. São Paulo : Nacional, 1956 ; CARDOZO, Efraim. *Breve historia del Paraguay*. Buenos-Aires, 1965.

diplomatique, doivent être soumises à une commission spéciale d'enquête panaméricaine.

Avec Gondra, on voit un autre signe de l'exclusion des compétences de la SDN dans la résolution des problèmes latino-américains. Gondra vient en effet renforcer la reconnaissance que la Ligue de Genève avait déjà faite, à l'insistance des États-Unis, de la Doctrine de Monroe, dans l'article 21 du pacte sociétaire. A travers cet article les grandes puissances européennes admettaient tacitement le rôle directeur des États-Unis dans l'hémisphère américain. Ce qui signifiait que la Ligue ne pouvait pas gêner le fonctionnement de la Doctrine en Amérique et ce, en vertu d'un accord régional. L'article précise à ce sujet:

« Les engagements internationaux, tels que les traités d'arbitrage, les ententes régionales, à l'instar de la Doctrine de Monroe, qui assurent la conservation de la paix, ne sont considérés comme incompatibles avec aucune disposition du présent pacte<sup>2</sup>. »

La politique des États-Unis à l'égard des autres nations américaines était fondée sur la Doctrine de Monroe et sur le corollaire qu'en avait tiré le président Théodore Roosevelt en 1904. D'après ce corollaire, Washington affirmait son ingérence exclusive dans les affaires internes des Républiques américaines

---

<sup>2</sup>Cité par GUERRERO-PEREZ, Manuel. *Les relations des Etats de l'Amérique latine avec la Société des Nations*. Paris: A. Pedone, 1936, p. 175 ; Voir : KELCHNER, W. H. *Latin American Relations with the League of Nations*. Boston : World Peace foundation Pamphlets, 1930 ; LEISEN, H. *L'Amérique latine et la Société des nations*. Genève : Les Archives Internationales, 1934 ; LOBO, Helio. *O pan-americanismo e o Brasil*. São Paulo : Brasilianna, 1939 ; CALÓGERAS, João Pandiá. *O Brasil e a Sociedade das Nações*, São Paulo, 1926 ; ALMEIDA, R. A. *Liga das*

dont les Européens étaient exclus. Avec le temps, les Nord-américains finissent par pratiquement abandonner la méthode d'intervention militaire prévue dans le corollaire, mais ils conservent leurs prétentions de commandement en Amérique. Dans une déclaration officielle rendue publique en 1930, le Département d'Etat déclare : 'La Doctrine de Monroe était une déclaration des États-Unis adressée à l'Europe et non à l'Amérique.'

En conséquence, la présence de la SDN en Amérique latine avait été, jusqu'à ce moment, mitigée. Dans l'affaire du Chaco pourtant, la Ligue effectue une intervention, à la demande du Venezuela. Ce dernier pays exerce des pressions pour que la Société s'occupe de l'affaire sud-américaine ; dans le cas contraire, affirme le gouvernement vénézuélien, l'organisme genevois avouerait son impuissance en face de l'hégémonie nord-américaine. Le Venezuela menaçait de quitter la Société<sup>3</sup>. Aristide Briand, président du Conseil de la SDN, fait alors un geste en envoyant une 'recommandation', mais il laisse clairement entendre que la commission panaméricaine avait priorité dans la résolution du problème du Chaco. La Société des nations avait le souci de ménager le gouvernement de Washington.

En dépit de l'intervention de la Commission des neutres, après une brève période, le conflit du Chaco est ravivé, premièrement en janvier 1930, puis en juillet 1931. En mai 1933, le Paraguay déclare officiellement la guerre à la Bolivie. Les autres nations américaines neutres font parvenir aux deux belligérants des notes dans lesquelles elles déclarent ne pas reconnaître des

---

Nações. Rio de Janeiro, 1938; FERNANDES, Raul. *L'Amérique du Sud et la Société des Nations in Origine et œuvre de la Société des Nations*, Copenhague, 1924

<sup>3</sup>RENOUVIN, Pierre. *Histoire des Relations Internationales: de 1871 à 1945*. Tomo III. Paris : Hachette, 1994, p.577.

territoires conquis par la force. Cette normalisation était en fait un principe de la politique internationale des Amériques. Entre-temps, en août 1932, l'Argentine avait organisé, en réponse à la Commission des neutres, une commission parallèle avec les pays limitrophes, c'est-à-dire, elle-même, le Brésil, le Chili et le Pérou (l'ABC)<sup>4</sup>. L'intention affichée étant de partager de nouveau la résolution de ce conflit avec le système de la Ligue afin, de cette façon, de réintroduire la SDN en tant que possible contrepoids aux États-Unis. L'Argentine remporte un certain succès, puisque la Commission des neutres est dissolue. Les États-Unis reculent et admettent que les négociations doivent se concentrer à Genève. L'Amérique du nord ne veut pas, à ce moment là, de controverses avec l'Argentine. De son côté, le Brésil a déjà ratifié ses traités avec la Bolivie, en juin 1929, et avec le Paraguay, en novembre 1929. Il peut maintenant opérer plus librement dans l'affaire du Chaco.

La Société des nations désigne une commission composée par l'Espagne, l'Italie, l'Angleterre, la France et le Mexique (les États Unis n'ont pas voulu être représentés) afin d'étudier le sujet des limites de la zone litigieuse. Cette commission propose, en février 1934, un projet de traité pour le Chaco, mais il est repoussé par les deux adversaires. Par la suite, la Ligue fait adopter par 28 nations un embargo sur les armes, lequel est levé en janvier 1935 pour la Bolivie et amplifié contre le Paraguay, celui s'étant montré plus résistant aux sollicitations de la SDN<sup>5</sup>. Le gouvernement paraguayen menace de quitter la

---

<sup>4</sup>En réalité, l'Argentine avait une prétention encore plus large. Elle envisageait de transformer l'ABCP en "une organisation permanente qui aurait juridiction exclusive sur les futurs conflits possibles en Amérique du Sud." MOORE, David R. *Historia de la America Latina*. Buenos-Aires: Poseidon, 1945, p.453.

<sup>5</sup>D'après David Moore (idem ibidem, p.604), "l'embargo sur les armes constitue un intéressant précédent. Pour la première fois dans l'histoire, un grand nombre d'États ont entrepris une

Ligue. L'embargo permet aux Boliviens de repousser les attaques du Paraguay. Pour accélérer les médiations, le gouvernement argentin propose à la SDN de reprendre la conduite de l'affaire. Il tient à ce que les accords entre les belligérants soient concrétisés en substance à Buenos Aires. Le Brésil se précipite et propose une réunion préliminaire à Rio de Janeiro. L'Argentine l'emporte. Sa capitale va servir de siège aux rendez-vous en faveur de la paix.

L'ambassadeur italien à Buenos Aires, Arlotta suit, à son tour, les événements avec intérêt. Le ministre des Affaires étrangères argentin, Saavedra Lamas, avait demandé le soutien italien au Conseil de la SDN, pour la médiation argentine dans le conflit du Chaco. Il affirmait que l'initiative de paix dirigée par une nation non-sociétaire, en l'occurrence le Brésil, pourrait être un facteur de fragilisation de la SDN. Sans avoir pris aucun engagement définitif <sup>6</sup>, Arlotta profite de l'occasion pour introduire la thématique qui retient vraiment son attention à ce moment. A savoir la solidarité argentine dans les actions que l'Italie entreprend à Genève au sujet de l'Éthiopie<sup>7</sup>.

---

action conjointe afin d'empêcher la fourniture de matériels pouvant aider à poursuivre une guerre internationale et, jusqu'à un certain point, ils ont obtenu du succès."

<sup>6</sup>Comme l'affirme Arlotta dans sa correspondance avec Mussolini (DDI, série VIII, vol. I, doc. 246, 18 mai 1935), "Je n'ai pas manqué de valoriser auprès de ce ministre des Affaires étrangères, la sympathie que l'Italie manifeste pour le possible rôle majeur que l'Argentine est en mesure de jouer dans la médiation du problème du Chaco, tout en veillant particulièrement à éviter d'impliquer l'Italie dans toute manifestation éventuelle de susceptibilité de la part des autres puissances régionales." En fait, l'Italie va postérieurement appuyer l'Argentine à la SDN en exaltant le rôle de ce pays dans la pacification du Chaco. Suvich, pourtant, dira à Saavedra Lamas que l'Italie ne pouvait pas délaissier localement les intérêts des autres pays médiateurs. (DDI, idem ibidem, doc. 678, 7 août 1935 ; ASMAE, AP, Argentina, b.7, télég. 1394/139, Roma, 7 juillet 1935)

<sup>7</sup>La bibliographie portant sur les intérêts de l'Italie en Afrique orientale et son intervention en Éthiopie, aussi bien que sur le rôle de la SDN dans l'affaire, rôle qui se situait dans une perspective de participation des pays européens et des États-Unis, est assez vaste ; on peut se référer par exemple à : GERBET, Pierre. *Le rêve d'un ordre mondial de la SDN à l'ONU*. Paris : Imprimerie Nationale, 1996 ; MIÈGE, J.L. *L'impérialisme colonial italien de 1870 à nos jours*. Paris : S.E.D.E.S., 1968 ; ROCHAT, Giorgio. *Guerre italienne in Libia e in Etiopia*. Treviso : Pagus, 1991 ; ISNENGUI, Mario. *Il sogno africano* in Angelo Del Boca (a cura di). *Le guerre coloniali del fascismo*. Roma-Bari : Laterza, 1991 ; BAER, George W. *La guerre italo-etiopica e la crisi dell'equilibrio europeo*. Bari : Laterza, 1970 ; PROCACCI, Giuliano. *Il Socialismo*

## 2 – L'Argentine : alliée privilégiée en Amérique du Sud :

Dès le début de son ascension au pouvoir, le fascisme italien remet à l'ordre du jour ses intérêts en Afrique orientale. Il réorganise son administration pour assurer sa présence en Somalie et en Erythrée et pour préparer une expansion économique en Ethiopie. En face de la résistance qu'oppose à ses projets le gouvernement de ce pays, et en dépit du 'Traité d'amitié, de conciliation et d'arbitrage' signé en 1928, entre les deux nations, l'Italie envisage, dès 1932, l'éventualité d'une occupation militaire. En réalité, il est aussi question de venger la défaite subie à Adoua en 1896 et de fonder un empire colonial<sup>8</sup>.

Après la guerre de 1914-18, l'Italie n'avait pas encore vu se réaliser les promesses qu'on lui avait faites, en 1915, au plan colonial ; en conséquence de quoi, ces compensations coloniales que la France et la Grande Bretagne lui avaient refusées, elle allait se charger de les prendre elle-même en Afrique. Le gouvernement italien voulait avoir des colonies de peuplement susceptibles d'absorber l'excédent de sa population. La fermeture de l'Amérique à

---

*internazionale e la guerra d'Etiopia*. Roma : Riuniti, 1978 ; PROCACCI, G. *Dalla parte dell' Etiopia*. Milano : Franco Angeli, 1984.

<sup>8</sup>Comme l'explique déjà Latinus en 1940, « la volonté d'accroître la puissance de son peuple est le centre dynamique de la politique extérieure du Fascisme. On affirme habituellement que la politique extérieure de chaque Etat est fixée par la position géographique, par la tradition historique et par les intérêts économiques. L'affirmation est exacte, mais partielle. Le Fascisme a poursuivi cette politique méditerranéo-africaine, innée dans le peuple italien et qui a commencé à se développer à la fin du Risorgimento : le Duce n'a fait que lui donner une impulsion vigoureuse. En réalité, le facteur déterminant de la politique extérieure de l'Etat est la volonté de l'Etat. » LATINUS. *L'azione dell'Italia nei rapporti internazionali dal 1861 a oggi*. Milano : Istituto per gli studi di politica Internazionale, 1940, pp.226-227.

l'émigration italienne poussait l'Italie à chercher d'autres territoires pour cet usage. Pourtant, l'Éthiopie était elle aussi et justement grâce à une intervention de l'Italie, membre de la SDN depuis septembre 1923 et sa condition de sociétaire lui accordait une protection dictée par l'article 10 du Pacte.

L'affaire est déclenchée le 5 décembre 1934, par un incident de frontière minime, à Oual-Oual, localité située dans une région appartenant au Négus mais contrôlée par les Italiens depuis plusieurs années. Une petite garnison indigène sous commandement italien échange des coups de feu avec une troupe éthiopienne qui conteste le droit de l'Italie sur cette zone. Le pays latin, revenant sur le fait, accuse l'Éthiopie. En face de l'intransigeance de l'Italie, le gouvernement éthiopien fait appel à la SDN. Des négociations sont établies, mais elles traînent en longueur. Le Conseil de la Ligue laisse aux deux puissances sociétaires, la France et l'Angleterre, le soin de la question. Elles doivent s'engager dans une procédure arbitrale comportant une date limite, le 25 juillet 1935. Les deux pays n'y parviendront pas. En conséquence, la SDN doit reprendre l'affaire, elle ne peut plus abdiquer ses responsabilités.

Vu les bonnes relations traditionnelles entre l'Argentine et l'Italie, et aussi la présence d'une importante communauté italienne au pays argentin, le gouvernement fasciste attend le soutien argentin à Genève. Son ambition est plus large encore ; l'Italie prétend trouver en Amérique du Sud des contrepoints aux possibles actions des puissances européennes opposées à sa politique au sein de la SDN. L'Argentine serait, alors, pense-t-il l'Italie, le porte-parole de cet appui général. Dans un premier temps, l'ambassadeur italien ne reste pas

insatisfait. Saavedra Lamas le rassure, «pour tout ce qui concerne Genève, le vote de l'Argentine sera acquis à l'Italie<sup>9</sup>. »

A la séance extraordinaire du Conseil de la Ligue, le 31 juillet 1935, pourtant, le nouveau délégué argentin, Ruiz Guiñazu<sup>10</sup>, fait une déclaration de vote défavorable à l'Italie. Il insiste sur l'idée que l'Argentine avait vocation à défendre la paix et sur le principe panaméricain de non reconnaissance des acquisitions territoriales obtenues par la force. Le sous-secrétaire des Affaires étrangères italien, Suvich, se montre surpris de voir l'Argentine se montrer plus véhémement que d'autres nations et lui reproche aussi d'avoir fait des pressions anti-italiennes sur le Chili et sur le Mexique . Et ce, alors que l'Italie avait exalté à Genève l'œuvre médiatrice de Saavedra Lamas dans la question du Chaco. Le gouvernement de Rome, rappelle Suvich, avait également soutenu l'Argentine dans sa précédente revendication d'un siège permanent au Conseil de la SDN<sup>11</sup>.

L'attitude apparemment contradictoire de l'Argentine à la SDN s'explique tout d'abord, par sa relation privilégiée avec l'Angleterre ; ensuite, par sa traditionnelle politique de résistance à la pressante ingérence des États-Unis en Amérique du Sud, et enfin, par sa prétention à avoir une politique extérieure prééminente dans le continent sud-américain. On voit donc l'Argentine adopter une double stratégie sur l'affaire éthiopienne, essayant de contenter à la fois les intérêts des anglais et ceux des italiens.

---

<sup>9</sup>DDI,série VIII,vol.I,doc.176,10 mai 1935.

<sup>10</sup>Le délégué de l'Argentine auprès de la SDN était, jusqu'à ce moment, l'ambassadeur argentin à Rome, José Maria Cantilo. Ce fait paraissait, aux yeux de l'Italie, renforcer les possibilités d'accord entre les deux pays. Mais, à partir de cette séance, l'Argentine va être représentée par son ambassadeur à Berne, Ruiz Guinazu. Saavedra Lamas, à la demande du gouvernement italien, justifie ce changement en en faisant une simple nécessité bureaucratique, celle d'avoir un office permanent à Genève.(DDI,sérieVIII,vol.I,doc.694,9 août 1935)



Cette ambiguïté se révèle difficile au niveau de la réalisation au fur et à mesure que les événements se précipitent. Au début, pour répondre aux protestations italiennes tout à fait prévisibles, Saavedra Lamas essaie d'accuser son délégué à la SDN d'avoir excédé ses fonctions et réaffirme son admiration pour le gouvernement de Mussolini. Il admet, néanmoins, avoir subi des pressions personnelles d'Eden poussant l'Argentine, au nom « des amples rapports politiques et économiques anglo-argentins »<sup>12</sup>, à soutenir la thèse proposée à la SDN par l'Angleterre<sup>13</sup>. En fait, les attentes de la diplomatie italienne par rapport aux positions de l'Argentine à la SDN coïncidaient largement avec celles du Foreign Office, c'est-à-dire que l'Angleterre voulait trouver elle aussi en l'Argentine, un porte-parole bienveillant en Amérique du Sud.

Il existait entre l'Angleterre et l'Argentine une large tradition commerciale datant du 19<sup>ème</sup> siècle et qui avait produit un arrangement d'intérêt assez puissant entre d'un côté, les grands propriétaires fonciers et les intermédiaires locaux, c'est-à-dire la bourgeoisie commerciale, et de l'autre côté, les prétentions britanniques. Bénéficiant toujours d'un surplus en sa faveur, l'Argentine exportait en Grande Bretagne des viandes et des céréales. Elle y achetait des produits manufacturés (surtout des textiles) et du charbon. Les

---

<sup>11</sup> DDI, série VIII, vol. I, doc. 678, 7 août 1935.

<sup>12</sup> DDI, série VIII, vol. I, doc. 694, 9 août 1935.

<sup>13</sup> Au début, les explications du ministre des Affaires étrangères argentin furent considérées comme acceptables par l'ambassadeur italien à Buenos-Aires, Arlotta. Ce dernier s'exprime à ce sujet dans une correspondance avec l'Italie (DDI, série VIII, vol. I, doc. 863, 30 août 1935): « J'ai la forte impression que l'Angleterre développe ici une intense action (...) afin d'obtenir le soutien des principaux sociétaires proclamés ; je pense, pour résumer tout ce qui précède que, sauf imprévu de dernier moment, l'Argentine cherchera à avoir, plus que d'autre, une position prudente et neutre. » De plus, poursuit Arlotta, le Président de la République argentine en personne a pris position : « Même sans faire une déclaration explicite 'contraire' à l'Angleterre,

avantages du pays de la Plata étaient compensés pour l'Angleterre par la mise en oeuvre de ses divers services financiers et par les services de fret des transports maritimes effectués dans ce commerce anglo-argentin<sup>14</sup>.

Avec la crise de 1929 et l'adoption par l'Angleterre de mesures protectionnistes, tel le système des quotas d'importations, établi au bénéfice du Commonwealth, les ventes de l'Argentine furent sérieusement menacées. L'Australie, le Canada, l'Afrique du sud réclamaient la prééminence de leur viande et de leur blé sur les produits argentins. Dans ce moment délicat, le pays latino-américain choisit plutôt de consolider sa dépendance à l'égard du marché anglais, à travers le pacte 'Roca-Ruciman', signé le 2 mai 1933 et valable pour trois ans. C'est l'abandon du traditionnel libre-échange des années 1920. L'accord assurait au gouvernement argentin des quotas minimums d'exportation de viande en échange de concessions encore plus avantageuses faites aux exportations et aux investissements anglais. En adoptant cette attitude, le gouvernement argentin amplifiait le caractère agricole de l'Argentine et l'influence des éleveurs de bétail du pays<sup>15</sup>. En 1934, date assez proche du déclenchement de l'affaire éthiopienne, les opérations commerciales anglaises en Argentine atteignaient leur maximum, soit 453 millions de livres sterling.

---

le Général Justo, examinant les motifs de l'opposition du gouvernement britannique au point de vue italien, s'était spontanément exclamé: 'Il s'agit de raisons d'hégémonie en Afrique' »

<sup>14</sup>Comme explique Mario RAPOPORT (*Gran Bretaña, Estados Unidos y las clases dirigentes argentinas: 1940-1945*. Buenos-Aires: Editorial de Belgrado, 1982, p.20), « en 1910, les exportations vers le Royaume Uni ont constitué 44% du total des soldes exportables de cette année, alors que les importations d'origine anglaise, qui en sont presque arrivées à comprendre la moitié des exportations anglaises en Amérique latine, ont représenté 31% du total des produits importés. En 1920, la participation anglaise, dans le commerce extérieur argentin, a été de 23,4% pour les importations et de 26,8% pour les exportations; en 1929(...)l'Argentine a envoyé en Angleterre 99% de ses exportations de viande bovine refroidie, 54% de ses exportations de viande bovine congelée, 18% de ses exportations de laine, 34% de ses exportations de blé... »

<sup>15</sup>CONIL PAZ, Alberto et FERRARI, Gustavo. *Política Exterior Argentina: 1930-1962*. Buenos-Aires: Editorial Huemul, 1964, pp.09 à 25.

De leur côté, les États-Unis progressaient dans l'économie argentine surtout depuis la fin de la Première Guerre mondiale. Leurs investissements étaient passés de 39 millions de dollars en 1913 à 645 millions de dollars en 1931, date à laquelle leur participation dans le total des capitaux étrangers ancrés en Argentine était déjà de 16,5 %. Les exportations de machines, d'automobiles, de fer, par exemple, avaient supplanté la concurrence anglaise. Néanmoins, à la différence de l'excédent que l'Argentine maintenait dans sa balance commerciale avec l'Angleterre, le commerce avec les États-Unis était déficitaire. Plus important encore, les marchés nord-américains étaient fermés aux céréales et à la viande argentine. L'élite productrice foncière de l'Argentine tenait donc naturellement à favoriser le commerce avec l'Angleterre<sup>16</sup>.

Au niveau de sa politique internationale, l'Argentine des années 1920 et du gouvernement Hipolito Irigoyen, professait plutôt l'isolationnisme ; mais dès le début, on l'a vu, cette position n'empêchait pas de tenter, dans une certaine mesure, de résister aux avances nord-américaines en Amérique latine. Le pays de la Plata avait adhéré à la SDN, en qualité de 'membre invité', le 16 janvier 1920. Mais, il n'avait pas fait une simple adhésion de principes à la Ligue, car il prétendait introduire des modifications qu'il jugeait primordiales. L'Argentine tenait à prendre une partie active dans l'élaboration du nouveau statut international. A ce propos, Marcelo T. Alvear, représentant argentin à la première assemblée de Genève qui siège entre le 15 novembre et le 18 décembre 1920, plaide l'admission automatique de tous les Etats souverains à la SDN, ainsi que le principe de l'égalité des nations au sein du Conseil, dont les sièges devaient être tous soumis à une élection annuelle. Il propose encore

---

<sup>16</sup>RAPOPORT, Mario, op.cit, pp.27,28.

formellement de soumettre les sièges permanents des grandes puissances à une réélection, qui pourrait être renouvelée indéfiniment<sup>17</sup>. Cependant non seulement l'Assemblée se montre défavorable aux amendements de l'Argentine, mais celle-ci n'a même pas l'appui des pays latino-américains. A en croire le représentant brésilien à la Ligue de cette époque, José Carlos Macedo Soares,

« le Brésil s'opposa au projet argentin et il agit de son mieux, dans les couloirs de l'Assemblée, pour empêcher que le Chili, en adhérant à l'initiative de la République Argentine, ne donnât à cette proposition un caractère américain, qui aurait consacré l'orientation véritablement démocratique du Continent, en face de l'oligarchie souhaitée par les grandes puissances européennes<sup>18</sup>. »

Devant l'échec de sa motion, l'Argentine suspend sa collaboration avec la SDN. Pendant treize ans, elle n'y envoie pas de délégations, mais son retrait ne fut jamais formel.

Après la révolution de 1930, on assiste à une active réinsertion de l'Argentine dans le scénario international. Désirant prendre parti dans les négociations de paix entre Paraguay et Bolivie, et participer de nouveau aux

---

<sup>17</sup>Le Pacte de la SDN, signé le 28 avril 1919, prévoit une Assemblée générale à laquelle participent tous les Etats membres – 47 en 1920, 60 en 1934 – et un Conseil formé des cinq (quatre après l'abstention américaine) puissances victorieuses ( Empire britannique, États-Unis, France, Italie, Japon) et de quatre membres désignés par l'Assemblée ( 6 à partir de 1922, 9 à partir de 1926). Les membres non permanents sont élus à tour de rôle. Par suite du refus du Congrès américain de ratifier le traité de Versailles, le 19 mars 1920, les États-Unis vont être absents de la Ligue.

réunions panaméricaines en essayant d'obtenir la direction de la politique sud-américaine, elle fait sa rentrée au sein de la SDN. Sous l'orientation du Président Augustin P. Justo récemment nommé qui souhaite développer une « ample collaboration avec Genève »<sup>19</sup>, le gouvernement argentin fait savoir le 27 septembre 1933, que son Parlement a voté à l'unanimité la réintroduction de l'Argentine à la SDN. Il y avait pourtant une forte objection dans l'article 5 de la Loi argentine 11.752 qui régularisait l'adhésion à la Ligue. L'Argentine n'entendait pas reconnaître la Doctrine de Monroe<sup>20</sup> :

« En communiquant la présente Loi au Secrétariat de la SDN, l'exécutif déclare que la République Argentine regarde la Doctrine de Monroe mentionnée à titre d'exemple dans l'article 21 du Pacte, comme une déclaration politique unilatérale qui, en son temps, a rendu un signalé service à la cause de l'émancipation de l'Amérique mais ne constitue pas une entente régionale aux termes de l'article en question<sup>21</sup>. »

Pourtant, quand les États-Unis avaient demandé l'introduction de la Doctrine de Monroe au moment de la formulation du Pacte de la Ligue, presque aucun pays latino-américain invité à adhérer à l'organisme n'avait fait

---

<sup>18</sup>MACEDO SOARES, José Carlos. *Le Brésil et la Société des Nations*. Paris: A. Pedone, 1927, p.100 ; GARCIA, Eugênio V. *A candidatura do Brasil a um assento permanente no Conselho da Liga das Nações* in *Revista Brasileira de Política Internacional*, n°1, 1994.

<sup>19</sup>Cité par MOORE, David R., *op.cit.*, p.453.

<sup>20</sup>Dans le passé, en 1922, l'Argentine s'était servi de la doctrine Drago, afin de résister à un panaméricanisme trop régenté par Washington. Drago était le ministre des Affaires étrangères qui, en réponse au concept de la Doctrine Monroe durci par le Secrétaire d'Etats Olney, avait déclaré en cette même année : 'L'endettement d'un pays ne doit pas être prétexte à une intervention armée.'

<sup>21</sup>Cité par GUERRERO-PEREZ. Manuel, *op.cit.*, p.45, et suivantes: « A ce propos, M. Saavedra Lamas disait: 'C'est triste à dire, le droit international ne possède pas de sanctions; mais, il

d'objection, à l'exception du Salvador, accompagné timidement par le Honduras, l'Uruguay et Panama. Par deux fois, en 1919 et en 1920, le Salvador, envisageant les implications politiques de cette disposition nord-américaine, a essayé d'obtenir de la part des États-Unis une interprétation juridique précise de l'article 21, tout en affirmant que celui-ci devait être un 'principe de droit public universel'.

D'autres pays à l'époque ont, au contraire, renforcé la mesure. La délégation chilienne à l'assemblée de la Ligue, en 1921, affirme à ce sujet, « il est une reconnaissance formelle du principe de Droit international américain, selon lequel les Etats qui ne sont pas américains, en conséquence l'Assemblée, ne peuvent pas intervenir dans des questions qui concernent exclusivement les pays du Nouveau Monde<sup>22</sup>. » Le ministre des Affaires étrangères brésilien, Felix Pacheco, s'exprime dans le même sens en 1924, « il n'y a pas de dysharmonie ni de contradiction entre l'action que nous menons en Europe, à la Ligue des nations, et l'action que nous menons ici. Notre jugement, là bas comme ici, est uniforme, toujours nettement américain, c'est-à-dire qu'il est dirigé par les idéaux salutaires de l'Amérique, par les canons juridiques de l'Amérique<sup>23</sup>. »

Lors de la sixième conférence panaméricaine, celle de La Havane en 1928, les résistances de l'Argentine à l'incorporation de la Doctrine dans le Pacte se manifestent avec clarté quand le représentant argentin José Maria Cantilo déclare :

---

existe un gendarme énorme (les États-Unis) qui se promène en face de l'Océan et qui donne une valeur à cette théorie en assumant spontanément une fonction de défense.' »

<sup>22</sup>Cité par CALMON, Pedro. *Brasil e América: história de uma política*. 2<sup>e</sup>ed. Rio de Janeiro: José Olympo, 1944, p.136.

« Je considère comme un devoir de présenter au nom de la vérité historique une objection envers l'article 21 du pacte de la Société des nations. La doctrine de Monroe dont il est question dans cet article constitue une déclaration politique des États-Unis. Il serait inexact de donner, comme on le fait, à l'article 21, quoique ce soit seulement à titre d'exemple, le nom d'entente régionale à une déclaration politique unilatérale qui n'a pas été, que je sache, explicitement approuvée par les autres pays américains<sup>24</sup>. »

En fait, dans l'affaire du Chaco, l'Argentine tente de neutraliser la participation des États-Unis à travers la présence de la SDN. Faisant référence à la légitimité que la Ligue avait donnée à la gestion du conflit, Saavedra Lamas rappelle, « nous n'avons eu besoin de créer aucun engrenage compliqué, aucune complexe structure internationale pour mettre fin au contentieux<sup>25</sup>. » Le succès de l'Argentine dans la résolution du problème du Chaco est dû simultanément à la nouvelle phase politique des États-Unis dans leurs rapports avec l'Amérique latine, à savoir le 'bon-voisinage', et le considérable recul stratégique de la nation nord-américaine. Il n'empêche. L'Argentine veut avoir l'appui d'autres pays américains et de la Ligue pour développer sa politique 'anti-hémisphérique'. Elle fait appel aux statuts juridiques de la Société pour atteindre son but. Pour s'affirmer dans la dispute interne avec son voisin rival, le Brésil, elle évoque encore sa condition de sociétaire. Or, cette condition a une contrepartie, en l'occurrence un certain engagement vis à vis des décisions

---

<sup>23</sup> PACHECO, Felix. *O dia da América*. Rio de Janeiro, 1924, p. 18.

<sup>24</sup> Cité par GUERRERO-PEREZ, Manuel, *op. cit.*, p. 178.

prises par la SDN. L'alliance avec l'Angleterre et d'autres pays européens, comme l'Italie, est donc fondamentale. La question devient difficile quand il faut ménager des pressions diverses venant de ces mêmes pays, et dont l'exemple est donné par le conflit italo-éthiopien.

### 3 – Le Brésil et d'autres pays sud-américains à la SDN :

Quelle va être la position du Brésil dans la question éthiopienne ? L'ambassadeur italien à Rio de Janeiro, Roberto Cantalupo, sait déjà que l'orientation du pays va sensiblement dépendre des actions des États-Unis<sup>26</sup>. La politique de 'bon voisinage' du pays nord-américain avait également conditionné les relations du Brésil avec l'Amérique du Sud. Dans ce contexte, on assiste à une amélioration des relations avec l'Argentine qui se traduit dans des accords plus satisfaisants dans le domaine commercial et dans un échange de visites officielles entre les Présidents argentin Justo (1933) et le Brésilien Getúlio Vargas (1935). Néanmoins, tout au long de cette période, une «interaction conflictuelle» demeure<sup>27</sup>.

---

<sup>25</sup>Cité par CONIL PAZ, A. et FERRARI, G., *op. cit.*, p.44.

<sup>26</sup>Sur le sujet, Cantalupo entreprend une évaluation (DDI, série VIII, vol. I, doc. 841, 28 août 1935): « Si la nouvelle est répandue que cet ambassadeur des États-Unis [au Brésil] a essayé de persuader le gouvernement brésilien d'adopter la plus étroite neutralité dans le conflit italo-éthiopien(...) ce gouvernement adopte toujours la politique des États-Unis sans contester. »

<sup>27</sup>Voir PUIG, J.C. *De la Dependência à la Liberación*. Buenos-Aires: La Bastilla, s/d.



Le Brésil montre son désir de faire face à l'ascendant de l'Argentine et garde toujours une méfiance assez vive sur le plan militaire. En conséquence de quoi, le gouvernement brésilien approfondit davantage ses liens avec les États-Unis en appuyant leurs positions politiques. Le Brésil va également s'équiper militairement au point de surpasser le potentiel guerrier argentin. Sur la scène politique de l'Amérique du Sud, le gouvernement brésilien va désormais assumer plutôt le rôle de médiateur ou de délégué entre les États-Unis et ce continent. Jusqu'à la Seconde Guerre mondiale, en tout cas, la prééminence politique interne sera favorable à l'Argentine.

Comme à ce moment le Brésil n'appartient pas à la SDN et que l'Amérique du nord prône la neutralité dans l'affaire éthiopienne, on attend du gouvernement brésilien la même orientation. Ce dernier gouvernement, d'après Cantalupo, avait même suggéré de fournir de la nourriture et d'autres produits aux troupes italiennes en cas de besoin<sup>28</sup>. Pour renforcer ses attentes, l'Italie pouvait compter sur le fait que le gouvernement de Rio de Janeiro accusait Londres de ne pas avoir eu une position claire sur la rébellion de San Paulo en 1932, et de ne pas faciliter l'entrée du Brésil à la SDN en lui offrant un siège permanent au Conseil. En outre, le Brésil avait eu une rupture conflictuelle avec la SDN dans les années vingt.

Dans une décision controversée, le gouvernement brésilien, en 1926, retire sa collaboration à l'Institution de Genève. Etant l'unique pays de l'Amérique du Sud à avoir participé au Premier conflit mondial – le Brésil déclare la guerre à l'Allemagne le 11 octobre 1917 -, il entre dans les

négociations de paix et participe à l'organisation de la SDN. Il est donc invité, en tant que «puissance à intérêt limité », à désigner, avec la Belgique, la Chine, le Portugal et la Serbie, un délégué aux travaux qui précèdent l'élaboration du Pacte de la Société des nations. Ce représentant sera Epiácio Pessoa, futur chef d'Etat brésilien. Le 28 avril 1919, la Conférence plénière pour la paix propose que le Brésil, l'Espagne, la Belgique et la Grèce soient désignés comme membres non permanents du Conseil. Le Brésil sera, par la suite, réélu et occupera la même place de 1920 à 1925.

En 1926, à cause de l'augmentation des sièges non permanents au Conseil - le continent américain compte déjà deux places, mais qui sont toujours temporaires - le Brésil plaide en faveur d'une augmentation simultanée des sièges permanents qui, selon une appréciation positive de José Carlos et de Macedo Soares, ministre des Affaires extérieures brésilien à l'époque, « aurait pour résultat de renforcer l'oligarchie des grandes puissances, c'est-à-dire de réaffirmer la conception politique première de la Société des nations<sup>29</sup>. »

Le gouvernement brésilien, bien entendu, avait la prétention de prendre une place permanente et de se poser en tant que délégué des petites puissances en face des grandes. Se considérant comme la plus grande puissance sud-américaine, il voulait également passer pour le représentant du continent<sup>30</sup>. Point de vue qui ne rencontre pas l'unanimité dans les pays voisins. Si le représentant chilien, Augustin Edward, propose dès 1921, un siège

---

<sup>28</sup>DDI,sérieVIII,vol.I,doc.802,24 août 1935. D'après Cantalupo, "Macedo Soares a réaffirmé le vif désir de son gouvernement d'accroître les exportations en Italie pendant le conflit." (DDI,sérieVIII,vol.II,doc.523, 30oct. 1935).

<sup>29</sup>MACEDO SOARES, José Carlos, *op.cit.*,pp.102-103.

<sup>30</sup>Les ambitions du Brésil au niveau du continent étaient déjà connues depuis longtemps. D'après Pierre DENIS (*Le Brésil au XXe siècle*.Paris,1909,p.59), "si le Brésil n'a pas encore de

permanent au Brésil « en reconnaissance des services rendus à la Société <sup>31</sup> », le juriste colombien J. M. Yepes déclare que « la solidarité et l'organisation internationales appuyées sur des bases de justice et d'équité sont une fois encore les lignes d'action que l'Amérique latine s'efforcera de faire accepter par la Société des Nations <sup>32</sup>. »

La demande brésilienne est ajournée, la Grande Bretagne déclarant qu'il valait mieux attendre un moment plus opportun. Mais des divergences ont lieu à l'occasion de l'entrée de l'Allemagne dans la Société. Le Reich, après les accords de Locarno, accepte de se faire représenter à Genève, à la condition qu'on lui octroie un siège permanent. Le gouvernement brésilien ne se montre pas hostile à l'admission de l'Allemagne à l'Assemblée, mais considère qu'il faudrait également tenir compte de sa propre candidature à un siège permanent, question qu'il jugeait virtuellement posée depuis 1921. Les pays membres du Conseil préfèrent nettement maintenir la politique de Locarno plutôt que donner satisfaction aux revendications brésiliennes. Loin de soutenir le Brésil, le plupart des Républiques d'Amérique prennent position contre la proposition brésilienne, d'où une décision de retrait <sup>33</sup>.

Mais d'autres pays d'Amérique du Sud ont fait partie de la SDN dès le début. La Bolivie, l'Uruguay, le Pérou étaient déjà 'membre originaire' quand

---

politique mondiale, il a du moins, une politique américaine et souhaite établir en Amérique du Sud son hégémonie morale."

<sup>31</sup>Cité par MONTARROYOS, E. *Le Brésil et la crise de la Société des Nations en 1926*. Genève: Kunding, 1926, p.10

<sup>32</sup>YEPES, J.M. *La Contribution de l'Amérique latine au développement du droit international public et privé*. Paris, Recueil Sirey, 1931, p.21.

<sup>33</sup>Voir BOTELHO ARRUDA, Roberto. *Le Brésil et ses relations extérieures*. Paris: Mazarines, 1935; MACEDO SOARES, José Carlos. *Le Brésil comme membre de la Société des Nations in Dictionnaire Diplomatique*. Tomel, Paris, 1933, p.362; RODRIGUES, José Honório et SEITENFUS, Ricardo A. S. *Uma história diplomática do Brasil, 1531-1945*. Rio de Janeiro: Civilização Brasileira, 1995, pp.268 à 346.

l'Argentine, le Chili, la Colombie, le Paraguay et le Venezuela étaient encore 'membres invités'. Le Chili et l'Argentine furent de ceux qui, les premiers, manifestèrent leur soutien à la nouvelle organisation, avant même l'institution légale de la Société. Le 10 mars 1919, le gouvernement du Chili déclare être favorable à l'idée, et le 10 janvier 1920 ce pays adhère officiellement. Son premier représentant est nommé Président de l'assemblée chargée de l'admission des nouveaux Etats, et en 1922 un Chilien, Augustin Edwards, est élu Président de la troisième assemblée.

L'Uruguay et la Bolivie ont déposé les instruments de ratifications avant l'entrée en vigueur du Pacte. Le Paraguay devient membre le 20 janvier 1920 et le Venezuela, le 3 mars 1920. L'Équateur avait, pour sa part, signé le Traité de Versailles et figurait dans la liste des membres originaires de la SDN. Mais, par suite d'une série de circonstances institutionnelles internes, l'Équateur n'adhère officiellement à la SDN que le 28 septembre 1934.

A travers les médiations de la SDN, les pays sud-américains espéraient résoudre quelques conflits internes, et voir s'affaiblir l'ingérence nord-américaine sur le continent. Ils seront vite déçus<sup>34</sup>. A l'occasion de la première assemblée en 1920, la Bolivie et le Pérou adressent une pétition à la SDN pour qu'elle les aide à résoudre leurs litiges de frontière avec le Chili. Dans la Guerre du Pacifique à la fin du 19<sup>ème</sup> siècle, s'opposant à la coalition formée par la Bolivie et le Pérou, le Chili avait annexé le territoire péruvien de Tacna-Arica.

---

<sup>34</sup>D'après l'opinion du juriste Simon PLANAS-SUAREZ (*La politica europea y la Sociedad de las Naciones. Una advertencia a la America*. Barcelona, 1935, p.6), « l'intervention de la Société des nations dans le continent américain a été absolument nulle » et « les garanties du pacte sont inexistantes par rapport aux États-Unis. La Société des nations elle-même par l'adjonction au statut du pacte de l'article 21, s'est d'ailleurs interdit toute action en Amérique et c'est pourquoi nous avons pu dire qu'elle était inopérante. » Voir aussi JEPES, S.M. et PEREIRA de

Pour la Bolivie, cette région était un accès à la mer, d'où sa revendication sur le port d'Arica. L'article 19 du Pacte sociétaire concédait la possibilité de réviser des traités jugés non acceptables. Devant l'absence de réponse, Bolivie présente à nouveau sa plainte devant la deuxième assemblée, en 1921. Mais de son côté, le Chili ne reconnaît pas la légalité de la démarche bolivienne. Il invoque l'article 21 du Pacte qui reconnaît la Doctrine de Monroe, pour démontrer qu'une question interne au continent ne devait pas être résolue par des nations non-américaines.

Sous la pression nord-américaine, la Commission nommée par la SDN rend un avis défavorable pour la Bolivie. A la suite de quoi, à partir 1922, les délégués péruviens et boliviens seront absents des assemblées de Genève. Les États-Unis surveillent désormais les négociations qui suivent entre le Pérou et le Chili. Après la signature du traité avec le Chili, le Pérou renvoie ses représentants à l'assemblée de 1929. L'accord laisse au Chili le port d'Arica et restitue Tacna au Pérou. La Bolivie, ignorée par le traité, se tourne vers les États-Unis afin de protester. Inutilement. Elle finit par renvoyer elle aussi ses représentants à la SDN en 1929<sup>35</sup>.

La Colombie, à son tour, était entrée à la Ligue le 12 février 1920, mais avec des réserves. Son adhésion ne voulait pas dire qu'elle reconnaissait

---

SILVA. *Commentaire théorique et pratique du pacte de la Société des Nations et des statuts de l'union panaméricaine*. Paris, 1934.

<sup>35</sup> BORROS BORGONO. *The Problem of the Pacific and the News Policies of Bolivia*. Baltimore, 1924, p.20; PEREZ-GUERRERO, M. op.cit., pp.48 a 50. Le gouvernement péruvien avait, en fait, l'espoir de voir le conflit résolu déjà par une intervention européenne à la conférence de la paix, rendant à son pays le territoire de Tacna-Arica. Mais la Bolivie, qui figure elle aussi au nombre de ceux qui voient alors au secours de la victoire, délègue à Versailles, puis à Genève, son ex-président Ismaël Montes ; c'est qu'elle espère, en portant sa querelle avec le Chili sur le forum international, se voir restituer, par l'arbitrage des Grands, l'accès à la mer perdu en 1883. Voir VIAL G.C. *Historia de Chile*, 1891-1973. Vol.II. Santiago, 1983, pp.556-564, 643-650. D'ailleurs, pour

l'indépendance de la République du Panama, membre originaire de la SDN. Le Conseil décide d'accepter la présence de la Colombie, sans aucune référence à la question faisant litige. C'était contradictoire. Un membre de la SDN ne pouvait pas se refuser de reconnaître la qualité d'Etat à un autre membre. L'impasse commence à être résolue avec l'ascension de Harding à la Présidence nord-américaine. Celui-ci demande au Congrès de donner satisfaction à la Colombie en mettant fin à un antagonisme d'environ vingt ans entre les deux pays, lequel était un handicap pour la solidarité panaméricaine. La réconciliation est scellée par l'entrée en vigueur du traité du 6 avril 1920 par lequel la Colombie reconnaît le Panama. En échange, les États-Unis réalisent des investissements significatifs en Colombie<sup>36</sup>.

Enfin, la SDN en face du retrait du Brésil et de la suspension, par l'Argentine, de sa collaboration, organise l'Office de l'union latino-américaine et envoie en 1927, le Secrétaire Éric Drummond parcourir les Amériques afin de fortifier et rebâtir les liens d'amitié. Malgré ce dernier effort, en face des événements en cours, ce qui demeure évident pour les pays sud-américains, c'est la constatation du pouvoir d'ingérence des États-Unis et de la faiblesse de la Ligue, voire de son manque d'intérêt pour leurs problèmes continentaux.

---

ce qui est du conflit Tacna-Arica, les Italiens l'associaient au conflit Trento-Trieste, d'avant la Première guerre, et les Français le considéraient comme l'Alsace-Lorraine américaine.

#### 4 – Le conflit italo-éthiopien : visées sud-américaines.

En préparation à la séance du Conseil de la SDN fixée au 4 septembre 1935, le gouvernement italien lance un appel à tous ses représentants diplomatiques à l'étranger, les invitant à se mobiliser à travers tous les moyens disponibles afin de justifier une intervention de l'Italie en Éthiopie<sup>36</sup>. Le but de cette séance avait été défini le 3 août 1935 et il était question de faire une évaluation générale de l'affaire italo-éthiopienne. Les pays d'Amérique du Sud sont alors l'objet d'approches généralisées. La question est de savoir quel sera le positionnement de ces pays dans le cas où la SDN proposerait des sanctions.

En vérité, cette séance du Conseil représentait l'échec des efforts faits pour trouver une solution en dehors de la SDN. L'Angleterre et la France avaient essayé de sauver le 'front de Stresa'. Dès le début, pourtant, les deux grandes puissances du Conseil étaient divisées quant à la conduite à tenir. Une conférence tripartite franco-anglo-italienne se réunit du 15 au 18 août 1935. La France et l'Angleterre avaient formulé de nouvelles propositions. Un mandat commun des trois pays serait établi sur l'Éthiopie avec une prépondérance italienne en matière administrative et militaire. Mais Mussolini entendait donner suite à son intention d'envahir l'Éthiopie. Il refuse le compromis le 18 août 1935.

Toutefois le Conseil, pour la première fois, s'était formellement engagé à s'occuper du problème. La SDN ne possédait pas de résolutions permettant d'empêcher la guerre, mais elle avait des moyens en principe efficaces pour

---

<sup>36</sup> PARKS, E.T. *Colombie and the United States, 1765-1934*. Durham: Duke University, 1935.

<sup>37</sup> DDI, série VIII, vol. I, doc. 791, 23 août 1935.

punir l'Italie si le Pacte était violé. A ce moment donc, l'Institution de Genève ne peut plus rester indifférente à la crise éthiopienne. Les intérêts britanniques sont directement en jeu. L'Angleterre, qui occupe l'Égypte et le Soudan, ne voit pas d'un bon œil une présence accrue de l'Italie en Afrique orientale. Une conquête permanente de l'Éthiopie par l'Italie menacerait l'irrigation de l'Égypte ; le Soudan qui se trouvait entre l'Éthiopie et la Libye pourrait éveiller les ambitions de Mussolini ; l'Italie représenterait un danger imminent sur la route des Indes. De plus, l'opinion publique anglaise comme celle des principaux pays non-révisionnistes se positionnait en faveur d'une attitude de fermeté de la SDN<sup>38</sup>.

L'Angleterre seule avait vraiment le pouvoir d'imposer les principes des sanctions figurant dans le Pacte. Néanmoins, le gouvernement anglais ne veut pas assumer cette responsabilité. Il décide de ne pas agir avant que les autres pays sociétaires ne soient d'accord, spécialement la France. L'Angleterre exerce à ce moment-là des pressions sur ces pays au nom du concept de 'l'obligation collective'. Elle ne souhaite pas, pourtant, une intervention militaire en Italie. La France est réticente. Ses intérêts en Éthiopie se limitent au chemin de fer Djibouti-Addis-Abeba. Les accords signés à Rome en janvier 1935 venaient de régler l'essentiel de son contentieux colonial avec l'Italie. Par ailleurs, elle comptait sur l'appui de ce pays en face d'une Allemagne renaissante. Sa politique de défense était en question. Une rupture avec l'Italie ne serait pas intéressante dans l'immédiat. Des mesures conciliatrices

---

<sup>38</sup>Voir : WALEY, Daniel. *British public opinion and the Abyssinian war, 1935-1936*. Londres : Maurice Temple Smith, 1975 ; GOGLIA, Luigi. La propaganda italiana a sostegno della guerra contro l'Etiopia svolta in Gran Bretagna nel 1935-1936 in *Storia Contemporanea*, XX, 5, oct. 1984, pp. 845-906.



paraissaient plus indiquées. Les Anglais, au contraire, dès le début 1935 remettent plusieurs avertissements à l'Italie.

Le sous-secrétaire des Affaires étrangères italien, Suvich, envoie alors, à la fin de mois d'août 1935, les grandes lignes des explications concernant le conflit, qui doivent être suivies par ses diplomates dans les pays sud-américains. Ce qu'il avait déjà fait pour d'autres ambassades et légations italiennes dans le monde<sup>39</sup>. Le contenu était extrait du mémoire que le diplomate Raffaele Guariglia, avait préparé à partir de juin 1935 en collaboration avec l'Office pour l'Éthiopie. L'objectif poursuivi était de soumettre le mémoire au Conseil de la SDN<sup>40</sup>.

D'après le mémoire, l'Italie revendique une priorité naturelle sur l'Abyssinie étant donné qu'elle avait été la première à réaliser une «œuvre civilisatrice» dans cette région. Après une brève période de turbulences, dues au conflit de 1895-1896, l'Italie s'était engagée dans une politique de paix visant à favoriser une croissance économique mutuelle et pacifique. Afin de démontrer sa bonne volonté, un traité d'amitié est signé au mois d'août 1928. En dépit de tous ces efforts, l'Éthiopie devenait de plus en plus agressive, révélant sa vraie condition et son caractère barbare d'Etat feudataire et esclavagiste, absolument incapable de faire respecter les droits primordiaux aussi bien des Etats limitrophes que des citoyens des colonies italiennes. Ce pays africain méprisait ainsi les engagements pris à la SDN. De plus, l'Éthiopie développait une politique d'armement tout à fait hostile. En conséquence, selon le

---

<sup>39</sup> DDI, Série VIII, vol. I, doc. 810, 25 août 1935; doc. 804, 24 août 1935.

<sup>40</sup> BAER, George W., *op.cit.*, p. 409.

gouvernement italien, l'unique option possible était d'agir en légitime défense et de mettre définitivement fin à cet état de choses.

Dans ce scénario et répondant à la demande des représentants italiens, les pays sud-américains proposent une réponse. Le ministre des Affaires étrangères uruguayen déclare au consul italien du pays, Carbonelle, qu'il n'y avait pas de raisons, pour le moment, de prendre position sur le conflit italo-éthiopien, puisque l'Uruguay ne faisait pas partie du conseil de la SDN. En outre, il ne s'agissait pas d'une affaire américaine. A son avis, les questions européennes devaient être résolues par les nations concernées. Celles-ci étant mieux à même de proposer les solutions possibles<sup>41</sup>. A Genève, le délégué du Chili, considéré par le chef de Cabinet italien, le baron Aloisi, comme quelqu'un de bien disposé à l'égard de l'Italie, fait savoir à ce dernier que, en dépit de sa position personnelle, son gouvernement avait donné des instructions pour un total alignement sur la conduite franco-britannique. En cas de désaccord, le Chili devrait suivre la France<sup>42</sup>. De son côté, la délégation argentine garde son orientation peu favorable au point de vue de l'Italie. Quant à la Bolivie, le chargé d'Affaire italien à La Paz, Toni, essaie d'avoir l'appui de ce pays moyennant le vote de l'Italie à la candidature bolivienne au Conseil<sup>43</sup>.

En général, en ce qui concerne l'affaire italo-éthiopienne, les gouvernements sud-américains ne voulaient pas pour le moment prendre de position nette. La question ne les touchait pas directement, exception faite d'un soutien théorique des principes de la SDN. Ils avaient plutôt des rapports économiques intéressants, soit avec l'Angleterre, soit avec l'Italie. Une possible

---

<sup>41</sup> DDI, Série VIII, vol. II, doc. 23, 3 sept. 1935.

<sup>42</sup> DDI, Série VIII, vol. II, doc. 101, 13 sept. 1935; doc. 110, 14 sept. 1935.

confrontation avec l'un des deux pays ne paraissait pas avantageuse. L'adoption de sanctions contre l'Italie affecterait sans doute leurs économies<sup>44</sup>. De plus, une attitude contraire à l'Italie pourrait mécontenter les communautés italiennes résidentes<sup>45</sup>.

À Genève, les événements de septembre et octobre 1935 allaient démontrer la faillite des négociations avec le Duce. Les compromis formulés afin de satisfaire à la fois, aux exigences de l'Italie et aux intérêts de l'Angleterre et de la France tout en sauvegardant une apparence de légalité genevoise s'étaient révélés sans effet réel. Lors de la séance du 4 septembre, on décide cependant de mettre hors de cause l'Italie dans l'affaire de Oual-Oual. L'Éthiopie n'est pas condamnée non plus. Le Conseil cherche encore le compromis. Raison pour laquelle le Conseil suggère, sans apporter de grandes variations par rapport aux propositions précédentes, de placer l'Éthiopie sous tutelle internationale, mais sans que la durée en soit précisée.

Pendant que l'Éthiopie accepte d'ouvrir des négociations, l'Italie considère l'arrangement comme dérisoire, compte tenu de ses intérêts. Le 3 octobre, sans déclaration de guerre formelle, Mussolini déclenche les

<sup>43</sup> DDI, Série VIII, vol. II, doc. 111, 14 sept. 1935.

<sup>44</sup> D'après BAER, George W., (op.cit., p.438), "les pays d'Amérique latine, pour le moment hésitaient à faire des déclarations. Divers délégués se sont tus, non parce qu'ils auraient voulu manquer de foi à la Ligue ou offrir un encouragement à l'Italie, mais (...) parce qu'ils avaient l'intention de s'engager si nécessaire, au tout dernier moment." Ou encore, selon, FREDDY VIVAS, Gallardo (*Venezuela en la Sociedad de las Naciones, 1929-1939: descripción y análisis de una actuación diplomática*. Caracas: Universidad Central de Venezuela, s/d., p.288) "pendant cette période (...) presque tous les pays d'Amérique latine ont joué un rôle passif, attitude compréhensive étant donné que le conflit était resté limité à l'activité diplomatique des puissances directement intéressées."

<sup>45</sup> On retrouve cette considération, par exemple, dans une lettre confidentielle adressée par le ministre des Affaires étrangères vénézuélien, Pedro Itriago Chacin, à son représentant à la Ligue, C. Parra Perez, le 14 septembre 1935: "Le Venezuela ne peut pas être indifférent au conflit italo-éthiopien. Je pourrais indiquer comme orientation générale qu'il faut prendre en compte les bonnes relations que nous avons avec l'Italie et la circonstance assez appréciable

opérations militaires. Au cours du mois de septembre pourtant l'Angleterre s'était officiellement déclarée et le gouvernement britannique avait même concentré une grande partie de sa flotte en Méditerranée, à Gibraltar et surtout à Alexandrie, pour étayer ses menaces. La France, encore hésitante, se positionne elle aussi derrière l'Angleterre. La majorité écrasante des autres membres, y compris tous les pays sud-américains, est également pour le maintien des principes de la SDN.

A peine le gouvernement italien a-t-il communiqué la décision d'intervention à la Ligue que le Conseil se réunit le 5 octobre, sous la présidence de l'Argentin Ruiz Guiñazu, pour examiner la situation<sup>46</sup>. L'Angleterre pousse le Conseil à reconnaître l'Italie comme agresseur. Le représentant éthiopien, Teclè Hawariate, demande l'application de l'article 16 du Pacte. Guiñazu propose la constitution d'un comité spécial de six membres (Angleterre, France, Espagne, Pologne, Portugal, Danemark, Roumanie, Chili), pour examiner les faits et rédiger un rapport à travers lequel le Conseil pourrait prendre une décision<sup>47</sup>. Le rapport, prêt le 7 octobre, conclut que le début des

---

que constitue l'existence parmi nous d'une nombreuse communauté italienne progressiste." Cité par VIVAS FREDDY, G., *op. cit.*, p.289.

<sup>46</sup>Pierre Laval tente encore un compromis et demande à l'ambassadeur italien à Paris, Cerruti, si l'Italie pouvait compter sur un ami au Conseil. Celui-ci explique que le Chili voulait suivre l'Angleterre et la France. Au cas où la nation française différerait de l'Angleterre, le Chili se positionnerait à côté de la France (DDI, série VIII, vol. II, doc. 239, 4 oct. 1935). A Rome, le sous-secrétaire, Suvich, renforce les pressions sur l'ambassadeur chilien, Rivas-Vicuña, en parlant de la "vieille et cordiale amitié existant entre l'Italie et le Chili (...) et du positionnement indépendant que le Chili avait adopté dans la question du Chaco" (DDI, *idem*, doc. 251, 4 oct. 1935). De son côté, le ministre des Affaires étrangères argentin, Saavedra Lamas déclare à l'ambassadeur italien, Arlotta, que l'Argentine se trouvait dans une situation d'assez grave embarras, prise entre l'Italie et l'Angleterre, et qu'il avait sérieusement étudié la possibilité de ne pas prendre la présidence tournante du Conseil le 5 octobre. Mais, en vérité, il n'avait pas légitimité pour empêcher cette procédure, puisque c'est lui-même qui avait soutenu le retour de l'Argentine à la Ligue contre une forte opposition parlementaire (DDI, *idem*, doc. 253, 5 oct. 1935).

<sup>47</sup>Le délégué chilien à Genève, Porto Seguro, ne reçoit pas à temps l'autorisation de son gouvernement de prendre place au 'comité des six', si bien qu'il ne participe pas au comité réduit maintenant à cinq pays (DDI, série VIII, vol. II, doc. 263, 6 oct. 1935).

hostilités en Éthiopie représente une violation du Pacte par l'Italie et prescrit l'application des sanctions. L'assemblée siège les 9 et 10 octobre afin d'analyser la demande. On propose ensuite l'établissement d'un 'comité de coordination' composé d'un délégué par pays-membre et chargé de fixer les mesures coercitives. L'application des sanctions serait l'affaire de chaque pays souverain.

A l'exemple de ce que reflète la presse mondiale<sup>48</sup>, l'opinion publique, en Amérique du Sud, se montre en général compréhensive à l'égard de l'Italie. Une bonne partie de la presse argentine voit, dans la disposition anglaise, le soutien des intérêts hégémoniques coloniaux de l'Angleterre en Afrique et la nécessité de répondre à des pressions électorales internes<sup>49</sup>. Les presses brésilienne<sup>50</sup>, chilienne et péruvienne sont elles aussi en majorité animées de dispositions bienveillantes à l'égard de l'Italie. Dans ses essais, Orazio A. Ciccarelli<sup>51</sup>, porte son attention sur la forte impulsion qu'a connue la propagande italienne en Amérique latine à l'occasion du conflit avec l'Éthiopie. Situation qui a provoqué, à partir 1936, la réaction des États-Unis, convaincus que la sécurité de l'Amérique latine était mise en danger par la croissance du

---

<sup>48</sup>Selon CAIOLI, Aldo (*op.cit.*, p.14): "A l'exception des milieux officiels, les commentaires de la presse mondiale avaient en grande partie montré une certaine compréhension à la cause italienne et, dans quelques cas, une sincère sympathie."

<sup>49</sup>A son tour, la presse de la communauté italienne en Argentine favorable au fascisme se montre impatiente devant les hésitations du gouvernement argentin, qu'elle accuse de faire le jeu de l'Angleterre. C'était le cas du quotidien *Giornale d'Italia* de Buenos-Aires.

<sup>50</sup>D'après une petite note envoyée du Brésil au ministère de la Presse et de la Propagande à Rome : « Dans la question italo-éthiopienne, la presse locale dans sa quasi-totalité, qui connaît et évalue les justes raisons, est discrètement favorable à l'Italie. » ACS/MinCulPop, DGP, busta 272-Brasile, fasc.10, sottofasc.3 : *Invio pubblicazioni nel Brasile*, 17 oct. 1935.

<sup>51</sup>CICCARELLI, Orazio. *Fascism and Politics in Peru during the Benavides Regime, 1933-1936 : The Italian Perspective in Hispanic American Historical Review*, vol.70, n°3, août 1990, pp.405-432 ; CICCARELLI, O. *Fascist Propaganda and the Italian Community in Peru during the Benavides regime, 1933-39 in Journal of Latin American Studies*, vol.20, part.2, nov.1988, pp.361-388.

pouvoir de l'Axe. On assiste alors au début d'une « guerre de mots », à laquelle l'Angleterre et la France vont fournir leur importante contribution.

Les États-Unis voient une menace non-pas dans une intervention militaire directe, mais dans la propagande et la subversion, visibles dans la réceptivité aux appels fascistes d'une partie significative de l'élite latino-américaine et, aussi, dans le degré d'organisation que les pays de l'Axe essayaient d'encourager dans leurs colonies d'émigration. En dépit de la propagande méthodique de l'Allemagne imprimée dès 1933, on considère l'Italie comme plus dangereuse à cause de l'étendue de son affinité culturelle, religieuse et ethnique avec le continent latino-américain. Ciccarelli montre comment l'accroissement de la propagande italienne au Pérou, jusque-là pratiquement inexistante, était directement en relation avec la condamnation internationale de l'invasion de l'Éthiopie par l'Italie et l'imposition de sanctions à ce dernier pays par la SDN. Après la victoire de l'Italie, au moins pour ce qui est du Pérou, la propagande soutenue par l'Italie, a décliné. Mais pendant cette période de guerre, les principaux périodiques, représentants de l'élite péruvienne, ont appuyé avec enthousiasme les positions italiennes.

Aux dires du rapport général évaluant le Chili pour l'année 1935, et expédié par l'ambassadeur italien au Chili, Raffaele Boscarelli, au ministère des Affaires étrangères, à Rome, l'action de propagande pro-Italie menée par le personnel diplomatique italien à Santiago avait été décisive et avait réussi à changer l'opinion publique chilienne, laquelle au début, semble-t-il, aurait été contraire aux opérations de la Péninsule en Afrique :

« L'opinion publique, par sentimentalisme et sans aucune raison plausible, s'est montrée au début du conflit nettement favorable à l'Éthiopie. Ici, on croyait et on parlait d'une attaque prédatrice du fort contre le faible et on ne voyait pas avec sympathie l'action du gouvernement fasciste. Cette opinion publique se reflétait dans la presse la plus importante du pays où on pouvait lire des attaques contre la guerre et le régime fasciste, présentées de façon ambiguë et accompagnées fréquemment de gros mensonges et d'une évidente mauvaise foi. Notre Ambassade s'est préoccupée très vite de rectifier de telles erreurs en organisant un service de presse, des publications, des conférences et des discours par radio qui ont réussi à faire la pleine lumière sur la question italienne du jour. De telle sorte qu'on a pu constater un changement quasi radical dans les appréciations à notre égard, en particulier, au niveau de la haute sphère gouvernementale et dans la société chilienne<sup>52</sup>.»

Au Brésil, l'ambassadeur italien à Rio de Janeiro, Roberto Cantalupo, répertorie, déjà en mai 1936, dans une lettre envoyée au ministre des Affaires étrangères à Rome, en l'occurrence, Mussolini, trois phases concernant la propagande anglaise ; classement qui a pour but de montrer la réaction au succès de la propagande italienne. Dans la première phase qui va de septembre à décembre 1935, écrit Cantalupo, « la diplomatie et la propagande anglaise ont riposté avec une contre-offensive vive, serrée et organique, conduite évidemment par plusieurs moyens ; mais, cette contre-offensive s'est

---

<sup>52</sup>Rapport : *Situazione politica ed economica del Cile al 31 dicembre 1935 – XIV°*, p.3. ASMAE, AP, CILE, busta n°7, fasc.01 : *rapporti politici*, Rome, 1936.

heurtée aux déclarations anti-sanctions du Brésil et aux manifestations italienophiles. »

La seconde phase, qui se situe juste au début de 1936, est caractérisée par une relative passivité de l'Angleterre, et, affirme Cantalupo, « mes actions ont pu pratiquement se donner libre cours dans tous les milieux, et il semble que le gouvernement brésilien, qui, au début, avait été l'objet d'énergiques menaces de répressions économiques, n'a pas été plus molesté, du moins pas de façon préoccupante. »

Dans la troisième phase, qui correspond à ce moment de mai 1936, l'ambassadeur identifie un changement de stratégie, le Foreign Office ayant relâché les pressions sur le Brésil pour le séduire par des attitudes plus 'sympathiques', par exemple : une politique plus compréhensive par rapport au paiement des dettes brésiliennes ; un langage plus indulgent et plus optimiste sur les conditions économiques du Brésil, destiné aux grands organes de financement anglais ; l'arrivée remarquée d'agents anglais revenus au Brésil pour réaliser une enquête détaillée sur les motifs qui avaient éloigné le Brésil de l'Angleterre et l'avaient amené à se rapprocher ostensiblement de l'Italie<sup>53</sup>.

Entre-temps, pour revenir aux prises de position des pays sud-américains à la fin de 1935, sur l'application des sanctions, il faut rappeler que, en dépit des assurances d'amitié prodiguées par l'Argentine, le Chili, l'Équateur et l'Uruguay à l'Italie, ces pays déclarent qu'il leur est impossible, en cas d'unanimité franco-britannique, de refuser formellement la condamnation prononcée par la Ligue. Ils décident cependant qu'en cas d'application de l'article 16 du pacte, ils suivront les discriminations à base géographique, des



précédents, etc. Il y avait bien, en effet, une prérogative accordée par l'Assemblée de 1921, établissant que l'obligation des états membres, face à l'article 16 différait, d'Etat à l'Etat, en fonction de la localisation dans la planète.

L'Uruguay, manifestement opposé aux sanctions économiques directes, considérées comme sans valeur pratique, et aux contraintes militaires, accepterait cependant des sanctions indirectes, telle l'interdiction de la vente des armes. Le Venezuela exprime son inquiétude. Il affirme que son économie subirait des préjudices dans le cas où il serait obligé d'appliquer les sanctions. Quant au Brésil, son observateur à Genève avertit que la Société a l'intention de l'inviter à faire partie du 'comité de coordination'. Hypothèse refusée d'avance par le gouvernement brésilien, malgré les pressions internes de l'opposition parlementaire. L'ambassadeur italien à Rio, Roberto Cantalupo, conseille pourtant à son pays de conclure avec célérité des contrats d'achat de viande congelée et d'autres produits brésiliens afin de faire bonne impression<sup>54</sup>.

Le ministre argentin Saavedra Lamas, de son côté, s'adresse à Mussolini pour préciser que l'Argentine ne prétend pas vraiment donner une suite pratique aux sanctions. Lamas envoie également des instructions précises à sa délégation sociétaire. Celle-ci devrait expliquer que l'Argentine ne pourrait pas adopter dans l'immédiat les mesures coercitives, vu qu'elles étaient contraires à l'esprit et au code de la constitution du pays. Pour surmonter un tel obstacle constitutionnel, il était nécessaire d'avoir l'aval du Congrès, dont la période de séances ordinaires devait s'ouvrir seulement en mai 1936. En outre, de la

---

<sup>53</sup>DDI, série VIII, vol. IV, doc. 101, 25 mai 1936.

<sup>54</sup> Par rapport à l'influence sur le Brésil de l'attitude de neutralité des États-Unis, Cantalupo déclare: " J'ai fait connaître le positionnement des États-Unis au Président de la République

même façon que la Suisse, le pays argentin insiste sur une possible réaction négative de la population argentine d'origine italienne, composante nombreuse et active de la nation. Tous arguments destinés, sans doute, à gagner du temps. Il fallait éviter de prendre des positions qui pouvaient embarrasser les rapports, soit avec l'Italie, soit avec l'Angleterre. Et cela, sans admettre les faiblesses de la politique internationale argentine devant la communauté gouvernementale sud-américaine. L'Argentine voulait maintenir ses prétentions au leadership<sup>55</sup>.

L'Italie considère comme positive et utile l'argumentation argentine. Mussolini demande même à son ambassadeur à Buenos Aires, Arlotta, de féliciter le pays de la Plata<sup>56</sup>. Il voit dans cette position une façon de biaiser l'aspect légal du Pacte en se camouflant derrière un énoncé juridique. L'Italie souhaite en faire une divulgation dans sa presse, mais Saavedra Lamas recule. Il a peur des représailles de l'Angleterre. En décembre 1935, il faudrait renouveler avec les anglais l'important accord d'exportation de viandes<sup>57</sup>. En fait, les pays sud-américains ont voté en faveur des mesures coercitives, soit parce qu'ils étaient soumis à des pressions, soit par compromis sociétaire, mais ils cherchent les moyens de ne pas les appliquer. Les hésitations de la Grande-Bretagne et de la France favorisent cette tendance.

A Genève, les sanctions sont définies entre le 11 et le 19 octobre 1935. Ce sont des mesures financières et économiques. L'intervention militaire est

---

brésilienne. Celui-ci a trouvé particulièrement intéressant pour le Brésil cette conduite des États-Unis, laquelle encourage la neutralité brésilienne."(DDI, sérieVIII, vol. II, doc.446, 21 oct. 1935)

<sup>55</sup> Pour l'ensemble des positions sud-américaines voir: DDI, sérieVIII, vol. II, doc.251, 4 oct. 1935; doc.253, 5 oct. 1935; doc.263, 6 oct. 1935; doc.289, 8 oct. 1935; doc.302, 9 oct. 1935 ; doc.321, 12 oct. 1935; doc.341, 14 oct. 1935.

<sup>56</sup> DDI, sérieVIII, vol. II, doc.363, 16 oct. 1935.

<sup>57</sup> DDI, sérieVIII, vol. II, doc.340, 14 oct. 1935.

rejetée. L'Angleterre s'abstient même de fermer le canal de Suez aux navires italiens, respectant la convention de 1888 qui prévoit le maintien de la liberté de navigation en temps de guerre<sup>58</sup>. L'Italie, à son tour, juge nécessaire d'éclaircir sa véritable compréhension du problème et de parler avec fermeté aux pays qui ont voté l'application des sanctions. Mussolini fait parvenir à ses représentants diplomatiques une circulaire où il explique que le gouvernement fasciste «s'est parfaitement rendu compte des conditions de pression, d'incertitude et d'embarras qui ont conduit la majeure partie des Etats à prendre à l'égard d'un pays ami comme l'Italie, une décision qui, dans des conditions normales, aurait été refusée ».

Ensuite, le Duce affirme qu'en face de cette circonstance, l'acceptation formelle des propositions de Genève n'entraînerait pas de réaction précipitée de son gouvernement. Cependant, l'application effective de ces propositions porterait un coup grave aux rapports futurs avec l'Italie. Son pays ne resterait pas indifférent et adopterait, lui aussi, des restrictions. Mussolini signale à ses représentants qu'ils avaient la plus large liberté dans le choix des moyens pour exprimer leur mécontentement aux gouvernements, aux cercles politiques, aux couches dominantes et dans la presse «afin de contrebalancer la propagande adverse<sup>59</sup>.»

De son côté, Suvich demande que l'on exhorte, de façon coordonnée, les communautés italiennes à manifester. Il fallait «mobiliser toutes les

---

<sup>58</sup> «Un embargo sur les armes et matériels de guerre à destination de l'Italie (l'embargo appliqué par certains pays à l'égard de l'Éthiopie devait parallèlement être levé); l'interdiction des prêts ou crédits bancaires au gouvernement italien ainsi qu'à des personnes physiques ou morales résidant sur le territoire italien; la prohibition d'exportations d'un certain nombre de produits vers le pays du Duce (...); la prohibition de l'importation de marchandises d'origine italienne. » GERBET, Pierre, *op.cit.*, p.102.

<sup>59</sup> DDI, serieVIII, vol.II, doc.351, 15oct. 1935.

énergies, promouvoir et stimuler les initiatives, en mettant à profit toutes les capacités et toutes les possibilités. » D'après le sous-secrétaire Suvich, les Italiens émigrés pouvaient avoir un rôle déterminant et encourager des tendances anti-sanctions<sup>60</sup>.

Au moins pour ce qui se passe en Argentine, les attentes qui sont celles de l'Italie, à l'égard des réactions de ses émigrés, ne correspondent pas exactement à ce qu'elle considère comme souhaitable. La guerre avec l'Éthiopie va rendre plus vive la scission entre les pro-fascistes et les antifascistes et renforcer l'unité défaillante de ces derniers. À la mi 1935, est organisé à Buenos-Aires, un *Comitato degli italiani all'estero contro la guerra d'Abissinia*, qui suit l'exemple des antifascistes présents dans d'autres pays. Le *Comitato* installe son siège à la *Mutualità ed Istruzione*, la société mutualiste dont l'activiste Albano Corneli est le secrétaire, et il va regrouper des antifascistes de diverses tendances. Sa proposition initiale est d'alerter la communauté italienne en Argentine sur le danger d'une agression de l'Éthiopie par le régime de Mussolini, et de s'opposer ainsi à la propagande fasciste interne. Le 6 octobre 1935, juste après le coup de force contre le pays africain,

---

<sup>60</sup> DDI, série VIII, vol. II, doc. 356, 16 oct. 1935. Les conceptions de Suvich étaient renforcées par une partie de la presse sud-américaine. Par exemple, le correspondant argentin du quotidien de Buenos-Aires, *La Nación*, à Rome, écrivait le 16 octobre 1935 : "(...) les liens des gens originaires de la même terre ou de la même race sont irremplaçables et ils agissent dans le sens de la collaboration. C'est pourquoi l'Italie manifeste spécialement sa joie (...) elle est heureuse de la solidarité des Italiens de la même souche latine. Quand, dans le passé, on a parlé d'établir une solidarité entre tous les peuples latins, on aurait pu penser qu'il s'agissait d'une rhétorique abstraite et qu'il était préférable d'avoir, avec les peuples, des échanges commerciaux plutôt que culturels et spirituels. Aujourd'hui, on comprend que de telles présomptions contenaient des germes qui – devant une situation cruciale – pouvaient se convertir en une collaboration concrète pour la défense d'une race, d'une culture commune dans laquelle les échanges commerciaux étaient nécessaires, mais pas exclusifs."

le *Comitato* organise une manifestation dans la capitale argentine à laquelle participent environ vingt mille personnes<sup>61</sup>.

Si on les compare aux comportements des émigrés en général, les manifestations furent plutôt tièdes, mais non dépourvues de sentiments. Les fasci d'Argentine avaient essayé d'enrôler des volontaires pour la campagne militaire en Afrique, mais avec de faibles résultats. Il est vrai que, si une partie de la communauté avait fortement commémoré la victoire italienne, il semble, pourtant, qu'il ne s'agissait que d'un enthousiasme plutôt passager, qui ne signifiait pas une réelle prise de position en faveur de la politique fasciste<sup>62</sup>. Raffaele Guariglia, alors ambassadeur de l'Italie à Buenos-Aires, rend compte dans son journal de son étonnement devant les événements qui, à cette époque, se déroulent dans la communauté italienne :

«Mon devoir le plus élémentaire consistait donc à exalter l'entreprise éthiopienne aux yeux des Italiens d'Argentine, afin de ranimer le souvenir et l'amour de leur patrie d'origine. Lors de la crise éthiopienne, la plupart des Italiens d'Argentine n'avaient manifesté qu'indifférence et même hostilité dans certains secteurs. Effet de l'active propagande antifasciste incitée et favorisée par Londres et Washington, effet de la position contraire à nos intérêts, prise par l'Argentine à Genève en la personne de son ministre des Affaires extérieures Saavreda Lamas, effet de la crainte de compromettre excessivement leurs intérêts, en manifestant de la sympathie à la cause

---

<sup>61</sup>FANESI, Pietro Rinaldo. *Verso l'altra Italia. Alberto Corneli e l'esilio antifascista in Argentina*. Milano : Franco Angeli, 1991, pp.83-93.

italienne, ce qui était contraire à la position officielle du gouvernement argentin et de la majeure partie des Argentins eux-mêmes ; il est certain que la collectivité italienne en Argentine n'avait apporté qu'une faible contribution, faite de sympathie morale et d'aide matérielle, à la patrie pendant la crise Éthiopienne. Cependant, lorsque la nouvelle de la prise d'Addis-Abeba parvint à Buenos-Aires, leur cœur vibra à l'unisson de celui des Italiens d'Italie et de celui des Italiens du monde entier. Réunissant notre collectivité, une grandiose manifestation s'est déroulée sur l'immense Plaza de Mayo(...)Mais il s'agissait en réalité d'une manifestation tardive venue seulement parce que les choses s'étaient bien passées<sup>63</sup>. »

Au Pérou, les membres les plus importants de la communauté italienne se sont pleinement mobilisés grâce à la diffusion de nouvelles bienveillantes sur l'Italie concernant ses positions dans l'affaire éthiopienne. Sous la coordination du représentant diplomatique italien Vittorio Bianchi, un soutien financier et logistique est offert à la fondation, en août 1935, avec la formation d'un *Nucleo de Propaganda*, chargé de façonner autant que possible l'opinion publique. En effet, l'insertion des bulletins de la *Radio Roma* et d'articles d'intérêts politiques et culturels sur la Péninsule s'est révélé être un succès pendant la période du conflit. Selon un des leaders du *Nucleo*, Gino Bianchini, une des principales fonctions de cette organisation était de contrecarrer la propagande pro-éthiopienne et pro-Ligue qui passait par les associations anglo-saxonnes et

---

<sup>62</sup>D'après, P.R. FANESI(*id.ib.*,p.86), «sur un plan spéculatif, pour ce qui est du consensus 'fasciste' en Argentine sur la guerre d'Éthiopie, il n'est pas possible – par insuffisance de données – d'en faire une quantification.»

<sup>63</sup>GUARIGLIA,Raffaele.*La diplomatie difficile : mémoires, 1922-1946*.Paris :Plon,1955,p.72.

juives de New York, surtout par *l'Associated Press and United Press International*<sup>64</sup>.

Bianchini était à l'époque administrateur de la *Empresas Eléctricas Asociadas*, compagnie qui possédait le monopole sur l'électricité à Lima et qui constituait pour le *Nucleo* la seconde grande entreprise donatrice. La première était la *Banco Italia*, la plus grande banque du Pérou. Le matériel de propagande parvenait directement du ministère de la Presse et de la Propagande de Rome et le *Nucleo* le redistribuait aux principaux journaux du pays, comme *El Universal*, *La Cronica*, *El Comercio*, *La Prensa*.

La stratégie consistait à payer de larges subventions aux rédacteurs en chef de la grande presse, pour garantir de fréquentes publications. Cependant, l'efficacité de ce système dépendait justement du maintien de ces subventions et de l'intérêt qu'avait l'Italie à diffuser de la propagande dans ce pays. De fait, aucun des deux facteurs n'a survécu à la résolution du conflit italo-éthiopien et la diffusion des nouvelles de l'Italie a, de ce fait, beaucoup diminué<sup>65</sup>.

Au Brésil, de façon parallèle, pendant la période de la guerre d'Abyssine, a eu lieu une importante mobilisation de la communauté italienne. Dans l'Etat de San Paulo, l'enthousiasme des émigrés était renforcé par le propre positionnement, en général amical, de la presse locale, alimentée par toute une série d'articles, de photographies, de nouvelles favorables portant sur les manœuvres italiennes, dépêchées également par le ministère romain de la Presse et de la Propagande et redistribuées par une agence journalistique qui,

---

<sup>64</sup>CICCARELLI, Orazio. *Fascist Propaganda and the Italian Community in Peru during the Benevides regime, 1933-39*, op.cit., p.369.

<sup>65</sup>Voir CICCARELLI, O. *Fascism and Politics in Peru during the Benavides Regime, 1933-39 : The Italian Perspective*, op.cit., pp.405 à 432.

à son tour, était subventionnée par le consulat régional, dirigé alors par Castruccio. L'Agence faisait parvenir le matériel de propagande, généralement traduit en portugais, à environ 200 périodiques qui utilisaient ses services<sup>66</sup>. D'autre part, des films et les informations cinématographiques de la Luce étaient envoyés d'Italie pour être montrés aux fasci all'estero et dans les Dopolavoro de tout le pays.

Ainsi, dans la ville de San Paulo, la collectivité se rend au consulat pour écouter, à la radio, les discours du Duce ; par suite elle lance le boycott des produits anglais, pays tenu pour responsable des sanctions imposées par la Ligue, et exalte la consommation des produits italiens ; des volontaires rejoignent la *Legione dei Fasci all'estero* ; de l'argent et des marchandises sont collectés et acheminés vers la Madre Patria ; des fêtes enfin sont organisées pour célébrer la victoire italienne et la création de l'Empire<sup>67</sup>. Dans l'Etat du Rio Grande do Sul, le rapport du consulat régional envoyé à Rome rapporte l'action de la Societa Dante Alighieri:

« La Dante a organisé principalement un cycle de conférence sur le conflit italo-éthiopien et sur les droits de l'Italie en Afrique, conférences auxquelles ont assisté d'éminentes personnalités brésiliennes. Le comité de la Dante a, par ailleurs, lancé un vif appel aux associations italiennes du Rio Grande do Sul dont le nombre dépasse les 60 et aux 100 organisations coopératives italiennes de cette province pour intensifier la propagande patriotique. Il a été encore imprimé et diffusé une série de bulletins comportant

---

<sup>66</sup>TRENTO, Angelo. *Là Dov'è la raccolta del caffè*, op. cit., p.439.

<sup>67</sup>BERTONHA, Fabio J. *O Fascismo e os Imigrantes no Brasil*, op. cit., pp.254 à 260, pp.277-280.



des articles d'écrivains brésiliens favorables à l'Italie et le discours du baron Aloisi, prononcé le 10 octobre 1935 à Genève (...) ce comité a enfin recueilli les dépositions de tous les Italiens de Porto Alegre qui désiraient témoigner de leur solidarité avec leurs concitoyens de la Patrie fasciste et exprimer leur reconnaissance au Brésil pour la position adoptée dans l'affaire des sanctions. Les discours tenus ont été radiodiffusés à toutes les collectivités italiennes d'Amérique du Sud<sup>68</sup>. »

## 5 – Les pressions sur l'Amérique du Sud :

Le jeu d'influences exercé tantôt par l'Angleterre tantôt par l'Italie devient de plus en plus net au niveau des pays d'Amérique du Sud. Le 28 octobre 1935, l'Assemblée de la SDN était convoquée afin qu'elle prenne une décision sans appel sur l'application des mesures coercitives. L'Angleterre avait au moins réussi à mettre en mouvement la machine des sanctions. D'ailleurs, son intérêt direct dans les relations économiques avec l'Italie était faible. Le Royaume-Uni avait échangé avec l'Italie, pour l'année 1935, seulement 1,6 % du total de ses exportations et 1,1 % du total de ses importations<sup>69</sup>.

---

<sup>68</sup> ACS/MinCulPop, DGP, busta272-Brasile, fasc. 10, sottof. 3 : *Propaganda Italiana*, 23 déc. 1935.

<sup>69</sup> Par contre, dans la même année 1935, les exportations italiennes correspondaient à 11,2% du total des importations des États-Unis et à 18,3 % de celles de l'Allemagne. L'Italie avait envoyé aux États-Unis 8,1% et à l'Allemagne 16,2 % du total des ses exportations. Ce qui explique la préoccupation de l'Angleterre à l'égard du positionnement des pays neutres non-membres de la SDN. BAER, George W., *op.cit.*, pp.424-425.

Les pays sud-américains qui, en général, suivent l'Argentine, adoptent une «formule dilatoire». Ils essaient encore et toujours de reporter un compromis définitif. Cette attitude va dans le sens des expectatives italiennes<sup>70</sup>. L'orientation que le sous-secrétaire Suvich indique à ses ambassadeurs sud-américains est claire à cet égard :

«dans les pays où il est difficile d'obtenir une position hostile aux sanctions bien distincte, il faut insister et faire en sorte que la réponse soit la plus tardive possible. Ce qui est permis par le fait que le gouvernement britannique, en accord avec le gouvernement français, paraît d'avis d'attendre, pour l'entrée en vigueur des mesures coercitives, que soient parvenues à Genève les adhésions individuelles des Etats, en fonction d'un pourcentage pas encore fixé, mais supérieur à 50 pour cent du volume des exportations italiennes<sup>71</sup>. »

Du reste, le ministre des Affaires étrangères uruguayen, José Espalder, déclare que l'assentiment de son pays à la condamnation de Genève ne répondait pas à l'intention d'humilier l'Italie, puisque cette nation avait poursuivi une œuvre de civilisation remarquable en Éthiopie, avec la libération des esclaves et la protection accordée aux peuples conquis. Il admet pourtant que les pressions des anglais auprès de la délégation uruguayenne étaient intenses

---

<sup>70</sup>La "formule dilatoire" fut un motif de commémoration pour la presse italienne, comme le montre l'éditorial de *La Tribune* (16oct.1935), un important quotidien italien: "Notre pays à cette occasion est particulièrement heureux de constater que l'Amérique latine ne s'est pas pliée aux ordres de Londres, elle n'a pas cédé aux pressions de toutes sortes qui se sont exercées sur elle. Les liens d'origine commune, ceux de la culture et du sang ont agi promptement."

<sup>71</sup>DDI, sérieVIII, vol.II, doc.465, 23oct.1935.

et que le gouvernement de son pays craignait de ne plus pouvoir retrouver l'exceptionnel marché britannique.

Pour gagner du temps, le projet de loi autorisant l'Uruguay à adopter les sanctions allait être soumis au Parlement. Espalder s'attendait à ce que ce processus n'aboutisse pas avant la mi novembre 1935. De plus, il était persuadé que les Italiens et leurs descendants résidant dans le pays recevraient avec contrariété une application possible des sanctions par le gouvernement uruguayen<sup>72</sup>. Et de fait, au cours de la 'Journée de la foi', le 18 décembre 1935, le chargé d'Affaire italien en Uruguay, Mazzolini, rencontrera beaucoup de succès dans la 'Récolte de l'or pour la patrie' parmi les Italiens émigrés et leurs familles. Il va aussi recruter cent vingt volontaires qui combattront dans la 221a., la Légion des chemises noires : les *fasci italiani all'estero*, commandés par Piero Parini<sup>73</sup>. En juin 1938, quand le chef d'Etat de l'Uruguay, Gabriel Terra, laisse la présidence, il va admettre que son pays a été entraîné à appuyer les sanctions par les pressions anglo-argentines. Néanmoins, d'après lui, la nation uruguayenne avait pris bien soin de ne pas compromettre ses rapports cordiaux avec l'Italie<sup>74</sup>.

---

<sup>72</sup>DDI, série VIII, vol. II, doc. 399, 18 oct. 1935; doc. 435, 20 oct. 1935; doc. 530, 31 oct. 1935: Le représentant de l'Uruguay à la Ligue déclare à propos des sanctions: "Les émigrés italiens en Uruguay se sont acquis la particulière sympathie de notre peuple, par leur intelligence, leur esprit de travail et leur sens de l'honneur, qualités dont ils ont toujours donné des preuves."

<sup>73</sup>Selon Domenico Fabiano, « les activités des *fasci all'estero* se sont revitalisées pendant la guerre d'Éthiopie. Les *fasci* se sont employés à organiser le départ des volontaires et à recueillir, dans presque toutes les collectivités italiennes, de l'or pour aider la patrie. » FABIANO, Domenico. *I fasci italiani all'estero* in BEZZA, Bruno. (dir.) *Gli italiani fuori d'Italia: gli emigrati italiani nei movimenti operai dei paesi d'adozione (1880-1940)*. Fondazione Brodolini, 1986, p. 235.

<sup>74</sup>MAROCCO, Gianni. *Sull'altra sponda del Plata: gli italiani in Uruguay*. Milano: Franco Angeli Libri, 1986, pp. 113 à 114. D'après l'auteur, "dans la majorité des Italiens d'Uruguay, la guerre d'Éthiopie fut accueillie avec un authentique enthousiasme, comme un dédommagement et une revanche des humiliations passées."

Le Brésil, à son tour, est officiellement invité par la Ligue au mois d'octobre 1935 à se positionner sur la question des sanctions. Il réaffirme son intention de ne pas participer aux dispositions dirigées contre l'Italie, en dépit des possibles interférences de l'Angleterre. Le gouvernement brésilien allègue ne pas être tenu d'appliquer l'article 16, vu qu'il ne faisait pas et ne voulait pas, à ce moment là, faire partie de la Ligue<sup>75</sup>. De plus, sa situation géographique l'éloignait particulièrement du conflit et il considérait que sa prise de position était renforcée par les hésitations des autres pays sud-américains<sup>76</sup>. Il va ainsi garder sa posture de neutralité. Pourtant, la dernière délibération des États-Unis qui indiquait la volonté de ce pays d'exercer une influence morale afin de préserver la paix, préoccupe les représentants italiens au Brésil. Le gouvernement brésilien pourrait s'engager dans un positionnement semblable.

En outre, une partie de la presse, qu'elle soit brésilienne ou vienne d'autres pays sud-américains reprochait sans ménagement la conduite du Brésil. Ce dernier était le seul pays d'Amérique du Sud à s'abstenir devant les sollicitations de la Ligue. Pour la première fois, depuis cinquante ans, il s'était éloigné du 'sentiment de solidarité panaméricain'. Et la diplomatie brésilienne

---

<sup>75</sup>La déclaration du Brésil qui s'oppose aux sanctions va causer la mauvaise humeur britannique.(DDI,sérieVIII,vol.II,doc.662,19nov.1935).A l'égard de la SDN, les politiques brésiliens à l'époque ont plutôt un regard critique ; il suffit de se référer à d'AZEVEDO AMARAL(*O Brasil na Crise Atual*.São Paulo:Editora Nacional,1934,p.131): "La Société des nations, si elle n'est pas morte, est entrée sans conteste en agonie. Il n'est pas possible de garder l'espoir d'une résurrection miraculeuse et il est encore plus douteux que l'on gagne à utiliser des cadavres comme matière première pour la création de nouveaux organismes. Cependant si la Ligue est morte, le salut du monde civilisé exige le surgissement d'un autre plan pratique pour élaborer la construction d'une nouvelle amphictyonie mondiale."

<sup>76</sup>La position du Brésil mérite les remerciements du Duce. Il fait parvenir le 25 octobre 1935 des instructions à Cantalupo: "Veuillez dire à Macedo Soares que j'ai beaucoup apprécié la nette décision prise par son gouvernement en réponse à la demande de Genève, exigeant l'adhésion du Brésil à l'application de l'article 16 du Pacte. L'Italie n'oubliera pas le geste du Brésil dans le moment actuel."(DDI,sérieVIII,vol.II,doc.472). Avec l'accord du gouvernement brésilien, la décision de ce pays de ne pas adhérer aux mesures fixées par Genève est publiée à l'avance

craignait l'isolement au moment où l'affaire du Chaco exigeait le maintien d'un bon rapport avec les pays du continent<sup>77</sup>.

En analysant «les raisons substantielles de l'intérêt brésilien» qui amènent le Brésil à soutenir jusqu'alors des positions non contraires à l'Italie, l'ambassadeur italien Roberto Cantalupo arrive à la conclusion que le Brésil répondait à des motivations concrètes. Il avait un ressentiment envers la SDN à cause de son éviction de la Société dans les années 1920, sortie jugée humiliante ; il ne pouvait par ailleurs vraiment pas faire face aux options des États-Unis ; il voulait donc, en exploitant les événements, obtenir un surplus commercial avec l'Italie et, pour cela, il souhaitait y compris profiter de l'insuffisante sympathie que l'Argentine, pour le moment, rencontrait à Rome. Il était aussi possible que le Brésil, poursuit Canatalupo, soit irrité par les pressions anglaises pour le paiement des dettes. L'ambassadeur observait également que le «sentiment d'amitié» du Brésil pour l'Italie était plutôt récent. En tout cas, cette manifestation méritait d'être bien exploitée par l'Italie avant que l'attitude brésilienne ne change .

---

dans la presse italienne, fait qui provoque, en Angleterre, une certaine contrariété . (DDI,sérieVIII,vol.II,doc.512,29oct.1935).

<sup>77</sup>DDI,série VIII,vol.II,doc.569,6nov.1935. Pour le positionnement des États-Unis dans l'affaire italo-éthiopienne voir SCHMITZ,David.*The United States and Fascist Italy, 1922-1940*.Chapel Hill and London:University of North Carolina Press,1988:Chapitre 7:*The most hair trigger times, Ethiopia and the origins of appeasement* ;HARRIS,Bruce.*The USA and the Italo-Ethiopian crisis*.Stanford,1969 ;HARRIS,Joseph.*African American reaction to war in Ethiopia,1936-1941*.Baton Rouge and London : Louisiana State University Press,1994 ;SCOTT,William.*The sons of Sheba's race – African Americans and the Italo Ethiopian war,1935-1941*. Indianapolis : Indiana University Press,1993 ;WEISBORN,Robert.*Black America and the Italian Ethiopian crisis : an episode in pan Negroisme in Ebony Kinship – Africa, Africans and the Afro Americans*. London – Westport : Greenwood Press,1973,pp.89-114 ;VENTURINI,Nádia.*Neri et italiani ad Harlem.Gli anni trenta e la guerra d'Etiofia*.Roma :Edizioni Lavoro,1990 ;NORMAN,John.*The influence of the pro fascist propaganda on american neutrality,1935-1936* in LEE,Dwight et McREYNOLDS,G.*Essays in History and International Relations*.Worchester,1949,pp.193-214 ;VENTRESCO.Fiorello.*Italian Americans and the Ethiopian crisis in Italian Americana*, IV, 1, oct.-déc. 1980,pp.4-28.

Le Chili, de son côté, exprime des doutes sur l'efficacité des mesures coercitives, étant donné que leur applicabilité n'était unanimement acceptée ni par une bonne partie des pays sud-américains, ni par d'autres pays membres et non-membres de la Ligue. Le pays chilien se dit contraint par les mêmes obligations juridiques et parlementaires que l'Argentine. Cependant, s'il était nécessaire de respecter d'éventuelles sanctions, les mesures seraient exécutées sans aucune hâte et avec indulgence. En tout cas, le Chili se refuserait à respecter une quelconque interdiction de vente de son cuivre et de son nitrate à l'Italie.

Le Pérou, à son tour, fait savoir que son délégué à Genève opposera des réserves aux propositions du Comité des sanctions susceptibles de compromettre ses rapports commerciaux et même politiques avec l'Italie. L'Équateur se dispose à suivre les représentants du Chili et de l'Argentine à la Société. Il était donc nécessaire d'attendre.

Le délégué vénézuélien à la Ligue, C. Zumeta, déclare que son pays respectera les contrats déjà existants avec l'Italie, notamment ceux concernant le transport de pétrole. Au cas où le Venezuela devrait renoncer à ses engagements envers l'Italie, il demanderait de fortes compensations<sup>78</sup>. Zumeta se réserve encore le droit de condamner toute négociation de paix obtenue par la contrainte et non par la voie des accords : « Mon pays a manifesté l'opinion

---

<sup>78</sup>A en croire le rapport du chargé d'Affaire italien au Venezuela, Ubaldo Chiara, ce dernier avait fait valoir son intime amitié avec le Président de la République vénézuélienne, le général dictateur Gomez, afin d'obtenir la promesse que le Venezuela exporterait même secrètement, en cas d'achat, de grandes quantités de pétrole extraites des propriétés nationales libérées du contrôle anglais. (DDI, série VIII, vol. II, doc. 412, 19 oct. 1935). En tout cas, l'attitude du Venezuela va mériter les remerciements du gouvernement fasciste : "Le geste spontané du Venezuela, qui a montré la plus vive sympathie pour notre pays à travers sa délégation à Genève, va rendre sans doute encore plus profonds et cordiaux les liens d'amitié entre les deux Nations." (DDI, série VIII, vol. II, doc. 423, 19 oct. 1935).

que les mesures de rétorsion de n'importe quelle nature risquent plutôt d'aggraver les conflits et de les amplifier au lieu de les clarifier<sup>79</sup>. »

La Colombie s'était, dès le début, montrée indifférente au litige italo-éthiopien lequel ne la concernait pas. En outre, par amitié pour l'Italie, elle s'abstiendrait naturellement d'appliquer des sanctions. Elle considérait, pourtant, avoir des obligations envers la SDN à cause de l'incident de Leticia<sup>80</sup>. Lors de l'invasion de ce territoire colombien par les Péruviens et la guerre qui s'en était suivie, la SDN était intervenue à l'appel de la Colombie. Dans une Conférence pour la paix, tenue à Rio de Janeiro en 1933, sous les auspices de la Ligue, celle-ci avait essayé de restituer les droits du pays colombien en adoptant un rapport condamnant l'agression du Pérou. En mai 1934, on était revenu au traité de 1922, c'est-à-dire au *statu quo ante bellum*. En conséquence, pour contrebalancer cette tendance pro-SDN de la Colombie, le représentant italien à Bogota, Gazzera, promet d'effectuer des pressions sur les producteurs colombiens de café, principaux intéressés dans les rapports commerciaux avec l'Italie.

La Bolivie remet sur la table la question du conflit du Chaco, lequel n'était pas du tout résolu. L'embargo sur les armes recommandé par la SDN avait

---

<sup>79</sup>Cité par FREDDY VIVAS, Gallardo, *op.cit.*, p.291.

<sup>80</sup>Leticia était un petit village fondé par la Colombie à l'extrême sud, dans un territoire qui s'étendait jusqu'en Amazonie et qui, en réalité était une concession faite au pays colombien, par le Traité Salomón-Lozano, signé par la Colombie et le Pérou, le 24 mars 1922. En échange, ce dernier pays recevait un morceau de territoire situé au Nord-Est de l'Équateur, au nord du fleuve Putumayo. Violant ce traité, à partir septembre 1932, cinq groupes de Péruviens, armés et entraînés secrètement pendant des années, s'emparent de Leticia. L'opinion publique péruvienne salue avec enthousiasme l'événement. INMAN, G. Samuel. *América Latina: sua importância mundial*. São Paulo: Atlas, 1945, p.283 à 286; DELGADO DE CARVALHO. C., *op.cit.*, p.322 à 327. Le conflit est finalement résolu à Rio de Janeiro, avec l'accord du 24 mai 1934, établi sous la présidence de l'ambassadeur Afrânio de Melo Franco. Pendant la discussion portant sur le *modus vivendi*, la région litigieuse fut gouvernée par une commission nommée par la SDN. Voir COSTA, Sérgio Correia. *A diplomacia brasileira na questão de Leticia*. Rio de Janeiro, 1942, p.63.

permis l'avance bolivienne et, par suite, la Bolivie s'estimait en dette envers la Ligue. Cependant, le gouvernement bolivien reconnaissait la déplaisante situation dans laquelle il se trouvait, pris entre ses engagements dans la Ligue, son désir d'appuyer l'Italie et la nécessité d'assurer ses rapports commerciaux avec l'Angleterre, rapports indispensables à la mise au point de son industrie de minerais.

De son côté, le ministre des Affaires étrangères paraguayen fait parvenir un télégramme à sa délégation à la SDN où il s'exprime dans les termes suivants : « Les sanctions constituent un sujet réservé au Congrès de la nation et le gouvernement du Paraguay ne juge pas approprié, étant donné la situation particulière du pays en ce moment, de les soumettre au Congrès<sup>81</sup>. »

Enfin, à l'initiative de l'Argentine et avec l'accord du Chili, ces deux pays font une dernière proposition pour éviter les sanctions contre l'Italie. Ils veulent créer un rapprochement entre le conflit italo-éthiopien et les résolutions prises à propos de la guerre du Chaco. Le Conseil de la Ligue est invité à déléguer à nouveau la résolution du litige aux gouvernements des trois puissances concernées par l'Éthiopie. Ce serait bien sûr une répétition des négociations de Paris. Cette fois, cependant, il fallait se reporter à un cas précédent, en occurrence l'affaire du Chaco, dont la SDN n'avait pas délibéré, pour l'acceptation stricte des sanctions<sup>82</sup>. Le gouvernement du Chili avait autorisé la

---

<sup>81</sup>DDI, série VIII, vol. II, doc. 529, 31 oct. 1935. Encore, selon, V.A. MARCOTTE, (*L'Italie dans le monde*, Bruxelles, éd. ANC. Etabl. Aug. Puvrez, 1941, pp. 225-226) : « Les États-Unis, l'Allemagne, le Japon ne faisaient pas partie de la SDN lors du vote des sanctions(...) En Amérique du Sud, l'Italie retrouvait comme fournisseurs le Paraguay et le Brésil, non sanctionnistes et en Amérique du Nord, les États-Unis avaient bien décrété l'embargo sur les armes. Ce qui représente les grosses brèches du système des sanctions, mais dans chaque pays il en était de petites. »

<sup>82</sup>En fait, la proposition était plus ambitieuse. Les deux pays sud-américains désiraient que la SDN fasse un historique des procédures auxquelles elle avait eu recours avant le conflit italo-éthiopien. La Ligue avait dû affronter des situations conflictuelles analogues à la controverse



médiation, indépendamment d'une éventuelle approbation anglaise. L'Argentine, au contraire, trouvait nécessaire, sinon fondamentale, l'opinion favorable de l'Angleterre. L'Italie considère donc comme constructive cette mobilisation sud-américaine. Dans une conversation informelle entre Aloisi et Drummond<sup>83</sup>, le représentant italien signale à son homologue que l'initiative pouvait aussi être bénéfique pour l'Angleterre. Circonstance due à la difficulté que les Anglais rencontraient dans l'applicabilité effective de la condamnation de Genève et aux conséquentes perturbations économiques mondiales qui s'ensuivraient.

La suggestion des deux pays latino-américains va être court-circuitée par l'initiative du délégué belge Van Zeeland. Celui-ci, lors de la séance du Comité de coordination, le 2 novembre 1935, propose de remettre à la France et à l'Angleterre la charge de trouver une solution au conflit qui soit également acceptable par l'Italie et par la Ligue<sup>84</sup>. Par suite, les ambassadeurs argentin et chilien en Italie, Cantilo et Rivas-Vicuña, se plaignent au gouvernement italien. Ils considèrent effectivement que l'intervention belge a brisé leurs initiatives de conciliation. Le chef du cabinet italien, Aloisi, va contourner la situation en démontrant que les propositions étaient en fait différentes. La position sud-américaine se basait principalement sur la suspension des sanctions. Ce n'était

---

entre l'Italie et l'Éthiopie, comme le conflit entre la Bolivie et le Paraguay pour le territoire du Chaco et celui qui avait opposé la Colombie et le Pérou dans le cas de Leticia. Mais aussi dans celui où s'affrontaient la Lituanie et la Pologne entre 1920 et 1923 pour le territoire du Vilna; dans le contentieux de 1925, entre la Grèce et la Bulgarie au sujet de Demi-Kapu; dans le conflit sino-japonais de 1931-1932. Dans tous ces cas, la médiation de la SDN n'avait pas débouché sur l'adoption stricte de mesures coercitives.

<sup>83</sup> DDI, série VIII, vol. II, doc. 429, 19 oct. 1935. De la même façon, d'après Suvich, l'ambassadeur français à Rome, Chambrun "a parlé avec Drummond du projet Argentine-Chili. Chambrun le trouve raisonnable. Drummond paraît également assez persuadé et a promis d'en référer à Londres." DDI, série VIII, vol. II, doc. 428.

<sup>84</sup> CAIOLI, Aldo, *op. cit.*, p. 35.

pas le cas de la position belge qui proposait une pré-conciliation. Partant, il croyait qu'il serait difficile pour la proposition sud-américaine de réussir<sup>85</sup>. De toute façon, l'initiative argentine-chilienne allait être bloquée par l'opposition de l'Angleterre<sup>86</sup>.

## 6 – Les sanctions contre l'Italie :

A la fin du mois d'octobre, le Comité de coordination s'assemble afin de recevoir les réponses des pays membres de la Société sur l'application des propositions coercitives : cinquante Etats se montrent favorables à la première sanction ; quarante-neuf à la seconde ; quarante-huit à la troisième et à la quatrième ; trente-neuf à la cinquième. Dans l'ensemble donc, cinquante Etats sur cinquante-cinq se déclarent disposés à jouer le jeu des sanctions. Le Comité choisit la date du 18 novembre 1935, pour le début pratique de l'application des sentences de la Ligue à l'égard de l'Italie<sup>87</sup>.

---

<sup>85</sup> DDI, série VIII, vol. II, doc. 597, 9 nov. 1935; doc. 637, 14 nov. 1935.

<sup>86</sup> DDI, série VIII, vol. II, doc. 665, 19 nov. 1935. D'après Marco Magnaini (op.cit., p.231) : « Les diplomaties argentine et chilienne ont commencé à faire pression conjointement sur le Foreign Office, afin qu'il s'oriente plus favorablement à l'égard de l'Italie. Un projet de compromis argentin-chilien a été formulé, lequel préfigurait le plan Hoare-Laval. »

<sup>87</sup> CAIOLI, Aldo, op.cit., p.34. Dans une réflexion postérieure, Gioacchino VOLPE observe : « Tous les Etats de l'Amérique latine appartenant à la SDN ( ce qui exclut ainsi, le Brésil, le Paraguay, le Costa Rica, lesquels ont au contraire renforcé leurs rapports avec l'Italie et ont posé une autre pierre au bâtiment de l'amitié italo-sud-américaine) ont adhéré, avec ou sans réserves, aux sanctions. Pourtant, ils ne les ont pas toutes pratiquées dans leur totalité, invoquant, ou des motifs constitutionnels pour ne pas obtempérer à l'interdiction d'importer d'Italie (Argentine), ou un autre motif ou aucun motif. De toute façon, ce qui paraissait clair à tous, c'était le danger d'être impliqué dans une guerre extra-continentale qui ne les concernait pas et à laquelle ils ne pouvaient pas participer sans graves perturbations morales internes. » VOLPE, Gioacchino. *Relazione generale en Le relazioni politiche, economiche, spirituali tra l'Italia e l'America latina* :

L'Argentine, l'Uruguay, le Chili et le Pérou notifient qu'ils appliqueront les mesures dans un temps habile. Pour l'instant, ils acceptent l'embargo sur les armements. Le Venezuela fait savoir qu'il va adopter partiellement l'embargo des armes et les contraintes d'ordre financier. Mais, il se refuse pour le moment à mettre en vigueur les autres mesures, puisqu'il a besoin d'une détermination légale. Finalement, Caracas promulgue le 14 décembre 1935 un décret d'adhésion, mais le gouvernement vénézuélien avertit Rome qu'il s'agit d'une mesure formelle. Les exportations et les importations ne sont pas interdites et les banques continuent à faire des opérations en lire italienne comme dans le passé<sup>88</sup>.

L'Uruguay exprime à Genève sa préoccupation au sujet de la somme gelée en Italie, conséquence de l'accord de compensation. Cet argent devait être destiné aux importations uruguayennes du pays italien. Le délégué de l'Uruguay déclare qu'en ce qui concerne l'embargo sur les articles d'exportation, son pays suivra les décisions de l'Argentine. De toute façon, il va éventuellement exclure des sanctions ses produits de base, c'est-à-dire, la viande congelée, la laine, le cuir. Le gouvernement uruguayen prévient l'Italie que, en cas de rigidité internationale au sujet de l'embargo, il essaierait de maintenir les échanges avec la péninsule à travers le Brésil.

La Bolivie avise Genève de l'impossibilité légale momentanée dans laquelle elle se trouve d'appliquer les mesures concernant les importations et les exportations. La Colombie réfléchit à une possible adoption des sanctions touchant les paiements, mais les milieux commerciaux internes sont opposés à

---

*I convegno nazionale di politica estera.* Milano: Istituto per gli Studi di Politica Internazionali (I.S.P.I), 1937, pp.189-190.

cette politique. Les industries de fabrication de chapeaux et de marbre dépendaient exclusivement des exportations de matières premières italiennes, et de plus, craignaient de perdre le marché italien. Le Chili demande à l'Italie de ne pas le placer parmi les pays condamnateurs, puisqu'il n'avait l'intention de se livrer en fait à aucune mesure de restriction.

De surcroît, l'Italie valorise «le constant engagement du Chili qui tente d'harmoniser à l'extrême son inéluctable devoir devant la SDN et celui que représente sa traditionnelle amitié avec l'Italie<sup>89</sup>.» Pour expliquer les options chiliennes, le rapport envoyé à Rome à la fin 1935, par l'ambassadeur italien à Santiago, Raffaele Boscarelli, laisse entrevoir les raisonnements conflictuels qui opposent les membres dirigeants du Chili :

« Le gouvernement chilien en tant que membre actif de la Société des nations a décidé d'accompagner la politique générale de l'Institution genevoise, mais tout en conservant une certaine liberté d'action et les bonnes relations d'amitié qui ont toujours lié nos deux pays. Il est bon d'apprécier le positionnement de quasi-équanimité amical du Chili à notre égard, quant on sait que le Chili est strictement attaché à l'économie britannique dans le domaine du salpêtre et du cuivre, principaux produits de la richesse du pays. Le Chili a mis à part des considérations d'intérêts particuliers pour suivre une politique indépendante qui devrait bien servir d'exemple à d'autres pays sud-américains. Quelques-uns des hommes de l'actuel gouvernement, comme le ministre des

---

<sup>88</sup> DDI, série VIII, vol. II, doc. 774, 2 déc. 1935; FREDDY VIVAS, Gallardo (*op. cit.*, p. 293).

<sup>89</sup> DDI, série VIII, vol. II, doc. 674, 21 nov. 1935. Pour les positions de l'Uruguay, la Bolivie, la Colombie et le Chili voir DDI, série VIII, vol. II, doc. 634, 14 nov. 1935; doc. 652, 16 nov. 1935; doc. 668, 20 nov. 1935; doc. 709, 24 nov. 1935; doc. 713, 25 nov. 1935.

Finances, M. Ross, sont plutôt philo-britanniques(...)Il faut reconnaître que de telles attitudes ont été complètement neutralisées par l'action d'autres membres du Cabinet. M. Alessandri [Président chilien], à cause de son origine italienne, de sa culture et de ses préférences spirituelles, a fait sans doute sentir avec fermeté son influence sur les décisions prises à notre égard et les sanctions jusqu'à maintenant n'ont pratiquement pas été appliquées par le Chili<sup>90</sup>.»

Entre-temps l'Angleterre essaie de durcir sa politique à Genève. Au début de novembre 1935, la délégation canadienne, sous influence anglaise, lance, au Comité de coordination, la proposition d'élargir l'embargo afin de le rendre plus efficace<sup>91</sup>. Il porterait désormais sur quelques matières premières, en particulier le pétrole, le charbon, le fer, l'acier et l'essence. Le but poursuivi

---

<sup>90</sup>Rapport : *Situazione politica ed economica del Cile al 31 dicembre 1935 (op.cit.)*,p.2-3. ASMAE, AP, CILE, busta n°7, fasc.01 :rapporti politici,Rome,1936.

<sup>91</sup>Jusqu'à ce moment, les sanctions n'avaient pas vraiment gêné la poursuite des opérations par l'Italie. En dehors des hésitations, manifestées dans leurs applications pratiques, par les différents pays membres de la Ligue, les mesures adoptées étaient très loin de la décision de l'article 16 du Pacte. Les grandes puissances ne voulaient surtout pas aller jusqu'à une guerre contre l'Italie. L'article 16, en fait, comportait la clause suivante : "si un membre de la Société recourt à la guerre(...)il est considéré comme ayant commis un acte de guerre contre tous les autres membres de la Société. Ceux-ci s'engagent à rompre immédiatement avec lui toutes relations commerciales et financières; à interdire tous rapports entre leurs nationaux et ceux de l'Etat en rupture de pacte et à faire cesser toutes les communications financières, commerciales ou personnelles entre les nationaux de cet Etat et ceux de tout autre Etat, membre ou non de la Société. Dans ce cas, le Conseil a le devoir de demander, aux divers gouvernements intéressés, les effectifs militaires, navals ou aériens par lesquels les membres de la Société contribueront respectivement aux forces armées destinées à faire respecter les engagements de la Société. Les membres de la Société conviennent, en outre, de se prêter l'un à l'autre un mutuel appui dans l'application des mesures économiques et financières à prendre en vertu du présent article, pour réduire au minimum les pertes et les inconvénients qui peuvent en résulter. Ils se prêtent également un mutuel appui pour résister à toute mesure spéciale dirigée contre l'un d'eux par l'Etat en rupture de pacte. Ils prennent les dispositions nécessaires pour faciliter le passage, à travers leur territoire, des forces de tout membre de la Société qui participe à une action commune pour faire respecter les engagements de la Société. Peut être exclu de la Société tout membre qui s'est rendu coupable de la violation d'un des engagements résultant du Pacte. L'exclusion est prononcée par le vote de tous les autres membres de la Société représentés au Conseil." Cité par NOUSCHI, Marc. *Le XXème siècle*. Paris: Armand Colin, 1995, p.86.

était d'immobiliser la marine et l'aviation italiennes. Pour les produits pétroliers, les principaux fournisseurs de l'Italie étaient les États-Unis d'Amérique. Le charbon, était principalement acheté à l'Allemagne. Ces deux pays ne faisaient pas partie de la Ligue. Ils n'avaient pas l'obligation et se refusaient à entériner les sanctions. D'après les États-Unis, seule la fourniture des armes était passible d'interdiction. Les nouvelles mesures étaient donc condamnées d'avance.

En tout cas, la discussion sur l'élargissement des sanctions est prévue pour le 28 novembre 1935. Elle va être renvoyée, sous la pression de Pierre Laval, au 12 décembre 1935. L'Italie profite de cette période pour s'approvisionner en pétrole et pour redoubler ses efforts politiques contre les sanctions.

A la SDN, une commission d'experts est formée pour l'examen technique des conditions régissant le commerce et le transport du pétrole. De son côté, Laval prend l'initiative d'inviter l'Angleterre à la formulation d'une nouvelle action conciliatrice. Ce sera le plan Laval-Hoare de décembre 1935, proposé par la France et l'Angleterre. La proposition, qui était en fait une prime à l'agression italienne, provoque le sursaut de l'opinion publique internationale et échouera de la même façon au Conseil. Une des conséquences de la faillite du plan sera le remplacement au Foreign Office de Samuel Hoare par Eden . Ce dernier va redonner une orientation strictement sociétaire à son pays<sup>92</sup>.

---

<sup>92</sup>D'après GERBET, Pierre (*op.cit.*, p.103): "Ce plan proposait des agrandissements territoriaux à l'Italie ainsi qu'une zone d'expansion économique et démographique réservée aux Italiens en Ethiopie; cette dernière recevrait un accès à la mer à travers l'Érythrée et son administration dépendrait d'un contrôle sociétaire à prépondérance italienne." Pendant les négociations, Laval demande à l'ambassadeur du Chili à Rome et délégué à la SDN, Rivas Vicuña, de l'aider à faire approuver le plan au Conseil étant donné que le Chili, traditionnellement, concédait son appui à la France. En dépit de l'opposition de l'opinion publique chilienne, qui trouve que le plan offre

L'Angleterre renforce sa politique de pressions sur les pays d'Amérique latine. Le gouvernement argentin formule enfin un texte sur les sanctions qui doit être soumis au Parlement. Jusque là, l'Argentine avait réussi à repousser une prise de position nette contre l'Italie. Le texte inclut déjà dans les mesures coercitives, le pétrole et d'autres matières premières. L'Uruguay prend lui aussi les mêmes résolutions. Subissant de fortes pressions de la part de la SDN, le Pérou promulgue, le 11 décembre 1935, le décret d'adhésion aux sanctions. Le gouvernement péruvien était justement dans cette période en train de négocier un traité de commerce avec l'Angleterre.

L'initiative argentine provoque tout particulièrement de vives réactions en Italie. Mussolini écrit à son ambassadeur, Arlotta, «je considère la note argentine comme une des moins amicales de toutes celles que l'Italie a reçues jusqu'ici.» Il donne instruction à Arlotta d'exploiter la circonstance auprès de la communauté italienne<sup>93</sup>. L'Argentine se justifie en répondant qu'elle ne faisait qu'accomplir un acte formel vis-à-vis de la Ligue et que l'Italie devait comprendre «la très spéciale condition dans laquelle l'Argentine se trouvait par rapport à l'Angleterre.» En tout cas, le pays argentin reconnaît qu'il pourra difficilement exprimer un vote contraire à l'embargo sur le pétrole et ses dérivés, à la SDN et qu'il vaudrait mieux essayer d'ajourner l'affaire à Genève<sup>94</sup>.

Quand le Comité de coordination se réunit le 12 décembre 1935, sur décision anglo-française, le problème du conflit en Afrique est renvoyé de

---

des territoires à un pays agresseur, Rivas Vicuña obtient la permission de son gouvernement. Finalement, à Genève tous les membres du Conseil, en dehors de Laval et Vicuña, seront défavorables au plan parce qu'il concédait trop à l'Italie. DDI, sérieVIII, vol.II, doc. 925, 28nov.1935.

<sup>93</sup>DDI,sérieVIII,vol.II,doc.759,30nov.1935.

nouveau à la prochaine réunion ordinaire du Conseil, le 20 janvier 1936. Finalement, le Comité d'experts tiendra sa première séance le 3 février 1936. Il devait examiner d'un point de vue technique les possibilités d'un embargo sur le pétrole et la possibilité de le normaliser en connaissant mieux les statistiques de l'importation italienne du combustible. Ce Comité était constitué par les représentants de la France, de la Grande Bretagne, de la Hollande, de l'Irak, de l'Iran, du Mexique (dont l'expert, l'ambassadeur M. R. Gomez, est élu président), de la Norvège, du Pérou, de la Roumanie, de la Suède et de l'Union Soviétique.

## **7 – Le Venezuela et la question du pétrole :**

Les attentions du Comité des experts vont alors se tourner, entre autres, vers le Venezuela, lequel était dans les années 1935-1936, le troisième producteur et le premier exportateur mondial du produit. Etant donné que le Venezuela n'avait pas d'expert pétrolier en Europe, il n'avait pas pris encore de décision concernant sa présence au Comité. L'Italie, pourtant, souhaite l'appui de ce pays et recommande vivement que «le Venezuela envoie au Comité un représentant avec pour instruction précise de démontrer que l'embargo sur le

---

<sup>94</sup>Sur l'Argentine, voir: DDI,sérieVIII, Vol.II,doc.807, 6déc.1935; doc.742, 28nov.1935; doc.704 , 23nov.1935.Pour le Pérou:DDI,sérieVIII,Vol.II,doc.540,1nov.1935; doc.720,25nov.1935; doc. 929, 30déc.1935.



pétrole n'est pas applicable d'un point de vue pratique<sup>95</sup>. » Il pourrait aussi rappeler la situation géopolitique particulière des pays latino-américains par rapport à la délibération adoptée par l'Assemblée en 1922 ou encore aller rechercher l'article 21 du pacte lié à la doctrine Monroe. Au représentant italien au Vénézuéla, Gazzera, on demande d'explorer «la phase de particulière intimité qui caractérise les rapports entre les deux pays<sup>96</sup>. »

L'Italie avait justement proposé au Venezuela la négociation d'une importante fourniture de pétrole et de charbon. En échange, l'Italie augmenterait la quantité de café acheté au pays vénézuélien. De cette façon, la présence du Venezuela sur le marché italien se verrait consolidée en face d'autres pays vendeurs de café. La tentative italienne de trouver dans le Venezuela un allié grâce à des bénéfices commerciaux va se heurter aux problèmes internes de ce pays. L'exploitation et la commercialisation du pétrole étaient faites surtout par des compagnies nord-américaines. Le Venezuela n'avait presque aucune influence sur la destinée du produit. Il avait bien une participation dans les ventes et, s'il le voulait, le gouvernement vénézuélien pouvait prélever cette partie in natura pour la vendre directement. Mais, il ne le faisait pas, en raison des pressions nord-américaines, tout en considérant que ce serait plus lucratif. La France, l'Angleterre, la Belgique et l'Espagne avaient même déjà fait des propositions directes d'achat.

Dans ce scénario, le représentant italien, Gazzera, recommande la prudence, «il est nécessaire de prendre en compte la position difficile du Venezuela ; il s'agit de très forts intérêts nord-américains qui ont une

---

<sup>95</sup> Demande faite par le sous-secrétaire des Affaires étrangères italien, Suvich, au représentant vénézuélien à Rome, Parra Perez. DDI, série VIII, vol. III, doc. 127, 28 janv. 1936.

prééminence décisive dans les finances du pays<sup>97</sup>. » En réalité, le Venezuela craignait par-dessus tout que les compagnies nord-américaines ne commanditent un coup d'Etat qui placerait à la Présidence du pays quelqu'un qui leur serait subordonné. Et quant à la proposition d'achat de café par l'Italie, la production de 1935, qui était faible, était déjà vendue aux marchés habituels, c'est-à-dire à l'Allemagne et à l'Espagne. Le Venezuela avait aussi acheté une importante quantité d'armements et de munitions à la Belgique en échange de son café.

En tout cas, le Venezuela va nommer César Zumeta représentant au Comité des experts en qualité d'observateur Interpellé par le délégué italien à la SDN, Bova Scoppa, le représentant vénézuélien déclare « qu'il n'a dessein de prendre aucune initiative contraire aux intérêts de l'Italie(...)et qu'il s'opposera à n'importe quelle mesure qui diminue la liberté d'action de son pays<sup>98</sup>. » Quant, dans sa première séance, le Comité d'experts décide que la responsabilité du destin que peut avoir le combustible exporté devait incomber au pays d'origine, Zumeta conteste cette orientation. Pour lui, aucune décision ne devait être prise sans que l'état intéressé ne se prononce souverainement. Tout au long de l'affaire, ce pays sud-américain va effectivement garder une position favorable à l'Italie.

La bienveillance vénézuélienne à l'égard de la cause italienne va être remarquée par le Comité. Celui-ci, en signe d'avertissement, avait l'intention d'ajouter une note de condamnation à son rapport, observant que le pays vénézuélien n'avait vraiment pas appliqué les sanctions. Zumeta réussit à faire

---

<sup>96</sup>DDI, sérieVIII, vol.III, doc.144, 31janv. 1936.

<sup>97</sup>DDI, sérieVIII, vol.III, doc.165, 3fév. 1936.

éliminer ce reproche. Le Comité suspectait également le Venezuela d'exporter son pétrole en Italie par l'intermédiaire des Antilles hollandaises. Soupçon non confirmé. Dans son investigation sur les fournisseurs de pétrole à l'Italie, le Comité fait une distinction entre les sources auxquelles le pays italien avait l'habitude de recourir et les sources auxquelles il pouvait s'adresser en cas d'embargo. Ainsi, l'efficacité de l'embargo allait-elle dépendre non seulement de l'attitude des États-Unis, mais aussi de la collaboration du Venezuela. Lequel n'exportait pas directement le produit à l'Italie, mais, selon le Comité, pouvait le faire. En conséquence, les pressions sur le Venezuela vont redoubler. La SDN avait déjà envoyé un fonctionnaire, Arocha, en mission au pays vénézuélien<sup>99</sup>.

Néanmoins, la dénonciation du Traité de Locarno et l'occupation de la Rhénanie par l'Allemagne hitlérienne le 7 mars 1936 vont ramener à la deuxième place l'affaire éthiopienne. La crainte d'une Allemagne en train de se relever pousse la France vers l'Angleterre. Le Venezuela, quant à lui, ne serait pas forcé de prendre une position très précise<sup>100</sup>. Pour l'Italie, la voie qui conduisait à la conquête définitive de l'Éthiopie était libre. A la fin février, le succès militaire italien dans cette région paraissait irréversible.

---

<sup>98</sup> DDI, série VIII, vol. III, doc. 163, 2 fév. 1936.

<sup>99</sup> DDI, série VIII, vol. III, doc. 161, 2 fév. 1936; doc. 165, 3 fév. 1936.

<sup>100</sup> Sur l'attitude du Venezuela dans la question de l'embargo sur le pétrole, voir: FREDDY VIVAS, G., *op.cit.*, pp. 290 à 306. Le Pérou qui était lui aussi présent au Comité des experts, donne des instructions précises à son représentant, l'ingénieur Jacomoviz, et lui demande d'émettre de fortes réserves sur l'embargo du pétrole. Cette attitude devrait être modifiée seulement si le cours des événements l'obligeait. (DDI, série VIII, doc. 145, 31 janv. 1936)

## 8 - L'avancée italienne :

Le Brésil, quant à lui, a, à ce moment, d'autres préoccupations par rapport à l'Italie. Le gouvernement brésilien, à qui des informations anglaises ont insufflé que l'Italie n'avait plus les moyens d'effectuer les paiements de ses importations, demande à son nouvel ambassadeur à Rome, Guerra Duval, de s'enquérir de la véritable situation économique du pays.

Le doute s'était répandu dans les milieux commerciaux brésiliens parce que l'Italie n'avait pas payé le premier quota de viande congelée achetée du Brésil. En réponse, Duval affirme que les difficultés des organismes productifs et financiers italiens étaient évidentes. Pourtant, il croyait que «la volonté de résistance, la solidarité nationale, la confiance dans le chef de la Nation, l'orgueil dans l'action internationale, la capacité de sacrifice du peuple » confirmaient les capacités du pouvoir italien de surmonter ce moment difficile. L'ambassadeur conseille, alors, à son pays de maintenir ses exportations vers l'Italie<sup>101</sup>.

L'optimisme de Guerra Duval sur les potentialités du pays italien était partagé par la presse brésilienne, laquelle en sa majorité condamnait la politique suivie par la SDN, trouvait positif le fait que le Brésil ne faisait pas partie de la Société en ce moment inopportun et critiquait de façon générale les prises de position anglaises.

---

<sup>101</sup>DDI, sérieVIII, vol.III, doc. 151, 31janv. 1936.

En Europe, contrainte par les événements, la SDN entreprend une dernière démarche de réconciliation entre les mois de mars et avril 1936. Le Président du Conseil, l'Espagnol Madariaga, mène les négociations. C'était un nouvel essai pour trouver une solution grâce à laquelle la SDN ne sortirait pas de la crise avec un prestige trop affaibli. Les représentants italiens et éthiopiens sont invités à entamer des tractations pour cesser les hostilités et conclure la paix. Afin de gagner du temps et pour renforcer son offensive militaire en Afrique en coupant court à un possible renfort des sanctions, l'Italie accepte la proposition de la Société. L'Éthiopie fait de même.

Cependant, la pression des actions allemandes, conjuguées avec le manque d'agilité de la SDN, laissaient clairement voir que la guerre d'Abyssinie allait prendre fin, non pas grâce à l'intervention de la SDN, mais par la défaite d'un des belligérants. De surcroît, la SDN se trouvait dans l'impasse, ayant à juger l'Allemagne pour des violations des traités comme elle l'avait fait pour l'Italie. En conséquence, le soutien apporté aux sanctions prononcées contre l'Italie devenait de plus en plus inconfortable. C'est l'Équateur qui va prendre une première initiative contre les mesures coercitives imposées à l'Italie.

L'état équatorien, membre du Conseil, avait déjà revendiqué la fonction de porte-parole de ses voisins continentaux. Il voulait établir une ligne d'action commune afin de s'opposer définitivement à la politique de punition de la SDN<sup>102</sup>. Début d'avril 1936, l'Équateur divulgue une note où il tente de s'écarter du compromis des sanctions en présentant l'argument suivant :

---

<sup>102</sup>DDI, série VIII, vol. III, doc. 383, 7 mars 1936.

«(...)comme l'attitude de l'Italie a radicalement changé à Genève et qu'elle a donné son accord, de la même façon que l'Éthiopie, aux injonctions de rechercher la paix, l'Équateur juge ne plus être dans un cas d'application de sanctions, puisque la mission de la SDN est de promouvoir la paix et que les belligérants ont accepté cette proposition<sup>103</sup>. »

La communication est évidemment appréciée par l'Italie<sup>104</sup>. Profitant de l'occasion, le gouvernement italien va même proposer une union entre l'Équateur, le Chili et l'Argentine afin que ces trois pays soutiennent les conceptions équatoriennes au Comité de coordination et au Conseil. En ce qui concerne le Chili, l'Italie peut compter sur la communauté italienne résidant dans ce pays, franchement bienveillante et capable d'influencer le Président, Arturo Alessandri, pour l'amener à prendre une position identique à celle de l'Équateur. Les groupes les plus influents de ces Italiens avaient en effet aidé financièrement les trois candidatures d'Alessandri à la présidence. De son côté, le Président chilien se dit fier de ne pas avoir appliqué vraiment les sanctions. Sur la question d'une déclaration alignée sur celle de l'Équateur, Alessandri déclare qu'il va bientôt faire connaître ses positions, favorables à l'Italie<sup>105</sup>.

L'Argentine, comme prévu, oppose des réserves. Elle réaffirme son impossibilité d'assumer une position ouvertement contraire à l'Angleterre,

---

<sup>103</sup>DDI,sérieVIII,vol.III,doc.604,7avril1936. Voir aussi: CAIOLI,Aldo,op.cit.,p.109. [En même temps, le représentant équatorien à la SDN, Zaldumbide, publie au mois d'avril 1936, un article dans ce sens au Journal des Nations.]

<sup>104</sup>D'après le télégramme envoyé par Mussolini au Président de la République de l'Équateur : "Je voudrais exprimer à V. E. la sympathie du peuple italien et la mienne pour le notable et courageux positionnement pris par l'Equateur à Genève au sujet des sanctions. Un tel positionnement fortifiera les liens d'amitié entre nos deux pays." (DDI, sérieVIII , vol.III, doc.673, 15avril1936)

<sup>105</sup>DDI,sérieVIII,vol.III,doc.699,18avril1936.

puisque le pays britannique maintenait toujours en suspens le renouvellement de la Convention commerciale. La survie du gouvernement argentin dépendait de ce processus. L'Argentine préfère insister sur la poursuite des procédures de conciliations en prenant comme exemple les cas de la Mandchourie et du Chaco<sup>106</sup>.

L'Équateur, finalement, adresse une lettre au Président du Comité de coordination, le Portugais Vasconcellos, pour communiquer sa décision de mettre fin aux sanctions. Le Président du Comité l'avertit, pourtant, de l'imprudence de cette attitude. Il l'informe du fait qu'un Etat qui, membre du Conseil, prend une décision similaire, peut encourir lui aussi des sanctions pour violation du Pacte. L'Équateur recule et renonce pour le moment à présenter sa décision au Conseil<sup>107</sup>.

Entre-temps, le gouvernement italien envoie des ordres à ses représentations diplomatiques, pour qu'elles mobilisent toutes les forces pro-Italie<sup>108</sup>. L'armée italienne allait reprendre l'action visant Harrar et Addis Abeba afin de liquider les dernières résistances éthiopiennes. Ainsi, dans la séance du Conseil du 20 avril 1936, l'impossibilité de trouver une solution de compromis est évidente. L'ambiance genevoise est démobilisée. Le positionnement hésitant de la France précipite la désagrégation du bloc favorable aux

---

<sup>106</sup>Cependant, l'Italie avait fait encore une fois des pressions sur l'Argentine en démontrant la nécessité de créer une ambiance amicale afin de traiter, dans un futur proche, les principales questions en suspens entre les deux nations, c'est-à-dire, les problèmes de la 'citoyenneté' et les 'possibilités d'émigration des Italiens au pays argentin'. L'Argentine répond qu'en dépit de cette annonce formelle, elle n'a pas la moindre intention d'appliquer une nouvelle sanction, ni d'aggraver celles qui, en théorie étaient déjà existantes. (DDI, sérieVIII, vol.III, doc.153, 1fév1936;doc.705,19avril1936)

<sup>107</sup>La représentation équatorienne à la SDN insiste auprès de Vasconcellos sur le fait qu'étant donné que l'organisme de Genève avait assuré aux Etats membres le droit d'adhérer ou non aux sanctions, cette même liberté restait la règle lorsqu'il s'agissait de les supprimer. (DDI, sérieVIII, vol.III, doc.698,18avril1936)

sanctions. L'Angleterre, au contraire, garde une posture strictement sociétaire en plaidant pour l'application des nouvelles mesures punitives à l'Italie. Le Conseil vote, enfin, en faveur du maintien des sanctions déjà existantes, en écartant l'embargo sur le pétrole et d'autres matières primaires.

L'Équateur, faisant exception, vote pour la levée complète des mesures coercitives et demeure le premier pays à abandonner formellement la politique des sanctions. Dans sa résolution finale, le Conseil décide d'ajourner encore une fois les travaux sur le conflit. Ce qui équivaut, en vérité, à laisser l'Italie arbitre de la situation. La guerre allait suivre son cours. L'Éthiopie était abandonnée à son sort.

L'Équateur était poussé par de forts intérêts dans sa politique d'appui à l'Italie. Le gouvernement équatorien avait besoin du soutien italien dans l'antagonisme qu'il entretenait avec le Pérou dans l'affaire du Chaco. Il était même envisagé de demander à l'état italien un approvisionnement régulier en matière d'armement. L'Italie accepte la transaction sans grande conviction. Le chargé d'Affaire italien à Quito, Gaetani, pense qu'«étant donné que notre action diplomatique en faveur de l'Équateur dans le conflit avec le Pérou n'a actuellement qu'une valeur de promesse indéterminée et que, au contraire, l'attitude équatorienne à la SDN en ce moment est réellement et de façon explicite, à notre avantage, je crois qu'il faut donner toutes les assurances sollicitées par le gouvernement équatorien<sup>109</sup>. »

Le Pérou et le Chili vont également réagir lors de la délibération de la SDN sur le maintien des sanctions. Le gouvernement péruvien déclare que d'un

---

<sup>108</sup>DDI, sérieVIII, vol.III, doc.707, 19avril1936.

<sup>109</sup>Lettre de Gaetani adressée à Mussolini.(DDI, sérieVIII, vol.IV, doc.7, 11mai1936)



point de vue économique, moral et politique, il ne se sent pas obligé de suivre ce qu'il considère comme une erreur de Genève. Le Chili adopte une attitude plus radicale ; il annonce déjà son possible retrait de la SDN, lequel doit être voté par le Parlement. A l'égard des sanctions, le Président chilien dit ne pas pouvoir prendre une décision isolée, mais il se dispose à appuyer n'importe quel pays qui soutiendra l'abolition immédiate et collective des mesures coercitives<sup>110</sup>. Pourtant, quand les troupes italiennes, sous le commandement de Badoglio, entrent dans la capitale Addis-Abeba, le 6 mai 1936, le problème italo-éthiopien va prendre encore une fois une autre dimension à la SDN.

## 9 - La Conférence panaméricaine de Buenos-Aires :

Portée par le souci de ses intérêts en Amérique latine, l'Italie accompagne, dès le commencement de l'année 1936, un autre mouvement qui se développe à l'initiative des États-Unis. Il s'agit de la convocation d'une Conférence panaméricaine extraordinaire. La dernière conférence panaméricaine réalisée en décembre 1933 à Montevideo s'était achevée sur la décision de lancer un appel afin de réglementer le maintien de la paix entre les nations américaines<sup>111</sup>. Il fallait établir une notion de paix liée aux vieilles

---

<sup>110</sup>DDI, série VIII, vol. III, doc. 734, 23 avril 1936; doc. 764, 26 avril 1936; doc. 821, 4 mai 1936. Devant les hésitations du Chili, l'Italie démontre leur incongruité: "Si ce pays de civilisation latine doit attendre la décision d'un autre quant à l'abolition des sanctions, la signification politique et morale de son acte sera évidemment assez atténuée, sinon perdue." (DDI, *idem ibidem*, doc. 859, 8 mai 1936)

<sup>111</sup>D'après Roosevelt, le scénario international indiquait la nécessité de "déterminer comment la paix pourrait être maintenue parmi les Républiques américaines." (Cité en *The Inter American*)

formules juridiques comme aux nouvelles, soit au moyen de la ratification des accords déjà existants, soit par leurs amendements ou encore par la création de nouveaux instruments. En outre, le conflit du Chaco attendait une solution définitive. Les hostilités étaient terminées, les prisonniers de guerre avaient été échangés, mais l'état de belligérance se maintenait toujours.

A la Conférence de Montevideo le ministre argentin, Saavedra Lamas, avait présenté son Pacte de non-belligérance, auquel plusieurs pays américains avaient adhéré et, en Europe, l'Italie avait été la première nation à le ratifier<sup>112</sup>. On avait de plus signé des Traités pour éviter et prévenir les conflits ( un traité dénommé Gondra, Santiago du Chili, 1923) ; les Traités panaméricains de conciliation et d'arbitrage (Washington, 1929) ; le Pacte Kellog-Briand (Paris, 1928). L'Argentine n'avait ratifié que son pacte de non-belligérance.

A partir de février 1936, après des contacts préliminaires avec le Brésil et l'Argentine, le Président nord-américain, Roosevelt, fait parvenir des invitations

*System*. Ed. The Inter-American Institute of Legal Studies, p.36) Outre le sujet principal, c'est-à-dire, 'l'organisation de la paix', on proposait parallèlement à cette Conférence comme problématique de discussion : la limitation des armements; l'argument de la neutralité (les États-Unis voulaient proposer un projet de Loi sur la neutralité, dans lequel seraient déterminés les droits et les devoirs des pays neutres et des pays belligérants) ; on y traiterait également des questions juridiques (surtout le problème de la nationalité : quelques nations américaines soutiennent l'incorporation d'une discrimination entre nationalités américaines et non-américaines dans les législations des pays du continent); des affaires économiques et douanières (on pense à favoriser la formation d'un régime préférentiel entre les États américains); l'amélioration des communications maritimes et ferroviaires; les coopérations intellectuelles. Pour la Conférence de Buenos-Aires voir: VARGAS, Getulio. *A Nova Política do Brasil*. Rio de Janeiro: José Olympio, vol.III, pp.66 à 70; PEPIN, E. *Le panaméricanisme*. Paris: Armand Colin, 1938, pp.57 à 60; FENWICK, C.G. *The Buenos-Aires Conference: 1936 in Foreign Policy Reports*, juillet 1937, pp.90 à 99; GOMES, Luiz Souza. *América Latina, seus aspectos, sua história, seus problemas*. Rio de Janeiro : FGV, 1966, 2<sup>éd.</sup>, pp.284 à 288; MOORE, David R. *Historia de la America Latina*. Buenos-Aires, Poseidon, 1945, pp.779 à 785; INMAN, Samuel Guy. *América Latina: sua importância mundial*. São Paulo: Atlas, 1945, pp.484 à 494.

<sup>112</sup>Le Pacte de non-agression et de conciliation Saavedra Lamas du 10 octobre 1933 fut signé à Rio de Janeiro par l'Argentine, le Brésil, le Chili, le Mexique, le Paraguay et l'Uruguay (MARTENS. *Nouveau Recueil Général de Traités*, vol.XXXII, pp.655 à 664). Après cette date, plusieurs pays se sont successivement ralliés au Pacte. L'Italie, avec quelques réserves, a adhéré le 14 mars 1934. (*Trattati e convenzioni*, vol.XLVI, p.329, note 01.)

personnelles aux pays latino-américains. Dans ces invitations, le Président, prenant comme exemple le conflit du Chaco, insiste sur la nécessaire consolidation d'un système de sécurité entre les Etats américains. L'épisode du Chaco démontrait clairement la faiblesse des pactes de pacification panaméricains déjà existants. L'adhésion est générale<sup>113</sup>. Toutes les Républiques latino-américaines acceptent l'invitation. Avec l'appui du Brésil, les États-Unis surmontent les résistances initiales de l'Argentine en offrant de placer le siège de la Conférence à Buenos Aires.

Au cours des travaux préparatoires qui se font à Washington, dans une commission des représentants américains, deux propositions sont en présence. La première, formulée par le Guatemala, suggère la création d'une SDN uniquement américaine. Ce qui pourrait signifier, au final, la sortie des nations latino-américaines de la Société genevoise. La deuxième, soutenue surtout par l'Argentine, profilait une harmonisation d'intérêts entre les principes panaméricains et la Ligue de Genève, basée sur une connexion entre la future Conférence et les lignes directrices de la SDN. Ainsi, la collaboration deviendrait-elle plus active et plus efficace car elle serait étayée par la consolidation des liens politiques et par un programme commun. Les mécanismes de la 'paix américaine' s'inscriraient dans le système genevois.

---

<sup>113</sup>Effectivement, la Conférence aura lieu entre le 1<sup>er</sup> et le 23 décembre 1936 à Buenos-Aires. Mais, les sujets préalablement proposés au débat étant trop nombreux, le Comité de direction, formé entre juin et juillet 1936, a décidé de restreindre la Conférence "à la cause de la paix permanente dans l'hémisphère occidental". Les autres points de discussion furent renvoyés à la huitième assemblée panaméricaine qui devait avoir lieu en 1938 à Lima. Ainsi, cette assemblée panaméricaine extraordinaire prend forme sous le nom de 'Conférence interaméricaine pour le maintien de la paix'. Le Président argentin, Justo, invite Roosevelt à l'ouverture de la Conférence. Roosevelt arrive à Buenos-Aires le 30 novembre 1936, mais sa présence ne donne lieu qu'à une très froide réception populaire (il rend aussi visite au Brésil). Dans ce scénario, quelques pays du centre et du sud des Amériques, qui avaient voté les sanctions sous la pression surtout de l'Angleterre, s'attendaient à trouver dans l'initiative de Roosevelt une

Tandis que la Ligue s'inquiète devant la première proposition, l'Italie va l'appuyer. Allant au delà des réactions de l'organisation de Genève, Roosevelt fait connaître ses intentions. Il affirme catégoriquement que le but de la nouvelle Conférence n'était pas d'affaiblir la Société genevoise, mais de créer pour les Amériques une méthode permettant d'assurer la sécurité collective, identique à celle mise en place pour l'Europe. Le Président nord-américain dit croire que les accords obtenus à la Conférence allaient surtout compléter les efforts accomplis par la SDN. D'autant plus que la Société genevoise avait toujours montré la plus grande compréhension pour les problèmes spécifiquement américains<sup>114</sup>. Les assurances de Roosevelt ne tranquillisent guère Genève et la Ligue sollicite la permission d'envoyer un observateur à la future Conférence. Revendication fortement refusée par les États-Unis.

En effet, il y avait en Amérique latine une certaine désillusion par rapport à la SDN, voire une réelle irritation, comme le montrait le cas du Guatemala. A Genève, on soupçonnait la présence, derrière les attitudes du gouvernement guatémaltèque, des desseins des États-Unis. En décembre 1935, le Guatemala avait envoyé à tous les États d'Amérique centrale une proposition de constitution d'une Ligue américaine, formation qui, en fait, se faisait déjà pressentir à la Conférence de Montevideo en 1933. Et l'on pensait, pour cette raison, que l'Amérique du nord voulait maintenant, à travers le Guatemala, étendre l'idée au restant de l'Amérique latine. Cette Société continentale une

---

occasion de renverser la situation. Il s'agissait de développer l'idée d'une 'pan-neutralité américaine'.

<sup>114</sup>Rapport de la *Section politique du Secrétariat de la SDN*. ASMAE, AP, Argentine, busta 9 (1936). Le Saint-Siège laisse également comprendre qu'il est défavorable à la formation d'une Ligue américaine. Cette procédure, selon l'Eglise, faciliterait l'influence continentale des États-Unis. En conséquence, l'ambition du Vatican, attaché à maintenir solidement uni le bloc catholique latino-américain serait affaiblie.

fois réalisée, le gouvernement nord-américain provoquerait le retrait des nations latino-américaines de la SDN. En résumé, les États-Unis poursuivaient, avec prudence, une politique tendant à soustraire à l'ingérence européenne tous les États d'Amérique latine. D'autres encore étaient persuadés que Roosevelt avait convoqué la Conférence pour un motif exclusivement électoral<sup>115</sup>. En tout cas, dans le discours fait en avril 1936 par le Président du Guatemala, le général Ubico, les plaintes semblent claires :

« La suite des événements a plus que jamais convaincu le Guatemala de l'opportunité de se séparer d'une Société comme la Ligue de Genève, où les États américains, surtout les petits, n'ont pas d'autres fonctions que de faire nombre, sont, en fait, exposés à tous les risques et subissent tous les dommages. Je suis, pour cette raison, décidé à insister fermement sur la proposition d'une Association des nations américaines<sup>116</sup>. »

---

<sup>115</sup>Le Secrétariat de la SDN avait envoyé à ses quatre principaux correspondants en Amérique latine (placés en Bolivie, Chili, Brésil et Mexique) un rapport sur les craintes et les espoirs qu'elle concevait à l'encontre de la future Conférence. D'après ce rapport, " dans un point de vue plus large, pour ce qui est des relations entre les Amériques et l'Europe, cette Conférence pourra avoir des conséquences qu'il ne faut pas sous-estimer." Cité in *Rapporto Conferenza Panamericana*: ASMAE,AP,Argentina,busta 9,1936.

<sup>116</sup>La presse du Guatemala se prononce nettement pour la sortie des pays latino-américains de la SDN ; c'est ce que fait le journal *Nuestro Diario* (20 février 1936): "La proposition du Président Roosevelt donne une grande actualité à l'idée de la création d'une SDN américaine qui déterminera le retrait des Républiques américaines de l'Institution de Genève." Le quotidien *El Cronista* de Honduras (19,20,21 février 1936), à son tour, s'exprime dans le même sens: "Étant donné que nous ne faisons rien dans la SDN et que celle-ci ne nous procure aucun bénéfice, il est temps de nous retirer de cette Institution pour créer la Ligue, l'Union ou la Fédération des nations américaines que Bolívar avait rêvée." Résumé de presse préparé par la Section d'Information de la Légation italienne au Guatemala: ASMAE,AP,Argentine,busta 9,1936.

L'Italie s'enthousiasme pour la proposition soutenue par le Guatemala<sup>117</sup>. Elle y voit une initiative propre à diminuer sérieusement le prestige de la SDN. Le Duce écrit au chargé d'Affaires italien au Guatemala afin de lui donner l'ordre suivant, « exprimez en mon nom, au général Ubico, mes sympathies pour sa suggestion de créer une Société des nations américaine, dans un moment où celle de Genève est au service de l'impérialisme britannique<sup>118</sup>. »

En même temps, Mussolini fait savoir à tous ses représentants diplomatiques en Amérique centrale et méridionale son désir « d'appuyer les mouvements des gouvernements et de susciter ceux qui, dans l'opinion publique, soutiennent l'abandon de la Ligue de Genève par tous les Etats d'Amérique latine<sup>119</sup>. » Le sous-secrétaire italien, Suvich, renforce les ordres donnés à ses subordonnés en Amérique latine, « l'expérience a démontré que les Etats sud-américains ne peuvent rencontrer dans la Société des nations, qu'indifférence et impuissance quand leurs intérêts sont en jeu et, qu'au contraire, quand il s'agit des intérêts européens, l'Amérique du Sud ne récolte que des dommages<sup>120</sup>. »

Suvich informe également son ambassadeur à Berlin de la détermination dont font preuve certains pays latino-américains de se détacher de la SDN. Le

---

<sup>117</sup>En dépit de l'appui que l'Italie donne à la formation d'une 'Ligue américaine', elle s'oppose aux propositions formulées par quelques pays sud-américains qui réclament l'organisation d'un système de douanes interaméricain, et à la motion prétendant discriminer les étrangers américains des non-américains. L'Italie s'inquiète également de l'adoption possible de mesures qui, dans le champ culturel, menaceraient la pénétration de la culture italienne dans le continent américain. D'un autre côté, elle juge que la future Conférence pourrait être une bonne occasion de prendre des contacts et de développer un travail profitable aux intérêts italiens, vu que les plus importantes personnalités des Etats américains seraient présentes à Buenos-Aires, et comme le suggère l'Ambassade italienne en Argentine: "Deux des maux caractéristiques de l'Amérique latine sont le nomadisme et l'exhibitionnisme ; ainsi est-il naturel que les délégations à la Conférence de Buenos-Aires soient nombreuses et exubérantes." ASMAE, AP, Argentine, busta 9, Télég. 6275/667, Buenos-Aires, 14 oct. 1936.

<sup>118</sup>DDI, série VIII, vol. III, doc. 641, 12 avril 1936.

<sup>119</sup>DDI, série VIII, vol. III, doc. 642, 12 avril 1936.

représentant italien cherche ainsi à savoir si l'Allemagne serait susceptible de s'engager pour défendre cette cause en exhortant, elle aussi, sa nombreuse communauté présente sur ce continent<sup>121</sup>.

Dans cette conjoncture, les pays latino-américains font connaître leur avis sur le sujet. La Colombie, la République dominicaine, le Costa Rica et Haïti se déclarent en accord avec la motion du Guatemala demandant la création d'une Ligue américaine indépendante. Pourtant, le pays colombien ne prétend pas, du moins formellement, manifester du mépris pour Genève, en faisant part de ses intentions. C'est ce qu'explique son Président, «mon gouvernement a reçu la nouvelle concernant la tenue de la Conférence, non seulement avec joie, mais également avec l'espoir qu'elle pourra prendre en considération la constitution d'un nouvel organe de paix apte à collaborer avec la SDN<sup>122</sup>. »

En mai 1936, le gouvernement colombien écrit au Président guatémaltèque pour lui proposer d'élaborer une action conjointe lors de la prochaine Conférence. Des contacts sont pris aussi avec le Pérou et l'Équateur. Il s'agit, pour la Colombie, de créer une Ligue continentale à travers la fusion de toutes les conventions américaines antérieures de non-belligérance. La nouvelle Ligue agirait à travers un congrès permanent comportant un siège mobile.

---

<sup>120</sup> DDI, série VIII, vol. III, doc. 708, 19 avril 1936.

<sup>121</sup> *Segondo Rapporto Conferenza Panamericana: sviluppo cronologico dei lavori preparatori* (01 dicembre 1936): ASMAE, AP, Argentina, busta 10, 1936.

<sup>122</sup> Cité in *Primo Rapporto Conferenza Panamericana*: ASMAE, AP, Argentina, busta 9, 1936. Le correspondant du Secrétariat de la Ligue genevoise en Colombie, Urrutia, ne partage pas cette posture optimiste. Il juge l'attitude colombienne un peu confuse. Il ne croit pas à la possibilité d'une coopération entre la SDN actuelle et la nouvelle institution envisagée. A son avis, on devra choisir entre l'idée d'une SDN universelle et celle d'une SDN limitée au continent américain. Cette dernière solution équivaldrait à la consécration de l'hégémonie des États-Unis. La plus sûre garantie contre cette hégémonie étant, pour les pays latino-américains, leur rattachement à l'Institution de Genève, conclut Urrutia. *Idem ibidem*.

Elle se pencherait sur l'élaboration de procédures arbitrales, conciliaires et coercitives centrées sur une définition de ce qui serait considéré comme 'un pays agresseur'. Le principe déjà existant selon lequel ne peuvent être reconnues les acquisitions territoriales obtenues par la force serait maintenu. Pourtant, au contraire de la proposition guatémaltèque, le pays colombien se contentait de greffer cette organisation américaine sur le système genevois. Pour que cette stratégie aboutisse, la SDN devrait reconnaître dans la nouvelle association l'unique pacte régional américain. De plus, il faudrait que la répartition entre nations américaines des places permanentes et non permanentes à Genève subisse une nette augmentation. Les pays chargés de représenter l'Amérique latine à la Société seraient choisis par l'Association américaine. Les solutions des conflits opposant des pays américains à des pays d'autres continents seraient recherchées dans des accords de coordination et de procédures établis entre la nouvelle association et la SDN.

L'Équateur prône également la formation d'une Ligue américaine pour les questions internes au continent. Cette Association devrait nommer un seul représentant à la SDN, au lieu des délégations en place qui seraient toutes renvoyées. Ce représentant manifesterait la volonté préalablement établie par le bloc des pays américains appartenant à la Société genevoise. Ce serait une façon de combattre la condition d'infériorité qui était celle de l'Amérique latine à Genève.

L'Uruguay se dit favorable à la sortie des pays latino-américains de la SDN, mais retient que la décision devait être prise en commun accord. A travers cette attitude, pourtant, le gouvernement uruguayen n'envisageait en aucune façon d'affaiblir ses rapports généraux avec l'Europe. Le délégué de



l'Uruguay à la Conférence de Buenos Aires, Manini Rosa va même déclarer «qu'il serait imprudent pour nous d'élargir davantage l'Atlantique qui nous sépare de l'Europe. La vérité est que les pays situés autour du fleuve de La Plata sont plus intimement liés à certains pays européens par leurs relations culturelles et économiques qu'à l'Amérique du Nord<sup>123</sup>. » Le gouvernement chilien, qui maintient son intention d'abandonner immédiatement la SDN<sup>124</sup>, insiste également sur l'opportunité que donne la formation d'une Ligue américaine de condenser les différents instruments de paix élaborés par les Conférences panaméricaines précédentes. Le nouveau texte devait être ratifié par tous.

Les inclinations des autres pays sont moins précises. En général et pour plusieurs raisons, ils ne sont pas favorables à une simple rupture ou au retrait collectif de la SDN ou même à la formation d'une 'Ligue' indépendante. La plupart des Républiques s'abstiennent de présenter des suggestions concernant l'ordre du jour de la Conférence et se bornent à donner leur consentement à l'établissement de son siège à Buenos Aires. Le Pérou compte donner un sens continental à la doctrine de Monroe et, en conséquence, assurer aux Etats américains une position définitive en face des conflits non-américains initiés par des pays membres de la SDN. Ce qui signifierait pour eux s'exempter de l'obligation d'appliquer dans ces cas, n'importe quelle sanction. Ce serait établir une séparation entre les Etats américains et les organismes

---

<sup>123</sup>Cité en INMAN, Samuel G., *op. cit.*, p.486

<sup>124</sup>Dans une circulaire aux ambassades et légations italiennes, Mussolini commémore le fait: "L'annonce du prof. Alessandri [Président du Chili] du retrait du Chili de la SDN est un nouvel élément très important qui permet de renforcer l'action contre Genève et en faveur de la constitution d'une Société des nations américaine qui aurait pour conséquence l'abolition immédiate des sanctions."(DDI, série VIII, vol. III, 26 avril 1936)

non-américains à l'occasion de conflits extra-continentaux. Cependant, tout en proposant ces mesures, le Pérou s'inquiète de l'excessive ingérence des États-Unis dans les affaires sud-américaines. Il avait eu, à cet égard, une expérience négative lors de ses disputes avec la Colombie. Par ailleurs, le traité commercial avec l'Angleterre existait toujours et devait être renouvelé, ce qui limitait l'action péruvienne.

Le Mexique se prononce en faveur de la collaboration avec la SDN et insiste sur l'opportunité de profiter de l'occasion pour seconder les efforts pacificateurs de la Société de Genève. Mais, il souligne la nécessité de traiter tous les problèmes sur la base d'une égalité absolue de toutes les nations intéressées. Quant à la généralisation de la Doctrine de Monroe, le gouvernement mexicain ne l'acceptait pas en tant qu'accord régional'. Il s'agissait en fait d'une norme des États-Unis qui ne concernait pas les autres pays du continent. Salvador et Cuba optent pour l'idée de perfectionner les accords déjà existants et d'en faire une contribution supplémentaire au mécanisme de maintien de la paix créé par la Convention de la SDN. La Bolivie soutient l'idée de créer une Ligue continentale qui disposerait de pouvoirs délibératif, administratif et judiciaire, utilisant ainsi la faculté accordée par l'article 21 du Pacte de Genève.

De son côté, l'Argentine, dans un premier temps, n'accueille pas avec un grand enthousiasme la proposition de Roosevelt suggérant la convocation extraordinaire d'une Conférence panaméricaine. Elle voit dans l'invitation du Président nord-américain une nouvelle tentative des États-Unis pour imposer leur politique aux pays du continent. Néanmoins, il était indéniable que les rapports entre ces deux pays avaient subi une appréciable amélioration. Les

États-Unis, dans cette nouvelle phase caractérisée par un 'bon voisinage' avec les pays situés au sud du Rio Grande, avaient laissé à l'Argentine un rôle prééminent dans la Conférence de 1933, à Montevideo. En réponse, le gouvernement argentin y avait appuyé les résolutions économiques présentées par les Nord-américains, bien que n'étant pas parfaitement d'accord sur tous les points<sup>125</sup>.

En outre, dans l'affaire du Chaco, les États-Unis n'avaient pas empêché l'Argentine de former une autre commission pour conduire à Buenos Aires les discussions sur le rétablissement de la paix entre les nations belligérantes. Le gouvernement argentin finit ainsi par donner une réponse affirmative à la réalisation d'une nouvelle Conférence. En tout cas, l'Argentine va maintenir, pendant la préparation des sujets de cette Conférence, sa traditionnelle attitude de résistance à une action continentale trop étroite dirigée par la suprématie nord-américaine. Le gouvernement argentin veut bien renforcer les liens panaméricains, mais sans tomber dans le piège de la soumission au jeu de Washington. Il essaie donc d'opposer au pouvoir et au prestige des États-Unis, les rapports avec l'Europe et ses groupements politiques<sup>126</sup>.

---

<sup>125</sup>Le dirigeant de la délégation des États-Unis à Montevideo était le secrétaire d'Etat nord-américain, Cordell Hull. Il y avait assumé un rôle modeste, sans prendre aucune présidence des commissions internes. Hull se rapproche de Saavedra Lamas en lui disant qu'il était sans doute le principal homme d'Etat latino-américain et que les États-Unis étaient disposés à signer le Pacte de non-belligérance qu'il proposait. Par suite, l'Argentine, en accordant son appui aux propositions économiques nord-américaines, ne tient pas compte de la revendication du Mexique qui veut obtenir un moratoire de ses dettes publiques. De plus, le pays de la Plata prononce un discours marquant soutenant la position des États-Unis en matière économique. PAZ, A.C. et FERRARI, G., *op.cit.*, p.46.

<sup>126</sup>Le gouvernement argentin avait fait connaître préalablement au gouvernement brésilien que l'Argentine ne se rendrait pas à la Conférence de 1936 en étant disposée à accepter n'importe quelle influence défavorable à l'Europe, parce qu'en dépit des erreurs de la SDN, celle-ci représentait le continent européen tel qu'il était dans le présent et que l'évidente décadence de l'Europe ne constituait pas une raison suffisante pour interrompre les rapports avec elle. Sur ce dernier point et pour des raisons assez différentes de celles de l'Argentine, le Brésil est d'accord. Dans sa réponse au gouvernement argentin, le gouvernement brésilien déclare que la

L'Argentine est d'accord sur l'unification coordonnée de tous les traités de paix préexistants<sup>127</sup>. Afin d'y arriver, il serait nécessaire d'éliminer tous les aspects qui avaient fait antérieurement l'objet de réserves et avaient empêché une ratification générale de ces traités par tous les pays américains ou même par d'autres pays non américains. Le Pacte qui en découlerait devrait développer une action conjointe à la Société de Genève. Par là, le gouvernement argentin soutient la permanence et la consolidation de la présence latino-américaine à la SDN. Pour arriver à une plus étroite relation entre les Amériques et la Ligue de Genève, il fallait résoudre les disfonctionnements du système engendré par le Pacte original dont ne faisaient pas partie des nations importantes, comme les États-Unis. Le Pacte devrait de préférence subir une réforme interne, ce qui se ferait en développant le concept d'universalité et en créant des normes moins rigides. Saavedra Lamas, qui manifeste indéniablement l'intention de devenir le porte-parole officiel de l'Amérique latine à la SDN, va proposer comme modèle de réformes son Pacte de non-agression, autrement dit le Traité général d'arbitrage interaméricain de 1933<sup>128</sup>.

---

SDN, à son avis, est une institution qui a fait faillite, mais que l'Europe reste l'auteur de la civilité latine, récemment transférée en Amérique centrale et méridionale. En conséquence, les rapports du Brésil avec l'Europe auraient toujours une importance énorme. DDI, série.VIII, vol.III, doc.762, 25avril1936; ASMAE, AP, Brasile, busta 9, 1936, telesp.355/159, 25avril1936.

<sup>127</sup> *Proyecto Saavedra Lamas para la Conferencia Pan-americana* in *Á Razón* : Buenos-Aires, 18 avril 1936, p.07.

<sup>128</sup> Au fur et à mesure que la position de l'Argentine devient plus claire, l'Italie est de plus en plus indisposée par Saavedra Lamas. Celui-ci est désormais vu comme "un mégalomane qui rêve de se poser à Genève et en Amérique latine en fondateur d'une paix universelle. Il ne se préoccupe certainement pas de faire progresser la cause de la paix. Seul l'intéresse le succès personnel." L'Argentine est accusée de "vouloir donner son nom à un accord international, afin de pouvoir déclarer au monde entier qu'elle a trouvé la formule grâce à laquelle le continent américain a trouvé la paix, et que cette même formule doit montrer la voie au reste du monde." Cité en *Primo Rapporto Conferenza Panamericana*: ASMAE, AP, *Argentina*, b.9(1936), p.3.

Le principe de l'universalisme serait obtenu, selon l'Argentine, avec l'éventuelle participation à Genève, d'Etats non-membres, dans des situations où le fonctionnement d'une délibération, pour être effectif devait recevoir l'appui des divers pays du monde. Et les Etats-membres, à la fois du pacte de non-agression américain et de la SDN, auraient ainsi la possibilité de demander aux pays non-membres de participer à l'action collective de la Ligue genevoise. Le Traité d'arbitrage argentin présentait l'avantage, explique S. Lamas, d'un mode de fonctionnement plus léger et plus souple, mieux à même d'entraver la guerre et d'arrêter les agressions. On maintiendrait les sanctions morales avec la ferme condamnation des guerres de conquêtes et des conflits comme forme de résolution des problèmes internationaux. Sur ce point, l'Argentine en arrive enfin à soutenir la conception anglaise qui affirme que le mécanisme des sanctions est un instrument de maintien de la paix dans le monde, indispensable pour empêcher une guerre universelle et, en ce moment spécifique, ramener l'Italie à la raison <sup>129</sup>.

De son côté, le Brésil déclare «sa franche et loyale coopération » avec l'initiative du Président Roosevelt, mais s'intéresse également au développement d'un bloc économique dans les Amériques et à l'affirmation claire du contenu pacifiste du panaméricanisme. Le gouvernement brésilien ne va pas appuyer, pourtant, la création d'une Ligue exclusivement américaine,

---

<sup>129</sup>D'après l'avis de Pimentel Brandão, secrétaire général des Affaires étrangères du Brésil, qui était vu par l'Italie comme "un des meilleurs diplomates brésiliens, qui s'est constamment comporté comme ami sincère de notre pays, et un des auteurs directs de la politique brésilienne de non-application des sanctions." (ASMAE, AP, *Brasile*, busta 9, 1936, Telesp. 0199/58: RJ, 31 janvier 1936), avec ce genre de propositions pour la prochaine Conférence, l'Argentine "veut rendre service à l'Angleterre, elle veut rester à Genève pour prendre une position de premier niveau. L'Argentine veut se renforcer à Genève. Elle veut surtout mettre en mouvement une autre machine collective d'un type scandaleux, moraliste et punitif." Cité en ASMAE, AP, *Argentina*, busta 9, 1936, doc. 1049/299: RJ, 6 mai 1936, p. 5.

soit parce qu'il souhaite maintenir une relation politique privilégiée avec les États-Unis, soit parce qu'il ne croit pas qu'on puisse édifier quelque chose de plus solide que la SDN aux Amériques, pour faire face à la défaillance du modèle genevois. Le Brésil est partisan de limiter les buts politiques de la Conférence de Buenos Aires. Même si l'Institut genevois doit disparaître, au moins que ce ne soit pas sous l'assaut des pays latino-américains<sup>130</sup>.

Le gouvernement brésilien accueille de préférence la proposition de création conjointe d'un Tribunal américain unique, unifié et permanent, de conciliation, d'arbitrage et de non-agression, qui serait chargé des questions territoriales internes et de la solution pacifique de tous les conflits entre les nations des Amériques. Il résiste en ce sens, aux propositions argentines jugées trop pro-SDN et visant à donner à l'Argentine un rôle privilégié sur la scène internationale.

Le Brésil sera aussi favorable à une réglementation fixant les droits et les devoirs des neutres et des belligérants à la SDN et à la conclusion d'un engagement général. Mais, sur ce sujet, il va opposer des réserves et des limitations afin d'empêcher que la 'neutralité' créée à Washington soit imposée à tous les pays américains. Surtout, le gouvernement brésilien ne veut pas d'une 'neutralité mécanique' qui puisse prévoir et faire fonctionner des embargos, des séquestrations, des fermetures de frontières, que ce soit pour

---

<sup>130</sup>Le Brésil, au contraire de l'Argentine, ne présentera pas de programme préalable à la Conférence. Par rapport à la SDN, le ministre des Affaires étrangères du Brésil, Macedo Soares, considère qu'un des motifs de la faillite de cette Société réside dans le fait qu'elle a été incapable d'identifier la nouvelle réalité des dictatures européennes, en particulier italiennes et allemandes. Celles-ci étaient annonciatrices d'un nouvel âge politique dans le monde. L'erreur de Genève, selon Macedo Soares, était justement de ne pas savoir tirer bénéfice du large prestige de Mussolini et de l'évidente ascendance d'Hitler. La SDN aurait dû, ainsi, reconnaître la valeur mondiale des dictatures et leur liberté de décision et d'action. DDI, série VIII, vol.III,doc.775,27avril1936.

résoudre les conflits européens ou les conflits américains. L'exemple de la guerre italo-éthiopienne est particulièrement présent. Roosevelt avait conçu au début une neutralité à base punitive qui ne fut pas approuvée par le Congrès. C'est pourquoi le gouvernement brésilien attend d'avoir une plus exacte définition du principe de neutralité américaine. De plus, il faudrait adopter une valeur pratique de réciprocité dans l'application de la Doctrine de Monroe, jusqu'ici unilatéralement interprétée. Les Etats de l'Amérique du centre et du sud devaient devenir sujets, et non seulement objets, de la Doctrine.

Enfin, sur la position italienne, position favorable à une SDN américaine, l'ambassadeur Roberto Cantalupo fait une longue réflexion et oppose quelques réserves. A travers les contacts qu'il dit avoir établis au Brésil avec la diplomatie du continent, l'ambassadeur italien affirme que plusieurs nations latino-américaines souhaitaient sortir immédiatement de la SDN, soit pour ne pas se soumettre aux risques matériels d'une guerre européenne, soit pour se séparer de la «manifeste immoralité» genevoise. Pourtant, cela ne voulait pas dire couper les liens avec l'Europe et se laisser absorber par «le climat froid et divers de la civilisation nord-américaine». On ne pouvait pas, selon Cantalupo, oublier

« que les Américains du sud et du centre sont tous, dans la pleine acception du terme, des Latins : des Latins de deuxième ordre, moins raffinés, religieusement, socialement et économiquement assez arriérés et provinciaux, mais cette condition ne représente qu'une gradation qui n'altère pas l'essentiel de leur latinité. Ils peuvent être les servants des Anglo-saxons d'Amérique du Nord, parce qu'au niveau industriel et spirituel, ils n'ont pas réussi à acquérir

une solide personnalité productive et authentique, digne de la race : mais, ils restent toujours des Latins<sup>131</sup>.»

Par suite, conclut Cantalupo, aucune action politique du Président Roosevelt ne pourra changer l'orgueil latin de tous les Américains du sud et du centre. Néanmoins, il fallait être prudent :

«notre motivation, qu'elle soit transitoire ou définitive, qui nous incite à séparer les Etats latino-américains de la SDN et à les pousser à agir contre elle, ne doit absolument pas masquer notre intérêt majeur et permanent, intérêt historique plus que politique, qui est de considérer toutes les capitales de l'Amérique latine comme de précieuses et généreuses réserves d'énergie morale et économique, mises à la disposition de la latinité dans les conflits idéologiques et matériels qui éclatent en Europe<sup>132</sup>.»

L'Italie devait ainsi faire preuve de discernement et ne pas jeter simplement les Latins des Amériques dans les bras de Washington. Il était clair qu'une Ligue des nations américaines dominée fatalement par les Etats-Unis, ne serait pas toujours favorable à l'Italie.

Dans une réflexion postérieure, Gioacchino Volpe observe que le conflit italo-éthiopien avait renforcé le panaméricanisme des États-Unis au détriment de la SDN. Pourtant, il soutient encore l'idée d'une organisation du monde par continent et d'une Société des nations décentralisée, au service des sociétés

---

<sup>131</sup>Cité in DDI, série VIII, vol. III, doc. 762, 25 avril 1936; voir doc. 775, 27 avril 1936; ASMAE, AP, *Brasil*, busta 9, 1936, telessp. 355/159, 25 avril 1936.



continentales. C'est-à-dire une Société des nations formée non d'Etats directement associés, mais d'autant de sociétés des nations que de continents existants. Ainsi, considère Volpe, «la Société des nations pourra être vraiment une institution universelle. L'union panaméricaine devrait être une des ces sociétés des nations continentales. » Quant au danger de placer toutes les nations américaines sous l'influence des États-Unis, Volpe le relativise, «nous sommes encore très loin de cette possibilité », mais il prévient, « il est temps déjà pour l'Europe latine et l'Italie de consacrer un peu d'attention à cette question de l'expansionnisme nord-américain au Sud<sup>133</sup>. »

## **10 – La victoire italienne et la contrariété suscitée par l'Argentine :**

A partir de la conquête définitive de l'empire éthiopien par l'Italie et la conséquente fin des hostilités, une phase de négociations différente s'ouvre à la SDN, circonscrite maintenant au champ diplomatique. Le Conseil accepte, le 12 mai 1936, comme un fait accompli, l'annexion du territoire africain. Le roi d'Italie devient empereur d'Éthiopie. L'Italie exige désormais la reconnaissance de la nouvelle situation. Le Conseil va ajourner ses travaux afin d'analyser le problème. En attendant la décision, la délégation italienne quitte Genève. Les sanctions sont maintenues et l'Éthiopie figure encore en tant que membre de la

---

<sup>132</sup>*Id. lb.*

<sup>133</sup>VOLPE, Gioacchino. *Relazione generale in op. cit.*, p. 190.

SDN. Le représentant de l'ex-empereur d'Ethiopie, l'Italien Wolde Mariam, est présent à cette séance du Conseil. Les opinions sont divisées. Les opposants les plus acharnés, comme les pays scandinaves, veulent la pleine application de la ligne 4 de l'article 16 du pacte, c'est-à-dire l'expulsion de l'Italie de la Ligue. D'autres, comme la Pologne et plusieurs pays latino-américains demandent la fin immédiate des sanctions. Au cours de la séance, le Chili et l'Équateur, membres du Conseil, déclarent ne pas pouvoir accepter la résolution touchant au maintien des mesures coercitives contre l'Italie<sup>134</sup>. En dépit de l'argumentation de ces derniers pays, la résolution concernant les sanctions qui exigeait, d'après l'article 5 du pacte, l'unanimité du Conseil, est approuvée.

De son côté, le Président de l'Uruguay, Terra, rappelle la position de son pays,

« étant donné que la guerre est finie, les sanctions n'ont plus de raison d'être, surtout pour les pays éloignés du théâtre des événements et qui, à l'exemple de l'Uruguay, se sentent gênés dans leur commerce avec l'Italie. Mais, au-delà des intérêts matériels, il y a dans la politique du gouvernement uruguayen, le désir de manifester son invariable sympathie pour l'Italie<sup>135</sup>. »

---

<sup>134</sup>Le Chili va à l'occasion adresser aux pays latino-américains une proposition de réforme radicale du pacte genevois, et menace de quitter la SDN dans le cas où l'assemblée s'y montrerait contraire. ASMAE, AP, *Cile*, busta 35, 1936, fasc. 1, sottofasc. 'Cile'. D'après Gioacchino VOLPE (*Relazione generale, op.cit.*, p.189) : « Le gouvernement du Chili soutenait l'abolition des sanctions considérées comme inutiles aux objectifs et dangereuses pour la paix, pendant que son délégué à Genève faisait une demande officielle analogue. »

<sup>135</sup>Cité in DDI, série VIII, vol. IV, doc. 113, 27 mai 1936. Dans le télégramme 5634/48, du 25 mai 1936, l'Italie demande aux gouvernements sud-américains d'exprimer de façon plus claire leurs

Le ministre des Affaires extérieures bolivien, à son tour, envoie des instructions à son délégué à Genève, Costa du Rels,

« l'article 16 du pacte ne constitue pas une pénalité pour le pays qui recourt à la guerre. Il représente simplement une tentative pour éviter les conflits armés ou promouvoir leur résolution. C'est en fonction d'un tel critère qu'on a appliqué des sanctions à l'Italie, malgré notre sympathie pour ce pays. Etant donné que la guerre avec l'Éthiopie est finie et que l'emploi de ce stérile instrument cause un préjudice à l'économie de notre pays, lequel se trouve dans un moment de reconstruction, la Bolivie propose la fin des sanctions<sup>136</sup>. »

La Bolivie, en outre, se propose d'entamer des conversations avec le Pérou, le Chili, la Colombie, l'Uruguay et le Venezuela afin de signer une motion définitive et conjointe visant la fin des sanctions et destinée à être présentée à la prochaine assemblée de Genève. Mais le délégué argentin, Ruiz Guinazu, s'exprimant, lors de cette séance du Conseil du 12 mai, à contre-courant des pays sud-américains, s'était encore déclaré favorable au maintien des sanctions contre l'Italie, mesure nécessaire pour sauvegarder les principes fondamentaux du pacte. L'Argentine dit ne pas pouvoir adopter une autre attitude étant donné sa tradition juridique internationale, laquelle serait renforcée dans la prochaine Conférence panaméricaine de Buenos Aires. Le gouvernement argentin va également se déclarer contraire à l'ajournement des

---

critiques sur la décision de maintien des sanctions prise par le Conseil, le 12 mai 1936. ASMAE, AP, *Brasile*, busta 9, 1936.

<sup>136</sup> Cité in DDI, série VIII, vol. IV, doc. 81, 20 mai 1936.

décisions sur l'Éthiopie proposé par le Conseil. Il veut une résolution immédiate<sup>137</sup>.

Cependant, les positions des pays sud-américains concernant la reconnaissance de la souveraineté de l'Italie sur le territoire éthiopien, sont moins sûres. Le Brésil, par exemple, en dépit de sa bonne volonté envers l'Italie, invoque des obstacles juridiques. L'article 5 de la Constitution brésilienne condamnait «les guerres de conquêtes» et interdisait la reconnaissance des résultats. Cet article avait été réaffirmé récemment par le ministre des Affaires étrangères brésilien dans les négociations de pacification du Chaco et dans le conflit de Leticia. Une clause analogue existait également dans l'article 2 du pacte de non-agression de Saavreda Lamas. C'est au nom de ce principe que l'Argentine exerce des pressions sur le Brésil et d'autres pays sud-américains afin d'obtenir une déclaration collective contraire à l'annexion du territoire africain. Le pays argentin peut compter sur la Colombie.

---

<sup>137</sup>DDI,sérieVIII,vol.IV,doc.17,12mai1936;doc.25,13mai1936;doc.96,23mai1936;doc.162, 2juin 1936. Mussolini déclare qu'il faut "éclaircir cette situation, laquelle finira par compromettre irréversiblement l'amitié italo-argentine."(DDI,*idem*,doc.29,13mai1936). En même temps, profitant du climat d'inquiétude qui règne dans les secteurs commerciaux argentins, le sous-secrétaire aux Affaires extérieures italien, Suvich, insiste auprès de son ambassadeur en Argentine: "Faites bien comprendre que les rapports économiques ne peuvent qu'être touchés désagréablement par les questions politiques. Bien que l'Argentine n'ait pas appliqué les sanctions relatives à la prohibition des importations italiennes, son positionnement politique attend un nécessaire éclaircissement. Jusque là, aucune garantie ne pourra être donnée sur nos futurs achats au pays argentin."(DDI,*idem*,doc.156,1<sup>o</sup>juin1936).Comme Saavreda Lamas était de plus en plus rendu responsable par l'Italie des directives de la politique internationale argentine («Cette procédure montre désormais indiscutablement que Saavreda Lamas est décidé à ne pas déroger de sa politique personnelle d'affirmation ultra-sociétaire.» : ARLOTA, ambassadeur italien à Buenos-Aires en DDI,*idem*,doc.50,15mai1936), le Secrétaire d'Etat du Vatican, Monseigneur Pizzardo, est mobilisé afin qu'il invite Copello, archevêque de Buenos-Aires, à intervenir auprès du Président de la République argentine, dans le but "d'apaiser l'ébullition sociétaire de son ministre des Affaires étrangères, Saavreda Lamas. " (DDI,*idem*,doc.96,23mai1936). Copello, dans son interpellation au Président de la République argentine, obtient comme réponse que l'Argentine vivait au plan interne une période assez difficile et qu'en conséquence, malgré son admiration pour l'Italie, il laissait volontairement "à son compétent et inquiet Ministre S. Lamas" toutes les initiatives et toutes les responsabilités en matière de politique étrangère, nonobstant la gravité et les risques que comportait sa détermination. (DDI,*idem*,doc.175,3juin1936).

Cette dernière avait fait circuler une note où étaient inventoriés tous les obstacles juridiques qui empêcheraient les nations sud-américaines de reconnaître la présence italienne en Éthiopie.

L'Argentine va plus loin encore. Elle va proposer une convocation extraordinaire de l'Assemblée afin de débattre de la question éthiopienne<sup>138</sup>. L'ambition de Saavedra Lamas, semble-t-il, était de former un bloc latino-américain autour de la thèse de l'inadmissibilité de la conquête militaire d'un Etat membre par un autre Etat membre. Il veut forcer de la même façon la solidarité européenne à ce sujet.

Pour étayer sa demande, Saavedra Lamas explique au Secrétariat général de la société de Genève que le conflit italo-éthiopien avait soulevé assez de problèmes pour que les délibérations fussent restreintes au seul Conseil, les autres Etats de la SDN étant dans l'obligation de s'y soumettre. Une large discussion s'imposait, face aux nouveaux événements. Les différents gouvernements intéressés pourraient, de cette façon, assumer ouvertement leurs responsabilités. En outre, continue le Ministre argentin, l'Assemblée aurait la possibilité de faire œuvre de clarification à propos du problème, vu que plusieurs pays latino-américains avaient perdu toute confiance dans la Ligue et menaçaient de quitter l'Institution. Cette clarification était d'autant plus nécessaire qu'elle pourrait aider les Etats américains à fixer leur ligne de conduite à la prochaine Conférence de Buenos Aires.

---

<sup>138</sup>Le 2 juin 1936, le délégué argentin à la SDN, Ruiz Guiñazu, présente une note au Secrétariat général de la Ligue où il demande que l'Assemblée soit convoquée le plus vite possible afin de résoudre, dans un temps satisfaisant, l'affaire éthiopienne. DDI, série VIII, vol. IV, doc. 158, 2 juin 1936; doc. 187, 4 juin 1936.

En face de la démarche inattendue de l'Argentine, l'Italie réagit défavorablement<sup>139</sup>. Mussolini, dans une lettre à son ambassadeur dans ce pays, Ariotta, montre l'inadéquation de cette démarche à la situation :

«le gouvernement italien ressent une profonde irritation devant l'initiative du gouvernement argentin qui demande la convocation de l'Assemblée de la SDN. Faites savoir à tous, y compris au Président de la République, que ce geste est considéré par l'Italie comme un coup bas, un affront à la civilité et une trahison de la mission civilisatrice de la race nouvelle. Faites que se mobilisent sans délai et avec la plus grande énergie les colonies italiennes et les italo-argentins. *Il popolo italiano inciderà il nome de l'Argentina per il primo sulle lapidi dell'assedio*<sup>140</sup>. »

---

<sup>139</sup> Apparemment, le corps des ambassadeurs étrangers en Argentine fut surpris. L'ambassadeur d'Allemagne traite l'initiative de S. Lamas d'absurde et de dangereuse. Il observe l'inconvenance d'une discussion immédiate sur la légitimité des conquêtes territoriales par la force, sujet qui intéressait, évidemment, le Reich. L'ambassadeur anglais se plaint "du rôle d'idiot qu'il avait joué envers son gouvernement". Il considère que l'Argentine aurait dû attendre que les ambiances soient plus sereines. L'ambassadeur de France dit avoir demandé des explications à S.Lamas et celui-ci avait répondu de façon très confuse. Les ambassadeurs latino-américains ne prennent pas position pour le moment et attendent les événements. (DDI, sérieVIII, vol.IV, doc. 175, 3 juin 1936.) Enfin, les interprétations sur la manœuvre argentine, qu'elles soient locales ou internationales sont diverses et contradictoires. (DDI, *idem*, doc.177, 3 juin 1936.) Les groupes de gauches et les adversaires du fascisme, en général, se manifestent de façon positive. Le geste argentin est vu comme impliquant l'abandon de toute formule d'accommodement entre les chancelleries des puissances. Les petits pays pourraient peut-être cesser de jouer le rôle de dupe à la SDN. Rome, Londres et Paris ne pourraient plus se mettre d'accord en dehors de la Ligue et apporter à Genève une solution toute prête. Et toujours d'après Mussolini, "la manœuvre argentine soulève toujours le plus grand enthousiasme mondial chez les groupes contraires au fascisme." (DDI, *idem*, doc.216, 8 juin 1936)

<sup>140</sup> DDI, sérieVIII, vol.IV, doc.195, 6 juin 1936. Et en écrivant à son Ambassade à Santiago et à ses Légations latino-américaines, Mussolini insiste à nouveau: " L'inopportunité de cette initiative est évidente : dans un moment particulièrement délicat, tandis que Genève cherche une solution de compromis, l'Argentine la met en face de la convocation de l'Assemblée, sachant que celle-ci ne peut pas ouvertement renier les principes genevois." (DDI, *idem*, doc.199, 6 juin 1936).

Le gouvernement italien interprète l'attitude argentine de plusieurs manières. Avant tout, il y aurait le désir de Saavreda Lamas de se mettre sur le devant de la scène pour des raisons personnelles. L'Argentine éprouverait du ressentiment d'avoir été mise en minorité, face aux prises de positions favorables à l'Italie des pays sud-américains présents au Conseil et elle voulait reprendre l'initiative. L'Italie soupçonne également le pays argentin de chercher à déplacer la question des sanctions en l'associant à la reconnaissance des territoires conquis par la force par l'Italie, question au sujet de laquelle les gouvernements et l'opinion publique latino-américains, et même européens, manifestaient bien des réticences<sup>141</sup>. Ce déplacement pourrait conduire à la confirmation des principes du Pacte Saavreda Lamas. Ce qui était le véritable but de l'Argentine, car elle en serait fortifiée et verrait sa position renforcée à la prochaine Conférence panaméricaine.

Un des problèmes majeurs pressenti par l'Italie était que d'autres pays ne soient enclin à suivre l'Argentine<sup>142</sup>, et les préoccupations du nouveau ministre des Affaires étrangères italien, Galeazzo Ciano vont dans ce sens :

« Nous sommes avertis par Genève de l'active propagande anti-italienne que les délégués argentins sont en train de développer auprès des représentants des petits Etats et des Etats sud-américains. Cette propagande

---

<sup>141</sup>Le représentant argentin, Ruiz Guiñazu avait déclaré à quelques représentants latino-américains, à l'exemple du bolivien Costa de Rels, que son gouvernement considérait que les problèmes de la reconnaissance de la conquête militaire et des sanctions étaient indissociables. De ce fait, fallait éviter que l'agresseur ne consolide sa conquête. A cette fin, il n'y avait qu'une méthode: maintenir les mesures punitives prévues dans le pacte. (DDI, sérieVIII, vol.IV, doc.210, 7juin1936; doc.218,8juin1936.)

<sup>142</sup>DDI,sérieVIII,vol.IV,doc.199,6juin1936.

est en contradiction avec les affirmations d'amitié répétées du gouvernement argentin<sup>143</sup>. »

En outre, selon le gouvernement italien, la proposition argentine arrivait dans un moment inopportun, puisqu'une phase de détente s'ouvrait entre l'Italie, l'Angleterre et la France. Les milieux gouvernementaux et diplomatiques anglais n'avaient certainement pas bien accepté l'annexion de l'empire du Négus par l'Italie, ce qui représentait un coup dur pour la crédibilité de la Société. Pourtant, confrontée à la menace allemande croissante et à la forte opposition interne de l'opinion publique et des secteurs économiques, l'Angleterre recule et essaie de suggérer une fin prochaine des sanctions<sup>144</sup>. Elle est appuyée par le nouveau gouvernement français, le Front populaire, lequel bien qu'étant un adversaire du fascisme, préfère voir recomposé le Front de Stresa, plutôt que maintenir la pression sur l'Italie.

Mussolini, de son côté, cherche lui aussi la reprise des anciennes relations européennes. Il va renouveler ses promesses de ne pas porter préjudices aux intérêts britanniques en Afrique et en Méditerranée<sup>145</sup>.

---

<sup>143</sup> DDI, série VIII, vol. IV, doc. 261, 14 juin 1936. Néanmoins, en réponse aux questions que lui avait personnellement adressées Ciano, l'ambassadeur argentin à Rome, Cantilo, précise que la convocation de l'Assemblée viserait seulement à provoquer la réaffirmation théorique de la doctrine américaine de non-reconnaissance des territoires conquis par la force et que l'Argentine ne prétendait pas faire des interventions défavorables au cas italien. (DDI, *idem*, doc. 273, 15 juin 1936)

<sup>144</sup> Selon Anthony Eden, "le gouvernement britannique souhaite liquider la crise entre l'Italie et la SDN, mais il faut sauver les principes généraux de la sécurité collective qui sont à la base de la politique britannique interne et internationale. L'expérience des sanctions a été un retentissant échec. La collaboration de l'Italie devient plus que nécessaire au système de sécurité collective de l'Europe. Il faut agir de manière à ce que la SDN puisse trouver une voie de sortie qui permette la liquidation formelle des sanctions sans compromettre l'existence même de la SDN." Cité in DDI, série VIII, vol. IV, doc. 180, 4 juin 1936.

<sup>145</sup> D'après l'ambassadeur italien à Londres, Dino Grandi, "Eden confirme que le cabinet a examiné attentivement les déclarations du Duce et qu'il a apprécié son esprit et sa volonté de conciliation. Il ne fait aucun doute que ces déclarations ont influencé de façon décisive le climat



Désormais, pour ce qui est d'une reconnaissance de la conquête de l'Éthiopie, l'Italie aime mieux que « ce problème d'une extrême délicatesse soit résolu avec le temps et avec le bon sens de la diplomatie<sup>146</sup>. » Sur la question des sanctions, il était suffisant de convoquer le Comité de coordination, lequel était, d'après l'avis italien, l'instance effectivement responsable de l'affaire et non le Conseil ou l'Assemblée. Par ailleurs, le rôle du Comité consistait seulement à coordonner les décisions individuelles des Etats. En effet, dans les termes de l'article 16 du Pacte, l'application ou la suspension des sanctions ne ressortissaient pas à une décision collective prise par un organe sociétaire, mais à une initiative souveraine de chaque Etat<sup>147</sup>.

Saavreda Lamas, à son tour, déclare à nouveau n'être mu par aucun sentiment d'hostilité à l'égard de l'Italie et il ajoute que l'Argentine continue « à conserver une inaltérable amitié pour » la nation italienne, mais son gouvernement se voit dans l'obligation de « réaffirmer les principes de base de sa position internationale concernant les variations territoriales. » Cette attitude était doublement justifiée et correspondait à la position que l'Argentine devrait certainement assumer à la conférence de Buenos Aires, laquelle, rappelle S.Lamas, avait été convoquée de façon spontanée par Washington. Le Ministre argentin poursuit ensuite son explication, « si cette théorie [contraire aux guerres de conquêtes] n'existait pas, les États-Unis se seraient déjà emparés

---

général de détente qui est déjà manifeste dans les rapports italo-britanniques." (DDI, série VIII, vol. IV, doc. 180, 4 juin 1936)

<sup>146</sup> BOVA SCOPPA, secrétaire général adjoint de la délégation italienne à la SDN, in DDI, série VIII, vol. IV, doc. 130, 29 mai 1936. Mais, d'après le sous-secrétaire des Affaires étrangères italien, Suvich, sitôt répandue la nouvelle de la proposition argentine " on commence à parler déjà d'une possible convocation extraordinaire de l'Assemblée pour le 16 juin 1936, pourtant, il n'y a rien de précis" (DDI, *idem*, doc. 139, 30 mai 1936). De la même façon, Suvich fait savoir à l'ambassadeur argentin à Rome, "en termes assez forts que l'initiative de l'Argentine, faite sans aucun préavis ni consultation, ne peut pas paraître amicale."

du Mexique et d'autres pays centraméricains. » D'autre part, il fallait préserver et renforcer la SDN pour que l'Amérique latine puisse avoir une présence en Europe, ce qui était pour elle une manière de résister aux pressions nord-américaines.

Lamas se dit navré de la concomitance entre la discussion sur le conflit italo-éthiopien et le mécontentement ressenti à l'égard de la SDN, par les petits pays de l'Amérique latine, "lesquels, ne pouvant pas faire entendre efficacement leur voix au Conseil, commencent à s'éloigner de Genève." L'Argentine se trouvait donc dans l'obligation de convoquer l'Assemblée, espace où ces pays latino-américains pourraient s'exprimer. Enfin, le ministre affirme que, d'après son impression personnelle, et spécialement sur la question des sanctions, l'Assemblée proposera une solution nettement plus favorable que le Conseil<sup>148</sup>.

En dépit des justifications argentines, l'Italie continue à trouver téméraire la convocation de l'Assemblée. Elle ne sait pas très bien évaluer les conséquences de cet acte. Une délégation éthiopienne pourrait être toujours présente. D'après Suvich, «l'Assemblée, fatalement influencée par la démagogie sociétaire, finira par décider un raidissement de ses positions, surtout sur le point concernant la non-reconnaissance de la souveraineté italienne en Éthiopie. Ce qui est propre à porter préjudice à l'œuvre de pacification internationale<sup>149</sup>. » De l'avis de l'ambassadeur italien à Paris,

---

<sup>147</sup>DDI,sérieVIII,vol.IV,doc.142,30mai1936.

<sup>148</sup>Saavreda Lamas cité in DDI,sérieVIII,vol.IV,doc.150,31mai1936. Le Ministre argentin met l'accent sur le fait que son initiative conduira bien probablement à la suppression des sanctions et que la non-reconnaissance ne pourra pas vraiment gêner l'Italie.DDI,*idem*,doc.204, 6 juin 1936)

<sup>149</sup>DDI,sérieVIII,vol.IV,doc.158,2juin1936. Toujours d'après le Secrétaire général adjoint de la délégation italienne à la SDN, Bova Scoppa : "Rome ne voit pas l'utilité ni l'opportunité de

Cerruti, il fallait encore éclaircir Saavreda Lamas et lui rappeler que les précédents de la SDN avaient démontré combien cette institution était incapable de prévenir ou de réprimer les agressions ou les violations des traités. D'autre part, l'Éthiopie ne se trouvait ni en Europe, ni en Amérique. Le pays africain devait plutôt être expulsé de la SDN en tant que nation barbare et esclavagiste. Le ministre des Affaires étrangères argentin, selon Cerruti, devrait réfléchir à ses attitudes, parce que les Italiens disséminés dans le monde avaient aujourd'hui une forte conscience nationale. Il était plus prudent de les avoir comme amis, et non comme ennemis, surtout en Argentine<sup>150</sup>.

Le gouvernement italien, avant tout, se méfie et pense toujours que l'initiative argentine peut être une manœuvre de l'Angleterre. En dépit des réponses négatives de Saavreda Lamas, l'ambassadeur italien à Buenos Aires, Arlotta, souligne le fait que l'Argentine était encore dans une phase de renégociation de son traité économique avec les Anglais.

La même impression était partagée par les milieux genevois, surtout dans la délégation française. On était porté à croire que la proposition argentine demandant une convocation de l'Assemblée présentait des avantages aux yeux de l'Angleterre, et ce pour les raisons suivantes : a) si l'Assemblée se déclarait pour le maintien des sanctions, probable conséquence des votes des petits pays, l'Angleterre ne pourrait qu'appuyer cette résolution au nom du soutien de la SDN. Dans ce cas, l'Angleterre pourrait en profiter pour amener l'Italie à faire des concessions sur le terrain diplomatique ; b) si l'Assemblée se prononçait pour l'abolition des sanctions, l'Angleterre pourrait prétendre s'être inclinée

---

transférer le problème, du terrain prudent et avisé des négociations diplomatiques au terrain irresponsable de l'Assemblée."(DDI, *idem*, doc. 166, 2 juin 1936).

devant la volonté du 'collectif' de la Ligue, à laquelle elle demanderait, par contre, la non-reconnaissance de la conquête militaire de l'Italie.

Dans les deux cas, la SDN pourrait garder un relatif prestige <sup>151</sup>. Eden, pourtant, nie que la proposition argentine soit directement ou indirectement d'inspiration britannique. Au contraire, le gouvernement anglais trouve, selon Eden, la mesure précipitée parce qu'elle risquerait d'interrompre et de compromettre le graduel processus de maturation et d'éclaircissement de la situation <sup>152</sup>. Enfin, l'Italie menace d'une rupture irréversible avec la SDN au cas où les décisions prises à l'Assemblée seraient encore défavorables à ses intérêts.

En Amérique du Sud, l'interpellation argentine réclamant la convocation de l'Assemblée amène les pays du continent à se déterminer <sup>153</sup>. L'Uruguay émet un avis positif, cependant, il faudrait que soit maintenue la demande déjà proposée par le Chili, d'une suppression immédiate des sanctions et que la question de la reconnaissance territoriale soit renvoyée jusqu'au moment où les puissances les plus intéressées auraient pris position. En tout cas, le Président uruguayen assure l'Italie qu'il fera tout pour empêcher que ne puisse ressortir de l'Assemblée, des décisions dommageables pour l'Italie <sup>154</sup>. Dans un

---

<sup>150</sup> DDI, série VIII, vol. IV, doc. 163, 2 juin 1936

<sup>151</sup> DDI, série VIII, vol. IV, doc. 149, 31 mai 1936; doc. 158, 2 juin 1936. Selon Bova Scoppa : "Je retiens que, cette fois encore, l'Angleterre conduira ce grand théâtre(...) Avec l'habituel système des menaces, des pressions, des chantages, des propos alarmistes, M. Eden de nouveau obtiendra que les sanctions soient maintenues jusqu'au moment où l'Italie s'engagera dans une solution qui puisse être acceptée également par la SDN. Le langage de la force est le seul que Genève ait parfaitement compris jusqu'ici." (DDI, *idem*, doc. 177, 3 juin 1936)

<sup>152</sup> DDI, série VIII, vol. IV, doc. 180, 4 juin 1936. Chamberlain avait, lui aussi, fait des déclarations contre le maintien des sanctions. (DDI, *idem*, doc. 246, 12 juin 1936)

<sup>153</sup> Sur les positionnements des pays latino-américains voir: DDI, série VIII, vol. IV, doc. 151 1 juin 1936; doc. 166, 2 juin 1936; doc. 169, 3 juin 1936; doc. 202, 6 juin 1936; doc. 209, 7 juin 1936; doc. 268, 15 juin 1936; doc. 319, 19 juin 1936; doc. 426, 2 juillet 1936.

<sup>154</sup> Le Président uruguayen, Terra, croit aussi que le mobile de Saavedra Lamas est son ambition personnelle et il souligne les pressions exercées par Buenos-Aires pour que l'Uruguay ratifie le

mémorandum envoyé à l'Italie, le Pérou adopte une position pareille à celle de l'Uruguay. Pour le gouvernement péruvien, une action franche, comme celle que voulait l'Argentine, était destinée à éclaircir la problématique du conflit italo-éthiopien, puisque, jusqu'à ce moment, la politique des principales puissances avait été caractérisée par des balancements et des indécisions<sup>155</sup>.

Le Chili déclare également n'avoir rien à objecter à la tenue de l'Assemblée extraordinaire, mais il réaffirme sa demande de suppression des mesures coercitives. Alessandri, le Président chilien, s'engage à agir pour que le problème des sanctions ne soit pas associé à la question de la reconnaissance territoriale. Rivas Vicuña, représentant chilien à la SDN, accuse Saavedra Lamas de vouloir obtenir à n'importe quel coût le prix Nobel de la paix. De plus, le Ministre argentin disposerait, selon Vicuña, de garanties données par Eden pour que, si l'Argentine prenait une attitude sociétaire, il soit nommé à la présidence de cette prochaine Assemblée.

Le Venezuela s'abstient de prendre position. Ce dernier pays voulait en même temps «donner satisfaction à l'Argentine et ne pas trop contrarier l'Italie, laissant apparemment de côté les principes [de la SDN], (...) et ne souhaitant ni la confusion, ni une attitude franchement hostile au gouvernement argentin, comme ce serait le cas si le Venezuela prenait part au débat<sup>156</sup>. »

La Bolivie considère que la démarche argentine avait bloqué non seulement son pays mais d'autres nations du continent au nom du

---

Pacte de non-belligérance. Demande à laquelle le gouvernement uruguayen allait bientôt répondre, vu que l'Argentine venait d'établir un service fluvial entre les deux pays, conformément à une suggestion de l'Uruguay. (DDI, série VIII, vol. IV, doc. 215, 8 juin 1936.)

<sup>155</sup>Le gouvernement péruvien considère, de la même façon, comme inutile le maintien des sanctions, mais il ne trouve pas convenable de soumettre tout de suite la question de la reconnaissance territoriale à l'Assemblée. (DDI, série VIII, vol. IV, doc. 306, 18 juin 1936)

panaméricanisme. Le gouvernement bolivien se sentait particulièrement gêné parce que l'Argentine serait un des arbitres, dans la réouverture de la seconde phase des négociations concernant le Chaco, qui aurait lieu à la fin septembre 1936. Par suite, il ne pourrait prendre aucune initiative intempestive. Il lui faudrait attendre que l'Assemblée se prononce avant qu'il n'assume des responsabilités<sup>157</sup>.

La diplomatie brésilienne, pour sa part, juge que la dernière démarche de l'Argentine traduisait carrément l'intention de limiter la liberté d'action des pays américains non-membres de la Ligue. Elle voulait rétablir une uniformité de conduite chez les nations du continent par rapport aux questions italiennes. De cette façon, l'Argentine renforcerait son ambition toujours présente d'assumer la direction morale de tous les pays Sud-américains. Quant à la question de la reconnaissance territoriale demandée par l'Italie, le gouvernement de Vargas préfère ne rien faire avant que ne soit élaborée une définition des événements au niveau de l'Europe. Il était nécessaire que les pays européens les plus intéressés prennent un positionnement plus clair.

Finalement, l'Assemblée extraordinaire est fixée au 30 juin 1936. L'ambassadeur argentin à Rome, Cantilo, essaie encore une fois de tranquilliser Ciano en l'informant sur le but principal de sa convocation. L'Assemblée viserait surtout à amener une réaffirmation générale et théorique des principes du pacte Saavreda Lamas, et spécialement de la doctrine

---

<sup>156</sup> Lettre personnelle de Parra Pérez [ambassadeur vénézuélien à Londres] à Gil-Borges cité en FREDDY VIVAS, Gallardo, *op.cit.*, p.305.

<sup>157</sup> "J'ai honte de le confesser", dit le représentant bolivien Costa du Rels, "mais cela est la réalité de la situation." (cité en DDI, série VIII, vol. IV, doc. 210, 7 juin 1936.) Selon Costa du Rels, l'attitude hostile de l'Argentine correspond à des raisons purement économiques : d'ici quelques années, l'Italie ferait concurrence sur les marchés européens et extra-européens à l'Argentine, avec les grains et les bestiaux éthiopiens. (DDI, *idem*, doc. 218, 8 juin 1936.)

américaine de non-reconnaissance des territoires conquis par la force. L'Argentine, pourtant, n'avait pas l'intention de faire des interventions défavorables au cas italien. C'était une simple question de déclaration abstraite de principes qui ne brusquerait personne. Cantilo insiste sur la nécessité de trouver une 'formule dilatoire', laquelle permettrait aux pays sud-américains de ne pas porter sur le terrain concret le problème de la reconnaissance territoriale. Quant aux sanctions, le gouvernement argentin ne serait pas défavorable à leur abolition. Il faudrait de préférence laisser ouverte la possibilité pour les puissances intéressées de régler l'affaire<sup>158</sup>.

Entre-temps, les manifestations hostiles à la politique de Saavreda Lamas s'expriment de plus en plus fort au sénat argentin. La préoccupation est surtout centrée sur les conséquences qu'aurait cette politique sur les rapports traditionnels de l'Argentine avec l'Italie, surtout au plan économique. Ainsi, en raison de ces pressions, les deux pays finissent par chercher un compromis. Comme il est d'usage, l'Italie allait élaborer un mémorandum qui serait envoyé à l'Assemblée. Ciano et l'ambassadeur argentin, Cantilo, se mettent d'accord pour que l'Italie incorpore, dans le mémorandum, une note de référence sur son adhésion au pacte Saavreda Lamas. En échange, l'Argentine s'abstiendrait d'établir des relations entre le conflit italo-éthiopien et les principes de son

---

<sup>158</sup>DDI, série VIII, vol. IV, doc. 273, 15 juin 1936; doc. 276, 15 juin 1936; doc. 321, 19 juin 1936. Comme les propositions argentines sont très proches de celles de l'Angleterre, Ciano soupçonne un accord antérieur entre les deux pays : "L'analogie de l'argumentation de Drummond [ambassadeur anglais à Rome] avec celle de l'ambassadeur d'Argentine, M. Cantilo, fait présumer que les deux ambassadeurs se sont préalablement entendus." (DDI, *idem*, doc. 29, 1 juin 1936) Drummond croit à la possibilité d'une abolition des sanctions, mais il considère comme difficile une immédiate reconnaissance de l'empire. Enfin, Saavreda Lamas confirme le fait que la convocation de l'Assemblée découlait d'une prérogative personnelle, mais il ne nie plus que des conversations ont été entamées avec le gouvernement anglais pour établir une procédure commune sur les questions à traiter dans cette Assemblée (DDI, *idem*, doc. 342, 22 juin 1936).

pacte<sup>159</sup>. L'Italie, à son tour, dans le mémorandum sur l'action menée en Abyssinie, adopte un ton modéré et conciliateur. Encore une fois, elle justifie son attitude comme une mesure civilisatrice prise à l'encontre d'un Etat barbare et esclavagiste. Il s'agissait d'une nécessité morale, historique et politique de l'Italie.

Le gouvernement italien est déjà conscient des résultats possibles de cette Assemblée. D'après Bova Scoppa, « désormais la question des sanctions peut être considérée comme liquidée. Le problème de la reconnaissance territoriale ne sera pas compromis. On travaille à une procédure destinée à liquider ce problème avec le temps<sup>160</sup>. » Plusieurs pays, parmi lesquels la Pologne, le Chili, la Suisse, le Pérou, l'Équateur, Haïti donnent des assurances à l'Italie avant la tenue de l'Assemblée. L'Assemblée extraordinaire invite le Comité de coordination à proposer aux gouvernements, pour le 15 juillet 1936, la levée des mesures économiques et financières prises contre l'Italie que les circonstances avaient désormais rendues inutiles.

L'Assemblée, pourtant, se déclare unanimement convaincue de l'importance des principes qui s'expriment dans l'article 10 du pacte de la SDN et du pacte Saavreda Lamas, donnant ainsi satisfaction à l'Argentine. Elle affirme que l'observation de cet article, est savoir la non-reconnaissance des territoires conquis par la force, est une garantie essentielle de la paix mondiale.

---

<sup>159</sup> DDI, série VIII, vol. IV, doc. 382, 27 juin 1936; doc. 386, 27 juin 1936; doc. 387, 27 juin 1936; A la veille de l'Assemblée, Saavreda Lamas (DDI, *idem*, doc. 398, 29 juin 1936) réaffirme ses intentions à Ciano: "Je vous assure que la déclaration que la délégation argentine fera demain à Genève sera uniquement une affirmation de principes, sans aucune référence au cas italo-éthiopien."

<sup>160</sup> SCOPPA, Bova in DDI, série VIII, vol. IV, doc. 380, 27 juin 1936.



Une commission est chargée d'étudier les communications et les déclarations portant sur les faits existant en Éthiopie<sup>161</sup>.

L'Assemblée constate également que l'expérience des seize années d'application du pacte rendait nécessaire une étude générale du fonctionnement de la SDN en vue de renforcer son autorité. Les Etats-membres devraient remettre au Secrétariat leurs observations à ce sujet. Tous les pays latino-américains membres vont appuyer cette proposition de révision des statuts du pacte<sup>162</sup>.

Le résultat de cette Assemblée couronne le coup de force italien et lui assure le succès le plus complet. Sont acceptées des mesures pleinement favorables à l'agresseur. Pour la SDN, c'était là le signe d'une irrésistible décadence. Au final, l'Argentine finit par voir ses rapports politiques avec l'Italie assez compromis. Le ministre des Affaires étrangères argentin essaie encore de se justifier, mais ses réponses n'intéressent plus guère l'Italie. Arlotta écrit à Ciano :

« Saavedra Lamas a cherché à se disculper derrière l'abolition des sanctions obtenue par l'Italie. J'ai coupé net à la discussion en disant que je n'avais rien à communiquer en ce moment et que je n'avais pas l'intention d'accueillir des justifications. Que s'il le jugeait nécessaire, il pouvait charger son ambassadeur à Rome de vous demander une audience (...) je ne laisserai

---

<sup>161</sup>En réalité, la souveraineté italienne sur l'Éthiopie ne sera reconnue qu'en 1938.

<sup>162</sup>DDI, série VIII, vol. IV, doc. 423, 2 juillet 1936. Le Brésil, bien qu'il continue à collaborer avec quelques organes techniques de la Ligue, maintient sa décision de ne pas faire partie de la SDN. (DDI, idem, doc. 426, 2 juillet 1936).

pas de rapporter aux milieux politiques l'impression produite par le déplorable positionnement argentin<sup>163</sup>. »

Avec le Brésil, au contraire, l'Italie se montre satisfaite de la prise de position en sa faveur qui avait été celle de ce pays dès le début de l'affaire éthiopienne. En contrepartie et comme réponse à l'Argentine, la Péninsule se dispose, du moins pour le moment, à rendre plus solide ses liens avec la nation brésilienne. Luigi Federzoni, déjà en voyage en Amérique du Sud en 1937, alors qu'il était Président du Sénat du Royaume, ne se refuse pas à remémorer, dans les discours qu'il destine au pays brésilien et qui seront publiés sous le titre de *Parole fasciste al Sud-America*, l'« épopée africaine et la loyauté du Brésil » :

« Le petit nombre de nations qui a sauvé, en un tel moment, la dignité des relations internationales, en respectant noblement le droit de l'Italie, mérite, de la part de l'Italie, une gratitude impérissable. Particulièrement apprécié fut le positionnement du Brésil, qui s'est refusé à s'associer à la tentative infâme d'étrangler l'Italie<sup>164</sup>. »

L'ambassadeur italien à Rio de Janeiro, Roberto Cantalupo, décrit lui aussi, avec une certaine surprise et une évidente satisfaction, la position brésilienne, et rapporte la réaction de l'Angleterre, en mai 1936 :

---

<sup>163</sup> DDI, série VIII, vol. IV, doc. 468, 7 juillet 1936.

<sup>164</sup> FEDERZONI, Luigi. *Parole Fasciste al Sud-America*. Bologna : Nicola Zanichelli ed., 1938, p. 39.

« La diplomatie anglaise s'est considérée et fut ici considérée comme vaincue sur le terrain des sanctions. Non seulement parce que le Brésil n'a pas adhéré aux sanctions contre l'Italie, mais surtout à cause du langage officiel tenu par ce gouvernement pendant la période de sanctions, et des nombreuses manifestations de sympathie et de compréhension qui sont allées au mobile italien. Les Anglais se sont trouvés en face d'un fait nouveau, eux qui s'étaient habitués à considérer ce pays comme leur 'colonie' financière : la puissance de la Banque britannique dans tout les champs de l'activité productive brésilienne est telle, et si fortement liée à une influence du même ordre sur les milieux politiques et journalistiques, qu'était apparemment inattendue l'infiltration tout à fait imprévue d'une influence italienne s'opposant à celle de l'Angleterre<sup>165</sup>. »

Au début de 1936, est fondée en Italie, sur une décision du Duce et sous la direction de Guglielmo Marconi, l'association *Amici Brasile* « afin de favoriser les rapports culturels italo-brésiliens<sup>166</sup>. » En mai 1936, le sous-secrétaire italien Suvich envoie une communication à ses ambassadeurs en Argentine et au Brésil, pour connaître la possibilité pratique d'une action qu'on envisageait de provoquer et qui consistait à susciter le déplacement des Italiens résidant en Argentine vers le pays brésilien, surtout à San Paulo, où il y aurait, croit Suvich, des conditions particulièrement propices à leur installation. Le sous-secrétaire suggère l'institution d'une distribution de prix de transferts et la mise en oeuvre de propagandes efficaces. A la fin de la communication, Suvich se fait plus clair, « cette question (...) a son origine dans les positions diverses adoptées par

---

<sup>165</sup> DDI, série VIII, vol. IV, doc. 101, 25 mai 1936.

<sup>166</sup> DDI, série VIII, Vol. III, doc. 809, 1<sup>er</sup> mai 1936.

les gouvernements argentin et brésilien pendant la délicate période des sanctions<sup>167</sup>. »

---

<sup>167</sup>DDI,série VIII,vol.IV,doc.117,27mai1936. A ce même propos, une circulaire de la *Direzione generale italiani all'estero*, du 27 mai 1936, renforce cette intention : « Par suite du positionnement assumé par le gouvernement argentin en face du conflit italo-éthiopien, lequel fut constamment guidé par une inspiration nettement en faveur des sanctions, il est apparu opportun de procéder à un réexamen des relations italo-argentines. » ASMAE,AP,*Brasile*,busta 9, 1936 :*Transferimento degli italiani Argentina verso Brasile :Appunto per la Direzione Generale Italiani all'estero*, 27mai 1936.

## CONCLUSION

Juste après l'ascension de Mussolini, l'Italie, désireuse de réaliser des changements significatifs dans sa propre politique et dans son économie interne, et animée par la volonté de créer une 'nouvelle nation', se retourne à l'extérieur, vers Amérique latine, pensant trouver là des circonstances propices, aptes à participer à tout ce qui favoriserait sa 'renaissance'. En outre, et c'était là une condition nécessaire, l'Italie souhaitait vivement élargir son influence au niveau mondial. Cette question était devenue, pour l'Italie fasciste, un point d'honneur.

L'Amérique latine, continent partenaire de l'Histoire italienne en raison du transfert de population - un flot d'émigration italienne avait submergé surtout la zone tempérée de ce continent - paraît alors comme une opportunité plausible d'insertion économique dans un marché jugé encore accessible parce que non totalement saturé par d'autres puissances. De plus, la forte présence des émigrés italiens déjà sur place pourrait sans doute contribuer de façon décisive à cette insertion. Et, pourquoi pas, une plus grande influence politique pourrait être également envisagée, pour pousser davantage les enjeux économiques. L'entreprise était audacieuse, fortement consommatrice d'énergie personnelle et d'engagement collectif, mais apparemment prometteuse.

L'idée n'était pas toute nouvelle. L'intérêt de l'Italie pour l'Amérique latine n'était pas une nouveauté du régime fasciste, les rapports entre les deux régions remontant à l'époque pré-unitaire, au moment où avait débuté l'établissement d'un réseau de communications. Politique également

renforcée à l'époque libérale. Le gouvernement fasciste italien considère, pourtant, qu'il est impératif de progresser dans ce domaine, sinon on risquait de perdre pour toujours cette position. L'avance d'autres pays européens et des États-Unis en Amérique latine était là comme une évidence irréfutable. L'Italie, elle, croyait en son atout, ses émigrés, des millions des gens. Ce fait n'était pas de faible importance, et ne pas tirer avantage de cet atout serait un mauvais choix, lourd de conséquences pour l'économie italienne, disaient les supporters de cette politique.

Le continent latino-américain n'a jamais eu, en réalité, l'importance stratégique de l'Europe et de l'Afrique pour l'Italie fasciste, surtout quand sa politique, dans les années 1930, se tourne de plus en plus vers ces dernières régions, mais la décennie de 1920 fut curieusement fructueuse, et les intentions de l'Italie en Amérique latine se trouvèrent favorisées, soit au plan des idées – le plus fréquent ; soit au plan des réalisations concrètes. En conséquence, c'est en s'appuyant sur un large courant de pensée et sur des ouvrages déjà existants qui faisaient valoir les bénéfices généraux qui adviendraient d'une approche systématique des communautés italiennes à l'étranger, telles celles de l'Amérique latine avec ses principaux pays réceptacles de l'émigration italienne, comme l'Argentine, le Brésil, l'Uruguay et le Chili, que l'Italie fasciste se lance dans l'affaire.

On voyait à ce moment là des marchés consommateurs en formation ou en expansion ; des matières premières susceptibles d'être explorées et achetées, matières si nécessaire à l'Italie, sont recherchées. De nouvelles adresses sont prospectées, comme la côte du Pacifique. Dans chaque

pays de la côte, d'ailleurs, on pouvait trouver une petite présence italienne, comme au Pérou où la communauté italienne avait rencontré un relatif succès économique et politique.

Les potentialités de l'Amérique latine étaient évidentes pour le corps diplomatique italien sur place, pour les Italiens voyageurs, les représentants commerciaux, les Italiens résidents concernés. Si l'Italie souhaitait se faire une place dans le monde, elle devait participer à ce marché et tirer partie de ces 'liens historiques'. C'est ce qu'elle essaie de faire. Plusieurs ressources sont mises en oeuvre par le régime pour garantir à l'Italie une participation marquante en Amérique latine. Une multitude de publications accompagne un travail de propagande sur les bienfaits du fascisme, passant par l'envoi de publications, la divulgation de revues, journaux, tant en langue italienne que dans celle du pays d'accueil, des échanges d'informations, des échanges d'étudiants, de professeurs d'université, de conférences, de missions commerciales et, en dernier lieu, le renfort de la structure diplomatique. On n'oublie pas l'infrastructure; l'organisation et la hiérarchisation d'Instituts vont rationaliser les contacts. Enfin, tout un effort est déployé pour arriver auprès des Italiens de la communauté italienne, mais également auprès des gouvernements et des élites latino-américaines.

L'Italie joue donc au niveau de cet ensemble. Elle va rassembler les informations, les idées déjà créées et ensuite élaborer un vrai passé héroïque, commun à l'Italie et à l'Amérique latine, histoire où évidemment l'Italie joue le premier rôle. Dans les temps les plus anciens de l'exploration du territoire, et de l'indépendance de l'Amérique, on se met en quête de

héros italiens. On cherche à idéaliser diverses conceptions pour créer une identité collective grâce à la *latinità*, la *romanità*, l'*italianità*, et si possible la diffusion généralisée de l'idéal fasciste, sans pour autant pousser trop cette dernière perspective.

Aussitôt la difficulté de comprendre une réalité diverse se manifeste. La méconnaissance mutuelle, les mauvaises volontés des pairs, les préjugés enracinés et généralisés semblent insurmontables. Les opportunités perdues semblent irrécupérables. La concurrence et l'accaparement des marchés par les autres puissances ne favorisent en rien le développement des projets. En fait, l'Italie n'était pas à la hauteur de son imagination, de ses ambitions, de sa conception de soi-même. Elle n'avait pas les moyens matériels et humains de réaliser ses ambitions, moins encore l'organisation politique nécessaire. Rome ne disposera jamais de ressources suffisantes pour faire face à ses prétentions.

Des échos, des appels venant d'Italie se sont répandus parmi les Italiens résidant en Amérique latine, bien sûr. Quelques élites se sont mobilisées pour développer les rapports entre le continent et la Péninsule ; quelques communautés ont poussé leur identification avec l'*italianità*. Il y existait une certaine reconnaissance de ce quelque chose qui, de fait, avait changé dans le regard que la Patrie d'origine dirigeait vers ses concitoyens émigrés. Et ces derniers, quant à eux, ont été nombreux à voir avec joie la victoire italienne sur l'Éthiopie. Ils ont partout commémoré cet exploit. Pour reprendre ensuite très vite leur mode de vie habituel.

Dans l'ensemble, les résultats ont été faibles, superficiels, bien loin de ce qui était espéré. Les Italiens étaient déjà assez intégrés dans leurs



nouveaux pays, leurs nationalités étant déjà diffuses et leurs intérêts liés à l'économie locale. Les manifestations favorables participèrent plus de l'enthousiasme momentané que de l'adhésion concrète ; elles étaient plus dues aux circonstances qu'aux faits. Ils avaient depuis longtemps appris à compter sur eux-mêmes plutôt que sur la Patrie lointaine qui maintenant, cherchait curieusement à se faire présente.

En réalité, les conditions ne furent pas et ne seront jamais vraiment favorables. La communauté italienne établie en Amérique Latine était plutôt liée à une tradition démocratique qu'elle avait emportée avec elle en quittant Italie ; et cela expliquait la résistance toujours présente à la pénétration de l'idée fasciste. De plus, l'intention d'accroître et de régulariser les flux migratoires vers les Amériques se voit entravée par les mesures de restrictions adoptées par les pays les plus importants à partir de la fin des années vingt ; la tradition politique du continent, marquée fortement par un autoritarisme-militariste ne favorisait pas non plus la concurrence d'un autoritarisme d'une autre nature.

D'autre part, il fallait s'avancer sur un terrain difficile pour ne pas heurter trop les susceptibilités des autres pays étrangers qui avaient de plus grands intérêts en Amérique latine, comme l'Angleterre et les Etats-Unis ; enfin le propre développement interne des pays de ce continent va compromettre la création ou la revitalisation des échanges économiques. Il y avait en outre des éléments de conflit à résoudre qui continuaient à être une source de mécontentement, à l'instar de la double citoyenneté, du service militaire des italo-américains, des écoles italiennes de l'extérieur.

Quelle déception pour l'Italie de reconnaître que «le terrain perdu » était bien moins récupérable qu'elle ne le supposait ! Pourtant, le gouvernement fasciste ne va jamais vraiment identifier, dans les fautes anciennes de l'Italie, l'origine de ce comportement distant de ses Italiens émigrés. La vraie cause du fossé serait attribuée au fait que les Italiens émigrés étaient en fait des Italiens de seconde classe, des ignorants qui ne savaient pas reconnaître les efforts et le changement de la Patrie d'origine.

Fut également insuffisant le rapprochement politique entre les gouvernements latino-américains et la Péninsule. La perspective fasciste, créer parmi les élites créoles une identité commune, puisée dans le berceau de la *latinità* et de la *romanità* afin de pousser son insertion économique dans le continent, a eu des effets limités, plutôt circonscrits et sans doute non permanents. Dans son manque de ressources, l'Italie n'a pas réussi à élaborer un réseau de commerce efficient, pouvant compter sur des offres compétitives, sur un ensemble de propagandes attractives. L'Italie n'avait pas non plus la stature nécessaire pour exercer des pressions sur les gouvernements latino-américains, à l'exemple des autres puissances qui se disputaient ce marché. La dispersion des ressources au long du continent n'aidait en rien et se conjugait avec le manque de projet objectif, cohérent et surtout réalisable, faisant échouer les essais les plus prometteurs.

Pourtant, on assiste dans les années vingt, à une montée des échanges commerciaux entre le continent et l'Italie, augmentation liée surtout à la prospérité et au développement, tant de l'économie de l'Amérique latine que de celui de l'économie mondiale. Rien, en fait, qui

puisse vraiment se maintenir de façon importante dans les années 1930. Les principaux pays d'Amérique latine ont vu s'orienter déjà vers une économie de 'remplacement des importations', en initiant une industrialisation interne. Les communautés italiennes sur place, à leur tour, produisaient dorénavant les produits primaires qu'elles auraient pu acheter à l'Italie, dans le but de les consommer ou de les revendre.

La crise mondiale qui marque la nouvelle décennie de 1930, l'arrêt presque complet du flux migratoire vers les Amériques, les changements de *focus* du régime fasciste, représentent un ensemble de facteurs qui vont établir une plus grande distance entre l'Italie et l'Amérique latine et sonner le glas des espoirs des années vingt. Néanmoins, des événements se déroulant sur le continent vont toujours appeler l'attention de la Péninsule, que ce soit la présence de mouvements pouvant avoir un caractère fasciste, comme l'Action Intégraliste Brésilienne, laquelle va même obtenir de l'Italie des aides financières, la montée de l'anti-fascisme et du communisme dans les principaux pays du continent, les coups d'Etat en Argentine et au Brésil au début des années 1930, ou l'avènement de 'l'Etat Nouveau' de Getulio Vargas en 1937 et de ses politiques de nationalisation.

A l'occasion du conflit italo-éthiopien, quand l'Italie se tourne vers le continent pour chercher un appui à la SDN, elle est déçue en particulier par la position de l'Argentine, sur laquelle l'Italie pensait pouvoir compter un peu plus. Mais, l'Argentine est encore trop subordonnée à l'Angleterre pour s'opposer à elle. Quant à la position du Brésil, elle semble plus satisfaisante pour l'Italie, au point de momentanément lui faire croire qu'elle

doit se tourner de préférence vers ce pays et le prendre comme point de référence en Amérique latine.

Sans jamais abandonner complètement toute sa politique en Amérique latine, à partir de 1936, avec la fondation de l'Empire éthiopien, son intervention dans la guerre d'Espagne et l'abandon du 'front de Stresa', l'Italie, au niveau de son action internationale, se recentre de plus en plus sur la politique Européenne. Avec l'éclatement de la Seconde Guerre mondiale, l'Italie une fois encore, s'efforce de contrecarrer la forte propagande de guerre menée par les Alliés en Amérique latine ; elle va, dans cet objectif, envoyer systématiquement des informations positives sur elle-même ; des photos, des reportages, des films, etc., Il s'agit de soutenir et de justifier la cause italienne. Nouvel échec ; il manque encore une fois les ressources matérielles et l'organisation politique indispensable.

## **Journaux et Revues de l'époque :**

### **Journaux:**

Corriere Italiano.

Gerarchia.

Giornale degli economisti.

Il Popolo d'Italia.

### **Revues :**

Bolletino della Lega italiana per la pace.

Bolletino della Società di esplorazione commerciale in Africa.

Colombo: rivista Italo-americana.

Colombo.

Emigrazione e Lavoro.

L'Italia nelle colonie.

L'Italo-Sud-americana.

Le Vie d'Italia e dell'America Latina.

Nuova Antologia.

Rivista d'Italia e d'America.

Rivista Marittima.

The Atlantic Monthly

## Outils de Travail

A. FRANZONI. Appunti sul programma della Sezione B del IV Congresso Geografico Italiano in L'Esplorazione commerciale, a.XVI, fasc.III, 15 fév. 1901.

A. PELLEGRINI et J C. APRILE. El censo comercial e industrial de la colonia italiana en Chile. Santiago: Editorial Río de la Plata, 1926.

Album comemorativo do 75° aniversário da colonização italiana no Rio Grande do Sul. Porto Alegre : Revista do Globo, 1950.

Album do Centenário da Imigração Italiana no Rio Grande do Sul. Porto Alegre : Globo, 1975.

Almanacco degli italiani del Brasile. São Paulo, 1936.

Annuario statistico della emigrazione italiana dal 1876 al 1925. Roma: Commissariato generale dell'emigrazione, 1926, XXII-1741p.

Anuario d'Italia e dell'America Latina. Roma, Istituto Cristoforo Colombo, edizione 1930.

Appunti di statistica comparata dell'emigrazione dall'Europa e dell'emigrazione in America ed in Australia. Roma: Ministero dell'agricoltura, dell' industria e del commercio: Tipografia dell'opinione, 1892.

Atti del convegno internazionale per gli studi della popolazione. (a cura di G.CINI), Roma, 1933.

Camera italiana di Comercio ed arti di San Paolo del Brasile.Relazione presentata alla Crociera della R.Nave 'Italia'.São paulo :Rossetti & Rocco,1924.

Camera Italiana di Comercio ed arti di San Paolo.Relazione presentata al Congresso Internazionale del Comercio in Rio.São Paulo :Typografia Paulista,1927.

CANNISTRATO,Philip(éd.)Historical Dictionary of Fascisme Italy.Westport-Connecticut :Greenwood Press,1982.

Censimento degli Italiani all'estero nel 1927.Roma:Ministero degli affari esteri, 1928, 711p.

Cinquant'anni di lavoro degli italiani in Brasile.São Paulo :Società Editrice Italiana,1936.

Cinquentenario della colonizzazione italiana nel Rio Grande del Sud.Porto Alegre :Globo,1925.

Circolo italiano : São Paulo,1911-1961.São Paulo,1961.

Diccionario Biográfico Italo-argentino.Buenos-Aires,1976.

Dirección general de inmigración: resumen estadístico del movimiento migratorio en la República Argentina, 1857-1924.Buenos Aires: Talleres graficos.

Documenti Diplomatici Italiani.

E. BERTELLI ; G. CORLAGNANI et G. F. ROSOLI. Migrazioni: Catalogo della biblioteca del Centro Studi Emigrazione Roma. Roma: C.S.E.R., 1972, 806 p.

El Bosque de la memoria – la comunidad italiana en el Paraguay. Assunción, 1993.

Enciclopedia italiana di scienze, lettere ed arti. Roma-Milano: Istituto Giovanni Treccani.

Extracto estadístico de la Republica Argentina : Buenos-Aires, 1915.

Franco ANDREUCCI. Il movimento operaio italiano. Dizionario Biografico 1853-1945. Roma : Riuniti, 1975.

Frank J. COPPA. Dictionary of Modern Italian History. Connecticut-London : Greenwood Press, 1985.

Gastone Silvano SPINETTI. Bibliografia degli esuli politici sotto il fascismo. Roma: Solidarismo, 1959, 39p.

Giuseppe DE MICHELIS. L'emigrazione italiana. Relazione presentata a S.E. il Ministro degli Affari Esteri. Roma: Commisariato Generale dell'Emigrazione, vol. 1 e 2 : 1910-1923, vol. 3 : 1924-1925, Pref. Di S.E. Mussolini, 1926.

I figli degli italiani all'estero in Patria nell'anno XII. Roma, 1934.

I problemi dell'emigrazione dinanzi al Parlamento nel 1924. Roma : Giunta Cattolica per l'Emigrazione, 1925.

Il Brasile e gli italiani. Pubblicazione del Fanfulla, Firenze, Bemporad, 1906.

Il Brasile. Sviluppo economico e relazione commerciali con l'Italia. Roma : Istituto Nazionale per l'Esportazione : tip. Castaldi, 1928.



Il Cile. Sviluppo economico e relazioni commerciali con l'Italia. Roma : Istituto Nazionale per l'Esportazione :tip. Castaldi, 1931.

Italiani in America. Società Dante Alighieri, Roma, 1942.

J. F. RIPPY. Latin America: a modern history. Michigan: Ann Arbor , 1958.

L'Argentina. Sviluppo economico e relazioni commerciali con l'Italia. Roma : Istituto Nazionale per l'Esportazione :tip. Castaldi, 1930.

L'emigrazione italiana dal 1910 al 1923. Roma: Giunta Cattolica per l'emigrazione Italiana, t.1, t.2, 1927.

L'emigrazione italiana negli anni 1924 e 1925. Prefazione di Mussolini. Roma, 1926, 754p.

L'emigrazione italiana negli anni 1924 e 1925. Relazione sui servizi dell'emigrazione. Roma: Commissariato Generale dell'Emigrazione, 1926, 743 p.

La cooperazione degli Italiani al progresso civile ed economico del Rio Grande del Sud : opera pubblicata in occasione delle feste commemorative del 1° cinquantenario della colonizzazione italiana nello Stato, 1875-1925.

Le Relazioni Politiche, Economiche, Spirituali tra l'Italia et l'America Latina : 1° Convegno Nazionale di Politica Estera. Milano: Istituto per gli Studi di Politica Internazionali, 1937

Le rivelazioni statistiche in Italia dal 1861 al 1956. Statistiche demografiche e sociali. Roma: 1957, 510 p.

Leo BENVENUTI. Dizionario degli Italiani all'estero. Firenze: Tipografia di G. Barbèra, 1890, 167 p.

Maria Rosario OSTUNI.Fonti e appunti di ricerca per la storia dell'emigrazione italiana in Movimento operaio e socialista,IV,janv.-juin 1981,pp.1316144.

Maria Rosario OSTUNI.I fondi archivistici del Commissariato Generale dell'emigrazione e della Direzione Generale degli italiani all'estero in Studi Emigrazione,59,1980.

Ministero della Educazione Nazionale.Dalla Riforma Gentile alla Carta della Scuola.Firenze,1941.

Movimenti fascisti esteri.Roma :Ministero degli Affari Esteri,1935.

Pierre MILZA et Serge BERSTEIN.Dictionnaire Historique des Fascisme et du Nazisme. Paris, Complexe,1992.

Pietro SECCHIA( a cura di).Enciclopedia dell'antifascismo e della Resistenza. Milano:La Pietra, vol. 1 A-C, 1968, vol. 2 D-G, 1971, vol. 3 H-M, 1976.

República Argentina:Censo Industrial de 1935. Buenos-Aires, 1938.

Risposta pervenute al questionario sulla emigrazione raccolte : a cura di Erminio Albonico. Milano : Tipografia Gualdoni- Opera Bonomelli, 1923.

Ugo IMPERATORI.Dizionario di Italiani all'estero.Dal secolo XII ad oggi. Genova:L'emigrante, 1956, 266p.

Un secolo di emigrazione italiana, 1876-1976.Roma, 1978, 385p.

V. BRIANI et F. CORDASCO. Italian Immigrants abroad : a Bibliography on the Italian Experience outside Italy in Europa, the Americas, Australia and Africa. Detroit, 1979, 229 p.

Vademecum dell'emigrante (a cura dell'Opera Bonomelli). Reims : Opera Bonomelli, 1927.

Wilson FERENEZI(ed.)International migration. National Bureau of Economicis. Vols.14-15. New York, 1929-1930.

**BIBLIOGRAPHIE**

A. BRESSO.Il lavoro e il pensiero italiano nella Repubblica Argentina. Verona: Mondadori,1933.

A. ZISCHKA.L'Italia nel mondo. Milano : Bompiani, 1938.

A.CAZZANI.L'Argentina qual'è veramante.Buenos Aires: Gunche, Wiebeck y Turtl, 1896.

Abelardo VILLEGAS.Reformismo y revolución en el pensamiento latinoamericano. México:Siglo Veintiuno editores ,3°éd.,1977.

Adolfo LANUS.Campo Minado. Buenos Aires,s.n.,1942.

Alain ROUQUIÉ.Argentina.Paris:PUF,1984.

Alain ROUQUIÉ.Amérique Latine. Introduction à l'extrême-occident. Paris :Le Seuil, 1987.

Alain ROUQUIÉ.Manuel Gálvez écrivain politique.Paris :Cahiers des Amériques latines , 3-4,1970.

Alain ROUQUIÉ. Pouvoir militaire et société politique en République Argentine. Paris :Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1977.

Alberto Conil PAZ e Gustavo FERRARI. Argentina's Foreign Policy 1930-1962. London: University of Notre Dame Press, 1966.

Alberto DE BONI (org.) A presença italiana no Brasil. Porto Alegre Est, 1987, v.I; 1990, v.II. FONDAZIONE Giovanni Agnelli(org.) La popolazione di origine italiana in Brasile. Torino, 1987.

Alberto SPEKTOROWSKI. Argentina, 1930-1940: nacionalismo integral, justiça social y clase obrera in Estudios Interdisciplinarios de America Latina y el Caribe, vol.2, n.2, 1991.

Alcides Beretta CURI. Il contributo dell' emigrazione italiana allo sviluppo economico dell'Uruguay, 1875-1918 in Fernando DEVOTO ; Maria CAMOU ; Adela PELLEGRINO et alli. L'emigrazione italiana e la formazione dell'Uruguay moderno. Torino:Giovanni Agnelli, 1993.

Aldo ALBONICO et Gianfausto ROSOLI. Italia y America. Madrid :Mapfre, 1994.

Aldo ALBONICO. Italia y Argentina, 1943-1955: politica, emigración e información periodistica in Estudios Interdisciplinarios de America Latina y el Caribe, vol. 3, n.1, 1992.

Aldo ALBONICO.La Ripresa delle Relazioni Diplomatiche tra l'Italia e l'America Latina dopo il Fascismo:i primi passi (1943-1945) in Clio, juillet-sept. 1988.

Alejandro DIAZ.Ensayos sobre le historia economica argentina.Buenos-Aires,1983.

Alessandro MIGLIAZZA.Il Problema dell'Emigrazione e la Legislazione Italiana Sino alla Seconda Guerra Mondiale in Bruno BEZZA (a cura de) .Gli Italiani Fuori d'Italia: gli emigranti italiani nei movimenti operai dei paesi di adozione,1880-1940.Atti del Convegno organizzato della Fondazione G.Brondolini (Milano 18-20 marzo 1982).Milano:Angeli,1986.

Alessandro ROCCATI.Impressioni di viaggio nel Brasile.Torino :Emilio Bono,1928.

Alfredo CUSANO.Commercio ed emigrazione italiana al Brasile.A proposito del decreto San Giuliano 31 dicembre 1912. Milano : Tip.Concordia,1913.

Alfredo CUSANO.Il Brasile, gl'Italiani e la Guerra.Buenos Aires-São Paulo :Italo-Sudamerica, 1921.

Alfredo CUSANO.Il Commercio con l'Italia e la navigazione diretta in Il paese dell'avvenire : Rio Grande del Sud.Roma-Buenos-Aires-São Paulo :L'Italo-Sudamerica, 1920.

Alfredo CUSANO.Il paese dell'Avvenire :Rio Grande del Sud in L'Italo-Sud-americana,Roma-Buenos Aires,San Paolo,1920.

Alfredo CUSANO.L'Italia d'oltre mare.Impressioni e ricordi dei miei cinque anni di Brasile. Milano :Tip.Reggiani,1911 ;

Alfredo SEIFERHELD.Nazismo y fascismo en el Paraguay.Los anos de la guerra,1936-1945. Assunción: Historica,1986.

Alfredo SEIFERHELD.Nazismo y fascismo en el Paraguay.Visperas de la II Guerra Mundial,1936-1939. Assunción : Historica, 1985.

Alistair HENNESSY.Fascism and populism in Latin America in Walter LAQUEUR, (ed.).Fascism: a Reader's Guide.Berkeley:Univ. of California press,1976.

Alvaro Teixeira SOARES.O Brasil no Conflito Ideológico Global (1937-1979).Rio de Janeiro:Civilização Brasileira,1980.

Amado Luiz CERVO e Clodoaldo BUENO.História da Política Exterior do Brasil.São Paulo: Ática, 1992.

Amado Luiz CERVO.Le relazioni diplomatiche fra Italia e Brasile dal 1861 ad oggi. Torino : Fondazione Giovanni Agnelli,1994.

Amado Luiz CERVO.O Parlamento brasileiro e as relações exteriores: 1826-1889. Brasília : UNB, 1981.

Amelio DUPONT.*I fasci all'estero in Realizzazioni fasciste nella vita pubblica italiana.*Roma:1932,pp.279-287;

Andrew THOMPSON.Informal empire? An exploration in the history of anglo-argentine relations, 1810-1914 in Journal of Latin American Studies , vol. 24, n.2, 1992.

Ângelo TRENTO.Il periodo tra le due guerre in Renzo DE FELICE. L'emigrazione italiana in Brasile,1800-1978.Torino:Fondazione Giovanni Agnelli ,1980.

Ângelo TRENTO.Argentina e Brasile come Paesi di Immigrazione nella Publicistica Italiana(1860-1920) in Fernando J. DEVOTO e Gianfausto ROSOLI.L'Italia nella Società Argentina: contributi sull'emigrazione italiana in Argentina.Roma:Centre Studi Emigrazione, 1988.

Ângelo TRENTO.Là Dov'è la Raccolta del Caffé.L'emigrazione italiana in Brasile 1975-1940. Facoltà di Lettere e Filosofia di Macerata, Padova: Antenore,1984.

Ângelo TRENTO.La stampa periodica italiana in Brasile, 1765-1915 in Il Veltro, Rivista della civiltà italiana, XXXIV, n.3-4, 1990.

Ângelo TRENTO.Miseria e Speranze:l'emigrazione italiana in Brasile:1887-1902 in José Luiz DEL ROIO.Lavoratori in Brasile:immigrazione e industrializzazione nello stato di San Paulo. Milano:Franco Angeli,1981.

Ângelo TRENTO.Relações entre Fascismo e Integralismo:o Ponto-de-Vista do Ministério dos Negocios Estrangeiros Italianos in Ciencia e Cultura,34(12):1601-1613, Dezembro,1982 .



Anna TREVES.Le migration interne nell'Italia fascista.Torino:Einaudi,1976.

Anna TREVES.Natalità e politica delle nascite – L'Italia e le esperienze europee tra le due guerre.Milano:NIG,1980.

Annibale ORANI.La legislazione fascista sulle scuole italiane all'estero. Roma : G. B. Paravia,1928.

Annunziata NOBILE.Politica migratoria e vicende dell'emigrazione durante il fascismo in Il Ponte,XXX,11-12 ,1974.

Antonio CORDOVA.Gli aspetti presenti e futuri della emigrazione.Torino-Genova : S.Lattès, 3vols., 1923.

Arthur P. WHITAKER.Nationalism in Latin America, past and present. Gainesville :University of Florida Press,1962 .

Arthur P.WHITAKER.Argentina.México:Editorial Diana,1966.

Attilio BRUNIALTI.Le colonie degli italiani.Torino:Utet,1897.

AZEVEDO AMARAL.O Brasil na Crise Atual.São Paulo:Editora Nacional,1934.

Beatriz R. Solveira de BAEZ.El ABC como entidade politica: un intento de aproximacion entre la Argentina, Brazil y Chile a principios de siglo (1890-1923) in Ciclos, vol. 2, n.2, 1992.

Benito MUSSOLINI.Opera omnia. SUSMEL, E. et D.(org.),XXIII.Firenze:La Fenice,1957.

Bernardino OSIO.Storia di Rapporti fra l'Italia e l'America Latina in Rivista di Studi Politici Internazionali, avril-juin 1997.

Boris FAUSTO.A Revolução de 1930:história e historiografia.São Paulo: Brasiliense,1983.

Boris FAUSTO.História Geral da Civilização Brasileira.Tomo III, vol.2.São Paulo: Difel,1978.

BORROS BORGÑO.The Problem of the Pacific and the News Policies of Bolivia. Baltimore, 1924.

Bortolo BELLI.Il caffè.Il suo paese e la sua importanza.San Paolo del Brasile. Milano : Hoelpi,1910.

Bortolo BELLI.Le relazioni commerciali fra l'Italia e il Brasile.São Paulo :Typ. Gerke, 1902.

Bortolo BELLI.Memoria sulla condizione dei coloni italiani nella provincia di San Paolo.São Paulo :Tip.Gli italiani in S.Paulo,1888.

Bortolo BELLI.Note sull'emigrazione in America dei contadini della provincia di Treviso. Oderzo :Tip.Bianchi,1888.

Bruce HARRIS.The USA and the Italo-Ethiopian crisis.Stanford,1969.

Brunello VIGEZZI.Politica estera e opinione pubblica in Italia dal 1919 al 1940. Ecole Française de Rome, 1984.

C.D. KEPNER et Jay SOOTHILL.El Imperio del Banana.Mexico :Ed. del Caribe, 1949.

C.G.FENWICK. The Buenos-Aires Conference:1936 in Foreign Policy Reports, juillet 1937.

Camillo MANFRONI.L'opera del genio italiano all'estero.I banchieri, i mercanti, i colonizzatori. Roma : Poligrafica dello Stato, vol. 2, 1933.

Camilo LEONINI.L'emigrazione italiana nell'America Latina.Roma:Selecta,1926.

Candido SALVATORE.L'Azione mazziniana in Brasile ed il giornale 'La Giovine Italia' di Rio de Janeiro (1836) attraverso documenti inediti o poco noti.Pisa:Giardini,1968.

Carl SOBERG.Immigration and Nationalism.Argentina and Chile,1890-1914. Austin: University of Texas Press,1970;

Carlo FOA. Nazionalismi Sudamericani.Milano,1937.

Carlos DELGADO DE CARVALHO.História Diplomática do Brasil.São Paulo : Nacional, 1956 .

Carlos DÍAZ et Fredy CANCINO.Italianos en Chile :breve historia de una inmigración.Santiago :Documentas,1988.

Carlos ESCUDE .US Political Destabilisation and Economic Boycott of Argentina during the 1940s in Guido DI TELLA and D.Cameron

WATT.Argentina Between the Great Power,1939-46.London:The Macmillan Press,1989.

Carlos ESCUDE.Un Enigma:la irracionalidad argentina frente a la Segunda Guerra Mundial in Estudios Interdisciplinarios de America Latina y el Caribe. Vol.6,n.2,Julio-Diciembre,1995.

Carlos IBARGUREN.La inquietud de esta hora: liberalismo, corporatismo, nacionalismo.Buenos Aires:J.Roldan, 1934.

Carlos PELAEZ.História de industrialização brasileira.Rio de Janeiro, 1972.

Carlos Saavedras LAMAS.Por la Paz de las Americas.Buenos Aires: M. Gleizer , 1937.

Celestino ARENA.Italiani per il mondo.Milano :Alpes,1927.

Celso FURTADO.La concentración del poder económico en Estados Unidos y sus reflejos en América Latina.Centro Editor de América Latina, 1969.

Cesari ALESSANDRI.Verso l'Impero del Lavoro in Emigrazione e colonie. Roma ,1936.

Charles CALVO(éd.)Recueil complet des traités, conventions, capitulations, armistices et autres actes diplomatiques de tous les Etats de l'Amérique latine.Paris,1862-1867,16vols.

Cheywa SPINDEL.Homens e máquinas na transição de uma economia cafeeira.São Paulo:Paz e Terra,1980.

Chiara VANGELISTA.Le braccia per la fazenda.Immigrati e 'caipiras' nella formazione del mercado del lavoro paulista (1850-1930).Milano:Franco Angeli,1982.

Christian KLOYBER.El Movimiento antifascista de intelectuales de habla alemana em America Latina (1934-1945) in Anuario Estudios Latino Americanos, n.22, 1989.

Clementina VANNI.Scuole e fasci all'estero. Veneza:Zanetti,1934.

Cornelio DI MARZO.Fascisti all'estero in Giuseppe POMBA.La Civiltà Fascista illustrata nella dottrina e nelle opere.Torino:Editrice Torinese,1928.

Corrado ZOLI.Sud-America :note ed impressioni di viaggio. Roma : Sindacato Italiano Arti Grafiche,1927.

Cristian BUCHRUCKER.Nacionalismo y Peronismo : la Argentina en la crise ideologica mundial(1927-1955).Buenos Aires,1987.

Cristoforo NEGRI.La grandezza italiana. Studi, confronti, desiderj. Torino: Paravia, 1864.

D.CARVALHO.História Diplomática do Brasil.São Paulo:Nacional,1959.

D.F.SARMIENTO.Viajes por Europa, Africa y America: 1845-1847 in Obras Completas de Sarmiento.Buenos Aires,1948-1956,tome V

Daniel WALEY. British public opinion and the Abyssinian war, 1935-1936. Londres :Maurice Temple Smith, 1975.

David JOSLIN. A Century of Banking in Latin America. Londres :Oxford University Press, 1963.

David MOORE, R. Historia de la America Latina. Buenos-Aires:Poseidon, 1945.

David SCHMITZ. The United States and Fascist Italy, 1922-1940. Chapel Hill and London:University of North Carolina Press, 1988

DE ROSA, Luigi. L'Emigrazione italiana in Brasile:un bilancio in ROSOLI, Gianfausto(ed.)Emigrazioni europee e popolo brasiliano in Atti del Congresso Euro-Brasiliano sulle migrazioni:Associazione di studi sociali latino-americani. Universidade de São Paulo-Centro Studi Emigrazione, Roma, 1987.

Diana Quattrocchi-WOISSON. Discours Historique et Identité Nationale en Argentine in Vingtième Siècle, n.28, 1990.

Diana Quattrocchi-WOISSON. La querelle historiographique en Argentine : quête d'identité pour une nation en crise.Histoire et politique, 1916-1955. Thèse de doctorat :Université de Paris VII, mai 1989, 580p.

Domenico FABIANO. La Lega Italiana per la tutela degli interessi nazionali e le origini dei Fasci italiani all'estero in Storia contemporanea, avril 1985.

Domenico FABIANO. I Fasci Italiani all'Estero in B.BEZZA(a cura de).Gli Italiani Fuori d'Italia: gli emigranti italiani nei movimenti operai dei paesi di

adozione,1880-1940.Atti del Convegno organizzato della Fondazione G. Brondolini (Milano 18-20 marzo 1982) ,Milano: Angeli,1986.

Domenico RANGONI.Dopo un viaggio in Italia: contributo allo studio sulle relazioni tra l'Italia ed il Brasile.SP :Duprat & comp.,1903.

Domenico RANGONI.Il lavoro collettivo degli italiani al Brasile.São Paulo : Duprat,1902.

Donna GABACCIA. Clase y Cultura: los migrantes italianos en los movimientos obreros en el mundo, 1876-1914 in Estudios Migratorios Latinoamericanos, vol.7, n.22, 1922.

E. PEPIN.Le panaméricanisme.Paris:Armand Colin,1938.

E. TONNELAT.L'expansion allemande hors d'Europe : U.S.A., Brésil, Chantung, Afrique du Sud.Paris :Armand Colin,1908 .

E.J. WORRAL.Growth and assimilation of the Italian Colony in Peru :1860-1914 in Studi Emigrazione,n°41,1976.

E.MONTARROYOS. Le Brésil et la crise de la Société des Nations en 1926. Genève:Kunding,1926.

E.T PARKS.Colombie and the United States,1765-1934.Durham:Duke University,1935.

Edgard CARONE.A Segunda República (1930-1937).São Paulo: Difel, 1974.

Edgard CARONE. O Estado Novo(1937-1945). São Paulo:Difel, 1976.

Eduardo MADRID. Argentina y Brasil: economia y comercio en los años treinta in Ciclos, vol.6, n.11, 1996.

Efraim CARDOZO. Breve historia del Paraguay. Buenos-Aires, 1965.

Egidio DAGNA. Traffici con l'America del Sud in L'Italia sul mare. Rome:Libreria del Littorio di Roma, 1930.

Emilio FRANZINA, Emilio. La grande emigrazione. L'esodo dei rurali dal Veneto durante il secolo XIX. Padova:Marsilio, 1976.

Emilio FRANZINA. Merica! Merica! Emigrazione e colonizzazione nelle lettere dei contadini veneti in America Latina, 1876-1902. Milano: Feltrinelli, 1979.

Emilio FRANZINA. Gli Italiani al Nuovo Mondo : l'emigrazione italiana in America, 1492-1942. Milano :Arnoldo Mondari ed., 1995.

Emilio GENTILE. L'Emigrazione Italiana in Argentina nella Politica di Espansione del Nazionalismo e del Fascismo in Storia Contemporanea, ano XVII, n.3, giugno, 1986.

Emilio MALESANI. L'emigrazione italiana nel Brasile meridionale e i suoi problemi in Quaderni dell'emigrazione, n.4, Bologna, Istituto di Geografia, aprile, 1952.



Emilio ZUCCARINI.Gl'Italiani emigrati in Argentina in notice Argentina.  
Enciclopedia italiana di scienze, lettere ed arti.Roma-Milano: Istituto Giovanni  
Treccani,1929.

Emilio ZUCCARINI.Il Lavoro degli Italiani in Argentina.Buenos Aires,1910.

Enrico BARONI. La espansione coloniale italiana nell'America Latina in Nuova  
Antologia, fasc.666, sept. 1899.

Enrico BARONI.La espansione coloniale italiana nell'America Latina in  
Nuova Antologia,fasc.666,sept.1899.

Enrico CORRADINI.L'emigrazione italiana nel Sud America in  
Nazionalismo italiano.Milano:Treves, 1914.

Enrico CORRADINI.L'ora di Tripoli.Milano:Treves,1911.

Enrico ROCA.Avventura sudamericana.Milano :Alpes,1925.

Ercole SORI.L'Emigrazione Italiana dall'Unità alla Seconda Guerra  
Mondiale. Bologna : Il Mulino,1997.

Ercoli SORI.Emigrazione all'estero e migrazione interne in Italia tra le due  
guerre in Quaderni Storici, n°29/30,1975;

Erns HALPERI.Nationalism and communism in Chile.Cambridge,Mass.,1965.

Ettore BRACCHIGLIONE et Aldo CARMINATI(éds.)Il Cile e gli Italiani del Cile : omaggio alla crociera italiana nell'América Latina.Valparaiso :Camera italiana di commercio, juin 1924.

Eugênio V GARCIA.A candidatura do Brasil a un assento permanente no Conselho da Liga das Nações in Revista Brasileira de Política International,n°1,1994.

Eva BLAY.Immigrazione europea e borghi operai a San Paolo. Milano: Franco Angeli,1987.

F.D'AMOJA.La Política Estera Italiana dal 1914 al 1943.Rome,1963.

F.Hardman FOOT.Nem Pátria, nem patrão.Vida operária e cultura anarquista no Brasil.São Paulo: Brasiliense,1983.

Felix PACHECO.O dia da América.Rio de Janeiro,1924.

Fernando DEVOTO e Eduardo J. MIGUEZ.Asociacionismo, trabajo, identidad étnica: los italianos en America Latina en una perspectiva comparada. Buenos Aires :Centro de Estudios Migratorios Latino-americanos, 1992.

Fernando DEVOTO et Gianfausto ROSOLI(éds.).L'Italia nella Società Argentina. Roma:Centro Studi Emigrazione, 1988.

Fernando DEVOTO ; Maria CAMAU ; Adela PELLEGRINO et alli.L'emigrazione italiana e la formazione dell'Uruguay moderno.Torino :Giovanni Agnelli,1993.

Fernando DEVOTO.Algo mas sobre las cadenas migratorias de los italianos a la Argentina in Estudios Migratorios LatinoAmericanos, vol. 6, n. 19, 1991.

Fernando DEVOTO.Appunti per una comparazione tra le emigrazioni spagnole e italiane in Argentina in Gianfausto ROSOLI.Identità degli immigranti italiani in Argentina: reti sociali, famiglia, lavoro. Roma:Studium,1993.

Fernando DEVOTO.Inventando a los italianos?Imagenes de los primeiros inmigrantes en Buenos Aires (1810-1880) in Anuario IEHS, n.7, 1992.

Fernando DEVOTO.Un caso di migrazione precoce.Gli italiani in Uruguay nel secolo XIX in DEVOTO, Fernando;CAMOU Maria ; PELLEGRINO,Adela et alli.L'emigrazione italiana e la formazione dell'Uruguay moderno.Torino :Giovanni Agnelli,1993.

Ferruccio MACOLA.L'Europa alla conquista dell'America Latina.Venezia, Ongania,1894.

Ferruccio RUBBIANI.Almanacco degli italiani del Brasile.São Paulo,1932.

Filippo UGOLOTTI.Italia e Italiani in Brasile : note e appunti.SP :Riedel e Lemmi, 1897.

Fillipo PEVIANI.L'attuale problema Italo-Brasiliano.Roma :Sasi,1922.

Fiorello VENTRESCO.Italian Americans and the Ethiopian crisis in Italian Americana, IV, 1, oct.-déc. 1980.

Francesco BIANCO.Il Brasile dell'Avvenire.Roma-Milano : A. Mondadori, 1922.

Francesco BIANCO.Il viaggio in Brasile dell'on. V.E. Orlando in Il Brasile dell'Avvenire.Rome-Milan:ed.A.Mondadori,1922.

Francesco BIANCO.L'Italia e il Brasile:la lotta dei giganti nell'America del Sud e la fortuna del mercato italiano.Milano:Fratelli Treves,1920.

Francesco BIANCO.La verità sul Brasile resa in forma popolare ad uso del colono italiano.Napolis : Tip.Centrale,1903.

Francesco SULPIZI.Il problema dell'emigrazione dopo la rivoluzione fascista. Roma :Albrighi, Segatti e Co,1923.

Francisco WEFFORT.O populismo na política brasileira.Rio de Janeiro:Paz e Terra, 1978.

Franck LAFAGE.L'Argentine des dictatures, 1930-1983: pouvoir et idéologie contre-revolucionaire. Paris:L'Harmattan,1991.

Franco CENNI. Italianos no Brasil: 'andiamo in'merica'.São Paulo, Martins, 1975.

Franco CIARLANTINI.Viaggio in Argentina.Milano,1928

Fred J. RIPPY.French Investment in Latin America in Inter American Economic Affairs, Washington, sept.1948.

G. FLORENZANO.Della emigrazione italiane in America comparata alle altre emigrazione europee. Studi e proposte. Napoli, 1874.

G.C.VIAL.Historia de Chile,1891-1973.Vol.II.Santiago,1983.

G.CARROCCI.La Politica Estera dell'Italia Fascista(1925-1928).Bari: Laterza,1969.

G.Monachesi .Piccola storia del Popolo Brasiliano.Milano:Antonio Vallardi editore,1913.

Gabriel Del MAZO.El radicalismo.Buenos-Aires:Gure,1957,tome I,p.110.

Gaetano SALVEMINI.Mussolini Diplomate.Paris:Grasset,1962.

Gaetano MASSA (org.).Contributo alla storia della presenza italiana in Brasile. Roma, Istituto Italo-Latino Americano, 1975.

Galeazzo CIANO.Journal Politique,1937-1938.Ed. de Paris,1949.

Galeazzo CIANO.Journal Politique,1939-1943.A cura de Renzo De Felice. Milano: Rizzoli, 1980.

Gallardo FREDDY VIVAS.Venezuela en la Sociedad de las Naciones,1929-1939:description y análisis de una actuación diplomática.Caracas:Universidade Central de Venezuela,s/d.

George BAER. La guerre italo-etiopica e la crisi dell'equilibrio europeo. Bari: Laterza, 1970.

German ARCINIEGAS. El continente de Siete Colores :historia de la cultura en America latina. 2°ed. Buenos-Aires :Ed. Sud-america, 1970.

Gerson MOURA. Autonomia na Dependencia:a politica externa brasileira de 1935 a 1942. Rio de Janeiro: Nova Fronteira, 1980.

Gerson MOURA. Brazilian Foreign Relations, 1935-1950. London, University College: PhD, 1982.

Getulio VARGAS. A Nova Política do Brasil. Rio de Janeiro: José Olympio, 5 vol., 1938.

Giampiero CAROCCI. Storia d'Italia dall'Unità ad oggi. Feltrinelli, 2<sup>ème</sup>, 1990.

Gianfausto ROSOLI La emigración italiana desde 1861 hasta nuestros días in ALBONICO, Aldo et ROSOLI Gianfausto. Italia y América. Madrid: Editorial Mapfre, 1994.

Gianfausto ROSOLI. Chiesa ed emigrati italiani in Brasile, 1880-1940 in Studi Emigrazione, n°66, juin 1982.

Gianfausto ROSOLI. Santa Sede e Propaganda Fascista all'Estero tra i Figli degli Emigrati Italiani in Storia Contemporanea: Rivista Bimestrale di Studi Storici. Anno XVII, n.2, Aprile, 1986.

Gianni MAROCCO. Sull'Altra Sponda del Plata. Milano, 1986.

Gilberto VASCONCELLOS. A ideologia curupira : análise do discurso integralista. São Paulo:Thèse de doctorat: USP, 1977.

Gino DORIA. Storia dell' America Latina. Milano :Hoepli,1937.

Gino GERMANI. Autoritarismo, fascismo e classe sociali. Bologna:Il Mulino , 1975.

Gino GERMANI. Politica y sociedad en una epoca de transición : de la sociedad tradicional a la sociedad de masas. Buenos Aires:Paidós, 1963;

Gino MACCHIORO. Il nostro avvenire in America in Nuova Antologia, fasc. 671,déc.1899,pp.522-538.

Gioacchino VOLPE. Le Relazioni Politiche, Economiche, Spirituali tra l'Italia e l'America Latina. I° Convegno Nazionale di Politica Estera. Milano : Istituto per gli Studi do Politica Internazionali,1937.

Giorgio MORTARA. A imigração italiana no Brasil e algumas características demográficas do grupo italiano de São Paulo in Revista Brasileira de Estatística,11 (42),1950.

Giorgio ROCHAT. Guerre italiane in Libia e in Etiopia. Treviso :Pagus,1991.

Giovanna CAMPANI. L'exemple de la diaspora italiana in Information sur les sciences sociales, vol.31,n°2,1992.

Giovanni BONACCI.L'Italia Economica e la volontà della stirpe.Firenze :Rivista delle arte grafiche,1928.

Giovanni BONACCI.L'Italia vittoriosa e la sua espansione nel mondo. Roma : Banca Italiana di Sconto, 1920.

Giovanni BONFIGLIO.La presenza italiana in Peru, una prospettiva storica in Altreltalie,16,juin-déc.1997.

Giovanni BOSIO.Il console e la sua figura giuridica.Roma:INDC,1939.

Giovanni GIURIATI.La Crociera Italiana nell'America Latina.Roma,1925.

Girolamo BOCCARDO.Dizionario universale di economia politica e commercio. Milano:Treves,1881.

Giuliano PROCACCI.Dalla parte dell'Etiopia.Milano :Franco Angeli,1984.

Giuliano PROCACCI.Il Socialismo internazionale e la guerra d'Etiopia. Roma : Riuniti, 1978.

Giulio BORGHI.Colombia :notizie storiche, politique, economiche. Rome :Istituto Cristoforo Colombo,1927.

Giuseppe BASTIANINI.Gli Italiani all'Estero.Milano:A.Mondadori,1939.

Giuseppe BEVIONE.L'Argentina.Torino:Bocca, 1911.



Giuseppe CARATTI.I rapporti Italo-argentino dopo la guerre. Acqui :  
Tipografia Pietro Righetti,1917.

Giuseppe FANCIULLI.Glorie d'Italia.Roma,1936.

Giuseppe PARISI.Storia degli italiani nell'Argentina.Roma,1907.

Gonzalo Zaragoza RUVIRA.Enrico Malatesta y el anarquismo argentino in  
Historia y Bibliografia americanistas, vol.XVI, n°3, Sevilla, 1972.

Gracia DORE.La Democrazia Italiana e l'emigrazione in America.Brescia :  
Morcelliana, 1964.

Guido DI TELLA.Argentina Between the Great Power,1939-46: a  
revisionist summing-up in Guido DI TELLA and D. Cameron  
WATT.Argentina Between the Great Power,1939-46. London:The  
Macmillan Press,1989.

Guido RUBERTI(éd.)Rassegna della instruzione artistica.Urbino,1930.

Guilhermo BANZATO y Fernando DEVOTO.Notas acerca de las  
manifestaciones de adhesión al fascismo en las sociedades italianas del  
Plata.Informe de Seminario,FLACSO (BsAs) 1° trimestre 1988.

Gustavo Palomares LERMA. Mussolini y Primo de Rivera. Política Exterior de  
dos dictadores. Madrid: Eudema,1989.

Guy MARTINIERE.Aspects de la coopération Franco-Brésilienne.Paris:Editions  
de la Maison des Sciences de l'Homme,1982.

Guy MARTINIERE. Les Amériques latines, une histoire économique. Grenoble: Presses Universitaires, 1978.

H. LEISEN. L'Amérique latine et la Société des nations. Genève : Les Archives Internationales, 1934 ;

Hebe CLEMANTI. El miedo a la inmigración. Buenos Aires: Leviatán, 1984.

Heitor LYRA. Minha Vida Diplomática. Brasília: UnB, 2 vol., 1973.

Hélène Rivière D'ARC (éd.) L'Amérique du Sud aux 19<sup>ème</sup> et 20<sup>ème</sup> siècle : héritages et territoires. Paris : Armand Colin, 1993.

Hélgio TRINDADE. Integralismo: o fascismo brasileiro na década de 30. 2<sup>o</sup> ed. São Paulo: Difel, 1979;

Helgio TRINDADE. Integralismo: teoria e praxis política nos anos 30 in Boris FAUSTO. História Geral da Civilização Brasileira. Tomo III, vol. 3. São Paulo: Difel, 1983.

Helio LOBO. O pan-americanismo e o Brasil. São Paulo : Brasiliana, 1939.

Helio SILVA. 1942. Guerra no Continente. Rio de Janeiro: Civilização Brasileira, 1972.

Helio VIANNA. História Diplomática do Brasil. Rio de Janeiro: Biblioteca do Exército, 1958.

Herbert S. KLEIN.La Integración de inmigrantes italianos en la Argentina y los Estados Unidos: un análisis comparativo in Desarrollo Economico,21:81, 1981.

Herbert S.KLEIN.La Integración de Inmigrantes Italianos en la Argentina y los Estados Unidos:un análisis comparativo in Desarrollo Economico, 21.Abril-Junio,1981.

Hilda SABATO et Ema CIBOTTI.Inmigrantes y política:un problema pendiente in Estudios Migratorios Latinoamericanos,déc.1986,año 2,n°4,pp.472-482;

Hubert HERRING.A History of Latin America from the Beginnings to Present. Londres et New York:Jonathan Cape and A. A. Knopf,1968.

Irene GUERRINI et Marco PLUVIANO.L'organizzazione del tempo libero nelle comunità italiane in America Latina:l'Opera Nazionale Dopolavoro in V.BLENGINO; E. Franzina; A. PEPE (orgs.)La riscoperta delle Americhe. Milano:TETI,1994.

Irene GUERRINI, et Marco PLUVIANO.L'Opera nazionale Dopolavoro:1926-1941 in Studi Emigrazione/Etudes Migrations, XXXII, n°119, 1995.

Isabelle FELICI.Les Italiens dans le Mouvement Anarchiste au Brésil (1890-1920).These du Doctorat.Université de la Sorbonne Nouvelle.Paris III, 2 vol.,1994.

Isidoro Ruiz MORENO.Orígenes de la Diplomacia Italo-Argentina.Buenos Aires :Instituto Historico de la Organización Nacional, 1978.

ISTITUTO Italo-Latino Americano(org.)Contributo alla storia della presenza italiana in Brasile.Roma,1975.

Ítalo BALBO.Legiões aladas sobre o mar.Rio de Janeiro,1933.

Ítalo BALBO.Stormi d'Italia sul mondo.Verona :Mondadori,1934.

J.B. DUROSELLE.De Wilson à Roosevelt : politique extérieure des Etats-Unis. Paris :A.Colin,1950.

J.C. PUIG.De la Dependência à la Liberación. Buenos-Aires: La Bastilla,s/d.

J.C.Macedo SOARES.Les Brésil et la Société des Nations. Paris: Pedone, 1927.

J.D. WIRTH.A German view of Brazilian trade and development,1935 in The Hispanic American Historical Review, mai 1967.

J.E WORRAL.Growth and assimilation of the Italian Colony in Peru:1860-1914 in Studi Emigrazione,n°41,1976.

J.F.RIPPY.Latin America : a modern history.Michigan :ANN Arbor,1958.

J.L.MIEGE.L'Imperialisme Colonial Italien de 1870 à nos jour.Paris: 69. Sedes, 1968.

J.M. YEPES. La Contribution de l'Amérique latine au développement du droit international public et privé. Paris :Recueil Sirey,1931.

Jaime de BARROS.A Nova Diplomacia Brasileira in Cultura Política ,Rio de Janeiro, 3(26) :20,pp.14-17,1943.

Jaime de BARROS.A Política Exterior do Brasil,1930-67.Rio de Janeiro: Zahar, 1968.

Jaime PINSKY.O Brasil nas Relações Internacionais,1930-1945 in Carlos Guilherme MOTTA.Brasil em Perspectiva.São Paulo:Difel,1986.

Jaime Vincés VIVES.Historia social y economica de España y America.Tome IV. Barcelona :Teide,1959.

James CANE.Unity for the defense of culture: the AIAPE and the cultural politics of Argentine antifascism, 1935-1943 in Hispanic American Historical Review, vol.77, n. 3, 1977.

Jarbas MEDEIROS.Ideologia Autoritária no Brasil (1930-1945).Rio de Janeiro:Fundação Getulio Vargas,1978.

Javier VILLANUEVA. El origen de la industrialización argentina in Desarrollo Economico, vol.12,nº47,oct.-déc. 1972.

Javier VILLANUEVA.Economic Development in Mark FALCOFF and Ronald H. DOLKART.Prologue to Péron:Argentina in depression and war,1930-1943. Berkeley: University of California Press,1975.

Jean Charles VEGLIANTE.Gli Italiani all'Estero ,1861-1981 :dati introduttivi. Circle. : Université de la Sorbonne Nouvelle,Paris III.

Jean MEYER.Le Sinarquisme : un fascisme mexicain?1937-1947.Hachette:Le temps & les hommes,1977.

Jean Pierre BLANCPAIN.Migrations et mémoire germaniques en Amérique Latine.Strasbourg:Presses Universitaires de Strasbourg,1994.

João Fábio BERTONHA.O fascismo e os imigrantes italianos no Brasil.Porto Alegre: EDIPUCRS,2001.

João Pandiá CALÓGERAS.O Brasil e a Sociedade das Nações. São Paulo, 1926.

John MARTZ(éd).The dynamics of change in Latin american politics.New Jersey: Englewood Cliffs,1965.

Jorge HARDOY et Richard P. SCHAEDEL(éds.).El Proceso de urbanización en America Latina desde sus origines hasta nuestros dias.Buenos Aires :Editorial del Instituto di Tella,1969.

Jorge MAIA.Um Decenio de Política Externa:1930-1940.Rio de Janeiro: Departamento de Imprensa e Propaganda,1942.

José Carlos MACEDO SOARES.Le Brésil comme membre de la Société des Nations in Dictionnaire Diplomatique.Tomel,Paris,1933.

José Carlos MACEDO SOARES.Le Brésil et a Société des Nations. Paris: A.Pedone, 1927.

José CHASIN.O Integralismo de Plínio Salgado : forma de regressividade no capitalismo hipertardio. São Paulo: Ciências Humanas,1978.

José de Souza MARTINS.A imigração e a crise do Brasil agrário.São Paulo:Pioneira,1973.

José Honório RODRIGUES et Ricardo A. SEITENFUS.Uma história diplomática do Brasil, 1531-1945.Rio de Janeiro:Civilização Brasileira, 1995.

José R.SANCHIS MUÑOZ.La Argentina e la Segunda Guerra Mundial. Buenos Aires:Grupo editor latinoamericano,1992.

Joseph A KAHL.La industrialización en América Latina. Mexico:Fondo de Cultura Economica,1965.

Joseph HARRIS.African American reaction to war in Ethiopia,1936-1941.Baton Rouge and London : Louisiana State University Press,1994.

Joseph LOVE. A Locomotiva:São Paulo na federação brasileira,1889-1937.Rio de Janeiro:Paz e Terra,1982.

Joseph S.TULCHIN.Foreign Policy in Mark FALCOFF and Ronald H. DOLKART. Prologue to Péron:Argentina in depression and war,1930-1945.Berkeley:University of California Press,1975.

Joseph S.TULCHIN.The Origins of Misunderstanding: United States-Argentine relations, 1900-40 in Guido DI TELLA and D.Cameron WATT.Argentina Between the Great Power,1939 46.London:The Macmillan Press,1989.

Juan Antônio ODDONE.La emigración europea al Rio de la Plata. Montevideo, 1966.

Juan Antônio ODDONE.La formación del Uruguay moderno.La inmigración y el desarrollo económico-social.Buenos-Aires :Eudeba,1966.

Juan Antônio ODDONE.Una perspectiva europea del Uruguay.Los informes diplomáticos y consulares italianos,1862-1914. Montevideo : Facultad de Humanidades y Ciencias, 1965.

Juan B.SIVORI.Esta la Argentina adherida a la Liga de las Naciones?La conduta argentina narrada por los documentos oficiales.Buenos Aires, 1930.

Juan LINZ.Some notes toward a comparative study of fascisme in sociological historical perspective in Walter LAQUEUR(ed.).Fascism: a Reader's Guide. Berkeley:Univ. of California press,1976.

Juan LINZ.O Integralismo e o fascismo Internacional in Revista IFCH: UFRGS : PoA,V,1976.

Juan RIAL et Carlos FILGUEIRA.Gli immigrati italiani nella costruzione del Welfare State in Uruguay all'inizio del secolo in B.BEZZA(a cura de).Gli Italiani Fuori d'Italia: gli emigranti italiani nei movimenti operai dei paesi di adozione,1880-1940.Atti del Convegno organizzato della Fondazione G. Brondolini (Milano 18-20 marzo 1982) ,Milano: Angeli,1986.



Juarez Rubens BRANDÃO LOPES.Desenvolvimento e Mudança Social.  
São Paulo : Editora Nacional,1971.

L. LUGONES.La Grande Argentina.2°,Buenos Aires:Huemul,1962.

L.GIANANTONIO.Le scuole italiane all'estero.Roma,1935.

Lamounier BOLIVAR.Formação de um Pensamento Político Autoritário na Primeira República.Uma interpretação in Boris FAUSTO, *História Geral da Civilização Brasileira*.T.III,v.2,2°ed.,São Paulo:Difel,1978

Lang MAGNANI.O movimento anarquista em São Paulo,1906-1917. São Paulo:  
Brasiliense,1982.

Laura RANDALL.Historia economica de l'Argentina en el siglo XX.Buenos-Aires:  
Ammorrortu,1978.

Leonardo BETTINI.Periodici e numeri unici in lingua italiana pubblicati all'estero (1872-1971) in Bibliografia dell'anarchismo.Vol.2.Firenze,Crescita politica editrice, 1976.

Leonardo CARPI.Dell'emigrazione italiana all'estero nei suoi rapporti con la agricoltura, con la industria e con il commercio. Firenze, 1871.

Leonardo CARPI.Delle colonie e della emigrazione degli italiani all'estero.  
4 vols., Milano,1874.

Leonardo CARPI.L'Italia all'estero. Roma : Centenari, 1887.

Leonardo SENKMAN.Argentina, la Segunda Guerra Mundial y los refugiados indeseables, 1933-1945.Buenos Aires:Grupo editor latinoamericano,1991.

Leonardo SENKMAN.La Argentina neutral de 1940 ante los refugiados españoles y judíos in Ciclos, vol.5, n.9, 1995.

Leonardo SENKMAN.Nacionalismo e inmigración: la cuestión étnica en las élites liberales e intelectuales argentinas: 1919-1940 in Estudios Interdisciplinarios de America Latina y Caribe, vol.1, n.1, 1990.

Leôncio BASBAUM.História sincera da República.T .II.De 1889 à 1930.2ed. São Paulo, L.B.,1962.

Leopoldo MELO.Panamericanismo y la Reunion de la Habana.s.ed,1940.

Leopoldo ZEA. Dos etapas del pensamiento en Hispanoamerica.Mexico : El Colegio de Mexico, 1949.

Loraine GIRON.As Sombras do Littorio:o fascismo na região colonial italiana do Rio Grande do Sul.São Paulo: Tese de Doutorado, Pontifício Universidade Católica,1989.

Lucy Maffei HUTTER.L'Immigrazione Italiana in Brasile nell'Ottocento e nel Novecento:dati esplicativi del fenomeno in Popolazione di Origine Italiana in Brasile.Fondazione Giovanni Agnelli.Torino:Euroamericani, vol.III,1987.

Luigi DE ROSA.L'Emigrazione Italiana in Argentina: Un Bilancio in  
Fernando DEVOTO e Gianfausto ROSOLI.L'Italia nella Società Argentina:  
contributi sull'emigrazione italiana in Argentina.Roma:Centre Studi  
Emigrazione,1988.

Luigi EINAUDI.Il principe mercante.Studio sulla espansione coloniale  
italiana.Torino: Fratelli Bocca, 1890.

Luigi FAVERO ;Maria Rosaria STABILI et René Salinas MEZA ed alli.Il  
contributo italiano allo sviluppo del Cile.Torino :Giovanni Agnelli,1993.

Luigi FAVERO.Emigrazione spontanea o assistita? Un vecchio dilemma  
riproposto dagli insediamenti agricoli italiani in Cile in FAVERO,Luigi ; STABILI,  
Maria Rosaria ; MEZA,René Salinas ed alli.Il contributo italiano allo sviluppo del  
Cile.Torino:Giovanni Agnelli,1993,

Luigi FEDERZONI.Parole Fasciste al Sud-America.Bologna :Nicola  
Zanichelli editore,1938.

Luigi GOGLIA.La propaganda italiana a sostegno della guerra contro l'Etiopia  
svolta in Gran Bretagna nel 1935-1936 in Storia Contemporanea, XX, 5,  
oct.1984.

Luigi INCISA.Nel paese della fazenda.Milano:Felice Balzaretti,1925.

Luigi SALVATORELLI e Giovanni MIRA.Storia d'Italia nel periodo fascista.  
Torino: Giulio Einaudi, 1964.

Luigi VILLARI.Le agresioni degli Stati Uniti nell'America Latina.Roma :Carlo Colombo,1941.

Luis Alberto MONIZ BANDEIRA. Argentina y Brazil: regimenes politicos y politica exterior: 1930-1992 in Ciclos, vol.2, n.3, 1992.

Luiz Souza GOMES. América Latina, seus aspectos,sua história,seus problemas.Rio de Janeiro :FGV,1966, 2éd.

M. MISSIROLI.La Politica Estera di Mussolini.Milano:Instituto per gli Studi di Politica Internazionale,1939.

M.AMBRI.I militari nelle politica argentina : La "rivoluzione" del 1930 in Civitas, juillet-août 1975.

M.BANDEIRA.A Presença dos Estados Unidos no Brasil.Rio de Janeiro: Civilização Brasileira,2ed.,1978.

M.POTASHNIK.Nacismo:National Socialism in Chile:1932-1938.California:Univ. of California press, 1974.

M.T.SADEK.Machiavel, Machiavéis : a tragédia octaviana.São Paulo: Símbolo, 1978.

M.V.SAMPAIO.O Pensamento Político do Presidente Vargas.Rio de Janeiro: Imprensa Nacional,1943.

Manuel GÁLVEZ.Esta pueblo necesita.Buenos Aires:Libreria de A.García Santos,1934 .

Manuel GÁLVEZ.Recuerdos de la vida literaria.T.II.Buenos Aires : Hachette,1956.

Manuel GÁLVEZ.Vida de Hipólito Yrigoyen, el hombre del mistero.2éd.Buenos Aires : Kraft,1939.

Manuel GUERRERO-PEREZ. Les relations des Etats de l'Amérique latine avec la Société des Nations.Paris: A.Pedone,1936.

Manuel UGARTE.El porvenir de la America latina :la raza, la integridad territorial y moral, la organización interior.Valencia :F.Sempere,1910.

Marc NOUSCHI.Le XXème siècle.Paris:Armand Colin, 1995.

Marcello SOLERI.L'Italia in Brasile.Milani(s/d).

Marcos Chor MAIO.Nem Rothschild, nem Trotsky: pensamento anti-semita de Gustavo Barroso.Tese de mestrado.Rio de Janeiro:IUPRJ,1991.

Maria Carolini CORTESE.L'Economia Argentina tra le Due Guerre e le Relazione Commerciali con l'Italia.Tesi di Laurea in Storia delle Relazioni Economiche Internazionali.Università degli Studi di Napoli. Anno Accademico: 1992-1993.

Maria Cristina CACOPARDO e José Luis MORENO.El 'equipaje' del migrante italiano en la Argentina. Un intento de conceptualización en torno al origen regional in Estudios Migratorios LatinoAmericanos, vol.7, n.20, 1992.

Maria do Carmo CAMPELLO de SOUZA.Estado e Partidos Políticos no Brasil (1930-1964).São Paulo:Alfa-Omega,2°,1983.

Maria do Carmo CAMPELLO de SOUZA.O processo político partidário na República Velha in Guilherme MOTTA(ed.)Brasil em perspectiva.São Paulo:Difel,1968.

Maria Inés BARBERO e Susana FELDER.El Rol de los Italianos en el Nacimiento y Desarrollo de las Asociaciones Empresarias en la Argentina(1880-1930) in Fernando J. DEVOTO e Gianfausto ROSOLI.L'Italia nella Società Argentina: contributi sull'emigrazione italiana in Argentina.Roma:Centre Studi Emigrazione,1988.

Maria LEIVA.Il movimento antifascista italiano in Argentina (1922-1945) in BEZZA,B.Gli Italiani fuori d'Italia Gli italiani fuori d'Italia:gli emigrati italiani nei movimenti operai dei paesi d'adozione (1880-1940). Milano:Franco Angeli,1983.

Maria Rosario OSTUNI.Emigrati italiani e politica in Brasile, 1890-1915 in DE FELICE, Renzo.L'Emigrazione italiana in Brasile,1800-1978.Torino:Fondazione Giovanni Agnelli, 1980.

Maria Rosario OSTUNI.Operaio e antifascismo a Buenos Aires: la Società 'Lieber Piemont' in Fernando DEVOTO.Asociacionismo, trabajo e identidad étnica – los italianos en America Latina en una perspectiva comparada.Buenos Aires :CEMLA,1992.

Marilena CHAUI.Apontamentos para uma crítica da Ação Integralista Brasileira in M. Chauí et Sylvia M. CARVALHO.Ideologia e mobilização popular.São Paulo :Paz e Terra, 1978.

Mario FOSCARINI.Emigrazione italiana e colonialismo italiano.  
Milano :1929.

Mario GUASTAMACCHIA.Il commercio Italo-argentino in Annali di economia, n°1,vol.IV,mars 1928.

Mario ISNENGUI. Il sogno africano in Angelo Del Boca (a cura di).Le guerre coloniali del fascismo.Roma-Bari : Laterza,1991.

Mario NASCIMBENE e Mauricio Isaac NEUMAN.El Nacionalismo Catolico, el Fascismo y la Inmigracion en la Argentina (1927-1943): una aproximacion teorica in Estudios Interdisciplinarios de America Latina y el Caribe, vol.4, n.1,1993.

Mario NASCIMBENE.Storia della popolazione italiana in Argentina.Aspetti comparati con il Brasile e gli USA in Euroamericani : Argentina,vol.3,Torino,1987.

Mario NATI.Breve Storia della Stampa Italiana in Brasile. Istituto per la Storia del Risorgimento Italiano, Anno LIV, Fasc.II, avril-juin 1967.

Mario RAPOPORT.Gran Bretaña, Estados Unidos y las clases dirigentes argentinas:1940-1945.Buenos-Aires: Editorial de Belgrado,1982.

Mario RAPOPPORT.Argentina y la Segunda Guerra Mundial: mitos e realidades in Estudios Interdisciplinarios de America Latina y el Caribe.Vol.6,n.1,Enero-Junio,1995.

Mario RAPOPPORT.Foreign and Domestic Policy in Argentina during the Second World War in Guido DI TELLA and D. Cameron WATT.Argentina Between the Great Power,1939-46. London:The Macmillan Press,1989.

Mario RATTO.Prefazione della 2 edizione: La vita e le opere di Vincenzo Grossi in GROSSI, Vincenzo.Storia della colonizzazione europea al Brasile e della emigrazione italiana nello stato di San Paolo.Milano-Roma-Napoli:Dante Alighieri,2ed.,1914 [1905].

MARTINELLI,Franco.San Paolo:gli italiani. Integrazione sociale e diffusione culturale.Roma:Bulzoni,1988.

Marysa GERASSI. Los Nacionalistas.Buenos Aires:Jorge Alvares ed. , 1968.

Maurice R. DAVIE.Word Immigration.New York:Macmillan,1936.

Michael HALL, Michael.The origins of mass immigration in Brazil,1871-1914. Thèse de Doctorat:Columbia University,1969.

Michael M. HALL e Paulo Sergio PINHEIRO.Immigrazione e Movimento Operaio in Brasile: un'interpretazione in José Luiz DEL ROIO.Lavoratori in Brasile: immigrazione e industrializzazione nello stato di San Paulo. Milano : Franco Angeli,1981.



Mont FINKELSTEIN.The Johnson Act, Mussolini and fascist emigration policy, 1921-1930 in Journal of American Ethnic History,VIII,1,1988.

MORINI,Armando.Venezuela:condizioni fisiche ed economiche, cenni storici e culturali. Rome: Istituto Cristoforo Colombo,1928.

MORTARA,Giorgio.A imigração italiana no Brasil e algumas características demográficas do grupo italiano de São Paulo in Revista Brasileira de Estatística,11(42),1950.

Nádia VENTURINI.Neri et italiani ad Harlem.Gli anni trenta e la guerra d'Etiopia. Roma :Edizioni Lavoro,1990.

Nelson Werneck SODRE.O Fascismo Cotidiano.São Paulo:Oficina de Livros,1990.

Niccolò Cuneo.L'emigrazione italiana in Argentina dal sec. XVI al 1870 in Le Relazione Politiche, Economiche, Spirituali tra l'Italia et l'America Latina : I° Convegno Nazionale di Politica Estera.Milano: Istituto per gli Studi di Política Internazionali,1937.

Niccolò Cuneo.Storia dell'emigrazione italiana in Argentina (1810-1870). Milano: Garzanti,1940.

Nicola PENDE.La Conquista Spirituale dell'America Latina: Impressioni di Viaggio. Genova: De le Opere e I Giorni, janv.1931.

Nicolas REPETTO.Politica Internacional.Buenos Aires:La Vanguardia , 1943.

O.R.TANNENBERG.La plus Grande Allemagne : l'œuvre du 20<sup>ème</sup> siècle.

Lausanne : Payot, 1916.

Octavio COSTA.Trinta anos depois da volta: o Brasil na II Guerra Mundial.

Rio de Janeiro, Exxpressão e Cultura, 1975.

Odon POR.Il Divenire Panamericano in Quaderni di Cultura Politica, serie

XI, n.4. Roma: Istituto Nazionale di Cultura Fascista, 1941.

Olaf GAUDIG e Peter VEIT.El Partido aleman nacionalsocialista en

Argentina, Brasil y Chile frente a las comunidades alemanas: 1933-1939

in Estudios Interdisciplinarios de America Latina y Caribe, vol.6, n.2, 1995.

Orazio CICCARELLI.Fascism and Politics in Peru during the Benavides

Regimes, 1933-39: the perspective in Hispanic American Historical

Review, vol. 70, n.3, 1990.

Orazio CICCARELLI.Fascist Propaganda and the Italian Community in

Peru during the Benavides Regimes, 1933-39 in Journal of Latin American

Studies, vol. 20, part 2, 1988.

Orazio PEDRAZZI.I nostri fratelli lontani.Roma : Segretaria dei fasci all' Estero ,

1929.

Oreste VILLA.L'America Latina – Problema fascista.Roma :Nuova Europa, 1933.

Orlando LAZARO.Alberdi, Avellaneda y la inmigración : la inmigración en

la República argentina. Tucumán:Universidad de Tucumán, 1979.

Osvaldo BAYER. L'influenza dell'immigrazione italiana nel movimento anarchico argentino in BEZZA, Bruno (éd.) Gli italiani fuori d'Italia: gli emigrati italiani nei movimenti operai dei paesi d'adozione (1880-1940). Milano: Franco Angeli, 1983.

P.W. BIDWELL. Latin America, Germany and the Hull Program in Foreign Affairs, vol.17, n° 2, janv. 1939.

Paola MANZIOLI. Sarmiento e la questione italiana: una polemica con i giornalisti italiani (1881-1889) in BLENGINO, Vanni; FRANZINA, Emilio et PEPE, Adolfo (éds.) La Riscoperta delle Americhe: lavoratori e sindacato nell'emigrazione italiana in America Latina (1870-1970). Milano: Teti Editore, 1994.

Paolo ORANO. Avanguardie d'Italia nel mondo. Roma, 1938.

Paolo ORANO. Espansione Coloniale. Roma: Pinciana, 1937.

Pasquali PETRONI. L'Influenza dell'Immigrazione Italiana sulle Origini dell'Industrializzazione Brasiliana in Popolazione di Origine Italiana in Brasile. Fondazione Giovanni Agnelli. Torino: Euroamericani, vol.III, 1987.

Patrizia SALVETTI. L'emigrazione italiana in Cile: le fonti in Italia in FAVERO, Luigi ; STABILI, Maria Rosaria ; MEZA, René Salinas ed alli. Il contributo italiano allo sviluppo del Cile. Torino: Giovanni Agnelli, 1993.

Paulo Sérgio PINHEIRO. Classes Médias Urbanas : Formação, Natureza, Intervenção na Vida Política in Boris FAUSTO. História Geral da Civilização Brasileira. T.III, v.2, 2°ed., São Paulo: Difel, 1978.

Paulo Sérgio PINHEIRO.O Proletariado Industrial na Primeira Republica in Boris FAUSTO.História Geral da Civilização Brasileira.T.III,v.2,2ªed.,São Paulo:Difel,1978.

Pedro CALMON.Brasil e América: história de uma política.2ªed.Rio de Janeiro:José Olympo,1944.

Pedro Henriquez UREÑA.Literary Currents in Hispanic America. Cambridge : Harvad University Press, 1949.

Pedro S. LAMAS.L'Italie et la république argentine: un rêve de possession des rives de La Plata. Paris:Imprimerie Charaire et fils,1886.

Pellegrino NAZZARO.Italy from the American Immigration Quota Act of 1921 to Mussolini's policy of grossraum:1921-1924 in The Journal of European Economic History,III,3,1974.

Pellegrino NAZZARO.The Immigrant Quota Act del 1921, la crisi del sistema liberale e l'avvento del fascismo in Italia in Gli italiani negli Stati Uniti:Firenze.Universidade de Firenze,1972.

Philip V.CANNISTRATO et Gianfausto ROSOLI.Emigrazione, Chiesa e fascismo. Lo scioglimento dell'Opera Bonomelli (1922-1928). Roma: Studium,1979.

Philip V.CANNISTRARO y Gianfausto ROSOLI.Fascist Emigration Policy in the 1920s: an interpretative framework in International Migration Review, 13,1979.

Philip V.CANNISTRARO.La fabbrica del consenso:fascismo e mass media. Bari: Laterza,1974.

Piero BARBERA.Impressioni Argentine in Nuova Antologia, fasc.667 ,oct. 1899.

Pierre DENIS.Le Brésil au XXe siècle.Paris,1909.

Pierre GERBET. Le rêve d'un ordre mondial de la SDN à l'ONU.Paris:Imprimerie Nacional, 1996.

Pierre LEON.Economies et Sociétés de l'Amérique latine.Essai sur les problèmes du développemant à l'époque contemporaine. Paris : Sedes,1969.

Pierre MILZA et Serge BERSTEIN.Le Fascisme Italien,1919-1945. Paris: Seuil, nouv. éd.,1995.

Pierre MILZA.De Versailles à Berlin: 1919-1945.Paris :Masson,1990.

Pierre MILZA.Les Relations Internationales de 1918-1939.Paris:Armand Colin, 1995.

Pierre RENOUVIN.Histoire des Relations Internationales: de 1871 à 1945.Tomo III. Paris: Hachette, 1994.

Pietro PASTORELLI.Il Principio di nazionalità nella politica estera italiana in Giovanni SPADOLINI.Nazione e nazionalità in Italia.Bari : Laterza,1994.

Pietro Rinaldo FANESI.El anti-fascismo italiano en Argentina (1922-1945)  
in Estudios Migratorios Latinoamericanos, 4:12, 1989.

Pietro Rinaldo FANESI.Verso l'altra Italia. Alberto Corneli e l'esilio antifascista in Argentina.Milano : Franco Angeli, 1991.

Plínio SALGADO.O que é o Integralismo.São Paulo:Star, 1933.

Plínio SALGADO.Despértemos a Nação.Rio de Janeiro: José Olympio, 1935.

Plínio SALGADO.Psicologia da Revolução.São Paulo:Clássica Brasileira, 1935.

Plínio SALGADO.A Quarta Humanidade in Obras Completas.São Paulo:Ed. das Américas, vol.5, 1955.

R. GAINART.La Pampa Argentina.Buenos-Aires: Solar, 1989.

R.ALMEIDA.A Liga das Nações.Rio de Janeiro, 1938.

R.M.ORTIZ. Historia economica de la Argentina (1850-1930), T.I et T. II, 2<sup>ème</sup> ed., Buenos-Aires, 1964.

R.S. VILLAMIL et G. SAPRIZA.La inmigración europea en el Uruguay.Los italianos. Montevideo :Ediciones de la Banda Oriental, 1982.

Raanan REIN.Otro escenario de lucha: franquistas y antifranquistas en la Argentina, 1936-1949 in Ciclos, vol.5,n.9, 1995.

Raffaele GUARIGLIA. La diplomatie difficile : mémoires, 1922-1946. Paris : Plon, 1955.

Raul FERNANDES. L'Amérique du Sud et la Société des Nations in Origine et œuvre de la Société des Nations. Copenhague, 1924.

René E. GERTZ. Influencia Política Alemã no Brasil na década de 1930 in Estudos Interdisciplinarios de America Latina y Caribe, vol.7, n.1, 1996.

Renzo DE FELICE (a cura di). L'Emigrazione Italiana in Brasile, 1800-1978 : Torino : Fondazione G.Agnelli, 1980.

Renzo DE FELICE e Franco ANGELI. Cenni Storici sulla Emigrazione Italiana nelle Americhe e in Australia. Milano: Franco Angeli Editore, 1979.

Renzo DE FELICE. Alcuni temi per la storia dell'emigrazione italiana in Affari sociali internazionali, n°3, settembre 1973.

Renzo SANTINON. I fasci italiani all'estero. Roma : Settimo Sigillo, 1991.

Ricardo BENZAQUEN de ARAUJO. A Cor da Esperança: totalitarismo e revolução no Integralismo de Plínio Salgado. Rio de Janeiro: CPDOC/FGV, 1984.

Ricardo Peres MONTFORT. Notas sobre el falangismo en Mexico, 1930-1940 in Brigida Von MENTZ. Fascismo y antifascismo en America Latina y Mexico, apuntes historicos. Mexico, 1984.

Ricardo SEITENFUS.As relações entre o Brasil e Itália no período 1918-1939 in Luís Antonio DE BONI.A presença italiana no Brasil.Vol.II,Porto Alegre/ Torino: EST/ Fondazione Giovanni Agnelli,1990.

Ricardo SEITENFUS.L'Etat Fasciste Italien et l'Amérique Latine. Recherche présenté à la Première Table Ronde sur 'Autoritarisme et Fascisme dans les Pays Latins', Firenze, 25-27 novembre 1982.

Ricardo SEITENFUS.Ideology and diplomacy:Italian fascism and Brazil (1935-1938) in Hispanic Americal Review,64/3,1984.

Ricardo SEITENFUS.O Brasil de Getúlio Vargas e a formação dos blocos 1930-1942.O processo de envolvimento brasileiro na II Guerra Mundial.São Paulo:Cia Editora Nacional,1985.

Ricardo SEITENFUS.Quatro teses sobre a política externa brasileira nos anos 30 in José Augusto Guillon ALBUQUERQUE.Sessenta anos de política externa brasileira,1930-1990.Crescimento, modernização e política externa.Vol.I.São Paulo:NUPRI-USP/Cultura Editores Associados,1996.

Riccardo RICCARDI.Equador :condizioni naturali ed economiche, cenni storici e culturali.Istituto Cristoforo Colombo.Roma,1928.

Robert Freeman SMITH.América Latina, los Estados Unidos y las potencias europeas,1830-1930 in BETHELL,Leslie (ed ).Historia de América Latina.Vol.VII. Barcelona : Crítica, 1991,pp.73-105.

Robert PARIS.L'Italia fuori d'Italia in Storia d'Italia :dall'unità a oggi. 3ed., vol.4, T.I, Torino :Einaudi,1975.



Robert WEISBORN.Black America and the Italian Ethiopian crisis : an episode in pan Negroisme in Ebony Kinship – Africa, Africans and the Afro Americans.London – Westport : Greenwood Press,1973,pp.89-114.

Roberto BOTELHO ARRUDA.Le Brésil et ses relations extérieures. Paris: Mazarines, 1935.

Roberto CANTALUPO.Brasile Euro-Americano.Milano:Istituto per gli Studi di Politica Internazionale,1941.

Roberto CANTALUPO.Racconti Politici dell'Altra Pace.Milano:Istituto per gli Studi di Politica Internazionale,1940.

Roberto CORTES CONDE et Ezequiel GALLO.La Formación de la Argentina Moderna. Buenos Aires: Paidós,1967.

Roberto de Arruda BOTELHO.Les Brésil et ses Relations Extérieures. Paris:Mazarines,1935.

Romain GAINART. L'économie de la République argentine in Cahiers d'Outre-mer,t.XIII,1960.

Ronald C.NEWTON.Disorderly Succession: Great Britain, the United States and 'Nazi Menace' in Argentina in Guido DI TELLA and D.Cameron WATT.Argentina Between the Great Power,1939-46.London:The Macmillan Press,1989.

Ronald C. NEWTON. El Fascismo y la Colectividad Italo-Argentina, 1922-1945 in Ciclos. Año V, Vol. V, n.9, 1995.

Ronald C. NEWTON. Patria? Cual Patria? Italo-argentinos y germano-argentinos en la era de la renovación nacional fascista, 1922-1945 in Estudios Migratorios Latinos Americanos, año 7, n°22, 1992.

Ronald C. NEWTON. Ducini, prominenti, antifascisti: Italian fascism and the Italo-argentine collectivity, 1922-1945 in The Americas, vol.51, n.1, 1994.

Rosemary THORP. América Latina y la economía internacional desde la Primera Guerra Mundial hasta la depresión in BETHELL, Leslie (ed ). Historia de América Latina. Vol.VII. Barcelona : Crítica, 1991.

S.M. JEPES et PEREIRA de SILVA. Commentaire théorique et pratique du pacte de la Société des Nations et des statuts de l'union panaméricaine. Paris, 1934.

Salvatore CANDIDO. Contributo alla storia delle relazioni fra gli Stati italiani e l'Uruguay dal 1935 al 1860. Montevideo : Istituto Italiano di Cultura, 1966.

Salvatore CANDIDO. Informes diplomáticos sobre la emancipación latinoamericana en el Reino de Cerdeña (1816-1820) in Primer Congreso Internacional Sanmaritano. Buenos Aires, 1978.

Salvo MASTELLONE. L'Idea di Latinità in DUROSELLE, J.B. et SERRA, Enrico. Italia e Francia dal 1919 al 1939. Milano: ISPI, 1981.

Samuel Baily.The role of two newspapers in the assimilation of Italians in Buenos Aires and Sao Paulo,1893-1913 in International Migration Review,12(3),1978.

Samuel Guy INMAN.América Latina:sua importância mundial.São Paulo:Atlas,1945.

Samuel Guy INMAN.Imperialistic America in The Atlantic Monthly, juin 1924.

Samuel L. BAILY.The Adjustment of Italian in Buenos Aires and New York in American Historical Review, vol.2, n.88, 1983.

Samuel L.BAILY. Lo Studio degli immigranti italiani in Argentina in prospettiva comparada in Gianfausto ROSOLI.Identità degli italiani in Argentina: reti sociali, famiglia, lavoro. Roma:Studium,1993.

Sandra DEUTSCH.Counter-Revolution in Argentina,1900-1932.Lincoln end London,1986.

Santi FEDELE.Storia della Concentrazione Antifascista,1927-1934. Milano: Feltrinelli, 1976.

Simon PLANAS-SUAREZ.La política europea y la Sociedade de las Naciones. Una advertencia a la America.Barcelona,1935.

Stanley E.HILTON.The United States and Argentina in Brazil's Wartime Foreign Policy, 1939-1945 in Guido DI TELLA and D. Cameron WATT.Argentina Between the Great Power, 1939-46.London:The Macmillan Press,1989.

Stanley HILTON.Brazil and the Post-Versailles World :elites images and forein policy strategy, 1919-1929 in Journal of Latin American Studies, Cambridge, 12(2) :341-64, nov 1980.

Stanley HILTON.O Brasil e a Crise Internacional (1930-1945).Rio de Janeiro: Civilização Brasileira,1977.

Stanley HILTON.O Brasil e as Grandes Potências: os aspectos políticos da rivalidade comercial (1930-1939).Rio de Janeiro:Civilização Brasileira,1977.

Stanley PAYNE .El Fascismo.Madrid:Alianza editorial,1982.

Summer WELLS.Imperialistic America in The Atlantic Monthly,sept.1924.

Teixeira SOARES.O Brasil no Conflito Ideologico Global: 1937-1979.Rio de Janeiro :Civilização Brasileira,1980.

Thomas BAILEY.A diplomatic history of the American people.New Jersey:Englewood Cliffs,1974.

Thomas HOLLOWAY. Imigrantes para o café.Rio de Janeiro:Paz e Terra,1984.

Tommaso MANCINI.Problemi e Mezzi della Nostra Penetrazione Economica nell'America Latina.Santiago di Cile:La Ilustracion,1924.

Torcuato DI TELLA. Argentina: una Australia italiana? in Critica y Utopia, 10-11, 1983.

Torcuato DI TELLA.El impacto inmigratorio sobre el sistema político argentino in Revista de estudios migratorios.Buenos Aires:CEMLA,août 1989.

Tulio Halpenin DONGHI.Historia Contemporanea de America latina. 2° ed. Madrid :Alianza Editorial,1970.

Tzvi MEDIN.Ortega y Gasset en la Argentina: la tercera es la vencida udios in Interdisciplinarios de America Latina y el Caribe, vol.2, n.2, 1991.

Ugo E. IMPERATORI .Nell'America Latina.Roma:ed.Italia,1940.

Ugo E. IMPERATORI.L'Italia prodiga :gli italiani all'estero.Milano : Alpes,1924.

V.A.MARCOTTE.L'Italie dans le monde. Bruxelles : éds. ANC. Etabl. Aug. Puvrez,1941.

V.GROSSI.Alla conquista di nuovi sbocchi commerciali :l'Amazzonia e gli interessi italiani nel Nord del Brasile in Bolletino della Società di esplorazione commerciale in Africa,juin 1897.

V.GROSSI.Emigrazione e commercio : per la conclusione di un trattato di amicizia, commercio e navigazione fra l'Italia e il Brasile in L'Italia nelle colonie,juin 1894.

V.GROSSI.Geografia medica e colonie :l'America del Sud dal ponto di vista dell' emigrazione europea :Roma :Innocenzo Artero,1895.

V.GROSSI.Gl'Italiani all'Argentina in Colombo :rivista Italo-Americana, anno I, n°1, déc.1896.

V.GROSSI.L'America del Sud e il commercio italiano in Colombo : rivista Italo-americana,anno I,n°1,déc.1896.

V.GROSSI.La crisi del caffè e l'emigrazione italiana nello stato di San Paolo in Rivista Italo-americana, I, juin 1902.

V.GROSSI.La geografia economica dell'America del Sud e il commercio italiano in Rivista Marittima,oct.-nov.1895.

V.GROSSI.Per la protezione degli emigranti italiani all'estero in Bolletino della Lega italiana per la pace,juin-juillet 1899.

V.GROSSI.Tedeschi e Italiani nel Brasile meridionale : Studio di colonizzazione comparata in Rivista Marittima,juin 1904.

V.S.BLANCATO.Scelta di discorsi e interviste del Conte Francesco Matarazzo. São Paulo : Typ. Paulista,1926.

Valerio CASTRONOVO.Potere economico e fascismo in Storia d'Italia:dall'unità a oggi.Vol.4.T.I.Torino:Giulio Einaudi ed.,1975.

Vanni BLENGINO.Una polemica anti-italiana di Sarmiento in Estratto da Miscellanea di Studi Ispanici.Istituto di Lingua e Letteratura Spagnola dell'Università di Pisa,1974.

Verena STOLCKE.Cafeicultura:homens,mulheres e capital (1850-1980).São Paulo: Brasiliense,1986.

Víctor VALLA.Os Estados Unidos e a influência estrangeira na economia brasileira.São Paulo,1972.

Victoria DE GRAZIA.Consenso e cultura de massa nell'Italia fascista.Bari:Laterza,1981.

Victoriano Peña SÁNCHEZ .Intelectuales y Fascismo: la cultura italiana del 'ventennio fascista' y su repercusión en España.Granada:Universidad de Granada,1995.

Vincenzo LO CASCIO et Felice LE MONNIER(éds.)L'Italiano in America Latina.Firenze, 1987.

Vinicio ARALDI.Il Brasile sotto la Presidenza di Getulio Vargas.Roma : La Filografia, 1939.

Vittorio BRIANI, (éd.) Emigrazione e lavoro italiano all'estero.Elementi per un repertorio bibliografico generale.Roma:Ministero degli Affari Esteri.Direzione Generale dell'Emigrazione e degli Affari Sociali,1967.

Vittorio BRIANI.La Stampa Italiana all'Estero dalle Origini ai Nostri Giorni.Roma :Istituto Poligrafico dello Stato,1977.

Vittorio FALORSI.Problemi di Emigrazione.Bologna :Zanichelli,1924.

W.H KELCHNER.Latin American Relations with the League of Nations.  
Boston :World Peace foudation Pamphets,1930.

William GLADE.América Latina y la economía internacional, 1870-1914 in  
BETHELL,Leslie (ed ).Historia de América Latina.Vol.VII. Barcelona :  
Crítica, 1991.

William SCOTT.The sons of Sheba's race – African Americans and the Italo  
Ethiopian war, 1935-1941.Indianápolis :Indiana University Press,1993.

Zuleika M.F. ALVIM. Brava gente! Os italianos em São Paulo, 1870-1920.São  
Paulo,1986.